



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-05

Nouvelles lois

p. 06-15

Séances publiques n^{os} 67 à 69

p. 16-96

Questions au Gouvernement

p. 96-99

2022-2023

N^o 24

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-05
Nouvelles lois	p. 06-15
Séances	p. 16-96
67 ^e séance du mercredi 19 juillet 2023	p. 16-43
68 ^e séance du mercredi 19 juillet 2023	p. 43-63
69 ^e séance du jeudi 20 juillet 2023	p. 64-96
Questions au Gouvernement	p. 96-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
20/11/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Les prochaines générations hériteront du devoir de mémoire

À l'occasion de la Journée de la Commémoration nationale le 15 octobre 2023, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a assisté à une rencontre culturelle sur le thème de la mémoire au Atert-Lycée Redange.

Les élèves et les enseignants du Atert-Lycée ont réalisé bon nombre de projets de commémoration et leur engagement contribue à maintenir vivant le souvenir des événements de la Seconde Guerre mondiale en Europe et au Luxembourg, a estimé M. Etgen. « Il s'agit d'un travail de mémoire véritablement tangible », a-t-il souligné.

Le Président de la Chambre des Députés a ajouté que « les futures générations devront également contribuer au devoir de mémoire ». Cela lui semblait

d'autant plus important que la paix ne peut plus être considérée comme une évidence. Le dernier exemple en date en est l'« attaque inacceptable » du Hamas contre l'État d'Israël.

Rappelons que la Journée de la Commémoration nationale tire son origine du recensement (« Personenstandsaufnahme ») du 10 octobre 1941 qui avait été organisé par les Nazis et déjoué par les résistants. Ceux-ci avaient demandé à la population luxembourgeoise de répondre trois fois par « luxembourgeoise » aux questions des Nazis sur la nationalité, la langue maternelle et la « race » des interrogés.

« La Journée de la Commémoration nationale est l'occasion de prendre à nouveau davantage conscience de notre responsabilité qui va de pair avec le devoir de

mémoire et que nous devons à l'engagement de nos ancêtres pour un Grand-Duché libre », a ajouté le Président de la Chambre. « Nous devons intégrer dans notre vie quotidienne les valeurs pour lesquelles nos ancêtres se sont engagés », a-t-il encore souligné.

Avant de se rendre au Atert-Lycée, M. Etgen a assisté à plusieurs cérémonies de commémoration à Luxembourg-ville. Celles-ci se sont tenues au Monument national de la solidarité luxembourgeoise situé au lieu-dit « Kanounenhiwwel » ; au Monument à la mémoire des victimes de la Shoah « Kaddisch », situé derrière la Cathédrale Notre-Dame ; devant le Monument du souvenir, l'emblématique « Gëlle Fra » ; au Mémorial de la déportation à Luxembourg-Hollerich et au Monument national de la résistance et de la déportation « Hinzterter Kräiz », situé au cimetière Notre-Dame.



Le Président de la Chambre des Députés lors de la rencontre culturelle au Atert-Lycée Redange.



La cérémonie au Monument national de la solidarité luxembourgeoise « Kanounenhiwwel »



La cérémonie au Monument à la mémoire des victimes de la Shoah « Kaddisch »



La cérémonie devant le Monument du souvenir « Gëlle Fra »



La cérémonie au Mémorial de la déportation à Luxembourg-Hollerich



La cérémonie au Monument national de la résistance et de la déportation « Hinzterter Kräiz »

69^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Feu vert à la création d'un poste pour renforcer la résilience démocratique de l'Alliance



La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas, Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN.

Dans le cadre de la 69^e session annuelle, qui s'est tenue du 6 au 9 octobre 2023 à Copenhague, les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) ont réaffirmé l'importance de la mobilisation de l'OTAN en faveur de la défense des valeurs démocratiques communes et de l'ordre international fondé sur des règles. Il s'agit d'une tâche fonda-

mentale qui, aux yeux de l'AP-OTAN, devrait être réalisée par la création d'un centre de résilience démocratique au siège de l'OTAN.

Dans ce contexte, et pour faire suite à la proposition exprimée par la délégation luxembourgeoise au cours de la dernière session de printemps, qui s'est tenue à Luxembourg au mois de mai 2023, l'Assemblée a donné son feu vert à la création d'un poste pour renforcer la résilience démocratique de l'Alliance, financé par la Chambre des Députés.

Aux yeux du Président par intérim, M. Michal Szczerba (Pologne), le sommet de Washington, qui marquera le 75^e anniversaire de l'OTAN l'année prochaine, serait le bon moment pour « célébrer le fait que l'Organisation dispose d'un organe consacré à aider les Alliés et leurs partenaires à défendre nos valeurs ».

Organisée par le Folketing (le Parlement danois), la session d'automne, au cours de laquelle une série de questions en matière de défense et de sécurité euro-atlantiques ont été abordées, a réuni 274 parlementaires représentant les 31 États membres de l'OTAN, ainsi qu'une centaine de membres en provenance de

quelque 25 pays partenaires et d'autres instances interparlementaires. Les participants ont également examiné les conclusions et les principales décisions prises lors du sommet de l'OTAN à Vilnius en juillet dernier.

À la suite de l'intervention du Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk, les membres de l'Assemblée ont réitéré leur position ferme à l'égard de la Russie et rappelé leur soutien sans faille à l'Ukraine. « L'OTAN doit s'adapter à cette nouvelle ère de concurrence stratégique en faisant preuve d'unité, de détermination et d'engagement. Elle doit renforcer son dispositif de dissuasion et de défense, en particulier sur son flanc oriental », a insisté M. Szczerba.

Les membres ont ensuite entendu les interventions de la Première Ministre danoise, Mme Mette Frederiksen, du Président du Folketing, M. Søren Gade, du Secrétaire général délégué de l'OTAN, M. Mircea Geonna, ainsi que du Général d'armée aérienne, M. Philippe Lavigne, Commandant suprême allié transformation (SACT) de l'OTAN. Les membres ont en outre examiné les progrès accomplis en ce qui concerne le processus d'adhésion de la Suède à l'OTAN.

Session d'automne 2023 de l'APCE

Les crises internationales au cœur des débats parlementaires

La remise du Prix des droits de l'homme Václav Havel ainsi que des débats sur la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh et sur l'escalade de la violence au Proche-Orient ont figuré parmi les temps forts de la session plénière d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

La remise du 11^e Prix des droits de l'homme Václav Havel 2023 a marqué l'ouverture de la session plénière d'automne de l'APCE qui s'est déroulée du 9 au 13 octobre 2023 à Strasbourg. Ce prix, qui récompense des actions exceptionnelles de la société civile en faveur des droits humains, a été décerné cette année à M. Osman Kavala, défenseur turc des droits humains, qui se trouve actuellement en prison. Dans une lettre écrite de sa prison, lue à haute voix devant l'Assemblée par son épouse, Mme Ayşe Buğra, M. Kavala s'est dit honoré par la décision du jury et a dédié le prix à ses « concitoyens illégalement maintenus en prison ».

Un débat d'actualité sur « l'escalade de la violence au Proche-Orient suite à l'attaque récente du Hamas contre Israël » figurait entre autres à l'ordre du jour. Les parlementaires ont majoritairement exprimé leur solidarité envers Israël et les familles des victimes. Le rapporteur de l'APCE sur la situation au Moyen-Orient et député italien, M. Piero Fassino, a mis en avant la nécessité pour la communauté internationale de relancer une initiative politique et diplomatique « ouvrant la voie à une solution négociée – la seule qui puisse garantir la paix – en abandonnant toute attitude attentiste ».

Dans le cadre d'un débat d'urgence sur la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh, les parlementaires des 46 États membres du Conseil de l'Europe ont



Remise du Prix des droits de l'homme Václav Havel, d'un montant de 60.000 euros, à l'épouse du défenseur turc des droits humains, M. Osman Kavala, par le Président de l'APCE, M. Tiny Cox

adopté une résolution appelant l'Azerbaïdjan à « assurer un climat de confiance et des conditions matérielles satisfaisantes » pour que les Arméniens du Haut-Karabakh puissent retourner dans leur patrie. L'Assemblée a également déclaré que l'exode massif de la quasi-totalité de la population arménienne de cette région avait donné lieu à des « allégations et à des suspicions raisonnables de nettoyage ethnique ». Si l'Azerbaïdjan ne remplit pas les obligations énumérées dans la résolution, l'Assemblée pourrait demander l'ouverture d'une procédure complémentaire conjointe entre le Comité des ministres et l'Assemblée parlementaire en réponse à une violation grave par l'Azerbaïdjan de

ses obligations statutaires, et contester les pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise lors de sa première partie de session de 2024.

Dans la résolution adoptée dans le cadre d'un débat d'urgence au sujet de la guerre d'agression que mène actuellement la Russie contre l'Ukraine, les parlementaires de l'APCE ont souligné que pour parvenir à la paix, il est nécessaire de « concourir à la victoire de l'Ukraine militairement, financièrement, politiquement et diplomatiquement, aux niveaux bilatéral et multilatéral » et reconnaître « la nature, l'étendue et la gravité des crimes commis par la Fédération de Russie ».

Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale

« Si les femmes ne participent pas activement à l'économie, nous ne pouvons pas faire avancer l'économie mondiale »



M. Sven Clement a représenté la Chambre des Députés aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Le 10 octobre 2023, M. Ajay Banga, Président de la Banque mondiale, a profité de la conférence de presse inaugurale des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale afin d'aborder les défis majeurs auxquels l'économie mondiale doit faire face dans les années à venir. Il n'a pas omis de rappeler à plusieurs reprises que l'inclusion des femmes dans l'économie mondiale est au cœur de l'activité de la Banque mondiale, regrettant toutefois que la situation ne se soit pas améliorée à l'échelle mondiale depuis les années 90. Son intervention a posé les jalons pour les tables rondes et les différentes réunions qui ont eu lieu les jours suivants.

Créés en 1944, la Banque mondiale et le FMI ont des missions complémentaires. La Banque mondiale est une institution financière internationale qui fonctionne comme une banque d'investissement. Elle soutient les pays en développement en leur octroyant des aides financières ainsi que des sources de savoir pour lutter contre la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée au niveau mondial. De son côté, le FMI surveille l'évolution monétaire aux niveaux mondial et national et poursuit la stabilité ainsi que la croissance économiques et financières à l'échelle mondiale. Il émet des prêts à des pays en difficulté qui sont alors tenus de s'engager dans la mise en place de réformes. Les deux institutions sont financées par leurs pays membres et le Luxembourg est membre des deux institutions depuis le 27 décembre 1945.

Chaque année, les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale réunissent les acteurs clés du monde économique, issus des domaines les plus divers. Cette année, elles se sont déroulées à Marrakech du 9 au 15 octobre. À la suite du séisme survenu au Maroc le 8 septembre 2023, la Banque Mondiale et le FMI avaient décidé, ensemble avec les autorités marocaines, de maintenir cet événement de haut niveau à Marrakech et de l'adapter aux circonstances. En participant à cet événement en présentiel, les représentants des pays membres ont fait preuve de leur soutien au pays et au peuple marocains.

La Chambre des Députés était représentée par M. Sven Clement qui est membre du réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI. De plus, il a récemment été nommé au Conseil de l'initiative mondiale des jeunes parlementaires du Groupe de la Banque mondiale. Ce programme est destiné aux jeunes parlementaires (40 ans et moins) du monde entier en vue de relever les défis du développement international.

Lors des assemblées annuelles, M. Clement a notamment échangé avec d'autres parlementaires sur la coopération au développement ainsi que les stratégies pour des investissements durables. Le député luxembourgeois a saisi cette opportunité pour renforcer les liens avec des parlementaires africains intéressés au renforcement de la coopération parlementaire en matière de santé et de couverture sanitaire universelle.

À côté des événements destinés aux parlementaires, M. Clement a participé aux nombreuses tables rondes et réunions de haut niveau en vue de s'informer sur les derniers développements dans le domaine économique mondial. Les sujets dominants étaient, entre autres, l'inclusion des femmes, les stratégies économiques durables ainsi que la nécessité d'instaurer un nouveau modèle économique stratégique adapté aux multiples crises actuelles.

Comment lutter contre la violence envers les enfants ?

La violence à l'encontre des enfants est un problème qui doit être abordé de manière transversale, selon la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Najat Maalla M'jid, qui était en visite à la Chambre des Députés le 18 octobre 2023.

La Représentante spéciale a constaté que les raisons conduisant à la violence envers les enfants ainsi que les situations à risque sont souvent connues, aussi, semble-t-il, au Grand-Duché. Elle a ajouté qu'un défi majeur dans la lutte contre la violence envers les enfants réside toutefois dans le développement d'une stratégie transversale.

Lors de l'échange de vues avec le Premier Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. Charles Schmit, la Représentante spéciale a expliqué que des solutions isolées qui sont proposées dans les différents domaines à risque ne peuvent mener à la résolution du problème. Tant le Vice-Président du Parlement luxembourgeois que l'OKaJu ont exprimé leur volonté de trouver des solutions qui permettent de développer une approche plus transversale dans la lutte contre la violence envers les enfants.

Une réforme du cadre légal en cours

M. Di Bartolomeo a fait référence à la réforme du cadre légal qui est en cours. Celle-ci devrait entre autres rendre la législation luxembourgeoise davantage conforme aux dispositions de la Convention

internationale des droits de l'enfant que le pays a ratifiée en 1993.

Plusieurs projets de loi en lien avec cette thématique ont été déposés en 2022, notamment :

- le projet de loi portant sur l'introduction d'une procédure pénale pour mineurs (7991) ;
- le projet de loi relatif aux droits des mineurs victimes et témoins dans le cadre de la procédure pénale (7992) ;
- le projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes adultes et aux familles (7994).

La Représentante spéciale a qualifié les réformes luxembourgeoises d'« avant-gardistes » et de « nécessaires », en attirant toutefois l'attention sur le fait que de telles réformes ne peuvent réussir que si les bonnes démarches sont entreprises afin de les traduire en actions. Elle a par ailleurs confirmé les dires du Vice-Président selon lesquels la lutte pour les droits des enfants commence notamment avec la lutte contre les conflits armés, contre le travail des enfants ainsi qu'avec une politique migratoire solidaire.



La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Najat Maalla M'jid (à droite), et l'OKaJu, M. Charles Schmit (au milieu), lors d'une entrevue avec le Vice-Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo

Modernisation du droit de la faillite

6539A – Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant : 1° le livre III du Code de commerce ; 2° le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ; 3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de Procédure civile ; 4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ; 6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ; 7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ; 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ; 9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Le projet de loi vise à mettre en œuvre le programme gouvernemental de 2009 en ce qui concerne les entreprises en difficultés et fait suite à un débat intervenu à la Chambre des Députés en 2011 au cours duquel a été reconnu qu'en période de crise, un système approprié en matière d'entreprises en difficultés devient une priorité nationale incontournable. Le problème des faillites étant un problème complexe, une réponse unique à cette problématique s'avère trop limitative et inappropriée. Or, le projet de loi sous référence aborde le sujet sous différents angles en réunissant autant un volet préventif, un volet réparateur, un volet répressif ainsi qu'un volet social.

En observant la situation au moment du dépôt du projet de loi, une augmentation du nombre de faillites prononcées au Luxembourg avait pu être constatée. En examinant les statistiques de manière plus proche, il a été constaté que les sociétés concernées sont très diverses avec, notamment, d'un côté des sociétés de petite taille assez nombreuses avec peu de salariés, et de l'autre côté des sociétés importantes peu nombreuses mais avec un nombre de salariés élevé.

Au cours des dernières années, le Gouvernement a déjà pris certaines initiatives en matière de faillite, dont un projet en 2003 portant des mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées, ainsi qu'un avant-projet de loi sur la gestion contrôlée. Cependant, ces projets n'ont, à ce jour, pas encore été finalisés. Le projet de loi n° 6539A prévoit à son tour une réforme basée sur plusieurs grands axes, c'est-à-dire quatre volets au total afin d'aborder la problématique des entreprises en difficultés et les faillites.

Le volet préventif vise à éviter que l'on doive automatiquement aboutir à une faillite si une entreprise est en difficultés. En effet, le projet prévoit d'introduire de nouvelles dispositions qui ont vocation à remplacer les outils largement sous-utilisés actuels, dont la gestion s'avère souvent trop lourde, et qui par conséquent ne concernent des entreprises ayant encore des moyens suffisants pour couvrir les frais y afférents. Selon les auteurs, la mise en place d'un système de clignotants permettrait de reconnaître à temps les entreprises en difficultés. En outre, il faudrait des mécanismes adaptés qui incitent le commerçant à solliciter à temps des mesures de soutien. L'idée de base est de mettre à la disposition des entreprises des outils divers, adaptés suivant la taille des entreprises concernées. En effet, les auteurs du projet se sont inspirés de la réforme belge, et adoptent une approche volontariste en termes d'outils mis à la disposition des entreprises en vue de permettre une continuation de l'activité.

Concernant le volet réparateur, les auteurs estiment qu'il doit permettre aux commerçants malheureux, mais de bonne foi, de pouvoir disposer d'une seconde chance et contribuer à la création d'un environnement plus propice à un nouveau départ. Or, ceci inclut la possibilité en tant que commerçant personne physique de ne plus être débiteur du solde du passif de la faillite après la clôture de celle-ci et s'étend à la procédure de réorganisation.

Par opposition, le volet répressif doit permettre d'éviter que les acteurs de mauvaise foi puissent simplement s'en sortir en laissant tomber leur commerce et en recommençant un nouveau. Nonobstant, comme une distinction entre commerçants sincères et acteurs de mauvaise foi s'avère compliquée, le projet de loi propose de décriminaliser la banqueroute frauduleuse afin de faciliter le processus de poursuite au pénal en évitant la nécessité de procéder systématiquement à une instruction par un juge d'instruction. Dans l'état actuel, la banqueroute frauduleuse constitue un crime et, par conséquent, l'ouverture d'une instruction est obligatoire pour entamer une poursuite. Cette procédure est lourde et ralentit, voire même, selon les auteurs, décourage les poursuites. Or, dans le nouveau texte proposé, il ne s'agit pas de dépénaliser ces infractions, mais de permettre aux autorités com-

pétentes de poursuivre avec plus de rapidité et d'efficacité. La banqueroute reste désormais toujours qualifiée de délit.

Finalement, en ce qui concerne le volet social, les auteurs rappellent que les mesures de réorganisation judiciaire et les mesures antérieures ont pour objet de permettre de préserver l'activité et les emplois qui l'accompagnent, ceci pour éviter les coûts qu'entraîne une faillite pour l'État.

Dépôt du projet de loi 6539 par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01/02/2013

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique

(Présidente : Mme Viviane Loschetter) :

24/02/2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi 6539

Examen de l'avis du Conseil d'État

Constitution de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission juridique

Travaux de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission juridique

(Président : M. Franz Fayot) :

07/03/2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

21/03/2016 Examen du projet de loi 6539

11/04/2016 Suite de l'examen du projet de loi

18/04/2016 Suite de l'examen du projet de loi

25/04/2016 Suite de l'examen du projet de loi

02/05/2016 Suite de l'examen du projet de loi

09/05/2016 Suite de l'examen du projet de loi

23/05/2016 Suite de l'examen du projet de loi

30/05/2016 Suite de l'examen du projet de loi

13/06/2016 Suite de l'examen du projet de loi

20/06/2016 Suite de l'examen du projet de loi

27/06/2016 Suite de l'examen du projet de loi

04/07/2016 Suite de l'examen du projet de loi

11/07/2016 Suite de l'examen du projet de loi

18/07/2016 Suite de l'examen du projet de loi

19/09/2016 Suite de l'examen du projet de loi

26/09/2016 Suite de l'examen du projet de loi

10/10/2016 Suite de l'examen du projet de loi

17/10/2016 Suite de l'examen du projet de loi

21/10/2016 Suite de l'examen du projet de loi

24/10/2016 Suite de l'examen du projet de loi

27/03/2017 Présentation du document européen COM(2016) 723

Analyse d'impact sur le projet de loi en cours d'instruction

29/03/2017 Continuation des travaux

13/04/2017 Continuation des travaux

25/04/2017 Continuation des travaux

26/04/2017 Continuation des travaux

15/05/2017 Continuation des travaux

06/11/2017 Continuation des travaux

17/11/2017 Continuation des travaux

22/11/2017 Continuation des travaux

27/11/2017 Continuation des travaux

01/12/2017 Continuation des travaux

18/12/2017 Continuation des travaux

15/01/2018 Continuation des travaux

07/02/2018 Continuation des travaux

08/02/2018 Continuation des travaux

21/02/2018 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 08/01/2020 Constitution de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice
- 21/07/2021 Scission du projet de loi 6539 en deux projets de loi distincts : 6539A et 6539B
- 02/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 10/07/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 17/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice

(Président : M. Guy Arendt) :

- 08/01/2020 Reprise des travaux
Mise en place d'un calendrier de travail
- 20/01/2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 13/02/2020 Désignation d'un nouveau rapporteur
- 24/02/2020 Continuation des travaux
- 05/03/2020 Échange de vues avec les magistrats des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch
- 09/03/2020 Échange de vues avec les représentants de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg
- 15/06/2020 Échange de vues avec des experts juridiques en matière du droit de la faillite
- 10/07/2020 Suite de l'échange de vues avec des experts juridiques en matière du droit de la faillite
- 22/02/2021 Décision de scinder le projet de loi 6539 en deux projets de loi distincts : 6539A et 6539B
- 08/03/2021 Continuation des travaux
- 22/03/2021 Continuation des travaux
- 29/03/2021 Continuation des travaux
- 26/04/2021 Continuation des travaux
- 03/05/2021 Continuation des travaux
- 10/05/2021 Continuation des travaux
- 31/05/2021 Continuation des travaux
- 14/06/2021 Continuation des travaux
- 21/06/2021 Continuation des travaux
- 28/06/2021 Continuation des travaux
- 19/07/2021 Continuation des travaux
- 21/07/2021 Continuation des travaux
- 20/09/2021 Continuation des travaux
- 27/09/2021 Continuation des travaux
- 04/10/2021 Continuation des travaux
- 07/02/2022 Continuation des travaux
- 21/02/2022 Continuation des travaux
- 30/06/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 05/07/2023 Suite de l'examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
- 17/07/2023 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 521, page 1

4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ; 5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ; 6° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante ; 7° de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ; 8° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ; 9° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant ; 10° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Le projet de loi a pour objet de préciser les différentes procédures de « contrôle d'honorabilité » actuellement prévues dans plusieurs textes de loi relevant de la compétence du Ministre de la Justice. Un tel contrôle est notamment mis en œuvre dans le cadre d'une demande d'autorisation, de permis ou d'agrément prévue par la loi sur les armes et munitions ou dans le cadre du recrutement du personnel judiciaire. Pour la plupart, ces procédures de vérification d'antécédents concernent des matières que l'on peut qualifier de sensibles, au vu des droits, autorisations, agréments, fonctions ou missions que se voient conférer les personnes qui doivent se soumettre au préalable à ces contrôles.

Ces contrôles visent à prévenir les infractions et à détecter des signes de propension à la violence chez les demandeurs. Le Ministère public doit pouvoir recevoir des demandes d'informations de la part des administrations exerçant une prérogative de puissance publique. Les discussions entamées suite à l'affaire dite « Casier bis » ou « JU-CHA » ont cependant fait ressortir certaines lacunes que présentent actuellement les procédures de vérification d'antécédents, au vu de la nouvelle législation européenne et nationale en matière de protection des données entrée en vigueur en 2018.

Par conséquent, ce projet de loi vise à répondre aux exigences légales en définissant précisément la finalité des traitements des données, en limitant la consultation aux données essentielles, en déterminant la durée de conservation des données et en assurant la transparence et la prévisibilité des procédures de contrôle d'honorabilité.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 02/11/2020

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 11/11/2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
- 20/04/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 20/07/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 21/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 12/07/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 17/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 519, page 1

« JU-CHA » : traitement de données personnelles

7882A – Projet de loi portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA »

L'objet du projet de loi n° 7882 est d'encadrer le traitement de données à caractère personnel effectué par les autorités judiciaires à l'aide de l'application « JU-CHA » (Justice Chaîne Pénale), permettant la gestion des dossiers répressifs du premier acte de procédure jusqu'à l'exécution des décisions de justice, conformément aux dispositions du droit européen et international, du Code pénal, du Code de procédure pénale et des autres lois spéciales applicables.

Conformément à la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.

Procédures de « contrôle d'honorabilité »

7691 – Projet de loi portant modification 1° du Code de procédure pénale ; 2° du Nouveau Code de procédure civile ; 3° de la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;

Le projet de loi précise dès lors les finalités pour lesquelles les données collectées sont traitées, les catégories de données traitées, les conditions d'accès à l'application JU-CHA ainsi que les délais pendant lesquels l'accès est autorisé. Ainsi, toute personne concernée sera en mesure de retracer dans quelles conditions et pour quelles raisons ses données sont traitées par les autorités judiciaires.

L'application JU-CHA et les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par les autorités répressives tombent actuellement sous le champ d'application de la nouvelle loi-cadre du 1^{er} août 2018.

Comme l'a rappelé l'Autorité de contrôle judiciaire (ACJ) dans son avis sur l'application JU-CHA, il ne fait aucun doute que les traitements de données effectués par les autorités compétentes en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et le droit à la protection des données et que les dispositions pénales, en particulier le Code pénal et le Code de procédure pénale, constituent une base légale suffisante pour la collecte de données à caractère personnel dans l'exécution des missions essentielles du ministère public et des juridictions judiciaires.

Suite aux discussions publiques et institutionnelles menées dans le cadre du traitement des données à caractère personnel par les autorités judiciaires et la Police grand-ducale, le Gouvernement a cependant décidé de préciser les conditions et les modalités de ces traitements afin de garantir la conformité pleine et entière de telles ingérences dans la vie privée des personnes concernées avec les exigences de la Constitution, de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le projet de loi sous rubrique entend concilier, d'une part, la nécessité de munir les autorités judiciaires des outils indispensables au bon fonctionnement de la Justice et, d'autre part, le respect au droit à la vie privée et plus spécialement celui au droit à la protection des données personnelles.

Le projet de loi propose par ailleurs certaines modifications au Code de procédure pénale afin de régler la transmission d'informations en matière pénale, en donnant notamment une base légale non équivoque à la communication par le ministère public des décisions de condamnation aux administrations, personnes morales de droit public ou aux ordres professionnels compétents chargés d'en assurer l'exécution. Le texte introduit encore la possibilité pour le ministère public d'alerter des personnes de droit public ou privé d'un risque de commission d'infraction par un de leurs subordonnés. L'article dont question s'inspire de la législation française en la matière.

Le projet de loi n° 7949 a pour objectif le renforcement du dispositif législatif relatif à la protection, en particulier des mineurs, contre les abus sexuels, en tenant compte de leur vulnérabilité particulière. À cette fin, des modifications au Code pénal et au Code de procédure pénale sont proposées.

Le texte du projet de loi est formulé d'une façon « technology neutral », reconnaissant que les infractions sexuelles peuvent également être commises sans un contact physique direct entre l'auteur et la victime, et punissant tout autant les infractions sexuelles commises contre les enfants en ligne que celles commises hors ligne. Ceci est conforme avec ce que le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a recommandé dans ses lignes directrices concernant l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adoptées en 2019.

Le projet de loi vise tout d'abord à clarifier la notion de « consentement à un acte sexuel », en s'inspirant des dispositions belges récentes en la matière. Le consentement étant un des éléments – si ce n'est l'élément le plus important – de la qualification des abus sexuels, il apparaît nécessaire de consacrer légalement les principes déjà retenus aujourd'hui par la jurisprudence.

Le texte propose de remplacer la notion « d'attentat à la pudeur » par les termes d'« atteinte à l'intégrité sexuelle » étant donné que la valeur à protéger est l'intégrité sexuelle et le droit de la personne à son autodétermination sexuelle. Cette protection renforcée s'impose, d'une part, au vu de la particulière vulnérabilité des victimes mineures d'abus sexuels. En effet, la notion d'attentat à la pudeur est désuète et de moins en moins utilisée en droit comparé, notamment dans nos pays voisins. La prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant commande ainsi un renforcement du dispositif pénal protégeant notamment les mineurs contre les abus sexuels.

Dans ce contexte, le projet de loi clarifie qu'il est interdit par la loi aux personnes âgées de plus de seize ans d'entretenir des relations sexuelles avec des mineurs de moins de seize ans, quel que soit le comportement de ceux-ci. Il convient de tenir compte des obligations positives imposées aux États concernant les infractions à caractère sexuel, « y compris lorsque la victime n'a pas opposé de résistance physique », obligations dégagées par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la jurisprudence afférente de la Cour européenne des droits de l'homme.

La définition du viol est modifiée en profondeur par le projet de loi et couvre désormais non seulement les actes de pénétration pratiqués par l'auteur sur la personne de la victime, mais encore les actes que la victime serait amenée à pratiquer sur la personne de l'auteur, sur elle-même ou sur une tierce personne.

Le projet de loi crée une infraction autonome de viol sur mineur et des échelons de peines plus élevés pour chaque infraction, tout ceci en conformité avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, signée à Lanzarote le 25 octobre 2010, tout en élargissant le champ matériel de ces différentes infractions.

En outre, le projet de loi crée une infraction à l'égard des mineurs commise par l'un des parents, un ascendant légitime, naturel ou adoptif, par toute personne en ligne collatérale jusqu'au troisième degré, ou tout allié jusqu'au troisième degré. Jusqu'à présent, la nature incestueuse de la relation constituait une circonstance aggravante sur le fondement d'un champ d'application *ratione personae* réduit, dont les conditions sont prévues à l'article 377 du Code pénal. Le projet de loi prévoit d'élargir la liste des personnes pouvant être auteur d'un viol ou d'une atteinte à l'intégrité sexuelle incestueuse aux personnes abusant d'une position reconnue de confiance ou d'influence et aux personnes auxquelles le mineur a été confié et qui ont la charge du mineur.

Une partie de la loi en projet vise encore à transposer une partie de la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil, ci-après la « directive 2011/93/UE ». Il s'agit notamment de répondre à une mise en demeure que la Commission européenne a adressée au Grand-Duché de Luxembourg pour transposition incorrecte de ladite directive.

Finalement, le projet de loi crée plusieurs cas d'imprescriptibilité afin d'offrir une protection juridictionnelle plus importante des mineurs tout en facilitant la poursuite des infractions à caractère sexuel les plus graves.

Dépôt du projet de loi 7882 par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10/09/2021

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

15/09/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi 7882

11/01/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

28/06/2023 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État

Examen des amendements gouvernementaux

Scission du projet de loi 7882 en deux projets de loi distincts : 7882A et 7882B

12/07/2023 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

14/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

15/09/2021 Présentation et examen du projet de loi 7882

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 525, page 1

Protection des mineurs contre les abus sexuels

7949 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 17/01/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
 (Président : M. Charles Margue) :

19/01/2022 Désignation d'un rapporteur
 Présentation et examen du projet de loi

10/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'une série d'amendements
 parlementaires

17/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
 Loi du 7 août 2023
 Mémorial A : 2023, n° 520, page 1

Assistance judiciaire

7959 – Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

L'assistance judiciaire au Luxembourg est essentielle pour garantir l'accès à la justice des plus vulnérables. Cependant, le système actuel nécessite une réforme afin d'améliorer son efficacité et de l'adapter aux besoins actuels.

Actuellement, le système fonctionne selon le principe du « tout ou rien », ce qui peut entraîner des inégalités. L'utilisation du revenu d'inclusion sociale (REVIS) comme unique critère pour déterminer l'éligibilité à l'assistance judiciaire pose problème, car même un léger dépassement de ce seuil exclut complètement une personne du bénéfice de l'assistance. Cela peut dissuader les justiciables d'agir en justice, car les coûts des honoraires d'avocat ne sont pas toujours proportionnels à leur capacité financière. Malgré la possibilité pour le bâtonnier d'accorder l'assistance judiciaire dans des situations exceptionnelles, cela ne suffit pas à réduire les inégalités.

Il est donc proposé de mettre en place une assistance judiciaire partielle, avec des paliers de revenus déterminant la part des honoraires prise en charge par l'État.

Les dispositions légales relatives à l'assistance judiciaire sont actuellement regroupées dans un seul article de la loi sur la profession d'avocat, ce qui rend le texte difficile à lire et à comprendre. Il est proposé d'intégrer ces dispositions dans une loi spéciale distincte pour assurer une meilleure structuration et une plus grande clarté.

Éléments clés de la réforme :

a) Introduction de l'assistance judiciaire partielle : il est proposé d'étendre l'assistance judiciaire aux personnes disposant de ressources légèrement supérieures au REVIS, en fixant des paliers de revenus pour déterminer la part prise en charge par l'État. Les honoraires d'avocat seront facturés en fonction d'une convention d'honoraires négociée entre le client et l'avocat, ainsi que du tarif en vigueur pour l'assistance judiciaire.

b) Assistance judiciaire des mineurs : il est proposé de renoncer au recouvrement des frais auprès des parents des mineurs bénéficiant de l'assistance judiciaire, compte tenu des difficultés potentielles et des implications sur la relation familiale.

c) Champ d'application : le champ d'application de l'assistance judiciaire reste globalement le même, mais il est proposé d'inclure la prise en charge des frais de médiation et d'élargir l'accès à l'assistance judiciaire dans les procédures de règlement collectif des dettes, sous réserve de l'appréciation du bâtonnier.

d) Limitation du changement d'avocat : sauf circonstances exceptionnelles, le client ne pourra demander qu'une seule fois le changement d'avocat, laissant au bâtonnier la liberté de décider des autres demandes de changement.

e) Adaptation de la procédure de clôture : la procédure de clôture d'un dossier d'assistance judiciaire sera revue pour permettre au bénéficiaire et à son avocat de vérifier les prestations retenues avant la transmission au Ministère de la Justice, afin de réduire les recours administratifs ultérieurs.

f) Définition des prestations facturables : des précisions seront apportées par un règlement grand-ducal concernant les prestations admissibles et exclues dans le cadre de l'assistance judiciaire.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/01/2022
 Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
 (Président : M. Charles Margue) :

26/01/2022 Présentation de l'avant-projet de loi

21/06/2023 Désignation d'un rapporteur
 Présentation et examen du projet de loi
 Examen de l'avis du Conseil d'État
 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

17/07/2023 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
 Examen des amendements gouvernementaux
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023
 Loi du 7 août 2023
 Mémorial A : 2023, n° 542, page 1

Réforme du droit d'établissement

7989 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. La réforme du droit d'établissement vise à réagir aux mutations de l'environnement réglementaire, économique, technique, technologique, entrepreneurial et artisanal.

La réforme sous rubrique marque un pas décisif sur la voie de la modernisation du droit d'établissement, à la fois pour garantir la qualité des services de l'artisanat, notamment en :

- maintenant les exigences de qualification comme le brevet de maîtrise ;
- limitant le nombre des autorisations pour le dirigeant d'une entreprise artisanale à un maximum de deux autorisations ;
- rajoutant des critères disqualifiants à l'appréciation de l'honorabilité professionnelle ;
- garantissant une ouverture et une flexibilisation nécessaire au dynamisme entrepreneurial, notamment en simplifiant l'accès à certaines activités professionnelles de l'artisanat inscrites sur une liste C nouvelle ;
- permettant l'obtention d'une nouvelle autorisation d'établissement sous certaines conditions à travers l'introduction d'une « nouvelle chance » ;
- facilitant la transmission d'entreprise à un salarié ;
- réglementant l'obtention d'une nouvelle autorisation d'établissement après une faillite ;
- facilitant les démarches administratives à travers l'automatisation des échanges interadministratifs ;
- renforçant la protection des consommateurs qui disposeront à l'avenir d'un accès en temps réel aux informations relatives aux qualifications professionnelles contenues dans l'autorisation d'établissement d'une entreprise ainsi qu'à la durée de validité même de l'autorisation ;
- en encadrant, d'un point de vue du droit d'établissement, l'activité de location de courte durée à partir d'un certain seuil de nuitées en cherchant à rapprocher les exigences d'hygiène et de sécurité déjà en place dans le secteur de l'hôtellerie à partir d'un certain seuil de nuitées.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/04/2022
 Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
 (Présidente : Mme Simone Beissel) :

20/04/2022 Désignation d'un rapporteur
 Présentation du projet de loi

08/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

10/05/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

08/06/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

03/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 Adoption d'un amendement parlementaire

13/07/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023

Loi du 26 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 552, page 1

Sociétés commerciales

8007 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ; 4° du Code civil

La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après la « loi de 1915 ») a fait l'objet d'une importante réforme dont les travaux ont été amorcés par le projet de loi n° 5730 déposé en juin 2007 et achevés par l'adoption de la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après la « loi de 2016 »).

Au cours de la procédure législative, une centaine d'amendements parlementaires ont fait suite à l'analyse, au cours de plus d'une vingtaine de séances de la sous-commission ad hoc instituée par la commission juridique de la Chambre, d'une série d'avis émis par les chambres professionnelles, le Conseil d'État et les acteurs concernés. Or, même la plus grande méticulosité apportée dans le travail de rédaction n'a pas été à l'abri de certaines erreurs matérielles ou omissions. Par ailleurs, la mise en pratique des nouvelles dispositions de la loi de 1915 a pu faire apparaître certaines incohérences ou incertitudes qu'il a paru utile d'adresser par le biais du présent projet sans pour autant procéder à des modifications de nature substantielle.

On relèvera que ce travail de retouche a été initié avec le projet de loi n° 7791 ayant abouti à la loi du 6 août 2021 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales qui a redressé une erreur matérielle dans les dispositions pénales sanctionnant les infractions aux règles en matière d'assistance financière applicables aux SA (article 1500-7, point 2°). Les mots « parts sociales » avaient été omis d'être supprimés lors des travaux législatifs, laissant ainsi planer un doute quant à l'applicabilité des sanctions pénales aux gérants de SARL.

On notera également que depuis 2016, un certain nombre de directives européennes et de lois ont été modifiées, voire abrogées, dont il convient de mettre à jour les références dans les articles de la loi de 1915.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 5 décembre 2017 portant coordination de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales a introduit une nouvelle numérotation afin de mettre à disposition un texte coordonné structuré alors qu'au cours des cinquante dernières années, en raison des nombreuses modifications législatives, le législateur n'a pas eu d'autre choix que de recourir à des articles bis, ter, ou avec tiret.

Ainsi, comme la loi de 1915 est citée dans d'autres actes législatifs telle la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après la « loi RCS de 2002 ») et que certains renvois n'ont pas été mis à jour, il convient d'y remédier en remplaçant les renvois à l'ancienne numérotation de la loi de 1915 par la nouvelle numérotation issue du règlement grand-ducal de 2017. À cette occasion, le présent projet se propose de saisir l'opportunité de redresser d'autres erreurs matérielles relevées dans la loi RCS de 2002.

Le même exercice de revue est entrepris pour deux autres actes législatifs applicables aux sociétés, à savoir la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées, et le Code civil.

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

29/03/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19/04/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

17/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 515, page 1

Virage ambulatoire

8009 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ; 2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ; 3° du Code de la sécurité sociale

Le présent projet de loi a deux objectifs prioritaires. Premièrement, il doit contribuer au renforcement de la prise en charge ambulatoire en réglant les modalités pour l'autorisation de sites dédiés en dehors des murs des hôpitaux existants. Ces sites supplémentaires fonctionneront sous forme d'antennes de services. Deuxièmement, le présent projet de loi crée une base légale permettant de réserver un certain nombre d'équipements et d'appareils dits « lourds » au milieu hospitalier en les intégrant dans l'annexe 3 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Le virage ambulatoire

La prise en charge ambulatoire assure les traitements des patients sans qu'il n'y ait nuitée dans un établissement hospitalier. Sans préjudice de la médecine générale, cette évolution, rendue possible par les progrès de la médecine, ne constitue pas un but en soi, mais doit permettre d'atteindre un certain nombre d'objectifs.

Actuellement, la loi précitée du 8 mars 2018 prévoit que chaque centre hospitalier peut disposer au maximum de trois sites hospitaliers. Aujourd'hui, trois des quatre centres hospitaliers disposent d'ores et déjà de trois sites (Centre hospitalier de Luxembourg, Centre Hospitalier Émile Mayrisch et Hôpitaux Robert Schuman), et un projet est en cours pour le dernier site disponible du quatrième centre hospitalier (Centre Hospitalier du Nord). De nouvelles extensions ne sont dès lors plus possibles. Or, l'évaluation des besoins en soins de santé exige des sites additionnels afin de répondre aux besoins d'une évolution démographique qui n'a cessé de croître durant ces dernières années.

Le présent projet de loi prévoit dès lors d'autoriser des prises en charge ambulatoires sur des sites supplémentaires, situés en dehors des sites hospitaliers existants. Ces sites fonctionneront sous forme d'antenne de service, maintenant ainsi un lien fonctionnel et organisationnel direct avec les services hospitaliers. En ligne avec le leitmotiv de la réforme du système de santé de 2010, le « pas tout partout », le nombre d'antennes de service a été limité au nombre de deux par service visé par le projet de loi. Les services hospitaliers visés sont au nombre de quatre et présentent de par leur nature des prestations de soins ambulatoires éligibles à une certaine délocalisation. Il s'agit de la dialyse, de l'hospitalisation de jour non chirurgicale, de l'imagerie médicale et de l'oncologie.

Pour les sites supplémentaires, un centre hospitalier pourra conclure des contrats précisant les modalités de gestion et d'utilisation d'équipements et d'appareils visés à l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018, ainsi que des parties d'infrastructures les hébergeant. À cet égard, il convient de noter qu'aussi bien un centre hospitalier qu'un ou plusieurs médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent être à l'origine d'un projet de création d'un tel site supplémentaire. Il est à préciser que le contenu des arrangements contractuels entre hôpitaux et groupes de médecins se limite strictement aux équipements et appareils visés à l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018 et aux seules parties d'infrastructures les hébergeant.

Quant au financement de ces sites, le présent projet de loi prévoit que le ministre de la Santé peut autoriser des projets de construction nouvelle en relation avec les sites supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires. Ces projets seront financés par le biais du Fonds spécial des investissements hospitaliers à hauteur de 80 pour cent des coûts selon les mêmes procédures qui sont applicables aux sites existants.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 17/05/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Comme les projets de construction nouvelle sont des projets de longue haleine et risquent de ne pas suivre la demande des besoins de santé, le projet de loi introduit la possibilité d'avoir recours à des constructions existantes en vue de les intégrer comme site ambulatoire sur base de location de surfaces. Pour ces sites, le projet de loi introduit un nouveau mode de financement par forfaits. Ces forfaits sont pris en charge par la Caisse nationale de santé et devront nécessairement tenir compte de manière explicite, le cas échéant, des frais de location des infrastructures mobilières et immobilières des établissements hospitaliers. De même, à l'instar de la participation financière de l'État aux constructions nouvelles, l'État prend en charge 80 % des coûts.

Les appareils et équipements médicaux qui ne sont pas coûteux, qui ne nécessitent pas de personnel hautement spécialisé et qui n'exigent pas de conditions d'emploi particulières pourront être installés dans des cabinets de ville sans être soumis à une planification. Quant au financement de ces appareils et équipements mobiliers en milieu extrahospitalier, le projet de loi prévoit plus de flexibilité et modifie le Code de la sécurité sociale en vue d'un financement forfaitaire par passage qui inclut les investissements y relatifs et les frais d'exploitation de ces appareils et équipements médicaux.

Équipements réservés aux milieux hospitaliers

En réaction à l'arrêt n° 148/19 de la Cour constitutionnelle du 5 juillet 2019, le présent projet de loi opère un regroupement de l'ensemble des équipements et appareils médicaux nécessitant une planification nationale, du personnel hautement qualifié ou des conditions d'emploi particulières au sein de la loi modifiée du 8 mars 2018.

L'arrêt précité avait en effet considéré que la liste des équipements et appareils ne pouvant être acquis par des médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical contenus dans le règlement grand-ducal du 17 juin 1993¹ pris en exécution de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, constituait une restriction à l'exercice de la profession libérale de médecin. La Cour constitutionnelle a noté plus particulièrement que l'article 19 de la loi précitée du 29 avril 1983 à la base de cette liste ne donne aucune indication quant à l'objectif des mesures d'exécution. Le présent projet de loi constitue une réponse à l'arrêt précité. Concrètement, la liste des équipements en question sera intégrée de manière révisée dans l'annexe 3 de la loi précitée du 8 mars 2018. Il s'agit d'appareils et d'équipements dits « lourds » et coûteux, voire nécessitant des conditions particulières d'emploi ou du personnel hautement qualifié, dont la réglementation constitue un outil de planification important permettant d'assurer, au moyen de fonds publics, l'accès égalitaire aux soins de santé. Cette liste sera opposable aux médecins qui ne peuvent donc pas installer et exploiter à leur compte les appareils réservés au milieu hospitalier. Sont également visés les équipements et appareils médicaux utilisés en vue d'une prise en charge médicale dont le coût est supérieur à 250.000 euros.

Il y a eu une émergence de nouvelles formes de violences, dirigées contre les forces de l'ordre et les journalistes. Dans ce contexte, le projet de loi prévoit des modifications législatives permettant de compléter le Code pénal et le Code de procédure pénale en vue de dissuader et de réprimer toute forme de comportement violent commis notamment à l'occasion de manifestations, de nature à troubler l'ordre public et de prévenir l'émergence de mouvements ultraviolents et de casseurs, ayant pour seul but de commettre des dégradations et des attaques physiques lors de manifestations pacifiques. Outre les forces de l'ordre, sont également visées par ces dispositions pénales ciblées les représentants parlementaires et gouvernementaux, les journalistes professionnels ainsi que toute personne ayant un caractère public, qui de par leurs fonctions s'exposent à des risques accrus.

Les cinq points de réforme venant compléter le Code pénal et le Code de procédure pénale :

1) Aggravation de l'échelle des sanctions en cas de rébellion

Le projet de loi prévoit d'aggraver les peines actuellement prévues aux articles 271 et 272 du Code pénal et augmente le seuil maximal, actuellement fixé à six mois, à deux ans pour les faits de rébellion commis par une seule personne sans armes afin que le juge ait au moins la possibilité de décerner un mandat de dépôt, si les autres conditions prévues à l'article 94 du Code de procédure pénale se trouvent aussi réunies. Concernant les faits de rébellion par une personne avec armes, il est proposé d'augmenter le seuil maximal à trois ans, au lieu du seuil maximal de deux ans actuellement inscrit dans le Code pénal. De même, il prévoit d'augmenter le seuil maximal de deux ans à trois ans pour les faits de rébellion commis par plusieurs personnes sans armes et de porter le montant maximum de l'amende, actuellement fixé à 2.000 euros, à 5.000 euros.

2) Extension du champ d'application du délit d'outrage

Le projet de loi prévoit également d'étendre la définition de l'outrage en incluant l'envoi d'objets quelconques, pouvant aller du lancement de pierres, voire de cannettes, à l'utilisation de grenades fumigènes, et la diffusion de substances quelconques, permettant d'interdire non seulement les crachats, mais également toute autre substance, nonobstant le fait qu'elle soit dangereuse ou pas.

3) Introduction d'un nouveau type de menaces d'attentat à la sécurité publique

Le troisième point traite l'introduction d'un nouvel article 328 du Code pénal qui incrimine un nouveau type de menace d'attentat contre la sécurité publique et qui sanctionne toute personne ayant diffusé ou répandu des substances, c'est-à-dire tout liquide, gaz ou solide, qui ne présentent en soi aucun danger, mais qui donnent l'impression d'être dangereuses, ou des substances potentiellement dangereuses, mais qui peuvent potentiellement inspirer de vives craintes d'attentat contre des personnes ou des propriétés. De tels comportements peuvent dès lors également être considérés comme des menaces d'attaque et être puni par une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 251 euros à 3.000 euros. Des circonstances aggravantes sont prévues lorsque les faits sont commis à l'encontre des catégories de personnes particulièrement exposées à de tels comportements, comme les députés, les membres du Gouvernement, les journalistes professionnels ou des personnes ayant un caractère public. Les peines encourues sont alors l'emprisonnement de six mois à trois ans et une amende 5.000 euros.

4) Introduction du phénomène du « doxing »

Le projet de loi crée également un délit de mise en danger de la vie d'autrui qui sanctionne la diffusion d'informations sur une personne permettant de l'identifier ou de la localiser en vue de l'exposer ou ses membres de famille à un risque d'atteinte direct à la personne et aux biens. Le phénomène du « doxing », consistant à divulguer les données personnelles d'un individu dans le but de lui nuire, peut conduire à des dérives constituant des violations de la vie privée, voire du domicile privé. Afin de protéger le droit au respect de la vie privée et familiale de chacun à l'ère digitale, le projet de loi vise la création d'un délit de mise en danger de la vie d'autrui, sanctionnant la diffusion d'informations sur une personne permettant de l'identifier ou de la localiser, en vue de l'exposer, ou les membres de la famille, à un risque d'atteinte directe à la personne et aux biens. Cette nouvelle infraction repose sur la réunion d'un élément matériel, consistant dans le fait de révéler, diffuser ou transmettre par quelque moyen que ce soit des informations permettant l'identification ou la localisation de personnes concernées et, d'un élément intentionnel tenant à la transmission des informations dans le but d'exposer la personne ou les membres de sa famille à un risque immédiat d'atteinte à l'intégrité physique, psychique ou aux biens. L'infraction est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement. Parmi les circonstances aggravantes habituelles, tels qu'un député, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique, voire une personne mineure ou vulnérable, il est également proposé d'ériger au même rang les journalistes professionnels. La fourchette des peines s'élève de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 500 euros à 10.000 euros d'amende.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 23/05/2022

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07/03/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

02/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

14/07/2023 Présentation des amendements gouvernementaux

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

17/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023

Loi du 29 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 478, page 1

Troubles à l'ordre public lors de manifestations

8015 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale

Le projet de loi n° 8015 s'inscrit dans le contexte des manifestations contre les mesures prises pendant la crise sanitaire liée au Covid-19. Pendant ces événements, il

¹ Règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant la liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical

5) Élargissement du champ d'application de l'enquête sous pseudonyme

Le projet de loi tend à étendre les possibilités d'enquête sous pseudonyme dans le cadre des procédures judiciaires à tous les crimes et les délits punis d'une peine d'emprisonnement, dès lors qu'ils sont commis par un moyen de communication électronique. Il faut noter que ce moyen d'enquête n'est susceptible d'être utilisé qu'au cours de l'enquête de flagrance, de l'enquête préliminaire ou de l'instruction préparatoire sur commission rogatoire du juge d'instruction. Auparavant, cette procédure fut limitée aux seules infractions contre la sûreté de l'État et les actes de terrorisme et de financement du terrorisme.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/05/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

18/05/2022 Présentation de l'avant-projet de loi

28/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

12/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 516, page 1

Droit de grâce du Grand-Duc

8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc

Le présent projet de loi vise à encadrer l'exercice du droit de grâce par le Grand-Duc conformément à l'article 51 de la Constitution révisée.

Si, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'article 51 dans sa teneur nouvelle, l'exercice du droit de grâce fut encadré par l'arrêté grand-ducal modifié du 11 juin 1925 portant composition d'une commission appelée « Commission de grâce », l'article 51 de la Constitution révisée prévoit qu'il revient dorénavant à la loi de déterminer les conditions dans lesquelles le Grand-Duc est amené à exercer ses prérogatives en la matière.

Partant, la loi en projet sous rubrique n'opère qu'une codification à droit constant des prescrits applicables et procédures implémentées en la matière en les élevant au niveau légal tout en y prévoyant un cadre plus adapté en matière de la protection des données à caractère personnel.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 04/01/2023

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

18/01/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

28/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

18/01/2023 Présentation et examen du projet de loi

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 541, page 1

Imposition des multinationales

8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification : 1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés (ci-après « directive (UE) 2021/2101 »).

La directive (UE) 2021/2101 vise à rendre plus transparentes les informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et groupes multinationaux réalisant un chiffre d'affaires significatif et qui sont établis dans l'Union européenne ou qui y possèdent des filiales ou des succursales d'une certaine taille. Ces nouvelles dispositions en matière de transparence sont censées alimenter le débat public relatif à la contribution des multinationales et groupes au bien commun dans l'État où sont exercées leurs activités et réalisés leurs bénéfices, afin d'encourager leur responsabilité et de renforcer la confiance des citoyens.

En vertu de la directive (UE) 2021/2101 quatre catégories d'entreprises publient chaque année une déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés :

1) La première catégorie concerne les « entreprises mères ultimes ». Il s'agit de l'entreprise qui établit les comptes consolidés du plus grand ensemble d'entités juridiques et qui est à la tête du groupe. Une entreprise mère ultime est soumise à cette obligation si le chiffre d'affaires consolidé du groupe dépasse 750 millions d'euros par an pendant deux exercices financiers consécutifs.

2) La deuxième catégorie est celle des « entreprises autonomes » qui ne font pas partie d'un groupe et dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 750 millions d'euros pendant deux exercices financiers consécutifs.

3) Ensuite, on distingue les filiales de grandes entreprises mères ultimes qui ne sont pas régies par le droit d'un État membre et dont le chiffre d'affaires consolidé dépasse 750 millions d'euros par an. Dans ce cas, les filiales doivent publier une déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés pour l'ensemble du groupe contrôlé par l'entreprise mère ultime.

4) Finalement, on distingue les succursales établies dans l'Union européenne par une entreprise non régie par le droit d'un État membre. Une succursale est concernée par cette obligation si elle réalise un chiffre d'affaires net supérieur au seuil spécifique défini dans l'État membre concerné, en l'occurrence 8,8 millions d'euros au Luxembourg, et si l'entreprise dont elle est issue appartient à un groupe ou à une entreprise autonome dont le chiffre d'affaires net dépasse 750 millions d'euros par an. Dans ce cas, la succursale doit publier des informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés pour l'ensemble du groupe.

Les entreprises mères ultimes et les entreprises autonomes sont exemptées de l'obligation de déclaration si elles-mêmes ainsi que toutes leurs filiales et succursales sont établies dans un seul État membre et n'ont pas d'activités dans d'autres juridictions fiscales.

La déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés doit inclure des informations sur l'ensemble des activités du groupe ou de l'entreprise autonome, ventilées par État membre et par pays figurant sur les listes européennes de juridictions non coopératives en matière fiscale.

Les déclarations doivent être déposées et publiées dans un délai de 12 mois après la clôture de l'exercice. Elles doivent également être mises à disposition gratuitement sur le site internet de l'entreprise ou au registre de commerce, dans un format lisible par machine, pendant au moins cinq ans.

Les membres des organes d'administration et de surveillance des entités concernées sont collectivement responsables de l'établissement, du dépôt et de la publication de la déclaration, ainsi que de sa mise à disposition sur le site internet de l'entreprise.

La directive (UE) 2021/2101 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 22 juin 2024.

Le projet de loi transpose fidèlement la directive (UE) 2021/2101. Les auteurs de la loi en projet ont opté pour les deux options proposées par la directive. À savoir, d'une part, la possibilité de différer la publication pour une durée maximale de 5 années de certaines informations qui porteraient gravement préjudice à la position commerciale de l'entreprise. D'autre part, l'entreprise n'est pas obligée de publier

sur son site internet la déclaration sur les informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés si celle-ci est accessible publiquement en format électronique sur le site internet du registre de commerce, et ce gratuitement à tout tiers situé dans l'Union européenne.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

05/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État

12/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

05/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État

12/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 15 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 532, page 1

Convention de non double imposition avec le Royaume-Uni

8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022 (ci-après « Convention »).

La Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune fut signée à Londres le 24 mai 1967. La Convention soumise pour approbation remplacera la Convention précitée du 24 mai 1967.

Une nouvelle convention s'imposait compte tenu du « Brexit » et de l'évolution des standards de la fiscalité internationale qui est le fruit notamment des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, connu sous son sigle anglais « BEPS ».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 18 septembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 632, page 1

Lutte contre la fraude en matière de taxe sur la valeur ajoutée

8207 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement (ci-après « directive (UE) 2020/284 »).

La directive (UE) 2020/284 a pour but de lutter contre la fraude en matière de taxe sur la valeur ajoutée au sein de l'Union européenne à travers la collecte des données sur les paiements transfrontaliers. Ces données seront examinées par des experts en matière de lutte anti-fraude des États membres.

La clé de voûte de la directive (UE) 2020/284 à transposer est le CESOP « Central Electronic System of Payment information » ou en français « Système électronique central concernant les informations sur les paiements ». Il est prévu que les États membres de l'Union européenne alimentent ce système de manière constante d'informations obtenues auprès des prestataires de services de paiement portant sur les paiements et les personnes auxquelles ils sont destinés.

La mise en place du CESOP a été prévue par le règlement (UE) 2020/283 du Conseil du 18 février 2020 modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA (ci-après « règlement (UE) 2020/283 »).

La directive (UE) 2020/284 est applicable à partir d'un seuil de 25 paiements transfrontaliers effectués au cours d'un trimestre civil et destinés au même bénéficiaire. Dès lors, ces paiements sont considérés avoir lieu dans le cadre d'une activité économique.

La directive (UE) 2020/284 définit les informations à collecter par les prestataires de services de paiement pour les communiquer aux autorités fiscales aux fins prévues par le règlement (UE) 2020/283, ainsi que les modalités d'application de cette obligation.

La directive (UE) 2020/284 est applicable dès le 1^{er} janvier 2024. La première transmission de données, portant sur le 1^{er} trimestre 2024, devra s'effectuer pour le 30 avril 2024. La transposition en droit national devra être faite pour le 31 décembre 2023.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/05/2023

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

30/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 26 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 473, page 1

Dotations annuelles pour le Média de service public 100,7

8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser le Gouvernement à accorder une dotation annuelle à l'établissement public « Média de service public 100,7 » pour fournir le service public de radiodiffusion au Luxembourg et pour remplir l'ensemble des missions prévues dans la convention conclue entre l'État et l'établissement public Média de service public 100,7.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 10/05/2023

Rapporteur : M. Pim Knaff

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

26/04/2023 Présentation de la convention conclue entre l'État et le Média de service public 100,7

10/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

17/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023

Loi du 15 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 514, page 1

Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier l'article 74-5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire afin de transposer certaines dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme telle que modifiée par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2015/849 ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE en ce qui concerne la collaboration de la Cellule de renseignement financier avec ses homologues.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15/05/2023

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

28/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

12/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 498, page 1

Code du travail, droit de l'immigration et droit d'asile

8227 – Projet de loi portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; 3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Le projet de loi a pour objectif d'apporter des modifications ponctuelles au Code du travail, à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire.

1) Modifications du Code du travail

Les dispositions relatives à l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier qui sont reprises aux articles L. 572-1 et suivants du Code du travail prévoient l'interdiction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sans autorisation de travail conformément aux dispositions du chapitre 3

de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. C'est pourquoi le projet de loi prévoit également l'interdiction de l'emploi de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, à savoir ceux qui sont en séjour régulier sans autorisation de travail, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Dans ce contexte, le projet de loi vise à préciser que la relation d'emploi des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière est également présumée avoir duré au moins trois mois, à l'instar de celle des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

En pratique, il a été constaté que les dispositions relatives aux circonstances aggravantes en cas d'occupation simultanée de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier manquent de précision, ce qui a conduit à l'existence de jurisprudences divergentes. À cet effet, ces dispositions ont été précisées pour permettre d'un côté au ministère public d'entamer des poursuites pénales à l'encontre des employeurs qui ne respectent pas les textes en question, et d'autre côté, aux juridictions concernées de sanctionner pénalement ces mêmes employeurs. Aussi, le présent projet entend prévoir les mêmes circonstances aggravantes, dont notamment celle relative à la traite des êtres humains, à l'emploi des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière. Il est à préciser que l'Inspection du travail et des mines, qui dans le cadre de ses missions, rencontre une situation laissant supposer une infraction relative à la traite des êtres humains, en avise le Parquet moyennant procès-verbal.

De plus, le projet de loi entend également augmenter le montant des amendes administratives et des sanctions pénales pour dissuader encore davantage les employeurs d'avoir recours à des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ou en situation irrégulière.

2) Modifications de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Les modifications proposées à la loi du 29 août 2008 visent, d'un côté, à apporter des précisions nécessaires à certaines catégories d'autorisations de séjour et, de l'autre, à adapter la législation nationale à la réglementation européenne en matière de contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen.

3) Modifications de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

L'objectif principal des modifications proposées consiste à redresser des inadéquations de faible envergure s'étant produites lors de l'élaboration de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et plus précisément dans l'article consacré aux définitives.

Au-delà de la volonté des auteurs du projet de loi de conformer la législation aux prescriptions de la directive 2013/33/UE établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte), le projet de loi vise à compléter le dispositif des aides matérielles octroyées par l'Office national de l'accueil (ONA) aux demandeurs de protection internationale, en adaptant le cadre légal au terrain et à la réalité d'aujourd'hui. Ainsi, le projet de loi prévoit de fixer dans le texte le montant des aides relatives à l'alimentation et à l'hygiène.

Enfin, un autre apport majeur du texte réside dans la facilitation de l'accès au marché de l'emploi des demandeurs de protection internationale par la suppression du test du marché lors d'une demande en obtention d'une autorisation d'occupation temporaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2023

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

26/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/07/2023 Désignation d'un rapporteur

14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

26/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

26/06/2023 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 19/07/2023

Loi du 7 août 2023

Mémorial A : 2023, n° 556, page 1

Dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale

8260 – Projet de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023

Le présent projet de loi transpose deux points de l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023, à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite du 3 mars 2023.

Plus précisément, le projet de loi prévoit une dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale pour réduire le taux des cotisations dans la Mutualité des

employeurs et permettre à l'État de compenser le déficit de la Mutualité des employeurs au-delà des seuils habituellement applicables. L'objectif de cette mesure est de compenser l'impact financier d'une troisième tranche indiciaire sur les entreprises.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

13/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

18/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

13/07/2023 Présentation du projet de loi

18/07/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023

Loi du 26 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 472, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 17
M. Fernand Etgen, Président
 2. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden** p. 17
Exposé : M. Léon Gloden
 3. **8207 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement** p. 17
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8207 et dispense du second vote constitutionnel
 4. **8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022** p. 18
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8160 et dispense du second vote constitutionnel
 5. **8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification :**
1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises p. 20
Rapport de la Commission de la Justice et de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8158 et dispense du second vote constitutionnel
 6. **8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc** p. 22
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Simone Beissel | M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Simone Beissel) | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8134 et dispense du second vote constitutionnel
 7. **7882A – Projet de loi portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA » ;**
7691 – Projet de loi portant modification
1° du Code de procédure pénale ;
2° du Nouveau Code de procédure civile ;
3° de la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;
4° de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
5° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;
6° de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante ;
7° de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ;
8° de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
9° de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant ;
10° de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance p. 25
Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7882A : M. Charles Margue
Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7691 : M. Charles Margue
Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Roth) | M. Marc Goergen | M. Roy Reding
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson | M. Gilles Roth (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7882A et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7691 et dispense du second vote constitutionnel
 8. **Ordre du jour** p. 33
M. Fernand Etgen, Président
 9. **8015 – Projet de loi portant modification :**
1° du Code pénal ;
2° du Code de procédure pénale p. 33
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis (parole pour fait personnel)
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Sven Clement et Mme Stéphanie Empain) | M. Sven Clement (parole après ministre)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8015 et dispense du second vote constitutionnel
 10. **8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire** p. 38
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8215 et dispense du second vote constitutionnel
 11. **7959 – Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat** p. 39
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7959 et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre | Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif dann direkt d'Wuert ginn un den honorabelen Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Léon Gloden (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech deposéieren hei eng Proposition de loi an dem Dossier Karriere vun der Police B1, C1. Mir hunn des Éfteren iwwert déi Problematik hei am héijen Haus geschwat. D'Regierung huet viru Kuerzem e Projet de loi deponéiert opgrond vun deenen Arrête vun Verfassungsgeriicht a vun der Cour administrative.

Wéi ech dat schonn e puermol hei gesot hunn, geet eis dee Projet de loi net wäit genuch. D'Urteel vun dem Verfassungsgeriicht a vun der Cour administrative ass kloer: Et muss eng Upassung automatique komme fir all déi, déi en Ofschlossdiplom hunn, Treizième oder Première. An duerfir, dat ass dat, wat dës Proposition de loi virgesäit. An ech deposéieren dann am Numm vun der CSV déi Proposition de loi.

8280 – Proposition de loi du 19 juillet 2023 portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden.

3. 8207 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement

Op eise Ordre du jour vun de Moie steet de Projet de loi 8207, d'Upassung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Lutte géint d'Steierhannerzëiung am Beräich vun der TVA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif Alleguer, an enger globaliséierter an digitaliséierter Welt ass et wichteg, dass Lëtzebuerg permanent neiste Standard gerecht gëtt, fir der Entwécklung vun eiser Wirtschaft a besonnesch vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen.

D'Europäesch Kommissioun huet an deene leschte Joren eng Rei Direktiven a Reglementer ausgeschafft, fir dësen Effort zesumme mat all den EU-Memberstaaten unzuegoen. Déi national Verwaltungen, déi kënnen nämlech net de weltwäiten Handel ganz

eleng verfolgegen, an dowéinst muss op europäeschem Niveau zesummegeschafft ginn.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet dës europäesch Initiative séier ëmgesat. Den Enregistrement schafft och elo drun, fir dësen zousätzleche Baustee séier ze integréieren, soudass den elektronischen Handel nach besser encadréiert ka ginn.

An deem Kontext oder an deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet mat der Nummer 8207, deen de 5. Mee vun dësem Joer hei am Haus deposéiert ginn ass. Heimat gëtt d'EU-Direktiv vum 18. Februar 2020 iwwert d'Aféierung vun Ufuerderunge fir Dëngschtleeschter vu Bezuelungsservicer oder Bezuelungssystemer an eist nationaal Recht iwwerdroen.

D'Zil vun dëser Richtlinn, vun dëser Direktiv ass et, fir géint den TVA-Bedruach an der europäescher Unioun duerch d'Sammele vun Daten iwwer grenzüwwerscheidend Bezuelungen, grenzüwwerscheidend Paiementer virzuegoen. Dës Date ginn da vu spezialiséierte Beamten aus de Memberstaaten ausgewäert. Déi nei Approche ass net méi déi vum „follow the goods“, mee déi vum „follow the money“. D'Verwaltungen kënnen nämlech net all déi Milliounen u Gidder noverfolgegen a fokusséieren sech dofir op d'Paiementer, also op d'Bezuelungen.

Dësen Text gëtt also oder liwwert also déi rechtlech Basis fir dës Kommunikatiounsaustausch. Et ass e wichtegt Instrument, fir en eventuelle Bedruach ze verhënneren.

Eng fundamental Neierung an dësem Kontext ass d'Schafe vun enger gemeinsamer europäescher Datebank, genannt CESOP. CESOP steet fir Central Electronic System of Payment (veuillez lire: Central Electronic System of Payment information), also zentralen elektronische System iwwert d'Bezuelungen.

De CESOP gëtt also elo e Schlüsselement am Kampf géint den TVA-Bedruach. D'Memberstaaten sinn derfir verantwortlech, fir d'Donnéen an d'Informatiounen iwwert d'Paiementer an d'Personen, déi se gemaach hunn, un eeben dës zentral Datebank weiderzeleeden. D'Schafe vun CESOP ass iwwregens schonn an engem europäesche Reglement, engem EU-Reglement virgesinn.

D'Verpflichtungen aus der Direktiv spillen eréischt ab 25 grenzüwwerscheidende Bezuelunge pro Trimester un een eenzelne Beneficiaire. Ab 25 Transaktiounen geet een also dovunner aus, dass et sech ëm eng ekonomesch Aktivitéit handelt an net just ëm privat Transaktiounen.

Natierlech gesäit den Text och vir, wéi eng Informatiounen vun den Dëngschtleeschter gesammelt ginn, fir se un déi jeeweileg Verwaltung weiderzeginn, an och ënner wéi enge Modalitéiten d'Sammele selwer, awer och d'Iwwermëttlung, also den Transfert, gemaach ginn.

D'Donnéen müssen op trimesterier Basis kommunizéiert ginn an aus Dateschutzgrënn ginn effektiv just d'Donnéen vum Fournisseur erfaasst. D'Direktiv 2020/284 vun der Europäescher Unioun ass ab dem 1. Januar vun nächste Joer, also vun 2024, schonn applikabel an den éischten Datentransfer ass op den 30. Abrëll vum selwechte Joer fälleg.

D'Direktiv gesäit och en Delai fir d'Ëmsetzen an dat nationaal Recht vir, an zwar den 31. Dezember dëses Joers, 2023. Fir weider Detailler iwwert de Gesetzesprojet verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Da wollt ech nach ganz kuerz op déi verschidden Avisen agoen, fir d'éischt op den Avis vum Staatsrot, deen den 20. Juni ugeholl gouf. De Staatsrot huet

gefrot, datt den Abschnitt 12 vum Artikel 1 soll gestrich ginn, dat well dësen Artikel am Widersproch zum EU-Reglement stoe géif. Den europäeschen Text géif net virgesinn, dass Donnéeën aus dem CESOP an en nationale System retransferéiert ginn.

D'Kommissioun ass dem Avis vum Staatsrot nokomm an huet en Amendement betreffend den Artikel 1 Paragraph 12 ugeholl. Den Amendement huet also elo prezisiéiert, wéi eng Daten um europäeschen Niveau erofgelueden a gespäichert dierfe ginn.

D'Kommissioun huet dem Staatsrot och eng detailléiert Begrënnung fir dës Ännerung geliwwert. Konkreet bedeit dat, dass Date just erofgelueden a gespäichert dierfe ginn, wa se et erméiglechen, fir Steierbedruach feststellen ze kënnen, wéi et am Artikel 77 Paragraph 3 oder am Artikel 80 vum geännerte Gesetz vum 12. Februar 1979 betreffend d'TVA definéiert ass.

An engem zousätzlechen Avis vum 11. Juli huet de Staatsrot sech mam Amendement zefridde gewisen.

Och d'Chambre de Commerce huet e positiven Avis zu dësem Gesetzesprojet ofginn. Si begréisst d'Ustengungen, déi gemaach ginn, fir géint Steierbedruach am Kader vun der TVA virzuegoen. Am Avis proposéieren si awer och, eng Lëscht mat Recommandatiounen a Froen opzestellen, fir den Dëngschtleeschter esou vill wéi méiglech Informatiounen an Erklärungen zum Sammele vun deenen Donnéeën kënnen mat op de Wee ze ginn.

D'Chambre de Commerce stellt iwwerdeems fest, datt just e Retard vun der Kommunikatioun vun den Daten explizit sanktionéiert gëtt. Si freet also hei eng Kloerstellung zu méigleche Sanktiounen am Fall, wou et den Informatiounen, déi kommuniquéiert goufen, u Qualitéit feelt oder wou se feelerhaft wieren oder sinn. Ënner Virbehalt vun hire Remarque begréisst d'Chambre de Commerce awer dës Gesetzesprojet.

D'Staatsbeamtekummer huet keng weider Remarken zum Projet gemaach a gëtt deementspreechend och hiren Accord.

Fir zousätzlech Detailler verweisen ech op déi respektiv Avisen. Ofschléissend soen ech de Beamten aus dem Finanzministère a virun allem och hei dem Direkter vum Enregistrement villmools Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht bei dësem Gesetzesprojet a fir déi vill Erklärungen, déi si eis op Nofro an der zoustänneger Kommissioun geliwwert hunn.

Ech wollt och vun der Geleeënheet profitéieren, fir hei e grouse Merci ze richten un d'Madamm Caroline Guezennec vun der Chamberverwaltung an un de Pitt Sietzen vun eiser Fraktioun fir hir respektiv Hëllef bei diverse Projeten an och besonnesch dann dësem Projet.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei gëtt dann natierlech zu dësem Projet hiren Accord an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. An ech fänken och mat engem ganz, ganz grouse Merci un eisen exzellente Rapporteur André Bauler un, dee wéi ëmmer eigentlech eis dee Projet de loi do op eng einfach, awer kloer Aart a Weis explizéiert huet, soudatt mir näischt aneres iwwregbleift, wéi just nach den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem André Bauler fir säi Rapport, dee méi wéi komplett war. Ech kann den Accord vun der LSAP bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass et un där honorabelen Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech maachen et nach méi kuerz: E grouse Merci dem Här Bauler an den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. An och e grouse Merci un den Här Bauler fir säi Rapport. Ech mengen, mir hunn hei natierlech eppes, wat mir begréissen, d'Lutte géint Fraude, dat ass eng gutt Saach. Op där anerer Säit hu mer och erëm eng zousätzlech Datebank. An och do kann ee sech Froe stellen. Wann ee gesäit, mat wéi enger Sensibilitéit mer hei am Parlament esou Froen diskutéieren, mussen mer elo feststellen: Et ass erëm eng nei.

An et sinn ... Vlächcht awer eng Bemierkung zu deenen Iwwerweisungen, déi iwwert d'Grenz erausginn. Et kommen elo ëmmer méi där Rapporten, datt et och schwéier ass, am Ausland Boergeld opzehiewe vu Bancomaten zum Beispill. An dat ass eng Entwécklung, déi mir och wëllen am A behalen, well et kann elo net sinn, datt ënner verschiddenen Argumenter, déi alleguer hir Justifikatioun hu fir eng besser Kontroll vun den Zalungsbewegungen iwwert d'Grenz ewech, mer herno an eng Situatioun kommen, wou dat sech entwéckelt an eng Situatioun, datt den Ëmgang mat Boergeld iergendwéi géif ageschränkt ginn. An ech mengen, dat ass einfach eng Saach, déi mer hei wëllen awer mentionéieren, well mer wëllen, datt dorobber opgepasst gétt. Boergeld ass e Stéck Fräiheet. A bei aller Léif fir eeben d'Lutte contre la fraude d'äerf et sech net an eng Richtung entwéckelen, datt do eis Fräiheet géif ageschränkt ginn.

Dat gesot, stëmme mir dat hei mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur André Bauler fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport, dee wéi ëmmer ganz edukativ ass. Et gouf hei ... Vlächcht just, ech kann Iech soen, mir ginn eisen Accord.

Ech wollt awer just vlächcht nach d'Iddi vun der Chambre de Commerce opgräifen, déi gesot huet oder gefrot huet, datt d'Verwaltung hei géif eng Frequently-Asked-Questions-Datebank opbauen, also eng Säit oder eng Broschür, wou déi heefegste Froe repertoriéiert gi mat den Äntwerten. Ech mengen, wann esou eng Demande schon aus dem Secteur kënn, da sollt een där roueg nooen. Dat géif dat Ganzt, mengen ech, nieft dem Rapport vum André Bauler dann och fir de Secteur nach eng Kéier méi verständlech maachen.

An dat gesot, ginn ech eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministersch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, e schéine gudden Moien a vu menger Säit och e grouse Merci un de Rapporteur André Bauler fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport. D'Bekämpfung vu Steierbedruch ass effektiv essentiel fir éierlech Bierger a Geschäftsleit, mee och, fir Budgetsrecetten ze protegéieren. Wéi de Rapporteur ganz gutt erkläert huet, ass de But vun dëser Direktiv, fir géint den TVA-Bedruch an der EU virzegoen, an dat duerch d'Sammelen eebe vun Daten iwwer grenziwwerschreidenden Paiementer.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass de Secteur an den Aarbechten, fir de Projet de loi auszeschaffen, och implizéiert war. Et ass ganz fréi schon en Aarbechtsgrupp d'lescht Joer kreéiert ginn, wou den Enregistrement, de Finanzministère, d'ABBL an déi verschidden Acteuren effektiv zesummegeuerft gi sinn, eng Serie vu Reunionen hu stattfonnt, déi lescht elo nach leschte Mount am Juni. Den Enregistrement, d'AED, setzt och all déi wichteg Informatiounen an och déi relevant Linken op hiren Internetsite. Si huet och eng speziell E-Mail-Adress en place gesat, wou Payment Service Providers och direkt kënnen hir Froe stellen, déi dann och beäntwert ginn, wou hei effektiv e permanente Kontakt mam Secteur ass, wat fir mech och ganz wichteg ass. An dofir wëll ech och dem Direkter vun der Verwaltung a senge Mataarbechter e grouse Merci soen, dass hei op all déi pertinent Froen och kann en temps utile an am permanenten Exchange géintwert ginn.

D'Resultater vun der Exploitatioun vun den Donnéeën aus dëser neier europäescher Datebank, wéi de Rapporteur erkläert huet, dëser CESOP, zesumme mat den nationale Risikoanalyse wäerten dann an Zukunft derzou bäidroen, dass d'TVA-Fraude an Europa besser bekämpft ka ginn. Wéi gesot, eng besser Bekämpfung vum Steierbedruch valoriséiert nach eng Kéier déi éierlech Bierger an déi éierlech Geschäftsleit a bréngt eis in fine dann och méi Recetten an eise Staatsbudget.

Et bleift mir da just nach, Iech Merci ze soen, och fir déi exzellente Zesummenaarbecht an och fir déi grouss Zoustëmmung zu dëser Transpositioun vun enger wichtiger EU-Direktiv. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministersch Yuriko Backes. D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8207. Den Text steet am Document parlementaire 8207^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8207 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Momo Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8160 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Londres, le 7 juin 2022

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8160, eng Konventioun mat England an Nord-irland, déi souwuel d'Duebelbesteuerung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzierung soll verhënnere. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister. E wichtige Bestanddeel, fir d'Attraktivitéit vum Grand-Duché ze erhalen an och ze stäerken, ass eeben och eis Finanzplaz. Eng gutt funktionéierend Finanzplaz brauch eng Finanzpolitik, déi op der Héicht ass, eng Finanzpolitik, déi sécherstellt, dass verschidden Acteuren onkomplizéiert a sécher mateneen handelen an hir Aktivitéiten ofwëckele kënnen.

An enger ëmmer méi globaliséierter Welt brauch een also kloer Reegelen, déi e fait a kompetitiiv Wirtschaftsemfeld garantéieren. An dësem Fall spillen och eis bilateral Bezéiungen eng grouss Roll. Mëttels Konventiounen verhënnere mir, dass eng Persoun oder eng Entreprise, déi an zwee Länner aktiv ass, zweemol fir déi selwecht Aktivitéit besteiert gétt.

Mam Vereenegte Kinnekräich hu mir schon eng Konventioun aus dem Joer 1967. Dës Konventioun gouf schon dräimol ugepasst, dat fir d'leschte Kéier 2009. Duerch hiren Austrëtt aus der EU a well déi international OECD-Standarden evoluéiert hunn, huet awer eng nei Konventioun missen ausgeschafft ginn, déi also d'Konventioun vun 1967 ersetzt.

De Gesetzesprojet 8160, deen de 24. Februar deposéiert gouf, gesäit vir, dës nei Konventioun an hire Protokoll vum 7. Juni zejoert unzuhuelen, dat fir déi bilateral wirtschaftlech Bezéiunge mam Vereenegte Kinnekräich ze encadréieren.

Wat heescht dat elo konkret? De Brexit huet derzou geféiert, dass EU-Richtlinnen zu Dividenden, Zënse an Redevancen net méi applikabel sinn. Doriwwer eraus

kéint eng ze héich Retenue à la source entstoen. Dat kéint de wirtschaftleche Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg an dem Vereenegte Kinnekräich schueden. Eng nei Konventioun ass also wäiteng, fir déi bilateral Wirtschaftsbeziéung weider ze férdere.

Esou wéi Lëtzebuerg ass dat Vereenegt Kinnekräich säit 2018 och Deel vun de Länner, déi den MLI ëmsetzen, soudass d'Konventioun BEPS-konform ass.

A mengem schrëftleche Rapport hunn ech preziséiert, dass d'Konventioun net déi bestoend europäesche Reegelen, déi am Kader vum Brexit ugeholl goufen, ersetzt. Hei geet et ëm den Handels- a Kooperatiounsaccord tëschent EU a UK. An deem Accord ass och e Protokoll betreffend d'TVA matabegräff. An dese Protokoll reegelt exklusiv déi administrativ Kooperatioun betreffend d'TVA an déi géigesäitig Ënnerstëtzung betreffend de Recouvrement vun TVA-, Accisen- an Douanenscholden.

D'Artikelen 25 a 26 vun der Konventioun kënnen also net esou interpretéiert ginn, wéi wann déi zwee Staaten Informatiounen an deem Beräich via Konventioun austausche kéinten oder déi elo just opgezielten Akten ausübe kéinten.

Schlussendlech hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet an hirem Exposé des motifs erkläert, dass Kompromisser onëmgänglech waren, mee dass d'Konventioun, wéi se haut virläit, de Spezifitéit vum den zwee Vertragspartner gerecht gött.

D'Kommissioun krut zwee Avisen zu dësem Projet geschéckt. De Staatsrot huet zum Gesetzesprojet a sengem Avis vum 31. Mäerz keng Observatiounen gemaach. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 3. Abrëll de Projet begréisst. Fir weider Detailler verweisen ech op déi respektiv Avisen an op mäi schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten, ginn den Accord vun der DP-Fraktioun, ouni awer ze vergiessen, de Mataarbechter vum Ministère a vun der Fraktioun Merci ze soe fir hir Mataarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An och hei ass den éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Och hei e ganz grouse Merci un de Rapporteur Guy Arendt, deen eis och dee ganz wichtege Projet do op eng kloer an einfach Aart a Weis duergestallt huet. Ech kann och direkt dozou den Accord vu menger Fraktioun bréngen, wollt awer vläicht dervu profitéieren, fir, genausou wéi den Här Arendt dat och gemaach huet, op d'Wichtigkeet vun deene bilaterale Besteuerungsofkomme mat anere Länner opmierksam ze maachen.

A meng Fro un d'Finanzministesch ass eigentlech déi, wat iwwert dese bilateralen Accord eraus nach vun aneren am Moment an der Pipeline ass. Wat fir eng kommen? Dat ass natierlech dann an der nächster Legislaturperiod, mee wat fir eng sinn an nächster Zukunft do nach virgesinn?

Dat gesot, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur Guy Arendt fir säi schrëftlechen a säi mëndlechen Rapport. Mir stëmmen haut

iwwert dat Duebelbesteuerungsofkomme of mat dem Vereenegte Kinnekräich a mat Nordirland. Dat war och, kann ech mech erënneren, dat Thema, wat mer bei eiser Visitt zu London mam Chambersbureau quasi mat allen Interlocuteurs haten. Do war de Wunsch wierklech grouss, dass mer dat sollte séier maachen.

Ech si frou, dass dat eis konnt geléngen, an ech ginn dofir den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Rapporteur Guy Arendt e grouse Merci fir seng ausféierlech Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An elo ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Arendt. Et ass besonnesch wäiteng, datt mer dat hei mam Vereenegte Kinnekräich ofschléissen. Dat Vereenegt Kinnekräich war ganz laang dat Land, dat Nopeschland vu Lëtzebuerg, wou jorelaang kee Minister higaangen ass. Et ass interessant, datt mer eigentlech d'bilateral Relatiounen mat dem Vereenegte Kinnekräich während laange Joren, wou se nach Member waren, vernetzt hunn.

Dat kënnen mer eis haut wierklech net méi erlaben a kenger vun deene groussen Achse vun der Zesummenaarbecht. Dofir ass dat hei eng ganz gutt Initiativ. An et kann een d'Regierung nëmmen encouragéieren, eis Relatiounen mat dem Vereenegte Kinnekräich op all Niveau ze intensivéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fernand Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi Rapport. Mir kënnen dat hei leider net matstëmmen, well et allgemeng eng Course no ënnen an der Fiskaliteit iwwert d'Transferts de capitaux ass. Dat kënnen mir als Lénk net matdroen. Et deet mer leed.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt e grouse Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Ech soen der Finanz- a Budgetkommissioun och e ganz grouse Merci fir déi séier an effizient Aarbecht, fir dass dese Projet de loi och haut ka gestëmmt ginn.

Et ass gesot ginn, eis bilateral Relatiounen mat dem Vereenegte Kinnekräich bleiwe wäiteng, eebe grad just och op wirtschaftlech Plang. Dofir ass et wäiteng, fir eng modern Steierkonventioun ze hunn, déi all déi internationalen Standarden enthält op där enger Säit an op där anerer Säit natierlech och dem neien Ëmfeld nom Brexit Rechnung dréit an och deene bestoenden europäesche Reegelen, déi am Kader vum Brexit ugeholl goufen, Rechnung dréit an déi natierlech och respektéiert.

Här President, vu dass et warscheinlech dee leschte Gesetzesprojet ass an dëser Legislaturperiod, wat

déi Steierkonventiounen ugeet, wollt ech Iech dann effektiv e kuerzen Iwwerbléck ginn a vun dëser Geleeënheet da profitéieren, fir Iech ze soen, dass mer elo am Total 93 Konventiounen ënnerschriwwen hunn. 85 dovunner sinn der en vigueur. Bei deenen anere leeft de Processus nach op där enger oder anerer Säit. Dovunner elo huet d'Chambre der fënnf approuvéiert an deem leschten annerhallwe Joer, wann een déi vun haut da géif matzielen. Derbäi kommen dann awer och nach déi Avenanten, déi Der gutt kennt, déi mer rezent mat Frankräich a mat der Belsch ënnerschriwwen hunn an och approuvéiert hunn. D'Avenante mat Däitschland an och d'Konventioun mam Cap Vert a mam Vietnam sinn och an dësem Zäitraum ënnerschriwwen ginn. D'Negotiationen mat der Côte d'Ivoire sinn nach en cours. Dat ass de Stand der Dinge ab haut. Dir gesitt, et ass gutt geschafft ginn.

An dofir wëll ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir meng Mataarbechter am Finanzministère, mee natierlech och deene vun der Steierverwaltung e grouse Merci ze soe fir hir fläisseg Aarbecht an natierlech Iech, der Chamber, e grouse Merci fir déi exzellente Kollaboratioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8160. Den Text steet am Document parlementaire 8160³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8160 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Neestëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8158 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2021/2101 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2013/31/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les revenus des sociétés et portant modification :

1^o de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2^o de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 8158, d'Upassung vun enger Direktiv iwwert d'Kommunikatioun vun Informatiounen iwwert d'Akomessteiere vu verschiddenen Entreprises. A Rapporteur ass hei nach eng Kéier den honorablen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission de la Justice et de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Ministères, déi grouss Entreprisé spillen eng wichteg Roll an eiser globaliséierter Welt. Ech hat schonn e puermol d'Geleehheet, dat ze soen.

A ganz ville Beräicher vun der Weltwirtschaft gëtt et effektiv grouss Firmen, déi quasi weltwäit aktiv sinn. Do denkt een natierlech virun allem un déi grouss Internetfirmen, mee awer och nach vill aner. A jo, et ass wouer, dës Gruppe sinn esou grouss, dass een net einfach novollzéie kann, wat si alles maachen a wéi si strukturéiert sinn. Natierlech léisst dat vill Raum fir Spekulation, och wann et ëm d'Besteuerung vun dësen Entitéite geet.

D'Europäesch Kommissioun huet eng Direktiv op de Wee bruecht, fir dësen Zoustand ze verbesseren a fir méi Transparenz ze schafen, soudass d'Allgemengheet konkret Zuelen zur Verfügung huet, fir sech e Bild vun der Situatioun vun deenen Entreprisé kënnen ze maachen.

Déi Direktiv, déi mam Gesetzesprojet vun haut soll an nationaalt Recht ëmgesat ginn, huet also als Zil, dank Transparenz den Débat publique iwwert d'Steierlaascht vun de Multinationallen ze verbesseren. Esou sollen d'Sociétéiten och zousätzlech dozou encouragéiert ginn, hir Responsabilitéiten ze huelen, esou soll dann och d'Vetraue vun de Bierger gestärkt ginn.

An deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Projet de loi 8158, deen als Zil huet, déi EU-Direktiv vum 24. November 2021 betreffend d'Kommunikatioun vu verschiddenen Entreprises a Succursallen iwwer hir Akomessteier an eist Recht ze iwwerdreen.

Konkreet sinn Entreprises a multinational Gruppen, déi e signifikativen Ëmsaz maachen an déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn oder déi hei Filialen oder Succursalle vun enger gewëssener Gréisst hunn, viséiert.

D'Direktiv definéiert véier Kategorië vun Entreprises, déi eemol d'Joer eng Deklaratioun mussen areechnen, déi Informatiounen zu hirer Akomessteier enthält.

Als Éischt sinn dat déi sougenannten iewescht Mammenentreprisen. Dat ass engersäits d'Entreprise, déi konsolidéiert Konten opstellt an déi un der Spëtzt vun engem Grupp ass. Déi zweet Konditioun ass, dass de järelechen Ëmsaz iwwer 750 Milliounen Euro läit, an dat während zwee Exercicer hannereneen.

Déi zweet Kategorie ass déi vun den autonomen Entreprises, déi net zu engem Grupp gehéieren an déi, wéi bei der viregter Kategorie, en Ëmsaz vun iwwer 750 Milliounen Euro verbuchen, an dat während zwee Exercicer hannereneen.

Déi drëtt Kategorie befaasst sech mat Filiale vu groussen ieweschte Mammenentreprisen, déi net dem Recht vun engem EU-Memberstaat ënnerleien a wou de Joresëmsaz och nach iwwer 750 Milliounen pro Joer läit. Dës Filiale mussen eng Deklaratioun iwwert de ganze Grupp, deen ënnert der Kontroll vun der ieweschter Mammenentreprisé läit, ofginn.

Schlussendlech befaasst sech d'Direktiv och mat de Succursallen, déi an der EU wuel etabléiert sinn, mee enger Entreprisé ënnerstinn, déi net dem Recht vun engem EU-Memberstaat ënnerläit. Succursalle si be- traaft, wann hiren Nettoëmsaz iwwert dem spezifesche Seuil vum jeeweilegen EU-Memberstaat läit – zu Lëtzebuerg läit de Seuil bei 8,8 Milliounen Euro –, an, als zousätzlech Konditioun, wann d'Entreprise, där se gehéiert, Deel vun engem Grupp oder enger autonomer Entreprisé ass, déi en Nettoëmsaz vun iwwer 750 Milliounen pro Joer huet. An deem Fall muss d'Succursale eng Deklaratioun iwwert de ganze Grupp verëffentlechen.

D'iewescht Mammenentreprisen an déi autonom Entreprisé mussen dës Deklaratiounspflicht net nokommen, wa si selwer, souwéi hir Filialen a Succursallen, an engem eenzege Memberstaat aktiv sinn a keng Aktivitéiten an anere steierleche Juridictiounen hunn.

Souvill zu de Kategorien.

Elo kommen ech dann zum Inhalt vun der Deklaratioun. Dës muss Informatiounen iwwer all d'Aktivitéite vun Grupp oder vun der autonomer Entreprisé beinhalten. Dat opgeléicht no Memberstaat respektiv no Land, dat op enger europäescher Lëscht vun den net kooperative Juridictiounen am Beräich vun der Besteuerung steet.

Doriwwer eraus mussen d'Deklaratiounen innerhalb vun zwielef Méint no der Clôture vum Exercice deposéiert a publizéiert ginn. Dës Informatiounen mussen gratis fir jiddereen zur Verfügung gestallt ginn: entweder um Site vun der Entreprisé selwer oder beim Registre de commerce et des sociétés. Dat an engem vun enger Maschinn liesbare Format a fir op d'mannst fënnf Joer.

D'Membere vun de Verwaltungs- a Kontrollorganer vun de concernéierten Entitéite sinn dann och kollektiv responsabel fir d'Opstellung, den Depot an d'Publizéiere vun der Deklaratioun.

D'Direktiv wäert op Exercicer applikabel sinn, déi ab dem 22. Juni 2024 opgemaach ginn.

D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv ass dem Originaltext no trei gemaach ginn. Zu gudder Lescht hunn d'Autere vum Gesetzesprojet sech fir déi zwou Optiounen, déi d'Direktiv proposéiert, entscheet.

Engersäits ass et d'Méiglechkeet, d'Publikatioun vu gewëssenen Informatiounen maximal fënnf Joer no hannen ze verleeën, falls dëst der wirtschaftlecher Stellung vun der Firma staark kéint schueden.

Anersäits awer och, dass d'Entreprises d'Deklaratioun net gläichzäiteg op hirem Site an um Registre de commerce publizéiere mussen. D'Publikatioun um RCS, déi gratis fir all Drëtten innerhalb vun der EU zougänglech ass, geet also duer.

Fir Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ech géif dann och op d'Avisen, déi deposéiert gi sinn, kuerz agoen.

Fir d'éischt den Avis, deen de Staatsrot de 7. Abrëll vun dësem Joer erausginn huet. De Staatsrot huet eng Opposition formelle agereecht, betreffend deen neien Artikel 72decies, an deem de Begrëff „entreprise filiale de taille moyenne“ definéiert gëtt. Zousätzlech huet de Staatsrot awer och Changementer bei der Terminologie a legistesche Ännerunge proposéiert. Nodeems de Staatsrot zousätzlech Erklärungen vun de respektive Ministere krut, konnt dës Opposition formelle den 22. Juni vun dësem Joer ophiewen.

D'Chambre de Commerce huet den 11. Abrëll en Avis agereecht, deen ënnersträicht, dass d'Entreprises elo schonn engem groussen administrativen Opwand ënnerleien an dass dës soll beschtméiglech klenggehal ginn. Si begréisst awer d'Méiglechkeet vun engem Report vun der Publikatioun. Dës géif et den Entreprises erméiglechen, net benodelegt ze sinn a géif dem potenzielle Verloscht vun Attraktivitéit vu Lëtzebuerg entgéintwierken, wa mir par rapport zu anere Länner d'Optioun net huele géifen.

An deem Sënn ass et och wichteg, laut der Chambre de Commerce, dass d'Entreprisé genau matgedeelt kréien, wat sensibel Informatiounen sinn a wat ubruecht Grënn sinn. Et wier och gutt, wann de Rapport am Virus géif accordéiert kënnen ginn.

D'Chambre de Commerce ass och doriwwer erfreet, dass d'Informatiounen net um eegene Site publizéiert mussen ginn. Schlussendlech bedauert d'Chambre de Commerce och, dass stroferechtlech Amendé fir d'Administrateuren, Gestionnairen a permanent Representanté virgesi goufen, a plädéiert also éischter fir administrativ Amendé.

D'Chambre de Commerce ka schlussendlech hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn, wann déi virdu genannt Remarken a Betruecht geholl ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Ech soen och nach hei dee jeeweilige Ministeren an hire Beamte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet an och der Mataarbechterin bei eis an der Fraktioun. D'DP-Fraktioun gëtt schlussendlech hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An dann ass et um Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Och hei ugefaange mat engem ganz groussen Merci un de Guy Arendt fir seng exzellente Rapporten. Mir wäerten natierlech och hei eisen Accord dozou ginn. Ech wollt mer awer erlaben, trotzdeem zwou generell Bemerkungen zu dësem Projet ze maachen.

Déi éischt ass ... Ech mengen, den Här Arendt huet erkläert, ëm wat et hei geet. Et muss ee just wëssen, datt duerch déi Dispositiounen, déi mer hei elo wäerten haut adaptéieren, an d'Chambre de Commerce huet dat jo an hirem Avis ënnerstrach, awer erëm substanzieel méi Formalitéiten op vill Betriber wäerten zoukommen.

Mir wëssen alleguerten, wat am Moment scho vu Formalitéite besteet. Hei kommen der also nach eng Kéier zousätzlech derbäi. Ech hat och an der Kommissioun gefrot, wivill Betriber eigentlech vun deem Gesetz hei wäerte be- traft sinn. Ech krut do awer keng Äntwert, well och déi jéineg Beamte gesot hunn, dat wär ganz schwéier ze ervaassen. Et schéngt sech jo awer och hei

ëm e puer Dausend Betriber ze handelen. Dat heescht, et sinn awer ganz, ganz vill Leit och dovunner betraff.

Eng zweet Remark, an dat ass méi eng prinzipiell, ass, dass mer elo hei dohinner ginn an europäesch Entreprises oder Entreprises, déi an der Europäescher Unioun Aktivitéiten hunn, déi natierlech dann ënnert déi Konditioune falen, obligéieren, awer eng Rei vun Informatiounen public ze maachen.

Wuel kann een do, an dat ass jo och virdrun hei erkläert ginn, e Report froen, wann een da gutt Argumenter huet. Nach muss een hei wëssen, dass domadder vun europäesche Betriber anere Betriber ausserhalb vun der Unioun awer eng Rei vun Informatiounen kënnen zougänglech ginn, déi si erëm dann och an hire konkurrenzellen Aktivitéite kënnen benotzen. Dat heescht, deemno, wéi dat hei elo ausgeluecht gëtt, riskéiert dat, erëm zu enger Schwächung vun den europäesche Betriber ze féieren. An dat ass einfach eppes, wat net gutt ass.

Ech hu jo och schonn e puermol hei ënnerstrach, dass ëmmer méi Betriber och amgaange sinn, drüwer nozedanken, Aktivitéiten an Drëttlänner ze verlageren. Hei ass also erëm eng Kéier – an ech weess, dass och d'Madamm Minister do ganz sensibel drop ass – eng Fro vu Level-Playingfield, déi sech stellt. A mir mussen awer iergendwéi eng Kéier, Madamm Minister, eis wierklech Gedanke maachen, ob d'Europäesch Unioun net amgaangen ass, do an eng Richtung ze steieren, déi et ëmmer méi schwéier mécht fir d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun hiren eegenen Entreprises.

Dat gesot, erlaabt mer awer och nach, da vun der Geleechenheet ze profitéieren, op en Aktualitéitspunkt zréckzekommen, well ech och elo vum Level-Playingfield geschwat hunn. Ech hu gesinn, wann ech d'Press liesen, dass d'Europäesch Kommissioun schéngt, wann een den Artikelen da ka gleewen, e Recours géint Lëtzebuerg ze maache wéinst net konformer Ëmsetzung vun der ATAD-1-Direktiv. Ech hu gelies, dass et do Interpretationsdivergenze gëtt zwëschen der Regierung an der Europäescher Kommissioun. An ech wollt trotzdem haut vun der Geleechenheet profitéieren, well dat och déi lescht Finanzprojete sinn, déi mer haut hei diskutéieren, fir awer vläicht dann och der Madamm Minister d'Geleechenheet ze ginn, eis ze soen, wat et effektiv do mat deem Recours op sech huet, ob deen och kënnt, a wat och do e bëssen awer dann eis Argumentation juridique ass, fir dann eventuell deene Fuerderung vun der Europäescher Kommissioun net nozeginn.

Dat gesot, bréngen ech awer heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu deem dote Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An elo geet d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci dem Guy Arendt nach emol fir säi gudden Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An elo ass et un der Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. A merci dem Rapporteur Guy Arendt fir säi gudden Rapport. An domat ginn ech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, merci och vun eiser Säit aus. Dem Här Arendt nach eng Kéier e grouse Merci fir seng Fläissaarbecht haut.

Et ass esou, dass mer eis gefrot hu bei deem Text iwwerhaupt – an do wär et vläicht interessant, och eng Appreciation vun der Regierung ze héieren –, awéiwäit esou Direktiv wéi déi heiten iwwerhaupt am Lëtzebuerg Interessi sinn. Well mir sti jo och, hei ass ... Natierlech, huet den Här Arendt eis erkläert, et geet ëm Confiance des citoyens. En huet dat och a sengem schréfftleche Rapport ënnerstrach.

Op där anerer Säit muss ech och soen, dass mir als Lëtzebuerg staark ënner Drock stinn, well mer vill Siégen hei hunn. A mir haten déi Diskussioun och scho behandelt beim grenziwwerscheidenden Handel, dass zwar hei de Siège da besteiert gëtt, mee dass eigentlech d'Benefisser an anere Länner da realiséiert ginn.

All déi Diskussiounen kënnen vläicht hei mat erafléissen, fir dass eigentlech déi Informatioun vum Public, déi hei soll encouragéiert ginn – et ass iwwerhaupt eng komesch Motivatioun, fir eng Direktiv ze maachen an deem Sënn – an „alimenter le débat public relatif à la contribution des multinationales“.

Et ass eng reng politesch Saach. Ob dat da wierklech am Interessi vun eisem Land ass? A wann dat net esou ass, net esou 100%eg, wéi een dat kéint mengen – an d'Virriedner hunn och schonn op déi ekonomesch Problemer an deem Kontext higewisen: Bürokratie, Kompetitivitéitsverloscht –, da freet ee sech, firwat d'Regierung mat op de Wee geet, fir esou Saachen ze verhandelen an ze akzeptéieren. Mee gutt.

Da sinn awer Ausnamen hei ugeholl gi vun der Regierung, oder Delaien. Déi Optioun, déi mer do haten, hu mer dann och geholl. Dat ass alles schéin a gutt, mee da muss een awer soen, dass d'Chambre de Commerce an engem Punkt awer komplett Recht huet an eisen Aen. Elo ass et esou, dass et stroferechtlech relevant gëtt – stroferechtlech! –, wann déi Gestionnaires, oder d'Responsabilitéit, d'Dirigeanten an esou weider, wann déi déi Informatiounen net an den Délais prescrits bekennt ginn.

Dat ass an eisen Ae keen Delikt, kee Verbriechen, wann een en Delai verpasst. Dat ass vläicht effektiv e Fall, fir eng administrativ Strof ze verhänken, awer déi Mentalitéit vum „tout pénal“, well een en Delai verpasst, dat geet awer och hei, denke mir, ze wäit. Dofir wäerte mir eis bei deem Projet enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un déi honorable Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Rapporteur fir säin exzellente Rapport, deen x-te fir haut.

Jo, d'Iddi vum ëffentleche „country-by-country reporting“ ass virun 20 Joer vum Tax Justice Network proposéiert ginn. An zënterhier huet d'Zivillgesellschaft ëmmer erëm dëst gefuerdert. Och mir als Lénk hu scho säit Joren dës Fuerderungen an eisem Programm stoen an hu se och schonn ëfters hei op der Tribün gefrot. Ëmsou méi frou si mer hei haut, dass se endlech an dem Lëtzebuerg Recht ëmgesat gëtt. Besser spéit wéi ni.

D'Iddi ass esou einfach wéi genial. Wann déi grouse Multinationallen alljoers mussen gewëssen Donnéeën, opgeschlësselt op déi eenzel Länner, verëffentlechen, dann ass et dir d'Chercheuren, d'Journalisten, d'ONGe méi einfach, Mustere vun aggressiver Steieroptiméierung ze identifizéieren an unzuprangeren.

Wéi mir héieren hunn, war Lëtzebuerg awer net onbedéngt ënnert deenen, déi zu Bréssel u sech dës Initiativ mat Begeeschterung an Elan weidergedriven hunn – wat eis och net onbedéngt elo wonnert. Och elo bei der Transpositioun zitt Lëtzebuerg, also

d'Regierung, hei déi zwou eenzeg Optiounen, déi et gëtt, fir dese Mechanismus u sech ofzeschwächen.

Mir mengen awer, dass Transparenz am Interêt vun de Biergerinnen a Bierger a ganz Europa ass, mee och hei zu Lëtzebuerg. Mir mengen net, dass eise Wuelstand soll baséieren op – voilà, wéi soll ech elo soen? – der Exploitatioun eventuell vun anere Länner, respektiv dass an anere Länner eeben ëffentlech Gelder feelen. Wann d'Multinationallen emol endlech géifen hire fairen Undeel u Steiere bezuelen, da wär eis an, mengen ech, ganz Europa och scho ganz vill gehollef. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur Guy Arendt, deem ech virdrun net Merci konnt soen. Dat hei sinn dräi Direktiven. Ech mengen, dass weist schonn, dass de Rapport och e bësse méi extensiv war. Dofir nach eng Kéier e grouse Merci.

Dräi Direktiven, mee nëmmen eng Grëtz Transparenz, muss ee bal soen. Well et hätt ee méi wäit kënnen goen. Et hätt ee kënnen méi wäit goen, an Dir hutt elo gesot: „D'Chambre de Commerce wollt eebe grad net oder begréisst, dass d'Publikatioun net obligatoresch op hiren eegene Sitten ass, wa se schonn op enger anerer Plaz stattfonnt huet.“

Ech denken do awer drun, dass déi EU-Säiten, op deene verschidden Informatiounen heiansdo sollen ze fanne sinn, net onbedéngt ëmmer déi einfachst ze benotze sinn. A wa mer da vum LBR schwätzen an deelweis och vum „rate limiting“, spéitstens do bässt sech d'Kaz awer an de Schwanz, wann et och drëm geet, dass d'Journaliste solle kënnen Recherchë maachen.

Generell an, ech mengen, wann een dee Gedankengang weiderféiert, da misst ee sech d'Fro stellen: Wa mer esou nei Dispositiounen aféieren, fir Saachen ze deposéieren oder ze publizéieren, dass een endlech e richtege „One Stop Shop“ kritt, ...? D'Betriber hei zu Lëtzebuerg sinn haut scho forcéiert, fir op enger ganzer Rei vu Plattformen verschidden Donnéeën ze deposéieren – sei dat de MyGuichet, de SECULine, den eCDF, den LBR. Bon, mir kënnen weiderfueren.

Et ass quasi ëmmer all Demarche op iergend engem anere System mat aneren Identifianten, mat aneren Demarchen. An ech mengen, hei hätt ee kënnen och soen: „Jo, mir wëllen déi Publikatioun och op engem lëtzebuergesche Site, och op engem nationale Site, mee en contrepartie maache mer Iech et méi einfach.“ Wa mer dat nämlech gemaach hätten, dann hätte mer méi Transparenz geschaaft, manner Opwand insgesamt fir d'Betriber, och wa se hei méi Dokumenter respektiv méi Informatiounen publizéiert hätten.

Wéi vill Betriber dann dorënner falen, ech mengen, dass ass déi grouse Fro. Dat wäerte mer dann elo an absehbare Zäit gesinn, wann d'Gesetz bis a Kraaft trëtt. Ech hoffe just, dass mer mat deene ganzen Délai-pénallen herno net eis selwer e bëssen d'Liewe schwéiermaachen.

Mir hunn dat gesi beim ASBLs-Gesetz, wéi mer d'Bénéficiaire-effectif bei den ASBLen néideg gemaach hunn, wéi vill Strofen do op eemol hu missten octroyéiert ginn, fir zu där Compliance ze kommen. Ech hoffen, dass hei d'Betriber besser ekipéiert sinn, fir sech direkt dorunner ze conforméieren an dann och déi Donnéeën ze publizéieren.

Mir ginn op alle Fall eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministersch Yuriko Backes.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dës Direktiv ass 2016 proposéiert ginn. Et huet bis 2021 gebraucht, bis déi Negociatiounen fäerdeg waren an d'Direktiv dann am Conseil „Kompetitivitéit“ adopéiert ginn ass.

Ech mengen, dat ware keng einfach Diskussiounen, keng einfach Negociatiounen. Lëtzebuerger huet sech am Fong Froe gestallt, zesumme mat enger ganzer Rei vun aneren État-membere, iwwert d'Base juridique dovunner. A bon, mee mir hunn eis hei vum Prinzip hier net opposéiert, well mir trotzdeem fir Transparenz en matière fiscale sinn. Hei geet et dann ëm d'Transparenz, wat dann och mat sech bréngt, dass d'Bierger solle Vertrauen hunn. Ech mengen, hei si mer dann zesummen an der EU op dee Wee gaangen.

Ech ginn Iech awer Recht, wann Der sot, mir missten trotzdeem oppassen, fir och international kompetitiv ze bleiwen. Ech mengen, dat ass eis ganz wichteg. Dofir muss een ... Dir hutt och vu Level-Playingfield geschwat. Ech ginn Iech do och ganz Recht. Mir mussen hei oppassen, dass mer dee richtegen Equilibre fannen zwëschen Transparenz an natierlech och Kompetitivitéit an Europa.

Et ass nach d'Fro gestallt ginn, op déi et anscheinend an der zoustänneger Kommissioun keng Äntwert ginn ass ... Souwäit ech informéiert sinn, ass do gesot ginn, dass 7.000 Betriber, plus ou moins, hei betrafft sinn. Ech mengen, méi wéi dat, wat och d'Experten an der zoustänneger Kommissioun gesot hunn, kann ech Iech och net soen.

Vläicht wäert d'Ministersch Tanson och nach op weidere Punkten intervenéieren.

Ganz kuerz, Dir hutt ATAD 1 ugeschwat. Ech hunn den offizielle Courier vun der Kommissioun elo nach net kritt. Dat heescht, wann ech dee kréien, da kucke mer dat och méi am Detail.

Also, mir hunn ATAD 1 an och ATAD 2 ëmgesat, matzäit. Dass mer hei géint Steierhannerzéiung kämpfen, ass eis ganz wichteg. An der Zäit hat mäi Virgänger dann effektiv och esou d'Propositioun virgestallt, fir dat ze transposéieren.

Dass d'Titrisatiounsgesellschaften aus där Lëscht do géifen erausgeholl ginn, dat, huet d'Kommissioun eis gesot, wär keng richteg Interpretatioun. Sätdeem si ganz vill Diskussiounen och mat der Kommissioun gelaaf. Ech hunn och mam Secteur doriwwer geschwat, wou ech dann zur Konklusioun komm sinn: Bon, da kucke mer dat, dass mer dann do der Kommissioun entgéintkommen, well et och kee weidere risegen Impakt sollt hu fir eise Secteur.

Duerno hu mer awer du gesinn, dass d'Kommissioun a weideren Dispositiounen, weidere Propositionen – vun DEBRA bis Unshell – am Fong dat Argument, dat mir geholl hunn, fir d'Titrisatiounsgesellschaften eeben als déi Entités financières réglementées unzegesinn, selwer iwwerholl huet. Doropshin hu mer och nees Diskussiounen mat der Kommissioun gefouert. Ma wann Der dat elo selwer esou proposéiert, firwat wëllt Der eis hei op d'Gericht huelen? Dorop krute mir ni wierklech e gudd Feedback, soudass mer elo emol derbäi bliwwe sinn an ech och net méi den Zweck gesinn hat, vu dass d'Kommissioun dat selwer elo esou virschléit, fir dat ze änneren.

Bon, elo gi mer dann anscheinend op d'Gericht geholl. Ech mengen, da missten d'Gerichter tranchéieren, wien dann hei zum Schluss Recht huet. Mee, wéi gesot, ech hunn elo de Courier vun der Kommissioun nach net kritt. Mir wäerten dat am Detail analyséieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Finanzministersch. An ech ginn de Relais weider un d'Madamm Sam Tanson, Justizministersch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, just ganz kuerz. Bon, fir d'éischt emol merci dem Rapporteur. Et ass alles gesot ginn iwwert de Contenu vum Text. Et war nach eng Fro par rapport zu de strofrectleche Sanktiounen. Fir d'éischt emol: D'Direktiv gesäit explizit vir, dass ee muss Sanktiounen virgesinn. Déi mussen och dissuasiv, proportionell an effektiv sinn. Dat heescht, dat ass net eppes, wat mer am lofleere Raum maachen. An dann ass et awer och wichteg ze präziséieren, dass et sech aschreift an Dispositiounen wéi déi, déi mer schonn hunn, wou eeben och d'Netpublikatioun vum Rapport iwwert d'Paiements effectués och enger Sanktioun ënnerläit. Dat heescht, et ass am Fong just bei dem Artikel 1500-2 e Punkt 11 bäikomm, dee mécht, dass mer d'Direktiv hei och kënne richteg transposéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8158. Den Text steet am Document parlementaire 8158⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8158 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ostëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen géint 3 Abstentatiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8134 – Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8134 iwwert den Droit de grâce vum Grand-Duc. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Moien an de Mëtteg stëmmen mer nach e puer Projeten aus dem Justizwiesen. Ech fänken haut un, de Moien, mat deem iwwert den Droit de grâce vum Grand-Duc. Mer schafen do elo eng Base légale. Huele mer un, Dir sidd verurteelt a leschter Instanz an dann hutt Der eng Strof ze verbëssen. Da bleift Iech en droit d'Méiglechkeet, ënner gewëssenen Ëmstänn d'Grâce vum Grand-Duc unzefroen, fir Är Strof integral nogelooss ze kréien oder reduzéiert ze kréien. Ënner Reduktioun versti mer, dass d'Strofmooss entweeder méi kleng gëtt oder an eng manner streng Strof ëmgewandelt gëtt.

De Projet 8134 gouf de 4. Januar 2023 vun der Justizministersch Sam Tanson deposéiert. Den 18. Januar war en an der Justizkommissioun. De Rapporteur gouf bestëmmt. Den Avis vum Staatsrot krute mer schnell, de 16. Mee. Mir hunn en den 28. Juni analyséiert an do hu mer e puer Amendementer ugeholl. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 11. Juli du Gréng Luucht ginn. De 14. Juli hu mer en ugeholl, de Rapport.

Mir kruten Avis vum Staatsrot, wéi gesot, zweemol, a vum Parquet général, dem Parquet aus der Staat, der Cour supérieure, der CNPD a vun deene Magistraten aus de Bezirkserichter, déi Member – effectif oder suppléant – sinn an der aktueller Commission des grâces. Merci fir all déi nützlech Suggestiounen a Bemierkungen.

Ëm wat geet et an dësem Gesetz, dat aus sechs Artikelen besteet? De Gesetzesprojet ass néideg ginn opgrond vum Artikel 39 (veuillez lire: Artikel 51) an der neier Verfassung, wou steet: „Le Grand-Duc a le droit, dans les conditions déterminées par la loi, de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juridictions.“

Fréier sinn d'Grâce via Arrêté grand-ducal gereegelt ginn, elo brauche mer e Gesetz. Mer erfannen oder, besser gesot, schafen haut keen neie Gremium, mee mer schafen déi néideg gesetzlech Basis, notamment, wat den Traitement ugeet vun den Donnéeën, wann eng Demande en grâce gestallt gëtt: Wat ass hir Origin? Wéi gi se iwwerdroen an aner Autoritéiten, wou d'Reegelen ugewannt gi vun der Minimatioun vun den Donnéeën an enger begrenzter Durée de conservation?

Eng Grâce ka just à titre individuel, also fir eng Einzelperson accordéiert ginn. Déi kollektiv Grâce, déi bis elo bestanen huet, gëtt ofgeschaaft. D'Demanden un de Grand-Duc gi weidergereecht un de Justizministère, dee se un de Procureur général leet, fir dass d'Commission des grâces saiséiert gëtt. D'Demande kënnen awer och – mer maachen dat elo méi einfach – direkt un de Justizministère oder un de Procureur gericht ginn. Wann e Mannerjärege betrafft ass – dat kënt jo och vir –, da kann entweeder ee vun den Elteren, den d'Autorité parentale huet, oder en Affekot d'Demande erarechen. Dat selwecht gëllt och fir Incapables majeurs, wou de mandatéierten Affekot oder de Représentant légal dann d'Demande erarecht.

De Sekretär vun der Commission des grâces suergt derfir, dass den Dossier vun der Demande komplett

ass mat de Pièce vun der Polizei, dem SCAS, wann dee sech ëm déi Persoun këmmert, dem Service psycho-social a socio-éducatif vum Centre pénitentiaire, wann d'Persoun do suivéiert gëtt. Den Avis mat der Proposition vum der Commission geet via de Justizminister dann un de Grand-Duc.

Wien ass dann elo an där Commission des grâces? Véier Magistraten aus verschiddene Corpsen, ee Member vum Barreau, also en Affekot, zwee Membere vum de Beruffschamberen, an et gëtt fir all effektive Member och e Suppleant. D'Kommissioun huet e Sekretär an e Suppleant, si si Fonctionnaires oder Employéé vum der Justizverwaltung. D'Membere si fir zwee Joer genannt, e Mandat, dat erneierbar ass. Alleguerten d'Membere an de Sekretär an hir Suppleantë sinn natierlech un de Secret professionnel gebonnen, sous peine, sanctionéiert ze ginn, wéi et am Code pénal virgesinn ass am Artikel 458.

Op wéi eng Informatiounen kënnen d'Membere aus der Kommissioun zréckgräifen, fir hiren Avis auszuschaffen? Ech ziele ganz schnell op: Répertoire vum de Personnes physiques, Bulletin 1 aus dem Casier, de JU-CHA, Fichier vum den Amendes, Fichier vum dem Verbuert, wann een de Führschäin ewechgeholl kritt huet, beim Procureur général, bei deem vum Transportministère, de Fichier vum den Exécutions des peines, de Fichier vum Detenuen am RCS, de Fichier vum den Amendes a Frais de justice vum Enregistrement.

Vum Dag un, wou d'Notifikatioun vum der Decisioun gemaach ass, gëtt den Dossier am Justizministère fir ee Joer conservéiert. No dësem Delai geet den Dossier mat der Demande an de Pièces an den Nationalarchiv. Wat bleift am Sekretariat vum der Kommissioun? Eng Kopie vum Avis a vum Arrêté grand-ducal, fir dass se do eng Trace hunn.

Nach e puer Zuelen zum Schluss, fir dass Der Iech e Bild kënn maachen, mat wivill Grâcé mer et hei ze dinn hunn. Ech zitieren aus dem Rapport d'activité 2021 vum Justizministère: Mir haten 2017 365 Demanden, 2021 nëmme méi 250, kontinuierlech erofgaangen. Wivill sinn der dann uegheoll gi vum der Commission des grâces? 2021 hate mer, wéi gesot, 250 Demanden, 217 si rejetéiert ginn. Avis favorables waren der 29, an dovunner just 5 à titre d'essai. Et waren och eng Partie Dossieren, déi refixéiert ginn. Wat ech wëll hei opweise mat deene puer Zuelen: Dat heescht, et ass eng ganz héich Demande do, awer eng ganz minimal Zuel vum Accorden, fir déi Grâcen ze kréien.

Domadder hunn ech dat meescht gesot. Wie méi wëll wëssen, kann dat am Document parlementaire, am schrëftleche Rapport, noliesen. Ech soe Merci fir d'Nolautschteren a ginn den Accord vum der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dat hei ass eng weider Ëmsetzung vum der Verfassungsreform, wou mer den Droit de grâce bäibehal hunn a wou mer och festgeschriwwen hunn, dass e gesetzleche Kader muss geschaf ginn.

Ech wëilt och eng Kéier hei drop hiweisen, dass am Fond den Droit de grâce eng Prerogative vum engem Fürst, vum engem Monarch, vum engem Staatschef, ass, an dat beweist also kloer, dass mer hei de Grand-Duc net schwächen, mee dass mer de Grand-Duc stärken, well et kënn aus dem Mëttelalter, wann ee

sech mat der Geschicht vum Droit de grâce beschäftegt: Fréier hunn d'Fürsten an d'Kinneken eeben déi Méiglechkeet gehat, als Riichter ze setzen an esou en Droit de grâce ze accordéieren.

De Rapporteur ass op all Detailler agaang. Ech wëilt just hei nach eng Kéier ënnersträichen – well dat dobaussen esou am Volleksmond gesot gëtt: „Droit de grâce, da kritt ee keng Stroff“ –, ech wëll just soen: D'Infraktioun bleift bestoen, d'Strof ass geschwat an et gëtt eeben entweder d'Strof reduzéiert oder et muss een d'Strof net exekutéieren oder d'Strof gëtt an eng aner Strof ëmgewandelt. Mee et ass net esou, dass de Grand-Duc hei kann e Fräisproch vum engem condemnéierte Bierger oder enger condemnéierter Biergerin ginn. Ech wollt dat just präziséieren, well dat gëtt heiansdo dobausse falsch verstan.

An domadder ginn ech den Accord vum der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Och merci dem Charles Margue fir säin exzellente a komplette Rapport. De Leo Gloden huet nach zwou, dräi Saachen derbäigefüügt. Mir bleift näischt méi bäizefügen. Just, wat net oninteressant ass, vläicht, dat ass: An all deenen Demanden, beim Gros, geet et ëm de Führschäin, fir deen ermëtzkréien. Voilà, dat gesot, ginn ech den Accord vum der DP-Fraktioun a soen dann, wéi gesot, alleguerten nach eng Kéier Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech wëilt och vu menger Säit aus dem Rapporteur e grouse Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Den Droit de grâce, d'Gesetz, dat mer haut stëmmen, do gëtt näischt um Prinzip jo selwer geännert, mee effektiv, wéi och mäi Virriedner et scho gesot huet, schreift dat sech an iwwert déi nei iwwerschafft Verfassung, déi och den Ustouss ginn huet, dass mer hei eeben net méi iwwer Arrêté grand-ducal fueren, mee iwwer e Gesetz.

An effektiv, wéi een och am Rapport annuel vum Joer 2021 kann noliese vum Justizministère, do gesäit een, dass déi lescht Joren d'Grâcé considerabel erogaange sinn. Et si virdrun und Zuele gefall, ech hunn och nach eng Kéier nogekuckt: 2012 war et 415-mol, wou d'Grâce uegfrot ginn ass beim Grand-Duc, dee jo do eng Décision souveraine hëlt. An 2021 sinn déi Demanden op 250 erofgaangen an natierlech och d'Avis défavorables vum der Commission des grâces, déi si vum Joer 2017 bis 2021 et erofgaangen. An et mierkt een och bei deenen Demanden, déi gestallt ginn, wann eng Grâce geschwat gëtt, da sinn et effektiv 90 % Fuerverbueter an et sinn, mengen ech, just eng Dose Fäll, wou et zu enger Strofreduktioun komm ass bei där souveräner Decisioun, déi de Grand-Duc kann huelen, bei där awer och kee Recours ka geholl ginn.

Et soll ee sech awer virun Aen halen, dass am Kader och vum der Exécution des peines d'Grâce am Fond deen eenzege Correctif ass, dee kann ugewannt ginn an deen dann och natierlech en Impakt op d'Strofmooss huet. Engersäits vläicht dann e Fuerverbuert opzehiewen, fir professionellen Aktivitéite kënnen nozegoen, ass sécher eng wichteg Saach, mee bei der Reduktioun vum enger Stroff spillen awer och deementsprechend nei Delaien an d'Exécution des peines, wat de Benefiss vum engem Aménagement de peine ueget, ob dat elo e Congé pénal zum Beispill ass oder

eng Libération conditionnelle respektiv aner Modalitéite vum Gesetz vum 2018.

An ech ka mech un déi Zäit erënneren, wéi ech nach um SCAS geschafft hunn an der Bewährungshëllef, wou mer ganz oft der Commission des grâces Avisen ofginn hunn, wa mer mat de Leit, déi strofgefaange waren, effektiv a Kontakt waren a wa se och esou eng Demande gemaach hunn. An d'Decisioun war emol mat méi oder manner Erfolleg fir déi Concernéiert, a Fonctioun vum Moment a vun der Aarbecht, déi se dann och op alle Fall gemaach hunn.

Ech mengen, wat awer och hei wichteg ass ze ënnersträichen – an de Rapporteur ass drop agaangen –: Mir hunn eng Rei Gesetzer, déi mer gëschter, haut an och muer wäerte stëmmen, wou och natierlech nach eng Kéier den Ëmgang mat den Donnéeën ganz kloer gekläert gëtt, wien Accès op déi Donnéeën huet, wien Zougreff huet a wien net, well mer och hei effektiv mat sensibelen Donnéeën och ze dinn hunn.

Duerfir ginn ech och vun dëser Plaz aus den Accord vum der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Et ass sécher gutt, dass mer elo dat Gesetz hei kréien, dass mer dat iwwer Gesetz reegelen, den Droit de grâce, wéi dat och an där neier Verfassung virgesinn ass. Et ass awer elo esou – och no engem Virriedner, deen eis erkläert huet, de Grand-Duc géif net geschwächt ginn –, et war awer bis elo, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, dass de Grand-Duc souwuel en individuellen Droit de grâce hat wéi och e kollektiven.

Elo ass et esou, dass de kollektiven hei net méi dra virgesinn ass. Dat gëllt elo als Amnestie an dat muss iwwer Gesetz gereegelt ginn, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, soudatt ech awer scho mengen, dass dat hei méi restriktiv ass, eebe well dat kollektivt Element – oder déi kollektiv Méiglechkeet – ewechgefall ass. Dat ass awer schued, well mir hunn dat net nëmme hei zu Lëtzebuerg an et ass och net nëmme am Mëttelalter gebraucht ginn. Mee ech brauch nëmme an eng Republick ze kucken, vun där mer net wäit ewech sinn, wann do en neie President kënn, da kann deen och de Pardon présidentiel maachen, wéi zum Beispill Protokoller, Contraventionen an esou weider.

An dat si Gesten, déi ëmmer erëm gemaach gi sinn an der Geschicht fir e feierlechen Akt, fir en neie Staatschef anzeféieren. Dat kann eng Ascension au throne sinn an enger Monarchie oder eeben och en neie President an enger Republick. Mee dat ass awer üblech, dass e Pardon, e Geste, esou gemaach gëtt, wéi gesot, a Form vum enger kollektiver Amnestie, engem kollektivem Droit de grâce oder engem Pardon présidentiel. Dat ass absolutt kee Problem.

Mir maachen dat hei elo net méi. Dat ass schued, et ass an eisen Aen eng onnéideg Restriktioun. Et ass och schued, dass et eeben nëmme hei op de Penal beschränkt ass. Well, wéi gesot, eng Contravention, eng ganz banal Saach u sech, e Protokoll, wéi dat eeben dacks und a Frankräich gemaach gëtt iwwert de Pardon présidentiel, dee fällt emol net méi ënnert dëst Gesetz. Et ass also onnéideg restriktiv. Et ass u sech eng gutt Iddi. Et ass och schued, dass den Droit de grâce à la limite ..., dass dat esou restriktiv gehandhaabt gëtt. Dat kann een alles, ech kennen net elo, wéi dat ..., ech wëll dat och net kritiséieren, wéi dat an deene Kommissioun gemaach gëtt. Ech hu Vertrauen an déi Leit, déi an deene Kommissiounen setzen. Awer et ass eng Tatsaach: Et gëtt hei am Land restriktiv gehandhaabt, et ass elo nach méi restriktiv, eebe well mer elo

hei déi kollektiv Méiglechkeet net hunn an och nëmmen op de Penal dat hei beschränken.

Also, kuerz gesot: Als ADR ënnerstëtze mer déi hei Initiativ. Mee well se esou restriktiv ass, wäerte mir eis enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert freet direkt d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Entschëllegt, ech ginn net gäre Lektouren, mee ech muss awer eppes hei riichtbéien. Éischtens: A kengem System vun Europa an och ronderëm gëtt et eng Grâce fir des Faits non pénaux. Dat heescht, mir müssen eng Differenz maachen zwëschen Infraction administrative an Infraction pénale.

Zweetens – an dat ass dat, wat mech elo interpelléiert – verwieselt hei den Här Kartheiser, an ech wëll, dass dat net am Raum stoe bleift, d'Amnestie an den Droit de grâce. Well wat Dir elo gesot hutt, dat ass eng Amnestie. A wannechgelift, Här Kartheiser, Dir kënnt net hei Saache behaupten, déi total falsch sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Beissel, fir déi Kloerstellung. Den Här Kartheiser freet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Déi Interventioun do iwwerrascht mech, well ech hunn a menger Interventioun ganz kloer gesot, datt dat als Amnestie hei consideréiert gëtt, wann dat kollektiv ass. Dat hunn ech gesot.

Ech muss Iech awer och soen, ech fannen dat net gutt. An dat ass mäi Recht, fir dat ze soen. Well éischstens denke mer, datt den Droit de grâce oder den Droit d'amnestie och ka kollektiv bei enger feierlecher Occasioun gemaach ginn. An et ass am Ausland de Fall, an de Pardon présidentiel, do war nach eng Diskussioun bei där leschter Presidentewal a Frankräich, ob sech d'Kandidate géifen dozou äusseren oder net, fir de Pardon présidentiel bei Contraventionen unzewenden, Madamm Beissel, dat kënnt Der an all ..., kënnt Der einfach googelen, da fannt Der et, wësst Der, an dann ass déi Diskussioun ofgeschloss.

Mme Simone Beissel (DP) | Ech brauch net ze googelen, ech weess dat!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Firwat hutt Der dann de Contraire behaupt?

M. Fernand Etgen, Président | Ok. Leschten age-schriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue. Och mir ginn eisen Accord.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, et ass effektiv e wichtige Projet, iwwert dee mer haut hei och diskutéieren. Et ass schonn ugeklongen, et geet em nach ee vun deenen Texter, deen déi nei Verfassung wäert preziséieren. An et geet och em en Droit régalien, dat heescht, e Recht vun eisem Staatschef, dem Grand-Duc. An e betrëfft awer och Decisiounen, déi vun engem anere Pouvoir, dem Pouvoir judiciaire, geholl goufen, méi genee de Strofvollzuch, also d'Exekutioun vun de Sanctions pénales, dat heescht d'Strofen, déi vun eise Geriichter gesprach gi sinn an

ënnert der Responsabilitéit vum Procureur général d'État exekutiert ginn.

An dat Recht vum Staatschef, eng verurteelt Persoun vun der Exekutioun vun enger Strof ze dispenséieren, den Här Gloden huet et schonn ugedeit, dat ass warscheinlech esou al wéi d'Stroferecht selwer an ass net nëmmen den Apanage vu Monarchien, well dat Recht gëtt et och a ganz ville Republicken op dëser Welt, wou et dann, och dat ass schonn ugeklongen, vum Staatspräsident exercéiert gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg gouf et dat Recht och schonn ëmmer an et war och schonn an der initialer Versioun vun der Verfassung vun 1868 virgesinn. Ofgesinn awer vun enger Präzisioun am Artikel 87 vum Code pénal gouf et dozou keng weider gesetzlech Reegelung, ausser nach en Arrêté grand-ducal vum 11. Juni 1925, deen awer nëmmen de Fonctionnement vun där Kommissioun betraff huet, iwwert déi mer elo geschwat hunn.

An dee Projet de loi hei, wéi de Rapporteur, deem ech d'ailleurs Merci soen, et gesot huet, dee geet awer elo op eng rezent Ännerung vun der Verfassung zrëck, well den neien Artikel 51 vun der Verfassung awer virgesäit, datt d'Gesetz muss dës Konditioune festschreiwen.

Mir hunn elo laang Erfahrung iwwert e méi flexibele Fonctionnement, eng quasi honnertjäreg Praxis vun dëser Prozedur, soudass dat dat ass, op dat mer eis baséiert hunn, fir elo e Gesetz hei virzugesinn. D'Tatsaach, dass d'Konditioune fir d'Ausübung vun deem Droit régalien awer an Zukunft an engem Gesetz gereegelt sinn an net méi just duerch d'Praxis, ass natierlech eng kloer Verbesserung a puncto Rechtssécherheet an Transparenz an deem Beräich.

Ech gi just och nach kuerz op dräi wichteg Punkte vun dësem Projet an, an dat kéint een e bësse vergiesse bei verschiddenen Interventiounen hei: Eng Grâce ass keng normal Modalitéit vum Strofvollzuch an et ass och keen Droit acquis, mee et soll eng Ausnam sinn! Vergiesst net, Dir sidd hei a Presenz vun enger Decisioun vun de Geriichter, déi eng Persoun verurteele wéinst engem Fait pénal!

Et kann awer sinn, dass d'Exekutioun vun där Strof mat der Zäit fir méi Schued géif suergen, wéi Guddes ze maachen. An duerfir gëtt et eben deen Droit de grâce an dee kann eben Tatsaache berücksichtegen, déi och nom Urteel passéiert sinn. An dat kann da consideréiert gi vun där Kommissioun, Saachen, Faits, déi vläicht vum Geriicht net consideréiert ginn. An et gëtt hei ëmmer eng individuell Appreciatioun gemaach. Et gëtt ëmmer gekuckt: Wéi ass d'Situatioun vun där Persoun, em déi et geet? An dat gesäit och den Artikel 2 vun dësem Projet ausdrécklech vir.

An déi sougenannt „grâces collectives“, déi si jo och ugeklongen, déi et fréier emol gouf, déi sinn elo ausgeschloss. Dat ass scho laang och net méi applizéiert ginn, mee war och eng Zort Kaddo, déi ondifférenzéiert zu enger besonnescher Occasioun gesprach gouf. Och dat kann ee wierklech a Fro stellen, well et net kompatibel ass mat dëser individualiséierter Approche, wou et wierklech drëms geet, an der Presenz vun enger Condamnatioun ze kucken: Soll déi Condamnatioun tel quel oprechterhale bleiwen an der Exekutioun oder net? D'Matière vun de Grâcen huet also an Zukunft genau déi selwecht individualiséiert Approche wéi de Strofvollzuch och, an dat ass kohärent mat eisem ganze System an dësem Beräich.

Fir dass d'Commission des grâces kann en toute connaissance de cause e fondéierten Avis huelen, fir de Grand-Duc am Eenzelfall ze beroden, ass et och wichteg, dass déi aktuellst Informatiounen zur Verfügung stinn, déi dem Demandeur seng Situatioun

betreffen, zum Beispill: Sinn d'Frais de justice bezuelt ginn? Huet den Demandeur eventuell d'Affer vun der Strofdot och indeminiséiert? Ass den Demandeur vläicht erëm strofflég ginn no dëser Condamnatioun oder huet en duerno vläicht eng Aarbecht fonnt, déi mécht – de Führschäin ass ugeklongen –, dass et méi wichteg ass wéi am Moment vun der Condamnatioun, dass e säin Auto ka benotzen, fir op d'Aarbecht ze fueren? Dat heescht, alles dat sinn Informatiounen, déi vun der Commission des grâces consideréiert ginn, déi och e gudden Equiliber eeben duerstellen tëscht deem, wat gesprach gouf – zu Recht – vun de Riichter an dann enger neier Situatioun, déi sech vläicht konnt etabléieren.

Et geet hei, wéi gesot, em en Droit régalien, an et ass d'Verständnis vun der majoritärer Doktrin a Jurisprudenz a ganz ville Länner an och hei am Land, wéi de Staatsrot dat a sengem Avis och ernimmt, datt et géint e Refus vun enger Demande de grâce kee gerichtliche Recours ka ginn. An och dat gëtt an aller Kloerheet an Transparenz am Artikel 6 vum Projet festgehalen, dat heescht, och dat ass wichteg ze wëssen.

Ofschléissend wollt ech Iech nach eng Informatioun ginn iwwert de Règlement grand-ducal, deen d'Modalitéite vun Fonctionnement vun dëser Kommissioun reegelt. Dee gouf déi lescht Woch am Regierungsrout approuvéiert, e ganz kuerzen Text, soudass mer natierlech hoffen, zäitno en Avis vum Staatsrot ze kréien. An da kann deen och publizéiert ginn an dann ass déi ganz nei Prozedur och prett, fir kënnen applizéiert ze ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8134. Den Text steet am Document parlementaire 8134⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8134 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Abstentoune ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galle (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7882A – Projet de loi portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA »

7691 – Projet de loi portant modification 1^o du Code de procédure pénale ;

2^o du Nouveau Code de procédure civile ;

3^o de la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;

4^o de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

5^o de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

6^o de la loi du 30 décembre 1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante ;

7^o de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ;

8^o de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;

9^o de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant ;

10^o de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 7882A iwwert d'Behandlung vu perséinlechen Donnéeën, déi duerch d'Applikatioun JU-CHA konnektéiert ginn, an de Projet de loi 7691 iwwert déi verschidde Prozedure betreffend d'Kontroll vun der Éierbarkeet, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7882A

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, ech wëll elo net emotional ginn, mee ech gi bei dësem Projet quasi fënnel Joer méi jonk an erënnere mech elo mat Schmunzelen un „heroesch“ Ausenanersetzungen an der Justizkommissioun, wou et gutt war, dass ech a mengem fréiere Beruffsliewe vill Erfahrung mat Gruppendynamik kritt hat.

(Hilarité)

Mir schwätzen nämlech iwwert de Gesetzesprojekt vum JU-CHA, deem seng Originellen ënner anerem op déi sougenannt „Fichiersaffär“ zréckgeet.

Erlaabt mer just nach eng perséinlech Remark: 2018 ass dat Joer, wou de famousen RGPD a Kraaft getratt ass. An ech war quasi zwee Joer domat virdu berufflech geplot, fir dass all Prozesser matzäit RGPD-konform a mengem Betrib wieren, well, Dir wësst et, an deem Betrib all Dag eng Abberzuel vun Date verschafft ginn, wou mer den Traitement hu misse konform setze mat den neie Virgaben aus dem RGPDs-Gesetz, dat am August 2018 mat der aktueller Ministesch als Rapportrice gestëmmt ginn ass hei. Ech hunn du misse feststellen, dass, wat an der Privatwirtschaft realiséiert war, beim Staat nach net esou de Fall war, a bei munneche Verwaltungen de Chantier nach guer net ugefaangen hat.

No villen Diskussiounen mat den Acteuren aus der Justiz, der Polizei, der CNPD an anereren Autorités de surveillance, Gespräicher an Echangingen, déi am Laf vun de Kommissiounssitzungen – et waren och eng Rei Jointen derbäi mat der Sécurité intérieure – ëmmer méi konstruktiv gi sinn. Et ass zum zum Projet de loi 7882 komm, deen d'Justizministesch Sam Tanson den 10. September dunn deposéiert huet.

Ech befaasse mech haut mam Gesetzesprojekt zum JU-CHA an ech maachen dozou de Rapport. Wéi et dozou komm ass, kënnen Journalisten, Studenten an Historiker aus hirem Bléckwénkel eng Kéier opschaffen. Et war am Cercl, de 15. September 2021, wéi an enger Commission jointe d'Justizministesch an de Minister vun der Sécurité intérieure de Gesetzesprojekt virgestallt hunn, an an där Sitzung ass och de Rapport bestëmmt ginn.

De Staatsrot huet säin Avis den 22. Juli 2022 ginn. Den 11. Januar 2023 hu mer deen Avis an der Kommissioun analyséiert, viru méi wéi sechs Méint, vun haut aus gekuckt, a mir hunn eis – ech wëll et ënnersträichen – déi néideg Zäit gelooss fir Froen an Diskussiounen an hunn Amendements parlementaires ugeholl. Wéi gesot, dat war viru sechs Méint.

De Staatsrot huet en Avis complémentaire den 13. Juni formuléiert. Fir keng Zäit ze verléieren an dëse wichtege Gesetzesprojekt op e gutt Enn ze bréngen, huet d'Regierung nach Amendements gouvernementaux den 20. Juni gemaach.

Doropshin huet de Staatsrot en zweeten Avis complémentaire formuléiert, de 27. Juni. Den Dag drop – mir hunn näischt ubrenne gelooss – huet d'Justizkommissioun deen an d'Regierungsamendementen analyséiert an eng Spléckung an zwee Projeten, A a B, decidéiert: 7882A zum JU-CHA, 7882B zum Code de procédure pénale.

Den 11. Juli huet de Staatsrot Gréng Luucht ginn an den 12. hu mer dat an der Kommissioun esou aktéiert. De Rapport hu mer dann och de 14. Juli ugeholl.

Mir kruten nieft de véier Avisa vum Staatsrot nach zéng Avisa, meeschtens Avis-complémentairen och nach, vun der Cour supérieure, vum Parquet général, deem vun Dikrech an deem aus der Stad, dem Bezirksgericht aus der Stad, vun der CNPD an och eemol vum Conseil de presse. Merci un all d'Auteurs fir déi nätzlech Avisa.

Ëm wat geet et? Ma et geet drëms, d'Behandlung, den Traitement vu persounebezunnenen Daten, déi Justizautoritéiten hunn, ze encadréieren an der Applikatioun, déi den Numm „JU-CHA“ elo kritt. Et geet hei drëms, e Suivi vun engem Dossier ze erméigleche vum éischten Acte de procédure u bis zur Exekutioun vun de Geriichtsdecisiounen, an dat am Respekt vun nationalen, europäeschen an internationale Rechtskader.

Laut RGPD, eise Gesetz vum 01. August 2018, dierfe just Daten zu Persoune gesammelt ginn, wann

d'Finalitéit kloer determinéiert ass, se explizit a legitimm ass. D'Applikatioun JU-CHA ënnerläit – ganz kloer soen ech et hei – dem RGPD-Gesetz. Ech ënnersträichen dat wierklech! De Gesetzesprojekt prezisiéiert deemno d'Finalitéiten, déi et erlaben, Donnéeën ze sammeln, wéi a wéi laang se gespäichert däre ginn. All betraffe Persoun kann deemno tracéieren, wéi a wisou hir Donnéeë vun de Justizautoritéite behandelt gi sinn.

An hirem Avis zur Applikatioun JU-CHA huet d'Autorité de contrôle judiciaire kloer rappeléiert, dass déi Traitement, déi vun de Justizautoritéiten en matière pénale gemaach ginn, dass déi à la base, wéi gesot, eng Ingerance, en Améschen an d'Privatsphär sinn, also an d'Recht op de Respekt vum Privatliwien an op de Schutz vun de privaten Donnéeën.

D'ACJ, d'Autorité de contrôle judiciaire, seet dann och gläichzäiteg, dass déi aktuell strafrechtlech Dispositiounen, besonnesch de Code pénal an de Code de procédure pénale, schonn eng gesetzlech Basis sinn, déi duergeet, fir d'Sammelen an d'Behandele vu perséinlechen Date fir d'Exekutioun ze erméigleche vun den essentielle Missiounen vum Ministère public an de Justizjuridictionen.

Ech sot schonns, dass et virum Depot vum Gesetzesprojekt munnech Echangé gouf – ëffentlecher an institutioneller –, iwwert den Émgang mat dëse Persounendaten op där enger Säit duerch d'Polizei an op där anerer Säit duerch d'Justizautoritéiten. Déi Diskussiounen haten als Konsequenz, dass d'Regierung decidéiert huet, d'Konditiounen an d'Modalitéite vum Émgang mat dësen Daten ze prezisiéieren, fir dass se konform si mat eiser Verfassung, fir dass se konform mat der europäescher Mënscherechtskonventioun a konform mat der Charta vun de Grundrechter vun der EU wieren.

An deem Gesetzesprojekt gëtt also engersäits d'Noutwendegkeet conciliéiert, dass d'Justizautoritéiten déi Mëttele kréien, déi se brauchen, fir de bon Fonctionnement vun der Justiz ze erméiglechen, an anerersäits poche mer op d'Recht, de Schutz vum Privatliwien an dat vun de perséinlechen Donnéeën. Et ass net méi an net manner déi Balance, déi mer mat dësem Gesetzesprojekt maachen.

Mer maachen och e puer Modifikatiounen am Code de procédure pénale, wat den Datenaustausch betreff en matière pénale, fir eng eendeiteg Base légale ze schafen, fir dass de Ministère public ka kommunizéieren iwwer Verurteelunge mat all deenen Instanzen, déi d'Urteeler mussen ausféieren.

An zum Schluss schafe mer och d'Méiglechkeet, dass de Ministère public ka Personnes de droit public oder privé informéieren, wann e Risiko besteet vun enger Infraktioun duerch ee vun hire Subordonnéen, also e Risiko besteet.

Ech gräifen dann elo e puer vun de wichtege Dispositiounen aus dem Gesetz eraus. De JU-CHA ass hebergéiert beim CTIE. De JU-CHA huet follgend Modüllen: Casier judiciaire, Dossiers répressifs, Dossiers jeunesse, Entraide pénale internationale, Exécution des peines, Dossiere vun SCAS. Fir all Modüllen ass en Artikel am Gesetz, wat fir eng Dossier dra stinn a wien den Accès d'office huet respektiv den Accès ka kréien. Dossier „contrôle d'accès“: Do sinn d'Logfilen dran, d'Journalisatioun, fir ze gesinn, wéini a firwat ee gekuckt huet. Déi gi fënnel Joer conservéiert.

Et ass de Procureur général d'État, deen nom Gesetz vum RGPD responsabel fir den Traitement vun der Applikatioun JU-CHA ass. Den Accès intégral oder partiel fënnert enger Autoritéit statt. All Accès ass begrenzt a revoquabel. Am Reegelfall ass d'Durée de conservation fënnel Joer. Déi Begrenzung kann awer opgehewe gi vum Procureur général, wann

de Justizautoritéiten nei Elementer fir an den Dossier virleien.

Den Artikel 11 seet am Detail, wéi eng Persounendaten an den Dossiere kënnen sinn. Fir Iech eng Virstellung vum Detail ze ginn, hunn ech hei e puer Extraiten: d'„civilité, les noms de naissance, les noms d'usage, les prénoms, les alias, les pseudonymes utilisés, les noms et prénoms des parents, le sexe, la date de naissance et de décès, la commune de naissance [...]“, dadadam, „les résidences habituelles ou les dernières adresses connues, les numéros de téléphone et les données y afférentes, les comptes bancaires, [...] les pages web“, an esou weider, „le numéro et la date d'ouverture de la notice relative à l'infraction pénale, ainsi que les noms et prénoms des magistrats en charge de la notice et tout autre renseignement ayant trait aux devoirs exécutés dans le dossier“.

Mir kënnen och, wann et ëm Mineure geet, follgend Informatiounen nach dra fannen: d'„situation familiale, sociale, scolaire, professionnelle et médicale des parents, des tuteurs, des administrateurs ad hoc ou d'autres personnes qui ont la garde, des personnes dignes de confiance, le nombre d'enfants de ces dernières, le nombre de frères et sœurs ainsi que leur rang dans la fratrie“.

Mir kënnen och Image-facialen ofspäicheren. „Dans le cas d'une personne morale, les informations et données à caractère personnel peuvent contenir les données suivantes : la dénomination sociale et, le cas échéant, la dénomination commerciale“, wann déi verschidden ass, an esou weider, „adresse du siège social, et les adresses d'exploitation“.

Dir gesitt, dass mer elo eng gesetzlech Basis kréien, fir d'Dossieren aus der Justiz esou ze organiséieren, dass se RGPD-konform ass, dass déi sensibil Informatiounen, wouwen ech elo eng Rei opgezielt hunn, korrekt gespäichert ginn, dass d'Verantwortung gekläert ass, wien Accès huet, dass tracéiert gëtt, wie wéini en Dossier a mat wéi engem Motiv consultéiert huet. D'Schafe vun dëser Base légal war néideg an ech si wierklech frou, dass mer déi elo haut kréien.

Zum 7882A, dem Projet JU-CHA, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Wann ech dat elo richteg verstanen hunn an der Organisatioun, Här President, fueren ech mat dem Rapport weider iwwert d'Honorabilitéit.

M. Fernand Etgen, Président | Absolutt.

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi 7691

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci. De Gesetzesprojet 7691 iwwert de Contrôle d'honorabilité ass, wéi gesot, ze gesinn am Kontext vum Gesetzesprojet iwwert de JU-CHA. Mer bréngen an een eenzege Gesetzestext a vereenheetlechen d'Prozeduren, wéi d'Honorabilitéit ze préiwen an ze accordéieren ass. Dat schafft Kohärenz a Kloeerheet. Och dëse Projet gëtt vu villen Acteuren hei am Land erwaart – an deem Sënn och gutt, dass mer en haut stëmmen!

D'Justizministesch Sam Tanson huet de Projet den 2. November 2020 deposéiert. Den 11. November gouf en an der Kommissioun virgestallt an ech gouf zum Rapporteur ernannt. De Staatsrot huet säin Avis de 26. Oktober 2021 ginn. Den 20. Abrëll 2023 (veuillez lire: den 20. Abrëll 2022) hu mer den Avis an der Kommissioun analyséiert an du konnte mer eng Serie Amendementer unhuelen.

Den Avis complémentaire vum Staatsrot war de 26. Mee do. Mir hunn den 21. Juni nach eng Serie Amendementer ugeholl, fir deem Avis gerecht ze ginn. De

Staatsrot huet den zweeten Avis complémentaire den 11. Juli ugeholl. Den 12. hu mer an der Kommissioun festgestallt, dass mer Gréng Luucht kritt hunn, an de Rapport hu mer dunn an der Justizkommissioun de 17. Juli ugeholl.

Mir kruten nieft den 3 Avisa vum Staatsrot nach 14 Avisen, eng Rei dovun Avis-complémentaire: d'Chambre des Notaires, d'Chambre vun den Dierwiechter, d'CNPD, d'Autorité de contrôle judiciaire, d'Cour supérieure, d'Bezirksgericht vun Dikrech, d'Friddensgericht vun Dikrech, de Parquet général an deen aus der Stad. Wéi gesot, all deenen, déi Avisa geschriwwen hunn, merci fir hir Inhalter an och fir hir Reaktivitéit an dësem Dossier.

Den Historique vum Gesetzesprojet weist schonn e bëssen d'Komplexitéit vum Sujet aus. Dëse Gesetzesprojet prezisiéiert nämlech déi verschidde Prozedure vun der Kontroll vun der Honorabilitéit, déi de Justizministère a verschiddenen Dossieren, déi ënner seng Kompetenz falen, muss ausféieren an déi aktuell nach a verschidde Gesetzer stinn.

Well et hei ëm perséinlech Date vun de Leit geet, ass et wichteg, datt déi Kontroll vun der Honorabilitéit vum Gesetz encadréiert ass, fir datt jiddweree ganz genau weess, wéi eng Donnéeën een däerf am Kader vu wéi enger Kontrollprozedur froen.

Wat elo déi Donnéeën méi konkret betrëfft, kann et do zum Beispill ëm Piëcen oder Informatiounen goen, déi d'Justiz oder d'Police traitéieren an déi deemno wéi och ënnert de Secret d'Instruction falen.

Et ass awer wichteg, dass de Justizministère déi Informatiounen huet, fir verschidden Ufroen ze traitéieren, wéi zum Beispill déi, fir e Waffeschäin ze kréien, well den Hauptbut vun esou engem Contrôle ass, Infraktiounen ze verhënnern a potenziell Unzeeche fir eng kriminell Tendenz bei engem Demandeur ze identifzéieren, also a priori.

Dëse Projet de loi huet also d'Zil, den Uspréich vum nationalen an europäeschen Droit a Saachen Date-schutz gerecht ze ginn, andeems d'Finalitéit vum Traitement vun den Donnéeën duerch de Justizministère am Kader vun deene verschidde Prozedure prezisiéiert gëtt, d'Consultatioun op essentiel an noutwendeg Donnéeën limitéiert ass, dat heescht, d'Proportionalitéit garantéiert muss sinn an hir Durée de conservation op e Minimum muss reduzéiert ginn.

Des Weidere sollen déi verschidde Prozeduren transparent a previsibel si fir de Bierger, bei deem esou e Contrôle duerchgeféiert gëtt. Als Beispill – ech kommen zum Schluss, Här President –, kann een eng Demande, d'Autorisatioun, de Permis oder den Agreement fir eng Waff ernimmen. Grad an deem Kader weisen eis jo tragesch Evenementer aus Länner, wou keen esou e Contrôle duerchgeféiert gëtt beim Kaf vun enger Waff, wéi wichteg datt dat ass, fir datt d'Waffen net an déi falsch Hänn geroden.

Nach e Beispill vun enger Matière, bei där d'Honorabilitéit vum Demandeur muss kontrolléiert ginn, dat sinn déi Persounen, déi wëllen Notaire ginn, dat heescht, en Officier public mat enger ganz grousser a laangzäiteger Responsabilitéit. Duerfir muss och de Contrôle vun den Antecedente gemaach ginn, fir ze garantéieren, dass si iwwert déi néideg Integritéit, dat heescht Honorabilitéit verfügen, fir hir Missiounen korrekt auszuféieren.

Bon, esou wäit zum Inhalt iwwert dëse Gesetzesprojet iwwert d'Honorabilitéit, wou ech och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Merci fir d'Nolauschtere fir elo.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass vläicht fir d'lescht.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Mosar hätt scho gär, datt Dir Iech sollt sëtze goen.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass vläicht fir d'lescht.

Sou. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Maddamm Minister, fir d'éischt dem Rapporteur e Merci fir déi zwee Rapporten, déi en am Numm vun der Justizkommissioun gemaach huet.

D'CSV ass fir de gliesene Staat, mee si ass net fir de gliesene Bierger. Eis Chamber stëmmt haut iwwert dat faméist JU-CHA-Gesetz of, dat eigentlech sollt den Émgang mat de perséinlechen Date bei der Justiz reegelen.

Et war, an dat wësst Der alleguerten, e wäite Wee bis dohinner. A bei engem wäite Wee sinn ëmmer déi éischt Schrëtt wuel déi wichtegst. An dësem Fall, an dat soen ech da fir eng Kéier ouni Schimmt, goufen dës Schrëtt gemaach vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Laurent Mosar, a mir selwer.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well zanter 2019, also zanter ronn véier Joer, hu mir eis géint d'Fichieren, hu mir eis géint d'Grozonen, hu mir eis géint e geheime Casier beim Staat gewiert, an an dësem Fall souguer bei der Justiz.

De Steen un d'Rullen huet eigentlech eng ganz banal Affär bruecht, wou e Jurist sollt bei der Justiz eng Attachésplaz kréien. Hien hat zwar e viergë Casier, mee hat dann awer fir d'Autoritéiten net déi néideg Honorabilitéit fir dee Posten, well hien angeblech zu Stroosbuerg als Student ze schnell mam Auto ënnerwee war.

Den Här Mosar an ech wollten deemools Opklärung, wéi d'Justizautoritéiten eigentlech un esou Informatiounen konntten iwwerhaupt kommen an och nach an dësem Fall géint dee betraffene Bierger zu sengem Nodeel verwenden.

Et war e bëssen, wéi wa mer an e Beienascht gestach hätten, well d'Diskussiounen an der Chamberskommissioun an och hei an der Pleniéer am Juli an am Summer 2019, déi ware méi wéi houlex. Et ass souguer esou wäit komm, dass d'ganz Opposition wéinst der Onasiichtgeket – an ech widderhuele wierklech: wéinst der Onasiichtgeket – vum deemolege gréng Minister an och dem deemolege gréng Policeminister den 9. Juli de Plenarsall hei huet misse verloosen. Eigentlech e Jamais-vu. Et sollt een an et wollt ee ganz einfach all Diskussiounen am Kär erstécken.

Den Här Mosar an ech selwer hunn deemools gesot: „Mir ginn eis net, bis mer eng Äntwert op all eis Froen hunn!“ A mir hunn eis och net ginn. Mir hunn am Summer 2019 bannent manner wéi zwee Méint an der Vakanz eng ronn 50 – ech widderhuelen: eng ronn 50! – parlamentaresch Froen dozou misse stellen! An d'Informatiounen, déi koumen nëmme ganz spärlech. Et war jo eng reegelrecht Salamtaktik.

Et goung esouguer esou wäit, dass d'Justizautoritéite sech offiziell – ech widderhuelen: sech offiziell! – beim Chamberpresident iwwert d'Virgoensweis vun

den Deputéierte Roth a Mosar beschwéiert hunn. Et gouf carrement vun der Justiz, vun dem President vun der Cour supérieure de justice an der Procureure générale, deemools an engem gemeinsame Bréif un de Chamberspräsident d'Opportunitéit vu Question-parlementairen a Fro gestallt.

Dat ass eigentlech en eemolege Virgang an enger Demokratie, deen net nëmmen der Opposition, wëll ech soen, mee och eminente Vertrieeder vun der Majoritéit deemools sauer opgestouss war. Ech erspueren Iech – se sinn eis bekannt – eenzel Detailler, mee dëst war alles aneschters wéi an engem Rechtsstaat, mee éischter, et je pèse mes mots, wéi an enger Bananne-republick.

Et ass en eminenten Affekot, deen huet deemools en offene Lieserbréif geschriwwen, an deem en op dee gemeinsame Bréif och agaangen ass, ech widderhuelen, Justice assise a Justice debout gemeinsam. An de Gaston Vogel huet sengerzäit geschriwwen: „Sous ce seul point de vue, la lettre de solidarité signée par le président de la Cour et par le procureur général qui circule dans les médias, n'est rien d'autre qu'une absurdité, voire l'aveu involontaire d'un esprit de corps justifiant concertation voire collaboration. C'était un lapsus d'une gravité exceptionnelle car il soulève de graves questions d'indépendance.“

Mee mir hunn eis net aschüchtere gelooss, och well mer woussten, dass kuerz virdrun en Deputéierten och vun der Opposition, nämlech de Gast Gibéryen, eng Affaire pénale gemaach krut, well en dem Parquet anscheinend net eng Violatioun vun dem Secret professionnel vun eenzelne SREL-Agente matgedeelt huet. Dat heescht, e krut eng Affaire pénale gemaach, well en dat net den Autoritéiten denoncéiert huet. En ass selbsterständlech fräigesprach ginn.

Mir hunn eis och net aschüchtere gelooss vun Aussoe vun eenzelne Vertrieeder vun der Generalstaatsanwaltschaft – dat kënn Der an der Press noliesen –, déi gesot hunn, ech widderhuelen, den Droit à l'oubli, also d'Recht op Vergiessen, géif dem Täter an d'Kaarte spillen. Vertrieeder vun der Generalstaatsanwaltschaft!

Ech muss Iech soen, dass ech mir heiansdo privat Froe gestallt hunn, an ech net eleng, iwwer Behauptung vun eenzelnen Autoritéiten an der Chamberskommissioun – et sinn eng ganz Rei vu Leit, déi hei waren, an et si Procès-verballen dovunner gemaach ginn –, déi sech carrement duerno als faktesch falsch erweisen hunn. Schwaarz op wäiss kënn Der dat noliesen. An ech hat des Éfteren och d'Impressioun, mir wieren eigentlech wéi an der Iechternacher Sprangpressessioun, well wa mer erëm mat e bëssen Asiicht dräi Schrëtt no vir waren, da ware mer an der Sitzung duerno erëm zwee Schrëtt hannendran.

Mir hunn deemools ëmmer nees widderholl: „Mir liewen an engem Rechtsstaat a mir liewen net an engem Verdachtsstaat.“ All Bierger ass hei am Staat virum Gesetz gläich an och ëmmer prinzipiell onschëlleg, bis seng Schold da bewisen ass.

An Dir Dammen an Dir Hären, entweder huet een eng gesticht an ass duerfir rechtskräfteg verurteelt vun der Justiz oder et ass een dat net, an dann huet een en eidele Casier. An da kann et net e geheime Fichiere ginn, kee „Casier bis“, keng stroferechtlech Datebank ginn, wou et heescht: „Jo, dee Mann oder déi Fra ass zwar net verurteelt, mee opgepasst, et ass awer eng louche Persoun.“ An dofir hu mir deemools och kloer gesot: „Mir brauchen eng Ënnerscheidung am Fichier tëschent Condamnatioun an Netcondamnatioun. A mir brauchen och e kloren Ënnerscheid tëschent Leit, déi Accès hunn, a Leit, déi keen Accès zu

Fichieren hunn, an och fir wat fir eng Zwecker si deen Accès hunn.“

Mir brauchen och e Journal, wou ee kann nokucken, wien zu wéi engen Zwecker zu wéi engem Zäitpunkt wien seng Donnéeën an deem Fichier gekuckt huet. A mir haten och deemools kloer derfir plädéiert, dass de Mëssbrauch vun esou sensibelen Date muss och ënner Strof gestallt ginn. Iwwregens huet eis de Minister Bausch deemools ëmmer dofir Recht ginn.

Well grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass et zentral, dass déi Reegelen do kloer fir jiddweree sinn. A wann eng Affär verjäert oder klasséiert ass oder wann ee fräigesprach gouf wéinst engem Non-lieu, dann dierfen och net endlos Tracen an engem Fichier bleiwen.

Här President, enger ganzer Rei vu Fuerderungen, déi mer als CSV gestallt haten, ass no laangem Hin an Hier, de Rapportier huet virdu gesot, no bal véier Joer, dach schlussendlech Rechnung gedroe ginn. Et koum fir d'éischt emol zu engem Gesetz.

Zweetens, d'Finalitéit vun der Datenerhiewung ass et festgeluecht ginn. Si hätt an eisen Ae missen eventuell nach méi prezis sinn – déi selwecht Kritik huet och d'national Dateschutzkommissioun gemaach –, mee besser eng Finalitéit am Gesetz wéi guer keng (veuillez lire: mee besser eng onprezis Finalitéit am Gesetz wéi guer keng).

Drëtens, et gëtt och festgeschriwwen, wéi eng Datebanken oder Modulën, wéi de Rapportier et genannt huet, zu wat fir engen Zwecker kënnen bei der Justiz gebraucht ginn. An dat ass ganz kloer festgeluecht an dem Artikel 3, nämlech et kënnen Date gespäichert gi fir de Casier, fir Dossier-repressiffen, fir Dossiers jeunesse, also Jugendschutz, fir Affaires d'entraide internationale, Dossiere vun Exécution des peines, Dossiere vum SCAS an Dossieren iwwert de Contrôle d'accès.

Et ass och festgeluecht, wien ausser dem Procureur général soss nach Zougang zu esou Datebanken huet. Eng Diskussioun gouf et iwwert de Service de presse bei der Justiz. An do ass et besonnesch an engem klenge Land extreem sensibel, dass gutt ofgewie gëtt zwëschent engersäits dem Recht op Informatioun vun der Ëffentlechkeet – jo, dat muss et ginn –, awer anerersäits gëtt et och e Recht op eng Onscholdvermuddung an e Recht op eng Privatsphär vun där betreffender Persoun. Och dat ass elo am Gesetz, mengen ech, gutt gereegelt.

Et gouf och festgeluecht, wéi laang dass d'Date kënnen conservéiert ginn, dat heescht, wann en Urteil kënn, wéi laang dass dann déi Date kënnen an der Datebank festgehalte ginn. Dat ass zwee Joer bei enger Contraventioun, also bei enger liichter Strofdot, fënnf Joer bei engem Delikt an zéng Joer bei engem Crime.

Dat ass, jo, laang. Mee anerersäits gesäit d'Gesetz och vir, dass bei engem Fräisproch den Accès op maximal sechs Méint ka limitéiert ginn, et sief dann, et gëtt eng ausdrécklech Decisioun vum Procureur général, déi de Contraire beleet. Och dat war laang e Knackpunkt. Mee ech mengen, mat deene sechs Méint kënnen mir och am Konsens liewen. Well et ass een entweder schëlleg oder et ass een net schëlleg. A wann een acquittéiert ass, jo da muss den Dossier och fir all Mënsch zou sinn. Dat sinn nun eeben emol elementar Rechtsprinzipien an de Lëtzebuurger Staat ass jo och kee Rumeursstaat.

Et gëtt speziell Bestëmmunge bei Jugendstrofdoten. Do ass virgesinn, dass, wann een 18 Joer huet an et huet een eng Strofdot als Mannerjärege begaangen,

dass dat nach dräi Joer kann an de Fichiere sinn. Och dat kënnen mer am Konsens matdroen.

An et gëtt, fënneftens, wat eis ganz wichteg war, e spezielle Contrôle d'accès. Dat heescht: Wien huet zu wat fir engen Zwecker zu wéi engem Zäitpunkt wien seng Donnéeën a fir wat fir e Motiv, deen ee muss ugin, och gekuckt? Och déi Donnéeën vun de sougenannte Logfilë gi während fënnf Joer gehalen, sou dass och all Bierger, wann en dat wëllt, d'Recht huet, fir dat kënnen anzegesinn.

Dat, wat mer bedauern: Et gi keng speziell Strofmooosname virgesinn, wann et zu engem Abus kënn vun enger net berechtigter Utilisatioun vun deenen Datebanken.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Dëst Gesetz, jo, war eng schwéier Gebuert, awer et dréit den elementare Fuerderunge vun der CSV, déi mer viru véier Joer scho gestallt hunn, zumindest zum groussen Deel Rechnung. An domat ginn eng ganz Rei Mängel behuewen.

Mir hunn eis net aschüchtere gelooss. Dat Gesetz ass net perfekt, mee dat Positiivt wäert sécherlech iwwerweien. Ech wëll awer och haut soen, dass et meng perséinlech Iwwerzeugung ass, dass dat do net déi final Versioun vun dësem Gesetz wäert sinn. Dir hutt alleguert d'Avise vun dem Staatsrot gelies. Dir hutt och den Avis vun der Dateschutzkommissioun gelies. Ech weess net, ob dat Gesetz op alle Bestëmmunge vis-à-vis vun engem Geriicht, och vis-à-vis vun eiser Verfassung standhält. Mee dat muss dann eeben d'Justiz oder d'Jurisprudenz eng Kéier erweisen. An näischt ass jo dann ze vill, fir da gegebenefalls op deem Punkt mussen nozebesseren.

Jiddefalls, dat Positiivt iwwerweit, an duerfir wäert d'CSV zu dësen zwee Gesetzer hir Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e ganz grouse Merci un eise Rapportier vun deenen zwee Projet-de-loien, de Charles Margue, fir seng exzellent Aarbecht.

De Schutz vun de perséinlechen Daten ass net eréischt säit der RGPD-Regulatioun e sensibelt Thema. 1979 gouf et en éischt Dateschutzgesetz zu Lëtzebuerg, 1992 eng éischt méi substanzuell Modifikatioun vum Text, da bekannterweis 2018 d'Dateschutzveruerdung RGPD. No der sougenannter Casiersaffär 2019 ass kloer ginn, dass d'Kontroll vun der Honorabilitéit an den allgemenge legalen Encadrement vun den Datebasen eng méi ferm rechtlech Basis misst kréien.

Mat deenen zwee Projeten, iwwert déi mir haut hei ofstëmmen, gëtt den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën duerch déi juristesche Autoritéiten am Kader vun der JU-CHA, der Chaîne pénale an der Justiz, besser, méi kloer a méi transparent encadréiert, dëst, fir d'Dossiere vum éischten Acte de procédure u bis hin zu der definitiver Decisioun effikass an novollzéibar ze geréieren.

D'Autorité de contrôle judiciaire hat et och gesot: Et handelt sech hei ëm eng Ingerence an d'Recht vun enger Persoun op de Respekt vun hirem Privatliwien an de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. Doweinst brauch et e kloert Gesetz, dat dës Amëschung kloer reegelt, dat d'Konditiounen an d'Modalitéite

vum Traitement vun den Donnéeë prezisiéiert an eng Konformitéit mam legale Kader garantéiert.

Mir müssen hei zwou Säite conciliéieren: Eemol de juristeschen Autoritéiten déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, fir dass si hirer Aarbecht rechtméisseg an ausféierlech kënnen nogoen, a gläichzäiteg awer och d'Privatliwue vun de Leit esou vill wéi méiglech respektéieren.

D'Proportionalitéit vun der Ingerence muss zu all Moment duerch hiren definitiven Zweck justifiéiert sinn. Dofir ass och ee vun deene wichtigste Punkten aus dësem Projet de Prinzip vum der Finalitéit. Informatiounen, déi gesammelt ginn, müssen aus bestëmmte Grënn a fir e bestëmmten Zweck gesammelt ginn. An et ass och wichteg, dass dësen neien Text dës Finalitéiten am Traitement vun den Donnéeë kloer definéiert.

Nëmmen esou ass et och fir d'Leit méi einfach nozevollzéien, ënner wéi enge Konditiounen an aus wat fir Grënn Informatiounen an Daten iwwer si duerch d'Autoritéite gesammelt an traitéiert ginn. Well och d'Leit hu Rechter: e Recht ze wëssen, wat fir Informatiounen iwwer si existéieren, e Recht, Accès op hir eegen Donnéeën ze kréien, dës Informatiounen, de Fall gesat, ze korrigéieren a potenziell och, se sträichen ze loossen, jee nodeem, ëm wat fir e Fall et sech handelt.

Grad bei der Kontroll vun der Honorabilitéit ass dat aktuell Gesetz jo e Stéckwäit onkloer, a genee do wéinst ass et wichteg, dass et elo en Text gëtt, deen de Leit hëllef, sech ze orientéieren, wéini an ënner wat fir enge Konditiounen hir Detailler am Kader vun enger strofretlecher Prozedur därfer gesammelt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Punkt an dësem Projet de loi ass immens wichteg, nämlech d'Konditiounen, déi den Accès op gewëssen Informatiounen reglementéieren. Dat war ënner anerem eng grouss Fro, déi 2019 dësen Debat lancéiert huet, a geet och nach emol zrëck op d'Fro vun der Finalitéit. Wien huet Accès? An zu wat fir engem Zweck?

Mir begrëssen als DP, dass mat dësem Text de Prinzip vun der „need to know, need to do“-Basis kloer am Gesetz verankert ass. Et kann net sinn, dass duerch e globalen Accès fir ganz Ekippen eenzel Persounen a Mataarbechter Donnéeën an Informatiounen kënnen nosichen, déi u sech duerch hir eigentlech Aarbecht kee Besoin hunn, an datt se Abléck op dës Informatiounen kréien.

Et handelt sech hei ëm vertraulech Akten a privat Informatiounen, déi nëmme mat deene Leit solle gedeelt ginn, déi op deem Dossier schaffen an déi fir hir Aarbecht an den Traitementer vum jeeweilegen Dossier dës Donnéeë brauchen.

Änlech ass et dann och bei der Fro vun der Honorabilitéit. Et ass d'Responsabilitéit vun de staatleche Verwaltungen, ze appreciéieren, ob de Comportement vun enger Persoun deene Kritikären entsprécht, déi et zouloossen, dës Persoun eng Autorisatioun ausstellen an esou Zougang zu bestëmmten Informatiounen ze erlaben.

Mee souguer wann eng Persoun Accès op gewëssen Dossier huet, da komme mer nach eng Kéier zrëck op d'Finalitéit. Souguer dann ass et net Sënn an Zweck vun der Saach, fir dës Informatiounen ouni valabele Grond einfach esou ze consultéieren. All Consultatioun vun engem Fichier muss motivéiert sinn. Dat heescht, och hei brauch een e Motiv, wisou eng bestëmmten Informatioun erausgesicht gouf.

Et ass och gutt, dass dës Motiver an engem Block enregistriert an iwwer gewëssen Delaie gespäichert

ginn. Esou kënnen Recherchen nach iwwer länger Zäit retracéiert an Abuse vermidde ginn.

De Parquet général hat zu dësem Punkt d'Remark gemaach, dass een aktuell bei 26.000 Logs pro Dag géif leien. Et misst een hei oppassen, net iwwert d'Zil erauszeschëssen an dem Fortschritt vun der Digitaliséierung an der Justiz am Wee ze stoen. Dat kéint een awer, an ech mengen, et muss een dat och iwwert déi nächst Joren am Bléck behalen, well, ech mengen, dat Wichtigst ass nach ëmmer d'Zweckméissegkeet vun de Recherchen. Déi muss egal wéi assuréiert bleiwen. Mee datt een d'Gesetz vläicht nach eng Kéier op de Leescht hält, ass och net auszuschlëssen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi definéiert och d'Delaie, wéi laang eng Persoun d'Autorisatioun huet, op en Dossier zrëckzegräifen. Diesbezüglech hat et och an der Justizkommissioun a scho virum Depot vun dësem initiale Gesetz vill Gespréicher an Explikatiounen ginn, eemol, well an der Zäit d'Délais de conservation net ëmmer d'selwecht agehale gi sinn an dës Aufgab deels dem Responsable de traitement zougefall ass, deels gouf et awer och Diskussiounen wéinst dem Droit de la défense an der Onscholdsvermuddung, déi duerch d'Fichieren net därfer impaktéiert ginn.

Fir e Beispill ze nennen: Et ka beispillsweis net sinn, dass Persounen, déi acquittéiert goufen, trotzdem nach Joren duerno eng Aschreiwung am System hunn. Gläichzäiteg huet sech d'Fro gestallt: Wéi ass et bei Fäll vun der Recidive? De Parquet général huet och opgeworf, dass d'Delaie och musse Rücksicht huelen op Enquêtes a Kooperatiounen mam Ausland. Bei Enquêtes vun auslänneschen Ekippen hätt ee keen Afloss, wéi laang dës géifen daueren. Et sollt een also oppassen, sech do keng Problemer ze schafen, an eventuell méi kohärent Delaie virgesinn.

Weider hate sech och Froe gestallt zu beispillsweis dem Classement sans suite, den Non-lieuen, de Reputatiounen et cetera.

Mir si frou, dass mir mat dësem Text elo eng gutt Basis hunn, déi dës Fäll an Zukunft besser a méi kloer definéiert. Grad bei der Fro vun der Honorabilitéit ass nämlech wichteg, dass keng Persoun duerch eng Aschreiwung an engem Fichier en negativen Impakt an hirem Privatliwuen erlieft. Duerch méi transparent Modalitéiten a Konditiounen bidden dës Texter e kloer legale Kader, deen de Leit dobaussen et an Zukunft wäert méi einfach maachen, fir kënnen nozevollzéien, wat fir Detailler iwwer si am Kader vun der Honorabilitéit kontrolléiert ginn a wéi dës Informatiounen gesammelt, traitéiert a gespäichert ginn.

Domat gëtt et eng gréisser Rechtssécherheet, déi mir nëmme kënnen begrëssen. D'DP-Fraktioun ass mat dësen zwee Projeten averstanen. An an deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Knaff. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, virop wéilt ech dem Här Margue Merci soe fir seng zwee ganz gutt an ausféierlech mëndlech an och schrëftlech Rapporten. Jo, ech mengen, mir kënnen eis alleguerten heibannen drun erënnere, an dat ass och virdrun, mengen ech, nach eng Kéier kloer gestallt ginn, wéi et effektiv zu dësen zwee Gesetzer komm ass, virun allem awer zu dem 7882A, am Kader vun där gréisserer Affär, déi entstanen ass am Summer 2019 am Kader vum Rekrutement vun

engem Bibliothécaire-référendaire, deen, jo, mat Dokumenter confrontéiert gouf, am Kader vun enger joerzengtenaler Affär juristeschen Antecedanten hat, awer näischt am Casier stoen hat. An en plus ass seng Kandidatur schlussendlech net zrëckbehalde ginn, nach mat der Evokatioun vun anere Grënn.

Mir wëssen alleguerten heibannen, an do gëtt et e kloert Gesetz, e Casier judiciaire gëtt jo erwisenermoossen ugeluecht, wann ee rechtskräfteg verurteelt ginn ass. Bei dësem Fall ass et awer ëm Dossier an Informatiounen gaangen, déi vun der Justiz an der Police gehale gi sinn, ouni dass den Exigence vun der Protection des données ginn nokomm ginn ass an ouni dass och eng konkret Uklo do war. Et gouf also persounebezunn Donnéeën, ëm déi et gaangen ass an déi nieft dem Casier judiciaire, deen eng legal Basis huet, existéiert hunn an op déi am Fong keen, ausser e puer Leit, Accès hat. An dofir, mengen ech, ass dann och déi ganz Diskussioun opkomm ronderëm de „Casier bis“.

Ech mengen, wat ganz wichteg ass bei dësem Gesetz: D'Limitatioun vun de Finalitéiten, fir déi déi eenzel Donnéeën traitéiert ginn, gëtt prezis festgehalen. D'Onprezisioun vun enger Finalitéit war nämlech ee vun deene grouse Kritikpunkten, déi mer och an alle Kommissiounssätzungen an eiser parlamentarescher Aarbecht och ëmmer an de Vierdergrond gesat hunn, a virun allem déi national Kommissioun fir den Dateschutz huet och d'Onprezisiounen, wat d'Feele vun de Finalitéite vum Sammele vun Donnéeën ugeet, opgeworf, an dat och mat Recht, an och Necessitéit, déi muss definéiert ginn.

Et ass aktuell esou, dass jo dat nationaalt Gesetz, RGPD vun 2018, an engem vu sengen Articlele virgesäit, datt d'Donnéeë müssen en vue vun enger virusbestëmmter, explizitter a legitimer Finalitéit oder Finalitéite gesammelt ginn. Dëst war net am initialen Text de Fall. Elo gëtt, mengen ech, dësen Dateschutzprinzip direkt am éischten Artikel vun dësem Gesetz respektéiert, well d'Zil vun de JU-CHA-Applikatiounen kloer definéiert gëtt an och d'Justizautoritéiten deem an hire Missiounen op verschiddenen Niveaue deementspriedend kënnen nokommen, wat net onweesentlech ass am Kader vun hirer Aarbecht.

A mir sinn eis alleguerten och heibannen eens, dass d'Gerichter wéi awer och d'Police, well och si si Bestanddeel vun Diskussiounen dës Woch, hir Aarbecht solle kënnen effikass ausüben. De legale Kader fir de JU-CHA ass just ee vu ville Beispiller, wou Sécherheet geschaf muss ginn an déi och den Autoritéiten déi néideg Basis schafen an awer och dem Bierger den néidege Schutz garantéieren.

Nach e Wuert zu der Finalitéit, zu de Finalitéiten. An där ganzer Diskussioun, déi mer haten, war och ee Moment d'Diskussioun opkomm, an dat war unhand vun engem Avis vum Staatsrot, dass de Service communication et presse, deen am initialen Text och sollt kënnen Accès hunn zu de JU-CHA-Fichieren, d'Proportionalitéit net respektéiert, soudass am Fong fir si effektiv keen Accès méi néideg an och wichteg wier; grad si, mengen ech, déi och am alldeegleche Kontakt mat der Press sinn.

An ech mengen, dass mer och hei e gudd Kompromëss fonnt hunn iwwert d'Amendement, dass och deen dote Service vun der Justiz an och, mengen ech, déi ganz Kommunikatiounsaarbecht vun der Justiz mat der Press och Accès kann hunn an deene verschiddene Modüller, déi virgesi sinn – an de Rapporter ass op déi verschidde Modüller agaangen –, an hei, mengen ech, och op de Module dossiers répressifs an Entraide pénale, mengen ech, kann

Accès hunn an och do d'Finalitéit an d'Necessitéit och ganz kloer deementspriechend gekläert, also och weider ka gewährleescht ginn. Ech mengen, dass dat e gudder rasonabele Komproméss deementspriechend ass, och am Kader vun dem Secret professionnel, deen natierlech hei och deementspriechend anzehalen ass.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Op dëser Plaz kann een am Fong scho ganz kloer zwëscheschléissen, dass den Text, dee mer virleien hunn, immens vill Kompromésser tëscht dem Schutz an dem Respekt vu géigeniwwerstoende Rechter mécht – also weeder déi eng nach déi aner verletzt, mee se allegueren, souwäit et geet, respektéiert, ouni awer och ze vill anzëschränken, an awer anzëschränken. An ech mengen, et ass eng Balance, déi hei verbruecht ginn ass.

Am Allgemenge kann een och soen, dass d'Rechter op Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, och vun de private Leit, verstärkt ginn. An déi Balance, mengen ech, tëschent dem effikasse Schaffe vun dem Justizapparat geet am Fong net verluer. Au contraire, si gëtt duerch déi nei Dispositiounen am Gesetz och koordinéiert. Et gëtt dorop opgepasst, dass d'Amëschchen an de Schutz vun Privatliwien a vun de privaten Informatiounen nach weider konform sinn zu den internationale Konventiounen wéi déi europäesch Mënscherechtskonventioun an der nationaler Gesetzeslag – déi effektiv an eiser Verfassung an och vum Gesetz vun 2018 iwwert den RGPD.

Et ass also séchergestallt, dass engersäits d'Justiz weider gutt fonctionéiere kann a kloeren Accès op d'Donnéeën huet, an dat och definéiert gëtt, an zäitgläich och d'Rechter vun de Bierger garantéiert bleiwen. An dofir sinn och déi verschidde Modüller an d'Definitioun vun deene verschidde Modüller, mengen ech, hei ganz wichteg. Do, mengen ech, wat och den Accès an d'Finalitéit deementspriechend ugeet, dass och den Niveau vun der Proportionalitéit a vun der Necessitéit net iwwert d'Zil weider erausgeschoss gëtt. Well éischters soll een net géint d'legal Prinzipie vum Dateschutz verstoussen, an zweetens soll een och de Risk virun Abusen effektiv net, wéi gesot, andämmen (veuillez lire: an zweetens soll een och de Risk virun Abusen effektiv, wéi gesot, andämmen), soudass och do net weider Verletzunge stattfannen.

An ech mengen, wat den Haaptpunkt och an dësem Gesetz ass, am Kloertext: Net jiddwereen huet Accès op all Donnéeën, mee just verschidde Leit op verschidde Donnéeën – zu verschidde kloer definéierten Zwecker. Ech mengen, dass dat och de Kärmessage ass vun dësem JU-CHA-Gesetz.

Wat, mengen ech, awer och wichteg war, dat ass, dass de Lien gemaach gëtt tëschent dem JU-CHA-Gesetz an dem Zentralfichier vun der Police – do wäerte mer muer driwwer diskutéieren –, well och dat huet dee Moment net bestanen. An ech mengen, an dësem Kontext ginn och elo d'geriichtlech Decisiounen effektiv un d'Policefichierer inwirdroen, fir dass och och d'Police an hire Fichierer de Vermierk huet, dass fir déi betraffe Persoun eng Decisioun geholl gouf, déi rechtskräfteg ass, egal wéi enger Natur se och deementspriechend ass. An effektiv kënnt déi dann och an de passiven Deel, mengen ech, da vum Fichier.

Och hei e kloer Mechanismus, deen och geschafe gëtt, souwéi och, mengen ech, kloer definéiert ass, wien dann och weider Accès do drop huet. Mee ech mengen, dat ass och eng Diskussioun, déi mer muer wäerten hunn. Där wëll ech net hei virgräifen.

Op alle Fall: D'Limitatioun vum Zougang fir nëmme verschidde Kategorië vu Persounen a Fonctiounen

an der Magistratur gëllt also och zu der Ofsécherung an der Kontroll, wien alles Accès drop huet. Am Kader vun dëse sensibelen Donnéeën ass et also ganz wichteg ze wëssen, mengen ech, wien et kucke kann. An och an deem Kader ass eng Ofsécherung ganz gutt, mee Kontroll ass besser.

Dofir ass et och wichteg, dass an dësem Gesetz der Generalstaatsanwaltschaft ..., mee och de reegelméisseg Contrôle, fir d'Zougangsrechter kënnen auszeüben an och ze kontrolléieren, awer och d'Journalisatioun, déi stattfënn fir déi Benotzer vun der Applikatioun mat den Donnéeën, déi se och gemaach hunn, d'Date vun de Benotzer, déi gespäichert ginn, souwéi och hir Identitéit, an d'Zäit vun der Consultatioun vun den Informatiounen – dat iwwert déi verschidde Logfiles.

Also eng zousätzlech complementaire Ofsécherung. Eng Kontroll, déi zu enger besserer Sécherheet féiert, wat virun dësem Gesetz also net existéiert huet, a wat, mengen ech, awer och d'Rechtsstaatlechkeet hei nach eng Kéier kloer ënnertrücht, wéi awer och d'Rechter wéi de Schutz vun der Privatsphär an och dem Privatliwien.

An och dat gëtt am Volet vun der Honorabilitéit, mengen ech, mat deem anere Gesetz, iwwert dat wat mer hei befannen, deementspriechend festgehale. Och wann den Text net direkt de Lien huet mam JU-CHA, sou hu se awer eng ganz Rei Gemeinsamkeiten, well och hei d'Zesummespill ass. An d'Gemeinsamkeet ass och erëm hei d'Finalitéit vum Consultéiere vun den Donnéeën, fir déi Honorabilitéitskontroll ze maache vu verschidde Beruffer, déi och an dësem Gesetz opgelëscht sinn.

De Rapporteur ass op d'Officiers publics agaangen, awer och anerer. Och effektiv d'Sécherheetsagenten – en anere Berufsstand. Och hei si sensibel Donnéeën, déi mussen opgeruff ginn, fir effektiv e Contrôle vun enger gewëssener Moralitéit kënnen ze maachen, fir de Beruff och kënnen deementspriechend auszeüben.

Ech mengen, wat fir eis als LSAP wichteg ass, dat ass, dass mat béide Gesetzer hei ganz kloer de Contrôle vun de perséinlechen Donnéeën effektiv och gestärkt gëtt: wien Accès huet, zu wéi engen Zwecker, wéini, mengen ech, och iwwert dee Volet, dass och kann nogekuckt ginn, wéi gesot, wien Accès hat. Dass de Schutz vun onerlaabtem Zougang och deementspriechend nach eng Kéier erhéicht gëtt.

An dofir ginn ech och vun dëser Plaz aus den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Et ass scho ganz vill gesot ginn. Ech wëll also net onbedéngt elo all d'Meritte vun dësem Gesetz widderhuelen. Et ass gutt, dass et esou e Gesetz gëtt! Ech mengen, et ass ganz kloer: Dat muss gereegelt sinn.

An ech wëllt vläicht opgräifen, wat d'Kollege vun der CSV virdru gesot hunn: Gliesene Staat – si se dergéint; gliesene Bierger – si se dergéint. Mir sinn och géint de gliesene Bierger. Mir hätten awer gär als ADR, dass de Staat seng Aufgaben, inklusiv am Sécherheetsberäich, ...

M. Gilles Roth (CSV) | Mir sinn net géint de gliesene Staat. Mir si fir de gliesene Staat a géint ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A fir de gliesene Staat? Pardon. Jo, Dir hat gesot „fir de gliesene Staat

a géint de gliesene Bierger“. Richtig, Här Roth. Merci. An ech wollt Tech soen: Mir sinn och géint de gliesene Bierger. Awer wat de Staat ugeet, hätte mer gär, dass e seng Funktiounen effikass am Dëngscht vum Bierger kann ausüben. Dat heescht, dass en net onbedéngt ëmmer an allem absolutt transparent ass. Dir kënnt Iech jo virstellen, dass zum Beispill an der Polizeiarbecht oder och an der Justiz do natierlech Grenze gesat ginn.

Dir hat e Beispill genannt, an dat ass effektiv eent, dat eis alleguer interpelléiert huet. Dat war dat Beispill vun deem, deen als Student zu Stroosbuerg ze séier ënnerwee war, wou dat ëm herno sollt opposéiert ginn. Dat war effektiv en extreemt Beispill.

An ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, inklusiv bei der Justiz a bei der Police, dass esou Saachen definitiv ze wäit ginn. Dofir ass eng Reform och sënnavoll gewiescht. Eng Reform ass wichteg. Mee et dierf een awer och, wann een dat mécht, net vun engem Extreem an dat anert falen. Dat heescht, et muss scho sinn, dass och de Staat kann eng Kontroll hunn, dass en e Wëssen huet, dat et kann eventuell erlaben, kriminellen Aktiounen oder Geforesituatiounen virze-gräifen, dat ze prevenéieren.

Also, et ass schon esou, dass een och vläicht heiansdo Saache muss wëssen, déi méi laang an der Vergaangenheet zrëckleien. Wa mer deene Kollegen aus Justiz a Police nolauschteren, déi eis vun deenen Dossiere geschwat hunn, dann ass et jo och dacks esou, dass en Element an engem Dossier ass, dat am Ufank net interessant schéngt an dat herno vläicht an engem anere Fall op eemol ganz wichteg ass.

Dofir dierf de Staat sech och net blann maachen. E muss kënnen e Gedechtnis hunn. An et ass jo och net esou, dass mer nëmme iwwer Verurteelunge schwätzen. Mee et kann absolutt sinn, dass eppes ka relevant sinn, mee dass am Kader vun enger Opportunité des poursuites de Parquet awer elo decidéiert huet, elo kee Prozess unzefänken, mee dass awer relevant Informatiounen an Dossiere sinn, wou et vläicht net verantwortungsvoll ass, déi opzeginn.

Et ass also, wéi och d'Virriedner et alleguer gesot hunn, eng Saach vum Gläichgewicht, dat ee muss fannen: engersäits d'Obligatioun vum Staat, fir d'Bierger ze schützen, fir déi ëffentlech Sécherheet absolutt ze garantéieren, souwäit dat eebe geet, an op där anerer Säit de Respekt virun der Privatsphär an och natierlech de Respekt vun deene legalen Obligatiounen – zum Beispill am RGPD, awer net nëmme do.

Dat ass also den Dilemma, virun deem mer stinn, oder déi Wiel, virun där mer stinn. An dann ass et do, fir de richtige Wee ze fannen.

Elo ass et awer esou, an dat ass eigentlech dat Gläichgewicht: Dat ass och ëmmer eng politesch Appreciatioun. Wa mer elo kucken: Dossieren, déi mer an deene leschte Joren haten – ech denken do un d'Archivgesetz –, do ass zum Beispill éischer géint de Schutz vun de perséinleche Rechter decidéiert gi fir eenzel Kategorië vu Persounen. Do ass da mat Transparenz argumentéiert ginn an dem Intérêt public fir d'Transparenz. Hei ass et e bëssen an déi aner Richtung. Dat just fir ze soen, dass dat och ëmmer e bëssen eng Saach vu politesche Prioritéiten ass, wéi een den Akzent setzt an deene verschidde Dossieren, déi den Dateschutz an de Schutz vun der Privatsphär concernéieren.

Elo hu mer also hei eppes Sécherheetsrelevantes. Mee et ass jo net esou, dass mer da géifen am eidele Raum diskutéieren. Mee ech mengen, mir sinn eis awer zimmlech eens heibannen, vläicht net bei jidderegem, dass mer confrontéiert sinn als Staat

mat enger wierklech grousser – fir Lëtzebuenger Verhältnisser op jidde Fall – Croissance vun der Kriminalitéit hei am Land. Ech mengen, dat ass wäitgeeënd – also, ech wëll net soen, dat jiddereen där Meenung ass – awer onbestriden.

An dat bréngt eis natierlech och derzou, fir eis besonnesch mat Däitlechkeet ze froen: Si mer dann outilléiert, fir dogéint virzegoen? Kënne mer deene Forme vu Kriminalitéit effikass entgéinttriede mat deene Reegelen, déi mer beim JU-CHA, beim Polizeifichier, hunn?

Ech wéilt do just erënneren: Mir haten als ADR eng Reunioun gefrot – iwwregens hu mer nach eng zweet gefrot, déi ass nach ëmmer net komm – iwwert déi Jugendbanden. E Phenomeen, dee relativ nei ass hei am Land. A mir haten do dee Phenomeen vun „happy slapping“ a mir haten hei Verrieder vu Police a Justiz. Ech mengen, d'Madamm Minister war och deemools bei där Reunioun derbäi. A mir kruten dann erkläert, wou do praktesch d'Problemer sinn, well och deemools verschidden Unitéite vun der Polizei, déi mat enger Saach confrontéiert sinn, net den Zougrëff hunn op aner Datebanken, wou Elementer draleien, déi awer wichteg wäeren, fir kënne d'Appreciatioun vun enger Situatioun ze maachen, fir déi néideg Moosnamen ze huelen.

Mir hunn eng Kompartimentéierung, déi der Opklärung vun enger Situatioun ka schueden an d'Geforesituatioun net reduzéiert, mee au contraire verhënnert, datt mer kënne als Staat dat maachen oder net. Dat illustriert, wéi wichteg et ass, eng verantwortungsvoll Gestiou vun den Datebanke kënne ze maachen, also de Schutz vun der Privatsphär, awer d'Effikassitéit vun den Organer vum Staat net a Fro ze stellen. Dofir ass eis Demarche déi fir nozelauschteren: Wat seet dann d'Justiz iwwert déi Reformen, déi hei ageféiert ginn? Sinn déi dann zefridden dermat?

An déi Avisen, déi hei kommen, déi weisen all an eng aner Richtung. Ech wëll déi elo net all virlesen, mee mir hunn der esou vill kritt vun de Parqueten, Dikrech, Parquet général an esou weider an esou virun, wou Punkt fir Punkt Krittike formuléiert ginn, an et ass dat, wat eis interpelléiert, wou mer soen: Jo, mir hätten och gär eng gesetzlech Reegelung, jo, mir géife gär d'Privatsphär vun de Leit protegieren, selbstverständlech! Awer aleng, an dat seet och de Parquet, datt dat esou limitéiert ass, fir absolutt ze limitéieren, wéi den Zougang zu den Dossieren ass, d'Zuel vun de Persounen absolutt ze limitéieren, dat ass genau dat, wat mer an der Praxis jo gesinn hate beim „happy slapping“, wat der staatlecher Effikassitéit am Interessé vum Déngscht vum Bierger jo schued, wat se behënnert! „An och dat“, seet de Parquet, „hu mer hei.“ De Parquet seet och – dat hat e Virriedner gesot –, datt et zu enger terriblem Bürokratiséierung féiert, wann all eenzel Consultatioun muss justifiéiert ginn – a mir hunn der 26.000 am Dag!

An dann ass natierlech ..., da gëtt hei zu Recht gesot, dat wär e „sérieux frein à la digitalisation de la justice“. Ech mengen, dat muss ee sech einfach och dann emol zu Häerz huelen. Da gëtt gesot, mat deenen neie Reegele kéinte jo net all Donnéeë virugi ginn, déi awer vläicht relevant sinn. Zum Beispill d'ärfen „exclusivement des atteintes contre les personnes“ considéiert ginn, awer net „autres infractions prévues par les lois pénales“, géint Saachen zum Beispill, déi jo awer och kënne ganz wichteg Elementer sinn, wann et drëm geet, en Dossier ze appreciieren.

A bei der Honorabilitéit, dem zweete Gesetz, ass d'Logik eng ganz änlech. Och do gesi mer Widerspréich

an der Attitüd vum Staat. Mir haten Diskussiounen. Dat Gesetz ass elo nach net komm iwwert d'Autorité nationale de sécurité, déi soll kommen. Dat gëtt am Ablék vum SREL gemaach, wéi wa Clearancen ..., fir also am Beräich vun der nationaler Sécherheet déi néideg Informatiounen kënne ze hunn, fir ze determinéieren, ob eng Persoun, déi soll a Kontakt mat Geheimmateriale kommen, all Krittären erfëllt, fir déi national Sécherheet net a Gefor ze bréngen. Do gëtt alles gemaach vun der Sait vun der Regierung, fir eigentlech den Zougang op d'Fichiere vun der Autorité nationale de sécurité maximal ze limitéieren, och dat eng reng politesch Appreciatioun.

Mir sinn anerer Meenung an da kënnt et elo bei der Honorabilitéit, wou dann ..., do sinn och änlech Restriktiounen. Hei ginn dann d'Krittike vun de Justizautoritéiten, op déi ech mech haaptsächlech bezéien an dëser Interventioun ..., do gëtt erm eng Kéier gesot: „Et ass haaptsächlech am Beräich, am Interessé vum Justizministère. Aner Administratiounen kënne manner dervu profitéieren.“ Et gëtt gesot, datt d'Dossiere vun der Police kënne gekuckt ginn. Mee wat ass mat aneren Administratiounen, déi jo och Officiers de police judiciaire hunn a Procès-verballe kënne dresséieren? Dat gëtt dann net gekuckt. De Parquet regrettéiert, datt e keng spontan Matdeelungen iwwer wichteg Saachen awer ka weiderleeden. D'Justice de paix vun Dikrech seet: „Les avis seront à l'avenir lacunaires quant à l'honorabilité de l'intéressé et les administrations seront ainsi [privées] d'une partie des informations dont disposent les organes de poursuite“, an esou weider an esou weider.

De Constat, dee mir also maachen, ass, datt et wuel gutt ass, datt mer e Gesetz hunn, datt et wuel richtig ass, ze probéieren, d'Privatsphär vun de Leit ze protegieren, mee datt d'Justizautoritéiten, déi zoustänneg Gerichter, déi zoustänneg Parqueten ... A muer schwätze mer och iwwert d'Police, dat ass eng ganz änlech Diskussioun. Et ass u sech déi selwecht Diskussioun nach eng Kéier e bëssen, déi mer haut féieren. Déi weisen d'Lacunen an d'Failen op an deem, wat mer elo maachen, an eis Suerg ass, datt dat schlussendlech zulaaschte vun der Sécherheet an eiser Gesellschaft geet. An et ass dat, wat mir net wëllen!

Duerfir: Jo, mir begrëssen e Gesetz, awer mir wäerten eis enthalen, well déi Lacunen hei ze vill grouss sinn, fir datt mir et kéinte matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och Iech. An nächsten ageschriwwene Riedner, wann ech dat richtig gesinn, ass de Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech erspueren Iech elo och nach eng Kéier d'ganz Geschicht vum Fichier. Dat huet eis scho vill Deeg a vill Stonnen an der Kommissioun beschäftegt. Ech erënnere mech nach gutt drun, wéi et waarm war – mer souzen nach deemools am Cèrel –, wéi mer déi éischt Propose kritt hunn a mer dann den Dossier auserneegehol hunn. An dat war zimlech informatesch, déi Fro, déi ech deemools schonn de Justizverrieder gestallt hunn, an et ass eng Problematik, déi awer och haut nach ëmmer aktuell ass.

Jo, mir schafen haut de wichtige Kader fir den Datechutz, well bis elo dee Kader net do war. Et ass verpasst ginn, ze kontrolléieren a kloer ze erfassen, wéi eng perséinlech Daten ... An dat ass et jo: Do sti ganz vill perséinlech Daten dran, an dem JU-CHA souwéi och am Policefichier, an deementspriedend ass et elo wichteg, dass mer endlech e Kader kréien!

Mir wäerten dëse Projet och matstëmme. Ech kommen awer nach op e Punkt, deen eis stéiert. An ier ech op dee Punkt kommen, ginn ech awer nach op dat anert Thema an, dat ech och an der Kommissioun schonn eng Kéier opgeworf hat an dat eis awer Bauchwéi heiansdo mécht: Dat ass den Zougang, wou ech verstinn, dass een dee muss schafe fir déi extern Firmen, déi déi ganz Logiciellen entwéckelen. Ech weess, dass dee ganz restriktiv ass, mee dat ass awer eigentlech eng Kéier, wou een driwwer muss nodenken, ob de Staat net selwer déi Aufgaben an engem Open Source soll iwwerhuelen, fir dass een dann awer eng gewësse Sécherheet huet.

Mir haten déi Diskussioun jo an der Kommissioun, dass extern Firmen dann den Zougang kréien, fir ... Déi Software muss jo hiergestallt ginn, dat muss jo alles entwéckelt ginn. Herno muss en Entretien gemaach ginn, do kommen Updates an esou weider. Do hu mir e bësse Bauchwéi dermat, dass dat herno Firme sinn, déi dann deen Zougang hunn an dat Ganz entwéckelen. Déi solle jo och do eng Aart Hannerdier hunn, fir da weiderhin den Entretien ze maachen, wat op där enger Sait verständlech ass, mee eis Meenung ass awer dozou: Dat dote si Logiciellen, déi de Staat soll an enger eegener Verwaltung, an engem eegenen Open Source, hierstellen, fir eeben och iwwert d'Joerzénge ewech herno déi Kompetenz opzebauen an esou herno och net ofhängeg ze si vun anere Firmen.

Ben, do komme mer och op de Logiciel selwer. Herno wäerten déi Fichieren alleguerten opgemaach ginn op engem Computer, deen ënner Windows zum Beispill leeft an net ënner engem Open Source. Dir musst Iech dat virstellen: Dir maacht do e Fichier op, deen an deem JU-CHA dran ass, an da gëtt deen emol automatesch zum Deel op europäesch-amerikanesch Server geschéckt, zum Beispill, wann Dir e Word-Dokument opmaacht – och hei an der Chamber, dat ass elo net eleng de Reproche dofir, och hei an der Chamber –, da gëtt deen emol direkt verifizéiert vu Microsoft, dass dee weidergeet. Dat ass nämlech e Problem, dass eis Justiz do net genuch op den Open Source setzt, dat heescht, do gi Systemer benotzt, wou aner grouss Firmen, weltwäit Firmen, herno Zougang op déi Dateien hunn, bezéiungswies déi Dateie gi scho beim Opmaache gescannt. Dat ass e Wee, wou ee muss goen. Dat ass elo net eleng de JU-CHA, dat ass d'Police, dat ass de ganze Staat, wou een eng Kéier muss goen, fir sech seng eege Kompetenz opzebauen an deementspriedend net méi ofhängeg ze si vun deene groussen internationale Softwaregiganten.

De gréisste Problem hu mer mat deene Fënnel-Joer-Logfiles. Ech hat gëschter scho gesot, ech wäert et och en Donneschdeg nach eng Kéier soen – just en Donneschdeg kann ech et jo nach anescht soen, well et ass jo dat, wat déi Inkohärenz ass. Am JU-CHA-Fichier steet herno dran, „genau no fënnel Joer“ géife se geläscht. Bei der Police krute mer nämlech gezielt, dat wär net méiglech. Dat kéint d'Verwaltung technesch an och personell net hëkréien.

De Staatsrot hat do nach en Avis verschéckt virun enger Woch, zwou Wochen, zum Policefichier, wou gefrot ginn ass: Ma, kënnt Der Iech dann net alignéieren op d'Justiz, well da wär et op d'mannst kohärent? Do hu mer awer an der Kommissioun gesot kritt vun der Police: „Nee, et geet nach ëmmer net.“ Ech verstinn nach ëmmer net, wéi en Zauberwürfel op eemol d'Justiz huet, dass déi dat hëkréien. Do, Punkt op den Dag genau, well dat ass dat, wat Dir an d'Gesetz geschriwwen hutt, op den Dag genau, op d'Minutt genau an deene fënnel Joer muss geläscht ginn. Dat ass fir mech nach ëmmer net ze verstoen,

wéi d'Justiz dat op eemol hikritt. Ech hätt alt gehofft, d'Justiz hätt sech do alignéiert op d'Police a se hätten op d'mannst drageschriwwen „au moins cinq ans“, net op ganz genau déi fënnef Joer, op den Dag, op d'Sekonn, op d'Stonn genau.

Jo, mir hätte gäre gehat, dass den „au moins“ dran ass, well an dësem Fall ass et esou, dass, soulaang en Dossier besteet ... A mir wëssen: Bei der Justiz kann e méi laang bestoen. Ech weess och, dass ee laut Gesetz nëmme strafbar ass, wann een do en Abus gemaach huet an deene fënnef Joer. Mee dat ass jo net eise Punkt. Eise Punkt ass ganz einfach, dass e Bierger, egal wéi laang et hier ass, ëmmer d'Recht huet ze wëssen: Wie war mäin Dossier kucken?

Vläicht fält et och eréischt no siwen ..., vläicht fält et och elo no fënnef Joer an zwee Deeg op, dann ass de Fichier gelöscht; vläicht fält et och no 7, 10 oder 15 Joer op – an dat ass fir eis e Problem, dee mir allgemeng hu mat de Fichieren, mat der Approche vun der Regierung, fir einfach ze soen: „Mir maachen de Minimum am Dateschutz a mir ginn net hin a mir halen déi Logfiles, wou een herno ka kucken, wie wat wéini kucke war.“ Well et ass jo dat eigentlech dem Bierger säi Recht! De Bierger wëll jo wëssen: Wie war eppes kucken? De Bierger huet jo a sech emol net de Problem dermat, dass op engem Server eppes stockéiert ass iwwert hien, iwwert seng Justiz, iwwert d'Police, mee säi Problem ass: Wie geet et kucken?

Wann et jo do läit a keen huet et ugepaakt, ass et jo guer kee Problem. Mee de Problem ass, wann een herno net kann novollzéien, wien dat kucke war, an do hutt Der leider d'Limitt op fënnef Joer gesat. Mir stëmmen et zwar haut mat, mee mat der Hoffnung, dass déi nächst Regierung am Dateschutz do wäert méi Courage hunn. Well et muss ee jo och ganz éierlech sinn a soen: Wa mer dat Ganzt elo digitaliséieren, ass de Schutz vill méi grouss, wéi wann iergendeen den Dossier a sengem Büro leien huet do um Stapel, an e war vläicht eng Taass Kaffi drénken an en huet de Büro net zougemaach. Dat heiten ass schon eng Léisung, déi een huet, dass ee ka soen: „Jo, mir hunn déi Logfiles leider nëmme fënnef Joer, mee dat wäert déi nächst Regierung jo dann hoffentlech besser maachen.“

Zu der Honorabilitéit, do wäerte mer och eisen Accord ginn. Deen ass jo e bësse par rapport zu dem JU-CHA, an deementspreechend kann ech fir déi zwee Projeten eisen Accord ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat ass d'allgemeng ... A, den ...

(Interruption par M. Roy Reding)

A, ok. Ech hunn Iech hei net. Ok, majo, da kritt Dir selbstverständlech d'Wuert. D'Wuert huet den Här Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Jo, ech muss dem Charles Margue felicitéiere fir e gudder Rapport natierlech, mee virun allem och fir eng ganz elegant Aart a Weis, d'Virgeschicht op d'Säit ze drécken. An ech muss dem Gilles Roth Merci soen, datt en eis drun erënnert huet, wéi et dozou komm ass. En huet vläicht ganz e bësse ze vill de Meritt op sech selwer an den honorabele Laurent Mosar gezunn. Et gouf och nach aner Deputéiert, dorënner och ech selwer, déi Question-parlementairen zu deem Thema gestallt an e bësse Aktivist gespillt hunn.

(Hilarité)

Wat mer hei kréien, ass ganz gutt. Et ass eng Base légale, endlech, fir deen dote Fichier. Et ass och villes ganz gutt gereegelt. Ech wëll just vun deem schwätzen, wat net gereegelt ass a mengen Aen. Ech weess et net, ech iere mech vläicht, dann ass dat eng Fro un

d'Ministesch: Wéini a wéi huet de Bierger d'Méiglechkeet, Zougang ze hunn zu den Donnéeën, déi iwwert hie gespäichert ginn? Et ass dat, wat de Gaston Vogel an engem vu senger Bréiwer zu dësem Thema geschriwwen huet: „Ces fichiers nous concernent et aucun de nous citoyens n'y a accès. C'est le comble du comble.“

Ech wëll also wëssen: Kann ech gewuer ginn, op einfach Demande hin, wat iwwer mech gespäichert ass als Bierger? An da ganz wichteg: Mir hunn elo déi Logfiles do, Artikel 10 (1): Wien huet dat gekuckt? Firwat huet en et gekuckt? Dans quel but huet en et gekuckt? Ma dat wëll ech och wëssen als Bierger. Ech wëll als Bierger wëssen: Wien hat Zougang zu mengen Daten? Wéini? An aus wat fir engem Grond? Mat wat fir enger Finalitéit? Wann ech dat ka kréien, da begrëissen ech den Text hei 100%eg. Wann ech dat net ka kréien, dann ass et en Text ..., e Schwäert ouni Schäerft!

D'autant plus: Wou bei den Infraktiounen ..., wann dann elo ee kuckt, deen net däerf kucken, oder e kuckt eppes, wat en net däerf kucken, oder e kuckt an engem ganz anere But wéi deen, fir deen en däerf kucken – wou ass d'Penalitéit? Mir presentéieren hei all Dag Gesetzer, wou Penalitéite sinn, wa Bierger sech net un dëst oder dat halen. Firwat ass hei keng Penalitéit virgesi fir déi Leit, déi Abus bedreiven? Dat feelt mer ganz einfach.

An da wollt ech just nach ee Wuert soen zum Text iwwert d'Honorabilitéit, deen ech mat Freed matstëmmen ouni weider Diskussioun, well an der Zäit war dat net gereegelt. An do koum et vir, datt de Procureur général en Avis négatif ginn huet iwwert en Affekot, deen éischte war a sengem Examen, fir Riichter ze ginn, an zwar mat der Motivatioun „défaut de moralité dans la vie privée“. An ech wäert dat nimools vergiessen: Wann net meng Frënn deemools vun der LSAP, Ministeren, sech agesat hätten an den Här Fischbach iwwert den Avis vum Procureur général ewechgaange wier, da wier meng Fra haut nach net Riichterin ..., deemools genannt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An domat ass elo definitiv den allgemengen Debat ofgeschloss.

An d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson, huet d'Wuert. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, merci emol fir déi ganz sachlech a roueg Diskussioun, déi mer elo de Moien hei haten. Ech ka mech do un aner Momenter erënneren. Et ass awer wichteg – Dir hutt zu e puer de Kontext e bësse rappéléiert –, dass een och vläicht nach eng Kéier de Kontext vun engem Dateschutz-Point-de-vue rappéléiert. Mir haten ... 2015 koum déi nei Dateschutzdirektiv. 2018 ass déi hei an der Chamber dunn ëmgesat ginn an déi ganz Reflexer ronderëm den Dateschutz an deen awer méi protecteurs Émgang mat de perséinlechen Date vun de Biergerinnen a Bierger ass eppes, wat e Prozess ass, wou vill laangjäreg Habituden hu missen op d'Säit geluecht ginn, soudass vir verschidde Leit a verschidden Administratiounen an och Entreprises an och all Einzelnen dat eppes ass, wou mer de Wee nach mussen dohinner komplett fannen, wou awer säit 2018 extreem vill gemaach ginn ass, soudass et wierklech gutt ass, dass mer an deem heiten Domän, elo d'Justicefichieren, mee och dann d'Policefichieren ..., do hu mer elo nach eng Kéier ..., ganz détailléiert an extensiv Reegele gi mer eis elo dës Woch. Dat sinn awer elo zwee Domäner.

Et gëtt nach vill aner Beräicher, wou een eigentlech genau dee selwechten Exercice kéint a misst maachen, wann een u sech konsequent wär, wou een awer dann och gesäit – mir waren elo véier Joer amgaangen, fir dat doten ze klären –, dass dat och net evident ass. Dat hei sinn natierlech elo ganz spezifesch Beräicher, wou – an dat ass jo bei ville vun Iech ugeklongen, an et gesäit een och gutt an der Diskussioun an an den Interventiounen – d'Schwierregkeete waren, fir hei op deen Equiliber ze kommen tëschent op där enger Säit natierlech dem Schutz vun de Biergerinnen a Bierger, déi a Kontakt komme mat der Justice, an op där anerer Säit awer eppes, wat eis, mengen ech och alleguerten heibannen um Häerz läit: déi absolut Necessitéit, dass d'Justice kann hir Aarbecht maachen an dass se kann op Daten zrëckgräife vu Leit, déi verdächtegt ginn, eng Infractioun begaangen ze hunn, fir kënnen och hir Aarbecht uerdentlech ze maachen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et war mer awer och wichteg, nach kuerz iwwert d'Form ze schwätzen, well ech ..., et ass haut elo net méi ugeklongen, mee ech hu verschidde Reaktiounen an der Éffentlechkeet héiere vun deem engen an deem aneren, wou gesot ginn ass, hei géif eppes elo nach duerchgebaatscht ginn, an do ass notament deen heiten Text gefall. An ech profitéieren awer vun der Occasioun, fir ze soen, dass ech dat wierklech net kann novollzéien, well ech weess net, ob iwwert iergenden Text, deen heiten an de Policefichiertext, esou vill an der Chamber schon diskutéiert ginn ass, éier en iwwerhaupt emol deposéiert ginn ass. Dat ass bei deem engen oder aneren ugeklongen.

Mir hu schon am Hierscht 2020 ugefaangen, an den zwou Chamberskommissionen zesammen iwwert déi grouss Prinzipien ze diskutéieren. Mir hunn all eenzel Fro gekläert mat den Deputéierten zesammen. Mir hu probéiert, Accorden ze fannen, wou jiddwereen, deen da matgeschafft huet a wollt matschaffen, sech dru bedeelegt huet. An duerno sinn dann d'Texter deposéiert ginn. An och hei, wann ech elo den Text, de JU-CHA-Text kucken, wou mer och enk mat den Autorités judiciaires zesummegeschafft hunn, déi eng ganz kollaborativ Approche haten, fir hei zu engem Text ze kommen. Dunn hu mer ..., 2021 ass den Text deposéiert ginn. 2022, e Joer duerno, krute mer dunn den Avis vum Staatsrot, dee sech och vill Zäit geholl huet, fir am Detail dat heiten, déi ganz prinzipiell an delikat Froen, ze klären an ze traitéieren.

An ech ka mech och nach erënneren, dass mer an der Justizkommissioun ..., wollt ech virun der Wanterpauz 2022 net ufänke mat diskutéieren, well ech der Meinung war, dass et gutt wär, dass mer da kéinten am Januar eng Kommissiounssëtzung no där anerer maachen. Mir haten dunn déi vill Amendementen, déi mer preparéiert haten. No dem Avis vum Staatsrot hu mer du ganz séier an enger Kommissiounssëtzung evakuéiert kritt, wou dunn also och d'Occasioun war a gewiescht wier, fir nach eng Kéier en détail driwwer ze diskutéieren. Du krute mer den Avis vum Staatsrot elo viru Kuerzem erëm. An do hu sech nach am Fong zwee Knackpunkte gestallt. An deen een ass dee vum Service Presse, wou ech frou sinn, dass mer eng Léisung fonnt hunn, fir dass dee Service Presse ka fonctionéieren, dass eis Press kann informéiert ginn iwwert dat, wat um Gericht leeft.

An deen aneren ass deen – an do hunn ech d'Impressioun, verschidderer vun Iech hätten d'Suite vun den Diskussiounen net matkritt –: dass mer e Volet ausgeklamert hunn aus dem Text, an zwar eeben dee vun den Informatiounen, déi gi ginn un den Employeur, wann eng Infractioun passéiert, wou d'Autorités

judiciaires, an do sinn Avisen zitëiert gi mat Kriticken, gesot hunn, dass se do géife verschidde Risiko gesinn. An duerfir hu mer an der Chamberkommissioun decidéiert, dass déi Projet-de-loie géife scindéiert ginn.

Dat heescht, et gëtt elo nach en zousätzleche Projet de loi, deen déi dote Froen nach soll klären. Dee muss nach méi am Detail nach eng Kéier diskutéiert ginn. An do hate mer souwisou an engem Avis vum Staatsrot gesot kritt, dat hätt nëmme bedéngt eppes mat der JU-CHA-Problematik ze dinn. An duerfir hu mer dat dunn decidéiert erauszehuelen. Dat heescht, vill vun deem, wat elo dozou gesot gouf, ass guer net méi hei an deem Text mat dran.

Dann ass e puermol ugeklongen, et wiere keng Sanktioun virgesinn. Dat muss ech e bësse redresséieren. An dat rejoignéiert och déi Fro vum Här Reding, och mat dem Accès op Dokumenter. Mir därefer net vergiessen: Mir hunn hei zwee generell Texter, déi eigentlech de Beräich reegelen. An dat war jo déi ganz Diskussioun 2018 iwwert den Dateschutz. Ginn déi Texter duer? Oder brauche mer elo an all Beräich nach eng Kéier eenzel Gesetzer, fir nach eng Kéier dat Ganz ze klären? An do war de Choix getraff ginn – an do gouf et Diskussiounen tëscht der CNPD an och allen aneren Autoritéiten – fir ze soen: Mir brauche keng individuell Texter! An déi Texter, déi reegelen den Droit d'accès vum Bierger, mee si reegelen och d'Sanktiounen, wann een et net respektéiert, den Traitement vun den Donnéeën.

An da kënn nach derbäi: Am Policefichiergesetz, dat e Freiden, mengen ech, um Ordre du jour steet, do ass jo och nach den Artikel 509-1 vum Code pénal, deen nach eng Kéier ugepasst gëtt, deen och nach eng Kéier Sanktioun virgesäit. Dat heescht, et ass schon esou, dass hei och Sanktioun virgesi sinn, an et ass och esou, dass den Droit d'accès net an dem Text, mee prinzipiell gereegelt ass an den Texter vun 2018.

Vläicht nach eppes, wat mech awer e bëssen interpelléiert huet, dat ass dee Begrëff vun der „Banannerepublik“, dee virdru gefall ass.

Ech verstinn, deemools waren d'Emotionen wierklech héichgekacht an dat bedauern ech nach haut, mee ech fannen, et soll een awer oppassen, wann een esou Begrëfflecheeten am Kontext vun den Autorités judiciaires benotzt, well wann ee sech d'Definition vun der „Banannerepublik“ ukuckt, do si mer bei engem korrupte Staat, enger korrupter Politick oder enger korrupter Justice. Ech mengen net, datt mer déi hei hunn. Ech si souguer sécher, datt mer déi net hunn! An et ass net, well et an engem Dossier wierklech héich hiergaangen ass an d'Meenunge wierklech ganz wäit ausernanerlouchen an net jiddwereen d'accord mat deem anere war, dass een et dann awer soll op deen doten Niveau hiewen.

Mir hunn d'Chance zu Lëtzebuerg, dass mer e grousst Vertraue vun de Biergerinnen an de Bierger an eis Justice hunn. Ech wier wierklech frou, wa mer net dat géifen ënnergriewen, andeem mer esou Terminologien benotzen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An dann nach ee Wuert zu dem Archivgesetz: Och dat muss ech awer e bësse redresséieren. D'Archivgesetz gëtt ganz kloer reegelen, ab wéini Dokumenter ëffentlech zougänglech sinn, a wéi engem Fall Exceptionne spillen. Et gëtt och do Limitatiounen. Wann Der mat de Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg schwätzt zum Beispill, si se der Meenung, dass déi Limitatiounen ze wäit ginn an dass mer Interêt hätten, dat erofzschrauwen. Et gëtt Prozeduren, wann d'Leit, déi concernéiert sinn, nach liewen oder nach net laang dout

sinn. Dat heescht, ech géif dat elo wierklech net eent géint dat anert ausspillen.

Wann d'Geschicht vun engem Land engem wichteg ass, da mussen och d'Archive vun deem Land an d'Zougänglechkeet dovunner an och d'Opschaffen dovunner ... Dat gehéiert och zu engem moderne Staat derzou, an och engem Staat, deem seng Geschichtsforschung wichteg ass.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dofir hunn ech do och e Problem, dat esou stoen ze looschen.

Fir de Rescht: Dir sidd wierklech am Detail op déi eenzel Gesetzestexter agaanen. Ech si frou, dass mer déi zwee Dossieren, déi enk liéiert sinn, déi mer elo déi ganz Legislaturperiod an der Aarbecht haten, heimat kënnen ofschléissen. Ech soen awer och nach eng Kéier dem Laurent Mosar an dem Gilles Roth Merci fir hiren Asaz an dëser Affär.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci och fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Chamberkommissioun heizou haten. Mir waren eis net ëmmer eens, mee mir hu probéiert, am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger an am Sënn och vun der Aarbecht vun den Autorités judiciaires hei Léisunge fir jiddwereen ze fannen. An ech wollt dat awer och nach eng Kéier ënnersträchen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesche. An direkt Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, d'Madamm Minister geet elo fort.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech bleiwen hei.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass et awer eng aussergewéinlech Virgoensweis ass, dass hei d'Justizautoritéite sech bei engem Chamberpresident iwwert d'Opportunitéit vu Question-parlementaire vun Oppositionsdeputéierte beschwéieren. An, Madamm Minister, Dir hutt elo e versönleche Schluss gemaach. Ech schlësse mech deem och un. Mee dass een dat als Oppositionsdeputéierten och véier Joer duerno nach monéiert, dat muss Der eis awer zugestoen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Justizministesche.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Ech hunn Iech dat jo och zougestanen. Ech hu just gewarnt, wann een dat kann esou soen, viru verschidde Terminologien, déi benotzt gi sinn am Kontext vun engem Pouvoir hei zu Lëtzebuerg, wou ech och der Meenung sinn, dass déi Begrëfflecheeten net korrekt sinn an dass een einfach muss oppassen, wéi ee se benotzt. Dat ass dat, wat ech gesot hunn. Ech hunn awer och gesot, ech géif verstoen, vu déi extreem Tensiounen, déi et gouf, dass een nach eng Kéier géif e kriteschen, ganz kriteschen, Bléck dorobber werfen. An ech mengen, Dir kënn Iech och nach all erënneren, wat meng Reaktioun deemools zu där doter Fro war.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesche. D'Wuert geet nach eng Kéier zrëck un den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Also hei war d'Meenung, dass Är Äusserung, déi Der elo gemaach hutt, gutt war bis zum „just“. Mee mir halen elo domadder op.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Den zweete Punkt, wou ech Iech awer nach wollt eng Fro stellen, dee jo net nëmme vu mir eleng, mee och vum Här Reding ugeschwat gouf, dat ass dee mat de Sanktiounen. Dir hutt verweisen op déi generell Sanktiounen, déi an de Gesetzer, mengen ech, vun 2018 sinn. Mee Dir wësst awer och, dass: 2018, do war eng laang Diskussioun. D'Madamm Beissel war, mengen ech, Presidentin vun der Mediekommissioun deemools, wéi mer dat diskutéiert hunn. Et gëtt eigentlech keng Sanktioun, wann d'staatlech oder d'ëffentlech Servicer sech net un den Dateschutz halen. Et gëtt keng spezifesch penalrechtlich Bestëmmungen. Et gëtt just Sanction-administrativen, déi sinn, wéi se sinn. Wann Dir der anerer hutt, da wier et gutt, wann Der déi hei och géift nennen.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also éischtens ass et den Artikel 47 vum Gesetz vun 2018, deen zwee Niveaue vu Sanktiounen virgesäit: déi administrativ an och strofrechtlecher. An dann ass et eeben de Policefichiertext, Dir kënn Iech erënneren, mir haten déi Diskussioun och an der Chamberkommissioun mam Artikel 509-1. Dee gëtt nach eng Kéier e bësse prezisiéiert, fir eeben där ganzer Problematik Rechnung ze droen. An deen applizéiert sech op jiddwereen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesche. Nach eng Kéier ...

M. Gilles Roth (CSV) | Verstinn ech Iech richtig, dass de Policefichiertext eng extra Dispositioun virgesäit, mee de JU-CHA-Text gesäit déi net vir?

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Also, et gëtt de Policefichiertext. Ech sinn amgaangen, dat hei an Ärem Rapport vun Ärer Kommissioun séier nozesichen. Dat ass e modifizéierten Text aus dem Code pénal, deen d'application générale ass. An do hate mer eng Diskussioun deemools an dee war och op Äert Bestriewen hin deemools schon an de Policefichiertext komm, well de Policefichiertext war wäit virun eisem Text jo fäerdeg. Do war éischer ugefaange ginn. An dat heescht ..., ech fannen elo den Text net, fir Iech e virzeliesen, mee et ass den Artikel 509-1, well de Policefichiertext, do gesitt Der jo och de Projet de loi an dee leschte Punkt „portant modification du Code pénal“.

An do, wou se un de Code pénal ginn, dat ass eeben den Artikel 509-1 an do kënn éischtens en Non-automatisé beim Système de traitement bäi, fir eeben och Pabeiersdokumente mat eranzehuelen. An da kënn en zweeten Alinea derbäi: „Sera puni des mêmes peines, quiconque, disposant d'une autorisation d'accès à tout ou partie d'un système de traitement ou de transmission automatisé ou non-automatisé de données à caractère personnel, y effectue un traitement des données à caractère personnel pour des finalités autres que celles pour lesquelles l'autorisation d'accès a été accordée“. An am Dialog hate mer dat deemools mat erageholl.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesche Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwee Projet-de-loien. Fir d'éischt de Projet de loi 7882A. Den Text steet am Document parlementaire 7882A³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7882A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Abstentionen uegheoll.

Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Serge Wilmes), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : Mme Nancy Arendt épouse Kemp ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7691. Den Text steet am Document parlementaire 7691¹⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7691 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Cécile Hemmen), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, datt mer déi Projet-de-loien, déi Modèle-de-basen, déi fir de Mëtten um Ordre du jour stinn, esou wäit wéi et méiglech ass, de Moien nach evakuéieren.

(Interruptions)

Mir géifen ufänke mam Projet de loi 8015. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

A wa mer dann nach Zäit hunn, géife mer den 8215 an duerno eventuell de 7959 huelen.

9. 8015 – Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale

Da kéime mer elo zum Projet de loi 8015, dee gewalttätteg Verhale während Manifestatione soll ofschrecken an ënnerdrécken. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Voilà! Flexibel si mer jo. An am Respekt vu jiddweringem senger Zäit ...

Une voix | A gutt organiséiert!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | A gutt organiséiert, jo, preparéiert och. Ech muss meng Agraff nach eraushuelen hei, da geet dat. Voilà.

Den 8015, de Gesetzesprojet 8015, ass am Kontext vun de Manifestatione géint déi sanitär Mesüre während der Covidkris anzeuerdnen. Well et während dëse Manifestationen ëmmer nees zu Aggressionen an neie Forme vu Gewalt géigeniwwer Policebeamten a géigeniwwer Journaliste komm ass, gouf decidéiert, de Code pénal an de Code de procédure pénale un dës nei Gegebenheeten unzepassen. D'Modifikationen ergängen den aktuelle legale Kader a sanktionéieren all Form vu Gewalt, déi bei Manifestationen ausgeübt gëtt a friddlechen Demonstrationen am Wee steet.

De Projet 8015 gouf den 31. Mee 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert, de 26. Mee dëst ..., aviséiert. Den 18. ... – ou, do hunn ech e Joresproblem dobäi –, den 18. Mee war e schon an der Justizkommission als Avant-projet de loi, ier en deposéiert gi war. De Staatsrot huet säin Avis zu den amendéierten Texter de 7. Februar 2023 ginn an an der Kommissionssitzung vum 28. Juni gouf den Avis aviséiert, de Rapporteur bestëmmt an eng Serie Amendementer uegheoll. Den Avis complémentaire koum den 11. Juli. Mir hunn eis den Dag drop dermat befaasst, krute Gréng Luucht vum Staatsrot a konnten de 14. Juli dëse Rapport unhuelen. Zweek Avis krute mer vum Staatsrot, wéi gesot, an nach Avis vum Barreau, vum der CNPD, vun der Cour supérieure, vum Parquet général a vum Parquet aus der Stad. An dësen Avis waren eng Rei Suggestiounen. Och deene konnt Rechnung gedroe ginn. Merci dofir!

Et geet ëm Folgendes – fënnf Punkten, déi mer an dëser Reform behandelen –:

Verschäerfung vun de Sanktionen am Fall vu Rebellion: An den Artikelen 271 bis 272 vum Code pénal setze mer déi maximal Strofen, déi kënne gesprach ginn am Fall vu Rebellion vum enger einzeller Persoun ouni Waff erop, fir dass de Richter d'Méiglechkeet huet, e Mandat de dépôt auszeschwätzen. Hei gi mer vu sechs Méint op maximal zwee Joer Prisong erop. Wann et ëm Rebellion vum enger Persoun mat enger Waff geet, gi mer vun zwee op maximal dräi Joer Prisong erop. Dat selwecht maache mir, wa méi wéi just eng Persoun am Spill ass, an do geet dann och déi maximal Geldstrof vun 2.000 op 5.000 Euro erop.

Mir maachen als zweete Punkt eng Erweiterung vum Champ d'application vum Outrage. D'Definition vum Outrage gëtt ausgeweit op notamment d'Werfe mat Steng, Béchsen, Dampgranaten an anere Substanzen, ob se da geféierlech sinn oder net. Wichtig ass do – wat mer deemools jo bemängelt hunn –, dass domat d'Späizen op e Mënsch an Zukunft och als Outrage ze bewäerten ass. Mir waren am Covid ënnerwee!

Dréttens: D'Aféierung vun engem neien Typ vu Menace d'attentat fir d'effentlech Sécherheet. Am neien Artikel 328 vum Code pénal gëtt den Akt vum Werfe vu Substanzen, ob se a sech geféierlech sinn oder net, mee potenziell geféierlech sinn oder als geféierlech erlieft ginn, ënner Strof gestallt. Well dëst Behuelen eng Menace ass an als Ugrëff op Leit oder Bienen, Propriétéiten, ka charakteriséiert sinn, kann ee mat enger Prisongsstrof vun dräi Méint bis zwee Joer an enger Amende vun 251 bis 3.000 Euro bestrooft ginn.

D'Strofe ginn erhéicht, wann dës Menacé gemaach gi vis-à-vis vun engem Deputéierten, engem Member vun der Regierung, engem Magistrat, vis-à-vis vun all Agent vun der Force publique oder enger effentlecher Persoun. A mir schléissen och d'Berufsjournalisten an, esou wéi se am Gesetz definéiert sinn. Hei beläfe sech d'Prisongsstrofen dann op sechs Méint bis dräi Joer an d'Amenden op bis zu 5.000 Euro.

De véierte Punkt ass d'Aféierung vum Phänomeen „Doxing“. Wat ass Doxing? Den Doxing ass de Phänomeen, wou et drëms geet, perséinlech Daten, also Date vu Persounen, ze divulgéieren mam Hannergedanken, deem Mënsch ze schueden, zum Beispill privat Donnéeë wéi de Wunnuert vum Journalist op soziale Medien ze deelen, eng Praxis, déi zu Violatione vum Privatlewe féiere kann. Fir d'Recht op e Privat- a Familjeliewen am digitalen Zäitalter ze schützen, schafe mer eng nei Infraction, à savoir en „délit de mise en danger de la vie d'autrui“, wou d'Diffusion vun Informatioun iwwert eng Persoun sanktionéiert gëtt. Heimat sinn Informatiounen gemengt, déi d'Identifikation oder d'Lokalisation vun enger Persoun méiglech maachen an d'Zil hunn, der Persoun selwer oder hirer Famill respektiv hire Bienen ze schueden.

Zwee Elementer mussen also virleien – Dir héiert et eraus –, fir dass den Delikt als solche kann zréckbehalde ginn: Et muss e materiell Element do sinn, also d'Diffusion vun Informatiounen, an en absichtlecht Element, eng Intention, wou et drëms geet, feststellen, dass d'Informatioun bewosst diffuséiert ginn ass, fir engem ze schueden, a wou also en onmittelbare Risiko besteet fir déi physesche oder psychesche Integritéit.

Als Strofe sinn do virgesinn: Prisong vun aacht Deeg bis sechs Méint an/oder eng Amende vun 251 bis 5.000 Euro. Da schafe mer och Circonstances aggravantes, bei Berufsjournaliste sinn déi virgesinn, à

même titre wéi bei Deputéierten, Agente vun der Force publique oder vulnerabele Persounen. Hei schwätze mir vu Strofe vun dräi Méint bis zwee Joer Prisong oder Amendé vu 5 (veuillez lire: 500) bis 10.000 Euro.

De fénnefte Punkt – ech komme geschwënn zum Schluss, Här President –: d'Erweiterung vum Champ d'application vun der Enquête ënner Pseudonym. De Gesetzestext erweidert d'Méiglechkeeten, fir Enquêtes ënner Pseudonym am Kader vun enger Justizprozedur ze maachen. Dëst betrëfft all Criminen oder Delikter, déi via elektronesch Kommunikatioun gemaach ginn.

Dës Dispositioun fir ze enquêtéiere gëllt awer – ech betounen et ausdrécklech hei –, déi gëllt awer nëmmen am Fall vun enger Flagrance, vun enger Enquête préliminaire oder der Instruction préparatoire, an dat op Uweisung vum Untersuchungsrichter. Bis ewell war déi Prozedur just méiglech am Fall vun Infractionen, wann et ëm d'Staatssécherheet, Terrorismus oder Finanzement vum Terrorismus gaangen ass.

Mat dese Punkte bessere mir haut eise Code pénal an d'Prozedur no, fir se un déi haiteg Gegebenheiten unzupassen um Niveau vun den Untersuchungsméiglechkeeten an dem Schutz vun de Journalisten a vun de Forces de l'ordre.

Ech ginn den Accord vun der gréngeger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, ech fänken och u mat engem Merci un eisen Dauerrapporteur vun der Commission de la Justice, deen eis elo e ganz flotte Projet hei virgestallt huet, deem mir natierlech wäerten eis Zoustëmmung ginn. Mir kënnen eis och alleguerten dron erënneren, wat während deenen ominéisen Demonstratiounen alles virgefall ass, vun Attacken, Aggressiounen géint d'Forces de l'ordre, géint Journalisten, zum Deel och géint Politiker, eppes, wat mir nëmme kënnen heftegst verurteilen! A mir musse wierklech soen, datt mer dese Projet – an dat kënnt jo net ëmmer vir, wann et sech ëm e Projet vun der Regierung handelt – awer mat grousser Begeescherung kënnen stëmmen, well sech och do eng Rei vu Fuerderunge vun der CSV erëmfannen, déi notamment och mäi Kollege Leo Gloden eng Rei vu Kéieren op deser Plaz an och op anere formuléiert huet.

Dëst ass e gudden Text, deen och wäert derzou bäidroen, datt d'Forces de l'ordre, déi et souwisou net ëmmer einfach hunn, hei weesentlech besser geschützt ginn, datt och Sanktiounen an d'Luucht gesat ginn, well dat dote sinn net Bagatellen, wann ee géint d'Forces de l'ordre virgeet. Et ass och wichtig, datt d'Journalisten hei geschützt sinn, och iwwregens d'Politiker. An duerfir kënnen mir just nëmmen eis Zoustëmmung zu diesem wichtege Gesetz ginn.

Mme Octavie Modert (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, iwwert déi lescht Jore gouf et vill Polemik ronderëm d'Demonstratiounen hei am Land. Deels hate sech och hei am Haus Persounen op d'Säit vun deene Manifestante gestallt,

déi gemengt hunn, hirer Meenung mat Kaméidi a Krawall mussen Ausdrock ze verleen. Duerfir géif ech am Virfeld zwou Saache gäre festhalen. Éischstens, den Artikel 23 vun eiser Verfassung: „La liberté de manifester ses opinions et la liberté de la presse sont garanties, hormis les infractions commises à l'occasion de l'exercice de ces libertés.“ An zweetens, den Artikel 25 vun der Verfassung: „Toute personne a le droit, dans le respect de la loi, à la liberté de réunion pacifique.“

Mir erënneren eis all ganz gutt un déi Biller, déi nom 4. Dezember 2021 hei an och am Ausland duerch d'Press gaange sinn: 2.000 opgewullt Demonstranten an e grouse Block dovunner, dee sech mat Gewalt Accès op de Stater Chrëschtmaart verschafft huet, fir dann do tèschent de Gäscht an de Familljen – deelweis mat Kanner – gewalttätig an aggressiv ze manifestéieren. Dobäi ass et leider net bliwwen: Gewalttätig Demonstratiounen uechtert d'Stad, Piquete viru Privathaiser, Ugrëff op Membere vun der Police a Leit, déi do deels hir Kanner derbäi haten an esou net just sech selwer, mee och hir Klengst deser Gewalt ausgesat gesinn hunn.

Iwwert déi lescht Jore kouw et ëmmer méi oft zu esou aggressiven Ausschreitungen. Casseure vun hei, mee och aus dem Ausland, stoussen zu friddlechen Demonstratiounen derzou, fir vun der Geleeënheet ze profitéieren, Onrou ze stëften, gewalttätig ze ginn a fir kierperlech Gewalt auszeüben géint jiddereen, dee sech hinnen an de Wee stellt.

Och d'Bezirksgeriicht aus der Stad an den Ieweschte Gerichtshaff hunn an hiren Avisen zu diesem Projet drop opmierksam gemaach, dass se ëmmer méi mat esou Verhalensweise konfrontéiert sinn. D'Membere vun der Police, Ambulancierien, Leit, déi do sinn, fir eis ze hëllefen, wa mir si am dréngendste brauchen, gi méttlerweil deels am Asaz aggresséiert an ugegraff. Och Journaliste geroden ëmmer méi an de Collimateur vun diesem Behuelen.

Här President, Léif Kolleginnen a Kollegeen, dat kann net sinn a mir kënnen dat an eiser Gesellschaft net toleréieren a scho guer net akzeptéieren!

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Mat diesem Gesetz – an den Här Rapporteur huet et a sengem Rapport am Detail explizéiert, an ech soen ëm dofir och nach eng Kéier Merci –, gëtt kengem d'Recht geholl, dierfen ze manifestéieren. Dat ass e fundamentaalt Recht!

An der ganzer Debat muss och kloer gesot ginn, dass de Gros vun de Leit meeschtens friddlech demonstréiert a sech näischt zeschole komme léisst.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Jo, et gouf och déi – mee et gouf eeben och déi aner! Aggressioun a Gewalt dierfen ni d'Äntwert sinn, esou e Behuele muss ënnerbonnen a virun allem och vermidde ginn! Dofir ass et wichtig, dass mat diesem Text des Faiten och méi schnell a méi staark bestrooft kënnen ginn. An et ass och wichtig, dass esou Saache wéi notamment den Doxing ënnerbonne ginn. Et dierfen net einfach esou privat Donnéeën vu Leit circuléiere mam Zil, des Leit ënner Drock ze setzen, ze harceléieren oder, schlëmmer nach, si esou eeschthaf a Gefor ze bréngen. Rebellioun, Gewalt an Aggressioun muss kënnen konsequent ënnerbonnen oder bestrooft ginn, fir d'Sécherheet vum öffentliche Raum a fir d'Sécherheet vun deene Mënschen, déi hei liewen.

Och d'Enquête ënnert engem Pseudonym am digitale Raum ass eng wichtig Avancée an diesem Kontext. Gewalt féinnt net méi just dobausse statt, mee se fänkt hautdesdaags oft schon am digitale Raum

un. Och hei ass et wichtig, anzegräifen, ze reagéieren a virun allem – an dat gëllt och fir den öffentliche Raum – ze sensibiliséieren, fir dass mir och an Zukunft eis Problemer zesummen am Dialog an net duerch Gewalt kënnen léisen. Dofir ass desen Text wichtig, en erlaabt et, besser kënnen anzegräifen, wann et néideg ass, dëst am Sënn vum Schutz vun alleguerten de Leit.

Dofir soen ech Iech och elo Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Knaff Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Virop jo och dem Rapporteur merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Bon, de Projet, dee mer haut stëmmen, et ass viru schon ugeklongen, ass eng Reaktioun op d'Manifestatiounen an d'Ausschreitungen am Kader vun der Covidpandemie. An et ass awer schon eng kleng Reformchen, déi mer maachen, well effektiv gréisser Ännerungen – notament Verschäerfungen – stattfannen am Kader vun eise Code pénal.

Bon, d'Pandemie ass eriwuer, mir kucken no vir. An awer kucke mer haut kuerz no hannen an awer och erëm eng Kéier an d'Zukunft am Kader, wou nei Ausschreitunge géife stattfannen. An awer huet een och nach e bëssen e Bléck op déi Biller, déi rezenterweis och a Frankräich geschitt sinn am Kader vun den Ausschreitungen.

Ech mengen, et ass u sech, et misst een hei soen, traureg, wann ee Gesetzestexter muss upassen an och verschäerfe muss weinst Ausschreitungen, an dat an enger Period, wou effektiv Mesüeren, staatlech Mesüeren, Covidmesüeren ..., wou gewaltsam vun enger Minoritéit ausgedroe goufen. An do gouf et natierlech och Iwwergrëffer op Polizisten an och op öffentliche Persounen. An ech mengen, dass effektiv dat stattfont huet während enger Zäit, wou mer alleguerten zesummestoungen. A mir hunn och matkrit, dass am Mee, also ganz rezent, och an deem Kontext véier Männer vum Bezirksgeriicht hei an der Staat verurteilt goufen.

Vill Manifestatiounen sinn am Ufank friddlech verlaf, sou wéi d'Marche blanche. Et sinn der awer och verschidder, déi sinn eskaléiert an et ass zu Iwwergrëffer komm, an ech mengen, dass een dat ganz kloer net dierf dulden! A mat deem Gesetz, dat mer haut hei stëmmen, gi mer och do e kloer Message: Also, d'Manifestatiounsrecht ass sécher e fundamentaalt Recht, dat an eiser Verfassung och nach weiderhi verankert ass, mee dat Recht gëtt kee Recht op Gewalt an op Aggressivitéit. All Bierger dierf op d'Strooss goen a säin Onmutt friddlech géint eng Decisioun effektiv ausdrécken. Dat ass och gutt esou, dat ass och wichtig esou. Mee doduerch dierf dann och d'Sécherheet vun de Forces de l'ordre, vun de professionelle Journalisten an och vu Persounen, déi en öffentliche Charakter hunn, net op d'Spill gesat ginn an och déi muss geschützt ginn. A mir mussen awer och, mengen ech, eis agestoen, dass déi Ausschreitungen ënnert där Form, wéi se och stattfont hunn, an deem Ausmooss en neit Phenomeen waren hei zu Lëtzebuerg an déi och d'Police virun eng ganz Rei Erausforderunge gestallt hunn an déi si och, mengen ech, mat Brio och gemeinschert hunn.

De Rapporteur ass viru dron och drop agaangen, och mäi Virriedner: En neit strofbaart Verhale gëtt agefouert, den Doxing, Cyberharcèlement, den Drock, deen iwwer Internet och ausgeübt ka ginn. An och

hei, mengen ech, e ganz kloer Message, dee mer vis-à-vis vun esou engem neie Phenomeen hei ginn, andeems en och kloer strofbar gëtt, well eng nei Form vu Mise en danger d'autrui och deementspriedend hei stattfënt.

Ech mengen, dass et wichteg ass, d'Sécherheet vun alle Membere vun eiser Gesellschaft ze garantéieren, ob si en ëffentlecht Amt ausüben oder net. Mee de Message no bausse muss sinn, dass eis Forces de l'ordre, eis professionell Journalisten an och Politiker Mënsche wéi och all anerer sinn an dass si wéinst hirer Fonctioun, déi se ausüben, absolutt kee Fräiwëld sinn, dat ouni Rücksicht op hir Persoun oder hiert Ëmfeld belästegt respektiv ugegraff ka ginn.

An dofir droe mer och als LSAP-Fraktioun dëst Gesetz mat, dat zu enger Verschäerfung och vum Code pénal bäidréit. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dat hei ass jo och e ganz wichteg Gesetz. Ech mengen, do si mer eis alleguer eens, well et ass ganz kloer – an ech wëll dee Message och hei däitlech ënnersträchen –, dat et fir eis net a Fro kënn, dat kann op Poliziste gespaut ginn, dat ka mat Steng geheit ginn, oder esou änlech Saachen, wéi se hei beschriwwen gi sinn. Den Här Margue huet eis dat gutt erkläert. Dofir och e grouse Merci. Also, d'ADR dréit dat hei mat!

Ech wollt eigentlech och guer net vill doriwwer schwätzen, well et u sech eng Selbstverständlechkeet ass, dass eis Force de l'ordre, ëffentlech Autoritéiten an esou weider, geschützt ginn. A wa mer Lacunne feststellen, da muss mer natierlech kucken, dass mer déi compléieren. Also u sech, och am Licht vun deem, wat elo a Frankräich geschitt ass an esou weider, sinn dat hei leider, muss ee soen, sënnvoll Moossnamen, déi mer als Staat mussen huelen, fir den Ordre public kënnen oprechtzeerhalen.

Wat mech e bësse genéiert an deenen Diskussiounen – dofir wollt ech och elo awer e Wuert soen –, dat ass eigentlech, dass dat mat de Covidmanifestatiounen esou op eng relativ eesäiteg Manéier justifiéiert gëtt. Et sinn do Saache geschitt, déi ni hätten däre geschéien – loosst eis dat kloer soen. Ausschreidungen, wa Polizisten ugegraff ginn, an esou weider, dat ass net akzeptabel! Dat gëllt fir all Zort vu Manifestatioun, och fir déi Covidmanifestatiounen.

Mee et feelt eng Introspektioun. Ech hätt geduecht, elo, awer e Joer oder méi no de Faiten, wär d'Regierung awer kapabel fir ze soen, oder déi Parteien, dass si och vläicht e bësse wäit gaange sinn! Dat justifiéiert net d'Gewalt, déi do geschitt ass, mee et misst ee sech awer vläicht och iwwerleeën, ob net en Drock ausgeübt ginn ass, deen net gutt war fir eis Gesellschaft; 2G, wat Leit ausgeschloss huet aus der Gesellschaft, wat Verschiddener an eng ekonomesch Noutsituatioun gedréckt huet. Oder wou mer haut wëssen, dass déi Niewewierkung vun den Impfstoffer, dass dat keng Halluzinatioun war, déi déi Leit do haten. Mee dat ware reell Faiten.

Haut si mer mat de Konsequenze konfrontéiert. Also déi Ängschten, déi Verschiddener deemools haten, fir manifestéieren ze goen, d'Integritéit vun hirem Kierper. Dat huet sech haut als richteg erausgestallt! An trotzdem héiere mer net vun der Regierung: „Jo, mir si vläicht e bësse wäit gaang an deem Drock, dee mer op d'Leit ausgeübt hunn, fir se praktesch awer ze zwängen, och ouni legal Basis, fir sech impfen ze loosser, sous peine vun ekonomesche Konsequenzen

an ouni Rücksicht op déi Leit, déi awer Ängscht hate virun deenen Impfstoffer, déi hinnen offréiert goufen.“ A wéi gesot, eng Rei vun deenen Ängschten huet sech elo leider confirméiert.

Eis Approche ass, mengen ech, ëmmer eng gewiescht an där ganzer Diskussioun – si ass et haut nach – vu grousser Moderatioun, an einfach vu Respekt virun de Positiounen vun deenen engen an deenen aneren.

Ech mengen, et kann net sinn, an där Situatioun, wéi mer se haten, dass Leit esou bewosst vun enger Regierung marginaliséiert ginn, wéi et deemools geschitt ass.

An op där anerer Säit kann et net sinn, dass Leit an Demonstratiounen Gewalt benotzen.

Déi zwou Saache mussen richteg sinn. Et muss een openeen duerkommen. Mir brauchen e Klima vu géigesäiteger Toleranz a géigesäitegem Respekt an der Gesellschaft! An, ech mengen, dat Element huet mer bis elo an der Diskussioun gefeelt.

Ech wëll och soen, dass mer eppes aneres mussen opschaffen. Dat ass och, wéi d'Regierung selwer mat dem Phenomeen vun de Manifestatiounen ëmgaangen ass. Et ass net vergiess, well et huet mech déif schockéiert – ech muss Iech dat soen –, dass eng Demonstratioun vu majoritär ..., 90 %, 95 %, ech weess et net, wou e puer Leit derbäi waren, déi Exzesser gemaach hunn, confinéiert gouf an enger Avenue an der Stad, wou Leit stonnelaang, och eeler Leit, an der Keelt stoungen, ouni kënnen op eng Toilette ze goen.

(Interruption)

Dat steet och net am Policegesetz. Et steet net do! A mir hätte gär, wa mer esou vill vu Rechtsstaat schwätzen – hei, mir hunn iwwer de JU-CHA geschwat, mir hunn iwwer aner Saachen hei geschwat, an all Riedner, ma et ass jo och gutt, dass mer dat maachen, insistéiert op de Respekt vun Rechtsstaat –, da muss mer och déi rechtsstaatlech Manéieren huelen, déi am Policegesetz stinn, fir mat enger Manifestatioun ëmzegoen. A mir kënnen net eppes erfannen, wat um Niveau vun Diktature ronderëm d'Welt ass, fir Leit op enger Strooss stoen ze loosser. Nee, dat geet net!

(Interruptions)

Et geet net! An et ass gutt, dass dat hei am Parlament gesot gëtt: Et kann een net eeler Leit stonnelaang ouni Toilette an enger Strooss stoe loosser, wou se net erauskommen!

(Interruption)

Dat geet net!

Also, wéi gesot, eis Approche ass eng ganz kloer: Mir kritiséieren déi Gewalt, déi gemaach ginn ass, awer mir kritiséieren och déi Politik vun der Regierung – eng aktiv Intoleranz, déi do bedriwwen ginn ass.

E lescht Wuert wëll ech awer och soen. Dat ass, dass déi Diskussiounen net eriwwer sinn. Et wonnert eis elo, wou déi Pandemie och endlech offiziell hei op en Enn komm ass, dass mer erkläert hunn am leschte Gesetz, dass dat eriwwer ass. Et ass héich Zäit ginn, dass dat erkläert ginn ass. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech och. Mir hunn et laang gefuerdert.

Mee mir wëllen awer och soen, dass nach ëmmer déi selwecht Regierung en Dossier huet – e Projet de loi, d'Madamm Tanson huet deen ausgeschafft – iwwer eng Impfflicht am Covid, wou mer awer elo gesinn, wou d'Problemer leie mat deenen Impfstoffer – massiv. Et gëtt Zäit, dass och dee Projet de loi an den Tirang geluecht gëtt, wou en ni méi opdaucht! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen ..., nee, d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir de Rapport. Jo, wéi am Exposé des motifs betount, ass dese Projet de loi an enger éischer Linn e Resultat vun de Virfäll ronderëm d'Demonstratiounen géint d'sanitär Moossname während der Pandemie. Virfäll, vun deene mir eis kloer distanzéieren.

De Projet de loi viséiert dowéinst ënner anerem, d'Strofe wéinst Rebellioun eropzesetzen. Während ee beispillsweis aktuell fir Rebellioun ouni eng Waff tëscht aacht Deeg a sechs Méint Prisong riskéiert, ass elo virgesinn, d'Maximalstrof heifir op zwee Joer eropzesetzen.

Dëst huet ënner anerem zur Konsequenz, dass e Riichter e Mandat de dépôt géint eng Persoun erlosse kéint, déi wéinst Rebellioun ouni eng Waff festgeholl gouf, sous condition, dass eng Fluchtgefor besteet, dass Beweiser vertuscht kéinte ginn an dass e Risiko besteet, dass déi ugekote Persoun weider Strofdote begeet.

Här President, et stëmmt, dass d'Demonstrationsrecht, esou fundamental wichteg et och ass fir eng Gesellschaft, keen absolutt Recht ass, dat et enger erlaabt, alles ze maachen, wat ee wëll. An natierlech muss een et zesumme mat den Iwwerleeungen zur ëffentlecher Sécherheet an zu anere Rechter betruechten. Trotzdem gesi mir dëst Objektiv vun enger Verschäerfung vun de Strofe wéinst Rebellioun ganz kritesch, grad well als eenzeg Motivatioun d'Argument vum Mandat de dépôt ugeféiert gëtt.

Et muss ee bedenken, dass d'Gerichter d'materiell Element vun der Rebellioun extreem breet definéieren. Dat bréngt mat sech, dass och Handlungen, wou et net emol zu engem Kontakt tëscht engem Demonstrant an engem Beamte kënn, als Rebellioun qualifizéiert kënne ginn, soubal eeben d'Handele vun Demonstrant de Beamten dorunner hënnert, seng Aufgab auszuféieren. Grad am Kader vun Demonstratiounen vun Aktivisten an Aktivistinnen, déi ouni iergend eng Intentioun vu Gewalt handeln, mee sech beispillsweis nëmmen un iergenden Objet pechen, si mir also séier bei der Infractioun vun der Rebellioun.

Ech mengen, ech sinn net dat Eenzeg heibannen, dass schon dacks op Klimamanifestatiounen, Friddensmanifestatiounen, Mënscherechtsmanifestatiounen an esou weider war. An et kommen der nach a mir wäerte weiderhin op d'Strooss goen.

Et muss een an deem Kontext soen, dass vill Leit sech muechtlos spiere vis-à-vis vun deenen enormen Erausforderungen, virun deene mir stinn. De Klimawandel gëtt net konsequent genuch bekämpft a Mënscherechtsviolatiounen gi weiderhin a Kaf geholl. Virun deem Hannergrond si Leit tentéiert, well se sech muechtlos spieren a keng Hoffnung méi hunn. An ech versti se, sech un de Buedem ze pechen, Stroossen ze blockéieren oder eventuell neie Stroossebau ze blockéieren.

Wéi och an den Avisé vum Conseil d'État a vum Conseil de l'ordre gutt duergeluecht, kann awer elo e strikt Applizéiere vun deenen Texter, wann dann elo d'Strofen eropgesat solle ginn, zu enger Limitéierung vun Demonstrationsrecht féieren, well eeben hei elo d'Dier vun engem Mandat de dépôt géint des Persoun opgemaach gëtt.

Här President, d'Demonstrationsrecht, dat mat dem Recht op d'Äusserung vun engem senger Meinung verwuerzelt ass, ass e grondleeënde Bestanddeel vun

demokratische Gesellschaften a spillt eng wicteg Roll bei der Förderung vum soziale Wandel. D'Demonstrationsrecht gëtt nämlech beispillsweis all Persoun, iwwer de gesamte politesche Spektrum ewech, d'Méiglechkeet, eng Regierung an d'Verantwortung ze zéien, existéierend Ongerechtegkeeten unzepzangen an d'Bewosstsi fir Problemer ze schäerfen. Geneesou erlaben Demonstratioune Minoritéiten, Aktivistinnen an Aktivistinnen, souwéi Bierger a Biergerinnen, fir op politesch Sujeten opmierksam ze maachen, déi anerefalls eventuell ignoréiert gi wieren.

Wann ech un all déi grouss Erausforderungen denken, virun deene mir stinn, dann denken ech, datt mir en ëmsou méi staarkt Demonstrationsrecht brauchen! An dësem Hibleck kënnen mir d'Objektiv vun der Verschäerfung vun de Strofe fir d'Rebellioun net matdroen. Merci awer fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et elo um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudden schréfflechen a mëndleche Rapport. Sécherlech ass dat heiten e bësse méi e komplizéiert Thema. Et huet mat de Coronademonstratioune ugefaangen. Déi eng fannen d'Motiver, déi d'Demonstranten deemools haten, gutt, déi aner fanne se net esou gutt. Mee trotzdem, egal wéi eng Motiver een huet a wéi eng gutt Absichten ee vläicht huet, ass et awer net ze toleréieren, dass eis Polizisten ugespaut ginn, grad mat der Bemierkung: „Hei, ech ginn der de Corona weider!“

Ech verstinn do och meng Virriedner net, dass een dat kann iergendwéi schéischwätzen. Dofir muss mer déi Gesetzer upassen. Et kann och net sinn, dass Privatadressen oder soss Informatiounen vu Politiker a Journalisten dobaussen zirkuléieren, gepost ginn, mat deem eenzege Resultat, net fir hinnen eng Blumm ze schécken, eng Freed ze maachen, mee fir se einfach scho quasi ze bedroen an ze soen: „Wann s du elo net ophäls, deng politesch Vue“, déi demokratisch awer legitiméiert ass, „ze vertrieben, da kucke mer emol, dass deng Adress iwwerall ronderëm geet, a vläicht kënt eng Kéier ee bei dech heem, deen net esou frëndlech gesénnt ass.“ An dofir ass et gutt, dass mer dat eng Kéier an dësem Gesetz klarifiéieren, dass dat eeben déi Punkte sinn, déi net ginn. Well fir eis gëtt hei net d'Demonstrationsrecht ausgehiewelt, et gëtt just besser encadréiert fir eeben déi Leit, déi Polizisten, déi mussen um Terrain aktiv sinn.

An et ass virun ugeschwat ginn: Et sinn och heiansdo Casseuren, déi eeben nun emol aus dem Ausland heihinner kommen. An do brauch eis Police eng Handhab. Déi kënnen net einfach dostoen an hinnen de Fanger weisen. Nee, déi brauche Gesetzer, déi brauche ganz kloer hir Moyenen, fir kënnen dergéint virzegoen.

Dofir wäerte mir dat heiten och haut matstëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet fir d'ëischt d'Wuert un den Här Roy Reding. Duerno kritt d'Madamm Oberweis nach eng Kéier d'Wuert.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, merci, Här President. Ech konnt d'Begeeschterung vun der CSV, fir d'Gesetz hei matzestëmmen, novollzéien. D'CSV war ëmmer begeeschtert, fir d'Propositionen vun der Regierung nach ze iwwertreffen, wann et ëm Mesüre gaangen ass, déi d'Fräiheet ageschränkt hunn an der Coronazäit.

Une voix | O!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Wat mer hei erliewen, ass en typesche Framing. Fir d'ëischt gëtt geschwat vu Kaméidi a Krawall, vu Gewalttätigkeeten, vu Casseuren, an domadder justifiéiere mer dann déi Texter hei.

De Fakt ass, datt do Dausende vu Leit friddlech manifestéiert hunn, an dat ass d'Recht op Manifestatioun. Jo, et gëtt kee Recht op Gewalt, mee et gëtt awer e Recht op Manifestatioun! An dat gouf massiv – massivst! – ageschränkt.

1999 ass e Pensionsregimmwiessel gestëmmt ginn an der Chamber. Deemools huet d'Chamber um Knuedler siegéiert. Dausende vun opbruechten Demonstranten waren do an hunn – déi Kollegen, déi deemools schonn an der Chamber waren, kënnen sech warscheinlech erënneren – mat Tomaten an Eeër op d'Deputéiert gehäit. Déi hu misse geschützt gi vun der Police mat Prabbelien.

(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Just bei e puer Politiker, wann déi laanscht komm sinn – nämlech déi vu 5/6 Pensioun fir jiddereen – ass aus de Polizisten e Staatsbeamte ginn a se hunn de Prabbeli zougemaach. An Dir kënt Iech bestëmmt erënneren, Här Di Bartolomeo, datt zum Beispill den Här Gibéryen oder den Här Mehlen an d'Chamber komm si wéi eng eenzeg Omlett.

Dat war net schéin. Mee mäi Gott, et war eeben e bësselchen eng Demonstratioun, déi aus dem Rudder gelaf ass. Déi, vun där Dir elo schwätzt, jo, do sinn e puer Eeër geworf ginn, net op e Mënsch, mee op eng Fassad. Ech soen net, dass ech dat gutt fannen, absolut net!

Une voix | Mee ...

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, mee! Mee kommt, mir loosse déi Saach dann emol e bëssen an hirem Kontext. All déi Mesüeren, déi hei gemaach ginn, gi gemaach fir zukünfteg Aschränkungen vun der Manifestationsfräiheet. Mir setzen d'Strof vu Rebellioun erop vu sechs Méint op zwee Joer, obwuel, wéi richtig gesot ginn ass vun der Madamm Oberweis, dat ganz schwéier ze faassen ass, weini dass eng Rebellioun eng Rebellioun ass. An dat dote mécht d'Dier op, datt muer Mandat-de-dépôté kënnen géint Demonstranten erlooss ginn.

Géint d'Späizen op Mënsche si mer alleguerten. Ech wëll vu kengem bespaut ginn an ech wëll och kee bespäizen. Wann et nëmme dee Punkt wier, géif ech dee matstëmmen.

Da komme mer bei d'Menace d'attentat: „Toute personne ayant diffusé ou répandu des substances“. Da gëtt dat souguer bestrooft, wann déi och nëmme d'Crainte gehat hätt, et hätt kënnen eppes sinn! „Ech hat d'Crainte, datt dat Waasser a Wierklechkeet atomar verseucht war, also gëss du elo bestrooft!“ A wéi ass et mat deenen Demonstranten, déi besprutz gi si beim Exercice vun hirer Fräiheet fir ze manifestéieren? Ass dat net eng Diffusion de substances et de liquides?

An dann déi zwou schlëmmste Saachen. Also, Doxing, dat ass jo d'Lex Reding, déi hei gestëmmt gëtt, dat ass, well ech jo eng Kéier public gemaach hunn, wéi e Journalist mir eng Ufro gestallt hat. An ech hunn näischt aneres gemaach wéi e Copier-coller vu sengem Bréif an deen diffuséiert. Ech hunn dee Moment net gesinn, datt do eng Telefonsnummer dra war. Dat beweist, wéi idiotesch déi doten Infractioun ass. Well wéi wëlls de engem Mënsch nowiesen, datt en „intentionnellement“ engem seng Nummer erausginn huet, fir datt deem soll eppes geschéien? An dat war guer net meng Intentioun. Ech wollt just weisen, mat wat fir enge journalistesche Methoden

d'„Tageblatt“ géif operéieren. An duerfir hunn ech en toute transparence déi Ufro an och d'Antwort op déi Ufro publizéiert. Haut wier ech dann also strofbar mat bis zu zwee Joer, wa mer eng Intentioun géif nogewise ginn, datt ech hätt wëllen engem schueden, wat bestëmmt net de Fall war.

An da komme mer bei dat Allerschlämmst, dat ass d'Enquête sous pseudonyme. Et ass richtig gesot gi vum Rapporteur: Bis elo gëtt et dat just bei Infractiounen géint d'Sécherheet vum Staat, bei den Akte vun Terrorismus a vu Finanzéierung vun Terrorismus. An an deene Fäll kann ech dat och duerchaus novollzéien. Dat ass gutt, datt et dat gëtt, géint esou héich Krimineller muss ee kënnen virgoen.

Mee elo kann eng Enquête sous pseudonyme gemaach ginn – dat heescht, iergendee kontaktéiert Iech mat engem falschen Numm, ënner „Vorspiegelung falscher Tatsachen“, iwwer Facebook, iwwer Messenger, iwwer WhatsApp, wat och ëmmer –, souguer am Kader vun enger Enquête préliminaire. Ma dat ass Phishing, dat doten! Dat doten ass e Moyen, fir sech anzuschleisen a sozial Reseauen. Et ass alt nees eng Kéier e Moyen, fir déi sozial Reseauen ze ënnergriewen.

Dat Gesetz hei ass liberticide. An duerfir wäert Liberté – Fräiheet! – ganz bestëmmt dergéint stëmmen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Roy Reding. An dann hat d'Madamm Oberweis nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech sinn obligéiert, eppes richtegzustellen, well ee jo hei ëmmer erëm Saachen an de Mond geluecht kritt, déi net stëmmen. An et ass jo net, wéi wann eis Aarbecht net schonn ustrendend genuch wär des Woch! Mee da muss ech dat och elo nach maachen.

Ech krut vum Riedner vun de Piraten gesot, ech géif Virfäll schéischwätzen, an notament déi Virfäll, wou Polizisten ugespaut gi sinn. Dat hunn ech net gemaach. Meng Wiederer ware ganz kloer, dass mer eis vun deene Virfäll kloer distanzéieren. Dat ware meng Wiederer. Ech hunn dat also net schéigeschwat.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Justizministeresch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci Iech alleguerte fir déi Diskussioun, quitte dass ech mech heiansdo gefrot hunn, iwwer wat mer elo grad géifen diskutéieren. Ech versti jo, dass den Ausléiser heivunner Erfahrungswärter waren, déi gemaach gi sinn am Kader vun de Manifestatiounen, déi nun emol stattfonnt hu ronderëm déi ganz Pandemie-situatioun, wéi mer se kannst hunn.

Dat ass awer just den Declencheur heivunner, an hei geet et net drëm, eng Covidsituatioun ze reegelen. Hei geet et drëm, déi Experienze, déi gemaach goufen, wou d'Police um Terrain, d'Autorités de poursuite festgestallt hunn: „Do si Mankoer, do muss mer besser Moyene kréien, fir esou Situatiounen ze evitéieren“, heiduerch ze redresséieren.

An ech hunn awer d'Impressioun, wann ech hei verschiddene Leit nolauschteren, an wier vergiess ginn, a wéi enger Situatioun mer dee Moment waren. Et si jo verschiddene Leit, déi schwätzen hei immens gär iwwer Kriminalitéit a wéi geféierlech et am Moment zu Lëtzebuerg war.

Ech ka mech do u Samschdeger erënneren, do hunn d'Familije sech net méi getraut, an d'Stad ze goen, ...

(Interruption)

... well Casseuren de Chrëschtmaart gestiermt hunn, well se do Familljen Angscht gemaach hunn, well et wirklech net méi an enger Situatioun war ... Ech selwer sinn och net méi mat menge Kanner dee Moment an d'Stad gaangen. Ech hunn déi da mëttes doheem gelooss, well et einfach Situatioune waren, wou ee sech net méi sécher gespuert huet. An et ass awer normal, dass d'Police do hir Aarbecht mécht an do dergéint virgeet. A wa se dat net gemaach hätt a wa se dat lafe gelooss hätt, a wann dann déi Leit, déi hei Saache futti gemaach hunn an déi de Leit Angscht gemaach hunn, lafe gelooss gi wären a wann do net géigegesteiert gi wier, dann hätt ech awer grad déi selwecht gären héieren, déi elo fannen, do wär de Rechtsstaat mat Féiss getréppelt ginn! Zu engem Rechtsstaat gehéiert och, dass een, wann Infraktiounen geschéien, wa Gewalt ausgeübt gëtt, sech dat net gefale léisst! E Rechtsstaat huet och do kloer seng Limitten.

An ech muss awer och, „schmunzelen“ ass net dat richteg Wuert, well et deet mech net schmunzelen, wa grad hei de Verrieder vun der ADR seet, et misst een Toleranz a Respekt hunn. Dat géllt net just vis-à-vis vu Leit, déi eng aner Meenung hunn, wat de Covid ubelaangt. Dat géllt och vis-à-vis vun Homosexuellen!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat géllt och vis-à-vis vu queere Leit oder Transpersounen, déi Virlesunge maachen, an dat géllt och vis-à-vis vun Auslänner!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat ass net just Respekt an Toleranz vis-à-vis vu Mënschen, déi eng aner Meenung hunn. Ech verstinn, dass een zu deem Moment eng aner Meenung iwwert de Covid konnt hunn an zu där ganzer Situatioun, wéi se deemools war. Mir maachen elo hei net de Bilan iwwert d'Pandemie. Mir hunn eis esou vill déi ganzen Zäit beschäftegt dermat, wéi wäit mer kënne goen, andeem mer all d'Rechter vun all de Mënsche respektéieren, dat heescht, déi, déi wëllen alles maache fir ze evitéieren, dass se selwer krank ginn oder dass anerer krank ginn, an déi, déi der Meenung sinn, si bräichten dat net.

Mir hu permanent jongléiert téschent deenen zwee Rechter, déi et gëtt: d'Rechter vun deem engen op seng Fräiheet an d'Rechter vun der Allgemengheet op d'Gesondheet. An et gëtt net vill Länner an Europa, wou esou virsiichteg domadder ëmgaange ginn ass. Mir hu permanent ugepasst. Mir sinn och ëmmer erëm hei an d'Chamber komm. Mir hunn Erfahrung gezunn aus deem, wat gemaach ginn ass a wat net gemaach ginn ass.

Natierlech, mat deem Wësse vun haut hätt een nach Saache kënne besser oder aneschters maachen. Dat ass jo evident. Mee sur le moment gouf et zwar ganz vill Covidexperten, mee d'Wëssen doriwwer war awer relativ limitéiert. An ech fannen et einfach wichteg, dass een net d'Saache matenee vermëscht. Hei sinn Erfahrungen, déi gemaach gi sinn, wou mer eis Zäit gelooss hunn, wou mer net mat enger ziddereger Hand legiferéiert hunn, mee wou mer probéiert hunn, dass mer fir d'Police, wann esou Situatioune sech nach eng kéier stellen – an e Bléck iwwert d'Grenzen eraus weist, dass esou Situatioune sech ganz séier kënne stellen an engem Kontext, wou vill Krise sinn, wou d'Leit vill leiden ënner ville verschiddene Saachen, wou ganz séier kënne Declenchementer kommen –,

fir esou Situatioune op d'mannst dee richtege Kader ze setzen, fir dass eis Police kann hir Aarbecht maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | A mir hunn och eng Kontroll vun der Police iwwer eng IGP zum Beispill. An Dir wësst, mengen ech, genauou gutt wéi ech, dass déi och do hir Aarbecht an deem dote Kontext gemaach huet an och weider wäert maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech wollt reagéieren, Här President, well déi Taktik vun der Madamm Minister ass eng, déi ee relativ dacks erkennt. Dat ass, fir Kriticken, déi mir hunn op deem engen oder anere Punkt, einfach als Intoleranz wëllen ofzestempelen. Dat si mer net, mer hunn ni gesot, an ech géif absolut refuséieren, wann een dat géif soen, mir wäere géintwärtig homosexuelle Persounen intolerant. Esou eppes hu mir ni gesot!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir géifen et net maachen. Mir denken et net.

M. Sven Clement (Piraten) | Schwätzt mat Äre Parteikolleegen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hunn Homosexueller bei eis an der Partei.

(Interruption)

Déi sinn eis häerzlech wëllkomm. Dat ass net de Problem. De Problem ass, dass mir opmierksam maachen op politesch Fuerderunge vun engem Deel vun deene Bewegungen, déi gesellschaftspolitesch an dat Lager ze ziele sinn, wou aner Mënscherechter, notamment bei de Kanner, héchst problematesch Situatioune kënne provozéieren. An et sinn déi, déi mir kritiséieren.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et wär de Fändel.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dann ass et net fir ze soen, mir wiere géint Homosexueller ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dir kritiséiert d'Gläichberechtigung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... oder intolerant géintwärtig Homosexuellen. Nee, mir kritiséiere Saache wéi eng PMA avec tiers donateurs, wéi eng Leimutterschaft an esou weider, déi vun engem Deel vun deene Leit, vun deene militantesten, do gefuerdert ginn. An do stelle mir eis dergéint, aus guddem Grund.

Bei den Transpersounen, do ass et änlech. Wann d'Elteren decidéieren, fir dat ze maachen, well d'Elteren d'Erzéiungsrecht géintwärtig hire Kanner hunn, dann ass dat eng Saach. Mee mir wieren eis einfach géint eng fréi Sexualiséierung, well dat sinn oft ganz kleng Kanner. Mir denken, dass déi net am Alter sinn, fir domadder konfrontéiert ze ginn.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mir hunn eng Sexualitéit.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir kënnt eng aner Meenung hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... Dir kënnt eng aner Meenung hunn, mee an esou Dossiere betoune mir d'Recht vun den Elteren, hir

Kanner ze erzéien, a mir hätte gär eng altersgerecht Sexualopklärung.

Wa mir mengen, ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Iwwerhaupt keng!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... dass dat an esou Situatioune net erfëllt ass, da wiere mir eis dergéint an enger héiflecher Form.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

Mir kritiséieren dat, well mer mengen, dass an der Gesellschaft och d'Recht vun den Elteren an eng altersgerecht Sexualerzéiung wichteg sinn.

(Brouhaha)

En drëtten Punkt an deem Kontext, dee mer hei opgeworfen haten, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et ass dach elo gutt, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hu Parole après ministre! An dann, dee Punkt wëll ech och nach soen, deen drëtten Punkt, dee mer hei opgeworfen hate viru Kuerzem, deen ass eis och hei reprochéiert ginn, dat ass, dass mir der Meenung sinn, dass Institutioune vum Staat respektiv vun de Gemengen net solle fir Zwecker geholl gi fir zum Beispill militant Optrëtter vu Logoen, Fändelen. Do wiere mir eis och dergéint, well mir prinzipiell der Meenung sinn, dass d'Institutioune vum Staat a vun de Gemenge sollen neutral sinn an dass déi Meenungsverschiddenheeten, ...

(Brouhaha)

... an dass déi Meenungsverschiddenheeten zu deenen engen oder aneren Theeme sech sollten am politesche Spill, an deem Kader, an deenen Institutioune, auswierken, an net d'Institutioun selwer politiséieren.

Dat sinn déi dräi Punkten. Ech wollt dat kloerstellen. Ech weisen also zrëck, wat d'Madamm Minister hei gesot huet. Et gëtt keng Intoleranz op der Säit vun der ADR!

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Sven Clement nach d'Wuert gefrot.

Une voix | Wéi bei de Gréngen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll just eppes kloerstellen, nämlech, dass dat, wat mer elo grad heibannen héieren hunn, zumindest emol geflunkert, wann net souguer gelunn ass, well Membere vun där Partei, déi elo grad geschwat huet, wëlle mir als Papp verbidden, dass mäi Kand kann eng Virlesung vun enger Transpersoun besiche goen, well se sech eebe genau zu Esch géint d'effentlech Opféierung, d'effentlech Liesung, agesat hunn. Iwwregens sollt een da vläicht net vu Fräiheet schwätzen, wann ee wëllt op eemol anere Leit verbidden, mir, wéi ech mäin Erzéiungsrecht wëll ausüben. Mäi Kand wäert an enger faarweger Gesellschaft opwuessen, déi net schwaarz a wäiss ass. An och dat ass d'Fräiheet vun den Elteren, fir ze entscheiden, ob se mat hire Kanner op esou eng fräiwëlleg Veranstaltung ginn oder net.

An ech fannen et ganz dramatesch, wann hei esou gemaach gëtt, wéi wann d'Partei ganz tolerant

wär, wa se déi ass, déi am meeschten Haass ënnert deene Poste verdeelt huet. An ech wëll och drop hiweisen, wa mer hei vun Toleranz schwätzen: Deen Deputéierten, deen elo grad geschwat huet, war deen eenzeg Deputéierten, deen, wéi mer op der Facebook-Säit vun der Chamber eise Logo fir d'„Pride Week“ a Reeboufaarwen adaptéiert haten, sech do dergéint ausgeschwat huet. Ech mengen, dat seet ganz vill iwwer seng Vue vun Toleranz aus.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8015. Den Text steet am Document parlementaire 8015¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8015 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass bei 54 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen uegheoll.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8015 est adopté par 55 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mmes Cécile Hemmen, Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8215 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Da kéime mer elo bei de Projet de loi 8215, d'Ëmsetzung vu verschiddeenen Dispositiounen vun der Direktiv iwwert d'Preventioun géint d'Geldwäsch an d'Finanzierung vun Terrorismus. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet och hei elo den Dauerrapporteur fir haut, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Hei ass elo dee kierzte Rapport, deen ech fir haut nach um Programm hunn. Ech mengen, dat geet dann op mat der Mëttesstonn.

De Gesetzesprojet 8215, an deem reegele mer, am Gesetz vum 7. März 1980 iwwert d'Organisation judiciaire, déi noutwendeg Upassungen, fir eenzel Dispositiounen ëmzesetzen aus der Direktiv 2018/843, déi am Zesammenhang sti mat der Direktiv 2015/849 an 2009/138/CE.

De Projet 8215 gouf de 15. Mee dëst Joer vun der Justizministesch deposéiert. De Staatsrot huet en déi Woch drop, de 26. Mee, aviséiert. Den 28. Juni 2023 war en an der Justizkommissioun, de Rapporteur gouf bestëmmt an et goufen awer och dunn nach eng Serie Amendementer uegheoll.

Den Avis complémentaire vum Staatsrot krute mer den 11. Juli. Mir hunn eis an der Kommissioun den Dag drop domat befaasst an d'Amendements parlementaires uegheoll. Well de Staatsrot Gréng Luucht ginn huet zum Projet, gouf de 14. Juli de Rapport uegheoll.

Mir kruten nieft deenen zwee Aweise vum Staatsrot bis zur Redaktioun keng weider Avisen.

Et geet hei ëm een eenzeg Artikel. D'Problematik ass déi vun der Preventioun vu Finanzsystemer am Kader vum Blanchiment oder Finanzement vum Terrorismus, méi genee d'Rechtslag, wéi d'CRF, d'Cellule de renseignements financiers, international kann zesummeschaffen, also d'CRFen aus deene verschidde Länner, wéi déi international Zesummenaarbecht soll ausgesinn.

Am Artikel 74 (5) vum Gesetz vum 7. März 1980, an deem Artikel, schreiw mer elo am Paragraf 7: D'Ënnerscheeder an den nationale Gesetzer, wat d'Infrastrukturen betrëfft, behënneren net, dass d'CRF CRFen aus anere Länner vun der EU hëlleft, a schränke weeder den Austausch nach d'Disseminatioun, also d'Weiderleitung vun Informatiounen, nach de Gebrauch vun Informatiounen a Piëcen an.

Weider heescht et elo am Paragraf 9, drëtten Alinea: D'CRF kann d'Autorisatioun fir ze disseminéieren enger anerer CRF aus engem EU-Land net refuséieren, ausser dass déi Disseminatioun net an de Champ d'application vun der Bekämpfung vum Blanchiment oder dem Finanzement vun Terrorismus fält, oder dass déi Disseminatioun eng Enquête géif entravéieren, oder dass se géint fundamental Prinzipie géif verstouesse vun nationale Recht. All Refus muss motivéiert sinn, well et geet drëms, absolut d'Ausnamen ze limitéieren, wou d'Disseminatioun vun Informatiounen un auslännesch CRFen géif ageschränkt ginn.

Voilà, dat wär et schonns fir dee kleng Gesetze-projet. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An dann ass et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech maachen dat selwecht wéi den Här Gloden. Ech soen dem Rapporteur Merci an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech maachen et wéi meng Virriedner. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. A wéi maacht Dir et, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz anescht, Här President, ganz, ganz anescht! Well ech soen zwee Sätz. Deen éischten ass de Merci fir de Rapport an datt mer et matstëmmen.

Allerdéngs wëll ech awer och soen: ënner Virbehalt! Well dat heiten ass erëm ... Mir hate jo gëschter am Ufank iwwert den Ordre du jour geschwat a wéi mer hei schaffen. An et deet eis leed, datt an engem Projet, deen awer och hei rechtsstaatlech Prinzipie beféiert, mer esou schaffen! Datt mer hei musse liesen, datt den Avis vum Ordre des avocats, vum Barreau, vun de Gerichter, vun den Autorités judiciaires, ... also datt déi emol keng Zäit haten, fir Stellung ze huelen.

Et ass dat, wat eis leed deet, well mer mengen, datt awer an esou engem Dossier wéi deem hei et ganz wichteg wär, datt déi zoustänneg Autoritéiten awer wéinstens Zäit hätten, sech mam Dossier ze befaassen an eis hir Stellungnam matzedelen.

Gutt, et geet hei ëm wichteg Saachen, Financement du terrorisme an esou weider. Mir stëmme dat mat. Awer, wéi gesot, mir wollten awer ënnersträichen, datt dat doten an eisen Ae keng zefriddestellend legislativ Aarbecht ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur. Ech kann et ganz kuerz maachen: Mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, fir d'éischt emol alt nach eng Kéier e Merci dem Rapporteur fir dee Rapport hei. Bon, et muss een awer och preziséieren, dass et hei u sech drëms geet, sech ze conforméieren zur Direktiv, wou mer gesot kritt haten, dass d'Kommissioun der Meenung wär, si wier net korrekt transposéiert. Dat heescht, dat ass elo net en Dossier, deen elo ganz nei opgemaach gouf, mee wou mer e puer Punkte ganz liicht upassen. An et ass nun emol esou, dass mer och net ëmmer zu all Dossier en Avis kréien. Dat muss een och respektéieren. An hei war et awer wichteg, dat hu mer och am Aklang an an der Diskussioun mat der Justizkommissioun gemaach, dass mer dat heite géifen adresséieren, fir dem europäeschen Niveau gerecht ze ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8215. Den Text steet am Document parlementaire 8215⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8215 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty (par Mme Barbara Agostino) et Mme Lydie Polfer (par M. Pim Knaff) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7959 – Projet de loi portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

An da packe mer och nach de Moien de Projet de loi 7959 iwwert d'Afféiere vun enger juristescher Hëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An da wier et nach eng Kéier um honorabelen Här Charles Margue fir de Rapport. Här Margue wannechgelift.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Majo, da kierz mer d'Zäit vum Aperitif e weineg.

(Hilarité)

Ee Moment.

De Gesetzesprojet 7959, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, geet iwwert d'Assistance judiciaire. Et ass e wichtege Schrëtt fir e méi gerechten Zougang zur Justiz fir all Bierger. D'Recht, op Hëllef Recht ze kréien, gëtt gestärkt a gesetzlech verankert. Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, vu Chancëgläichheet viru Geriicht a vu Schutz vun de Grondrechter vun all Member vun eiser Gesellschaft. Et ass gutt, fir d'Vertrauen an d'Justiz ze ënnerstëtzen. Dat ass gutt fir de

Rechtsstaat an all seng Bierger. De Projet gëtt och um Terrain erwaart. Gutt, dass mer den Text haut kënne stëmme.

D'Justizministesch huet de Projet de 26. Januar 2022 der Kommissioun als Avant-projet de loi virgestallt an en de 27. Januar, deen Dag drop, deposéiert. De Staatsrot huet säin éischten Avis den 1. Juni 2023 ginn, den 21. hu mer den Avis an der Kommissioun analyséiert. Et waren dunn Amendement-parlementaire prett an déi hu mer uegholl an de Rapport gouf bestëmmt.

De Staatsrot huet en Avis complémentaire de 7. Juli formuléiert, wourop den 11. Juli d'Regierung, fir dorobber kënnen ze reagéieren, nach Amendements gouvernementaux gemaach huet. Doropshin huet de Staatsrot säin zweeten Avis complémentaire de 14. Juli uegholl a Gréng Luucht ginn. De Rapport war du fäerdeg fir de 17. Juli an der Kommissioun, wou mer en uegholl hunn.

Mir kruten nieft den dräi Avisa vum Staatsrot nach aacht Avisa: vun der Cour supérieure, dem Bezirksgeriicht aus der Stad, deenen dräi Friddensgeriichter vun Esch, aus der Stad a vun Dikrech, dem Parquet général an deem aus der Stad a vum Barreau. All hu se de Projet begréisst a seng Noutwendegkeet ënnerstrach. Merci un all d'Auteure fir déi nützlech Avisa.

Ëm wat geet et? Aktuell ass d'Assistance judiciaire duerch d'Gesetz vum 13. Juli 2015 relative à l'aide judiciaire gereegelt. D'Demandé fir Assistance judiciaire gi vum Bâtonnier traitéiert, zentral am Barreau an der Stad. Mat zéng Mataarbechter ass dat aktuell dee gréisste Service um Barreau. Mat dëser Reform kann een dervun ausgoen, dass dëse Service an Zukunft nach wäert wuessen.

D'Haaptobjektiv vun der Assistance judiciaire ass, deene Leit den Accès zur Justiz ze garantéieren, déi iwwer begrenzt finanziell Mëttele verfügen, fir d'Fraise vun enger Procédure judiciaire ze stemmen, also selwer bezuelen ze kënnen. D'Assistance judiciaire ass also e wichtege Outil, fir d'Chancëgläichheet vun de Bierger virun der Justiz hierzestellen.

D'Assistance judiciaire ka verschidde Fraise en charge huelen, wéi natierlech d'Affekotekäschten, awer och Fraise vun Expertis an, wann et noutwendeg ass, Iwwersetzungskäschten.

Fir vun der Assistance judiciaire ze profitéieren, muss een awer verschidde Krittären erfëllen, wat d'Finanzsituatioun ueget, ech sinn drop agaangen. D'Demande muss och motivéiert sinn. Mee de Bâtonnier ka se refuséieren, wann d'Chancë grouss sinn, dass d'Aktioun schlussendlech als net recevabel erkläert gëtt, oder wann déi Fraise, déi riskéieren ze entstoën, iwwerproportionéiert sinn zum But vun der Action en justice.

An do ass beim aktuelle Gesetz de Problem, dass deen, deen och nëmmen ee Cent méi wéi de REVIS kritt, vun der Assistance judiciaire ausgeschloss ass.

Mam Gesetz, dat mer haut stëmme, ännere mer dat. D'Beneficiairë vun der Assistance judiciaire si laut deem neien Text Personnes physiques mat begrenzte finanzielle Ressourcen. Och de Statut de résidence gëtt gekuckt. Donieft ginn am Artikel 2 nach aner Kategorie vu Beneficiairen opgezielt, dorënner Personnen, déi Affer sinn am Kader vun enger penaler Prozedur an déi sech als Partie civile constituéieren. Déi Persounen kënnen also Schuedenersatz froen.

Stellt Iech d'Situatioun nämlech vir, wou Dir manifest Affer sidd, Schued erlidden hutt, mee well Dir keen oder net genuch Geld hutt fir en Affekot, kënn Dir den Täter net fir Schuedenersatz usichen.

Am Gesetzesprojet gëtt et e ganz decisiven Ënnerschied mat der Situatioun vun haut. Dat ass, dass mer eng Staffellung aféieren. Nieft der Assistance totale wäert et an Zukunft eng Assistance partielle ginn, déi 50 % oder 25 % vun den Affekotenhonorairen an deenen anere Fraise méiglech mécht.

Den Artikel 5 determinéiert de Plaffong, ënnert deem d'Person eng Assistance judiciaire totale accordéiert kritt. Am Artikel 6 ass en Tablo, dee fir all Zesummesetzung vum Stot eng Valeur fixéiert, ënnert där een eng Assistance partielle vu 50 oder 25 % kann ufroen.

An da gi mer och dem Bâtonnier e gewëssene Spillraum, fir eng Situatioun ze appreciéieren, an eng Assistance judiciaire ka vum Bâtonnier accordéiert ginn, wann déi finanziell Konditiounen zwar gutt sinn, mee et awer seriö Grënn gëtt, déi sozialer, familiärer oder materieller Natur sinn an déi eng Assistance judiciaire rechtfertegen.

Och Personnen, déi vun enger Procédure de règlement collectif des dettes beneficiéieren, wéi am Gesetz vum 8. Januar 2013 iwwert d'Verschuldung festgehale ass, kënnen vum Bâtonnier eng Assistance judiciaire accordéiert kréien.

Wéi geet dat of? Et muss eng Konventioun gemaach ginn tëscht dem Beneficiaire an dem Affekot, deen den Dossier iwwerhëlt.

Bei der Assistance judiciaire zugonschte vu Mannerjärege wäert de Staat an Zukunft op de Recouvrement vun de Fraise bei den Eltere verzichten, dëst well dacks schwierig Familljesituatiounen an deene Fäll bestinn an esou e Recouvrement nach weider Spannunge kann ervirbréngen. An deem Kontext kann een awer och drop hiweisen, dass d'Recht op en Affekot fir Mineuren am Projet de loi iwwert de Jugendschutz, an der aktueller Fassung dovun, soll gestärkt ginn.

Nei ass dann och nach, dass d'Assistance judiciaire sech och am Kader vun enger Mediationsprozedur kann applizéieren. Dat war bis elo ausgeschloss. Ausser et géif aussergewéinlech Grënn dofir ginn, dierf de Beneficiaire maximal eng Kéier ufroen, fir den Affekot ze wiesselen.

Domadder hunn ech dat Weesentlechste zu dësem Gesetzesprojet gesot an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Charles Margue.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Fir unzefänken direkt e grouse Merci un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport.

Dëse Projet de loi war am Koalitiounsofkomme vun der aktueller Regierung virgesinn. An an den Ae vun der CSV-Fraktioun ass et e wichtege Gesetzesprojet, well bis elo stoungen d'Dispositiounen iwwert d'Assistance judiciaire oder, wéi een esou schéin op Däitsch seet, d'„Prozesskostenhilfe“, regroupéiert an engem eenzegen Artikel am Gesetz iwwert de Beruff vum Affekot.

Haut stëmme mir en eegent Gesetz fir dës wichtege finanziell Hëllef, vun där an Zukunft vill méi Leit profitéieren kënnen. Mir sinn haut an enger Situatioun, wou leider net jiddweree sech en Affekot leeschte kann. An engem Rechtsstaat ass et awer fundamental, fir all Bierger den Zougang zur Justiz ze garantéieren, a grad eeben och deene Leit, déi finanziell net esou gutt gestallt sinn.

Aktuell gëtt de REVIS als eenzege Krittär geholl fir ze bestëmmen, ob eng Persoun d'Assistance judiciaire accordéiert kritt oder net. Dëst ass awer méi wéi problematesch, well ganz vill Leit ginn duerch den aktuelle System vun dëser Hëllef ausgeschloss. Eng Persoun, déi och nëmmen e bësse méi wéi de REVIS verdéngt oder kritt, huet bis elo ni eng Hëllef vum Staat kritt, fir d'Prozesskäschten ze iwwerhuelen. An doduerjer kënn et dann och, dass ganz vill Leit, déi e bësse méi verdéngen, drop verzichten, fir eng Gerichtsprozedur ze lancéieren, well si sech et ganz einfach finanziell net leeschte kënnen. Dat ass an eisen Aen eng Situatioun, déi an engem Rechtsstaat net ze akzeptéieren ass a wou een entgéintsteiere muss.

An den Ae vun der CSV sinn déi aktuell Dispositionen a Besuch op d'Assistance judiciaire net méi zäitgeméis an et gouf wierklech Zäit, fir eppes ze änneren. Duerfir begrëisse mir och ausdrécklech de Gesetzesprojet vun haut. Mat dësem Projet gëtt d'Méiglechkeet geschaaft, dass och Leit, déi, wéi scho gesot, e bëssen iwwert dem REVIS leien, eng finanziell Hëllef kréie fir eng Gerichtsprozedur. Mir sinn dann am Kader vun der sougenannter „assistance judiciaire partielle“, déi agefouert gëtt.

Mir begrëissen och, dass d'Fraise vun enger Procédure de médiation, sief et judiciaire oder extrajudiciaire, an Zukunft iwwerholl ginn an dass och Mineure weiderhi kënnen dovunner profitéieren. E Mineur, deen en Affekot brauch, ka vun dëser Assistance judiciaire profitéieren, ouni dass d'finanziell Situatioun vu sengen Eltere gekuckt gëtt.

Mir begrëissen och, dass an Zukunft de Staat déi Suen, déi e virgestreckt huet, net méi wäert bei d'Elteren zrëckfroe goen, well de Problem ass, dass oft d'Relatioun zwëschen de Kanner an den Eltere schonn ugespaant ass, a wann dann nach eppes wéi dat heiten derbäikënn, dann dréit dat net onbedéngt derzou bäi, dass déi Relatioun an Zukunft besser gëtt.

Mir begrëissen och, dass verschidde prozedural Froe konkret am Text gekläert ginn an dass festgehale gëtt, wat vu Prestatiounen am Kader vun der Assistance judiciaire ka facturéiert ginn a wat net. Et ass fir eis e wichtige Text, deen d'Grondprinzipie vun eise Rechtsstaat stäerkt a ville Leit den Zougang zur Justiz garantéiere wäert, déi an anere Fäll d'Bengele bei d'Tromm gehäit hätten.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Adehm villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg kann houfreg sinn op e staarke Rechtsstaat, e Rechtsstaat, wou zanter 1995 och Persoune mat Revenuen an Héicht vum REVIS iwwer eng Assistance judiciaire e Rechtsbäistand ënner verschiddene Konditiounen kënnen bezuelt kréien. Domat sollten déi finanziell Moyenen net den Ausschlag sinn, fir e Recht viru Geriicht anzufuerderen oder net.

An awer ass et ëmmer nees virkomm, dass Mënschen net konnte kloen, well hinnen déi finanziell Mëttele gefeelt hunn. Wann ee just liicht iwwert dem Montant vum REVIS louch, ass d'Demande vun enger Assistance judiciaire verworf ginn an dann hunn déi Concernéiert op hir Rechter viru Geriicht implizit misse renoncéieren.

Esou wéi am Koalitiounsaccord vun 2018 vun de Majoritéitspartei festgehalten, féiere mir dowéinst haut eng Assistance judiciaire partielle an. Dëst

Gesetz leescht domat e Bäitrag zur sozialer Gerechtigkeit. Méi Mënsche wäerten nämlech Zougang zu enger Assistance judiciaire kréien an domat och en Accès zur Justiz hunn.

Och wäerten an Zukunft d'Käschte fir eng Assistance judiciaire fir e Mannerjäregen net méi nodréiglech bei den Elteren agedriwwen ginn. Bis elo huet dëst Andreiwen zu Konflikter tëscht den Elteren an hirem Kand gefouert a finanziell fragill Haushalter nach zousätzlech belaauscht, woumadder en fin de compte kengem gedéngt war, op alle Fall net dem Kand.

Här President, bei all dëse ganz positiven Aspekter ass mam Avis complémentaire vum Staatsrot nach eng Schwierigkeit opgetaucht. Virgesi war nämlech initial, dass bei engem Refus vum Bâtonnier, fir eng AJ ze accordéieren, esou wéi et haut och de Fall ass, e Recours virum Conseil disciplinaire et administratif ka gemaach ginn. Elo huet sech awer de Staatsrot formell dergéint opposéiert, datt dës Recourse virum dësem Organe professionnell kënnen ageleet ginn. Grond dofir ass haaptsächlech de Fait, dass de fréieren Artikel 95bis Paragraf 2 vun der aler Verfassung net an der neier Verfassung iwwerholl gouf. Dësen hat virgesinn, dass de Legislatuer weider Juridictions administratives kéint schafen.

No Récksprouch mat eiser Spriecherin, wat d'Verfassungsfroen ugeet, d'Simone Beissel, war et awer an eisen Aen net d'Volontéit, fir den Organes professionnels wéi dem Conseil disciplinaire et administratif Attributiounen a Kompetenzen ewechzehuelen. Au contraire. Et gesäit een un engem Gesetz, dat mer virun dräi Wochen hei gestëmmt hunn, wou mer nach d'Unzuel u Membere vum Conseil disciplinaire et administratif vu fénnef op néng eropgesat hunn, dass dëse weider soll kënnen fonctionéiere wéi virun der Verfassungsreform. Déi Augmentatioun u Membere war och grad gemaach ginn, well mat der Extenssioun vun der AJ méi Affären erwaart goufen an dofir de Conseil disciplinaire et administratif opgestockt ginn ass.

Hei muss deemno fir eis als DP nogebessert ginn an, wann néideg, och d'Verfassung nach emol ugepasst ginn, le cas échéant, andeems de feelende Saz nees bäigesat gëtt.

En attendant ass elo, fir dass mer de Projet awer stëmme kënnen, wat ganz wichtig ass a wat mir och als Demokratesch Partei ënnerstëtzten, eng alternativ Léisung fir d'Recourse géint d'Decisiounen vun de Bâtonnieren a puncto AJ fonnt ginn, andeems dës Recourse virum de Friddensgeriichter kënnen gemaach ginn an d'Friddensgeriichter hei „en dernier ressort“ statuéieren. Den „dernier ressort“, deen net weider vun dem Staatsrot kommentéiert ginn ass, werft awer och d'Fro op no dem „double degré de juridiction“, deen am Prinzipp bis haut och assuréiert war, well een och no dem Recours bei dem Conseil administratif et disciplinaire nach konnt virum de Conseil administratif et disciplinaire d'appel weidergoen.

Wichtig bei der Solutioun, déi elo um Dësch läit, ass, dass dës Recoursen esou séier wéi méiglech kënnen ofgewéckelt ginn, eng Remark, déi och am Kader vun den Travaux parlementaires vun dem Friddensgeriicht vun Dikrech gemaach ginn ass.

Aktuell hëlt och de Conseil disciplinaire et administratif innerhalb vun engem kuerzen Delai seng Decisiounen bei Recoursen am Kader vun enger AJ. Eng séier Decisioun ass engersäits wichtig fir de Justiciabel, dee viru Geriicht klot oder sech wiere wëllt. Si ass awer och wichtig, fir den Affekoten, déi sech ëm d'Affäre vun de Concernéierte bekëmmere, Kloeerheet ze ginn, ob hir Käschte vum Staat am Kader vun enger AJ iwwerholl ginn oder ob d'Leit

hir Käschte selwer mussen droen. Ech denken dobäi notament u jonk Affekoten, déi ganz vill Assistance-judiciairé maachen an déi eng Sécherheet brauchen, fir net op de Käschte sëtzen ze bleiwen.

An der Prozedur virum de Friddensgeriichter ass näischt Spezifesch virgesinn, wéi séier dës Affäre mussen ofgewéckelt ginn. Hei muss mer an eisen Aen onbedéngt an der Praxis en Aen drop halen, fir dass et net zu ze laangen Delaie kënn, éier eng Decisioun do ass, ob eng AJ en fin de compte accordéiert gëtt oder net.

Här President, mir bleift keng Zäit méi. Mat de puer Bemollen, déi ech genannt hunn an der eventuell néideger Verfassungsrevisioun ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, och dem Rapporteur hei nach eng Kéier merci fir säi gudder mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Jo, d'Assistance judiciaire ass fir d'LSAP e kruzialt Element vun engem equitabelen an accessibelen Justizapparat, well si garantéiert alle Persounen, onofhängeg vun hirem soziale Statut, en Accès zur Justiz an och eng anstännege juristesche a gerichtlech Verriedung respektiv da Representatioun.

Mir si fir den Zougang vu jiddwerengem, an do hëlleft d'Assistance judiciaire an d'Reform, déi mer hei och maachen, ganz sécherlech. Als LSAP hate mer och d'Reform vun der Assistance judiciaire 2018 an eise Walprogramm ageschriwwen, se huet och de Wee fonnt an de Koalitiounsaccord a mir setzen awer och, mengen ech, dee Volet ëm vum Rapport vum État de droit vun der Europäescher Unioun, déi och e Verweis mécht op d'Ëmsetzung vun der Assistance judiciaire an hirem Rapport vun 2022. Ech mengen, och deem leeschte mer deementspriedend hei Folleg.

Wa mir e moderne Rechtsstaat wëllen, ech mengen, da brauche mer en zougänglechen Justizapparat, deen et all Bierger erlaabt, seng Rechter a Fräiheeten anzekloen, falls se dann och verletz gëfe ginn. E Recht an eng Fräiheet verléieren hir Valeuren, wann den Titulaire de droit d'finanziell Moyenen net huet, fir kënnen viru Geriicht ze goen a sech och do juristesche beroden ze loosse.

Déi Vulnerabelst vun eiser Gesellschaft, dat heescht, déi, déi a schwieriger Situatiounen sinn, mussen vum Staat ënner d'Äerm gegräff kréien, fir sech kënnen gerichtlech och verrieden ze loosse. An dëse Projet ass wichtig, well déi aktuell Gesetzeslag weinege Leit et erlaabt, op d'Assistance judiciaire zrëckzegräifen. An de Rapporteur ass ausfierlech a sengem Rapport drop agaangen: Aktuell gëllt de REVIS als eenzege Krittär, fir ze bestëmmen, wien e Recht op eng Hëllef huet oder se kann notzen. An effektiv ass se och de Moment nach ze limitativ.

Eng Persoun also, déi ganz liicht iwwert dem REVIS läit, fällt direkt aus dem Champ vun de Beneficiairen eraus. Dat heescht awer net onbedéngt, dass déi Persoun manner op Hëllef ugewisen ass. D'Honorairé sinn oft proportionell zu de finanzieller Capacitéit vum Client deementspriedend bestëmmt, just datt déi vun enger Persoun, déi e ganz e bësse méi wéi de REVIS verdéngt, net onbedéngt eng méi héich Capacitéit huet wéi e REVIS-Empfänger.

Legal gesinn – dat wësse mer – huet jiddwereen d'Recht op en Zougang zu de Geriichter. Den Accès

zur Justiz ass duerch déi europäesch Mënscherechtskonventioun, déi och e Recht gëtt op en equitabele Prozess ..., ech mengen, dat ass ganz kloer virgeschriwwen. An dës zwee Prinzipien hu mir souguer och an eiser neier iwwerschafter Verfassung festgehale, gradesou, mengen ech, en Interêt méi, dëst Gesetz ëmzesetzen. Also: All Bierger muss effektiv en Zougang zur Justiz hunn an dierf sech net duerch de finanziellen Aspekt dovunner ofhale loosse respektiv dovunner ageschränkt sinn.

Ech mengen, dofir ass och den Novum vun der partieller Assistance judiciaire, déi agefouert gëtt, ganz wichteg, e ganz wichteg Novum, och wann en Deel vun den Affekotenonorairen also engersäits vum Staat rembourséiert gëtt an deen aneren Deel vun de Käschten iwwert eng Konventioun iwwerholl gëtt, wou déi zwou Parteien dat och deementspreechend festhalen, an natierlech och, mengen ech, dass ee kann e Recours géint eng negativ Decisioun virhuelen.

Den aktuellen Text gëtt eis Satisfaktioun. Mir waren awer och als LSAP besuergt, dass déi Verhandlungen, déi stattfannen tëschent dem Client an dem Affekot, dass déi net zum Nodeel vum Affekot sinn, wann et ëm déi finanziell Dispositiounen geet, déi de Client selwer muss en charge och deementspreechend huelen. Ech mengen, dass dat e wierklecht immens wichteg Element ass, well dofir mengen ech, ... Och de Bâtonnier kann de Montant net kontrolléieren. E kann en en compte och huelen duerch déi Konventioun, déi effektiv deementspreechend stattfënn.

Wat awer och, mengen ech, ganz wichteg ass, dat ass am Kader vum Jugendschutz. Ech mengen, et ass immens ze begrëssen, dass e Mineur kann op d'Assistance judiciaire zréckgräifen an dass en effektiv do net iwwert seng Elteren muss fueren an de Recouvrement vun de Frais net bei den Elteren ass, mee dass, wéi gesot, integral de Staat dat mécht. Ech mengen, et ass wichteg, dass e Mineur d'Recht kritt op juristesche Bästend, dat onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vu sengen Elteren oder vun deene Persounen, déi mat him effektiv am Haushalt liewen. Dass de Recouvrement net bei den Eltere geschitt, ass wëllkomm. Ech mengen, dat wär contraire zu der ratio legis, well wann d'Eltere wëssen, dass se jo final derfir opkomme missten, bon, da géife se et sech vläicht wuel aneschtens iwwerleeën a Fonctioun vun der Situatioun, an där sech de Mineur befënn.

Wat mer och als LSAP wëllkomm heeschen, ass am Fong och, dass d'Käschten – ech mengen, och dat ass en neie Moment – vun der Mediation an de Champ d'application vun der Assistance judiciaire mat erageholl ginn, mengen ech. Alternativ Resolutiounsmethoden sinn och wichteg par rapport zu deene klassische Prozeduren, déi mer hunn, an ech mengen, mat där Reform hei vun der Assistance judiciaire gëtt ganz kloer e Stéck méi sozial Gerechtegkeet effektiv och virgedroen.

An dofir, mengen ech, gi mer och den Accord als LSAP. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, merci. Ech wollt eigentlech vun der Plaz schwätzen. Awer der Madamm Hartmann hir Ried huet mech esou begeeschtert, si huet mech praktesch heihinnergerappt, ...

(Interruption)

... well dat hunn ech awer ganz, ganz schéi fonnt.

Ech erënnere mech hei, nach virun e puer Wochen, wéi mer iwwert déi nei Verfassung geschwat an

ofgestëmmt haten, wéi d'ADR sech géint viles gewiert huet, wéi mer gesot hunn: „Et ass eng Verfassung, wou ganz vill Problemer dra sinn“, awer hei ass déi Begeeschterung am Sall esou grouss gewiescht, dass mir marginaliséiert waren.

Elo war et interessant, ze gesinn, dass déi éischt Verfassungsännerung heibanne gefrot gëtt vun der Demokratescher Partei, 19 Deeg, nodeem déi nei Verfassung a Kraaft ass. Den 1. Juli ass se mat enger grousser Feier ageweit ginn. Den 19. Juli kënn d'DP heihinner a seet: „Mir hätte gär eng éischt Ännerung.“ Ech kann Iech soen: Dat ass déi éischt vun Dosenden an Dosende vun Ännerungen, déi mer an där do Verfassung nach wäerten erliewen an deenen nächste Joren, well se ass wierklech net onbedéngt e fantastesch gutt Dokument!

Wat elo hei den Dossier ugeet, iwwert d'Assistance judiciaire elo speziell, do droe mir dat selbstverständlech mat an ech wëll mech just op dräi Bemierkungen beschränken, well d'Kollegen hu scho ganz vill gesot.

Dat éischt ass dat, wat net hei drasteet – dat ass awer eppes, wat mir konsequent fuerderen –, dat ass, dass fir verschidde Kategorië vu Leit de Staat automatesch d'Assistance judiciaire soll iwwerhuelen. Wa seng Beamten duerch d'Exekutioun vun hirem Déngscht an eng Situatioun kommen, wou se verklot ginn, wéi zum Beispill de Polizist, dee muss kënnen automatesch mat der Assistance judiciaire rechnen, quitte datt en natierlech herno muss zréckbezuelen, sollt seng Schold festgestallt ginn an esou weider – ech mengen, dat ass ganz kloer –, mee awer datt d'Solidaritéit vum Staat géintiwwer de Beamte muss do sinn, wann déi ugeklot ginn, dat ass nach ëmmer net de Fall. An dat ass eppes, wat mir bedauern.

Eng zweet Saach, déi mer géife proposéieren, dass mer déi Reflexioun hei viruféieren – dat ass jo ganz gutt, wat elo gemaach gëtt, an ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen –: All déi Moosnamen, déi elo ageféiert ginn, dat ass sécher eng Erliichterung fir ganz vill Leit, an trotzdem bleift d'Justiz esou deier, en Affekot esou deier fir vill Leit, dass déi och mat där Ausweitung, déi mer haut hunn, net kënnen hir Rechter effikass geltend maachen. Dat ass leider esou. Dofir muss mer vläicht iwwerleeën an eis och e bëssen inspiréieren an deem, wat am Ausland ass, an Däitschland oder esou, ob mer net innovativ musse gi fir eis hei am Land, eventuell och higoen, Sträitwäerter festzesetzen, wéi dat am Ausland ass, fir awer eng finanziell Planbarkeit do eranzebréngen, fir datt d'Leit wëssen, op wat se sech aloossen, wat de Volume ass herno vun hirem finanziellen Engagement, dass dat previsibel ass. An ech mengen, dat wier sécher eppes, wat mer hei am Land och sollten iwwerleeën.

An eng drëtt Saach, déi mer och sollte kucken, dat ass: A verschidde Saachen hu mer vun engem gewëssene Sträitwäert en eng Obligatioun, en Affekot ze huelen. Dat gëtt ëmmer erëm a Fro gestallt. Mir hunn e Fall gehat. Viru Kuerzem sinn ech vun engem Jurist ugeschwat ginn, deen huet gesot: „Ma ech si Jurist, ausgebildete Jurist. Wann ech awer mat där an där Saach misst viru Gericht kommen, da misst ech en Affekot engagéieren, fir fir mech ze plädéieren, obschonn ech et selwer och kéint.“ Also, dat sinn esou Situatiounen, wou mer ...

(Interruption)

Jo, jo, am Abléck geet dat och net. Mee et sinn einfach Situatiounen, wou mir wëllen e Gedankenustouss hei ginn, fir Saachen ze iwwerdenken, déi hei am Land eebe sinn, a wou mer sollten eventuell kucken am Ausland, fir nei Usätz ze fannen, fir d'Justiz eebe fir méi Leit accessibel ze maachen.

Voilà. Also, wéi gesot, d'ADR stëmmt dat hei mat. Et ass eng ganz gutt Initiativ. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Während et un der Politick ass, ënner anerem de Kader vum gesellschaftleche Liewen an Zesummeliewen ze definéieren, ass et eng vun den Aufgaben vun der Justiz, am Fall vu Konflikter Léisungen ze fanne souwéi derfir ze suergen, dass d'Rechter vun de Persounen garantéiert a respektéiert ginn.

D'Recht op en Zougang zur Justiz ass dowéinst immens wichteg, well ouni dëst Recht all déi aner Rechter nëmme um Pabeier existéieren. Wat bréngt beispillsweis enger Persoun dat bescht Aarbechtsrecht, wa si am Fall vun enger Mëssuechtung net d'Méiglechkeet huet, hiert Recht anzekloen? Geneesou ass et onbestritten, dass net all Persoun ëmmer iwwert all hir Rechter opgekläert ass an oft sinn d'Situatiounen esou komplex, dass eng Consultatioun vun engem Affekot oder enger Affekotin op d'mannst empfeelenswäert ass, fir eebe beschtméiglech ze wëssen, wat alles engem seng Rechter sinn an enger bestëmmter Situatioun.

An enger gerechter Gesellschaft muss dowéinst d'Recht op en Zougang zur Justiz fir all Persoun dat nammlecht sinn, dat heescht, dass all Persoun déi gläich Chance muss hunn, iwwert hir Rechter Bescheid ze wëssen a se eeben och afuerderen ze kënnen.

Här President, trotz senger fundamentaler Bedeitung ass d'Recht op en Zougang zur Justiz fir vill Persounen oft keng Realitéit. Persounen, déi beispillsweis a finanzielle Schwieregkeete sinn, iwwerleeën sécherlech vill méi oft, éier se sech juristesche berode loosse a maachen dat éischer nëmme a wierklechen Ausnahmefäll, wou et beispillsweis evident ass, dass se enger Ongerechtegkeet ausgesat sinn.

Au contraire, Persounen, déi finanziell éischer keng Suergen hunn, sinn oft immens gutt iwwer hir Rechter informéiert, wat dann derzou bäidréit, dass hir scho privilegiéiert Situatioun sech nach emol verstärkt. Beispillsweis kann een hei un eng multinationale Entreprise denken, déi sech bis an dee leschten Detail vun héich qualifizéierten Expert/innen berode léisst, wéi se am meeschte Steiere ka spueren, während zur gläicher Zäit ënner anerem hir Aarbechter/innen, déi d'Päck ausliwweren, zu schlechte Konditiounen a Grozone schaffen an eeben net iwwer hir Rechter, déi hinnen eigentlech zoustinn, opgekläert sinn.

Wann de Persounen den Zougang zur Justiz also erschwéiert gëtt, da féiert dëst ënner anerem zur Reproduzéierung vun existéierende sozialekonomechen Ongläichheeten an Ongerechtegkeete souwéi zu Diskriminéierungen.

Här President, e wichtige Bestanddeel fir eng Stärkung vum Recht op den Zougang zur Justiz fir jiddwereen ass d'Assistance judiciaire, woubäi de Grondgedanke jo deen ass, dass Persounen, déi net iwwert déi noutwendeg finanziell Mëttele verfügen, en Usproch op eng finanziell Hëllef hunn an déi kréien.

Wéi meng Virriedner/innen sot an a wéi och am Rapport steet, funktionéiert deen aktuelle System gewëssermoossen no engem Alles-oder-näischt-Prinzip. D'Verwendung vum Revenu d'inclusion sociale als eenzege Krittär, fir ze bestëmmen, ob eng Persoun en Usproch op eng Hëllef huet oder net, ass hei natierlech problematesch, well eng

minimal Iwwerschreidung vun der virgesinner Limitt duergeet, fir keen Usproch méi op eng finanziell Hëllef ze hunn. Natierlech féiert esou en Alles-oder-näischt-Prinzip zu Ongläichheeten a verhënnert, datt Persounen, deenen eventuell eppes zousteet, och agéieren. A mir kennen alleguerten zum Beispill och Affer vun haislecher Gewalt, déi sech zum Deel immens och muss verschëlden, och an Héicht vun Zéngdausenden Euro, fir hir Justizkäschten ze droen.

Mir begrëssen dowéinst natierlech ausdrécklech d'Objektiv vun dësem Projet de loi, nieft der kompletter Assistance judiciaire eng partiell Assistance judiciaire anzeféieren. Wann dësen Text elo mol bis emol eng gewëssen Zäit a Kraaft ass, denken ech, dass et ganz interessant wier, ze kucken, ze analyséieren, awéifern déi momentan virgesinnen Tauxen duerginn oder net an ob ee vläicht muss nobesseren an noajustéieren.

Dat gesot, droe mir dësen Text natierlech mat, deen eebe sécherlech eng Verbesserung zur aktueller Situatioun ass. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, merci dem Rapporteur. Dat doten ass en Thema, dat mer am Office social méi oft matkréien, dass d'Leit finanziell Hëllef brauchen, wa se bei der Justiz müssen en Dossier traitéiere loossen. Dofir ass dat heiten e Wee, dee mir Piraten och esou kënnen matënnerstëtzen. An dofir wäerte mir et och haut matdroen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, da fir de leschte Projet fir de Moien, deen awer e ganz wichtige Projet ass, wou ech wierklech frou sinn, dass mer dat elo nach hikruten zesummen, fir do en neie Wee anzeschloen, wat d'Assistance judiciaire ube-laangt.

Dat kléngt vläicht e bëssen technesch oder e bëssen no Finanzen, mee et ass en extreem wichtegt Instrument beim Accès zur Justice. Well als Affekotin kann ech mech ganz gutt erënneren, dass ech méi wéi eng Kéier d'Situatioun hat, wou e Client gemengt hat, e kéint vun der Assistance judiciaire profitéieren, dass et herno awer esou just net opgaangen ass, wat een natierlech dann ëmmer virun direkt méi kruzial Froe stellt, ob ee sech da kann déi ganz Prozedur eebe leeschten oder net. An dat ass awer extreem schwierig, dass et un de Finanze scheitert, ob ee säi Recht kann exercéieren oder säi Recht net kann exercéieren, an dass eeben déi Limitt do existéiert huet, déi zwar e bësse flexibel gehandhaabt ginn ass vum Barreau, mee ze soen: „Soubal een iwwert dem REVIS läit, dann huet ee kee Recht méi op e vum Staat bezuelten Affekot“, dat ass natierlech fir vill Leit eng ganz schwierig Situatioun an déi mécht dann eeben och, dass een heiansdo eng Rechtslag, déi net richtig gewiescht wier, dass een déi huet missen hinhuelen, well een einfach sech net konnt leeschten, en Affekot selwer ze bezuelen. An et ass duerfir ëmsou méi wichteg, dass mer elo dat hei haut uginn.

Ech ginn Iech vläicht nach e puer Zuelen mat op de Wee: Aktuell huet de Service d'assistance judiciaire pro Mount eng Moyenne vu 717 Demandé fir eng Assistance judiciaire an d'Ausgabe vum Staat louchen zejoert hei bei 7,8 Milliounen Euro. Dat ass och e Montant, deen an deene leschte Joren ëmmer

geklommen ass, an dat weist natierlech och dee grouse Besoin u finanzieller Ënnerstëtzung fir d'Justiciabelé mat ze niddrege finanzielle Mëttelen an eiser Gesellschaft.

Et huet sech eeben, wéi gesot, erausgestallt, dass mer dat heite missten adaptéieren, an duerfir elo dee Choix. An do hu mer och e bësse gekuckt, wéi dat am Ausland och traitéiert gëtt, fir déi Assistance judiciaire partielle eeben ze erfëllen, wou da jee no Zesummesetzung vum Stot a Revenu zu engem Prozentsaz vu 50 respektiv 25 % vum Staat gehollef gëtt bei den Affekotskäschten an och de Fraisen, déi duerch d'Gerichtsaffären entstinn. Wat awer och e ganz wichtegt Element ass, dat ass – an do war ech och immens frou, wéi souwisou bei deem ganzen Dossier, iwwert déi gutt Zesummenaarbecht mam Barreau –, dass mer eis konnten eens ginn iwwer eng Convention d'honoraires, déi muss ofgeschloss gi mat dem Client de Moment, wou eeben déi ganz Prozedur mam Client uleefft. Dat ass wichteg, well et grad eebe fir Leit, déi elo keng héich Revenuen hunn, eng gewësse Previsibilitéit brauch, dass ee muss wëssen, wat esou en Dossier herno ka kaschten an dass et eebe souwuel dem Affekot, dee souwisou déi Obligatioun huet, d'Revenue vu sengem Client ze consideréieren, wéi awer och dem Client erlaabt, déi Diskussioun sachlech ze féieren an dat dann och vu virera festzehalen. De Barreau wäert hei e Modell och ausschaffe vun esou enger Konventioun an déi dann och zur Verfügung stellen, soudass d'Affekoten da kënnen dorobber zrëckgräifen.

Wat awer och e wichtegt Element ass: Wann Der kuckt, eleng an deene leschte puer Woche krute mer vu verschiddenen internationalen Instanze Recommendationen, dass mer op deem heite Punkt missten eis verbessern, notament d'Recommandatiounen vun der EU-Kommissioun beim État de droit, wou mer eng ganz gutt Nott ausgeschriwwen kruten, wou gesot ginn ass, hei wär et wierklech wichteg, dass mer deen heite Prozess fir d'Adoptioun vun deem Gesetz kéinte weiderdriewen, fir eeben d'Assistance judiciaire méi accessibel ze maachen. Och an dem rezente Rapport vun der UNO, „Business and Human Rights“, hirer Initiativ fir d'Schafe vun enger Assistance judiciaire partielle, gëtt ënnerstrach, dass mer dat sollten ugoen.

Dann, et ass ugeklongen, e Punkt, dee vläicht méi en Detail schéngt ze sinn, deen awer extreem, extreem wichteg ass, dat ass deen, dass d'Affekotekäschte bei den Eltere vu Mineuren, déi vun der Assistance judiciaire..., also de Recouvrement vun den Affekotekäschte bei den Eltere vu Mineuren, déi op en Affekot zrëckgräifen, dat gëtt ofgeschaf. De Grond heifir ass: Wann e Kand en Affekot zur Verfügung gestallt kritt an duerno awer déi Fro am Raum steet, dass d'Elteren deemmo wéi mussen derfir opkommen – dat si schonn oft schwierig Situatiounen, wann e Kand muss op en Affekot zrëckgräifen –, dat riskéiert, d'Relatioun mat den Eltere wierklech ze belaauchten, déi jo dann eebe mussen fir déi Käschten duerno opkommen.

En plus ass déi Situatioun, wéi se haut existéiert mam Recouvrement, mat engem groussen administrativen Opwand verbonnen, an de limitéierte Montant, deen de Staat konnt iwwert deen dote Wee erëm andriewen, deen ass souwisou net extreem héich.

Vläicht och do e puer Zuelen: Zejoert goufe 629 Demandé fir eng Assistance judiciaire vu Mineure gestallt. An dat ass och eng Zuel, wann een déi lescht Jore kuckt, déi progressiv no uewen evaluéiert. 2020 ware mer nach bei 574 Demanden an 2021 bei 643 Demanden.

Et ass och ugeklongen, och dat si wichteg Elementer: Bei der Procédure de surendettement kann d'Assistance judiciaire elo spillen. Dat si jo Situatiounen, wou d'Leit schonn a ganz schwierige finanzielle Situatiounen sinn, wou se dann awer heiansdo doduerjer, dass hir Revenuen ze héich waren, och wa se schrecklech vill Scholden zrëckzebezuelen haten, net konnte vun der Assistance judiciaire profitéieren. Dat gëtt och elo hei behuewen an dann och bei der Mediatioun kann een op d'Assistance judiciaire zrëckgräifen, wat jo och eppes ass, wat mer wëllen ënnerstëtzen an nach weider féerden, well dat jo och déi ganz judiciaire Prozedur kann evitéieren.

Déi ganz Dispositiounen kommen och elo an e speziell Gesetz, et ass net méi just een Artikel am Affekotegesetz.

An déi Diskussioun, déi am Fong am intensivsten elo nach iwwert déi lescht Woche gefouert ginn ass, dat ass eeben déi, déi d'Carole Hartmann virudrun ugeschwat huet, dat ass déi vun de Recours-méiglechkeeten, déi existéieren. Do gëtt et eng Interpretationsdivergenz tëschent dem Barreau, och villen anere Juristen, an deem Avis vum Staatsrot, dee mer kruten, wou gesot ginn ass, do misst een oppassen op d'Konformitéit zur Verfassung, wann d'Gerichtsinstanzen sech an deem Organe professionnel befannen an dann och Tiersen dozou geleet ginn, mussen e Recours maache virun esou engem professionelle Geriicht.

Ech sinn och hei dem Staatsrot extreem dankbar, dass mer eng Propos gemaach kruten, wéi mer géifen dorau erauskommen. Mir hunn eis awer elo géeelegt gehat op deen ziville Wee. Ech sinn awer och der Meinung, dass déi Diskussioun do net eriwuer ass an dass et net einfach d'Konklusioun ass, dass d'Verfassung muss ugepasst ginn – natierlech kann dat eng Optioun sinn –, mee dass den Echange muss gesicht gi mat dem Staatsrot.

An et ass jo d'ailleurs net nëmme deen heite Beräich, deen do gefuerdert ass. Dat doten ass eng Situatioun, déi kenne mer a ganz ville Beräicher, fir ze kucken, ob ee muss d'Verfassung upassen oder ob eebe Situatiounen, Doktrinnen zum Beispill, wéi mer se aus Frankräich kennen, och kënnen op Lëtzebuerg transposéiert ginn. Déi franséisch Doktrinn, déi kënn zur Konklusioun, dass dat net muss textuell an der Verfassung verankert sinn. Dat ass op alle Fall eng technesch Fro, eng institutionell Fro an eng juristesche Fro, déi an deenen nächste Méint muss gekläert ginn. Se geet, wéi gesot, wäit iwwert dat heiten eraus. Dat hei ass eng Reform, déi an hirer Integralitéit derzou bäidroen kann, dass ka verhënnert ginn, dass Bierger eleng aus Käschtengrënn Ongerechtegkeeten, déi hinne geschéien, léiwer erdroen oder ignoréieren, wéi dass si hir Rechter viru Geriicht geltend maachen. Et ass wierklech eng Mesür, déi eise Rechtsstaat stäerkt an déi wichteg fir eis ass, fir Lëtzebuerg, fir eis Justice.

Mir hunn awer och – fir nach op déi Remark zrëckzekommen –, mir hu scho virun zwee Joer d'Prozeduren am Zivilrecht wierklech vereinfacht, fir och do méi Leit d'Méiglechkeet ze ginn, net mussen op en Affekot zrëckgräifen. A wann een do och nach eng Kéier d'Avise an déi verschidde Meenunge liest – och do hate mer enk mat den Autorités judiciaires a mam Barreau zesummegeeschafft –: Et ass ëmmer à double tranchant, well et geet natierlech drëm, dass ee bis e gewëssene Montant, bis eng gewëssen Envergere sech selwer ka verteidegen, fir net mussen op en Affekot zrëckgräifen. Mee wann een dat ze vill wäit opmécht, do ass ëmmer d'Gefor – oder et gëtt gefaart –, datt Mënschen hir Rechter net kënnen komplett ausüben, well se eeben net kënnen op e

professionelle Conseil zréckgräifen, spréich eeben den Affekot, dee se begleet.

An do hu mer dann och herno vläicht e Problem vun Egalitéit vun de Waffen, wann deen ee mat engem Affekot vertraueden ass, deen anere sech perséinlech viru Geriicht verteidegt, wou een dann awer och risquéiert, seng Rechter net geltend kënnen ze maachen, well en net déi néideg juristesche Begleedung huet. Mee, wéi gesot, mir hunn dat scho virun zwee Joer am Zivillrecht ugepasst, wou mer d'Montanten, d'Seuilen, an d'Luucht gesat hunn, wéini ee kann ouni Affekot bei de Friddensriichter goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech versprieche, ech maachen et kuerz. Ech hunn elo grad nach eng Kéier déi Interventioun vun der Madamm Ministesch héieren zum Theema „Wéi maache mer den Accès zu de Geriichtsbärkeete méi equitable, méi oppen?“. D'Assistance judiciaire, déi mer haut stëmmen, ass sécherlech e wichtege Deel, dofir gi mer eisen Accord dozou.

Ech constatéiere just, datt, wann een op d'Verwaltungsgeriicht geet – wou meeschtens de Géigner de Staat oder eng Verwaltung ass, d'Gemengen – ganz heefeg d'Gerichter eeben net d'Unerkennung vun de Frais d'avocat schwätze respektiv se daitlech ënnert deem usetzen, wat een effektiv derfir bezilt, soudatt een u sech fir Leit, déi aus de Seule vun der Aide d'assistance judiciaire erausfalen an awer géint de Staat op d'Gericht musse goen – an dann och nach Recht kréien, wat weist, datt de Staat jo am Onrecht war –, heefeg awer op Käschte sëtze bleiwen.

An ech mengen, wann een dat heiten, wat d'Madamm Ministesch elo grad gesot huet, zu Enn denkt, da misst et u sech sinn, datt zumindest, wann de Staat oder eng Gemeng oder soss eng öffentlech Verwaltung um Verwaltungsgeriicht verléiert, datt dee Moment misst eng Käscheniwwernam vun deenen Affekotskäschten d'office de Fall sinn, well

nëmmen esou kann ee wierklech garantéieren, datt d'Leit Accès hunn, fir géint Entscheidungen, déi géint si getraff goufen an déi vläicht falsch waren – well soss géife se net gewinnen –, och dat Recht kënnen kréien, an net nëmme Recht hunn, mee och Recht kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministère de la Justice | Jo, ech verstinn déi Diskussioun. Et ass eng Diskussioun, déi ass al. Mee wéi Der et selwer sot: Et ass am Ermiesse vum Riichter, ze decidéieren, wat do zréckbehale gëtt. An natierlech kann een doriwwer erausgoen, et kann een dat gesetzlech verankeren – mee dat ass am Fong eppes, wat mir an eisem Rechtssystem net kennen. Dir hutt an Däitschland de System, wou d'Frais de justice mussen integral vun där anerer Persoun iwwerholl ginn. Dat ass ... Dir sot elo, Dir hutt dat net gesot, mee dat hei ass wierklech eng prinzipiell Fro, déi kann ee gären diskutéieren. Ech verschléisse mech do och kenger Diskussioun.

Mee dat huet natierlech och erëm deen aneren Effekt, dass et eng Barriär kann duerstellen, wann een eng Affär ugeet, dass ee weess, wann ee verléiert, dann huet een och d'Frais vun deem Géigeniwwer matzedoen. Ech weess, Dir hutt et limitéiert op de Staat an op d'Gemengen. Mee nach eng Kéier: Am Moment ass de System eeben deen, dass et am Ermiesse ass vun de Gerichter, ze kucken, wat néideg ass a wat net.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7959. Den Text steet am Document parlementaire 7959^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7959 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënn de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.18 heures.)

68^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

2. 8227 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code du travail ;

2^o de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

3^o de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

p. 44

Prises de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8227 et dispense du second vote constitutionnel

3. Ordre du jour

M. Fernand Etgen, Président

4. 7949 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code pénal ;

2^o du Code de procédure pénale ;

en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fernand

p. 44

p. 49

p. 49

Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | Mme Nancy Arendt épouse Kemp

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7949 et dispense du second vote constitutionnel

5. 6539A – Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant :

1° le livre III du Code de commerce ;

2° le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ;

3° les articles 257 et 555 du Nouveau Code de procédure civile ;

4° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

5° la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ;

6° la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;

7° la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

10° la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

p. 58

Rapport de la Commission de la Justice : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Cécile Hemmen | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6539A et dispense du second vote constitutionnel

6. 8007 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ;

4° du Code civil

p. 63

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8007 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Engel, Ministre | Nee, Här President.

2. 8227 – Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8227, verschidden Ofännerunge vum Aarbechtsrecht an dem Accueil vu Bierger aus Drëttlänner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwer punktuell Ännerungen um Aarbechtsrecht, um Immigratiounsrecht an um Asylrecht. Generell geet et drëms, verschidden Dispositionen ze preziséieren, op anere Plazen awer gëllt et, den Accès zum Aarbechtsmaart fir Persounen aus

Drëttstaaten a verschiddene Situatiounen ze vereinfachen.

Ugefaange bei den Ännerungen um Aarbechtsrecht: D'Aarbechtsrecht gesäit elo scho vir, datt Leit aus Drëttstaaten, déi keng Openthaltsgeneemegung hunn, net duerfen hei am Land schaffen. Elo gëtt preziséiert, datt Leit aus Drëttstaaten, déi zwar eng Openthaltsgeneemegung hunn, dofir awer keng Aarbechtsautorisation, och net dierfen agestallt ginn.

Da kommen e puer Präzisiounen derbäi bei de Circonstance-aggravantes, fir an der Praxis besser kënne géint Verstéiss virzegoen. Hei geet et beispillsweis ëm Mënschenhandel oder och nach ëm Kannerarbecht. Déi selwecht Circonstances aggravantes sollen elo och fir Persounen ouni Aarbechtslabnis gëllen. An dësem Zesammenhang ginn d'Geldstrofen eropgesat fir déi Employeuren, déi Leit aus Drëttstaaten ouni Openthaltsgeneemegung beschäftegen. An dofir kritt och d'ITM, d'Inspection du travail et des mines, explizitt d'Kompetenz an d'Moyenen, fir esou Infractionne kënne feststellen.

Mir änneren och d'Prozedur, fir als Employeur kënnen eng Persoun aus engem Drëttstaat anzustellen. Déi Prozedur leeft iwwert d'ADEM, wou all Employeur, dee sou eng Persoun astelle wëll, fir d'éischt emol muss eng Deklaratioun maachen. Dat Ganz dauert meeschtens ee Mount, wann net nach méi. A verschiddene Situatiounen bedeit dat och eeben en Zäitverloscht fir d'Entreprises. Dat ass besonnesch de Fall, wa séier kloer ass, dass d'ADEM guer keng Kandidaten oder Kandidatinnen huet, déi fir dee Posten eigentlech géifen a Fro kommen.

D'Zil ass et, datt d'Certificate méi séier kënnen agestallt gi fir déi Aarbechtsplazen, déi bei der ADEM als „très en pénurie“ geléicht sinn. Engersäits gëtt agefouert, datt een eng Derogatioun ka kréien, fir net mussen dräi Wochen ze waarden, fir ze wëssen, ob bei der ADEM Leit gemellt sinn, déi fir dee Posten

a Fro kommen. Anersäits kritt d'ADEM en neien Delai vu 15 Deeg, wa festgestallt gëtt, datt Leit mat de gefrote Qualifikatiounen bei der ADEM ageschriwwen sinn. An dësem Delai kënnen d'Kandidaten oder d'Kandidatinnen der Entreprise proposéiert ginn. Esou kann d'ADEM méi séier op d'Besoinen vun eisem Aarbechtsmaart reagieren.

Zum gläichen Ament gi mir fir Talenter aus dem Ausland méi attraktiv, déi a bestëmmte Konditiounen kënnen esou méi séier agestallt ginn. Dat ass an Zäite vu Personalmangel hei zu Lëtzebuerg an enger Partie Secteure sécherlech eng ganz, ganz wichteg Saach. Ausserdeem kritt d'ADEM mat dësem Gesetzesprojet d'Méiglechkeet, d'Deklaratiounen vu fräie Plazen ze evaluieren. Dat hëlleft, eisen Aarbechtsmaart attraktiv an och kompetitiv ze halen.

An da kommen ech zu den Ännerungen um Immigratiounsrecht. Generell gëtt et hei e puer Präzisiounen, wat d'Openthaltsgeneemegung betrëfft. A mir adaptieren eist Gesetz, fir mat den europäesche Reegele konform ze ginn. Fir d'éischt gëtt hei de Prinzip festgehale, datt all Persoun aus engem Drëttstaat muss eng Autorisation de travail hunn, fir hei zu Lëtzebuerg dierfen ze schaffen. Dat ass souwuel fir d'Salarié wéi och fir d'Independanté wouer.

Dobäi kritt een eng Ausnam accordéiert, wann een an engem Kalennerjoer manner wéi dräi Méint hei schafft. Dat war bis elo just de Fall, wann ee banent deem selwechte Grupp vun Entreprisé geschafft huet. Do gëtt also mat dem Gesetz eng Ouverture gemaach.

Fir Independanté gëtt d'Openthaltsgeneemegung un d'Konditioun geknäppt, datt deen, deen d'Firma leet, sech och hei am Land ophält, fir déi alldeeglech Gestioune kënnen ze assurieren. Bei den Independanté kann d'Durée vum Titre de séjour tëscht engem an och dräi Joer variieren.

An Zäite vu Personalangel ass et ëmsou méi wichteg, d'Potenzial vun der Aarbechtskraaft, déi schonn hei zu Lëtzebuerg ass, och maximal ze nutzen. Dofir gëtt erméiglecht, dat Leit, déi iwwert de Regroupement familial an d'Land komm sinn a schonn eng Ouphaltsgeneemegung hunn, duerfen zu Lëtzebuerg schaffen.

An der selwechter Logik gëtt et eng Verbesserung fir Studenten a Fuerscher, déi hei am Land hiren Ofschloss gemaach hunn. D'Dauer, fir eng Aarbecht ze fannen oder selwer eng Entreprise ze grënnen, gëtt fir si vun néng op zwielef Méint eropgesat. A Leit, déi ouni Ouphaltsgeneemegung am Land sinn an déi an enger Situatioun vun engem Report d'éloignement oder engem Sursis d'éloignement sinn, kënnen schaffen, ouni datt muss dee berühmten Test du marché gemaach ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Da gëtt et Ännerungen, déi op déi sougenannten ETIAS- an EES-Reegele vun der EU zréckzeféiere sinn. Ganz kuerz: ETIAS steet fir European Travel Information and Authorisation System, dat ass e komplett elektronesch System, deen Drëttstaater betrëfft, déi vun der Visumpflicht fir de Schenge-Raum befreit sinn. Dat sinn, mengen ech, eng 60 Länner. Dese System gesäit vir, datt ee seng Demande fir d'Areese schonn am Virfeld online ufreet. An Zukunft wäerten d'Fluchgesellschaften mussen iwwerpräiwen, datt all Passagéier e gültige Pass an awer och eng gültige Autorisation de voyage beräi huet.

Dese Gesetzesprojet dréit och dem Entry/Exit System, dem EES, Rechnung. Dese betrëfft souwuel Leit, déi e Visum hunn, awer och déi, déi vun der Visumpflicht befreit sinn. De System gräift allkéiers, wann eng Persoun iwwert d'EU-Baussegrenz eran- oder erausgeet. Dobäi ginn déi perséinlech a biomeetresch Donnéeën erfaasst, selbstverständlech alles no de Bestëmmungen a Reegele vun eisem Dateschutz. U sech soll den EES dat manuell Stempelen an d'Kontrolléiere vun Pass ersetzen.

Déi lescht Rëtsch vun Ännerunge vun deem Gesetzezprojet betreffen d'ONA-Gesetz: Hei ginn e puer Definitiounen a Begrëffer adaptéiert. Eist Gesetz gëtt domat konform mat der EU-Direktiv aus dem Joer 2013 iwwert d'Norme beim Accueil vu Leit, déi eng Protection internationale ufroen.

Da sinn et och Ännerunge bei den Hëlfehen, déi d'Demandeurs de protection internationale kënnen kréien. D'Gesetz gëtt un d'Realitéit vun haut ugepasst, kann ee soen. Den Usproch ass och, dat Ganzt méi transparent ze maachen. Dofir ginn déi verschidden Hëlfehen all am Gesetz opgeléicht an och d'Montante ginn do festgehalen.

Nieft der Allocation pécuniaire vun 29 Euro pro Mount kann en Demandeur de protection internationale eng Aide d'alimentation an eng Aide d'hygiène kréien; déi fir d'Isse läit bei 226 Euro, wann et net vun ONA asuréiert gëtt, an de Montant fir d'Hygiène läit bei 45 Euro de Mount. Hei ass ervirzesträichen, datt keen Ënnerschied méi gemaach gëtt tëschent Mannerjäregen, déi eleng kommen, an deenen, déi begleet sinn. An ech hoffen och, dass mer eis heibannen eens sinn, dass dat hei keng riseg Montante sinn, wann ee weess, wat hei zu Lëtzebuerg e Pond Botter oder eng Zännbiischt kaschten.

Nei ass och, datt déi Hëlfehe kënnen a Boergeld ausbezuel ginn oder en nature oder eben a Form vu Bongen. D'Iddi ass hei, de Leit méi Autonomie ze ginn.

Ganz nom Prinzip vun der Égalité devant la loi, ginn d'Demandeurs de protection internationale an och

d'Beneficiaire vun der Protection temporaire gläichgestallt.

Déi lescht, awer net manner wichteg Ännerung betrëfft den Accès zum Aarbechtsmaart fir d'Demandeurs de protection internationale. An zwar kann en Employeur eng Demande maachen, fir sou eng Persoun anzustellen. Dofir brauch een eng Autorisation d'occupation temporaire, Dir kennt dat, kuerz AOT. Bis ewell huet missen iwwerpräift ginn, datt keen, dee bei der ADEM ageschriwwen ass, fir déi Aarbechtsplaz géing a Fro kommen. Dese Test du marché fällt mat deem Gesetzesprojet endlech ewech. Esou soll et fir Leit, déi hei Schutz froen, méi einfach ginn, ze schaffen a sou eng gewissen Autonomie ze kréien. Net ze schwätze vun der, géif ech soen, mënschlecher Dignitéit, déi dorunner hänkt, wann een eng Aarbecht huet. Dat bedeit ganz kloer och eng Verbesserung fir d'Entreprises.

Eis Kommissioun huet de Gesetzesprojet de 26. Juni presentéiert kritt. An deser Sitzung huet d'Kommissioun den Avis vum Staatsrot analyséiert an huet och Amendementer ugeholl. An der Sitzung vum 7. Juli sinn ech d'Rapporteur genannt ginn. Den 11. Juli ass den Avis complémentaire vum Staatsrot komm. De Rapport ass de 14. Juli an der Kommissioun ugeholl ginn an de selwechten Dag ass awer och nach en Avis vun der Chambre de Commerce komm. Deen hat et leider net méi a mäi schrëftleche Rapport gepackt. D'Chambre de Commerce begrësst, datt de Projet de loi d'Demarché fir Leit aus Drëttstaate vereinfacht. An net méi spéit wéi gëschter koum och nach den Avis vun der Chambre des Métiers, déi d'Gesetz och begrësst an eigentlech op eenzele Punkten, zum Beispill wat d'Delaien ugeet, souguer nach méi wäit gaange wär.

Ech soen Iech villmools Merci. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun, well dat heiten ass e gutt Gesetz, dat et ville Leit, déi bei eis komm sinn, méi einfach mécht, selbstaneng ze ginn, ze schaffen a sou och aktiv un eiser Gesellschaft deelzehuelen.

A loosst mech um Enn nach eng Kéier Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi ech mat jiddweringem hat an deene leschte Joren an der baussepolitichescher Kommissioun. Et war mir eng grouss Freed, déi dierfen ze presidéieren, an dat läit ganz vill dorunner, dass ech ganz gutt mat jiddweringem, deen do Member war, konnt zesummeschaffen. An dofir nach eng Kéier e grouse Merci vu mir.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Merci gläichfalls!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grouse Merci un de Président-rapporteur, den Yves Cruchten, fir all déi Ausféierungen, déi hien elo bei deem Projet gemaach huet.

Eppes direkt virewech: D'CSV begrësst dee Projet ausseruerdentlech an ech wëll och dorun erënnere: Mir haten heibannen eng Kéier en Debat iwwer alleguer déi Situatiounen vun de Flüchtlingen. Mir hunn et nach éischer ... Wéi de Président-rapporteur dat elo zum Schluss gesot huet, d'Chambre des Métiers hätt och gäre verschidden Delaien anschters gehat. Mir hätten eis och kënnen virstellen, éierlech gesot, nach méi wäit ze goen. Dir kennt Iech erënnere, wéi mir déi Diskussioun iwwert d'Immigratioun

haten, dass mer där Meenung sinn, hei gëtt elo en Deel ...

Den Yves Cruchten huet dat extra erkläert, dass d'Leit elo an Zukunft kënnen Sue kréien, fir selwer kënnen ze kafen. Ech wëll do nach eng Kéier drop zréckkommen: Heiansdo ass et dach awer och fir déi Leit ..., déi setzen an enger Struktur, si dierfen net schaffen goen, si dierfen net akafe goen a si kréien alles gliwwert. Si stelle sech awer vir, kënnen aktiv um Liewen deelzehuelen. Dofir ass et och gutt, datt mer hei verschidden Ouperture maachen, dass se kënnen aktiv um Liewen deelzehuelen, fir schaffen ze goen, mee dass si och kënnen aktiv deelzehuelen, fir an e Buttek ze goen, an e Geschäft ze goen, fir sech dat och ze kafen, wat si brauchen. Och dat gehéiert zu engem Deel vun der Dignitéit.

Hei ass eng Ouperture, déi gemaach gëtt. Mir hätten och näischt dergéint gehat, wa mer do nach méi wäit gaange wieren, well do si Leit, déi setzen ee Joer, annerhalleft Joer, zwee Joer, alt nach méi laang do ze waarden. A si waarden, op Lëtzebuergesch gesot, dass de Plaffong hinnen net op de Kapp fällt, well si wëssen net, wéi si hir Zäit rëmkréien. Dofir hätte mir näischt dergéint gehat, wann dat och nach méi wäit gaange wier.

Och déi aner Ouperture, déi gemaach gi betreffend d'ADEM, dass een och do d'Méiglechkeet kritt, méi séier kënnen Leit ze huelen. Ech mengen, et ass grad esou wichteg wéi nach ni an där Situatioun, wou mer hei um Aarbechtsmaart sinn. An den Aarbechtsminister huet et och nach ënnerstrach gehat net méi spéit wéi virun dräi Wochen, wéi mer iwwert d'Situatioun vun Aarbechtsmaart geschwat hunn.

Mir hu plazeweis Leit, déi eis feelen, an op anere Plaze fanne mer keng Leit, fir déi Aarbechtsplazen ze besetzen, déi mer brauchen. An dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg attraktiv ass fir den Aarbechtsmaart an dass mer och ufänke bei deene Leit, déi vläicht an der Protection internationale sinn, ze kucken, ob dat net déi Leit si mat deem Profil an dass déi eis do kënnen ... och net nëmmen doduerch, dass se „dierfen“ – ënner Guillemeten – hei sinn, well se an engem Land fortgaange sinn, wou et net liewenswäert ass, wou Problemer sinn duerch Krich an duerch ekonomesch Problemer, mee dass déi Leit eis och hei kënnen hëlfehen an dass et net sou ausgesäit, wéi wa se just hei wieren, temporaire, fir ze waarden, dass et soll iergendeppes änneren. Dofir och eis Felicitatiounen a mir kënnen dat ënnerstëtzen, wat do bei der ADEM gemaach ginn ass an dass et do och méiglech soll sinn, dass an Zukunft déi Leit méi séier kënnen eng Beschäftegung kréien.

An – ech komme bei de leschte Punkt dovun – dofir ass dat och wichteg, wat de Rapporteur Yves Cruchten ënnerstrach huet, dass et awer do méiglech ass, Verstéiss ze maachen (veuillez lire: géint Verstéiss virzegoen). Well mer wëssen alleguer, dass et och 99 % Gudder gëtt an 1 % manner Gudder, déi déi Leit astellen an déi do och heiansdo vun deene Leit profitéieren, dass och do elo d'Méiglechkeet besteet, méi séier an och vill méi strikt dergéint virzegoen.

An och dofir ass dat eng Positioun, déi mir als CSV kënnen matdroen. Wéi gesot, mir stinn deem Projet ganz positiv géintiwwer, mir hätten eis just gewünscht – de Rapporteur huet et och gesot –, et hätt een a verschiddene Punkten nach méi wäit kënnen goen. Mee dat hei ass eng éischt Etapp op deem richtege Wee, an da kënnen mer déi nächst Legislaturperiod déi Ännerunge maachen, fir och nach déi lescht Hürden aus dem Wee ze huelen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir sollen eis kengen Illusiounen hignn, och an Zukunft wäerten nach ganz vill Flüchtlingen op Lëtzebuerg kommen. Virun allem d'Klimakris wäert derzou bäidroen. A virun allem ee Kontinent wäert do méi betraff sinn, dat ass dee vun Afrika. Déi Leit, déi hunn näischt ze verléieren, et ass also nozevollzéien, dass si sech op de Wee maachen, fir eng aner Heemecht ze fannen.

Leider wäerte mer och nach eng Rei Dramen erliewen, wéi mir dat an deene leschte Jore scho gemierkt hunn. Et ass virun allem um Niveau vum Mëttelmier, wou ganz vill Leit ëmkomm sinn, wat wierklech extreem katastrofal ass. Et muss een och hei soen, datt een eng gewëssen eenheetlech EU-Politick um Niveau vun der Migratioun vermësst, dat ass méi wéi ze bedauern. Et leien zwar elo eng Rei Virschléi um Dësch, déi jo och dann nach mussen am Fong méi diskutéiert ginn. Ech erënnere drun, dass solle sougenannt Zenteren op de Bausegrenze vun der EU amenagéiert ginn, fir am Fong geholl dann och déi Prozedur ze beschleunegen. Dat féinnt och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech wëll awer och genauou gutt hannendru soen, datt déi sougenannt Ruanda-Léisung fir eis op kee Fall a Fro kënn.

D'Praxis beweist, dass déi Legislatioun iwwert d'Asylpolitick muss permanent ugepasst ginn; dat geschitt och haut mat deem Projet de loi. Dat Schlëmmst ass natierlech, wa Leit, déi hir Heemecht verloossen, fir sech eeben, wéi gesot, eng nei Existenz opzebauen, dann ausgebeut ginn. Dat gëtt et nach ëmmer, gëtt et leider ëmmer méi, dat ass dann Traite des êtres humains, do wou am Fong geholl grad de Legislatueur, mir als Politiker mussen extreem dergéint ukämpfen.

An dat ass eng Entwécklung, déi een ënner sou Ëmstänn op kee Fall kann akzeptéieren. Lëtzebuerg leescht do e gudd Bättrag, Lëtzebuerg versicht natierlech um internationalen Niveau, sech och do anzubréngen. Ech verweisen zum Beispill och op eis Kollaboratioun um Benelux-Plang. An et ass also wichteg, datt mir eis nach wie vor och do um internationalen Niveau betätegen.

Natierlech wier et onfair, fir hei elo d'Patronen insgesamt duerststellen, wéi wa se géinge versichen, Leit maximal auszenoten. An et ass, wéi mäi Virriedner dat jo richtig hei bemierkt huet: Dat ass eng Minoritéit, déi dat mécht. Mee grad déi Minoritéit muss an Zukunft méi staark bekämpft ginn. Dofir muss och en effiziente Kontrollsystem agesat ginn, dat ass jo och iwwert dat Gesetz hei elo méiglech. D'ITM kritt also do nach méi Méiglechkeeten. Vläch dann awer d'Fro un de Minister: Si mer och do gutt opgestallt, wat d'Personaldecken ubelaangt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat awer elo an deem Gesetz hei ouni Zweifel positiv ass, dat ass och déi Manéier fir ze embauchéieren, datt dat elo vill méi flexibel gestalt gëtt. Do ginn eng Rei Delaien hei elo verkierzt, ech wëll dat net méi am Detail nach eng Kéier widerhuelen.

Mir sinn an der glécklecher Situatioun, datt eis Ekonomie trotz deene Problemer, déi mer hate respektiv hunn, nach ëmmer gutt dréint. An et ass also awer wichteg, datt mer gewëssen Aarbechtsplaze kënnen sou séier wéi méiglech besetzen. Datt elo zum Beispill ee kann dräi Méint hei zu Lëtzebuerg schaffen, ouni u sech eng Aarbechtsautorisation ze hunn,

ass e wichtige Bättrag, fir am Fong déi Situatioun ze verbesseren. Dat ass gutt fir eisen Aarbechtsmaart. Ech denken elo un zwee Secteuren: virun allem, engersäits, d'Gastronomie. Wann ee mat de Leit aus deem Secteur schwätzt, do weess een, datt et relativ schwéier ass, Leit ze rekrutéieren. Ech denken awer, op der anerer Säit, och zum Beispill un de Geméis- an den Uebstbau, déi fréier vill Leit aus Länner wéi Polen oder Bulgarie rekrutéiert hunn; zwee EU-Länner, wou d'ekonomesch Situatioun sech elo glécklecherweis verbessert huet a wou et u sech elo méi schwéier ass, Leit dann hei ze rekrutéieren. Dofir gëtt also am Fong elo de Bléck schonn op aner Länner geriicht, also ass et scho richtig, dass mer dat méi flexibel gestalten. Dat Ganzt bréngt dann och mat sech, datt de Regroupement familial och soll aus deem Bléckwénkel verbessert ginn, wat mer och nëmme kënnen hei guttheeschen.

Ech wëll dann awer och op de Volet vun de Studenten hiweisen aus den Drëttlänner, déi jo bis elo am Fong geholl nëmme nach konnten néng Méint no Ofschloss vun hirem Studium hei zu Lëtzebuerg bleiwen; dat gëtt elo op zwielef Méint erhéicht. Och dat ass eng ganz gutt Decisioun. Et dierf een net vergiessen, datt ganz vill Studenten do eng héich Qualifikatioun hunn, déi och fir eisen Aarbechtsmaart gegebenefalls kënnen produktiv wierken. An dowéinst kann een déi Ännerung do nëmme nach begrëssen. Awer och an deem Kontext nach eng Kéier d'Fro, ob d'ADEM och fir déi sämtlech Ännerungen do personalméisseg staark genuch opgestallt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen zweete Volet, do geet et an deem Gesetz jo elo méi iwwert den Openthalt vun de Flüchtlingen hei am Land. Ech mengen, et ass evident, datt mir hei ganz kloer fir eng human Asylpolitick stinn. De Respekt an d'Dignitéit vis-à-vis vun all Mënsch mussen hei ganz kloer priméieren. Datt och elo déi finanziell Moyenen erhéicht ginn, déi jo nach net extreem sinn, ass awer net méi wéi normal. An dofir ass et och gutt, datt mer dee Schrëtt do ginn. Ech mengen, déi Leit brauche selbstverständlech och e gewëssene Minimum, fir kënnen ze liewen. Natierlech muss een awer och oder musse si virun allem och responsabel mat deene Moyene kënnen ëmgoen.

Vläch e lescht Wuert dann och nach iwwert d'Logementer vun den DP'len. Mir hunn do eng ganz Rei Problemer hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn de Moment plus ou moins 8.000 Better; dat geet, wa mer elo an d'Zukunft kucken, mat Sécherheet net duer. Wann et mer erlaabt ass, och hei e klengen Appell ze maachen un d'Gemengeresponsabel – ech mengen, et setzen der jo 44 heibannen –, datt d'Gemengen do kënnen e wichtige Bättrag bréngen, datt si och déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung stellen, datt mer déi néideg Better och an Zukunft hunn ... Well et sinn eng Rei Leit, déi de Statut schonn hunn, déi awer mussen an Infrastrukture logéiert ginn, déi am Fong geholl net méi fir si geduecht sinn. Dat ass net ganz glécklech an dowéinst, wéi gesot, solle mer och do nach Efforte maachen, fir zousätzlech Logementer ze schafen, fir datt déi Leit och kënnen an aller Dignitéit hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Ech géif och ganz gär, fir

unzefänken, dem Här Rapporteur e ganz grouse Merci soe fir säi schrëftlechen, awer och fir säi mëndleche Rapport.

Bon, meng Virriedner hunn elo scho relativ vill Punkten ugeschwat, dofir soen ech och Merci, da kann ech mech hei e ganz gudd Batz méi kuerz halen. Ech géif zwou Saachen ervirsträchen, déi mir natierlech och als gréng Fraktioun besonnesch begrëssen. Dat ass natierlech eng Kéier d'Veereinfachung fir den Accès op den Aarbechtsmaart an domadden dann och einhergehend de vereinfachten Accès fir notament DPIen, fir kënnen méi schnell schaffen ze goen. Dat ass och eng Demande, déi mer méi allgemeng scho vill méi laang formuléiert hunn.

An dat anert ass ganz allgemeng de Punkt, wa mer soen: „Mir mussen eise Standuert an deem Sënn och stäerkeren“ – mir haten an der Kommissioun och driwwer geschwat –, dat ass ee vun de Punkten, wou mer et elo zum Beispill relativ schwéier maachen, fir Partner vun enger Persoun, déi aus engem Pays tiers kënn, fir hei dierfen ze schaffen. Da mécht dat eisen Aarbechtsmaart natierlech och net méi attraktiv an net méi interessant.

Voilà, wéi gesot, mir freeën eis iwwert déi dote Punkten. Fir eis ass ganz besonnesch ..., wa mer iwwert de Punkt schwätze vum Accès op den Aarbechtsmaart, Vereinfachung vum Accès an dann op der anerer Säit awer och de Constat, dass mer a ville Beräicher d'Penurie hunn an dass mer do mussen op aner Weeër goen, begrëisse mir dese Projet de loi natierlech.

Et ass fir eis allerdéngs och, loosse mer soen, wéi meng Virriedner zum Deel och scho gesot hunn, en éischte Schrëtt, dee mer hei gemaach hunn. A mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass mer déi dote Froen an engem ganz breede Kontext an Zukunft nach eng Kéier opwerfe mussen an da vläch och nach eng Kéier bësselche méi an den Detail goe mussen. Mee wéi gesot, et ass en éischte gudd Schrëtt an an deem Sënn gi mer natierlech dann och hei eisen Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Empain. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmoos merci. Dir Dammen an Dir Hären, och dem Här Cruchten e grouse Merci. Ech mengen, hien huet mer d'Aarbecht ofgehall, d'Gesetz ze beschreiben, also wëll ech mech just op e puer Kommentarer hei limitéieren.

Deen éischten ass, datt déi ekonomesch Situatioun jo déi ass, datt de Chômage tendenziell éischer eropgeet an deenen onsécheren Zäiten, an deene mer elo liewen. Mir gesinn och, datt an eise wichtigste Nopeschlänner grouss Problemer ufänken, sech ze profiléieren. Dat bleift sécher och net ouni Konsequenzen op Lëtzebuerg an op eisen Aarbechtsmaart. An et feelen eis qualifizéiert Leit an éischer Hinsicht, dat dierf een och net vergiessen. Mir siche qualifizéiert Leit, an dat ass natierlech och eng aner Demarche, wéi wann een elo einfach Mataarbechter sicht ouni grouss Qualifikatiounen.

De Kollege vun der CSV wëll ech soen, datt ekonomesch schwierig Situatiounen an Drëtstaate kee Grond fir Asyl sinn. Ech mengen, et muss een ëmmer kucken, wat an internationalen Droit virgesinn ass. Eng ekonomesch schwierig Situatioun an engem anere Land ass kee Grond, fir hei Asyl ze fannen. Dat ass fir eis e Grond, fir mat deene Länner zesummeschaffen, ekonomesch, fir hinnen dobäi ze hëllefen,

eng besser ekonomesch Situatioun bei hinnen ze schafen. Dat ass eppes ganz anescht. Dofir muss een och sou Saache kritesch hannerfroen, wéi datt Studenten aus Drëttlänner méi laang kënnen hei bliwen – mir hunn dat ëmmer erëm kritiséiert.

Et ass e Braindrain dee mer maachen. U sech wollte mer jo Studenten aus Drëttlänner hei ausbilden, fir datt se kënnen zrëckgoen an eebe just déi ekonomesch Entwécklung vun hiren Heemechtslänner kënnen ënnerstëtzen. An et ass e bëssen awer, loosst mech et kloer soen, onmoralesch, fir da Leit hei auszubilden an hei ze behalen, wou mer wëssen, datt hir Plus-value a si dacks méi néideg gebraucht ginn an deene Länner, wou se hierkommen, wéi hei. Mee et ass e Prozedere, dee mir net onbedéngt gutt fanen, well et e bëssen déi Intention première, déi mer haten, déi och richteg ass, ad absurdum féiert.

D'ASTI huet eis eng Rei Kommentare geschéckt, déi och interessant sinn; ech wëll déi och net onkommen-téiert loosse. Se hunn eng Rei Kriticke formuléiert, mir hunn haut nach eng Kéier de Rappell vun deene Kriticke kritt. An dobäi ass zum Beispill eng Fuerderung, d'Préférence communautaire ofzeschaffen. Dat ass an eisen Ae falsch, well d'Préférence communautaire berout jo op enger vun de grouse véier Grondfräiheeten an der Europäescher Unioun, der Liberté de circulation des personnes, an dat berout op Géigesäitgeket. De Modell, deen d'ASTI eis proposéiert, ass praktesch weltwäit. Een, deen op Lëtzebuerg kënnt, deen huet hei d'Méiglechkeet ze schaffen, gëtt direkt also u sech regulariséiert a kann hei schaffen, ouni iergendeng Form vu Reciprocitéit an ouni iergendeng Form vun internationalem Accord an där Hisiicht. Also dat ass op jidde Fall eng Approche, wou et schwéier ze gesinn ass, wou fir eist Land a fir eis Leit iergend e Virdeel kéint leien. Also mir halen op jidde Fall als ADR an där Iddi vun enger Préférence communautaire fest.

Dann ass déi Diskussioun ronderëm Persounen, d'Aarbechtméiglechkeete vu Persounen am Séjour irrégulier. Gutt, do ginn hei e puer Ouverturë gemaach wéi de Report ... Leit, déi kënnen schaffe goen, wa se e Report oder Sursis à l'éloignement hunn, domadder kënnen mer liewen. Awer mir mussen och kloer soen, datt dat net soll den Ufank vun engem Émgoe vun der legaler Presenz am Land sinn. Also mir kënnen net higoen an iwwert deen do Wee herno plädéieren, fir eng allgemeng Regulariséierung ze kréien, well dat féiert just zu engem Appel d'air, dat féiert just dozou, datt nach méi Leit kommen op eng illegal Manéier.

Wat mir gär hätten, dat ass, datt déi Leit, déi illegal am Land sinn, entweeder d'Land verloossen – vu datt se jo illegal hei sinn, mir si jo e Rechtsstaat – oder kucken, datt si hir Situatioun regulariséieren, awer net, datt mir higinn an als Staat eng illegal Situatioun regulariséieren, dat schéngt eis e bësse schwierig ze sinn. Dat ass elo net virgesinn, mee et ass ëmmer gutt, et ze soen, well: „Un homme averti en vaut deux“, sou schéngt et ze sinn.

Datt d'Familljemembere vu Leit, déi regulär am Land sinn, direkt kënnen schaffe goen, begrësse mer. Dat ass effektiv eng gutt Iddi. Mir mussen awer och oppasse mat deenen neie Modalitéiten, déi d'Patronen hunn, fir da méi séier kënnen och eng Demande ze maachen, fir Leit kënnen ze kréien, datt dat net zu Reseau féiert. Mir haten dat an der Vergaangeneheet, ech schwätzen hei vu virun 10 a 15 Joer, datt sou Reseau sech etabléiert hu vu fake Annoncen, wou da Leit komm sinn, an dat ass e ganze Geschäftsmodell gewiesch iergendwéini eng Kéier. A mir mussen oppassen, datt mer sou Systemer net duerch relativ grousszügig Dispositiounen, wéi mer se hei aféieren, awer erëm favoriséieren.

Et ass scho gutt, an et ass och gutt, well hei komme jo dacks och Kriticke géint d'ADR, mee ech wëll dofir – d'ASTI mécht et och, awer bei eis ass dat méi favorabel – de Regierungsprogramm zitéieren, de Koalitiounsprogramm. An dee seet ganz kloer: „L'immigration doit continuer à servir les intérêts économiques nationaux“, dat seet d'Koalitioun, „en répondant notamment aux besoins du marché de l'emploi et en permettant d'attirer des talents à des fins de recherche et d'études.“ Dat ass dat, wat de Koalitiounsprogramm seet, an domadder si mir och als ADR d'accord. Dat resümiert eigentlech och déi Positioun, déi ech Iech elo hei presentéiert hunn. Dat gesot, droe mir dat Gesetz hei mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, merci dem Rapportier fir säin exzellente Rapport. Jo, dëst Gesetz geet wéi vill anerer dës Woch e wéineg ënner an der Mass vu Gesetzter, déi mer stëmmen. An ech baséiere mech elo a menger Ried virun allem op meng eege Lektür, mee och op den Avis vun der ASTI an och vun anereren Acteure vum Terrain.

D'Gesetz war effektiv erwaart gi vun enger Rei Acteuren, ënner anerem der ASTI, mee si schreiw selwer: D'Ännerunge si relativ timide. De Staatsrot schreift och an deem Sënn: „Le Conseil d'État note que bon nombre des modifications proposées sont dépourvues de réelle plus-value et sont dès lors inutiles.“

Am éischte Kapitel geet et jo drëms, dass d'Employeuren, déi Mënschen, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, beschäftegen, méi staark solle bestrooft sinn. Do kann ee jo net dergéint sinn, well Mënschen, déi an enger vulnerabler Situatioun sinn, solle beschützt ginn an déi sollen natierlech net ausgenotzt ginn. Dat heescht, do kann ee sécherlech net dergéint sinn.

Mee d'Approche ass awer e Choix. An et ass e Choix, iwwert dese Wee ze fueren an net zum Beispill iwwer eng Regulariséierung vun dese Mënschen ze fueren, dat schreift och d'ASTI an hirer Prise de position. Mënschen, déi souwisou hei schaffen, scho méi laang hei sinn zum Deel an hei schaffen, kéinten och iwwer eng extraordinaire Regulariséierung dann eebe regulariséiert ginn. Mir hunn dat och an enger Motioun hei gefuerdert gehat am Mäerz. Domadden hätte mer deene betraffene Leit sécherlech vill méi gehollef, well ganz vill Leit schaffe leider ëmmer nach léiwier schwaarz wéi guer net.

Da ginn am Code du travail eng Rei Prozedure fir d'Employeure vereinfacht, mee wierklech just e wéineg vereinfacht. D'ASTI schreift och dozou, Zitat: „Pour l'ASTI il est temps d'aller plus loin et de mettre fin à la préférence communautaire purement et simplement, ainsi que d'abolir le test du marché du travail pour tous les ressortissants de pays tiers, comme c'est déjà le cas pour les travailleurs hautement qualifiés.“ Ech loosse dat elo mol sou stoen, ech hunn éischer Sympathië fir dëst Zitat, entgéint mengem Virspriecher.

Da gesäit dat zweet Kapitel vir, dass Familljemembere vu Ressortissants de pays tiers net méi mussen eng Aarbechtserlaubnis ufroen, an dozou kann ech just soen: Endlech! Et ass wierklech Zäit ginn, well dat war jo en absoluten Anachronismus, dass déi net duerfte schaffen. Ech hat eemol d'Geleeënheet

mat anere Kolleeg/innen heibannen, bei der ASTI un engem Echange mat sou Familljemembere deelezhuelen, an ech ka mech gutt erënneren, wéi déi eng oder aner Persoun eis effektiv erzielt huet, wéi schwéierfällg et wier, wann ee méint- a jorelaang muss doheem sëtzen, well een u sech heihikomm ass, fir bei sengem Partner ze sinn, an net duerft schaffen, obwuel ee professionell an akadeemesch awer Erfarungen huet.

Natierlech soll eng Autorisation de séjour enger Autorisation de travail gläichkommen. Dat schreift d'ASTI an dat mécht och Sënn an eisen Aen. Dozou muss een awer soen, dass et – an eisen Aen – zimmlech penibel ass, dass dës Modifikatioun mat dem Manktem un Aarbechter an Aarbechterinnen an also mam Meerwärt fir eisen eegene Maart an eis eegen national Interessie justifizéiert gëtt. Voilà, et deet mer leed, ech muss soen, dat ass mir ganz peinlech.

Et ass dës utilitaristesche Logik, déi mir als Lénk uprangeren, eng Logik, wou et méi ëm sech selwer geet wéi ëm deen aneren oder dat anert. Mir mengen, et geet ëm Mënscherechter an ëm Mënschewürd an och ëm de gesunde Mënscheverstand. Firwat net schreiw: „Mir ginn hinnen den Accès op eisen Aarbechtsmaart, well si souwisou hei sinn, well si zum Deel schaffen och schaffe wëllen, well si et wäert sinn a well mir si wëlle wüerdgen?“ Dat wär jo och eng Argumentatioun, déi u sech nobel wier ze schreiw. Mee voilà, dat ass och e Choix.

Dat drëtt Kapitel bréngt eng aner positiv Verbesserung mat sech, déi och absolutt iwwerfällg war. Den Test du marché gëtt ofgeschafft bei der Demande vun der AOT, der Autorisation d'occupation temporaire. Och dat war längst eng Fuerderung vun den Acteuren um Terrain. Mir all wëssen, wéi schwéierfällg déi Prozedur, fir eng AOT ze kréien, ass a wéi wéineg Leit respektiv Employeure par conséquent eng ugefrot hunn a kruten. Mee d'AOT bleift bestoen – och dat ass eng Limitt an deem Gesetz –, mat engem Deel vun hire Constraints. Et bleift esou, dass en DPI muss sechs Méint waarden, éier en d'AOT kann ufroen, an och nach ëmmer zwou Administratiounen am Spill sinn, also d'ADEM an d'Direction de l'immigration. Och dat bedauere vill Acteuren um Terrain, wéi d'ASTI, Passerell an anerer. An d'AOT ass nach ëmmer nëmme gutt fir een Employeur.

Ënner dem Stréch: kleng positiv Ännerungen, déi absolutt iwwerfällg waren an den absolute Minimum sinn. Mir droe se natierlech mat, well et sinn trotzdem Verbesserungen. Et hätt een trotzdem vill méi wäit kënnen goen, fir de Leit hir Rechter an hir Würd ze ginn. Mee mir sinn et scho gewinnt: An der Immigratioun virun allem gëtt ëmmer mam absolute Minimum geschafft! Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet ass grundsätzlech ze begrëssen. Ech mengen, datt et eng ganz Rëtsch kleng Ännerunge gëtt, an dofir merci un de Rapportier, deen dat am Detail hei erkläert huet. Ech ginn dofir nëmme op e puer Punkten dovunner an, wou ech awer mengen, datt mer nach eppes ze soen hunn.

Dat eent, dat sinn d'Strofe beim Emploi vu Leit en situation irrégulière. Dat ass ok, datt mer déi an d'Luucht setzen. Ech mengen, datt et laang Joren u sech vill ze niddreg Strofe gouf an et doduerjer och net wierklech dissuasiv war an deem Sënn, datt mer déi Problemer jo rekurrent haten. Déi Problemer sinn

ëmmer erëm opkomm. Dann ass emol eng Kéier een dowéinsten geklaakt ginn – fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen –, a schlussendlech huet en et dann awer weidergemach, vläicht ënner enger anerer Struktur, vläicht emol mat anere Budgeten, vläicht mat enger anerer Nationalitéit vu Leit. Mee schlussendlech war et net wierklech dissuasiv, fir hei géint déi modern Sklavenaarbecht virzegoen. A genau dat ass et! Mir schwätzen hei jo net nëmme vu Leit, déi da wéinstens regulär bezuelt ginn, wa se en situation irrégulière sinn, mee ganz heefeg schwätze mer hei vu Leit, déi dann och nach net adequat bezuelt ginn, déi hei wierklech ausgebeut ginn. Mir haten do schon eng Rëtsch Question-parlementairen. Mir wëssen aus dem Ausland, datt dat en heefege Symptom ass, datt Leit, déi keng Moyenen hunn, sech iergendwouhin ze wenden, dann natierlech ausgenutzt ginn.

Mee niift de Strofe sollte mer eis natierlech – an dofir begrëissen ech dann och dat heite Gesetz – d'Méiglechkeet schafen, d'Leit un d'Schaffen ze kréien an enger regulärer Situatioun. Dat heescht, dat ass definitiv och e weidere positiven Aspekt vun deem heite Gesetz. Mee och do, niift engem positiven Aspekt, muss een dann awer erëm vläicht e méi nuancéierte Point de vue kucken. Do geet et dann awer och, zum Beispill, ëm d'Unerkennung vun Diplomer. Et hëlleft näischt, wa mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, schaffen ze goen, wa mer gläichzäiteg hir Diplomer net oder mat ganz vill Delai unerkennen. Och hei, dat ass net eppes, wat zum Beispill nëmme d'Leit en situation irrégulière betrëfft, mee eppes, wat och Leit en situation régulière, Leit, déi souguer op Lëtzebuerg kommen, fir hei ze schaffen, definitiv betrëfft. Dat heescht, do misst een dann d'Education materanhuele respektiv d'Héichschoulwiesen, fir déi Unerkennunge méi séier ze maachen.

Da kéint ech elo eng ganz Ried hale just iwwert dat Täschengeld, wat un d'BPien an d'BPien ausbezuelt gëtt. Déi Aiden – mir nenne se „Aiden“ am Text, dat ass méi neutral wéi „Täschengeld“ – ginn da liicht eropgesat, et ginn nei Kategorien agefouert. Bref, dat ass gutt, datt mer eppes maachen, mee wéi dat och virdru scho gesot gouf, gi mer hei wierklech an Trippelschrëtt no vir. Et ass net de grouse Worf, dee mer hei gemaach hunn.

Ech weess och, mir waren de Bâtiment T kucke mat der Chamber. Mir wëssen, datt et an engem Bâtiment T sécher schwéier ass elo, de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, selwer ze kachen. Mir sollten dofir awer net eis Ustrengunge reduzéieren, fir méiglechst ville Leit an deene Situatiounen d'Méiglechkeet ze ginn, selwer anzekafen, selwer ze kachen. Dat géif éischters zu enger Oflenkung féieren, anerersäits géif dat natierlech och derzou féieren, datt mer eng gewëssen Autonomisatioun vun de Betreffene géife schafen.

Dat ass haut leider net an alle Strukturen méiglech an et gesäit ee souguer: An deene leschte Joren ass den Undeel u Strukturen oder den Undeel u Better, wou dat méiglech ass, leider erofgaangen. Dat hânt natierlech och mam Ustig vun de Better zesummen. Ech mengen, datt et net schwaarz a wäiss ass, mee an all deene Grotéin misste mer awer kucken, besser ze ginn.

An da schlussendlech, drëtter Punkt, den ETIAS, de European Travel Information and Authorisation System: Jo, mir sammele méi Donnéeën iwwer Leit, déi bis elo visafrei waren. Dat ass eppes, wat eis Piraten elo mol prinzipiell net sou ganz gutt um Mo läit. A wann ech e bëssen d'Debaten, déi op europäeschem Plang gefouert goufen, fir den ETIAS anzeféieren, Revue passéiere loossen, dann hat ech do ganz

oft d'Gefill, datt et fir déi eng Sait vum Bord drëm goug, méi Donnéeën ze erhiewen, fir de Schengen Information System quasi ze komplettéieren, fir méi ze wëssen, wien dann elo an Europa areest. A fir déi aner Sait vum Spektrum ass et net drëm gaangen, iergendeppes Securitaires ze maachen, mee u sech ze retaliéiere géint Länner, déi dat scho laang mat den Europäer maachen, fir net ze soen: d'USA mat hirem ESTA, d'Kanadier mat hirem eTA, den eVisa-System, wéi en enger ganzer Rëtsch vu Länner applizéiert gëtt, respektiv och elo Groussbritannien, déi jo och eng Autorisatioun wëllen aféieren. Ech mengen, ech hat e bëssen d'Gefill, datt et op där enger Sait eng Sécherheitsfro war – „Mir wëlle méi Donnéeën!“ –, an op där anerer Sait – wou ech Douthen hunn, ob dat wierklech gräift –: „Kommt, mir retaliéiere géint Länner, déi dat mat den europäesche Biergerinnen a Bierger maachen!“ Ech mengen, d'Wouerecht louch herno iergendwou do derzwëschent. Et steet elo mat hei am Gesetz. Ech hu kee Problem domat, datt mer dat ëmsetzen; et ass en europäeschen Text. Ech hätt mer awer op europäeschem Plang do vläicht eng méi nuancéiert Diskussioun dozou erwaart.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prises de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Merci, Här President. Et deet mer leed, dass ech e wéineg spéit sinn, mee ech war zu New York an de Fliger fir zréck hat immens vill Verspéidung an ech sinn eréischt fénnef vir zwou elo iwwer München, Frankfurt gelant an duerfir entschëllegt, datt ech net beim Rapportier derbäi war an och net bei den éischte Riedner. Mee ech hunn awer elo alles matkritt, dass dat heiten e Gesetz ass, dat vu jidderengem hei an der Chamber gedroe gëtt. Da kann ech mech also kuerzfaassen.

Ech mengen, den Yves Cruchten, de Rapportier, huet wéi en dat ëmmer mécht héchstwahrscheinlech, am Detail alles explizéiert, mee mir si ganz frou a mir soen der Chamber e ganze grouse Merci, dass Der dat hei nach mat op den Ordre du jour geholl hutt, well ech mengen, et ass e wichteg Gesetz, fir dass mer méi Leit un d'Schaffe kréien, déi hei am Land zum Beispill eng Demande gestallt hunn, fir Asyl ze kréien, awer och fir Drëttstaatler, déi mer hunn.

Ech mengen net, dass dat heiten elo eppes ass, wou mer net würdeg domadder ëmginn. Effektiv hunn eis Servicer ausgerechent, dass mer ronn, ech mengen, 3.900 Persounen hunn am Land, déi dat potenziell concernéiert. Dat sinn also Conjointen oder Conjointé vu Leit aus Drëttstaaten, déi kéinten op den Aarbechtsmaart kommen, also tëschent 18 a 60 Joer, wa se dat wëllen. De Moment – fir Iech och dee Chiffer ze ginn, deen ech hunn – sinn et 275 Familljemeberen, déi schafen an eng Aarbechtsermächtigung, Aarbechtslaboris, gefrot hunn.

Bon, bis dato war dat net méiglech. Déi Leit hu misse hir Pabeieren da froen, wa se hei waren. Dir wësst, dass d'Employeure ganz gären zréckgräifen op Leit, déi d'Pabeieren an der Rei hunn. An hei hu mer e Schratz gemaach, mengen ech awer, dee selbsterständlech soll déi Leit würdegen, déi mer och kënnen invitéieren, fir hei zu Lëtzebuerg schaffen ze kënnen.

Mir hunn dann och profitéiert, fir eng kleng Saach, déi awer och wichteg ass ... Dir wësst, dass Leit hei sinn, déi an der Prozedur sinn, fir de Statutt ze kréie

vun der Protection internationale, an déi dann aus Grënn e Report kritt hunn, fir d'Land ze verlossen, oder e Sursis à l'éloignement kritt hunn, an dass do och zukünfteg den Test de marché ewechfält.

Mir hunn dann och ... jo, also dat ass en Detail, deen awer och ville Leit, mengen ech, wäert hëlfe: D'Studenten, déi heihinnerkommen, Chercheuren, déi kënnen elo ... vun néng ass déi Durée eropgesat ginn op zwielef Méint, wou se, wa se hir Etüde fäerdeg hunn, nach hei am Land kënnen schaffen.

Bon, dann hu mer déi Geschicht vun de maximalen dräi Méint. Déi hu mer jo elo ... Do huet ee misse an engem Grupp vun Entreprisé schaffen. Dat hu mer elo ewechgeloss, well ech mengen, den Aarbechtsmaart, dee gëtt dat net méi erëm, soudass dat och eng gewëssen Overture ass. A mir hunn effektiv dat, wat elo den Här Clement ugeschnidden huet: ETIAS an Entry/Exit System. Bon, mir hunn do ganz, ganz vill driwwer diskutéiert, virun allem och, mengen ech, d'Madamm Justizminister an dann och de Sécherheets..., de Conseil, dee sech ëm d'Innere Sécherheet bekëmmert. Dat heiten ass eng europäesch Decisioun, fir dass ee weess, wien an Europa erakëntt a wien erausgeet.

Wat elo den Accueil, d'Gesetz vum 18. Dezember 2015, ugeet, do ass jo déi Haaptneuerung déi, dass, wa Leit an der Prozedur sinn, fir Asyl ze froen, se elo kënnen no sechs Méint schaffe goen, ouni dass muss deen Test de marché gemaach ginn. Dat heescht, dass gefrot gëtt, ob keng Leit, déi schonn hei um Marché sinn, fir dee Posten do kéinten a Fro kommen, an dat ass eng ganz laangwiereg Prozedur. Déi fält ewech an ech mengen, domadder kréie mer dann och méi Leit op den Aarbechtsmaart.

Ech hunn och do eng Zuel kritt, déi ech gefrot hunn: Also, mir hunn eigentlech 2023 elo just 38 Accorde ginn. Bon, d'Refuge sinn ëmmer manner ginn am Laf vun de Joren. 2022 waren et 46 Accorden, mee Dir wësst, wéi vill Leit mer hunn, déi an de Prozeduren hei sinn. Also, do hätte mer en Interêt drun, fir déi Leit ..., well ech mengen, d'Integratioun kann nëmme geschéien, wann d'Leit och eng Aarbecht hunn, a wa se eng Aarbecht hunn, kënnen se och eng Wunneng fannen. Wa se keng Aarbecht hunn: keng Wunneng an eng schlecht Integratioun. Dat ass am Interêt vun den Demandeuren an ech mengen, et ass elo gutt, dass mer dat nach fäerdegkritt hunn.

Dat huet laang gedauert, dat stëmmt, mee Dir kennt eis Prozeduren hei. Et ass elo net, dass déi zwee Ministeren, déi zoustänneg waren, d'Regierung do gebremst hunn, mee mir hunn alles misse kucken, dass déi ganz Prozedure gestëmmt hunn, an och mam Conseil d'État, wou jo en Dialog stattfonnt huet. Mee elo hu mer et an ech géif och mengen, dass een net soll soen, dass dat heiten elo e Fortschrëtt wier, mee et geet net duer. Dat ass jo kloer: E Fortschrëtt geet net duer, et geet ni duer. Mee ech kommen elo vun New York, wéi ech gesot hunn, do ass vill Misär an der Welt. A wa mer e kleng Schrétt no vir maachen, da sollte mer eis och net do verkrampfen an deem Negativen, mee einfach soen, dass et eng Saach ass, en éischte Schrétt. Mir soe jo net, dass dat do elo d'Léisung vun allem ass, mee dass et awer e Schrétt ass an déi richteg Richtung.

Ech mengen, domadder hätt ech ... A, an da kënt nach, wat d'Leit vu Sue kréien, déi am ONA sinn. Also, mir mussen emol fir d'éischt soen, dass d'Leit am ONA alleguerter logéiert ginn. D'Kanner kënnen an d'Schoul goen, dat wësst Der alles, dass se ze iesse kréien. A selbsterständlech hu mer net nëmme d'T-Gebai, mir hunn och vill ganz aner Gebai, méi kleng Gebai, wou d'Leit selbsterständlech, wann

et méiglech ass, kënne kachen. A si kréien en Täschegeld nieft deem, dass se opgehol sinn, an dat ass och richtig. Dat gött elo 29 Euro am Mount. D'Isse sinn 226,27 Euro. An da fir Hygiènesprodukter nach eng Kéier 45 Euro. Mee et muss ee wëssen, dass déi Leit jo vum Staat, also vun eis allegueren – an dat solle mer jo och esou maachen –, en Ennerdaach kréien, sou gutt, wéi et geet, an dass se och versuergt ginn, wat d'Essen ugeet an d'Schlofen ugeet a sou weider.

Bon, dat hei kënnt derbäi. Dir wësst, dass mer Momenter haten – Dir wësst dat vläicht net méi sou –, wou mer heiranner vill méi héich louche wéi d'Länner ronderëmmer, an dat huet sech jo europäesch och e wéineg agependelt. A mir sinn hei an enger Moyenne, déi an Europa och eigentlech praktesch d'nämmlecht ass, an duerfir hu mer dat och e wéineg no uewen adaptéiert.

Sou, ech soen Iech villmoools Merci an ech wier wierklech frou aus menger Siicht, wa mer d'Gesetz kéinte stëmmen, mee de Georges Engel, den Aarbechtsminister, deen huet natierlech och mat dru geschafft un dësem Projet an e wäert dat dann elo belichten. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo, merci, Här President. Merci, Dir Dammen an Dir Hären, och merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass scho ganz vill hei gesot ginn. Dat Gesetz, dat huet, wat den Travail ugeet, als Zil, eng ganz Rei Elementer ze reegelen a virun allem dann den Drëttstaatler et ze vereinfachen, um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen. An dat heite Gesetz, dat ass am Interêt vun eise Aarbechtsmarché, dat ass am Interêt vun eisen Entrepreneuren an dat ass och am Interêt vun enger méi mënschlecher a méi oppener Gesellschaft.

A jo, deen Text hei ass och op Demande vun de Patronen mat entstanen an duerfir ass dat hei schonn e Gesetz, wat eisen Aarbechtsmarché méi attraktiv mécht fir Talenter aus Drëttstaaten. A mir sinn an enger oppener Économie, mir sinn an engem oppenen Aarbechtsmarché a wat géife mir hei zu Lëtzebuerg maachen, wa mer eis auslännesch Aarbechtskräften hei net hätten? Mir géifen hei net méi kënne funktionéieren. Duerfir ass et extreem wichteg, dass mer och do eisen Aarbechtsmarché fit maache fir d'Zukunft.

Wéi meng Virriedner schonn ennerstrach hunn: Do gött et jo den Test du marché, deen elo extreem vereinfacht gött, an dat ënner der Konditioun, dass de Posten, deen d'Drëttstaatler sollen unhuelen, dann och op der Lëscht vun de „métiers très en pénurie“ steet. An hei dauert et dann nach just fënnef Deeg, bis d'ADEM den néidege Certificat kann ausstellen. An déi Indicateuren, fir „métiers en pénurie“ oder „métiers très en pénurie“ ze definéieren, déi ginn zesumme mat der UEL definéiert. A wéi Der am Text konnt liesen, gött do gekuckt, wéi vill Aarbechts-sichend mer an engem Metier hunn, wéi vill oppe Poste gemellt sinn an dann den Taux vun den Offeren, déi vun engem Kandidat besat ginn. An dofir ass et immens wichteg, datt och alleguer d'Patronen hir Posten deklaréieren bei der ADEM, fir dass mer déi „métiers en pénurie“ sou definéieren kënnen, datt déi Beruffer do och allegueren dra sinn. Wann d'Posten net gemellt ginn, da kënnen mer se och net op déi Lëscht unhuelen. Duerfir nach eng Kéier en Appell un d'Patronen: Mellt Är Poste bei der ADEM!

Voilà, dat Gesetz hei, dat mécht eisen Aarbechtsmarché méi mënschlech, férdert d'Integratioun an ass och gutt fir eis Économie. Fir nach op d'Froe vun dem Här Graas ze äntweren, wat eis zwou Administratiounen, d'ADEM an d'ITM, ugeet: Jo, et ass richtig, ëmmer méi Missiounen kommen op si duer. Dat mécht natierlech och, dass den Aarbechtswolumen an d'Luucht geet. A mir brauchen och nach ëmmer konstant Leit, fir deene Missiounen do kënne gerecht ze ginn. Mir kréien der heiansdo net genuch, mee fir de Moment geet et awer duer, fir datt mer deene Missiounen hei kënnen elo mol an enger Ufanksphas gerecht ginn. Wa mer déi néideg Leit kréien, och an Zukunft.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8227. Den Text steet am Document parlementaire 8227⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8227 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, MM. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Ordre du jour

Et gött proposéiert, datt mer de Projet de loi 6539A iwwert d'Modernisatioun vum Droit de faillite an de Projet de loi 8007 iwwert déi kommerziell Sociéite, déi fir muer de Mëtteg um Ordre du jour waren, direkt elo no dem 7949 géifen op den Ordre du jour uhuelen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7949 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code pénal ;

2^o du Code de procédure pénale ;

en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs

Da kéime mer elo zum Projet de loi 7949 iwwert de Schutz géint sexuelle Mëssbrauch. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass méi en déifgräifende Sujet de Mëtteg, dee mer hei behandelen, dofir erlaabt mer wannechgelift e puer Wieder, fir an de Sujet anzeféieren.

Am 7949 geet et ëm d'Bekämpfung vum Abus sexuel an déi sexuell Ausbeutung vu Mannerjärengen, dat heescht, vu Kanner a vu Jugendlechen. Wéi et déi lescht Woch kloer ginn ass, dass mer et géife packen, dësen Text nach ze stëmmen, hunn ech a mer gespuert, wéi wichteg mer déi Fro ass. Ech si besonnesch houfreg, bei dësem gesellschaftspolitesch wichtege Gesetzesprojet als Rapporteur d'Wuert kënnen ze ergräifen. Et geet och hei ëm Gerechtegkeet, et geet ëm de Schutz vun deene Vulnerabelsten, nämlech déi Mënschen, déi vun anere Mënsche mëssbraucht ginn.

Ech hunn déi Diskussioun a Frankräich schonns verfollegt gehat, Artikelen a Bicher gelies, mee virun allem hunn ech a Gesprécher mat Frënn a Professionellen aus dem Secteur zu Lëtzebuerg héieren, wéi heefeg den Abus vun de Kanner ass, wéi perfid en ass, wéi e Schued déi haut erwuesse Persounen am Alldag mat sech droen, jorelaang, jo, joerzëngtelaang no de Faiten.

Och hunn ech héieren, wéi schwierig et ass, als Affer de Courage, d'Kraaft, ze fannen, fir driwwer ze schwätzen. Wéi schwierig et ass, sech Hëllef ze huelen, nodeems ee laang gesicht huet, wisou ee Schwierigkeeten huet a sengem Liewen, fir et ze meeschten. Ech hunn héieren, jo, dass déi Persounen als erwuesse Mënsche weider Affer sinn an oft an hirer Famill marginaliséiert ginn, weider un de Rand gedréckt ginn oder quasi ausgeschloss ginn, jo, ausgeschloss sinn. Firwat? Well se geschwat hunn, well se de Papp, de Monni denoncéiert hunn, well se erausfonnt hunn, dass et net richtig war, dass dee Frënd vun den Elteren, dee reegelméisseg sondes op Besuch komm ass, nom Mëttegiess mat op hiert Zëmmer gaangen ass, fir sech un hinnen ze vergräifen; dass dat nëmme méiglech war, well déi eegen Elteren et zougelooss hunn an e Stack drënner an der Wunneng waren, zu deem Moment, wou e Frënd hiert eegent Kand mëssbraucht huet a si hiert eegent Kand net geschützt hunn, grad de Géigendeel: et ausgeléiwert hunn!

Déi ëffentlech Diskussioun huet mat sech bruecht, dass vill Persounen am Frëndeskrees sech getraut hunn, ze schwätzen an ze soen, wat hinnen an hirer Kanner- a Jugendzäit passéiert ass. Wéi mer et ewell wëssen, ass den Täter ganz oft an der Famill oder am enke Frëndeskrees vun der Famill ze fannen. A ganz oft gött et an der Famill Leit, déi Bescheid wëssen, déi et geschéie gelooss hunn; Mammen, déi wëssen, wat de Papp mat de Kanner mécht, mee wéinst dem Familjefridde respektiv wéinst der finanzieller Ofhängegkeet hu se näischt gesot.

Selwer hunn ech mech mat Leit iwwer hir Situatioun, wou si oder Geschwëster mëssbraucht goufen, kënnen austauschen, lauscheren, wat si gesot hunn. Als Kand, als Jonken traut ee sech oft jo net ze schwätzen. Gëtt mir gegleeft? Ass dat da wierklech sou schlëmm? Gëtt et elo Sträit an der Famill? Jo, sinn ech net souguer deen, deen d'Famill zerstéiert, wann ech schwätzen? A stinn ech dann net ganz eleng do? Verlëieren ech meng Elteren alle béid? Gi si getrennt an ech si Schold dorunner?

Onerdrobar Suergen a Froe fir e jonke Mënsch, grad am Alter, wou hie seng Perséinlechkeet opbaut, Suergen, déi e Mënsch fir e Liewe laang fragiliséieren. An oft eréischt no laange Joren, nodeems de Mëssbrauch passéiert ass, gëtt den erwuessene Mënsch sech dären kloer a bewosst, wéi en Onrecht him passéiert ass.

D'Zuele vun enger Ëmfro zu Lëtzebuerg vun der Unicef vun 2014 soen, dass 13 % vun de jonke Fraen, deemools tëscht 18 an 29 Joer, Affer vu sexueller Gewalt waren, ier se 15 Joer haten. An eng Etüd vum Statec vun 2020 weist drop hin, dass vill Persounen, och wa se Affer vu Sexualgewalt sinn, sech net bei der Police melden. D'Orange Week am November all Joer ass dann och wichteg fir d'Sensibilisatioun vun eiser Gesellschaft, wat d'Problematik vun der sexueller Gewalt an dem Mëssbrauch vu Mannerjärege ueget.

D'Ministesch Sam Tanson huet de Gesetzesprojet 7949 de 17. Januar 2022 deposéiert an zwee Deeg drop an der Justizkommissioun presentéiert, zesumme mat der Proposition de loi 7850 vun der Kolléigin Nancy Kemp-Arendt vun der CSV zum selwechte Sujet. Ech gouf och dunn zum Rapporteur bestëmmt. De Staatsrot gouf säin éischten Avis de 4. Juli dëst Joer, mer hunn en den 10. Juli analyséiert an eng Serie Amendementer uegholl. Den Avis complémentaire krute mer e Freideg, de 14. Juli; domadder war déi lescht Hürd geholl, sou dass mer de Rapport konnten de 17. Juli unhuelen.

Ech wëll op dëser Plaz dem Nancy Kemp-Arendt ausdrécklech Merci soe fir hir Proposition de loi, déi mat an dëse Gesetzesprojet agefloss ass, de Gesetzesprojet vun haut, dee méi wäit geet, mir – also ech – droen hir Rechnung. D'Madamme Arendt ass au vu vun dësem Gesetzesprojet, iwwert dee mer elo ofstëmmen, bereet, hir Proposition de loi zeréckzezéien – merci d'offrir –, dat ass méttlerweil och scho formell geschitt.

Mir krute siwen Aweise vum Gesetzesprojet niewent deenen dräi vum Staatsrot: d'Cour supérieure, d'Bezirksgeriichter aus der Stad a vun Dikrech, Parquet général, an déi aus der Stad a vun Dikrech, den OKaju an d'kathoulescher Kierch. An den Aweise gëtt d'Initiativ fir de Gesetzesprojet begréisst wéinst sengem Objektiv, den Abus sexuel an d'Ausnutzung vun de Mannerjärege ze bekämpfen. D'Gesetzgebung gëtt den haitegen Ëmstänn ugepasst, notamment un dat digitaalt Ëmfeld, a mer stellen d'Konformitéit hier am Code pénal mat der EU-Direktiv vun 2011 a mat der Konventioun vu Lanzarote. Begréisst ginn och d'Präzisiounen vun enger Rei Notioune wéi „Consentement“, „Penetratioun“, „Atteinte à l'intégrité physique“.

An den Aweise vun de Juridictionne liese mer awer och Bedenken, wat d'Verlängerung respektiv d'Ofschafen a verschidde Fäll vun der Verjärege ueget. Och ginn do Iwwerleeunge geféiert, wat d'Erënnerung un d'Fakte laang Jore méi spët ueget. D'Porportionalitéit vun den neie Strofe par rapport zur Gravitéit vun den Infraktiounen gëtt och a verschidde Fäll a Fro gestallt.

Genau zu deenen Iwwerleeungen ass et interessant, den Avis vun der kathoulescher Kierch ze liesen, well mat allem, wat an deene Kresser geschitt ass, ...

Une voix | Net nëmmen do!

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | ... baséiert hiren Avis op dem Opschaffen an hirem Centre d'accueil zënter 2010, also wäit méi wéi zéng Joer, hei zu Lëtzebuerg – d'Centres d'accueil vum Mëssbrauch duerch Kiercheleit. An deem Avis gëtt ausdrécklech begréisst, dass d'Verlängerung vun de Verjäregefristen an d'Ofschafung dervu bei de schlëmmste Criminen u Mannerjärege agefouert gëtt.

Den OKaju huet säin zweeten Avis den 13. Juli formuléiert. Hie begréisst d'Clause „Romeo a Julia“, mee huet Bedenken, wat den Altersënnerscheed vu véier Joer ueget. Dem OKaju wär dräi Joer léiweger gewiescht an e wier frou gewiescht, wa se net iwwer 18 Joer gaange wier, dem Alter vun der Majoritéit. Weider ass déi Clause a sengen Ae schwierig ze applizéieren bei schwéieren Infraktiounen, well se implizit kann op e Consentement zu senger eegener Ausnutzung schlëssen, deen e Mannerjärege ënner 16 Joer per Gesetz awer net ka ginn.

Ëm wat geet et elo prezis am Gesetzesprojet? De But ass, e legale Kader ronderëm sexueller Gewalt a sexuellen Abus ze schafen, virun allem géigeniwwer Kanner, souwuel online wéi offline, fir dee Kader ze stäerken. Et ginn also eng Rei Modifikatiounen vum Code pénal a vum Code de procédure pénale proposéiert, déi zu enger Konformitéit mat der Konventioun vu Lanzarote féiert an mat enger EU-Direktiv iwwer sexuell Abusen an Exploitatioun vu Kanner, wou mer déi garantéieren.

Och gëtt sech um rezente belsche Gesetz inspiréiert, wat d'Dispositiounen iwwer sexuell Gewalt am Code pénal grondleeënd ofännert. Dëse Projet de loi soll als éischt emol d'Notioun vum „Consentement zu engem sexuellen Akt“ verdäitlechen, andeems en neien Artikel 371-2 de Consentement definéiert an déi Prinzipien, déi d'Jurisprudenz haut applizéiert, textuell festhält. Esou ass et zum Beispill virgesinn, dass de Consentement unhand vun den Ëmstänn vun der Affär appreciéiert gëtt an dass en net ka vun der Absence de résistance vum Affer ofgeleet ginn, nom Motto: „Du hues jo näischt gesot, also waars du d'accord.“

Et ass preziséiert, dass de Consentement all Moment kann zréckgezu ginn, virun oder während dem Akt.

Den neien Artikel preziséiert och, dass e Mineur kee Consentement zu engem sexuellen Akt ka ginn, eebe grad well et e Mannerjärege ass, dee kee Consentement éclairé ka ginn. Dat heescht, dass souguer, wann e Mineur géif soen, dass en averstanen ass, dat keng Inzidenz op d'Strofodot huet, vu dass et sech ëm en net gültige Consentement handelt. Hors contexte incestueux bezitt sech dëse Prinzip op Mineure vu manner wéi 16 Joer, dat ass den Alter vun der Majorité sexuelle, deen et haut scho gëtt; am Contexte incestueux viséiert en all Mineur.

Mir schafen awer eng Ausnam zu dësem Prinzip hors cadre incestueux, andeems mer déi sougenannte „Clause Romeo et Juliette“, déi och a Frankräich an an der Belsch existéiert, aféieren. Dat heescht, dat mir virgesinn, dass e Jugendléchen tëscht 13 a manner wéi 16 Joer kann e valabele Consentement ginn, wann den Altersënnerscheed mat der anerer Persoun net véier Joer iwwerschreit.

Mat dëser Dispositioun droe mir net nëmmen der Konventioun vu Lanzarote an de Recommendatiounen vun deem Komitee Rechnung, mee och enger Observatioun vun Staatsrot, deen eng Inkohärenz opwerft, dass sech mam zukünftege Jugendstroggesetz zwee Jugendlécher tëscht 13 a manner wéi 16 Joer, déi eng agewëllegt sexuell Relatioun hunn, sech alle béid kéinte strafbar oder géife strafbar maachen.

Soumat ginn dës sexuell Relatiounen net méi automatesch als Strafodot ugesinn, wat natierlech awer net heescht, dass déi sexuell Relatioun, Handlung, erlaabt ass. Wann ee vun de Protagonisten net averstanen ass, kann deen aneren, den Täter, nach ëmmer bestrooft ginn. Et geet hei drëms, géigesäiteg agewëllegt sexuell Relatiounen tëschent Jugendléchen, déi e minimen Altersënnerscheed hunn, eeben net automatesch ze kriminaliséieren.

Da soll och den Term „Attentat à la pudeur“, also eng sexuell Handlung, bei där keng Penetratioun wéi beim Viol virläit, duerch den Term „Atteinte à l'intégrité sexuelle“ ersat ginn, vu dass de Wäert, deen et gëllt ze schützen, méi d'Recht op sexuell Autodeterminatioun an Integritéit ass wéi d'Pudeur, wéi se an der Éffentlechkeet opgehol gëtt. Den Term „Attentat à la pudeur“ gëtt net méi an eisen Nopeschlänner benotzt; a Frankräich säit 1994 net méi, do gëtt vun enger Atteinte sexuelle an enger Aggression sexuelle geschwat; an der Belsch ass den Term och ofgeschaf.

De Viol vun engem Mineur, de Viol incestueux vun engem Mineur an d'Atteinte à l'intégrité sexuelle incestueuse géintiwwer engem Mannerjärege ginn och elo zu autonomen Infraktiounen, bei deenen och Strofen eropgesat ginn. Stand haut sinn dës Faiten nämlech – ënner Gänseféisercher – „nëmme“ Circonstances aggravantes, a mat der Autonomisatioun vun dësen an dem Eropsetze vun de Strofe soll d'Gravitéit vun deene Strafodoten nach emol ervirgehewe ginn.

Wann elo den Inzest am Kader vun enger sexueller Handlung géintiwwer engem erwuessenen Affer begaange gëtt, applizéiert sech den aktuellen Artikel 377 vum Code pénal, deen dann och au vu vun dësen autonomen Infraktiounen adaptéiert gëtt. De Champ d'application vun der Vergewaltung, vum Viol a vun der Atteinte à l'intégrité sexuelle gëtt preziséiert an erweidert, fir dass et och kloer ass, dass déi Infraktiounen souwuel offline wéi och online kënnen begaange ginn an eng Panoplie vu Situatiounen ofgedeckt sinn, bei deenen d'Jurisprudenz sech net ëmmer eens ass.

Sou steet elo kloer an de relevanten Artikelen, dass de Viol an d'Atteinte à l'intégrité sexuelle net nëmme kënnen bestrooft ginn, wann den Täter dem Affer eng sexuell Handlung imposéiert, mee och, wann den Täter d'Affer derzou bréngt, eng sexuell Handlung auszeüben, sief dat um Kierper vum Täter, um Kierper vum Affer selwer oder um Kierper vun enger Drëttpersoun.

Aner wichteg Präzisiounen: Bei den Artikelen iwwert de Viol gëtt preziséiert, dass den Acte de pénétration sexuelle net nëmmen d'Penetratioun vum oder mam Geschlechtsdeel ass, mee all Penetratioun à connotation sexuelle, wéi zum Beispill am Mond oder och rektal respektiv mat anere Kierperdeeler oder Objeten. Bei der Atteinte à l'intégrité sexuelle gëtt, wéi et haut scho beim Viol de Fall ass, preziséiert, dass se duerch egal wéi e Moyer ka begaange ginn. D'Element net der Absence de consentement, wat aktuell net an der Incriminatioun vum Attentat à la pudeur steet, gëtt hei och agefüügt. D'Mentioun, dass d'Affer „de l'un ou de l'autre sexe“ ka sinn, gëtt gestrach, fir dass kloer ass, dass intergeschlechtlech Persounen a Persounen, déi dem drëtte Sexe ugehieren, och ënner dës Dispositiounen falen.

D'Strofodoten am Kader vum Inzest mat Mannerjärege gesinn eng Lëscht vu Persounen vir, déi Täter vun esou enger Infraktioun kënnen ginn. Dës Lëscht ass och en Novum an – wichteg an dësem Gesetz – gëtt large formuléiert. Et geet méi wäit wéi déi aktuell, fir dass net nëmmen d'Familljemembere sech

strofbar maache kënnen, mee och aner Bezuchs- a Vertrauenspersounen vu Mannerjärege, zum Beispill déi Leit, déi vun hirem Beruff aus eng Autoritéit iwwer e Mineur hunn, wéi zum Beispill Enseignant- en, Sporttrainer oder Leit, déi reegelméisseg op de Mineur oppassen, wann d'Elteren net do sinn.

Zum Schluss gött den Artikel 383bis vum Code pénal iwwert d'Fabrikatioun vum pedopornografesche Material prezisiéiert, fir eng konform Transpositioun vun der Direktiv 2011/93 ze garantéieren.

Am Code de procédure pénale – ech kommen zu deene leschte Punkten, Här President –: D'Verjærungsfrist vu verschiddene Strofdote géintiwwer Mannerjärege ginn eropgesat. Grond dovun ass, dass d'Affer vu sexuelle Strofdoten – virun allem mannerjärege Affer – oft eréischt spéit realiséiere beziéiungsweis sech iwwerhaupt erënneren, wat hinne geschitt ass. De Phénomène vun der Amnésie traumatique, deen och vun der WHO unerkannt ass an als Trouble de stress post-traumatique agestuufft ka ginn, mécht, dass dat traumatescht Erleefnis aus der Mémoire consciente vum Affer verschwënnt. D'Affer realiséieren also eréischt spéit, wat passéiert ass, ënner anerem duerch eng Therapie, a wa se eng Plainte wëlle maachen, ass et bis ewell oft ze spéit, well d'Verjærungsfrist ofgelaf ass. Generell muss een ervirhiewen, dass mir verschidde méi laang Verjærungsfristen op eng gestaffelt Aart a Weis virgesinn.

Wat d'Crimes ubelaangt, do schaaft eise Projet de loi eng Imprescriptibilitéit beim Viol vun engem Mineur a bei engem Viol incestueux vun engem Mineur. Do gött et keng Verjærung méi.

Bei anere Crimme gött d'Verjærungsfrist, déi ab der Majoritéit vum Mannerjärege leeft, vun 10 op 30 Joer eropgesat, an zwar bei der Atteinte à l'intégrité sexuelle mat Violence a Menace, am Kader vum Inzest souwéi och am Fall vun enger Genitalmutiatioun. D'Infractions vu Coups et blessures a Privation d'aliments géint ee Mineur vu manner wéi 14 Joer ginn dann och elo op d'Lëscht vu Strofdoten agefüügt, fir déi d'Verjærungsfrist vun zéng Joer ab der Majoritéit vum Kand eréischt uleeft.

Bei den Delikter gött d'Verjærungsfrist vu fënnf op zéng Joer eropgesat fir Strofdoten, bei deenen den Delai och schonn haut ab der Majoritéit leeft. D'Verjærungsfrist gött dann op 20 Joer eropgesat am Fall vun enger Atteinte à l'intégrité sexuelle gégeniwwer Mannerjärege. Et sief bemierkt, dass, conformément zu eisem legale Kader, dës nei Verjærungsfrist sech direkt – direkt! – ab dem Akraafriede vum Gesetz applizéiere kënnen, soudass sexuell Strofdoten, déi virun dem Akraafriede vum Gesetz begaange goufen, och ënner dës nei Delaie falen.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem wichtege Gesetzesprojet, mat deem mer de Schutz vun de Kanner a Jugendleche viru sexueller Gewalt stäerken an e kloert Zeeche setzen, dass eis Gesellschaft op der Säit vun den Affer steet. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Richtig gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Charles Margue.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Charles Margue, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen, mee virun allem exzellente

mëndleche Rapport. An et wier eigentlech gutt, wann déi lescht zéng, zwielef Minutten, wou hie geschwat huet, déi 650.000 Leit, déi am Land wunnen, dat matkritt hätten. Net, well et den Här Margue ass, mee well dat hei eppes ass, wat d'Leit am Alldag concernéiert an, ech mengen, 90 % vun de Leit guer net wëssen, wat dat Gesetz hei bedeit.

An erlaabt mer, Madamm Minister ... Sou wichtig dat Gesetz hei och ass, et muss een och déi Wichtigkeet no baussen de Leit vermëttelen, fir dass se sech net an hirem Alldag, vläicht zum Deel ongewollt, a Situatiounen befannen, wou se net wëssen, wat fir enge Strofdote si sech eventuell opeséiert hunn.

Well Dir sot richtig, Här Margue ... an Dir hutt dat beschriwwen mat Ärer Weisheet aus Situatiounen, déi sech a verschiddenen Haiser – an ech mengen, ech kommen herno nach dorobber zrëck, dat ass net nëmme an eenzelen Haiser – am Alldag erëm-spigelen. Well de sexuelle Mëssbrauch, dat ass eng schlëmm Strofdot, andeem d'Leit eigentlech wäit iwwert den Akt selwer laang an hirem Liewen dermat ze kämpfen hunn, an dat zielt besonnesch beim sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjärege.

An dass dat, wéi Dir dat richtig beschriwwen hutt, eigentlech vill méi dacks virkënt, wéi d'Leit dat do-baussen am Kapp hunn, dat ënnersträchen d'Zuelen; Dir sidd op eenzeler agaangen. Ech hu gëschter Owend déi Ried hei virbereet, wou ech selwer – ech soe ganz éierlech – erfëiert war. Nämlech ass dem Conseil de l'Europe no eent vu fënnf Kanner – eent vu fënnf Kanner, dat sinn 20 %! – an Europa Affer vu sexueller Gewalt. An an 80 % vun de Fäll – dat ass dat, wat u sech nach méi schlëmm ass – sinn d'Kanner sech souguer bewosst, wien den Täter ass. 80 %! Dat musst Der Iech virstellen! An déi Zuelen, déi sinn einfach erschreckend.

An da kënt Der soen: „Jo, dat ass Europa“, mee zu Lëtzebuerg selwer – den Här Margue ass agaangen op d'Zuele vun dem Statec –, do ass och eng vu fënnf Persounen – dat sinn 20 %! –, Affer vu physischer, sexueller an och psychologescher Gewalt. Dat ass dat, wat de Statec ermëttelt huet. An ech mengen, dass déi Donkelziffer nach vill, vill méi héich läit. Dofir ass dat hei e politescht Gesetz, wat eng enorm wäit Tragweid huet.

An d'Schwieregkeet, ech mengen, dat ass virun allem eng politesch; de Conseil d'État huet dat och ënnerstrach: Dat ass, en Equiliber ze fannen zwëschent dem Schutz vun dem Affer, Ofschreckung, an anerersäits awer och, a ganz penibelen a schwierige Situatiounen, d'Ofweie vun elementare Rechtsprinzipie wéi der Onscholdsvermutung an dem Schutz vun der Privatsphär vun den eenzelne Leit. Ech soen dat ganz éierlech, och zwee Deeg virum leschte Chambersdag: Ech mengen, dass deen Equiliber hei richtig getraff gouf. Ech hat selwer d'Chance virun, mengen ech, iwwer zwielef Joer, Rapporteur ze sinn vun deem viregte Gesetz vun dem Schutz géint sexuell Gewalt, wou eenzel Adaptatiounen an dem Code pénal gemaach goufen.

Ech sinn och frou – soen ech ganz éierlech –, dass ech selwer mat der Justizministesch viru ronn 14 Deeg iwwer eppes eens gouf, wat och eng politesch Fro ass, nämlech d'Aféierung vun der sougenannter – de Charles Margue ass drop agaangen – Clause „Roméo et Juliette“. Dat heescht, wéi wäit ech kann agewëllegt sexuell Akten zwëschent Mannerjärege oder zwëschent enger Persoun an engem Mannerjärege – ech widderhuelen: agewëllegt sexuell Akten, well d'Welt geet och virun, se ass net 1945 stoe bliwwen – aus dem Strofrecht eraushuelen. Ech kommen herno nach dorobber zrëck.

Mir begrëssen also, Dir Dammen an Dir Hären, ausdrécklech, dass d'Sexualstrofrecht moderniséiert gouf, dass et, wéi de Charles Margue et gesot huet, net nëmme enger internationaler Konventioun vu Lanzarote Rechnung dréit, mee och enger europäescher Direktiv.

Erlaabt mer och, hei an dem Plenum nach eng Kéier Merci ze soen der Madamm Nancy Arendt épouse Kemp, well si och weesentlech zu der Ausriichtung vun dësem Gesetz bäigedroen huet, andeem se fréizäiteg eng Proposition de loi deposéiert huet. An déi Quintessenz vun hirer Proposition de loi, déi iwwert de Schutz vun den Affer vu Sexualstrofdote gaangen ass, déi fënn sech awer an dësem Gesetzestext erëm, och wann d'Madamm Arendt op eenzelne Punkten méi wäit – net zu Onrecht – wollt goen.

Dass dat Theema hir wichtig ass, dat huet se och ënnerstrach, andeem se ënner anerem eng Interpellatioun viru ronn zwee Joer ugefrot hat hei an dem Plenum, wou ausdrécklech driwwer diskutéiert gouf a wou och eng ganz Rei vu Motiounen vun hir presentéiert goufen. Erlaabt mer, hir dofir am Numm vun eiser Fraktioun – an ech huelen dann de Rapporteur mat ran – ausdrécklech Merci ze soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Wichtigst ass eigentlech, dass d'Leit do-baussen d'Tragweid vun dësem Gesetz matkriegen a wat dat och konkret heescht. Ech weess, dass mer dat haut de Mëtten net onbedéngt hikriegen, mee erlaabt mer just, an deenen nächsten zéng Minutten trotzdem op eenzel – ech soen – Bestëmmungen anzugeen, déi d'Leit do-baussen vläicht guer net esou matkriegen.

Dat éischt ass: An dësem Gesetz kënt eng kloer Bestëmmung vun deem, wat de „Consentement“ heescht, also d'Awëlligung zu enger sexueller Handlung. An do muss eigentlech, mengen ech, wéi a verschiddene südeuropäesche Staaten, notament a Spuenien, de Jo zu Awëlligung e kloer Jo sinn. Dir hutt matkritt, dass sech op enger belëifeter spuenescher Vakanzendestinatioun an der leschter Zäit gréisser Problemer gestallt hunn. „Si“ – ech si kee Spueneschlinguist, mee „si“, dat heescht e kloer „Si“. Dat heescht, dat ass net e „Jo, et war awer keen Neen“. Neen, de Jo muss e kloer Jo sinn!

An d'Gesetz gesäit och kloer vir, dass, wann am Ufank vun enger sexueller Awëlligung de Jo do war an en ass während deem sexuellen Akt kee Jo méi, jo, dann ass et en Nee, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. An et kann een also net soen, dass, wann am Ufank keng „résistance physique“, also eng physisch Resistenz, do war, da bis zum Schluss vun där sexueller Handlung de Jo nach ëmmer ginn ass, mat alle Konsequenzen, déi dat fir deen een a fir deen aneren Acteur mat sech bréngt.

En zweete Punkt ass deen, dass – de Rapporteur huet et gesot – een net méi vun engem Ugrëff op d'Schimm schwätzt, engem Attentat à la pudeur, wéi dat bei ganz villen eelere Penalisten – an ech gesinn de Guy Arendt als Batonnier hei setzen, d'Madamm Simone Beissel – ëmmer gesot gouf, mee dat ass eng Atteinte à l'intégrité sexuelle. Och do gött den Akt vun der Vergewaltigung, also vun dem Viol, vill méi breet gefaasst. Also, et ass eigentlech „toute pénétration à connotation sexuelle“, dat geet wäit. Do ass der Virstellungskraaft vun de Sexualtäter heiansdo keng Grenze gesat, a mir fannen et dofir richtig, dass och de Gesetzgeber e Rigel virgesäit, fir alles ze ëmfaassen, fir dass net opgrond vun der strikter Applikatioun, déi d'Strofrecht huet ..., well Dir wësst, dass just dat, wat ausdrécklech an dem Strofrecht verbueden an incriminéiert gött, ka poursuivéiert ginn. Hei gött déi Definitioun vun dem Viol méi breet gefaasst

an duerfir ass et och normal, dass, wann am Alldag déi Virstellungskraaft vu Sexualtäter méi breet gëtt, dann och d'Gesetz muss deementspreechend nozéien.

Mir hate länger Diskussiounen an der Kommissioun. Dat ass och esou, dass net nëmmen Akte sinn um Kierper vun dem Affer, mee dat kënnen och Akte sinn, déi gezwonge sinn um Kierper vun dem Täter oder souguer un Drëttpersounen, mat alle Méiglechkeeten, déi een do an dem Sexualstrofrecchtspektrum kann hunn.

Dann ass de Rapporteur drop agaangen, dass e besonnesche Schutz do ass fir d'Mannerjäreg – woubäi ee bei der Ëmfaassung vu „Mannerjäreg“ natierlech ënnerschiddlecher Meenunge ka sinn. An et gesäit een och, wann een ... Et war en Artikel am Lëtzebuerg Wort virun zwee, dräi Deeg, wou ee gesäit, dass de Sexualstrofrechtsalter souguer an der Europäescher Unioun zwar net weesentlech, mee awer am Alter ganz staark variéiert, soudass een do keng honnertprozenteg Wëssenschaft huet. Ech mengen, mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg fir e Mëttelwee, e relativ strenge Mëttelwee, agesat a mir kënnen och do d'Justizministesche op deem Punkt ausdrécklech ënnerstëtzen.

Dat selwecht zielt, fir dass an Zukunft den Inzest – dat heescht, wa sexuell Akten, sexuell Handlung bannent enger Famill bis zum drëtten Grad erfollegen – net méi als sougenannt „circonstance aggravante“ gezielt gëtt, mee dass dat als eegestänneg Strofdot virgesinn ass. An do kommen ech zrëck op dat, wat de Charles Margue eigentlech am Alldag beschriwwen huet: Woubäi dat och vläicht kulturell guer net esou schlëmm an den eenzelne Familljen ugesi gëtt, ech soen, vläicht zum Beispill als „normal“ heiansdo, leider „normal“ ugesi gëtt. Dat ass hei mat enger eegestänneger Bestëmmung an dem Code pénal elo ausdrécklech verbueden. An ech mengen, dat ass net nëmmen eng Ofschreckung, mee et ass kloer, dass de Legislatuer an alleguerten déi Leit, déi dat Gesetz hei stëmmen, kloer soen: „Dat do geet am kulturelle Lëtzebuerg net! Dat do geet net bei eis an der Gesellschaft!“ Well d'Strofreccht ass jo en Ausdrock vun där Moral a vun deene moralesche Wäerter, déi eng Gesellschaft sech setzt, an deem Fall de Legislatuer. Dat kënnen mer also ausdrécklech ënnerstëtzen.

Gradewéi mer och kënnen ënnerstëtzen, dass et als erschweerende Tatbestand ugesi gëtt, wann ech eng sexuell Handlung hunn net méi mat enger Persoun, déi manner wéi eelef Joer al ass – well dat ass de System, deen elo zënter zwielef Joer a Kraaft ass –, mee mat enger Persoun, déi manner wéi 13 Joer al ass.

Dann hu mer laang diskutéiert iwwer déi sougenannt „Preskriptioun“, dat heescht d'Verjärengsfristen. Ech soe ganz éierlech: Mir selwer als Fraktioun hate meerheetlech op deem Punkt ëmmer eng aner Approche. Firwat? Mir sinn dervun ausgaangen, dass eng gewësse Proportionalitéit misst bestoen zwëschen Akten, déi um Niveau vu Sexualtäter bestinn, an zum Beispill anere Akten, wéi e Mord. Dat ass eppes, wat ee juristesche muss vläicht och ënnerschiddlech bewäerten.

Ech soen awer ganz kloer, dass mir derhannert stinn, dass déi Verjärengsfristen, éischters, verlängert goufe fir eenzel Akten um Niveau vu Sexualstrofdoten an dass se och, och wann dat vläicht an engem classesche juristesche Verständnis ..., et si jo eng Rei vu eeleren Affekoten hei ..., fir ze soen: „Hunn ech op eenzelnen Akten eng Impreskriptibilitéit? Dat heescht, hunn ech eng Verjärengsfrist, déi eigentlech ni kann erfalen?“ Ech soe kloer: An eiser Fraktioun sti mir eent zu eent derhannert, dass, wann

ee Sexualstrofdoten géint Mannerjäreger mécht vun enger gewëssener Gravititéit, do keng Preskriptioun méi ka spillen, dass déi och kann iwwer 30 Joer erausgoen. Mir stinn als CSV eent zu eent do derhannert. An dat ass jo och net bei eis en Einzelfall. Ech mengen, et gëtt och en Ëmdenken a ganz villen Nopeschlänner – notamment a Frankräich ass dat komm. An ech mengen, duerfir wier et net richtig, wann ee sech hei géif classesch Prinzipie vun der Strofrechtsprozedur zu eege maachen, fir ze soen: „Mee dat do kann net sinn!“

Well et ass jo esou, dass eng Sexualstrofhandlung – an dat ass eigentlech de sprangende Punkt – beim Affer eng extreem Blessur hannerléisst an d'Affer, besonnesch wann et mannerjäreg ass, dat vläicht a sengem mannerjäregen Alter guer net zu 100 % erfaasst an zweetens, dass et an de Joren no senger Majoritéit guer net de Courage huet – opgrond, zum Beispill, vu familiäre Lienen, zum Beispill opgrond vun engem Lien, deen et mat dem Täter huet; ech hu virdu gesot, dass 80 % vun de Mannerjäregen hiren Täter selwer kennen –, fir dat matzedeelen. An d'Madamm Arendt huet mat Recht dorobber higewisen, och vläicht aus hirer Kenntnis aus hirem fréiere grouse Sportlerlieden, dass ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Net just am Sport, Här Roth, net just am Sport!

M. Gilles Roth (CSV) | Net just am Sport, mee och am Sport!

... et do kann ënner Leit, déi eigentlech – ech soen – e Verhältnis hunn, wou se enger Persoun ënnerstinn ..., well déi net de Courage hunn, aus engem Leeschtungsdrock oder engem aneren Drock eraus, fir dat ze denoncéieren, an duerfir fanne mir dat richtig.

An dat hei geet extreem wäit, an ech mengen, dat muss ee ganz kloer soen: De Charles Margue huet drop higewisen, dass an eenzelne Situatiounen hei Leit bis zu hirem 48. Liewensalter kënnen Denonciatiounen maachen. Jiddweree weess, natierlech mat alle Progrèsen, déi um Niveau vun ADN an aneren Investigatiounsmethoden komm sinn, dass et, wat et méi laang dauert, ëmmer méi schwierig ass, fir déi Strofdoten nozeweisen. Op jidde Fall, hei priméiert dann den Afferschutz virun der normaler Strofprouessuerdung.

Ech kommen zum Schluss an op e leschte Punkt: dass d'CSV sech derfir agesat huet, dass déi sougenannte Clause „Roméo et Juliette“ géif an deemem Text hiren Afloss kréien. Ech explizéiere mech och. D'Fro ass déi: Et ass eigentlech de Prinzip mat deem neie Gesetz, dass, wann een eng Relation sexuelle huet mat enger Persoun, gläich welleche Geschlechts, déi manner wéi 16 Joer huet, dass dat presuméiert ass, also ugesi gëtt wéi eng Vergewaltung.

Dat kann natierlech zu Situatiounen féieren – dat muss mer soen –, dass – e classesch Beispill an engem Lycée – „consentant“, dat heescht mat der Awëllegung, eng Persoun vun 18 Joer – ech soen –, déi op 2^e ass, mat enger Persoun vu 14 Joer eng Relatioun huet, well se einfach eng Léift ee vis-à-vis vun deem anere verspiere. Dat ass keen Einzelfall. Stellt Iech elo mol just vir, dass e Professor oder eng Léierpersoun, déi an deem Lycée ass, dat gesäit. Déi weess, dass déi zweet Persoun manner wéi 18 Joer huet. Da misst déi eigentlech eiser Strofprouessuerdung no opgrond vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale dat dem Parquet matdeelen – woubäi déi zwee eng Léift vis-à-vis vunee verspiere. Dir könnt Iech jo virstellen, zu wat dat féiert: éischters den Drock, deen op dem Corps enseignant läit, den Drock, deen op der Direktioun läit, den

Drock, deen op den Eltere vun deem engen a vun deem anere läit, a virun allem den Drock, deen op deenen zwee jonke Leit läit.

An de franséische Justizminister, den Här Dupond-Moretti, den Homolog also vun der Madamm Tanson, deen huet gesot, dass se net wëilten den „amour consentant entre adolescents“ penaliséieren. An ech mengen, dat ass och eppes, wou mer e gudd Kompromëss fonnt hunn. A Frankräich däerf deen Altersënnerschied net iwwer fënnf Joer sinn. Mir sinn eis eens ginn, loosse mer soen, op véier Joer, an ech fannen, dass dat eng rasonabel Approche ass. Wichteg ass fir eis als CSV virun allem, dass déi Clause Agank an eis Gesetzgebung fonnt huet. An et ass jo net, wéi mer dat einfach elo sou erfionnt hätten, mee de Charles Margue huet mat Recht dorobber higewisen, dass déi international Konventioun vu Lanzarote och d'Sensibilitéit vun deene Memberstaaten, déi dat ënnerschriwwen hunn, muss ënnersträchen.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e wichteg Gesetz. Ech hoffe just, dass déi Tragweid op eng einfach a verständlech Aart a Weis de Leit bei eis am Land matgedeelt gëtt, well et ass och net gutt, wa mer hei an der Chamber Strofgesetzgebung stëmmen, wou d'Leit herno soen: „Merde, dat do, dat woussst ech net!“ Dat muss een einfach esou soen, an ech mengen, et wier gutt, wann een, egal wien an enger nächster Regierung Verantwortung dréit, op eng einfach Aart a Weis de Leit déi Haaptbestëmmung vun deem Gesetzesprojet hei géif matdeelen.

Op jidde Fall kënnen mir dat hei eent zu eent ënnerstëtzen, an duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech dem Rapporteur Charles Margue villmools Merci soe fir säi ganz ausféierleche schrëftlechen, awer – an ech schlësse mech do mengem Virriedner un – och mëndleche Rapport. Villmools merci dofir. Sexuelle Mëssbrauch a Vergewaltung kënnen iwwerall passéieren. Et ass net ëmmer de Friemen an der donkeler Gaass. Ganz oft ass en Täter eng Persoun, déi dem Affer noosteet, eng Vertrauenspersoun, jo, souguer e Member aus der eegener Famill.

Mam Text, dee mir haut wäerte stëmmen, stärke mir eist Gesetz bei sexuellem Mëssbrauch, ganz besonnesch bei Mannerjäregen. Den aktuelle legale Kader gëtt mat de Modifikatiounen vum proposéierten Text un dat europäescht Recht an un d'Konventioun vu Lanzarote souwuel technesch wéi och juristesche ugepasst.

Ugefaange mat enger Ännerung an der Terminologie, wou den Terme „attentat à la pudeur“ duerch „atteinte à l'intégrité sexuelle“ ersat gëtt. Op den éischte Bléck ass et just eng kleng semantesch Ännerung, mee et ass eng wichteg Ännerung, déi den Affer an deem, wat tatsächlech passéiert, Rechnung dréit. Wat attackéiert gëtt, ass net d'Pudeur, d'Sittlechkeet, déi als Moralbarometer an eiser Gesellschaft funktionéiert. Mam Terme „intégrité sexuelle“ erfaasst den neien Text déi betrafte Persoun, den Individuum, deen duerch eng Atteinte vun engem aneren zum Affer gëtt.

Mir sinn och frou, dass de Consentement, also d'Awëllegung bei Geschlechtsverkéier, mat deemem neien Text kloer definéiert gëtt. Als ee

vun den Haaptfacteuren ass et d'Awëllegung, déi den Ënnerscheed mécht tëschent gewolltem Geschlechtsverkéier an engem Viol. Dofir si mir frou, dass dëse Projet dee Prinzipp elo detailléiert definéiert an d'Krittären an der Jurisprudenz zu dësem Sujet och berücksichtegt. D'Awëllegung muss aus fräie Stécker sinn an dierf net mat Hëllef vun Drock, Gewalt oder Menacen erzwonge ginn. An och: Näscht ze soen, ass kee Consentement!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch frou si mer, dass et elo méi kloer a méi schwéier Strofe gëtt fir déi eenzel Infraktiounen. E Viol ass net méi rigid definéiert just duerch en Akt, wou en Täter sech un enger Persoun vergräift. Och aner Doten – wéi beispillsweis, wann e Mënsch gezwonge gëtt, beim Auteur eppes ze maachen, bei enger Drëttpersoun, oder och déi oder sech selwer ze mësshandelen – sinn elo am Code pénal als eegestänneg Infraktioun opgeholl. Alles dat sinn Atteinten op déi sexuell Integrität a mussen och bestrooft ginn.

Grad Kanner lafen hei e besonnesch grouse Risiko. Besonnesch Kanner verstinn an esou engem Fall net ëmmer, wat mat hinne passéiert. Si verstinn net, dass dat, wat mat hinne geschitt, net richtig ass. Si verstinn net, dass si e Recht hunn, Nee ze soen. Si erliewen eventuell e Loyalitéitskonflikt, well déi Persoun, déi hinnen dat undeeft, eng Persoun ass, déi hinnen nosteet a bei där si sech eigentlech wuel fillen.

A genau dowéinst ass et och esou wichtig, dass de Viol an dësem Text ganz kloer definéiert ass an dass och d'Konditiounen vun der physischer Resistenz, d'Tatsaach also, dass ee sech muss gewiert hunn, well et soss net géif zielen, elo mat dësem Text eliminéiert gëtt. Kleng Kanner wiere sech net! Kleng Kanner kënnen sech och net wieren. Si fannen e Wee, fir mat deem, wat mat hinne passéiert, ëmzegoen, mee fréier oder spéider realiséiere si, wat geschitt ass a si bleiwe fir hiert Liewe gezeecht.

Wéi schonn e puermol ugedeit, kommen d'Täter och aus dem Krees vun der Famill oder aus dem noe Verwandtekrees. Et ass dofir nëmme richtig, dass, éischtens, d'Lëscht vun de Persoune bei Inzest erweidert ginn ass, well grad am enke Familljen- a Verwandtekrees d'Kanner besonnesch vulnerabel sinn, an zweetens, dass den Inzest elo net méi just als „circonstance aggravante“, mee als eegestänneg Infraktioun definéiert ass.

Fir d'Gesetz der haiteger Zäit unzepassen, war et och wichtig, d'Altergrenze bei sexuelle Kontakter ze adaptéieren. 16 Joer soll hei kloer d'Grenz bleiwen, woubäi mir natierlech och wëssen, dass 16 Joer haut net méi de Realitéiten entsprécht. Fir eis Kanner trotzdem ze schützen a fir och ze evitéieren, dass sech Jonker strofbar maachen, obwuel e Kontakt op fräiwëlleger Basis passéiert, erméiglecht déi sougenannt „Romeo-et-Juliette-Klausel“ eng gewëssen Toleranz. Dës Klausel verhënnert, dass sech jonk Mënschen duerch e béidsäiteg gewollte sexuelle Kontakt automatesch zu Stroftäter maachen. De Rapporteur hat et virdrun erkläert: 13 Joer soll dobäi déi absolutt Limitt bleiwen.

A verschiddene Länner wéi Frankräich oder Kanada gëtt dës Klausel schonn applizéiert. Si gouf och vill diskutéiert. Argumenter géint dës Klausel ware beispillsweis, dass een d'Victimme fragiliséiert an d'Täter protegéiert. Hei ass et wichtig, nach eemol ze rappeléieren, dass virop ëmmer de Consentement als Facteur muss mat abezu ginn. Argumenter fir dës Reegelung si fir d'éischt emol d'Realitéit un Relatiounen tëschent Jugendlechen, zum Beispill zwee Jonker vu 16 an 18 Joer, wou de jonken 18-Järeg Poursuite riskéiert huet a wou et och zu Verurteelung mat all

senge Konsequenzen op de Casier an domat och op d'Zukunft vun de Concernéierte komm ass.

Zu Poursuitten ass et och emol komm, wann Eltere mat der Bezéiung vun hirem Teenager net averstane waren a wou da probéiert ginn ass, iwwer stroferechtlech Poursuitten dës Bezéiung ze ënnerbannen. Mat der Romeo-et-Juliette-Klausel droe mir dësen Deriven an a priori net fondéierte Poursuite Rechnung an erlaben deemno och enger jonker Koppel, eng fräi an net strofverfollegbar sexuell Relatioun ze hunn.

Här President, ech komme bei d'Verjærungsfristen. Als DP war et ons nach ëmmer wichtig, d'Verjærungsfriste bei enger Vergewaltung ze verschäerfen. Mir si frou, dass mat dësem Text éischt Adaptatiounen an déi Richtung gemaach ginn. Ze vill Affer verbleiwen aktuell ouni Mëttel, fir juristesche géint en Täter virzegoen, dat just, well si net direkt iwwert dat, wat passéiert ass, wollten oder konnte schwätzen. Dofir ass et elo mol an e puer präzise Fäll, a besonnesch bei Mineuren, wichtig, dass d'Verjærungsfrist ugepasst oder och ausgesat gëtt.

Och dass se eréischt ab der Volljäregeket ufänkt mat lafe mécht e groussen Ënnerscheed. Ech géif gärden d'Bezirksgeriicht aus der Stad zitéieren, dat gesot huet, dass et eng Form vu Justizverweigerung fir déi Affer ass, déi, just well en Delai ofgelaf ass, net méi kënnen gehollef kréien.

An awer wëll ech drop hiweisen, dass och Joren no engem Virfall eng Strofdot weider muss erwise sinn, fir dass et zu enger Poursuite an och zu enger Verurteilung kënn. Dëst ass e wichtige Rechtsprinzip, deen och hei bei Viole muss agehale ginn. Sécherlech ass et 20 bis 30 Joer no engem Fait méi schwéier, fir dës Faiten och ze beweisen. Op d'mannst kënnen mer hei assuréieren, dass d'Affer sech potenziell, well se net méi fréi wollten eppes soen, dann nach kënnen bei de Justizautoritéite mellen.

Här President, sexuelle Mëssbrauch passéiert net méi just dobaussen, sexuelle Mëssbrauch an all senge Formen fänkt deels schonn an der digitaler Welt un, sief dat Mëssbrauch, vun deem Videoe gedeelt ginn, sief dat Netzwierker vu Pedophiler, déi sech d'Bild- a Videomaterial deelen, sief dat erwuesse Persounen, déi an Chatraim fir Kanner a Jugendlecher duerch de sougenannte „Grooming“ déi Jonk ganz cibléiert approchéieren, se manipuléieren, se eventuell online ënner Drock setzen, oder, schlëmmer nach, se derzou beweegen, sech an der echter Welt mat hinnen ze treffen, fir si dann do ze mësshandelen, ze mëssbrauchen oder ze vergewaltigen.

Wéinst all dësem begrësse mir als DP, dass den neien Text net an der reeller Welt ophält, mee dass säi Champ d'application sech och iwwert déi digital Welt erstreckt. Domat kënnen och d'Verschécken, de Verkaf, den Tosch an d'Konsultatioun vun aggressivem Material, wou Kanner mësshandelt, mëssbraucht oder vergewaltigt ginn, poursuiviéiert a bestrooft ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu gudder Lescht bleift nach ze soen, dass nieft de méi strenge Gesetzer virun allem eppes wichtig bleift, an dat ass d'Prevention an d'Sensibiliséierung. Wann eppes passéiert an den Täter gëtt poursuiviéiert an da bestrooft, dann ass dat richtig esou. Wann awer vun Ufank un näscht passéiert, dann ass dat weesentlech besser. Dat gëllt fir eis Mannerjäreg, mee dat gëllt awer och fir alleguerten déi aner Affer.

Mee fänke mer bei de Kanner un. Si mussen hauptsächlech sensibiliséiert ginn. Si mussen wëssen, dass si net eleng do stinn, wann esou eppes mat hinne geschitt, dass Mënschen do sinn, déi hinnen zur Säit stinn, dass si sech net brauchen ze schummen,

mee datt si oppe kënnen schwätzen. Dofir ass et och wichtig, op déi eenzel Servicer, déi aktuell am Land existéieren, hinzewiesen, ënner enerem d'Aide aux victimes, den UMEDO, natierlech d'Police, awer och de Kanner-Jugendtelefon. Alles dat, an et gëtt och nach eng Rei anerer, sinn Ulafstellen, wou een Hëllef ka kréien a wou een och net zécke soll, sech Hëllef ze froen, well genee dofir si se do.

An och fir d'Täter oder d'potenziell Täter gëtt et Plazen, wou si no Hëllef kënnen froen, wa si mierken, datt si potenziell Strofdote kéinte begoen a sech am Virfeld dovunner Assistenz an Hëllef wëlle sichen, fir nottamment Schlëmmeres ze vermeiden.

Dëst gesot, Här President, maache mir mam Projet, deen elo zur Ofstëmmung kënn, eng wichtige Avancée am Beräich vun der Repressioun vum Abus sexuel. Als DP si mir frou, dëst Gesetz haut hei dierfe matzestëmme.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschten an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, de Projet de loi, iwwert dee mer haut hei befannen, dee gouf – an de Rapporteur huet et virdrun et gesot, dofir soen ech och vun dëser Plaz aus nach eng Kéier e ganz, ganz grouse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport – am Januar 2022 vun der Ministesch presentéiert.

Sexuell Gewalt an der Form vun Ausbeutung, Mëssbrauch, Vergewaltung, Mutilatioun, Versklavung, Inzest, och vis-à-vis vu Mineuren, si schrecklech Akten, déi de Mënsch scho säit Joerhonnerten u sengesgläiche begeet. An dat fënn en och ëmmer méi a ganz oft, dat ass schonn e puermol ugeklongen, an engem ganz enke respektiv bekannte Kader, wou et stattfënn.

Wat awer ass: Et si mënschenonwierdeg Doten, a wat se gemeinsam hunn, ass, dass se u Kanner begaange ginn, u Persounen, déi sech an enger Lag vu kompletter Vulnerabilitéit befannen. Kanner si sech net ëmmer bewosst, wat grad mat hinne geschitt, wa se an där Situatioun sinn, oder souguer wann, kënnen si sech net ëmmer wieren, oder sinn net esou vertraut mat där Persoun; oder si sinn esou vertraut mat där Persoun, dass si net verstoe kënnen, firwat si iwwerhaupt dëse Schrott mécht, a kënnen sech net wieren.

Iwwerall gëtt et Fäll vun erwuesse Persounen, déi sech u Mannerjäregen op déi eng oder aner Aart a Weis vergräifen, an der Famill, am Sport, a Veräiner, a Kriecher, an Institutiounen – et ass virdu vun der Kierch geschwat ginn, mee awer och an Institutiounen, déi eng gewëssen Opsichtspflicht vis-à-vis vu Mineuren hunn, Foyeren –, um Internet an och an der digitaler Welt.

De Rapporteur ass virdrun op verschidde Situatiounen agaangen, den Här Roth huet vum kulturelle Kontext geschwat. Et sinn awer ganz oft Situatiounen, wou Muecht ausgeübt gëtt, Muecht vis-à-vis vu Jonken, Muecht, déi vis-à-vis vu Jonken zum Ausdrock bruecht gëtt, eng Muechtausübung an eng Stärkt, déi een an enger Muechtpositioun huet als Erwuesse vis-à-vis vun enger Persoun, vun engem Mineur. A mannerjäreg Persoune ginn esou zum Zil, well se eng méi schwaach Positioun hu par rapport zum Erwuesse an déi schwaach Positioun kann ausgenotzt ginn. An d'Grënn dofir sinn divers a jiddereen huet schonn esou Situatiounen matkritt.

Wann een op d'Zuele kuckt, där sinn der och genannt ginn: Hei zu Lëtzebuerg sinn am Joer 2020 77 Fäll vu Belästegung u Mannerjärege festgestallt ginn, 2021 waren et 48 Fäll vun Abus sexuel u Persounen. Dës Zuelen, déi ginn aus dem Justizrapport ervir, an natierlech gëtt et och eng Donkelziffer, déi do ass. An dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, kann dozou hëllef, dass déi Donkelziffer ofhëlt, wann deementsprechend Plaintë gemaach ginn. Dat nieft dem ganze Volet vun der Preventioun, dee wichtig ass, an engem institutionelle Kader, deen och muss gemaach ginn, ob dat an enger Maison relais ass, ob dat am Foyer ass, ob dat a soziale Servicer ass, ob dat an de Schoulen ass. Ech mengen, och do hunn d'Acteuren eng ganz wichteg Roll.

Wann een de Rapport kuckt, kann een awer och, mengen ech, liesen, dass d'Justiz agéiert. Et goufen och eng ganz Rei Leit, ëm déi 40, zu engem Sursis verurteilt, well se kannerpornografesch Material haten. Ech mengen, dat si Faiten, déi bestrooft ginn. Dat weist also, dass et insgesamt vill verschidde Forme vu sexueller Gewalt an Ausbeutung vu Mannerjärege gëtt. An natierlech, wat d'Zuelen ugeet, do kann een och noliesen, dass den ECPAT a sengem Rapport och seet, dass mer nach méi Statistike brauchen, respektiv den OKaju fuerdert dat och, grad eeben, fir dass een dat och wëssenschaftlech nach méi kann opschaffen. Ech mengen, dat ass och e Volet nieft der Preventioun, der Repressioun, dass een déi Donnéeën huet, fir där Aarbecht den néidegen Terrain kënne ze ginn.

Am Fong, wéi ech virdrun erwänt hunn, gëtt et verschidde Forme vu sexueller Gewalt vis-à-vis vu Mënschen. Dat heescht, dass e Verbrische ka geschéien – an deem droe mer effektiv hei och Rechnung – an der digitaler Welt, am Internet, ouni kierperleche Kontakt, oder awer mat kierperlechem Kontakt, wann et an der realer Welt ass. Sexuell Gewalt kann deemno och ouni kierperlech Beréierung stattfannen. Dat kann zum Beispill sinn, wann eng erwuesse Persoun engem Mannerjärege obszön Messagë schreift, déi den Empfänger absolutt guer net wëllt hunn.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

An d'Cour supérieure huet och an hirem Avis op d'Realitéit an d'Geféierlechkeet vun den neien Technologie ganz kloer higewisen an ënnerstrach an och richtig fonnt, dass mer deem och deementsprechend hei Rechnung droen. An d'Konventioun vu Lanzarote ass e puermol genannt ginn iwwert de Schutz vun de Kanner géint déi sexuell Ausbeutung an de sexuelle Mëssbrauch, an och deem droe mer hei Rechnung.

D'Notioun vun Averständnis, Här President, dozou kommen ech, gëtt och ganz genee a prezis hei definiert. D'Averständnis ass wuel eent vun de wichtegsten, wann net souguer dat wichtegst Element, fir en Akt als Abus sexuel ze qualifizéieren. An do ass och d'Jurisprudenz mat agefloss. Am aktuellen Text ass virgesinn, dass d'Averständnis net nëmme implizitt, mee och explizitt muss sinn an deene verschiddene Situatiounen. Effektiv ass dat eng fundamental Ännerung, well een d'Averständnis elo muss kloer a komplett fräi äusseren.

Mee wat och nei ass a wat och gutt ass, ass, dass d'Averständnis zu all Moment kann entzu ginn. Et ka virun allem virun der sexueller Handlung an och während der sexueller Handlung entzu ginn. An dat bitt natierlech dem Mannerjärege esou vill Schutz wéi méiglech. Den Nee ass wichtig a soll och zu all Moment geäussert ginn, wann et dem Mannerjärege dono ass.

Wat hei och positiv ass an den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, ass, dass d'Klausel vum Romeo et Juliette matagefloss ass. An eisen Nopeschlänner, an der Belsch an a Frankräich, hu mer se, meng Virriedner sinn drop agaangen. Et mierkt een, dass mer eis do e bësse par rapport zu de Benelux-Länner géeneegt hunn, wat d'Durée ugeet, véier Joer, dräi Joer, respektiv a Frankräich fënnf Joer.

Fir datt esou e Fall ka legal sinn, falls et an engem géigesäitegen Averständnis geschitt, ass dës Klausel agebaut ginn, dat heescht, dass et en Alterscheed vu bis zu véier Joer ass, an et versteet sech awer och vum selwen, dass dës Klausel sech just dann applizéiert, wann och en Averständnis tëschent deenen zwou Persounen virläit.

A wann ech den Titel hei zitëiere vun enger gréisserer Dageszeitung, do war och en Interview mat der Justizministerin, wou och kloer erauskëent, dass een d'Leift tëschent Jugendlechen net soll kriminaliséieren. An ech mengen, deem droe mer ganz kloer hei Rechnung, well de festgehalene Alter vun 13 Joer ass natierlech och deckungsgläich mam Projet de loi 7991 iwwert d'penal Responsabilitéit vun de Jugendlechen, déi och op 13 fixéiert gouf. Bon, dee Gesetzesprojet ass nach e Gesetzesprojet, e gëtt haut hei nach net ofgestëmmt, mee op alle Fall, mengen ech, ass et deen, an deem sech orientéiert gouf.

Ech hat virdrun vun der partikularer Vulnerabilitéit, Verletzlechkeet vu Mannerjärege par rapport zu Erwuesse geschwat. An dofir ass och dee semantische Switch, dee gemaach gëtt, vum „attentat à la pudeur“ op en „attentat à l'intégrité physique“ (veuillez lire: „atteinte à l'intégrité sexuelle“), wou dat am Fong méi breet ausgeluecht gëtt, mee fir effektiv méi prezis a kloer ze sinn; et soll elo jiddweree säi Recht op sexuell Integritéit an och op sexuell Selbstbestimmung hunn. An dorëms geet et, well genee dës Integritéit gëtt jo verletzt, wann een als Affer sexuell belästegt gëtt. Ausserdeem ass dës sexuell Selbstbestimmung fort, well d'Affer net selwer bestëmme kann, wat geschéie soll an esou am Fong dat verléiert, wat him am wäertvollsten ass: Selwer bestëmmen, wat et wëllt, awer virun allem och kënne bestëmmen, wat et net wëllt.

Déi ugeschwat Notioun vun dem „attentat à la pudeur“ ass effektiv och an eisen Nopeschlänner ugepasst ginn. An ech mengen, hei geet et generell ëm den „intérêt supérieur“ vum Kand, an dofir ass och déi méi breet Ausleeung ganz wichteg.

Här President, méi wäit wéi d'Gravitéit vun der Belästegung geet awer d'Vergewaltegung. An dës Form vu sexueller Gewalt ass u sech elo hei an dësem Gesetz méi kloer festgehale gi wéi bis elo, virun allem, wann et effektiv ënner Gewaltmenacë geschitt an och wéinst verschiddenen Interpretatiounen, wat d'Notioun vu sexueller Penetratioun ugeet, déi verschidde Forme kann hunn. Ech mengen, och deem ass hei am Gesetz Rechnung gedroe ginn.

Am nammlechte Kontext gesäit den Text awer och déi inzestuéis Vergewaltegung vir. Den Inzest gëtt eng eegestänneg Infraktioun. Ech mengen, déi ganz Situatioun ronderëm deen Inzest ass och an d'Effentlechkeet geroden 2021, mat der Publikatioun vum Buch „La familia grande“ vum Camille Kouchner, dem Bernard sengem Meedchen, wat vu sengem Stéifpapp vergewaltegt gouf. Déi ganz Geschicht ass opkomm, an deementsprechend ass an deem dote Kontext och a Frankräich d'Diskussioun opkomm.

Ech hat och am Kader vun enger Question parlementaire d'Justizministerin gefrot, ob een net sollt op dee Wee goen hei zu Lëtzebuerg, dass den Inzest

net nëmme eng Circonstance aggravante ass an och bleiwe soll, mee wierklech eng Infraction à part entière soll ginn. An ech mengen, et ass och ganz gutt, dass mer deem haut hei am Haus kënne Rechnung droen.

An natierlech schreift dat hei sech och an an d'Konventioun respektiv an d'Recommandatiounen vun der Konventioun vu Lanzarote. Dëst Verbrieche ass just fir Mineurë virgesinn an nëmme, wann den Akt duerch en Elterendeel geschitt, en natierlechen Elterendeel oder awer en adoptiven, oder duerch all Persoun an direkter Linn, effektiv bis den drëtter Grad, wou en ofstaamt. Mee mir hunn, wéi gesot, dat méi breet opgemaach, well et och all Persoun betrëfft, déi eng Vertrauenspositioun par rapport zum Mineur huet an déi Vertrauenspositioun dann och mëssbraucht.

De leschte Punkt, dat sinn d'Preskriptiounen, och deem droe mer hei Rechnung. Ech mengen, et sinn eng Rei Artikelen, wou d'Preskriptioun, d'Verjährungsfrist, op 30 Joer gesat gëtt, notamment, bon, d'Verstümmelung vu weibliche Genitalien – och dat ass nach eng Realitéit, och wann net vill drüwver geschwat gëtt – awer virun allem och beim Viol incestueux, mengen ech, wou d'Imprescriptibilitéit och ganz kloer bleift. Ech mengen, trotz den Avisen, déi virlouchen an zimmlech skeptesch waren – notamment och vun de Geriichter –, weise mer awer och hei politesche Courage, fir deem hei och ganz kloer kënne Rechnung ze droen, och wa sech bei där Diskussioun a bei deenen Avisen erausschielt, dass um Niveau vun der Echelle vun den Infractionen dat effektiv deementsprechend sollt demesuréiert sinn.

Zum Ofschluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen: En net agewëllte sexuellen Iwwergreif an engem jonken Alter matzemaachen, jo, dat kann eng Persoun, dat kann e Mënsch veränneren. Dee mierkt dat vläicht net direkt, mee dee mierkt dat iwwer eng gewëssen Zäit. An ech mengen, et ass d'Obligatioun vun eis als Gesellschaft, als Erwuessemer, och op d'Kanner opzepasst a si och ze schützen!

An ech mengen, dofir ass et, nieft dem Fait, dass eng ganz Rei Servicer ..., awer och wichteg, sou wéi d'Justiz et op hirem offizielle Site och schreift, dass een all sexuelle Mëssbrauch direkt soll signaliséieren, direkt soll denoncéieren. An ech mengen, et ass un eis – et ass un eis! –, ze hëllef an Aen an Oueren ze sinn, déi weider och opzehalen, déi net, effektiv, zouzehalen, falls mer och eppes matkréien, an och Verständnis ze hu fir d'Affer, hinnen och mat Empathie ze begéien, si och ze ënnerstëtzen, och wa se no Joren eréischt eng Plainte maachen, well se dann zu deem Moment realiséiert hunn, wat geschitt ass, an och prett sinn, wierklech dann och dee Schrott ze maachen, fir méi wäit ze goen an och hir Verletzung, déi se hunn an déi si a sech droen, deementsprechend zum Ausdrock ze bréngen – well si sinn net Schold un dem, wat mat hinnen als Mannerjärege geschitt ass!

An aus all deene Observatiounen eraus, ginn ech zu där neier Reform, déi mer hei maachen, och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Biancalana. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass wierklech e Sujet, deen un ee geet, dat heien. Et ass en extreem, a priori, emotionale Sujet. Ech mengen, den Här Margue a senger Virstellung huet praktesch fënnf Minutte laang en emotionalen Discours gehal,

fir eeben och ze weisen, wéi et hien trëfft, mee dat trëfft eis och alleguer, well dat doen eppes ass, de Mëssbrauch vun Mannerjärege, wat an eiser Gesellschaft an iwwerhaupt néierens eng Plaz huet. Ech mengen, dat ass ganz, ganz evident!

Wa mir eis also elo hei awer mat deem Projet auseneetzen, maache mer dat ganz kloer och an engem Souci vun Objektivierung a rationaler Approche, well ech mengen, wa mer am Strofrecht hei schwätzen, mussen mer all déi Aspekter och matberücksichtigten. An et ass net onbedéngt politesche Courage, wéi mäi Virriedner et elo gesot huet, deen aleng hei soll zielen, mee och d'Urteeler, also den Avis vun de Gerichter, vun de Justizinstanzen a sou Rechtsprinzipie wéi d'Présomption d'innocence an d'Recht op e faire Prozess an engem normalen Delai. Alles dat si Prinzipien, déi trotz all deem, wat et emotional bei eis kann ausléisen, awer net sollen an net d'äerfe vergiess ginn. Et ass wichtig, dat mer déi Prinzipien, déi de Rechtsstaat eeben ausmaachen, och an esou enger schwieriger Matière erhalen.

Elo sinn déi verschidden Aspekter hei ... Ech probéieren, dat e bëssen ze schematiséieren, wat mer elo héieren hunn. D'Verschäerfung vun de Sanktiounen ass en éischt Element, wat jo hei ervirgehewe gëtt, an do wëll ech soen, dat de Parquet, de Parquet général an de Parquet vu Lëtzebuerg an dee vun Dikrech, gesot hunn, „les [auteurs] estiment que l'augmentation drastique des peines proposée par le projet [de loi] est exagérée.“ Si verglëichen dat mat anere schlëmme Saachen, wéi dem Homicide volontaire, zum Beispill, a kommen zur Konklusioun: „Ils [...] considèrent que la gravité des infractions sexuelles n'est pas proportionnelle aux peines proposées.“ Dat ass scho ganz wichtig, well, wéi gesot, hei mécht een den Ënnerschied tëschent där emotionaler ..., dem Entsat-sinn, wat mer alleguer deelen, an awer och dem Verglëich mat aneren extreem schlëmme Saache wéi dem Homicide, wou e Mënsch derbäi stierft, an do sollt dann awer eng Proportionalitéit respektéiert sinn.

D'Verjärengsfristen waren en aneren Delai, eng ganz komplizéiert Matière, well mer jo wëssen, dat d'Verjärengsfristen net ëmsoos do sinn. Dat ass einfach bedéngt, well d'Gediechtnis mat der Zäit noléisst, well einfach d'Beweisféierung ëmmer méi schwéier ass. An et ass och net vun ongeféier, dat d'Madamm Procureur, Première avocate générale vun Parquet, den 28. Januar gesot huet: „Wat d'Ophiewung, d'Verlängerung vun de Verjärengsfristen ugeet, d'äerf een eppes net vergiessen: Mir hunn d'Charge de la preuve no 30, 40 Joer – wat solle mir do maachen? D'Gediechtnis ass eppes, wat mat der Zäit noléisst. Fir zu enger Condamnatioun ze kommen, dat wäert fir eis ganz schwierig ginn“, an esou weider. Also, och do seet dann de Parquet, d'Cour supérieure de justice an anerer, dat dat esou einfach net geet. D'Cour supérieure de justice seet och nach: „Il s'y ajoute, pour ce qui est de l'imprescriptibilité de l'action publique proposée, qu'à l'heure actuelle, seuls les crimes les plus graves, à savoir les crimes contre l'humanité, bénéficient de ce principe.“ Mir géifen hei also e sexuelle Mëssbrauch vun engem Mënsch – wat ganz schlëmme ass! – awer u sech, wat d'Verjärengsfristen ubetrëfft, gläichstelle mat de Crimes contre l'humanité, wéi Krichsverbrieche an esou weider.

Dann ass de Parquet général ..., an och d'Parqueter soen, dat déi Theorie vun der Amnésie traumatique, déi och hei e Virriedner zitéiert hat, ganz contestéiert ass. Et ass sou – ech hat mech och an der Zäit do interesséiert fir déi Literatur an den USA, notamment no iwwert Therapien –, do gouf et grouss Polemiken iwwert déi Mémoire fabriquée, dat Leit

bei e Psycholog gaange sinn an dann ass herno gesot ginn: „Jo, déi Problemer aus dengem Liewe stamen aus engem verdrängte sexuelle Mëssbrauch“, dann ass et zu Prozesser komm. Also, do muss ee ganz gutt oppassen, wat do alles geschitt.

An dann ass eng aner Observatioun an deem Kontext och gemaach ginn, wou de Ministère public ... „Les membres soussignés du ministère public se demandent si l'imprescriptibilité ou l'allongement des délais de prescription“, also déi praktesch onendlech Ausdehnung vun der Verjärengsfrist, „ne contrevient pas l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, qui garantit le droit à un procès équitable dans un délai raisonnable.“ Dat ass eng absolutt berechtigt Fro, well och dat ass e Grondprinzip vun eisem Rechtsstaat.

Da kommen ech zum Inzest. En Inzest, dat ass elo ..., dat huet jo u sech eng biologesch Basis, dat dee verbueden ass, well eeben duerch inzestuös Relatiounen ... Iwwert d'Moral, keen Zweifel, dat ass absolutt net ze akzeptéieren, och wann et vläicht an eenzele Kulturen do anescht gesi gëtt. Mir schwätzen elo hei fir eist Land, fir eis Kultur, dat ass net ze akzeptéieren! Mee den Ursprung, firwat den Inzest net akzeptéiert ass, ass och biologesch motivéiert, well et einfach dann zu enger héijer Zuel vu geneeteschen Deformatiounen ka kommen.

An dofir ass et schon ze hannerfroen – och wa mer da vollkommen d'accord sinn, dass den Inzest e Fait ass, deen als eegene Fait soll bestrooft ginn a consideréiert ginn –, wéi et am Rapport steet – am Rapport, net am Gesetz selwer –: „Le projet de loi prévoit d'élargir la liste des personnes pouvant être auteur d'un viol ou d'une atteinte à l'intégrité sexuelle incestueuse aux personnes“ ... an da kommen déi, déi eeben e Rapport hu mat deem Kand, déi awer net zur Famill gehéieren. Dat heescht, do ass u sech eng Kontradiktioun: Dir hutt den Ursprung, firwat dat verbueden ass, dat ass e kloer biologesche Rasonement, dee mer absolutt och matdroe kënnen, mee dat Traineren aus dem Sport oder Educateuren an de Foyeren an esou weider an esou virun gläich bestrooft ginn, ass awer eppes, wat u sech der Sënnhaftegkeet vun der ursprüngelecher Dispositioun net onbedéngt entsprécht.

Dat heescht, sécher ass dat – a loosst mech do ganz kloer sinn: Och dat verurteele mer, wa sou Saache geschéien, wa Leit eng Vertrauenspositioun géintiwirger engem Mannerjärege mëssbrauchen! – absolutt ze verurteelen, mee fir dat als „incestueux“ ze bezeichnen, ass an eisen Aen einfach faktuell falsch.

De Consentement mutuel ass en zentraalt Element elo. Jo, natierlech, soubal Mannerjäreger concernéiert sinn, selbstverständlech, mee dat weit sech aus an de Beräich vun den Erwuessenen. An do muss een awer soen, do hu mer awer och Deriven an den USA an esou weider, wou mer herno hikommen – ech hu mer dat erausgedréckt –, wou mer herno an eng Situatioun kommen, wou sou Verträge sollen ausgeféllt ginn: „Sexual consent (contract) form“, ...

(M. Fernand Kartheiser montre une documentation.)

... kritt een um Internet. Do sinn dann ..., an 23 Schrëtt kann een dann ausfüllen, mat wat een d'accord ass. Et ass terribel romantesch, wann een owes zesammen iesse geet, an da soll eventuell den Owend e bësse verlängert ginn, da kann een da virudrun, dat ass da genau beschriwwen, hei e Vertrag ausfülle mat de Rechter a Flichte vun deenen zwou Säiten, inklusiv „failure to perform“ an esou weider, „early termination“, dat ass bis an de leschten Detail, wéi eng Formen an esou weider ... Dat ass op jidde Fall net dat, wat mir wëllen. Dat ass net déi Relatioun

tëschent erwuessene Leit, déi mir eis virstellen, mee et ass awer schlussendlech d'Konsequenz vun esou Gesetzer, dat déi eng an déi aner sech mussen versécheren iwwer hir Rechter – net, dat eng sexuell Begéignung op eemol viru Geriicht lant, mat alle méigleche Reprochen an esou weider! Mir sollen also oppassen, dass dat do net zu enger Iwwerjuridizéierung vun esou eroteschen oder anere Relatiounen ka féieren.

Dann hu mer eppes, wat mer absolutt begrëssen – dofir stëmme mer och net géint dat Gesetz, trotz alle Kriticken –, dat ass, dat hei d'Lutte contre la pédopornographie verstärkt gëtt. Dat ass jo och, mengen ech, zum Deel d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, dat begrësse mer, dat ass absolutt gutt, dass mer dat maachen, well wéi bei anere Saachen ass natierlech och villes, wat sech justifiéiere léisst, an hei ganz besonnesch, dass déi Lutte contre la pédopornographie do verstärkt gëtt.

Ech wëll vläicht nach e Wuert soen – ech hat mer dat erausgesicht –, et ass och vläicht ganz wichtig, ze ënnersträiche bei der Diskussioun ronderëm den Inzest, dat mer jo och Diskussiounen hunn iwwert d'Procréation médicalement assistée avec tiers donneurs. An do gouf et op den États généraux de la bioéthique viru Kuerzem och d'Constatioun, dass u sech d'PMA avec tiers donneurs, well et nëmmen eng ganz kleng Zuel vun Donneuren gëtt vu Sperma, och de Risk vun enger inzestuöser Relatioun erhéicht.

Erlaabt mer den Temoinage vun enger Koppel, déi erausfonnt hunn, wéi se hir Originne retracéiert hunn, dass se u sech Brudder a Schwëster waren, well se vum selwechten Donneur waren – oder Hallefbrudder, Hallefchwëster. Also, et ass schon esou, dass een do och déi Komplexitéit, wat d'Lutte contre l'inceste ..., dat ass sécher ganz gutt, mee si ka sech eeben och an Domänen ausbreeden, iwwert déi elo hei net sou vill diskutéiert gëtt, déi awer och tendenziell ëmmer méi Leit concernéieren, well eebe méi Leit op sou Techniken zrëckgräifen.

Dann hu mer déi Situatioun mat där Clause „Roméo et Juliette“ an esou. Dat ass natierlech och u sech eng gutt Saach. Et ass natierlech ëmmer arbiträr, eng Altersgrenz festzeleeën, et ass awer gutt, dass wéinstens doriwirer nopeduecht gëtt, dass do net eng allgemeng Penaliséierung kënn. Ech weess net, wéi et haut ass, ech weess awer, dass nach virun 20 Joer oder sou, dass do ..., mir sinn och selwer Fäll bekannt, dass eng Schülerin e Professor bestuet huet an déi och eng glécklech Koppel gi sinn. Ech weess net, ob dat haut alles strofbar wär, warscheinlech mat deem Gesetz schon. Et gëtt am Ausland eng bekannte Koppel an engem Nopeschland, mat enger héijer politescher Funktioun, do war de Jong 15 Joer al an d'Madamm 39 Joer al, wéi si sech kennegeléiert hunn an hir Relatioun ugefaangen hunn. Haut wär dat warscheinlech dann och e gréisseren Fall fir d'Justiz.

Et ass elo sou, dass ee bei all deene Saachen, mengen ech, vill Wichtiges a Richteges hei seet, nämlech, dass Mannerjäreger onbedéngt mussen protegéiert ginn. Et ass awer an eisen Aen sou, dass dat sech muss afügen an e Kader vu rechtstaatleche Prinzipien an dass mer eis net vun eisen Emotiounen, déi awer berechtigt sinn, op e Wee leede loosse, deen d'Rechtstaatlechkeet an d'Proportionalitéit vun deene Moosnamen, déi mer huelen, a Fro stellt. Mir wäerten eis hei enthalten. Mir hunn eng Rei Kriticken vun de Gerichter, vun de Justizinstanzen, déi mir iwwerhuelen, dofir stëmme mir net derfir. Awer déi Lutte contre la pédopornographie an aner positiv Elementer wëlle mer ënnerstëtzen, dofir stëmme mer och net dergéint.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Kartheiser. Déi nächst ageschriwwer Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Wannechgelift, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir begreisse besonnesch, dass dës Gesetzesprojet unerkennt, dass et par rapport zu der sexueller Gewalt am Fall vum Abus sexuel eng speziellesch Vulnerabilität vu Kanner a Mannerjärege gëtt an dass aus dësem Grond d'Gesetzeslag muss geännert ginn, fir dës Zilgrupp méi kategoresch kënnen ze schützen. Dat féiert derzou, dass eng Rei progressiv Dispositionen an déi bestoend Gesetzeslag vum Code pénal agebaut ginn. Dat ass eng positiv Evoloutioun an eisen Aen, déi mer brauchen, fir an Zukunft méi geziilt géint sexuell Gewalt virzegoen.

Dës Gesetzesprojet gesäit zum Beispill méi streng Sanktiounen fir Vergewaltigung vu Mannerjärege vir, domat gëtt eng eegestänneg Infracioun geschaf, déi der speziellescher Vulnerabilität vu Mannerjärege Rechnung dréit. Dofir geet dës Gesetz och esou wäit, eng Imprescriptibilitéit fir dës Infracioun anzeféieren, déi mécht, dass och nach Jore méi spéit dës Strofdot kann um Geriicht verfollegt a bestrooft ginn. Dat, wat normalerweis – dat ass och elo haut scho gesot ginn – fir Krichsverbriechechen oder Verbrieche géint d'Mënschlechkeet géllt, gëtt agesat, fir géint sexuell Gewalt u Mannerjärege virzegoen. Dat ass e wichtige Schrëtt an et ass ze wënschen, dass en och am Fall vun genderspezifischer Gewalt ka gemaach ginn.

Och wichtig an dësem Kontext sinn d'Klarifikatiounen vu philosophesch komplexe Begrëffer am Code pénal, déi mussen gemaach ginn, fir mat engem gewëssene Konservatismus ze briechechen an ze verhënneren, dass se falsch interpretéiert kënnen ginn. Sou gëtt zum Beispill de Begrëff „Atteinte à l'intégrité sexuelle“ agefouert als Ersatz fir de Begrëff „Atteinte à la pudeur“. D'Intégrité sexuelle setzt e Recht op Selbstbestimmung viraus, déi net dierf ugegraff ginn, wat bedeitend méi fortschrittlech ass wéi de passiven a moralesche Begrëff vun der „Pudeur“.

Den anere Begrëff, dee prezisiéiert gëtt, de „Consentement“, huet eng joerhonnertenal Geschicht, souwuel am juristesche wéi am philosopheschen an am politesche Gebrauch. Zulescht gouf d'Fro vum Consentement mat der feministescher #MeToo-Bewegung erëm zu engem méi groussen Gesellschaftstheema. Dës Projet de loi versicht, de Consentement aus engem reng juristesche Point de vue ze definéieren, fir dass méi kloer erauszuschliessen ass, wéini ee vun engem Abus sexuel ka schwätzen. An dësem Fall wier alles, wat net an de Beräich vum Consentement fält, eng Form vum Abus.

Här President, eng Rei Kritikker goufen um Gesetz geäussert. Et ass schonn drop agaange ginn, et gouf notament gesot, dass dem Consentement libre bei Mannerjärege, déi scho sexuell aktiv sinn, net genuch Rechnung gedroe gëtt an dass verschidden Dispositionen ze wäit ginn an der Reguléierung vum Sexualliewe vum Jugendlechen a Mannerjärege. Dës Kritikker gëllen notament fir den Artikel, dee virgesäit, dass sexuell Relatiounen tëscht Mannerjärege ënner 16 a Volljärege de facto strofbar gemaach kënnen ginn, och dat ass schonn ugeschwat ginn. Dat entsprécht och an eisen Aen awer net méi onbedéngt der Realitéit.

Eng Koppel, wou e Meedchen – oder e Jong – 15 Joer huet an de Jong – oder d'Meedchen – 19 Joer, ass gang und gäbe, wat net heescht, dass dat keng Problemer vum Abus mat sech bréngen kann, déi virun

allem awer an eisen Aen doru leien, dass net genuch sexuell an affektiv Opklärungsarbeit an eise Schoule an allgemeng an der Gesellschaft gemaach gëtt.

Här President, bei der Sexualitéit ass et schwierig, eng Linn ze zéien vun der Alterslimit, ab där ee ka soen, dass eng Persoun bewosst handelt a fäeg ass, hire Consentement fräi ze ginn. Firwat läit dës Limit bei 16 Joer an net zum Beispill bei 15 Joer? An der Entwécklungsphas vun der Pubertéit gëtt et effektiv keng flagrant Ennerscheeder tëscht 15- a 16-Järege. Do ennerscheeden d'Meedercher sech jo nach vun de Jongen. D'Alterslimit ass deemno zum Deel arbiträr festgeluecht ginn. Deen ee Jugendlechen ass mat 15 scho sexuell méi bewosst an aktiv, deen aneren eréischt mat 17 oder 18. Et kann ee sech froen, ob dës philosophesch Froen esou einfach ze tranchéieren sinn.

Här President, leider ass et net gelongen, eng ganz eendeitig Sprooch an dësem Projet de loi ze schwätzen, och dat ass schonn ugedeit ginn. D'Confusioun ass zum Deel entstan mat der Aféierung vun der ominéiser Romeo-a-Julia-Klausel. A wéi de leschten Avis vun dem OKaju ganz richtig betount, kann een déi zousätzlech Klausel esou formuléiert net einfach stoe loosse. Dës Klausel ass, wéi gesot, agefouert ginn, well an der Realitéit feststellen ass, dass vill Jugendlecher scho fräi sexuell aktiv sinn. D'Klausel autoriséiert a reglementéiert sexuell Relatiounen tëscht minimum 13- a maximum 17-Järege. Och hei ass d'Alterslimit net begrënn, mee et ass esou ze interpretéieren, dass sexuell Relatiounen tëscht Mannerjärege ënner gewëssene Konditiounen méi toleréiert si wéi déi tëscht, wéi virdu gesot, engem 19-Järege an engem 15-Järege Jonken, als Beispill.

Här President, d'Interpretatioun vum Consentement ass am Fall vu Mannerjärege gepräagt vun engem gewëssene Widdersproch, deen et an eiser Gesellschaft och sou gëtt. Selbstbestimmung a Friembestimmung, dat ass net esou einfach ze tranchéieren. Et ass schwéier, do rauszekommen. Am Kontext vum Abus sexuel misst dann eigentlech d'Definitioun vum Abus sexuel op de Leescht geholl ginn, wat géif bedeiten, dass d'Beweislaascht am Fall, wou en Akt als Abus sexuel ugegrangert gëtt, beim Täter vum Abus géif leien an net beim Affer, dat säi Consentement oder Netconsentement muss ënner Beweis stellen.

Ech ginn natierlech eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, deen definitiv Verbesserungen mat sech bréngt, och wa mir eis nach méi Verbesserungen erwaart hätten. Villmools Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabelen Madamm Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Rapportier fir säi gudden schrëftlechen Rapport, mee awer och fir den detailräiche mëndlechen Rapport, deen en haut virgedroen huet a dee sécherlech bei ville Leit zur Kloerheet bäidréit. Mat dësem Gesetz wäerte mer méi streng Reegele géint sexuell Gewalt opstellen. Dat ass e wichteg Zeechen, eng ganz wichteg Moosnam, fir all Form vu Gewalt konsequent entgéintzetrieden. Eng perfekt Gesellschaft wier eng Gesellschaft ouni Gewalt, wou mer keng esou Reegele bräichten. Leider si mer dovunner nach wäit ewech an ëmmer erëm héiert ee vun traurege Fäll vu Leit, déi Affer vu sexueller Gewalt gi sinn. Esou Dote beschäftegen d'Affer e ganz Liewe laang. Als Affer vun enger sexueller Handlung, déi ee selwer net wollt, ass et eng grauenhaft Erfahrung, déi ee kee sollt duerchmaachen!

Et ass net einfach, ze verhënneren, dass esou Saachen an eiser Gesellschaft weiderhi virkommen, dat muss een och éierlech zouginn.

Et ass net einfach ze verhënneren, dass esou Saachen an eiser Gesellschaft weiderhi virkommen. Dat muss een och éierlech zouginn.

Deemno ass d'Bestrafung vu sexueller Gewalt e wichteg Zeechen, a méi haart Strofe sinn e Zeechen, dass mer esou Handlungen an eiser Gesellschaft net akzeptéieren. Mee et dierf net eleng bei de Strofe bleiwen. Mir mussen eis och d'Fro stellen: Wie sinn déi Persounen, déi esou Gewalt uwenden? Wéi kënnen mer derfir suergen, dass se hir Taten net ausliewen? Wéi kënnen mer se fréizäiteg erkennen? Wéi kënnen mer mat preventive Moosnamen derfir suergen, dass se net zum Täter ginn an dass keen zum Affer wäert ginn? Et gëtt sécherlech keng honnertprozenteg Äntwert op dës Froen.

Wat nach méi wichteg ass wéi d'Preventioun, ass d'Betreiung vun den Affer. Hei muss alles drugesat ginn, dass d'Affer déi Hëllef kritt, déi et brauch, an dat esou laang wéi néideg. Mir Piraten schwätzen eis kloer derfir aus, dass mer éffentlech Ulafstelle fir Affer vu Forme vu sexueller Gewalt opbauen. Dës Ulafstelle sollen hei am Land opgebaut ginn an den Afferen d'Méiglechkeet ginn, e medezinneschen, psychologeschen a juristesche Suivi mat Spezialisten ze maachen, wa si Affer vu sexueller Gewalt gi sinn.

D'Anonymitéit vun den Affer steet heibäi ganz kloer am Virdergrond. Dofir si mer och der Meinung, dass een als Affer viru Geriicht net méi misst an Uwieseneheet vun Täter aussoen, mee an engem geschützten Ëmfeld, wéi dat bei de Mannerjärege schonn de Fall ass.

Zum Schluss: Am Gesetzestext ass een de Wee gaange vu Frankräich souwéi vun der Belsch, wat sexuell Relatiounen tëscht Jugendleche weiderhin erlaabt. An der Ufanksversioun vum Gesetz war dat méi streng gereegelt an esou sexuell Handlung wäeren net méi méiglech gewiescht. Mir Piraten sinn awer der Meinung: Och Jonker hunn e Recht drop, hir sexuell Erfahrungen ze maachen. Deementspriedend ass d'Léisung mat de véier Joer Altersënnerscheed an eisen Aen eng gutt an eng pragmatesch Léisung a mir wäerten den Text och haut matstëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Goergen. Déi lescht ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Jo, just ganz kuerz, Här President, wann Der erlaabt. Och als Netmember vun der Justizkommissioun war et mer awer wichteg, e groussen Merci ze soen un d'Madamm Justizministerin an alleguer d'Membere vun der Kommissioun, mee awer och un alleguer déi Leit, déi um Text matgeschafft hunn.

Fir mech ass dat hei perséinlech ee vun deene wichtigsten Deeg ...

(Mme Nancy Arendt épouse Kemp suspend son discours pour quelques instants.)

Entschëllegt.

... an der Chamber an dofir, et ass eng Thematik, wou ech mech scho laang agesat hunn. An ech mengen, ech hunn och alles gesot deen Dag vun der Interpellatioun bis an de leschten Detail, wat mer um Häerz loung. An ech mengen, datt ech mat där Interpellatioun a mat där Proposition de loi e Steen un d'Rulle bruecht hunn.

D'Partei, d'CSV, huet déi Proposition de loi deposéiert, an ech wollt just soen, datt ech se zrëckgezunn hunn,

well der Madamm Ministesch hiren Text besser war. E war méi am Detail an en ass och méi wäit gaang. An dofir ass et mer wichteg gewiescht, dofir nach eng Kéier e grouse Merci ze soen. Dat ass, mengen ech, dat Allerwichtigst, datt den Text e besseren Text ass.

De wichtigste Message fir mech haut ass och deen, datt sexuelle Mëssbrauch eeben net just an der kathoulescher Kierch an am Sport stattfënn. E fënn iwwerall, iwwerall statt! An den Här Roth huet et jo och gesot, ech hat dat och an der Interpellatioun gesot: Eent vu fënnef Kanner, schätzt den Europarot, gëtt sexuell mëssbraucht. Wann een eng Klass kuckt vun 20 Kanner, da sinn dat véier Kanner! Dat muss ee sech wierklech virun Aen halen, wat fir eng Thematik mer hei hunn. An dofir ass et och, wéi den Här Biancalana gesot huet: Mir mussen d'Aen an d'Queren ophalen, wann eis de Schutz vun eise Kanner wichteg ass an dat, wat nach vun hinnen iwwregbleift, wann een hiert Vertrauen, hire Geescht an hire Kierper mëssbraucht huet.

E grouse Merci vu menger Säit a merci och alleguer deenen Deputéierten, déi dëst Gesetz stëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Arendt.

An domadder hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, dat hei ass effektiv en Text, deen extreem wichtig ass a wou ech wierklech frou sinn, dass mer, doduerch, dass mer all zesammen hei un engem Strang gezunn hunn, deen Text nach haut kënnen stëmmen – Dir kënnt e stëmmen, ech proposéieren en.

Zuele si gefall: Et sinn extreem vill Kanner Affer vu sexueller Gewalt. Et sinn extreem vill Mënschen insgesamt Affer vu sexueller Gewalt. Ech hunn e Problem domat, eng Hitparad ze maache vun deene Strofdoten, déi dann elo am schlimmste sinn. Natierlech kann een engem Mënsch net méi undoen, wéi em d'Liewen ewechzehuelen, mee wann een e Mënsch vu Kand un esou traumatiséiert hannerléisst mat deenen Agrëffer, mat deem, wat de sexuelle Mëssbrauch alles duerstellt, och wat eng Ennerdrückung insgesamt ubelaangt ... Et ass Gewalt, et ass esou eng Intrusioun an e Kierper – do gëtt et keen, deen dat einfach ewechstécht, et gëtt keen, dee säi Liewen do weiderféiert, wéi wann dat net passéiert wär.

An dat muss een am Hannerkapp halen, wann et drëms geet, driwwer ze diskutéieren, ob déi Strofdot do sech ka verjären. Mir schwätze jo bei der Verjäreungsfrist, déi et dann net méi gëtt, just vun de Mineuren, vu Jonken, Kanner, déi sech net kënnen wiere géint en Erwuessenen, ganz dacks aus dem familiäre Beräich, déi dat e Liewe laang mat sech ronderëm schleeften, wou dat hiert ganz Liewe markéiert. An dat muss een do am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Verjäreungsfriste schwätzen.

Et gëtt do e puer Schichten, wat dat ubelaangt. Fir d'éischt emol geet et drëm, dass mer wierklech deene Jonken, déi betraff sinn, deene Kanner, deene Mineuren, déi betraff sinn, Zäit loossen, sech domadder ausenannerzesetzen. Zäit loossen, och ze begräifen, datt si sécherlech net Schold dorunner waren, wat passéiert ass. Zäit loossen och, alles dat, wat dat vu Konsequenzen an der Famill ka mat sech bréngen, ze verschaffen. Dat heescht, déi Zäit ass noutwendeg, a wann et dann eebe méi wéi 20, 30 Joer muss daueren, dann dauert et dat. An d'Beispiller, déi mer aus dem Ausland kennen, weisen, datt et esou Fäll

gëtt a se weisen och, datt sou Fäll kënnen opgekläert ginn, a sief et nëmmen, well och en Täter ka geständeg ginn iwwert dat, wat e gemaach huet.

Dann ass et awer och e Message, deen ze vermëttelen ass. Ech si prinzipiell net der Meenung, dass d'Strofrecht do ass, fir Messagen ze ginn. Mee deen heite Message, deen ass wichteg. An et wëll heeschen: Wann ee sech un engem Kand sexuell vergräift, da muss een e Liewe laang fäerten, dass dat Konsequenze kritt. An dat ass e Message, dee soll jiddwereen am Kapp hunn, wann en esou en Akt wëlles huet ze maachen. Et kann een e Liewe laang verfollegt gi wéinst esou engem Akt, deen ee mécht, well deen Akt huet och e Liewe laang eng Konsequenz op dat Affer.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | An dat ass wierklech eppes, dat muss een am Hannerkapp behalen, an dorëms geet et och bei der Vermëttlung vun deem, wat mer hei maachen.

Natierlech hu mer Rechtsprinzipien an natierlech gëllen déi an alle Cas-de-figures. D'Présomption d'innocence ass sécherlech net a Fro gestallt. Et ass jo zitéiert ginn: Och d'Autorités judiciaires soen, et muss ëmmer bewise ginn, dass eng Strofdot virläit.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir wëssen, dass dat souwisou an deenen heite Fäll komplizéiert ass, dass et oft deem enge säi Wuert géint deem anere säi Wuert ass. Mir hunn do schon op villen Niveaue geschafft, notamment eebe mat deem Service, wou ee kann higoen an och direkt eng Opnam maache loossen, fir Beweiser ze sammeln, mee oft – zumools wann ee vu Kanner oder Jonke schwätzt – ass et awer sou, datt et natierlech schwierig ass. Dat soll awer net empëchéieren, dass mer eis all d'Moyene ginn, fir dat heiten ze poursuivieren.

Eng Remark, wa mer elo bei der Semantik sinn oder bei den historieschen Originne vu verschiddene Wieder: Et stëmmt net, dass den Inzest à la base just wéinst biologesche Consideratioune verbuede gouf, quitte dass dat wierklech en Nebenkriegsschauplatz ass. Mee et ass awer wichteg, déi och richtegstellen. U sech ass et schon deemools drëms gaangen, dass net eng Vertauschung vu Rolle soll geschéien, dass ee muss wëssen: Wien ass Schwëster? Wien ass Duechter? Dat ware ganz aner Consideratioune. Do ass et net primär drëms gaangen, wéi eng biologesch Konsequenzen dat kéint hunn. An ech notéieren, dass dann och erëm heivunner Gebrauch gemaach gëtt, fir iwwert d'PMAen ze schwätzen, wou ech wierklech net de Lien domadder ka gesinn.

(Interruptions)

Dat anert, wat awer och genausou wichteg ass – an dat ass och bei ville vun Ären Interventioune ugeklongen –, dat ass de Consentement. Där Notioun vum Consentement gi mir elo e bessere Kader.

An ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, et misst een hei nach vermëttelen. Ech hoffen, dass déi Riede vun de Mëtten hire Public fannen, mee mir hunn dat hei awer an eisem Budget vun den Informatiounscampagnen, déi solle gemaach ginn. Iwwert de Summer wäerte mer déi finaliséieren, soudass do am Hierscht och kann eng Campagne lancéiert ginn zu deem dote Sujet.

De Consentement ass net eppes, wat ginn ass. An de Consentement ass jo genau dat, wat d'Grenz duerstellt tëschent enger Relatioun, déi richteg ass, wou jiddweree sech dran erëmfënn, an eeben dem Abus sexuel. Et si puer Saachen, déi hei an deem Text einfach wierklech wichteg ze ënnersträiche sinn, wat déi doten Definitioun ugeet. Dat eent ass déi, dass

doduerch, dass een näischt seet, een net kann der-vunner ausgoen, dass e Consentement do ass. Dat anert, wat awer genausou wichteg ass, dat ass: Och wann ee sech zu engem Moment vun deem Owend, deen da beschriwwen ginn ass virdrun, d'accord weist mat engem physesche Kontakt, wann een zu engem anere Moment duerno seet, dass een net méi domat d'accord ass, dann ass de Consentement och zrëckgezunn. Och dat ass wierklech e wichtige Message: Den Nee kann zu all Moment vu sou engem Moment geschéien tëschent zwou Persounen.

Dann den aneren, genausou wichtige Punkt ass dee vum digitale Beräich. Mir hunn hei e Gesetz proposéiert, wat technologieneutral soll sinn, wou mer natierlech awer am Hannerkapp haten, dass mer an der digitaler Welt nach ganz neien Erausforderungen ausgesat sinn, dass déi Jonk nach méi vulnerabel sinn an där digitaler Welt wéi souwisou schon an dass et extreem wichteg ass, dass och ënner Strof gestallt gëtt, wann ee gezwonge gëtt, en Akt u sech selwer ze maachen, oder gezwonge gëtt, en Akt un engem aneren ze maachen. Och dat sinn Elementer, déi och an der Vermëttlung, och am Kontakt mat de Jonke wichteg sinn a mussen an der Virdergrond gestallt ginn.

Ech wollt awer net ophalen, éier ech nach e puer Mercie lassgi sinn. Fir d'éischt allem virop dem Lisa Schuller am Justizministère, wat sech em deen Dossier hei bekëmmert, mee awer och all deenen anere Beamten aus dem Ministère, déi an de leschte Joren hei op deem Dossier matgeschafft hu fir eng ganz wichtig Cause. Dann och dem Staatsrot, well och hei an dësem Dossier hu se eis extreem gehollef, fir dass mer nach séier kéinten dee Gesetzestext zum Ofstëmme bréngen, nodeem mer eng e bësse méi laang Zäit op den Avis gewaart haten an dunn eeben am Konsens decidéiert haten, déi faméis Roméo-et-Juliette-Klausel nach materanzebréngen.

Dann natierlech der Chamber: Ech weess, dass mer vill intensiv Momenter elo déi lescht zwou, dräi Wochen haten. Hei ass awer wierklech en Text, wou ech extreem frou war, dass mer, nodeems mer d'Avise all eranhaten, nach eng Kéier konnten iwwert déi faméis – ech hunn deen Numm net ganz gär – Roméo-et-Juliette-Klausel diskutéieren. Et ass gesot ginn: „All d'Argumenter leien um Dësch“, firwat et wichteg war, dass mer nach eng Kéier géifen un den Text erugeen. Mir haten an enger éischer Mouture vum Text no Diskussioune, no Echangé mat den Autorités judiciaires decidéiert, keng esou eng Klausel zrëckzebehalen, fir dem Parquet dann d'Opportunité des poursuites ze iwwerloossen.

Ech muss awer soen: No Reflexioun a villen Echangé sinn ech och zur Konkusioun komm, dass de Message, dee mer de Jonke géife ginn, de falsche wier. Mir wëssen, datt et sexuell Relatioune gëtt tëschent Mineuren an och eebe Mineuren ënner 16 a Mineuren iwwer 16. An et geet jo net drëm, dass mer de Jonke virschreiwien, wat se dierfen oder net dierfen an deem dote Beräich. Et geet net drëm, dat ze kriminaliséieren, mee et geet drëm, se ze schützen.

An an der Tëschenzäit haten d'Belsch sech eeben och en Text ginn, deen och wierklech e gudden Text an eisen Ae war. Dunn hunn ech d'Propos gemaach, dass mer deen Text géifen iwwerhuelen. Mir hunn eis du géenegt op déi véier Joer Differenz, déi d'ailleurs och den 19-Järege nach materanhuelen – fir ze enger Remark nach eppes ze soen. Ech war awer ganz frou – well et ass wierklech e wichtigen Text –, dass mer hei elo keng politesch Schlammschlacht iwwert déi doten

Dispositioun féieren, frou, dass mer hei kënnen e Konsens fannen, dass mer all zesumme kënnen de richteg Message do no baussen droen.

Hei an der Chamber wollt ech awer particulièrement menger Matstreiderin an dësem Dossier, dem Nancy Kemp-Arendt, Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz fir dës Cause. Ech weess, wéi wichteg et fir si ass, an ech sinn immens dankbar, dass och si sech ëmmer do derfir asetzt, dass mer hei e bessere Kader, e bessere Schutz schafen.

An dann, last but not least, léiwen Här President a Rapporteur vum Dag a vun der Woch, merci och dir, éischters fir de Rapport vun haut, mee awer och – well dat war jo elo de leschte Rapport – fir dës Legislativperiod, deen s de gemaach hues, fir deng Aart a Weis, wéi s de déi Chamberskommissioun iwwert déi lescht fënnf Joer geleet hues, als Netjurist heiansdo en Defi, mee heiansdo vläicht och en Avantage. An duerfir merci dir fir d'groussen Asaz fir d'Cause an natierlech och fir dësen Dossier, vun deem ech weess, dass en dir och extreem um Häerz läit. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Justizministeresch Sam Tanson Merci. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7949. Den Text steet am Document parlementaire 7949⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7949 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7949 est adopté par 56 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 6539A – Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, modifiant :

1^o le livre III du Code de commerce ;

2^o le livre II, titre IX, chapitre II, section Ière du Code pénal ;

3^o les articles 257 et 555 du Nouveau Code de procédure civile ;

4^o la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

5^o la loi uniforme modifiée sur les lettres de change et billets à ordre, telle qu'elle a été introduite dans la législation nationale par la loi du 8 janvier 1962 ;

6^o la loi modifiée du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes, de conciliateurs d'entreprise et mandataires de justice assermentés et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes ;

7^o la loi modifiée du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance ;

8^o la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9^o la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

10^o la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Als nächste Punkt kënn de Projet de loi 6539A iwwert d'Moderniséierung vum Faillitegesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. De Kollege Charles Margue sot de Moie bei der Presentatioun vun engem Projet de loi, e géif sech méi jonk spieren. Abee, Charel, ech muss soen, ech spiere mech eng 40 Joer méi jonk, well wéi ech 1980 op de Barreau koum, war ech bei enger Konferenz derbäi, wou en eminent Jurist eng kleng Konferenz iwwert d'Faillitegesetz gehalen huet a wou en dunn ofgeschloss a gesot huet: „D'Moral vun der Geschicht: D'Faillitegesetz muss geännert ginn.“ Abee, haut si mer sou wäit, méi wéi 40 Joer duerno. Voilà, an et war och keng einfach Saach.

Bon, wéi gesot, loosse mer awer elo zum Projet de loi kommen: De Sujet Faillite, wéi gesot, ass an de leschte Méint a Wochen nees zu engem méi aktuellen Thema ginn. Mir brauchen dofir nëmmen d'Zeitungen opzemaachen, fir festzustellen, dass vill Faillitten an de leschte Woche verëffentlecht gi sinn. D'Grënn si villfälteg a vu Faillite zu Faillite verschidden. Et gëtt net eng eenzeg richteg Äntwert. All Faillite bréngt hir eege Komplexitéit mat sech an all Faillite ass anescht. Et gëtt ganz vill kleng Entreprisë mat weinege Salaríen, mee awer och grouss Entreprises, vläicht manner un der Zuel, mee wou méi Salaríen ugestallt sinn, déi duerch eng potenziell Faillite impaktéiert ginn.

An deem Sënn brauche mer och e flexibel Gesetz an eent, dat sech de Gegebenheete vun der jeeweileger Situatioun kann upassen an dat et erlaabt, dem

Commerçant oder dem Betrib a senger Situatioun ze hëllefen.

Eist aktuellt Gesetz ass en alen Text, deen deelweis op d'19. Joerhonnert zrëckgeet. Iwwert déi lescht Joren ass versicht ginn, ëmmer erëm Léisungsusätz auszuschaffen, an et goufen Initiative geholl, fir punktuell Upassung virzehuelen an deem Sënn fir d'Preventioun vun de Faillitten, respektiv fir géint organiséiert Faillite virzegoen.

Den 1. Februar 2013 – et sinn also elo 10 Joer – gouf de Projet de loi 6539 bei der Chamber deposéiert. Zënterhier ass den Text vill geännert ginn, well mëttlerweil och Direktiven hu misse mat integréiert ginn. Den 22. Juli 2021 ass den Originalprojet an zwee gespléckt ginn. De PL, also de Projet de loi, 6539B, deen d'Procédure de dissolution administrative sans liquidation organiséiert huet, ass mëttlerweil Gesetz.

Mam Gesetzesprojet 6539A stëmme mir haut en neien Text iwwert d'Faillitten, deen et erlabe soll, Faillitten an enger éischer Phas sou gutt et geet ze verhënnere oder awer integral duerch eng adequat Betreuung ze begleeden, fir esou déi beschtméiglech Léisunge fir souwuel d'Creancier an d'Debiteuren auszuschaffen.

Dësen neien Text huet véier grouss Achsen. Ech wäert net op all einzelnen Artikel agoen, Dir fannt wéi ëmmer all Detailer, Commentairen an Avisen am schrëftleche Rapport. Trotzdeem wäert ech op d'Haaptaspekter agoen an déi och kuerz developpéieren.

De Projet de loi 6539A verfollegt, wéi gesot, verschidden Approchen an huet véier grouss Voleten: de Volet Preventioun, de Volet Reparatioun, e repressive Volet, also e repressiven Deel, a véiertens e soziale Volet.

Zum éischte Volet, der Preventioun: D'Preventioun ass en immens wichtige Volet. Eng Faillite propper ofzeweckelen, ass sécher eng gutt Saach, et net zu enger Faillite kommen ze loossen, ass den Optimalfall. Mam Volet préventif vun dësem neien Text siche mer, ze vermeiden, dass et automatesch zu enger Faillite an engem Betrib muss kommen, just well d'Entreprise a Schwieregkeete stécht. Sécher gëtt et an der aktueller Legislatioun scho Moyenen, mee déi sinn deels immens schwéierfällg, deels kaschte se ëmmer nach weidert Geld, soudatt nëmmen déi Betriber op si kënnen zrëckgräfen, déi finanziell nach genuch Sputt hunn, fir sech kënnen hëllefen ze loossen. Dass net all Betrib op dës Mëttele kann oder wëllt zrëckgräfen, ass an deem Fall verständlech.

Mat deenen neien Dispositiounen sollen d'Betriber kënnen vermeiden, an eng Faillite ze falen. Et gëtt also e System agefouert, deen dës al Mesüre soll ersetzen. Elo soll scho vidrun, éier et ze spéit ass, eng Zort Alarmmechanismus, de sougenannte „système de clignotants“, wéi en am Text genannt gëtt, agefouert ginn. Deen hëlleft, d'Entreprises, déi an der Nout sinn, scho wäit am Virus kënnen ze identifizéieren.

Fir dës Betriber ze identifizéieren, gesäit den Text zwee Weeër vir: Zum enge setzt den Text op déi fräiwëlleg Approche. De Commerçant oder d'Entreprise kréien eng ganz Rei Outilen zur Verfügung gestallt a sollen och incitéiert ginn, dës Mesures de soutien fréi genuch an Usproch ze huelen. Da spillt awer och de Wirtschaftsministère eng wichtige Roll. De Ministère soll Entreprises, déi Schwieregkeeten hunn oder déi de Risiko lafen, an eng Faillite ze rutschen, kënnen identifizéieren, se opklären a beroden, wéi eng Mesüre kéinte geholl ginn, fir eeben eng Faillite ze vermeiden.

Oft ginn haut d'Prozedure vun der Gestion contrôlée vum Commerçant vill ze spéit ugefrot, an zwar zu

engem Moment, wou d'Situatioun schonn immens verfuert ass an net méi vill ka gemaach ginn. Deemno féiert déi aktuell Gestion contrôlée nëmme sielen zu enger Reorganisatioun vum Betrib. An deem Sënn gëtt mat deem neien Text d'Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés geschaf, déi ënner anerem den Optrag huet, eng Assignation en faillite ze appreciëieren. D'Commerçantë kënnen och scho fréizäiteg de Kontakt sichen, wa si mierken, dass Problemer bestinn, fir sech dann aus där Situatioun eraus hëllefen ze loosser.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer zum zweete Volet vun dësem Text, dem Volet réparateur. Dëse Volet baséiert op der Iddi vun enger zweeter Chance. Commerçantë, déi aus enger onglécklecher Situatioun eraus oder well si en éierleche Feeler gemaach hunn, an eng Faillite gefall sinn, sollen d'Geleeënheet kréien op eng zweet Chance an d'Recht op en neien Ufank. Deemno soll et och esou sinn, dass Einzelpersonen, also Personnes physiques, déi Commerçant sinn, no der Clôture vun hirer Faillite net méi onbedéngt Debiteur vum Passiv vun der Faillite solle sinn.

Am Kader vun der Prozedur vun enger Réorganisation judiciaire kann de Commerçant selwer e Conciliateur virschoen. Dëse kann awer och vum Wirtschaftsministère oder dem Ministère fir kleng a mëttelstännesch Betriber bestëmmt ginn. Dëse Conciliateur d'entreprise ass dann zoustänneg fir d'Reorganisatioun vun allen oder enger Partie vun den Aktiven an den Aktivitéiten, dëst am oder ausserhalb vum Kader vun der Réorganisation judiciaire.

D'Zilsetzung ass an dëse Fäll dann entweder en Accord à l'amiable, also eng Eenegung am Gudden, oder awer en Accord tëschent dem Debiteur an de Creancierien iwwer e Plang fir d'Reorganisatioun.

Nieft engem Conciliateur gëtt am Fall vun enger Faillite natierlech, wéi och elo schonn, e Curateur vum Geriicht genannt, deen de Suivi vun der Faillite an déi néideg Demarchen ënnerhëlt, bis hin zur Clôture vum Dossier.

Als drëtten Volet gesäit deen neien Text e Volet répressif vir. Wat ass elo heimadder gemengt? Et soll an Zukunft méi schwéier gemaach gi fir Acteuren, déi net aus engem Feeler eraus, mee aus puerer Absicht a Berechnung, aus bewosstem Risikoverhalen oder souguer illegaler Aktivitéit, hire Commerce an d'Faillite gedriwwen hunn.

Wou Commerçantë, déi tatsächlech Pech haten oder déi eventuell onbeabsichtigt Feeler gemaach hunn, an Zukunft besser am Virfeld ënnerstëtzt an no enger Faillite gehollef solle kréien, do sollen déi Commerçantë, déi a vollem Bewosstsäin eng Faillite riskéieren, méi haart bestrooft ginn. Et soll och vermidde ginn, dass si vum System profitéiere kënnen a beispillsweis hire Commerce einfach esou fale loosser, fir da kuerz duerno erëm en neien op d'Been ze stellen an do esou virunzefueren, wéi si mat dem viregten opgehale hunn.

Et ass net ëmmer evident, den Ënnerscheid ze maachen tëschent engem Betrib, dee leider an eng Faillite gefall ass, an engem, deen dës mat voller Absicht selwer erbäigefouert huet. Dofir sollen d'Failliten och dekriminaliséiert ginn. Doduerch gi strofrechtlech Poursuitten – de Fall gesat – méi einfach gemaach, ouni systematesch op eng Instruktioun vum Untersuchungsriichter mussen zrëckzegräifen. Dës Prozedure si laangwiereg a schwéierfällg – also déi mat der Instruktioun mam Untersuchungsriichter. Mat den neie Prozedure kënnen déi zoustänneg Autoritéiten elo méi schnell a méi effikass poursuivéieren. Dëst gesot, gëtt d'Faillite an deem Kontext als en Delit am neien Text festgehalten.

Finalement, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sief nach gesot, dass de véierte Volet manner prozedural ass, mee méi eng Saach vun der Zilsetzung vun dësem neien Text. De véierten ass de soziale Volet. Wat ass domadder gemengt? Ma déi ganz Mesüeren, an zwar d'Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés, de Conciliateur, d'Reorganisation judiciaire, awer och de repressiven Deel, sollen hëllefen, d'Aktivitéit an domat och d'Aarbechtsplazen an de Betriber ze preservéieren. Gläichzäiteg kënnen esou och déi Käschten evitéiert ginn, déi eng Faillite fir de Staat mat sech bréngt.

Zu den Avisen, déi an dësem Fall gemaach gi sinn: De Staatsrot hat scho virun der Scissiou vum Projet de loi eng Koppel Avisen eragereecht. a vu dass de Projet duerno awer opgespléckt ginn ass, géif ech mech an dësem Deel op d'Avisen aus dem zweeten an drëtten Avis complémentaire fokusséieren.

Eng Fro, déi de Staatsrot sech gestallt huet, déi ënner anerem och de Barreau opgeworf hat, war iwwer d'Relatioun an d'Zesummenaarbecht tëschent dem Conciliateur d'entreprise, dee vun engem Member vun der Regierung, soi-disant vun dem zoustännege Ministère genannt gëtt, an dem Mandataire de justice, deen duerch d'Geriicht nominéiert gëtt. Hei war d'Fro, dass d'Interaktioun tëschent béide Parteeien sollt am Text e Stéck méi wäit preziséiert ginn.

Weider Prezisiounen hu si sech och gewünscht bei der Lëscht vun de Creanciers, de sougenannte „créanciers sursitaires“. Do sollt méi kloer festgehale ginn, wien a wat fir Donnéeën an esou engem Dossier kënnen consultéiert ginn.

Eng Prezisioun sollt awer erausgeholl ginn. Am Kontext vun enger kompletter oder partieller Remise vun der Schold war een Ament virgesinn, dass d'Geriicht eng Remise kéint refuséieren, wann – an dat hei zu der Prezisioun – e reelle Broch am Equiliber tëschent de Rechter vum Debiteur an deene vun de Creancierë gi wär. Hei hat de Staatsrot d'Remark gemaach, dass esou e Motiv net virgesi wär an et och net ganz kloer wier. Doropshi gouf dësen Deel och aus dem Text gestrach.

De Barreau hat sech dann d'Fro gestallt, wiso net och d'Sociétés en commandite spéciale duerch dësen Text an der Lëscht vun den Debiteuren couvréiert wieren. De Staatsrot hat notament eng änlech Fro zu de Sociétés en commandite simple opgeworf. De Barreau gesäit dann och eng aner, manner grouss Opportunitéit an der geplangter Phase administrative, fir d'Betriber, déi a Schwierigkeete stiechen, ze identifizéieren, an en huet d'Iwwerleeung, dass dat och hätt kënnen duerch reegelméisseg Kontakter, eng gutt Kommunikatioun an eng organiséiert Koordinatioun couvréiert ginn.

Änlech wéi de Staatsrot gesäit de Barreau och bei deenen eenzelne Mesüeren a Personnen, déi bei enger Reorganisatioun oder enger Faillite sollen asprangen, dass potenziell Konfusioun kéint entstoen, eeben duerch déi verschiddentlech Nomenclature vun deenen eenzelne Leit, an och, well Elementer, wéi beispillsweis d'Honorairen, net bis an den Detail definéiert gi wäeren.

D'Chambre des Métiers bedauert op hirer Säit, dass d'Pouvoir vun der Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés net exakt preziséiert sinn a fënnt och, dass een der Cellule hätt kënnen méi Pouvoiren a méi Moyene ginn, fir se net just op d'Ofstëmmung vun enger Faillite ze limitéieren. Allgemeng wier d'Prozedur och relativ schwéierfällg an d'Exigencen, déi besonnesch och un déi ganz kleng, kleng a mëttelstännesch Betriber gestallt géifen, wieren net a Relatioun mat der Realitéit um Terrain a mat deem,

wat fir si och machbar wier. An deem Sënn hätte si sech dann och eng gratis Assistenz gewünscht, fir notament d'Betriber an d'Commerçantë ze betriegen.

Da kum nach een Avis ganz spéit era vun der Association luxembourgeoise des mandataires de justice. Déi hat eng änlech Remark gemaach. Och si huet fonnt, dass dee villen administrativen Opwand kéint en negativen Impakt op d'Betriber an d'Ekonomie hunn, dass d'Prozedur ze komplex wier a sech nëmme schwéier um Terrain kéint ëmsetze loosser.

Finalement den Avis vun der Chambre de Commerce. Si gesäit den Text als eng Verstärkung vum Faillitegesetz, besonnesch am Kader vun der Responsabilitéit vun den Dirigeantë vun de Betriber. D'Sécurité juridique géif gestärkt ginn, ganz besonnesch och wier elo eng Ënnerscheidung méiglech tëschent éierlechen an onéierlechen Dirigeanten, also deenen, déi duerch Feeler an der Gestiou an hirem Betrib a Problemer falen, an deenen, déi manifestement mat voller Absicht sech net un d'Reegele géifen halen a wou da Feeler passéieren.

Och de Prinzip vun der zweeter Chance gëtt vun der Chambre de Commerce begrësst. Hei hätt sech d'Chambre de Commerce gefreet, wann dës Dispositiounen ausserhalb vun de Personnes physiques och aner Dirigeantë géifen integréieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem neien Text bréngt mir eng Rei gutt Mesüeren op de Wee, déi hëllefe kënnen, eis Betriber an de Commerce à long terme ze schützen an ze preservéieren. D'Risiko kënnen schonn am Virfeld identifizéiert an analyséiert ginn an hinne ka cibléiert entgéintgewierkt ginn.

Duerch eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de Commerçantë an den zoustännege Ministère kënnen mir esou d'Commerçantë schützen an derfir suergen, dass eis Betriber op staarke Bee stinn an och d'Aarbechtsplazen domat zukunftssécher sinn. Als DP ënnerstëtzt mir dësen Usaz, deen de Commerçantë an den Employeuren méi eng grouss Sécherheet bitt fir elo a fir d'Zukunft. Dëst gesot, verweisen ech nach eemol op de schrëftleche Rapport fir all Detailler a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Erlaabt mer allerdéngs nach e puer Schlussremarken, an zwar e puer Merciën: D'Souskommissioun Faillite ass elo zu Enn. Si huet hir Missioun erfëllt an ech géif do de Memberen, a virop och dem Léon Gloden, e grouse Merci soe fir déi gutt a flott Zesummenaarbecht, déi mer haten. Dann natierlech awer och de Mataarbechter am Ministère, dem Daniel Ruppert, dem Pascale Millim an dem Anne Klees. Si hunn och eng super, super Aarbecht geleeest, grad wéi de Christophe Li als Sekretär, a bei eis an der Fraktioun de Loris Meyer an d'Christine Fixmer. A selbsterständlech wëll ech awer och de Conseil d'État net vergiessen, deen hat och net ëmmer eng einfach Tàche.

Nach eng Kéier villmools merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Reporter Guy Arendt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Och vu menger Säit e ganz décke Merci dem Reporter, dem Guy Arendt, net nëmme fir de schrëftlechen a mëndlechen Rapport, mee och fir déi gutt Féierung vun där Souskommissioun, an och e Merci all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn.

Här President, mir hu virun enger gudder Woch kënnen an der Press liesen, datt d'Faillitten an d'Luucht ginn. 560 Entreprisë sinn dat éischt Semester dëst Joer faillite gaangen, dat sinn 10 % méi wéi am Semester virun. Dofir ass et wichteg, datt mer haut e Gesetz stëmmen, wat am Fong e Paradigmewiessel bréngt. D'Originne vun dësem Gesetz waren an der Deklaratioun vun der Regierung vun 2009, a meng Kolleegin Octavie Modert huet den Text, wann ech dat richteg nogekuckt hunn, den 1. Februar 2013, deemools als Justizministesch, deponéiert (veuillez lire: a mäi Kolleeg François Biltgen huet den Text [...] deemools als Justizminister deponéiert).

Ech schwätze vun engem Paradigmewiessel, well mer am Fong haut mat dësem Gesetz nom Motto fueren „agir“ amplaz „réagir“. Mir wëllen, datt d'Leit do-bausse sech trauren, e Betrib opzemaachen. A wann een e Betrib en faillite huet, dann ass et natierlech och ëmmer erëm e perséinlechen Echech. An d'Iddi, déi hannert dësem Projet de loi steet, ass e bëssen d'Iddi vum Chapter 11 – d'Spezialisten en matière de droit de faillite wëssen, vu wat ech schwätzen.

De Guy Arendt huet et gesot: Duerch dëse Projet de loi gëtt eebe probéiert, éier d'Kand am Pëtzt läit, wann ech dat esou däerf ausdrécken, dem Betrib, dem Commerçant ze hëllef. Jiddwereen huet am Liewen en Droit à l'erreur an et huet ee vläicht eng gutt Iddi, mee vläicht ass d'Iddi ze fréi fir e Marché oder d'Iddi ass gutt fir de Marché an déi Persoun, déi d'Iddi entwéckelt huet, ass net richteg gutt als Commerçant. Dat wëllt awer net heeschen, datt e keng zweet Chance kritt.

Als jonken Affekot hunn ech e puer Faillite gemaach. Meng éischt Faillite war e Kamellebuttek, ech hunn do missen Tonnen Haribo-Kamellen un de Mann bréngen. Dat war eng flott Erfahrung. Ech hunn der och e puer selwer herno dierfen iessen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Klein Leo.

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, aber nicht dick Leo.

(Hilarité)

E Paradigmewiessel gëtt hei eebe gemaach mat dem Asaz, mat der Aféierung vun där Cellule d'évaluation. An hei ass et wichteg, datt déi verschidde staatlech Instanzen eeben zesummeschaffen, well nëmmen esou kann de System vun de Clignotanten, wéi de Guy Arendt et gesot huet, funktionéieren. Et muss fréi erkannt ginn, datt do e Risiko besteet, datt déi Entreprise oder dee Commerçant kann an d'Faillite falen, an et gëtt eeben da probéiert, deem betreffende Betrib ze hëllef.

Dat geet iwwer verschidden Etappen. Déi éischt Etapp ass déi, wou d'Gericht am Fong net intervenéiert. Duerno geet et iwwer d'Procédure judiciaire, wou eebe mat Experten, déi kënnen villschichtig sinn, probéiert gëtt, de Betrib erëm opzerrichten, op d'Schinnen ze bréngen. Dat ka geschéien, andeem een en Deel vun der Aktivitéit verkeeft oder d'ganz Aktivitéit verkeeft. A wat de Fil rouge ass an dësem Projet de loi, fir datt et ka fonctionéieren, dat ass eeben de Sursis, de Rapporteur ass dorobber agaangen. Während der Period Sursis kann/däerf näischt bezuelt ginn, bis eeben déi definitiv Decisioun geholl ginn, wéi dee Betrib reorganiséiert gëtt.

Fir eis als CSV war et ganz wichteg, datt an deem Projet de loi an och an de verschiddenen Amendementer, an dat war och e Souci vun der Souscommissioun a vun der Commission juridique, d'Rechter vun den Arbeitnehmer zu all Moment garantéiert sinn. Ech erënneren drun: Am Kader vun enger Faillite hunn déi e Superprivileeg an e Privileeg, an eis war et wichteg,

eeben déi Rechter vun den Arbeitnehmer ze garantéieren am Kader vun dësem Projet de loi, wat eis och gelongen ass.

Ech soen awer och grad esou daitlech: Wann op där enger Säit dëse Projet de loi dofir do ass, ze evitéieren, datt een duerch e perséinlechen Echech direkt an d'Faillite fällt, ass et awer grad esou richtig a wouer, datt dëse Projet de loi och derzou bäidréit, datt verschidde Faillites frauduleuses wierklech kräfteg sanctionéiert ginn! Wann e Filou mengt, et geet duer, eng Gesellschaft opzemaachen, an als éischten Akt kafen ech mer en décken Auto a probéieren, deen nach ofzesetzen, an duerno geschitt näischt méi, ass et mat dësem Projet de loi e kloert Signal: Dat geet net! Déi wäerte poursuivéiert gi mat aller Häert.

An dofir hu mer – an dat ass wichteg, datt een dat hei och nach eng Kéier ënnersträicht – d'Banqueroute frauduleuse dekriminaliséiert. Dat wëllt net heeschen, datt se manner streng ugewannt gëtt, mee et ass elo en Delikt a si ka méi schnell ugewannt ginn, et kann ee méi schnell condamnéiert gi fir eng Banqueroute frauduleuse, wat wichteg ass, well all déi Leit, déi an där Matière schaffen, wëssen, datt dat sech iwwer Joren – iwwer Joren! – hincit an datt et mat der Zäit och ëmmer méi schwierig gëtt, déi néideg Preuve ze bréngen.

Da war nach e wichtige Punkt, dee mer laang diskutéiert hunn, iwwer d'Responsabilitéit vun den Administrateuren. Ech mengen, et war elo gëschter e wichtige Statement komm vum Avocat général vum Europäesche Gerichtshaff iwwer d'TVA vun den Administrateuren.

(Interruption)

Mir wëssen, datt d'Administrateuren e wichtige Businessmodell fir Lëtzebuerg sinn an dofir war et eis och wichteg, dee Volet hei an dësem Projet de loi esou unzepassen, dass dëse Businessmodell och nach ka fonctionéieren. Well am Ufank war gesot ginn, datt bei deem klengste Feeler jiddweree mat zur Rechenschaft gezu gëtt. Dat schreckt natierlech vill Administrateuren of.

An do si mer eriwergaangen op d'Faute caractérisée. Dat heescht, wann ech wierklech aktiv wësend derzou bäigedroen hunn, datt et engem Betrib schlecht geet, da ginn ech matcondamnéiert. Wann zum Beispill – fir e Beispill ze soen – just eng Kéier vum Dirigeant vergiess gëtt, d'Konten ze deponéieren, da ginn ech als normalen Administrateur a priori net responsabel gemaach.

Dëst gesot, wëll ech dann eng Kéier hei jiddwergem Merci soen, un der Spëtzt dem Guy Arendt, fir déi gutt Koordination, a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, erlaabt mer am Ufank, wierklech dem Rapporteur e grouse Merci ze soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, mee awer och an där selwechter Persoun dem President vun där Souscommissioun, dem Guy Arendt, fir déi exzellente Aarbecht, déi do am klengen Komitee geleescht gouf.

Mir hate vill flott Gespréicher, mir haten awer och interessant Entrevuen an et war och ganz wichteg, fir ënner anerem op Best Practices vun eisen Nopeschlänner zrëckzegräifen am Kader vun deene Gespréicher.

De Begrëff „Faillitten“ ass am Volleksmond ëmmer ganz negativ behaft, well et meeschtens mat enger frauduleuser Praktik gläichgestallt gëtt, wou et am Endeffekt jo de Patron wier, deen de grouse Gewinner ass. D'Employéen, d'Clients a vill aner Creanciere bleiwen op der Streck.

Mee opgepasst, an et ass haut scho gesot ginn: Et gëtt en Ennerscheid tëschen der „mauvaise foi“ an der „bonne foi“. An dat däerfe mer net vergiessen!

De Gesetzesprojet, iwwer dee mer haut ofstëmmen, kënn en aval vum Projet iwwer d'Prozedur vun der Dissolution administrative ouni Liquidatioun vun den Entreprises. Do ass et virun allem drëms gaangen, de Gerichter den Aarbechtsopwand ewechzehuelen an och esou Zäit a Suen ze spueren. Mee och d'Betribler profitéieren vun enger méi séierer a méi effikasser Prozedur vun der Opléisung vun hirer juristescher Perséinlechkeet.

Stéchwuert Geld: D'Faillite si Situatiounen, wou eng Entreprise net méi genuch Fongen huet, fir hir Echeancen an hir Scholde kënnen ze bezuelen, dat heescht, de Passif kann net méi mat hirem Actif gereegelt ginn. A genee dorëms geet et bei dësem Projet, an em villes, villes méi.

Wéinst dem Rapport, also wéinst dem gudden an dem explizite Rapport limitéieren ech mech op d'Remise de dettes, op de Schuldenerlooss, vun de Personnes physiques, déi als Independant hire Betrib féieren. Et kann ee sech mat Lichtegkeet virstellen, dass jiddwereen, deen de Courage hat, fir sech selbstänneg ze maachen, et als eng perséinlech Néierlag erlieft, wa säi Betrib duerch eng Faillite muss opgeléist ginn. An och fir seng Famill ass esou eng Situatioun definitiv net schéin.

An der Coronapandemie konnte vill kleng Betribler an Independanten duerch generéis staatlech Hëllef an notamment den Avancésystem vum Chômage partiel virun der Faillite gerett ginn, an den Taux vun de Faillite war souguer par rapport zur Normalsituatioun signifikativ erfogaangen. Deemo goufe manner Faillite registréiert wéi virun der Pandemie.

Mee och déi nei Situatioun mat engem Krich an Europa, enger staarker Inflatoun a Liwwerenkpäss stellt vill Entrepreneur viru Problemer, esou dass si et sech net leeschte kënnen, hiert Geschäft weiderzeféieren, an am schlëmmste Fall musse si Faillite erklären, unni dass si souguer selwer eppes dofir kënnen.

Wéini ass eng Firma an Nout? Dat muss beschtefalls ganz séier erkannt ginn. Eis net Gesetz huet esou Fréiwarnsystemer virgesinn, sougenannt „Clignotanten“, fir direkt professionell Hëllef an duerno eng adequat Begleedung unzebidden.

Grad op dëser Plaz wëll ech drop hiweisen, dass e ganz gudden an iwwersiichtlechen Tablo mat liicht verständleche Grafiken dem Rapport vun dësem Gesetz bäigefügt ass, wou och sämtlech Etappen illustriert sinn an déi ganz genee weisen, mat wéi engen Instrumenter e Betrib zu wéi engem Moment kann ënnerstëtzt ginn. Hätte mer also dëst Gesetz mat all senger Prozedur scho gehat, dann hätt ee vläicht eng schwierig Situatioun wéi déi bei Liberty Steel eventuell verhënnere kënnen.

Mir wëllen d'Prozedur vereinfachen, se vervillfältigen an eng zweet Chance fir d'Independanté virgesinn, wéi se och elo an der Reform vum Gesetz zum Droit d'établissement virgesinn ass. Eng Faillite huet vill Konsequenzen op perséinlechem Niveau, dat souwuel fir de Patron wéi och fir seng Ugestallten.

Well et e Problem ass, dass, wann en Independant Faillite deklaréiert, hie seng Ugestallten net méi bezuele kann an donieft och nach seng opstoend

Scholde bei senge Creanciere bezuele muss, huet dësen Text déi sougenannten „zweet Chance“ virgesinn. Dës funktionéiert duerch en Erloosse vun de Scholden, déi virum geriichtleche Faillitenurteil existéieren. Dat heescht, all Schold, déi duerno gemaach gëtt, fällt hei net eran. A wat de Conjoint ugeet, dee sech während dem Bestietnis perséinlech matverscholt huet, dee gëtt vun där Schold befreit.

Et ass och wichteg, ze betounen, dass d'Europäesche Direktiv 2019 iwwert d'Failliten an d'Restrukturatiounen de Memberstaaten imposéiert huet, esou eng Remise de dettes fir d'Independanté virzugesinn. Andeems mir eist Gesetz deementspreechend upassen, schafe mir also eng zweet Chance fir déi Independanten, déi eng verdéngt hunn. Dat soll heeschen, dass déi ausgeschloss ginn, déi duerch hiert Feilverhalen oder duerch schlechte Wëllen eng Faillite muttwëlleg erbäigefouert hunn.

Am Prinzip kann all Interesséierten, och de Staatsaffekot an och de Curateur, opgrond vun enger motivéierter Ufro d'Sträiche vum Schuldenerlooss beim Geriicht ufroen. Esou ee Mechanismus virzugesinn ass wichteg, sollt engem Riichter e wëllentleche Feeler oder e béise Wëllen net direkt opgefällt sinn.

Well dëst neit Gesetz eiser Ekonomie guttdeet, andeems Independanten eng zweet Chance kréien an et net méi virkomme wäert, datt et zu Problemer oder Zweifel beim Iwwerhuele vun de Salarié vun den Ugestallte bei enger Faillite kënn, kann ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Als LSAP-Vertriederin kann ech hei den Accord ginn zu allem, wat an dësem Gesetz steet. Ech wëll awer och soen, dass mir näischt dergéint hätten, wann an enger weiderer Reform vum Gesetz och nach eng Kéier d'Rechter vun de Salariaie géife gestärkt ginn, an zwar an deem Sënn, dass d'Salariaie am Fall vun enger Faillite déi nämleche Rechter géifen zougesprach kréien, wéi dat schonn haut bei engem Plan social de Fall ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech schlësse mech de Mercien un un all déi, déi matgeschafft hunn, am Ministère den Daniel Ruppert, d'Pascale Millim an d'Madamm Klees, an de Guy Arendt, dass hien déi Charge hei iwwerholl huet, dee Rapport ze maachen. Dat war net ohne, mee dat war awer der Effikassitéit geschëlt. An als Kommissiounspräsident sinn ech an deem do Beräich awer och net à même gewiescht, mech kuerzfristeg esou anzeschaffen, wéi dat fir eng Présidence néideg ass. Dofir en duebele Merci.

Ech soen och nach, wéi dat hei lassgaangen ass: De Franz Fayot war um Wackele fir an d'Regierung, an du koum hien, an do sot hien: „Hei, mir müssen eppes maachen!“ An hie wollt dat dee Moment an deene Méint, wou hien do war, ganz kuerzfristeg maachen, well hien an der leschter Legislatur quasi als Solist mam Ministère zesummen un deem Text geschafft huet, awer e wéineg allein auf weiter Flur. An dofir, voilà, ech si frou, dass mer him dann och kënnen soen: Mission accomplie!

De Guy Arendt huet et gesot: net – wéi et hei op mengem Text steet – zéng Joer oder méi wéi zéng Joer, mee 40 Joer ass et noutwendeg, a méi wéi zéng Joer gouf dru geschafft un dëser Reform. Et gouf e

Projet 2003 vum deemolege Justizminister, mee do ass awer näischt draus ginn. Et ass also elo haut definitiv e Grond, sech ze freeën. An et weist och op en Neits, entschëllegt, léif Opposition, Dir hutt hei gehollef, mee d'Majoritéit iwwert, wat mer eis virgeholl hunn. Hei ass och e Beispill dovun.

(Brouhaha)

Ech soen alle Memberen, déi effikass matgeschafft hunn an dëser Kommissioun, ënner anerem dem éierewäerte Léon Gloden, Merci.

Eis Gesetzgebung ass oder war net méi „up to date“ bis haut an huet missen iwwerschafft ginn. International Gremie wéi d'OECD hu scho laang drop higewisen, dass eis Faillitgesetzgebung misst iwwerschafft ginn.

Eng innovativ Ekonomie brauch och eng modern Faillitgesetzgebung, déi e kloren an effikasse Kader bitt a Faillite maachen net als Fatalitéit ugesäit, well Faillite maachen, sou onschëin dat och ass wéinst dem Verloscht un Aarbechtsplazen an den domat verbonnene perséinleche Schicksaler, gehéiert nun emol zu enger dynamescher Ekonomie derzou. Net all Geschäftsiddi kann zum Erfolleg féieren an net all éischte Versuch ass direkt e Sechser am Lotto.

Eng modern Faillitgesetzgebung ass dofir eng Konditioun fir e gudden Entrepreneursgescht an eisem Land. Wa mer wëllen, dass d'Entreprise sech mat innovativen Iddie lancéieren, dass Entrepreneuren an Entrepreneurinnen opstinn, fir eis Ekonomie méi klimafreundlech, méi digital a méi ressourcëschonend opzestellen, da musse mer hinnen och d'Sécherheet ginn, dass am Fall, wou et net klappt, wou et schifgeet, keng éiweg a schwéierfällg Proceduren op si waarden an dass si net e Liewe laang stigmatiséiert ginn an eng zweet Chance duerno kréien.

Am beschten ass et natierlech, wann et iwwerhaapt net zur Faillite kënn. Dofir begrësse mir ausdrécklech de preventive Volet vun dëser Reform, deen an Zukunft derfir suerge soll, dass duerch eng Zort Virwarnsystem mat verschiddeenen Indicateuren déi betreffen Entreprise fréi genuch déi néideg Hëllef kréien a Mesürene huele fir géigenzesteieren. Grad esou begrësse mir als Gréng, dass et an Zukunft eng zweet Chance wäert gi fir nei ze starten. Domat baue mer Barrière fir sech ze lancéieren of a stäerken den Entrepreneursgescht, wéi scho gesot, hei zu Lëtzebuerg, an dat an enger Zäit, wou mir et méi wéi jee brauchen.

Kreeslafwirtschaft, Klimaneutralitéit, Ressourcen-effizienz, all dëst sinn Ziler, deene mer net just, awer och mat Innovatioun an Entrepreneursgescht kënnen e gutt Stéck méi no kommen.

Ech soen Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Margue. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech mengen, ech kann et kuerz maachen, well den Här Arendt huet wierklech en éischtklassege Rapport gemaach an déi aner Riedner sinn och, mengen ech, op souwäit all Aspekter schonn agaangen, déi nach an dësem Gesetz ze fanne sinn.

Et ass eppes, wat mir begrëissen. Ech wëll just een Aspekt ausschwätzen, deen, mengen ech, bis elo an de Rieden net ernimmt gouf, dat ass de Standuertfacteur Lëtzebuerg. Well wann een déi Diskussiounen och am Ausland ëm méiglech Investitiounsstanduerter

verfollegt, da gesäit een, datt déi aktuell Situatioun, wéi mir se bis elo zu Lëtzebuerg iwwert d'Faillitrecht haten, d'Leit decouragéiert huet, op Lëtzebuerg ze kommen an de Risiko vun enger Firmegrënnung hei op sech ze huelen.

Dofir ass dat hei ëmsou méi ze begrëissen, well et de Standuert Lëtzebuerg stäerkt! An et kann een eigentlech nëmmen d'Regierung encouragéieren, fir dat dote Gesetz an eiser Baussepresentatioun zesumme mat der Chambre de Commerce an aneren interesséierten Acteuren och ze promovéieren, well et ass schonn eppes Wichtige, wat hei geschitt, eppes Neits, wat eis an der internationaler Konkurrenz mat anere Standuerter awer e Virdeel verschafft.

An deem Sënn si mir frou, fir dat heite matzedroen, soe jidderengem Merci, dee matgeschafft huet un dësem wichtige Gesetz an hoffen, datt et och déi Virdeeler elo bréngt kuerzfristeg, déi mir eis all erhoffen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt als Rapporteur, mee nach méi e grouse Merci un hien als President vun der Kommissioun. Sou wéi et Iech vläicht gaangen ass virun e puer Joerzénkten, wéi Dir de Cours krut deemools, ass et mir gaangen als Member vun där spezieller Kommissioun, dass ech emol e Cours krut un Iech, wéi iwwerhaapt déi ganz Failliten am Moment zu Lëtzebuerg gereegelt sinn. Ech kann Iech soen, et ass bestëmmt eng vun de Kommissioun gewiescht mat där meeschter Matière a sécherlech och mat ganz ville Stonnen a ganz ville Verhandlungen, wéi een dat doten am beschte Sënn fir eis Ekonomie a fir d'Leit ka léisen.

Lëtzebuerg brauch e modernt Faillitgesetz. Dëst Gesetz ass scho ganz laang an der Maach, et gouf scho laang vum Terrain gefrot an et war jo och Deel vum éischte Koalitionsaccord vun 2013. Dat heescht, mir brauchen dëst neit Gesetz, dat gesäit een och, leider, un den aktuellen Zuelen. An den éischten dräi Méint vun Joer 2023 hu mer iwwer 500 Firmen, déi hu missen eng Faillite umellen. Jo, dëst sollt eis ze denke ginn: Eleng am Bausecteur sinn 107 % méi Firmefailliten an dësen éischten dräi Méint wéi an den Zäitram virdrun.

Zéng Joer ass et hier, dass elo den éischten Text deposéiert ginn ass. Mir Piraten konnten dofir net am Ufank mat um Text schaffen. Ech wëll awer op dëser Plaz dem ganze Personal vun der Chamber souwéi jidderengem och am Ministère, deen dru geschafft huet, e grouse Merci soe fir dee gudden Suivi vun dësem schwierigen a laangjäregen Dossier.

Bis elo war d'Zil vum Faillitgesetz éischter, fir d'Firmen ze liquidéieren wéi dem Patron ze hëllef, erëm op d'Féiss ze kommen. D'Curateuren hunn alles genau suivéiert an de Patron konnt just nach nokuken. Et huet eis zu Lëtzebuerg ganz kloer u Schutzprozedure fir Firmegrënnen gefeelt. Auslännesch Prozedure ware méi séier a méi effikass. Dat war net am Interêt vun der Ekonomie vun eisem Land. Elo mat dësem Projet ass de frëndschaftlechen Accord tëschen de Firmen an de Creanciere méiglech an en ass d'Zil. Dat ass ze begrëissen, dass d'Justiz entlaascht soll ginn an d'Prozedure méi einfach solle ginn, wa keen Accord fonnt konnt ginn.

Fir eis Piraten ass kloer, dass un de villen Hiewele muss geschafft ginn, déi een als Staat kann ubidden, fir de Firmen ze hëllef, ier et zur Faillite kënn. Well d'Zil muss et sinn, dass esou mann wéi méiglech

Faillite muss geschwat ginn. Mir brauchen e vaste System vun Aiden, vun Evaluationsméiglechkeeten, fir de Firmegrënner ze hëllefen.

Här President, d'Grënne vun enger Entreprise erfuerdert Courage. Et muss ee sech trauen, jo, och trauen ze scheitern. Mënschlech ass dat immens dramatesch zum Deel, dat hänkt awer och oft mat externe Facteuren zesummen, fir déi net ëmmer de Patron konnt. Dofir muss mir de Leit, déi eng Faillite hu missen umellen, hëllefen, fir dat ganz gutt a séier am Sënn vun alle Bedeelegten op en Enn ze bréngen an eeben déi berüümt zweet Chance nach eng Kéier ze ginn. Mir mussen kucken, dass déi Leit aus där Situatioun erauskommen.

Ech soen Iech alleguete Merci fir déi gutt Aarbecht zesummen an der Kommissioun. Mir wäerten dësen Text da matstëmme.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministeresch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, dann och vu menger Säit eng lescht Kéier e schéine gudd Mëtten, Här President an Dir léif Deputéiert, fir dee leschten Text da mat Debatt, deen a menger Attributioun elo dës Legislaturperiod gestëmmt gëtt.

Et ass elo schonn e bëssen op den Historique zrëckgekuckt ginn. Do si verschidde Joerzénge ernimmt ginn an ech ka confirméieren, dass effektiv déi Aarbechten extrem laang zrëckginn. An den 90er-Jore ass eng Kommissioun am Justizministère an d'Liewe geruff ginn, fir heiriwwer nozedenken, wat ee kéint maachen. Et ass en éischte Projet de loi deposéiert ginn, et waren Debatten hei an der Chamber an dat Ganz huet dunn zum Depot 2013 vun deem Text gefouert, dee mer elo haut diskutéieren, deen awer guer net méi dee selwechten Text ass wéi à la base.

Et ass och ernimmt gi vum Rapporteur, dass dotëscht och nach Direktive komm sinn, déi hu missen agebaut ginn, soudass hei net manner wéi fënnf Justizministeren a -ministerinne mat deem Projet befaasst waren, an och ënnerschiddlech Rapporteren. De Franz Fayot ass virduun ernimmt ginn – hie wär gare komm, wann et muer gewiescht wier, haut konnt e leider net mat dobäi sinn. Mee e felicitiert Iech awer alleguete, dass Der dat doten elo och nach hikrut.

Jee, et si ganz vill Ressourcë gebraucht ginn elo déi lescht Jore, fir hei ze engem Resultat ze kommen. An et ass immens wichteg a gutt, dass mer elo dat Resultat hunn, well et ass wierklech en Ëmdenken, e Changement an der Mentalitéit an engem ganz schwieerege Beräich, deem, wou eng Entreprise a finanziell Schwieeregkeete kënnt, mat all den Implikatiounen, déi dat huet fir d'Proprietäre vun der Entreprise, fir d'Salariéen, déi an der Entreprise schaffen, awer och fir d'Cocontractanté vun där Entreprise, soudass mer als Gesellschaft natierlech en Interêt drun hunn, alles drunzesetzen am Beräich vum Méiglechen an am Beräich vun deem, wat och gutt ass fir jiddwereen, dass mer déi Faillitten evitéiert kréien. Mee natierlech muss weiderhin och alles gemaach ginn, dass en abusivt Verhale bestrooft gëtt an dass een och net artificiel Entreprisen um Liewen hält, déi dat net kënne bliwen. Dat ass jo och eng Suerg, déi vill genannt gouf.

Hei geet et haaptsächlech drëm, dass eng rechtzäitig Identifikatioun vun den Entreprisen, déi Schwieeregkeeten hunn, ka gemaach ginn, soulaang se nach ze rette sinn. Dat ass déi Detektioun duerch de

Ministère de l'Économie an de Ministère des Classes moyennes, e proaktivt Handeln, och vun der Säit vun de Commerçanten, an dann eeben déi Cellule d'évaluation des entreprises en difficultés mat fënnf Fonctionnaires, proposéiert vu verschiddenen Administratiounen a Ministère, an déi appreciéieren dann eeben och d'Opportunitéit vun den Assignations en faillite.

Dir wësst, dass et dacks d'Steierverwaltung oder de Centre commun sinn, déi als Éischt wierklech mierken, wann e strukturelle Problem virläit, well dat dann déi Montante sinn, déi net bezuelt ginn. An et geet awer och drëm, dass mer hei eng ganz homogeen Approche hunn. Déi gëtt et schonn an der Praxis, hei gëtt se formaliséiert, fir ze evitéieren, dass op der enger Säit e Plan de remboursement proposéiert gëtt an op der anerer Säit dann eng Assignation en faillite gemaach gëtt.

Dann natierlech preventiv Mesüre mat verschiddene Prozeduren, déi elo hei agefuert ginn, déi och adaptéiert sinn un d'Gréisst an d'Situatioun vu verschiddenen Entreprisen: d'Procédure extrajudiciaire mam Conciliateur d'entreprise, deen hëlleft op Demande vum Debiteur bei der Reorganisatioun vum Commerce, eppes, wou mer wierklech hoffen, dass dat gräift, dass d'Entreprisen och dorobber zrëckgräifen; an eeben och dann deen Accord amiable mat enger Homologatioun duerch d'Geriicht, wou den Debiteur versicht, en Accord mat op d'mannst zwee Creancieren ze fannen. Dann hu mer d'Prozedur vun der Réorganisation judiciaire mat engem Accord collectif, wou dann en Accord fonnt gëtt, dee sech un all d'Creancieren applizéiert. En Transfert par décision de justice: De Mandataire de justice organiséiert d'Cessiou vun den Aktiva vun der Entreprise, fir Kontinuitéit ze preservéieren an natierlech de Sursis, dem Debiteur Zäit ze ginn, fir säi Commerce ze reorganiséieren virum Recouvrement vun de Creancen.

Dës Reform ass och complémentaire zu anere Mesüeren, sief et vum Ministère des Classes moyennes: de Projet de loi iwwert den Droit d'établissement mat dem Volet „nouvelle chance“, deen och nach, mengen ech, hei zum Vott steet dës Woch; dann d'Mesures économiques de soutien, déi vun der Covidpandemie an eeben och méi perenniséiert Mesüeren; de Comité de conjoncture, dee jo reegelméisseg zesummekënnert an och eng Surveillance vun der Evolutioun vun der ekonomescher a konjunktureller Situatioun mécht, wou et drëms geet, den Erhalt vun den Aarbechtsplazen ze assuréieren, well dat steet jo wierklech am Virdergrond, an och d'Vermeide vu Licenciementen wéinst konjunkturelle Grënn.

Wann awer dann näischt aneres méi méiglech ass wéi am Beräich vun der Preventioun, da bleift déi eenzeg Méiglechkeet déi vun der Faillite. Hei gëtt e méi zäitgeméis Kader geschaf, och wann et keng Revolutioun an deem Beräich ass.

Konklusioun: Wat bréngt dëst neit Gesetz? D'Mesures préventives hëllefen zum Deel deene Commerçanten, déi nach ze rette sinn an déi och nach Liquiditéite besëtzen. D'Gesetz behält en Equiliber tëscht dem Erhalt vun Commerce an de Rechter vun de Creancier. Dat neit Gesetz verhënnert sécher net all d'Faillitten, mee et gëtt eng reell Chance, d'Faillitten ze evitéieren, wann ee rechtzäitig d'Entreprisen, déi Schwieeregkeeten hunn, identifiziéiert an d'Problemer kënne geléist ginn an et passend Mechanismen an deem Sënn gëtt an d'Entreprise natierlech och wëll gehollef kréien. Et gëtt kee perfekte System, well mer ëmmer konfrontéiert si mat Entreprisen, déi a Schwieeregkeete sinn. Dat war d'Konklusioun schonn deemools bei deem Debat 2011 an der Chamber.

Loosst mech awer nach e puer Merci lassginn, natierlech allem virop e grouse Merci dem Guy Arendt, dee sech hei deem Rapport uegholl huet a mat enger roueger, sachlecher Hand un dee Rapport erugaangen ass. Natierlech e ganz grouse Merci och un d'Mataarbechter aus dem Ministère, allem virop dem Daniel Ruppert, dem Pascale Millim an dem Anne Klees. Si hunn hei an där klenger Direktioun nach ee Gesetz fäerdeggestallt, wat scho ganz, ganz laang um Instanzewee war.

Ech profitéieren awer och, well et, mengen ech, elo meng lescht Interventioun ass – dat Nächst ass sans débat –, fir der ganzer Justizkommissioun e ganz grouse Merci ze soen. Dir hutt extrem vill geschafft iwwert déi lescht fënnf Joer. Ech hu mer elo eng Kéier d'Zuelen e bëssen uegekuckt: Et sinn 80 Gesetzer gestëmmt ginn an deene leschte fënnf Joer, déi aus dëser Kommissioun erauskomm sinn. Dat ass eng Verduebelung par rapport zu der leschter Legislaturperiod. Dat heescht, Dir wësst, Dir hutt vill geleescht, an ech wollt Iech dofir e ganz, ganz grouse Merci soen. Mir hate vill intensiv a spannend Diskussiounen, mee mir hunn eise Rechtsstaat iwwert déi lescht fënnf Joer nach eng Kéier e Stéck weiderbruecht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Justizministeresch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6539A. Den Text steet am Document parlementaire 6539A¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6539A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a kenger Abstentioun uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vun zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8007 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2^o de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

3^o de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ;

4^o du Code civil

Mir kommen elo zum Projet de loi 8007 iwwert d'Sociétés commerciales. Op Proposition vum der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeloucht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, an dat ass keen anere wéi den honorabelen Här Charles Margue.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten am Fong schon net méi dermat gerechent, mee de Staatsrot huet eis de 14. Juli och nach diesen Avis complémentaire ginn iwwert de Gesetzesprojet 8007, an domat war deen Text fäerdeg, fir gestëmmt ze ginn. Mir waren eis dunn och schnell an der Kommissioun eens, dass alles, wat kéint fäerdeg gemaach ginn, och sollt ofgeschloss ginn, an do si mer elo haut derbäi.

Op dëser Plaz e grouse Merci fir d'Reaktivitéit vum de Mataarbechter/innen an der Chamber an an der Fraktioun, dem Christophe Li an dem Marion Muller, déi de Rapport iwwert de Weekend, de leschte Weekend, du fäerdeg gemaach hunn.

De Projet 8007 gouf de 17. Mee 2022 vum der Justizministesch Sam Tanson deposéiert. Den 28. Juni huet de Staatsrot aviséiert. Den 29. Mäerz dëst Joer gouf de Gesetzesprojet an der Justizkommissioun presentéiert, ech gouf als Rapporteur bestëmmt an den Avis vum Staatsrot gouf analyséiert. Den 19. Abrëll huet d'Kommissioun eng Serie Amendementer ugeholl, fir déi de Staatsrot, wéi gesot, de 14. Juli säin Accord ginn huet, soudass mer de 17. de Rapport konnten unhuelen. Mir hunn zwee Avise vum Staatsrot, zwee Avisen och vum der Chambre de Commerce an ee vun der Handwierkerkummer, all positiv.

Ëm wat geet et? Wéi ech den Text gekuckt hunn, ware mer bei 86 Artikelen. „O“, hunn ech geduecht. Mee ech ginn elo net hei op den Detail an dovun. Et geet an dësem Gesetzesprojet drëms, eng Rei Feeler, déi allermeescht redaktioneller, ze verbesseren an dem Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales vum der Loi dite „1915“ – d'Gesetz vum 1915 –, deem vum 19. Dezember 2002 iwwert den RCS an deem vum 24. Mee 2011 iwwert d'Rechter vun den Aktionäre bei de

Generalversammlungen. Dës Erreurs matérielles hu sech an déi genannte Gesetzer ageschlocht mat der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 10. August 2016, mat deem dës Gesetzer ofgeännert goufen. Och hu sech duerch d'Praxis an de follgende Joren e puer Inkohärenzen erausgeschlocht, virun allem am Gesetz eebe vum 1915 iwwert d'Sociétéiten.

Mat dësem Gesetz korrigéiere mer dës Feeler an adaptéieren och nach eng Partie Referenzen a Renvoien, déi mussen ugepasst ginn. Eng haart Noss, déi vill Detailarbecht an héchst Konzentration erfuerdert huet, déi awer hu missen eng Kéier gemaach ginn. Do hu vill Leit – en Aarbechtsgrupp, mengen ech – drop geschafft. Och hinnen, déi mir elo net mam Numm bekannt sinn, awer e grouse Merci.

Wann dat hei elo de leschte Rapport ass, deen ech an dëser Sessioun als President vum der Justizkommissioun gemaach hunn, dann erlaabt mer e puer Wieder. D'Ministesch huet et elo gesot: Ongeféier 80 Rapporten hu mer an der Justizkommissioun iwwert d'Bün bruecht. Mäin Numm stoung – hunn ech deslescht gekuckt, dat war dat Eenzegt, wat mer opgefall war – schnell bei 73 Gesetzsrapporten. Et sinn der méi wéi 60, déi ech d'Éier hat, hei zum Vott ze presentéieren, déi allermeescht an der Justiz, mee och eng Rei als Corapporteur vum der Verfassungsrevisioun an der Institutionekommissioun.

Et war de Felix Braz, dee mer d'Charge vum Kommissionspräsident vum der Justiz uvertraut huet – komplett iwwerraschend. Ech weess nach ganz genee, wéi dat gaange war an dass ech am Fong och kee Choix hat, eppes anescht wéi Jo ze soen.

Bereit hunn ech dat awer kee Moment. An am Dezember 2018 ass et direkt ganz sportlech lassgaangen, an doru kann ech mech och hei erënneren, mat engem éischte Rapport – et war zu spéider Stonn. Ech hu mech an déi Roll erageschafft als „Netjurist“, wéi meng Kolleegin et elo sot, wat net ëmmer en Nodeel war, mech dermat ugefrennt an doduerch sou munches bäigeléiert a ganz vill interessant Leit an Thematike kenne geléiert.

E Merci hei un all Kolleeginnen an Kolleegen aus der Kommissioun, déi mech am Fong ëmmer respektéiert hunn. Doduerch hu mer e gutt an effikass Aarbechtsklima gehat, an dat war och meng Ambitioun. Merci un de Christophe Li als Sekretär, dee mer ëmmer zur Säit stoung a mech ni am Ree stoe gelooss huet, mee proaktiv higewisen huet op dat, wat am Reglement steet, an duerch säi gudd Kontakt am Ministère a beim Staatsrot ass eis Aarbecht ni a Verzug komm. A merci dem Louis Noah op der leschter Ligne droite fir säin Zouschaffen an de leschte Wochen.

An dann e Merci un d'Marion Muller, eis laangjäreg an erfuer Mataarbechterin aus der grénger Fraktioun, an dem Liz Reitz, och aus der Fraktioun. Hatt huet elo och ëmmer méi Dossieren aus der Justiz bearbecht. Op déi zwou Damme konnt ech mech ëmmer verlossen, op hir ëmmer konstruktiv Kritik bei de mëndleche Rapporten. Et war eng ganz flott Zesummenaarbecht. Merci och un déi Leit aus der Fraktioun, déi d'Kommunikatioun maachen, fir ze soen, wat mer hei geschafft hunn.

An da merci un d'Sam Tanson, meng Parteikolleegin a Justizministesch, fir déi enk Zesummenaarbecht, an un all Beamten a Beamtinnen aus dem Justizministère fir all déi Aarbecht, déi si am legislative Prozess un deene ville Gesetzesprojete geleescht hunn, fir déi einfach Zesummenaarbecht an hiert frëndlecht a professionellt Optrieden an eise Sitzungen.

Ech soen Tech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue Merci.

D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruptions)

Da kënnen mer direkt zum Vott vum Projet de loi 8007 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8007⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8007 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.24 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

2. 8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Pim Knaff

Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Josée Lorsché et Mme Djuna Bernard) | M. Sven Clement | M. Roy Reding

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | M. Yves Cruchten (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8209 et dispense du second vote constitutionnel

3. 7989 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Simone Beissel | Mme Tess Burton | Mme Semiray Ahmedova | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7989 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8009 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° du Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo

p. 64

p. 64

p. 68

p. 74

Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Carole Hartmann (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Michel Wolter, M. Roy Reding, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Léon Gloden et M. Claude Wiseler) | M. Dan Kersch (interventions de M. Michel Wolter, M. Claude Wiseler, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert et M. Léon Gloden) | M. Claude Wiseler (parole pour fait personnel) | M. Dan Kersch | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Dan Kersch) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Roy Reding (intervention de M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Roy Reding) | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) | Mme la Ministre Paulette Lenert

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8009 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (adoptée)

5. 8260 – Projet de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023

p. 92

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Dan Kersch | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8260 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Lex Delles et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre | Nee, Här President.

2. 8209 – Projet de loi autorisant l'État à accorder une dotation annuelle à l'établissement public « Média de service public 100,7 » pour les exercices 2024 à 2030 inclus

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mam Projet de loi 8209 iwwer eng järlech Dotatioun un den 100,7. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den honorabelen Här Pim Knaff, dee Rapporteur ass vun dësem Projet de loi.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

M. Pim Knaff (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi gi mer der Konventioun téscht dem Staat an dem Média de service public 100,7 e gesetzleche Kader.

Als éffentlechen an neutrale Medieservice ass de Média de service public 100,7 eng onofhängeg Source, déi no festgeluechte Krittären an Normen eng gutt Balance vun der Informatioun an en héijen Niveau u Qualitéit fir de Public assuréiert. Ménsche-rechter, kulturell Diversitéit, politesche Pluralismus a sozial Kohäsioun ginn duerch de Service zu all Moment assuréiert.

Den „100,7“, wéi en deemools gäre vun de Leit genannt gouf, besteet säit 1993. Mam Gesetz vum 12. August 2022 gouf de Radio nei als „Média de service public 100,7“ opgestallt. Éischt Konventioun goufen et fir d'Joren 2015 bis 2018 an da fir d'Joren 2019 bis 2023.

Och an deem neien Text ass eng pluriannuel Konventioun téscht dem Staat an dem Mediendéngscht virgesinn. Ugeleent un d'Konventioun mat der CLT-UFA an dem RTL Group soll dës nei Konventioun och iwwer eng méi laang Zäit goen, nämlech siwe Joer. Dëst erlaabt éischtens dem Service eng gréisser Previsibilitéit a gëtt och méi Zäit a Raum, fir Projeten a Missiounen kënnen ze developpéieren an auszeschaffen, also ze réaliséieren.

Mam neien Numm wäert de Média de service public nämlech net méi just de Radio assuréieren, mee och seng digital Offer a Servicer fir de Public developpéieren. Dës Konventioun an de Finanzement erlaben et dem Service also fir d'Zukunft, déi digital Transition nach besser ze suivéieren, ewech vum primäre Radioservice d'Offer nach auszebauen an de Service esou duerch eng gréisser Villfalt ze beräicheren a méi komplett ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, eng Kéier kuerz op déi dräi Artikelen aus deem Projet de loi anzegoen.

Den Artikel 1 hält, wéi gesot, fest, dass et eng Konventioun gëtt téscht dem Staat an dem Média de service public 100,7.

Den Artikel 2 fixéiert de finanzielle Kader, an deem mer eis beweegen. Zum Finanzement sief gesot, dass hei baséierend um Budget 2024–2030 e komplette Finanzement vun 78.896.420 Euro festgehalten ass, hors TVA, dëst, wéi gesot, iwwert déi nächst siwe Joer. Dat sinn da pro Joer an der Moyenne eng ronn 11 Milliounen Euro, an deem enge Joer e bësse méi, an deem aneren e bësse manner. Als Beispill: Am éischte Joer sinn et ronn 9,5 Milliounen.

Finalemment seet den Artikel 3 eis, datt d'Dotatioun vum Staat fir de Média de service public 100,7 an de

Staatsbudget ageschriwwé gëtt an deen deemno och belaauscht.

Dëst gesot denken ech, ass et eng positiv Saach, datt de Service och an Zukunft weider a senger Missioun an a senger Aarbecht ënnerstëtzt gëtt. All weider Detailler an och d'Detailer iwwert d'Avise fannt Der am schrëftleche Rapport.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Knaff.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëllt ech dem Rapporteur Pim Knaff villmoos Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass e kuerze Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme wäerten. Et ass awer een, dee wichtig ass, well mir sinn der Meenung, dass staark an onofhängeg Medien äusserst wichtig si fir eis Demokratie, an dozou gehéiert eeben och e professionelle Journalismus.

En éischte Schrëtt an dës Richtung hu mer d'lescht Joer mam Vott iwwert d'Gesetz gemaach vum Média de service public 100,7. An an dësem Gesetz gouf eeben dem 100,7, wéi en dann, e bësse salopp gesot, ëmmer genannt gëtt, wéi gesot, seng Onofhängegkeet garantéiert. D'Missioun si prezisiéiert ginn a schlussendlech gouf d'Governance dovunner och moderniséiert.

An dësem Kontext ass de Gesetzesprojet vun haut iwwert d'Dotatioun fir d'Joren 2024–2030 un de Média de service public déi logesch Fortsetzung vum Gesetz, dat mir d'lescht Joer gestëmmt hunn. Den 100,7 kritt eng finanziell Sécherheet fir déi nächst siwe Joer a ka sech domadder weiderentwéckelen, esouwuel wat seng Infrastrukturen ugeet wéi och seng personell Ressourcen.

Als CSV begrësse mir dëse Gesetzesprojet. An ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Adehm. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Francine Cloesener.

Mme Francine Cloesener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bal genee ee Joer ass et hier, datt mer heibannen dat neit Gesetz vum radio 100,7 gestëmmt hunn. De radio 100,7 kritt domadder e Kader, deen den Ufuorderungen entsprecht, déi haut u Medie gestallt ginn. Mee e Gesetz ass ëmmer nëmmen esou gutt wéi seng Executioun. Wien A seet, muss och B soen. A wann een et eescht mengt mat deem Kader, da muss een dem Radio och déi finanziell Mëttele ginn.

Dat maache mer haut hei mat dësem Gesetz an dat op eng ambitiéis Aart a Weis, esou wéi de Rapporteur, deem ech fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport e grouse Merci soen, et och schon ënnerstrach huet. Ronn 80 Milliounen Euro bis 2030 inclus ginn hei zur Verfügung gestallt. Dat ass e Budget, dee sech weise léisst an deen et dem radio 100,7 erlaabt, seng nei Aufgaben optimal ze erfüllen.

Et ass fir eis selbstverständlech, datt mer dëse finanziellen Effort matdroen, vu datt jo och d'LSAP a

besonnesch an der Persoun vum Robert Krieps wéi soss keen aneren derfir gekämpft huet, datt mer den ëffentlech-rechtleche Sender géife kréien. Am Ufank, wéi de soziokulturelle Radio 1993 fir d'éischte Kéier on air gaang ass, gouf et zum Deel nach ganz haarde Widerstand. De Radio huet jo och nëmmen nomëttes dierfe senden. Natierlech hat en et dowéinst besonnesch schwéier, sech ze behaapten. Duerfir si mer haut ëmsou méi frou, datt déi Zäiten eriwuer sinn an datt de Radio net just confirméiert ass, mee nei Missiounen krut an dann elo och déi néideg finanziell Mëttele.

Eng vu sengen Haaptmissiounen bleift et, fir Noriichten ze senden. Et ass extreem wichtig, datt de Radio heifir d'Moyene kritt, fir dëser wichteger Flicht nozekommen, ouni datt et iergendwellech kommerziell, finanziell Zwäng géife ginn. Spéitstens d'Pandemie huet eis jo gewisen, wéi wichtig et ass, neutral Informatiounsquellen ze hunn, an elo weist eis den Ukrain-Krich all Dag, wéi wäit Desinformatioun ka goen.

De radio 100,7 ze stäerken heescht deemno, d'Pressefräiheet an de Pluralismus vun eiser Mediellandschaft stäerken, well den 100,7 bis dato deen eenzegen ëffentlech-rechtleche Sender ass, dee mer nun emol zu Lëtzebuerg hunn.

Eng weider Missioun, déi e kritt, besteet doranner, seng Onlinepresenz auszubauen. Dat ass keng Optioun, dat ass an eiser digitaler Welt ganz einfach e Must. Se soll awer net als nerverg Oplag fir d'Journalisten ugesi ginn, mee als Chance, well och den 100,7 muss mat der Zäit goen a seng Reechwäit wa méiglech erweideren, well déi ass aktuell, dat muss een esou soen, dach awer nach ausbaufäeg. Dat soll geschéien, net andeems de Radio op Boulevardjournalismus setzt, mee, am Géigendeel, andeems en d'Schinn vum Qualitätsjournalismus konsequent weiderfiert.

D'Konventioun leeft, wéi gesot, bis 2030, gradewéi eng aner Konventioun: déi mat der CLT-UFA, dat heescht mam RTL Group. Wéi mer heibannen dorwuer geschwat hunn, hat ech scho gesot, mir missten déi Zäit bis dohinner notzen, fir ze kucken, wéi mer en eegenen ëffentlech-rechtleche Medium op d'Bee setze kënnen. An ech soe bewosst net ëffentlech-rechtleche „Sender“, mee „Medium“, well bis 2030 wäert d'Aart a Weis sech weiderentwéckelen, wéi Noriichte gesent a consomméiert ginn. Wat awer bleiwe muss, ass onofhängege Journalismus. Duerfir ass et wichtig, e Konzept auszeschaffe vun engem eegene Lëtzeburger Medium fir déi Zäit no 2030. Wéi dat Konzept ausgesäit, reste à voir.

Fir eis steet awer op alle Fall fest, datt de radio 100,7 an dës konzeptuell Aarbecht muss mat agebonne ginn. Do kënnen dann och d'Resultater vun der Etüd mat afléissen, déi elo de Radio mécht, fir ze kucken, ob et Sënn mécht, den ëffentlech-rechtleche Sender an enger anerer Sprooch ze bedreiwé wéi Lëtzeburgergesch, absolutt iwwerleeënswäert, grad an eiser heterogener Gesellschaft.

Mir si quasi um Enn vun dëser Legislaturperiod ukomm an am Medieberäich ass vill geschaff ginn. Mat der Reform vun der Pressehëllef sinn déi geschriwwé Press an d'Onlinemedie gestärkt ginn. Duerch d'Konventioun mat RTL an elo mam 100,7 geschitt dat och fir déi audiovisuell Medien. Si kréie Previsibilitéit an engem Milieu, deen et net esou einfach huet aktuell. An och wann am Medieberäich nach net alles ëmgësat ginn ass, ech denken notament un d'Aféierung vum DAB-System oder d'Reform vum Mediegesetz vum 1991, déi sech jo awer opdrängt, sou ass de Grondsteen awer

geluecht, fir eng seriö Medienaarbecht och an den nächste Joren zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat si mer eis selwer als Gesellschaft schëlleg, well ouni eng fräi Press gëtt et nun emol keng Demokratie.

An duerfir ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cloesener. An dann ass et un der Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Meng Virriednerin sot et ganz richtig: Wann een A seet, muss een och B soen. An d'lescht Joer hu mer dem radio 100,7, wéi mer en awer alleguerten nennen, en neie Kader ginn. An an deem Sënn ass et eng logesch Suite, dass mer haut och d'Finanzéierung iwwert déi nächst siwe Joer wäerte stëmme.

Siwe Joer Previsibilitéit ass e ganz wichtige Outil fir de Radio, fir sengen neien Aufgaben an och der Entwécklung vun der Zäit gerecht ze ginn. Et si grouss Changeementer an der Aart a Weis, wéi mer Medie consomméieren, déi op eis duerkommen a wou sech d'Medien och mussen deemno adaptéieren. Ob dat iwwert d'App ass, iwwer Podcastform, iwwer Videoen, déi ee ka kucken, oder de classesche Radio, dat sinn alles nei Tendenzen.

An ech mengen, dass, wann een do déi néideg finanziell Rumm zur Verfügung stellt, een einfach och do den Innovativgeescht ka féerden. Dat maache mer, andeems mer net nëmme dem radio 100,7 eng finanziell Rumm ginn, mee em och d'Méiglechkeet ginn, d'Nolauschterinnen an d'Nolauschterer mat anzubannen, mam Nolauschtererrot. Och dat ass en Novum, deen natierlech och muss encadréiert ginn. Deementspreechend si mer ganz frou, dass mer do eng gutt finanziell Enveloppe kënnen zur Verfügung stellen.

Ech wëll dem Rapporteur en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmoos merci. Dir Dammen an Dir Hären, jo, dat hei ass effektiv fir Lëtzebuerg och e wichtige Projet, och wa mer hei relativ séier derduerchginn. Den Här Knaff huet eis e ganz gutt presentéiert. Villmoos merci.

Mir ginn hei 79 Milliounen Euro un deen eenzegen ëffentlech-rechtleche Radio, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass natierlech vill Geld. Dofir loosst mech soen, datt d'ADR prinzipiell der Meenung ass, datt mer eng Pressehëllef hei zu Lëtzebuerg brauchen, well soss kéint eis Mediellandschaft net iwwerliewen. Dat ass nun emol eng Tatsaach. Dat ënnerscheet eis och vun anere Staaten. Mir bekennen eis zu enger breeder Presselandschaft zu Lëtzebuerg, selbstverständlech enger fräier Presselandschaft an och esou wäit wéi méiglech enger Press a Lëtzeburger Sprooch, wat jo um 100,7 och gemaach gëtt.

Mir begrëssen et och ausdrécklech, datt se och innovativ sinn an datt se eigentlech elo zrëckkommen e bëssen op déi Diskussioun, déi um Originum war vum 100,7, nämlech déi vun der klassischer Musek, datt och elo do e Schrëtt gemaach gëtt iwwert den opus 100,7, fir dat weider ze promovéieren. Sou wäit, sou gutt.

Elo muss mer awer och soen, datt den ëffentlech-rechtleche Radio a ville Länner an hei och zu Lëtzebuerg e bëssen awer an der Kritik steet, well en

eeben éischer déi Erwaardunge vum Public net erfüllt am Sënn vun enger politescher Neutralitéit.

Och hei am Rapport, deen den Här Knaff eis gemaach huet, ass e bësse beschriwwen, wat dann elo d'Aufgabe wäre vun deem Radio, wéi en da seng Aufgabe soll erfüllen. Do gétt geschwat vun eetheschen Normen, vu Qualitéit éleevé, vun enger pluralistescher Kommunikatioun, vun enger sozialer Kohäsion, vu Valeure promovéieren, déi an enger demokratescher Gesellschaft modern sinn, vun enger kultureller Diversitéit a vun engem politesche Pluralismus. Dat sinn alles schéi Saachen, och wann ee sech heiansdo muss froen, wat do dermat gemengt ass. Mee eppes ganz Wichtige ass hei net genannt ginn an dat ass déi politescher Neutralitéit.

An et ass eigentlech dat, wat mir an och ganz vill Leit sech vun engem éffentlech-rechtliche Radio erwaarden, dee mat de Steiersue vun de Steierzueler hei am Land bezuelt gétt, vu jidderengem, ob se elo hei déi Lénk wien oder d'ADR, mee jidderer bezilt mat a jidderer erwaart sech doduerch, dat esou en éffentlech-rechtliche Radio strikt neutral ass. Dat ass d'Erwaardung. Am Ausland hu mer änlech Diskussiounen an de facto gesi mer, datt dat net de Fall ass.

Bei RTL ass d'Saach e bëssen änlech, mee deen ass net éffentlech-rechtlich. Do drécke sech d'Minister am „Background“ d'Klensch an de Grapp. Dat ass och net gutt. Mee dat ass elo nach e bëssen en anere Sujet.

Mee beim 100,7 hu mer emol eng Statistik gemaach vum 1. Januar 2021 bis den 29. November 2022, fir Iech ze soen, wien dann do zum Beispill den Invité war, op Parteien opgedeelt. Dat ass ganz interessant. Well mir erwaarden eis jo, an net zu Onrecht, géif ech mengen, als Lëtzebuurger Bierger eng politesch Neutralitéit. Elo hu mer dann ... Déi Statistik ass och vläicht net perfekt. Mir haten eng gefrot vum 100,7, déi ass ni erstallt ginn – et pour cause, pour cause! Mir wieren awer frou, wa mer eng offiziell Statistik kréichen. Dofir ass déi hei elo vläicht op eng oder zwou Zuelen net 100%eg korrekt. Dofir bieden ech Iech, mech ze entschëllegen, mee et ass eeben artisanal a mir hu keng offiziell Zuelen.

An do stelle mer fest, datt: LSAP 37, déi gréng 30, DP 24, CSV 23, déi Lénk 7, Fokus 3, Piraten 7, ADR 5, KPL 1. Ech brauch Iech net ze soen, datt dat, wann Der et norecht, net proportional ass zum Beispill zu den elektoralen Stëmmen oder der Verdeelung hei am Sall, wat awer heescht, konkreet, datt déi méi lénk Parteien ..., an do hunn ech elo mol arbiträr, ech mengen, dat brauche mer elo net ze diskutieren, komplett arbiträr ..., mee éischer elo LSAP, déi Lénk an déi gréng, déi wäeren op 74. Wann een d'Piraten nach derbärechent – wéi gesot, Kolleegen, entschëllegt, et ass arbiträr, mee Dir hutt eng Rei Fuerderungen, déi Iech téschent déi Lénk an déi gréng setzen –, do wäre mer op 88, während d'DP, d'CSV an d'ADR, déi awer weinstens emol an ekonomesche Beräicher éischer méi liberal denken, op 52 kommen.

Dat heescht, mir hunn also, wat elo déi ekonomesch, ekologesch an aner Themata ugeet, eng Divisioun vun 88 zu 52. Do ass kee Gläichgewicht, mol net vun den einzelnen Parteien ze schwätzen. Dat schuet der Kreditabilitéit vun engem éffentlech-rechtliche Radio. Dat ass einfach esou!

Wat mir also soen als ADR, ass: Mir soe Jo zur Preschëllef, mir soe Jo zum éffentlech-rechtlichen 100,7 an encouragéiere si a wëllen hinnen alles Guddes wënschen, awer mir erwaarden, datt de Prinzipp vun der politescher Neutralitéit an Zukunft besser respektéiert gétt. An ech mengen, mir hunn dat Recht, dat ze fuerderen. Mir hunn dat Recht, dat

ze fuerderen, well jidderer, dee Steiere bezilt, bezilt dee Radio mat. An all Meenunge sollen do vertrauede ginn, esou wéi et eigentlech och geduecht ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Djuna Bernard freet nach d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géif gären dem Här Kartheiser d'Fro stellen, ob hie grad reell hei op der politescher Tribün suggeréiert huet, dass den éffentlech-rechtliche Radio 100,7 net politesch neutral wier. Ass dat esou?

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt komplett richtig verstan. Jo! Jo, ech soen: Den éffentlech-rechtliche Radio 100,7 ass net politesch neutral. Ech hunn Iech Statistike virgelies. Zum Beispill ass d'ADR wäit éinnerrepresentéiert, mee mir net eleng.

(Interruptions)

A mir hätte gär, vu datt mer alleguer hei am Land – alleguer! – derzou bäidroen, datt dee Radio bezuelt gétt, datt och all Meenungen do solle vertrauede sinn op eng gerecht Manéier. Dat ass am Abléck net de Fall.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Wëllt nach een d'Wuert zu deem Projet de loi ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un de Reporter, fir d'Zuelen nach eng Kéier schéin auszebrieden. Ech mengen, dat ass dat eent vun deem heite Gesetz. Dat anert ass, datt mer dem radio 100,7 eng Planungssécherheet ginn op déi nächst Joren, wou mer och garantéieren, datt déi Dotatiounen verfassungskonform an e Gesetz geschriwwen ginn. Ech mengen, dat ass an deene leschte Méint, an ech géif soen, an deem leschte Joer, ëmmer eng Diskussioun gewiescht, ab wéi engem Montant, wéi laang mer dat mussen an d'Gesetzter schreiwen a wéi déi Gesetzter mussen ausgesinn. Ech begréissen also dofir ausdrécklech, datt mer hei de Wee gesicht hunn, fir dat esou rechtssécher wéi méiglech ze gestalten.

Ech hu mer elo grad bei der leschter Interventioun e bëssen d'Fro gestallt, ob een dann net an där Statistik och nach misst Liberté Chérie opzielen, well, ech mengen, déi waren déi lescht Deeg däitlech iwwerrepresentéiert. Mee dat ass eeben der Aktualitéit geschéit. An ech géif mech hei hidden, op der Tribün engem Journalist wëlle virzeschreiwen, wéi en d'Aktualitéit ze couvréieren huet. Et ginn nun emol Momenter, wou déi eng Partei méi an der Aktualitéit steet an dann emol déi aner. A jidderer vun eis heibannen, deen eng Invitatioun kritt, fir op de Radio ze goen, moies an den „Invité vun der Redaktioun“ oder an den „Invité: e vum Dag“, dee gesäit dat ëmmer als zweeschneidegt Schwäert. Als Éischt seet ee sech: „Jo, dat ass eng super Chance, fir mech an d'Liicht ze setzen.“ Op där anerer Säit freet ee sech direkt: „Wéi e Journalist wäert mer dann do wéi eng Fro stellen?“

An och dat muss ee sech natierlech an esou enger Statistik ëmmer bewosst sinn. Et ass natierlech

einfach ze soen: „Jo, doduerjer ass eng Partei iwwerrepresentéiert.“ Dat ass awer net de Fall. Well wann een nëmme mat negative Schlagzeilen do ass, da wëllt ee keng 100 % errechen. Da wëllt ee léiwer éinnerrepresentéiert sinn, wéi wann ee positiv couvréiert gétt.

Dat gesot, mengen ech, ass politesch Neutralitéit eppes vill méi Komplexes wéi einfach nëmme Zuelen erofzerraten, wie wéi oft invitéiert gouf. An et muss ee sech bewosst sinn, datt den éffentlech-rechtliche Radio hei zu Lëtzebuerg mat dem Ausbau och vun deenen neie Medien – ech denken do un d'Podcasten, ech denken do un hir Webpresenz an elo och iwwert de visuelle Radio, dee se jo säit Kuerzem och hunn – definitiv säi Bescht mécht, fir eeben eng breet Ofdeckung vun der Gesellschaft ze errechen, och eng breet Ofdeckung vum politesche Spektrum ze errechen an och vläicht heiansdo déi Leit ze invitéieren, déi soss net onbedéngt eng Plaz op der Antenn géife kréien. An dat ass, mengen ech, och derwäert, fir dat éffentlech ze finanzéieren.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dese Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Well ech ernimmt gi sinn – ech wollt eigentlech net hei zu deem Projet schwätzen –, erlaben ech mer awer, zwee Sätz ze soen; deen éischen un d'Francine Closener: D'Räichwäit vum 100,7 ass wäit méi grous, wéi Der denkt. Wann ee kuckt, wéi vill Messagen datt ee kritt no engem Interview um 100,7, do si ganz, ganz vill Leit, déi dee Radio lauschten, wat ee sech net onbedéngt géif erwaarden.

Als Zweet wollt ech awer de Fernand Kartheiser hei a Schutz huelen.

Plusieurs voix | O!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, dach, absolutt, absolutt.

(Interruptions)

Politescher Neutralitéit léisst sech natierlech net qualitativ moossen. Ech muss soen, ech krut gëschter ganz fair – ganz kritesch, mee awer och ganz fair – Froe gestallt. Dat war impeccabel. Do ass guer näischt dergéint ze soen.

Mee déi Zuele schwätzen awer och eng kloer Sprooch. An et ass wouer – et ass wouer! –, datt gewësse Parteien méi oft, vill méi oft, Antennenzäit kréie wéi aner. An anstatt doriwuer elo hierzefalen, soll ee sech dat einfach emol eng Kéier duerch de Kapp goe loossen a soen, ok, dat eent ass, wéi gesot, d'Qualitéit, mee dat anert ass awer och d'Quantitéit vun Antennenzäit. An déi ass jo och an anere Länner weesentlech méi streng gereegelt wéi bei eis. Voilà. Méi hätt ech soss net ze soen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staats- a Medieminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Merci, Här Chamberspräsident. Fir d'éischt erlaabt mer, dem Här Knaff Merci ze soe fir de Rapport. Mir haten, d'Madamm Aehm ass och

scho just drop agaang, en Debat jo 2020, mir haten duerno och den Text, d'Reform, déi mer och als Konklusion vum deem Debat hei gestëmmt hunn. An hei ass dann eem d'Finanzierungsgesetz und von 2024–2030. Et ass nämlech wichtig, dass och e radio 100,7 Previsibilitéit kann hunn, fir sech kënnen ze organisieren.

Ech wëll just drun erënneren, ech mengen, d'Madam Closener huet och gutt beschriwwen am Fong, wéi d'Geschicht vum deem Radio war: Et war de „radio socio-culturelle“ a „culturelle“ war am Fong dat, wat am Ufank dat Wichtigst ginn ass. D'Missioun vum Radio ass haut och eng aner ginn. Et geet ëm Infoen; et geet ëm Divertissement, et geet och ëm Informatioun. An dofir ass et och wichtig, dass déi Moyenen dem Radio zur Verfügung gestallt gi sinn, wou an der Zäit méi am Fong Concerten opgeholl gi sinn an diffuséiert gi sinn an dertëscht heiansdo ee geschwat huet. Haut ass et e Radio ginn, deen och ganz fonctionéiert.

Fir eis ass et wichtig, mat hinnen deen Echange och gehat ze hunn an eeben och deen Accord fonnt ze hunn iwwert déi Moyenen, déi hinnen zur Verfügung gestallt ginn. Dir wësst, dass mer jo och eng Rëtsch vu Punkte scho geännert hunn. De Conseil d'administration si jo Memberen, déi vun hinne proposéiert ginn. Mir hunn och dee Conseil des auditeurs, deen op d'Bee gesat gëtt. An do wäert d'Enveloppe dann tëscht 9,6 an 12,1 Milliounen och sinn.

Et soll een och net vergiessen, dass Parrainagé méiglech sinn. Mir wollte jo net Publicitéit drop hunn, mee deen een oder anere kann och Pätter sinn oder Giedel si vun enger Emissioun. Do sinn ech och gespaant, ob dat fonctionéiert, wat dem Radio nach méi Moyene géif ginn, fir nach aner Saache kënnen ze maachen. Elo wäerte Podcaste kënnen organiséiert ginn, et kënnen eng Rëtsch vun neie Punkte gemaach ginn.

Wat fir mech ganz wichtig ass, dass hei och ..., an dat ass unisono awer vun deene meeschten heibanne komm: De Radio 100,7 ass e complémentairé Radio zu anere Radioen, déi et hei ginn. Et ass en effentlech finanziéiert Radio. En huet keen Drock vun Annonceuren, wou en dann och kéint Publicitéit gestrach kréien. Et ass wichtig och an engem fräie Staat, en onofhängege Radio vun tout but commercial och kënnen ze hunn. Dat ass den 100,7.

Ech ginn elo net op den Detail an, wien elo méi Antennenzäit oder manner Antennenzäit hat. Dofir gëtt et jo och an Zukunft deen Auditeurskomitee. Wann ee mengt, e misst do reklaméiere goen, da soll en dat do roueg kënnen maachen.

Ech sinn awer frou an engem ... Ech ka mech erënneren, wéi ech Deputéiert war, dass ech ëmmer gekuckt hunn, wéi oft een op de Radio gaang ass, wéi oft eng Foto vun deem engen a vun deem aneren an der Zeitung war, a mech driwwer opgereegt hunn. Ech kann Iech just soen: De Wieler wäert Iech net jugéieren, ob Är Foto op der éischter Säit, op der drëtter Säit ass, mee iwwert d'Aarbecht an d'Proposition, déi deen een oder deen aneren och mécht.

(Interruptions)

Ech wëll just drun erënneren, dass et wichtig ass, Här President, ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Naja!

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | ... dass mer Radioen hunn an dass mer de Journalisten näischt virschreiw. An dofir hu mir elo eng Campagne électorale. An der Campagne électorale hu mer och d'ALIA gefrot, fir eeben och déi Kontrollen ze maachen, fir dass do keen duerno ka

soen: „Deen doten huet méi Zäit gehat wéi deen een oder wéi deen aneren“ – mee ech schreiw kengem Journalist vir, wien en ze invitéieren huet a fir wéi e Sujet och drop ze reagieren –, an dass de Journalist och fräi ass, dat kënnen ze organisieren.

Här President, ech wollt just, well et déi lescht Interventioun ass, déi ech och an dëser Legislaturperiod hei virun Iech hunn, der Chamber Merci soe fir déi Zesummenaarbecht. Déi eng oder déi aner wäerte mer jo dann, hoffen ech fir eis alleguerten, am Oktober erëmgessinn. Deen een oder deen aneren huet decidéiert, sech net méi ze presentéieren. Déi eng fräiwëlleg, déi aner manner fräiwëlleg.

(Hilarité)

Op jidde Fall ass et fir mech wichtig, dass d'Wal-campagne, déi nächst fir den 8. Oktober, elo och fair leeft, dass mer mat den Argumenter probéieren, deen een oder deen anere Wieler och ze iwwerzeegen.

Ech wollt Iech just, Här President, Iech stellvertredend fir Är ganz Administratioun, Merci soen. Mir hate keng einfach fënnf Joer. Ech wëll just un déi verschidde Krisen erënneren. Mir hunn net nëmmen eng Kris gehat, mir hu Polykrise gehat. An ech wëll der Chamber dofir am Numm vun der Regierung och e grouse Merci soen, well et war net einfach an Dir hutt et awer fäerdegbruecht, dass mer déi demokratesch Wäerter an d'Fonctionnement vun dëser Institution konnten héichhalen. Dofir a mengem perséinlechen Numm an als Premier e grouse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Medieminister Xavier Bettel. Parole après ministre fir den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech sinn awer nach e bëssen ënnert deem Androck, wat virun hei vum Här Kartheiser gesot gouf. An ech konnt net direkt reagieren, well ech war e bësse speechless. Well hei gëtt, an ech wollt dem Minister dozou eng Fro stellen, jo esou déi Taktik gefuer, déi mer jo och kennen an anere Länner an Europa, wou déi effentlech Press diskreditéiert gëtt, si wär net neutral, si wär beaflost. Domadder gëtt d'Vertrauen an eppes ganz Wichtiges ënnergruwen hei zu Lëtzebuerg, nämlech an déi fräi Press.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech hu wierklech bis elo gemengt gehat, dass mer hei zu Lëtzebuerg vun esou Discourse géife verschount bliwen. Dat schéngt zënter haut net méi de Fall ze sinn. An dofir froen ech gären de Premier- a Medieminister, wat mir kënnen maachen oder wat fir eng Ustrengunge kënnen ënnerholl ginn, fir dass mer d'Vertrauen an déi lëtzebueresch Press, ob dat déi geschriwwene Press ass oder ob dat déi audiovisuell Press ass ..., fir déi héichzehalen a fir déi ze garantéieren.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An d'Wuert geet zréck un de Premier- a Medieminister.

(Interruption)

Vläicht fir d'éischt den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ech mengen, ech wollt dat als Fait personnel, vu datt den Här Cruchten a senger Observatioun, nodeem e säi Speech erëmfonnt huet, awer geduecht huet, e kéint mer dat dann hei reprochéieren, datt ech do eng Kritik, déi hie vläicht net als 100%eg berechtigt gesäit, datt ech déi awer hei formuléieren.

Ech wollt soen, et ass ganz normal an engem demokratescher Gesellschaft, datt och d'Medien, déi eng

enorm Responsabilitéit an eiser Gesellschaft hunn, sech der demokratescher Kritik stellen. Et ass och vollkommen normal, datt mir hei an der Politick kucken, wéi sech d'Medie verhalen. Et ass ganz wichtig, datt mer dat maachen. Et ass eppes, wat mer an der Schoul och probéieren, de Kanner bäizebréngen, wéinstens war dat esou: e kriteschen Émgang mat de Medien, eng kritesch Consommation vun de Medien, datt se wëssen, wat se héieren, wien et eventuell bezitt, wéi et muss verschafft ginn. Alles dat ass vollkommen normal!

Mir maachen dat mat ëmsou méi Berechtigung, well mer hei en effentlech-rechtliche Radio hunn, deen also nach ganz anere Qualitéitskriterien muss entspreche wéi aner Medien. Dat ass vollkommene berechtigt!

Et ass esou, datt d'Medie selwer, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee eeben och a ganz villen anere Länner – ech kennen natier..., mee op jidde Fall déi wichtigst Nopeschlänner – ass et och esou, duerch déi Manéier, wéi se ëmmer méi eesäitig gi sinn iwwert déi lescht Joren an och verschidde Theme wierklech no vir bréngen, déi net onbedéngt konsensuell sinn, mee, an do ginn ech net an d'Detailer eran, mee do duerch hu se e Vertraue verspilt bei engem groussen Deel vun der Populatioun, wat mat derzou bäigedroen huet, datt déi sozial Medien en enormen Essor kritt huet.

Well et ass nun eemol esou, zu Recht oder zu Onrecht, datt méi Leit haut oder vill Leit haut d'Vertrauen an déi sozial Medien entwéckelt hunn, well se do méi fräi kënnen opriede wéi an deene klassesche Medien. Dat huet Nodeeler, dat ass ganz kloer. Et ass awer eng Tatsaach.

A mir sollten net an eng Zensurmentalitéit verfallen doduerch, datt mer elo zum Beispill higin a wëllen déi sozial Media méi reglementéieren. De Problem ass, datt déi klassesch Medien, déi Qualitéitsmedien, déi, op déi mer normalerweis bauen an déi e groussen Afloss an der Gesellschaft hunn, datt déi och mussen an engem introspektive Prozess kucken, datt se d'Vetraue vun de Leit erhalen an dat, wa se et verluer hunn, zréckgewannen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Elo geet d'Wuert un de Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias | Här President, ech widderhuelen, wat ech virun och gesot hunn: Dës Regierung huet esou vill Moyenen an d'Press och investéiert, fir dass se fräi hir Aarbecht ka maachen, fir dass se net tributaire ass och vun Annoncen. Mir hätten ouni déi Hëllef zu Lëtzebuerg bal keng Zeitung méi. Dat soll ee sech just bewosst sinn, dass een ouni d'Aide à la presse bal keng Press méi hätt, well et och finanziell ganz schwéier ginn ass, an dass mer och e Paradigme-wissel gemaach hu vum Papier op den Online. Ech wëll dat och just ervirhiewen, well ganz vill Leit dat vergiessen hunn, mee am Ufank mat ganz vill Blocagen ... – also net Blocagen, awer éischter Ängschten. An ech mengen, dass dat och dee richtige Choix war.

Mir liewen an engem Land, wou d'Press fräi ass, deen ze invitéieren, dee si wëll. Ech soe just, dass an engem Campagne électorale, déi elo gläich ufänkt, dofir eng ALIA do ass, fir eeben och déi Temps-deparollen equitalement kënnen ze distribuieren. Dat ass e Contrôleur, deen extern ass vum Staat an deen och déi dote Missioun kritt huet. Dat ass eng Missioun, déi all fënnf Joer ... – dann, wann eeben d'Chamberswalen och kommen, oder bei de Gemengewalen.

Mee ech si frou, an engem Land ze liewen, wou ech net de Journaliste soen, wat se ze maachen hunn – et ass meeschtens en Autocontrôle –, an all Organ selwer och fonctionéiert an an eng Période électorale, wéi gesot, en Externen, wéi eng ALIA, déi doten Aarbecht mécht.

Ech akzeptéieren net, dass hei gesot gëtt, dass d'Journalisten am Fong politesch net neutral sinn. D'Journalisten hunn déi Neutralitéit. A wann d'Aktualitéit mat sech bréngt, dass vläicht deen een oder deen anere méi gerufft gëtt – an ech mengen, et huet schon ee gesot, den Här Reding krut en Temps d'antenne déi lescht Deeg –, da proportionell gekuckt zu der Verdeelung vun de Sëtzer, da muss ee sech d'Fro stellen: „Ass dat da richtig oder net?“ Dat ass, well en d'Aktualitéit gemaach huet! Et sinn anerer ... D'Madamm Cecchetti huet elo och eng Zäit d'Aktualitéit gemaach. Jiddwereen heibanne kann ech eenzel huelen.

(Hilarité)

Jiddwereen heibanne kann ech eenzel huele wéinst engem Fait, ob en elo politesch oder net politesch ass, deen dann eeben d'Aktualitéit och mécht. An dat ass esou! D'Press wëll eeben och op d'Aktualitéit kënne reagéieren. An dann ass eeben och, selon l'actualité, deen een oder deen anere vläicht méi am Fokus.

A gleeft mer et – ech weess, vu wat ech schwätzen! –: Vill vun eis hätten am léifsten, si wieren heiansdo manner am Fokus, selon deem, wat geschriwwé gëtt. Ma an eng Demokratie ass et esou! On ne choisit pas ce que l'on écrit sur l'un ou sur l'autre. De Fait soll eebe reportéiert ginn. An den Débat public erlaabt et dann, fir Saache kloerzstellen. Mee ech si frou, an engem Land ze liewen, wou ech net als Medeminister der Press soen, wat se ze maachen huet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premier- a Medeminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8209. Den Text steet am Document parlementaire 8209².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8209 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmé fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7989 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Mir kommen dann zum Projet de loi 7989, eng Reform vum Etablissementsrecht. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapportier vum deemem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, den Text, deen ech Iech haut virstellen, modifizéiert d'Gesetz vum 2. September 2011 iwwert den Accès zu den Handwierks-, Handels- an industrielle respektiv verschiddene liberale Beruffer. Mir nennen dëst Gesetz „d'Gesetz definéiert d'Reegelen, déi eng Persoun respektéiere muss, déi an de virgenannte Beräicher aktiv wëll ginn.“

Den 28. Abrëll 2022 huet de Minister vum Mëtzelstand de Reformprojet vum Droit d'établissement presentéiert. D'Zil vun der Reform ass, d'Entwécklung vum Secteur vun de klengen a mëttlere Betriber ze dynamiséieren an de Grënnergescht ze stimuléieren.

D'Reform schreift sech och an den europäesche Kader an. D'Europäesch Kommissioun huet den 12. Mäerz 2014 Recommandatiounen gemaach an d'Memberstaaten encouragéiert, e Kader ze schafen, fir dass viabel Betriber mat finanzielle Schwiegerekeiten effizient kënne restrukturéiert ginn. D'Kommissioun recommandéiert och, éierleche Grënner eng zweet Chance ze ginn an domat de Grënnergescht ze promouvéieren.

Ech wëll op verschidden Haaptännerungen am neie Gesetz agoen.

Fir d'éischt emol gëtt de Prinzip vum der Nouvelle Chance agefouert. Soumat kritt en Dirigeant d'Méiglechkeet, eng nei Nidderloosungsgeneemung unzefroen no enger Faillite. D'Faillite ka komm sinn, nodeems e Betrib zum Beispill e wichtege Hauptclient verluer huet oder den Dirigeant vum Betrib krank gouf. An deem Kontext gëtt eng Commission de la nouvelle chance geschaf, fir d'Viabilitéit vun der neier Aktivitéit vum Antragsteller vum der Nidderloosungsgeneemung ze bewäerten.

D'Lëscht vum den Handwierksberuffer ginn och uegpass. Et kënn eng nei Lëscht C derbäi. Den Zougang zu de Professionen op der Lëscht C gëtt vereinfacht, andeems an Zukunft keng Qualifikatiounen méi fir dës Lëscht gefrot ginn. Dat ass zum Beispill de Fall fir de Fotograf oder den Agent technique d'immeuble. D'Zil ass et, den Handwierkssektor un d'technesch an d'technologesch Evoluitioun unzepassen a méi

Flexibilitéit fir en dynameschen Entrepreneuriat ze schafen.

D'Transmissioun vun engem Betrib un e Salaré, deen an dem Betrib schafft, gëtt och vereinfacht. Am aktuelle Gesetz huet e Salaré missen zéng Joer laang am Betrib sinn, fir dierfen de Betrib ze iwwerhuelen. Am neie Gesetz dierf en e Betrib schon iwwerhuelen, wann en dräi Joer do geschafft huet, mat der Konditioun, dass en déi néideg professionell Qualifikatioun innerhalb vu fénnef Joer kritt. D'Reform vereinfacht op déi Aart a Weis d'Transmissioun vun engem Betrib, wat ëmmer méi wichteg gëtt, well geschat gëtt, dass een Drëttel vun de Betriber an den nächsten zéng Joer wäert de Proprietär wiesselen.

D'administrativ Demarché ginn da moderniséiert. D'Nidderloosungsgeneemunge mussen a Form vun engem zweedimensionale Barcode am Betrib affichéiert ginn. Domadder huet de Konsument e besseren Zougang zu Informatiounen iwwert de Betrib.

D'Reform vum Droit d'établissement viséiert och eng verstärkt Kontroll a Saache Geldwäsch a Financement vum Terrorismus. D'Reform gesäit en Austausch vun Informatiounen tëschent der Generaldirektioun vum Mëtzelstandsministère an allen anere concernéierten Administratiounen an Autoritéite vir wéi zum Beispill dem Enregistrement an och dem Centre commun.

Et gëtt ee legale Kader geschaaft fir d'Verlounen op kuerz Dauer vun touristesch miwweléeierte Logementer – Typ Airbnb – ab enger gewëssener Unzuel vun Iwwernuechtungen. Dobäi sollen d'Ufuerderungen, wat d'Hygiène an d'Securitéit ubelaangt, méi no erukommen un déi aner Secteure vun den Hotellen.

D'Reform wëll dobäi engersäits d'Fräiheet respektéiere vun deenen, déi just bei Geleeënheet e private Logement verlounen, an anerersäits awer Aktivitéite reguléieren, déi éischer der Aktivitéit vun der Exploitatioun vun engem Hotel no kommen. Dofir gëtt eng cumulativ Limit vum dräi Méint an enger Zäit vun engem Joer zanter dem leschte Verlounen agefouert. Soubal dës Limit erreicht gëtt, brauch de Bedriber vun der Ënnerkonft eng Nidderloosungsgeneemung.

Dat heescht méi konkret fir déi Exploitanten, déi de Seuil iwwerschritt hunn, dass si eng Formatioun iwwert d'allgemeng Hygiènesreegele vun de Liewensmëttel, d'Modalitéite vum Respektéiere vun deene genannte Reegelen, de Respekt vun de Mënscherechter an de Schutz vu Mannerjärege maache mussen. Dës Formatioun muss innerhalb vu sechs Méint nom Erreeche vum Seuil vun dräi Méint gemaach ginn.

Eng physesch Persoun kann héchstens als Dirigeant vun zwee Handelsbetriber vun der Lëscht A a B zougeloo ginn, ausser den Derogatiounen, déi d'Gesetz heizou virgesäit.

Wann en Dirigeant d'entreprise e Betrib verléisst, kann en eng provisoiresch Nidderloosungsgeneemung accordéiert kréie fir eng Dauer vu maximal sechs Méint, souguer wann déi besteeënd Geneemung nach keng sechs Méint al war. Déi provisoiresch Geneemung kann eemol erneiert gi fir nach eng Kéier sechs Méint, ausser a verschiddene Fäll, déi och am Gesetz opgefouert ginn. Dëst ass fir ze verhënnern, dass d'Aktivitéit vum Betrib abrupt opgehale muss ginn.

No där provisoirescher Phas gëtt gekuckt, ob de Betrib seng Verpflichtunge wéi zum Beispill déi vis-à-vis vun der Steierverwaltung an de Sozialversécherungen erfëllt huet, éier en eng nei Betribsgeneemung kritt.

Här President, Kolleeginen a Kolleegen, niewent den Haaptadaptatiounen am Gesetz ginn ech op déi vill Avisen an, déi zu dësem Projet de loi virleien.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng ganz Rei vun Oppositions formelles gemaach – zwou Stéck dovunner erausgepickt: eng Opposition formelle am initialen Artikel 29 par rapport zur Limitatioun, fir eng provisoeresch Autorisatioun ze ginn nom Depart vun engem Dirigeant un e Betrib, dee schonn zanter op d'mannst sechs Méint eng Nidderloosungsgeneemegung huet. De Staatsrot huet d'Fro opgeworf: Wat geschitt, wann den Dirigeant virzäiteg virum Enn vun deene sechs Méint de Betrib verléisst, aus Grënn, déi onverschëlt sinn? Fir de Staatsrot war d'Proportionalitéit bei dësem Artikel net ginn. Doropshin ass dese Punkt am spéideren Artikel 15 gestrach ginn.

Eng weider Opposition formelle gouf et beim Artikel 7, wou et ëm d'nei Chance geet. Initial stoung am Projet, dass de Minister eng zweet Chance accordéiere „kann“ – eng Fakultéit also. De Staatsrot war net averstane mam Pouvoir disciplinaire (veuillez lire: mam Pouvoir discrétionnaire), deen de Minister op dëser Plaz hat. Et ass dunn amendéiert ginn, dass de Minister eng nei Autorisation d'établissement accordéiert, ouni Pouvoir discrétionnaire.

D'Mëttelstandskommissioun huet zweemol eng Rei vu parlamentareschen Amendementer ugeholl, bis am zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot keng Opposition formelle méi opstoung.

D'Chambre des Salariés begréisst, dass d'Annexen 1 an 2 mat de Berufsflëschen A a B vum groussherzogleche Reglement vum 1. Dezember 2011 an dat nei Droit-d'établissements-Gesetz integréiert goufen. Dëst gëtt deenen Annexen eng legal Verankerung.

D'Chambre des Métiers begréisst den innovativen Text, dee favorabel ass fir d'Entrepreneursperspektiven am Handwerk.

De Konkurrenzrot sengersäits huet fonnt, dass dat nei Gesetz wäert derzou bäidroen, verschidden Aktivitéiten, virum allem am Handwerk, ze redynamiséieren, wat erméigleche wäert, d'Konkurrenz ze verbessern.

D'Chambre des Métiers begréisst och d'Schafung vun der neier Lëscht C, ass awer der Meenung, dass verschidde Professionen op der Lëscht B anstatt op der Lëscht C hätte solle fungéieren.

Änlech hunn d'Maitres imprimeurs an hirem Avis gesot, dass d'Beruffer an der Grafik – Métiers de la chaîne graphique – sollen op der Lëscht A bleiwen an net op d'Lëscht B kommen.

An d'Chambre d'Agriculture war der Meenung, dass d'Professioun vum Fleurist op d'Lëscht B an net C gehéiert, wat och an der Kommissioun iwwerholl gouf an am Text mat agefloss ass.

D'„zweet Chance“, déi zur „nouvelle chance“ ginn ass, gëtt generell begréisst. D'Chambre des Métiers gradewéi d'Chambre de Commerce hätte sech awer e manner rigide Kader gewünscht, notament wat d'Prise en compte vun der Dette publique ugeet, déi e Concernéierten awer kann hunn.

D'Cour supérieure de justice huet ënner anerem ënnerstrach, dass et künfteg duerch d'Aschränkung, dass ee just Dirigeant vun zwee Handwiersbetreiber ka sinn, hëlleft, de Recours op Personne-interposéien ze bremsen.

De Parquet général gradewéi de Parquet vun Dikrech approuvéieren doriwwer eraus d'Opféiere vum Dirigeant d'entreprise am Handels- a Gesellschaftsregister. Domat gëtt assuréiert, dass bei enger Personne morale effektiv déi Persoun d'Geneemegung

huet, déi sech am Alleegelechen ëm d'Gestioun vum Betrib bekëmmert.

De Parquet vu Lëtzebuerg huet nach d'Fro opgeworf, ob d'Sous-traitance vun Aktivitéiten, zum Beispill am Beräich vum Handel an Handwerk, soll méi spezifesch am neie Gesetz, wat d'Nidderloosungsgeneemegung ubelaangt, definéiert a reglementéiert ginn.

D'Chambre de Commerce hätt sech trotz Verbesserungen a Vereinfachungen nach méi eng staark Reform vum Droit d'établissement gewünscht. Si gesäit eng Kontradiktioun doranner, datt Handwiersaktivitéite bis elo professionell Qualifikatiounen gebraucht hunn an dass dëst deelweis ofgeschaaft gëtt mat der Introductioun vun der neier Liste C am Handwerk.

D'Digitaliséierungsefforten, déi gemaach goufe mam neie Gesetz, gi positiv bewäert. D'Chambre de Commerce gesäit hei e wichtege éischte Schratt.

An hirem Avis complémentaire huet si sech dann nach besuergt gewise beim Artikel 4, wou steet: „Le dirigeant [...] assure effectivement et en permanence, par une présence physique dans l'établissement, la gestion journalière de l'entreprise.“ Dat heescht net, dass den Dirigeant all Dag physesch op der Aarbechtsplaz muss present sinn. Et geet éischter drëms, ze verhënnern, dass en Dirigeant aus dem Ausland kann e Betrib hei am Land féieren. E muss kënne beweisen, dass e reegelméisseg physesch a sengem Betrib present ass.

Den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils huet sech géint d'Dereglementatioun vum Ingénieur-paysagiste a vum Ingénieur indépendant ausgeschwat. Den OAI huet och gefrot, dass d'Professiounen notament vum Ingénieur-conseil en génie civil a vum Ingénieur-conseil en génie technique klariéiert ginn. De Projet schwätzt an deem Kontext global gesi vum „ingénieur-conseil du secteur de la construction“. Den OAI huet och nach gefrot, dass d'Konditiounen vun der professioneller Qualifikatioun vun den Architekten erëm zrëckgesat ginn op den ale System vu fënnf Joer Studium plus zwee Joer praktesch Erfarungen.

Fir de Rescht vun den Avisen an all Prezisiounen dozou géif ech op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

Ech wëll op dëser Plaz nach e puer Mercie lassginn: der ganzer Ekip vum dem Mëttelstandsministère, déi dës wichtige Reform préparéiert a suivéiert huet an eis an de Kommissioun Ried an Äntwert stoung, dem Här Schmit fir seng exemplaresch Aarbecht an der parlamentarescher Kommissioun an dem Olivia Welsch, dat de Projet bei eis an der Fraktioun suivéiert huet.

Meng Kolleegin a Presidentin vun der Mëttelstandskommissioun Simone Beissel geet duerno fir eis Fraktioun nach op e puer politesch Aspekter vun dësem Projet an. En attendant soen ech Iech elo mol Merci fir d'Nolauschtenen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Carole Hartmann.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen ageschriwwen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Als Éischt wëllt ech der Rapportrice e grouse Merci soe fir en ausféierleche mëttlechen a schrëftleche Rapport. D'Reform vum Droit d'établissement war néideg a mir begrëssen, dass se an Ugrëff geholl ginn ass. Et ass effektiv wichtig, dass d'Ufuerderungen, fir sech a bestëmmte Beruffer ze etabléieren,

de Realitéite vun eiser Zäit ugepasst ginn. Geneesou wichtig ass et, dass déi, déi dës Beruffer ausüben, och déi richtig an déi néideg Qualifikatioun matbréngen. De Meeschterbrëif bleift a ville Beruffer d'Referenz an och dat fanne mir gutt. Dat stärkt eist Handwerk an et bréngt eng zousätzlech Qualitéitsgarantie.

Mir stellen awer och fest, dass den Text, deen am Abrëll 2022 deposéiert ginn ass, alles anescht wéi perfekt war an zu enorm villen Oppositions formelles säitens dem Staatsrot gefouert huet. An der Chamberskommissioun hu mer duerfir vill Zäit an Energie investéiert, fir d'Gesetz nozebesseren, och fir de Remarque vun de Beruffschamberen an aneren Interessensvertrieder Rechnung ze droen.

Wat awer um Enn vun dësem Prozess derbäi erauskomm ass, ass scho gutt, bleift an eisen Aen awer och nach verbesserungsfäeg. Wann Der erlaabt, eng Rei Punkten, wou dës Feststellung zoutreff.

De Projet de loi hat virgesinn, dass de Patron vun engem Betrib kann iwwerall am Espace économique européen wunnen, esoulaang hie reegelméisseg zu Lëtzebuerg ass, fir säi Betrib och ze leeden. Dat ass an eisen Aen eng richtig an zäitgeméiss Approche. Dorausser gouf no enger Serie Amendementer awer, dass de Patron effektiv méi permanent a physesch a sengem Betrib muss present sinn.

Dës Akkumulatioun vu Konditiounen bewierkt de Géigendeel oder riskéiert, de Géigendeel ze bewierken, a mécht d'Präsenz am Betrib méi streng wéi sënnavoll a wéi ugeduecht. Ausserdeem geet se géint den technologesche Fortschritt, well se de moderne Kommunikatiounsmethoden net Rechnung dréit. De Gesetzgeber hëlt och keng Rücksicht op déi Betriber, déi international tätig sinn, an der Groussregioun an doriwwer eraus. Esou eng streng Reegelung bewierkt oder riskéiert, ze bewierken, dass Lëtzebuerg als Standuert manner attraktiv ka ginn an dass Dirigeanten aus dem Ausland et sech wäerten zweemol iwwerleeën, éier se sech hei néierloossen.

De Projet de loi huet och eng zweet Chance virgesi fir Leit, déi faillite gongen an en neien Ulaf wëllen huelen. Mir als CSV begrëssen esou eng Form vun „droit à l'échec“ a mir sinn der Meenung, dass een d'Recht huet, aus senger Feeler léieren ze dierfen an eng nei Chance ze kréien. Wat am angelsächsische Raum gang und gäbe ass, war an eiser Mentalitéit laang schwéier ëmzesetzen.

De Staatsrot huet eis gewisen, dass et och net einfach ass, dës zweet Chance gesetzlech festzehalen. Eraus koume Reegelen vun enger neier Chance, bei deenen e puer wichtege Elementer awer op der Streck bliwwen sinn. Zum Beispill wär dëst virgesinn am Fall vu Faillite oder Liquidation judiciaire, leider ass nëmmen d'Faillite zrëckbehalde ginn.

Ausserdeem war virgesinn, dass e Rapport vum Curateur vun der Faillite sollt verlaangt ginn an dass de Minister als Konditioun fir eng nei Chance eng Formatioun an der Gestion d'entreprise ka verlaangen. Dës Ufuerderung gouf ganz gestrach an dat bedauere mer. Et läit jo am Interêt vun der Saach, dass mir de Kandidat fir eng nei Chance och déi richtig Signaler an déi richtig Outile mat op de Wee ginn, fir datt et am neien Ulaf besser klappt. Rezent hu mir de Projet de loi zur Aide à la primo-création d'entreprise gestëmmt, an deem mir – zu Recht! – verlaangen, dass d'Leit, déi eng Hëllef vum Staat kréien, fir e Betrib ze grënnen, sollen adequat geschoult sinn. Dowéinst ass et fir eis ëmsou méi onverständlech, dass mir dës Ufuerderung hei strächen.

An de Konditiounen, fir eng zweet Chance ze kréien, ass d'Malchance, also einfach de Pech, net opgezielt.

Et ass sécherlech net einfach, dësen objektiv ze beschreiwen a gesetzlech prezis ze definéieren. Trotzdeem ass et awer eng Realitéit, dass een och emol Pech am Liewe kann hunn an domadder och ka mat sengem Betrib faillite goun.

En anere Grond fir d'Faillite ass e substanzuelle Réckgang vun der Aktivitéit aus Grënn, déi den Dirigeant net selwer kontrolléiere kann. Ee Beispill vun esou enger Situatioun hate mer leider an de leschte Jore mat der Covid-19-Pandemie, während där mir, komplett zu Recht a mat eiser Ënnerstützung, de Betriber duerch zeg Staatshëlfelefen ënnert d'Äerm gegräff hu mat deem Argument, dass dës Pandemie ausserhalb vun hirer Kontroll geschitt ass an datt si eng Ënnerstützung néideg a verdéngt hätten. Firwat hu mer et punktuell gemaach während der Pandemie an elo, während dësen Zäite vu Krich a Präisdeierecht, hale mir dës Realitéit net generell an dësem Gesetz fest? Dëst ass fir eis onverständlech an och schued!

Här President, an dësem Projet de loi gëtt och probéiert, iwwert den Droit d'établissement d'Verloune vu Wunnechten iwwer kuerz Zäit ze regelen. Am Viséier vum Projet de loi ass hei virun allem d'Verloune iwwert d'Internetplattform Airbnb. Dës Plattform war ursprüngelech geduecht, fir et de Privatleit ze erméiglechen, hir Wunneng fir kuerz Zäit ze verlounen, zum Beispill un Touristen. De grouss Succès vun der Plattform huet awer derzou gefouert, datt, virun allem am Ausland, ëmmer méi Professioneller déi Plattform notzen an datt eng Concurrence déloyale zu der classescher Hotellerie entstanen ass – „déloyale“ well déi Locatioun weeder steierlech erfaasst gëtt nach gesetzlech encadréiert ass.

An dësem Projet de loi gëtt dann och probéiert, ze differenzéieren tëscht engem occasionelle Verlounen an enger kommerzieller Aktivitéit, an de Seuil vun 90 Iwwernuechtungen am Joer gëtt festgehalen, fir déi eng Aktivitéit vun där anerer ze ënnerscheeden. Ënner 90 Deeg brauch ee keng Autorisatioun, iwwer 90 Deeg schonn, an och eng Qualifikatioun. Esou verstinn et d'Auteurs vun dësem Projet de loi. Mee de Staatsrot weist a sengem Avis en anert Verständnis vun dëser Reegelung, wéi wann een an alle Fäll eng Autorisatioun bräicht. Dat beweist, dass den Text, wéi en eis virläit, nach net ganz kloer ass an zu Problemer ka féieren.

Mir sinn der Meenung, dass et wuel soll erlaabt bleiwen, e Logement fir kuerz Zäit privat ze verlounen, ouni dass een eng Autorisatioun brauch. Wann deem net esou wier, géife mer dat eng ze grouss Brems fanne fir déi privat Locatioun op kuerz Dauer; an dësem Fall géife mir iwwert d'Zil eraus-schéissen. Mir ginn nämlech hei ze bedenken, dass een déi deloyal Konkurrenz tëscht dem classesche Secteur vun der Hotellerie an dem Airbnb anescht kann upaken, zum Beispill iwwert d'Steieren. Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, eng Taxe de séjour anzeféieren, déi de Client zum Beispill ab der drëtter Nuitée géif bezuelen. Dowéinst bedauere mer, dass dësen Aspekt net genuch beliicht gouf a sech nëmmen op den Droit d'établissement ageschoss gouf.

Ausserdeem riskéiere mir, hei ze séier geschoss ze hunn, well momentan op europäeschem Plang Consultatioune lafen, fir eng europäesch Handhab op dëse Problem ze huelen. An och wann hei nach keng Propos fir eng Direktiv oder en EU-Reglement am Tirang läit, hätt ee sech hei nach kënnen e bësse gedéllegen.

Här President, meng Fraktioun ass frou, dass eng Reform vum Droit d'établissement ugepaakt gouf, mee ass net ganz zefridde mam Ausgang vun dëser Reform. Mat der Reglementatioun vun der Locatioun

vun Immobilien iwwer kuerz Zäit gouf eiser Meenung no ze séier an iwwert d'Zil eraus geschoss. Mir wäerten dëse Projet de loi awer matstëmme mam Wëssen, dass déi nächst Regierung wäert mussen op enger Rei Punkten nobesseren. Ech soen Tech Merci fir d'Nolauschteren a ginn awer mat enger Rëtsch Bedenken den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Eischen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, virop och mäin häerzleche Merci un d'Madamm Rapporteur Carole Hartmann fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem dach laangen a komplizierte Projet de loi. Mir maachen an dësem Projet de loi e ganze Koup wichteg Ännerungen am Droit d'établissement. Dat Gesetz, dat datéiert vun 2011, huet zwar e puer Reforme krit, mee et war néideg, et elo op de Metier ze huelen an eng Réforme de fond ze maachen.

Et ass elo schonn e puermol hei ugeklongen, mee et ass jo e richtege Paradigmewissel, wat mer hei operéiere mat deem System, dass en Dirigeant no enger Faillite d'Méiglechkeet huet, relativ schnell erëm eng Autorisation d'établissement unzefroen. E Betrib – a mir wëssen dat alleguerten, et ass haut näischt méi einfach; dat ekonomesch Ëmfeld, mee och déi administrativ Hürden – ass net einfach ze féieren.

An et ass och schonn ugeklongen, ech weess net, Här Eischen, ass et Pech, ass et Schicksal – et kann alles kommen: eng Erkrankung, d'Perte vun engem vun den Haaptclients –; wéi een dat soll qualifizéieren. De Fakt ass, dass domat e Betrib kann an d'Schleidere kommen an deemno wéi an eng Faillite rutschen, och wa kee charakteriséierte Feeler vun den Dirigeanten do ass. An dofir ass et extrem wichteg, dass elo déi seconde Chance, wierklech d'Possibilité de relance fir de Grënner vun engem Betrib, ka kommen, well elo kann een effektiv sech eng Iddi maachen, éisch-tens emol, wéi déi Faillite zustan komm ass, an zweetens ... An dat gëtt jo da geprüüft, well et musse Konditiounen erfëllt ginn, fir dass een eeben eraus-kënn an déi zweete Chance do krit an eng nei Autorisation d'établissement.

Et ass u sech flott, dass mer haut dëse Projet de loi kucken, wou mer gëschter en neit Faillitgesetz gemaach hunn, wat, wann ech mech vagement erënnere, vun 1869 mat verschidde Reformen datéiert huet. Dat hei ass net grad esou al. Déi zwee hänken zesammen, well mir wëssen alleguerten, dass mir an engem Land sinn, dat relativ konservativ ass, a wann een eng Faillite gebaut huet, independament, wéi se zustan komm ass, dann hat een ëmmer eng Zort Makel op der Stier, well ëmmer u sech gekuckt ginn ass, dass d'Creancieren ..., an notament d'Créanciers chirographaires, déi meeschtens schlecht ewechkommen an enger Faillite, da wierklech geplamt gi sinn, an dofir muss dat och seriö gehandelt ginn. Hei gëtt dat elo ënner Konditiounen, déi ganz seriö sinn, d'Méiglechkeet, eng nei Chance ze ginn, an et ass e Paradigmewissel an et ass absolut gutt, dass mer dat maachen!

Eng zweet Remark, déi ech wollt maachen, dat ass eeben, dass mer e legale Kader schafe fir d'Verloune vun Taxien, Loueurs de voitures, Loueurs d'ambulances an esou weider; déi kréien e legale Kader.

Airbnb – dat heescht, mir nennen et einfach esou, et ass jo Hébergement de courte durée –, do ass et och extrem wichteg. Jo, et ass en éischte Schrëtt, well dat war e bësselche Wildwuchs déi lescht Zäit ginn,

an elo gëtt e legale Kader dozou geschafe mat deem heite Gesetz, well et muss jo och eng Gerechtegkeet geschafe gi vis-à-vis vun den Hotellen. D'Hotelle mussen ganz streng Konditiounen erfëllen, fir dass se kënnen Clienten empfanke. A mat deem heiten Text gëtt elo Gerechtegkeet geschaaft. En plus ginn awer europäesch Standarde vun Hygiène a vu Sécherheet garantéiert an dat ass jo och am Interesse vum Client, am Interesse vum Konsument.

Et ass och schonn ugeklongen, dass et eng Méiglechkeet gëtt, dat ass och wichteg, dass elo ..., well mir hu ganz oft e Problem an de Famillje vun eisen Handwierker, dass keng Nokommen do sinn, déi wëllen de Betrib viruféieren, an duerfir ass et extrem wichteg, dass mer elo eng Vereinfachung hunn, wou e Salarieé kann e Betrib iwwerhuelen, zwar nach ëmmer no streng Konditiounen, mee da kënnen op d'mannst d'Servicer am Handwierk, an deem do Secteur, bäibehale ginn a souguer verbessert ginn.

Dann hu mer och den Accès zu enger Serie vu Professionen elo geregelt. Normalerweis huet een ëmmer misse ganz prezis Qualifikatiounen hunn, wann een a bestëmmte Professionen erakënn. Elo hu mer dat hei méi einfach gemaach. Verschidde Professionen – ech hat et scho gesot: Loueurs de taxis, Location de voitures, Location d'ambulances, den Tatoueur; dat war e grouss Thema an eiser Mët-telstandskommissioun –, déi kommen elo op d'Lëscht C. Dat heescht, bei der Ausübung vun deem Beruff brauch ee keng spezifesch Qualifikatioun. Mat deem System gëtt da garantéiert, dass och do wierklech genuch Leit do sinn. En anert Beispill, wat Der och kennt, dat ass e Grafiker, an der Chaîne vun de Grafiker. Déi ginn elo vun der Lëscht A op d'Lëscht B gesat.

Mir wëssen, dass am ganze Secteur – an dat ass net nëmmen am Handwierk, mee och am Handwierk –, en extreme Manktum u Leit ass; ech weess net, ob et d'Personal deckt, mee iwwerhaupt d'Leit, d'Collaborateuren ..., a mir mussen alles maachen, fir den Accès zu deene Professionen ze erlichteren, well dat ass déi bescht Garantie, dass mer awer genuch Leit halen an deem Secteur.

Da wollt ech och nach eng Kéier ganz kuerz drop hiweisen, dass administrativ Demarché vereinfacht gi sinn, wat och wichteg ass. Well et gëtt ëmmer geschwat vu Simplification administrative – hei gëtt dat gemaach. Den Droit d'établissement gëtt an dësem Projet esou reforméiert, dass en enger moder-ner Wirtschaft gerecht gëtt.

Fir eis, d'DP-Fraktioun, ass d'Entwécklung am Secteur extrem wichteg, well Dir wësst, dass all Efforte gemaach ginn, fir Kleng- a Mëtzelbetriber ze stäerken, well si stellen 80 % vum Réckgrat vun eiser Economie duer, brénge ganz ville Salariaéen Aarbecht a loossen eis Wirtschaft dréien. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer hinnen hei weise mat dësem Projet de loi, dass mer se aktiv ënnerstëtzen.

Wéi meng Virriedner, an haaptsächlech och d'Madamm Hartmann, wollt ech och hei e puer Mercie lassginn; fir d'éischt emol alleguerten de Chambres professionnelles. Et ass schonn ugeklongen: Dee Projet hei war net einfach. Mir hu vill hin- an hiersgeschafft an der Kommissioun. Et sinn Amendement gemaach ginn. Mir hu geäntwert op d'Oppositions formelles vum Staatsrot. Mee et waren och ganz vill Verrieder vum Secteur, déi eis ganz konstruktiv Advise ginn hunn, wou mer eis konnten op seriö Informatiounen aus dem Secteur baséieren an et fäerdegbruecht hunn, de beschtméiglechen Text ze maachen. Dann natierlech och dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp aus dem Ministère e grouss Merci fir déi exzellent Zesummenaarbecht.

An ech mengen, no alleguerten deene Remarque bréngen ech hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Beissel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänken an der Rapportrice, der Madamm Hartmann, Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Si war ganz ausféierlech an huet scho villes gesot. Mir begrëssen als LSAP d'ëst Gesetz, et wäert nämlech eisem Entrepreneursgescht hei am Land eng nei Dynamik kënnen ginn.

Ech wëll e puer Punkten aus dësem Gesetz ervirhiewen, déi eis als LSAP wichteg sinn. Mir vereinfache mat dësem Gesetz den Zougang zu verschiddene Beruffer, andeems keng Formatioun méi gebraucht gëtt, dat virun allem fir kreativ Beruffer a Beruffer, déi sech technesch weiterentwéckelt hunn, wéi zum Beispill dee vum Fotograf.

De Beruff vum Fotograf ass wuel ee vun de Beruffer, déi sech iwwert déi lescht Joren am meeschte verännert hunn. Sou huet ee fréier niwient dem Fotoe maachen och Fotoe entwéckele misse. Dat gëtt haut bal net méi gemaach. D'Fotoe ginn um Computer bearbecht an herno mat enger Imprimante erausgedréckt.

Mee net nëmmen de Beruff vum Fotograf, och nach eng ganz Rëtsch aner Beruffer, wou den Zougang elo vereinfacht gëtt, stinn op der Lëscht C, wéi d'Rapportrice et schonn erkläert huet. Domat vereinfache mer et zukünftegen Entrepreneuren, méi schnell en eegen Geschäft kënnen opzemaachen.

Allerdéngs, d'Chambre des Salariés geet och an hirem Avis dodrop an, bréngt dës nei Lëscht C och eng Rei Nodeeler mat sech, wann een ouni berufflech Qualifikatioun Aktivitéiten nogoe kann, déi en Impakt op d'Gesondheet oder d'Sécherheet kënnen hunn.

Zum Beispill war am initiale Projet de Beruff vun de Fleuristen op der Lëscht C, obwuel et eng Ausbildung fir d'Fleuriste gëtt. D'Rapportrice ass schonn dodrop agaangen. Mee hei ass et gutt, dass d'Fédération horticole nach eemol duergeluecht huet, wisou et net gutt wär, keng Ausbildung als Fleurist ze hunn. Hei goug et eebe grad drëms, dass ee Blummen a Planzen net einfach zesummeleeë kann, ouni Knowhow an ouni hir Eegeschafte ze kennen, well d'Blummen an d'Planzen zum Beispill eng Gefor opweise kënnen, andeems Allergien oder Gëftstoffer ausgeléist kënnen ginn, souwuel fir ee selwer oder och fir aner. Dës Beruff ass deemno erëm op d'Lëscht B gesat ginn.

Här President, nieft der Lëscht vun Aktivitéiten, fir déi keng berufflech Qualifikatioun néideg ass, ginn aner Aktivitéite reglementéiert respektiv encadréiert. D'Rapportrice ass och schonn dodrop agaangen: op Airbnb. Et handelt sech hei ëm eng Plattform, iwwert déi d'Leit hir Wunneng iwwer eng kuerz Zäit verlouene kënnen. Dës Praxis stellt den Horeca-Secteur allerdéngs viru grouss Erausforderungen, well doduerch manner Leit en Zëmmer an engem Hotel buchen. 2018 hat Airbnb confirméiert, dass 36.000 Leit dës Service genotzt hunn an am Duerchschnitt souguer véier Nuechten am Land esou verbuecht hunn. Dat wieren also 150.000 Iwwernuechtungen aleng an engem Joer.

Do wëilt ech de Minister froen, ob en do aktuell Zuelen huet, well dat setzt net nëmmen eisen Horeca-Secteur ënner Drock, mee och de Logement ass

dovunner betraff, well eng Partie Appartementer an Haiser esou vum Wunnengsmaart verschwannen. Dofir ass et gutt, dass mir mat dësem Gesetz dës Aktivitéit reegelen. Den Detail hu mer virun erklärt kritt.

Des Weideren erméigleche mer et mat dësem Gesetz, dat mer elo hei stëmmen, engem Entrepreneur, deen eng Faillite huet misse umellen, nach eemol eng zweet Chance kënnen ze ginn, andeems en nach eemol eng Autorisation d'établissement vum Ministère ka kréien. Well eng Faillite, déi ugemellt muss ginn, ka ganz ënnerschiddlech Grënn hunn a muss net zréckzeféiere sinn op eng Faillite frau-duleuse.

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | Dës Méiglechkeet, eng zweet Kéier eng Autorisation d'établissement ze kréien, ass och eng laangjäreg Fuerderung vun der Fédération luxembourgeoise des startups. Aleng d'lescht Joer goufe ronn 1.000 Faillitten erfaasst. Dat sinn der vill, mee dorënner sinn oft awer ganz kompetent Leit, déi duerch Pech einfach net reuséiert hunn an nach eemol en Ulaf brauchen.

Ech wëll drun erënneren, dass mer eréischt gëschter dat neit Faillitgesetz heibanne gestëmmt hunn. Mat dësem Gesetz gëtt virun allem och op Preventioun gesat, mee och op d'Méiglechkeet, gehollef ze kréien, wann et engem Betrib net gutt geet. Dat fanne mir als LSAP ganz wichteg, well mer esou Aarbechtsplazen, déi geschaf goufen, kënnen erhalen. Well bei enger Faillite ass et net nëmmen de Patron, deen drënner leit, mee och seng Mataarbechter, déi onsécher Zäite misse matmaache bis zu deem Moment, wou se keng Pai méi bezuelt kréie respektiv hir Aarbecht verléieren.

Här President, e weidere wichtige Punkt am Gesetz ass fir d'LSAP, dass mir engem Salarié an engem Betrib et erméiglechen, de Betrib ze iwwerhuelen, mat gewëssene Konditiounen, dat net wéi bis elo eréischt no zéng Joer, mee elo schonn no dräi Joer. Dës Dispositioun soll Entrepreneuren hëllefen, eng Nofolleg fir hire Betrib ze fannen. Mir droe mat dëser Dispositioun virun allem der Suerg och am Handwierk Rechnung, well grad aleng am Handwierk sinn et haut iwwer 1.000 Betriber, déi elo schonn eng Nofolleg fir hire Betrib sichen. Mir encouragéieren domat Leit, déi de Betrib gutt kennen, sech selbstänneg ze maachen an de Betrib, dee gutt leeft a stabill Aarbechtsplazen huet, ze iwwerhuelen an d'Aktivitéit vum Betrib weiterzeféieren.

Här President, mir férdere mat dësem Gesetz den Entrepreneursgescht hei bei eis am Land, andeems mer den Zougang zu verschiddene Beruffer vereinfachen, andeems mer d'Transmissioun vun enger Entreprise un e Salarié vereinfachen, andeems mer et erméiglechen, eng zweet Chance ze kréien, wann een eng Faillite gemaach huet, an andeems mir déi administrativ Demarché vereinfachen.

Domadder ginn ech den Accord vun der LSAP fir dës Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Tess Burton Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'allerdéngs e grouss Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Carole Hartmann, déi wierklech e ganz, ganz detailléierten an ausféierleche mëndleche Rapport hei op dëser Tribün gemaach huet. Dës Projet de loi moderniséiert eisen Droit d'établissement, esou

wéi et och am Koalitionsaccord virgesinn ass, an domadder kënnen mir als Koalitioun Rout-Blou-Gréng wierklech e ganz grousst an houfregt Kräiz op eiser To-do-Lëscht maachen.

E wichtegen Aspekt, dee mat dësem Projet de loi ...

(Interruptions)

... séchergestallt gëtt, ass, dat e punktuellen Echech net gläichgestallt gëtt mat engem definitiven Echech. Domadder soe wëll ech, dat een ëmmer eng zweet Chance kritt. An dat huet d'Rapportrice och ganz explizitt erkläert. Déi zweet Chance ass immens wichteg, zemools an deem Beräich. Dat ass och de richtige Wee vum Legislatuer, dat esou unzegoen, well den Echech gehéiert nun emol dozou.

D'Fro vun der Reglementéierung vun den handwierkleche Beruffer ass relativ delikat. Engersäits ass et kloer, dat mer dat mussen hunn, mee anerersäits ass et wichteg, déi Lat net ze hénken, well, wéi mer och schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot hunn am Numm vun deene Gréngen, et ass allgemeng am Interêt vun de Leit wichteg, Leit ze encouragéieren a se ze motivéieren, sech ze lancéieren an en eegene Betrib opzemaachen. Natierlech soll awer e gewëssenen Accès dozou gefrot ginn, fir dat mer och kënnen eng gewësse Garantie um Beruff ginn an natierlech och dobaussen d'Leit viru schlechten Aarbechten schützen. Mee e richtige Equilibre ass hei eminent.

Mir sinn dofir dann och frou, dat beim Metier vum Fleurist oder der Fleuristin, wat och scho virun als Beispill vun der Rapportrice genannt gouf, wou u sech driwwer geschwat gouf, deen op eng Lëscht C ze setzen, wou keng Qualifikatioun gefrot gi wier, schlussendlech nom Gespräch mam Secteur sech erausgestallt huet, dat et awer trotzdeem besser wier, déi erëm zréck op d'Lëscht B ze setzen, wou eng gewësse Qualifikatioun gefrot gëtt. Fir eis Gréng ass dat natierlech och an deem Sënn eng Plus-value, well et setzt eng gewësse Viraussetzung, dat ee muss eng gewësse Qualifikatioun hunn an, wéi ech scho viru gesot hunn, domadder och e qualitativ-gudde Service dobausse kann ubidden.

Wann ech soen, dat bei der Reglementatioun vu Fall zu Fall och muss gekuckt ginn, ass et wichteg, dat mer och dat fir déi verschidde Beruffer maachen an och am Sënn vun dësem Gesetz. Eis Ekonomie evoluéiert immens séier an déi Beruffer, déi do drënnerfalen, evoluéieren natierlech och domadder immens séier. Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, bei deem Exercice, dee mat dësem Projet de loi elo hei gemaach gëtt, reegelméisseg nozekucken, wéi d'Effekter vum Gesetz sinn, an och déi Beruffer ze evaluéieren, déi ënnert d'ëst Gesetz gefall sinn.

Dat gesot soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vu menger grénger Fraktioun. Ech hu mech elo kuerz gehalen, well et ass bis elo wierklech alles ganz explizitt erkläert ginn. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Allerdéngs der Rapportrice e grouss Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. D'Zil vun dësem Projet de loi ass et, fir et de Leit méi einfach ze maachen, e Betrib ze grënnen, dat heescht, fir d'Entrepreneuriat ze stäerken. D'Reform vum Droit d'établissement war batter néideg. Mat dësem Projet de loi gëtt den Droit d'établissement elo méi kloer a méi kohärent.

Här President, heiansdo ass et batter noutwendeg, seng Prozeduren ze iwwerschaffen an nei Gesetzestexten en place ze setzen, déi dann hei an dësem héijen Haus och musse gestëmmt ginn, an zwar souwuel an der Hinsicht vun enger vereinfachter Prozedur wéi awer och op där anerer Säit zum Schutz vu verschiddenen Acteuren, wéi dat hei zum Beispill beim Airbnb och regléiert gëtt. Ze begrëissen ass och, dass hei der Lutte anti-blanchissement Rechnung gedroe gëtt an dass d'Transparenz fir de Consommateur erhéicht gëtt.

Une voix | „Anti-blanchiment“, net „anti-blanchissement“.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Antiblanchiment, pardon.

(Hilarité)

Merci, dass Der mech opmierksam gemaach hutt op dës Gaff.

(Interruption)

Här President, wann ech op d'Chiffere vun der Chambre des Métiers vun 2022 zrëckgräifen, kann ech och soen, dass den Artisanat méi wéi 100.000 Emploien am Land schafft, an dat mat bal 8.600 Entrepreneuren. Dëst ass e wichtege Volet fir d'Diversitéit am Beräich Economie an och d'Resilienz an eisem Land oprechtzeerhalen. Den Artisanat schafft eng Hellewull verschidden Aarbechtsplazen, an dës sinn net nëmme fir Lëtzebuerg ausschlaggebend, mee och fir déi ganz Grenzregioun. Well wann ee weess, dass mir am Moment an all Secteur eng grouss Penurie u qualifizéierten Aarbechtskräften hunn, da weess een och, dass mir grenzïwwergräifend den Aarbechtsmarché ofgrasen.

2022 ware 56 % vun de Salarié Grenzgänger/innen. Ouni si géif hei am Land iwwerhaapt näischt méi funktionéieren. Nieft hinne waren am selwechte Joer 32 % auslännesch Matbierger/innen aus dem Land an dës Secteure beschäftegt a „just“, ënner Guillemeten, 14 % Lëtzebuurger. Mir sinn eigentlech komplett ofhängeg vun der auslännescher Main-d'oeuvre, fir dass de Business an eise PIB dréien, a sollten eis och dofir e bësse méi dankbar erweisen, anstatt géint dës Leit weider ze hetzen, wéi Verschiddener vum rietse Bord et gewinnt sinn ze maachen.

Här President, et ass och esou, dass mir vill kleng a mëttelstännesch Betriber hunn, wat mir als déi Lénk och nëmme begrëisse kënnen. 41 % hunn zwëschen 1 an 9 Mataarbechter/innen an 19 % zwëschen 10 an 49 an nëmme 45 % zwëschen 50 an 249. D'Moyenne läit also hei bei 12 Leit. Bei deene klengen a mëttelstännesche Betriber handelt et sech meeschtens ëm Familljebetriber – an deene kënnst dës Projete de loi mat verschiddenen Dispositiounen entgéint. Déi eeler Patronen a Salarié sinn de Garant fir eng gutt Transmissioun vum Savoir-faire. Si kënnen souwuel am Tutorat an am Mentoring hiert Wësse weiderginn.

Et ass och e Meilesteen, dass de Salarié aus enger Entreprise elo keng zéng Joer méi muss am Betrib geschafft hunn, fir dese kënnen ze iwwerhuelen, mee just nach dräi Joer dofir néideg sinn. Dëst ass ee vun den Artikelen, wou e Spagat gemaach gouf, fir den Droit d'établissement ze vereinfachen. Deen, deen de Betrib iwwerhëlt, huet dann awer fënnf Joer Zäit, fir den Acquis vun alle Qualifikatiounen, déi e brauch, ze maachen.

Här President, eis läit besonnesch d'Handwierk um Häerz. Déi Beruffer musse valoriséiert ginn. Et muss een nees stolz drop kënnen sinn, en Handwerker/eng Handwerkerin ze sinn. An dofir ass et och gutt, dass den Zougang zu gewëssene Beruffer heimadder erlichert gëtt.

Fir dass dat natierlech méiglech ass, muss een erëm eng Kéier e Spagat maachen: Engersäits wëll ee kreative Mënschen, déi sech wëllen a kënnen am Handwierk etabléieren, keng Steng an de Wee leeën, anerersäits muss een awer och am Sënn vum Consommateur an der Consommatrice d'Qualitéit héichhalen. Duerfir sinn och bei bestëmmte Beruffer Viraussetzungen u Formatioun als Bedingung gesat, wat net méi wéi richtig ass. Dee Spagat ass an dësem Projet de loi am groussen Ganzen och gutt gelongen.

Iwwert d'Opdeelung an déi verschidde Lëschte kann een ëmmer nach diskutéieren. Si wierklech just Beruffer an der Lëscht C, déi keng Meeschterprüfung brauchen? Oder stinn der net awer nach vläicht dran, déi besser an enger vun deenen anere Lëschte gestanen hätten? D'Fleuriste sinn do e gutt Beispill. Si hunn et fäerdegbruecht, aus der Lëscht C erausgeholl ze ginn, wat och net méi wéi richtig ass, well een awer gewësse Fäegkeete brauch, déi een duerch dës Formatioun kritt, ...

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... fir kënnen eng uerdentlech Aarbecht ze leeschten an dem Consommateur oder der Consommatrice déi och unzibidden.

Mee wéi ass et mat Taxischauffeuren zum Beispill? Stinn déi wierklech richtig an der Lëscht C? Oder brauch een net awer vläicht verschidde Viraussetzungen, sou wéi d'CSL dat och an hirem Avis schreift? Vläch muss een einfach déi Beruffer aus der Lëscht C am A behalen an, wann et noutwendeg ass, einfach do nobesseren. Et ass jo näischt a Stee gemeesselt!

Mir wäerten dësem Projet de loi net am Wee stoen an e matstëmmen, well en an eisen Ae wierklech e puer grondleeënd Verbesserungen opzeweisen huet.

Här President, mir fannen et och ganz richtig, dass een eng zweet Chance verdéngt, wann et déi éischt Kéier emol net esou gutt gaangen ass mat sengem Betrib. Schliisslech ass net jiddwereen, dee säi Betrib muss opginn, e Gauner. Heiansdo kënnst eng Pandemie, e Krich oder soss en Imprevu an da muss ee säi Betrib leider zoumaachen. An duerfir ass dëst och e Meilesteen an déi richtig Richtung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolaaschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, mat dësem Projet soll last minute dann nach e Punkt aus dem Koalitiounsaccord vun 2018 ëmgesat ginn. Ech kann direkt virausschécken, dass mir Piraten vill Dispositiounen begrëissen, déi Deel vun dësem Gesetz sinn, dorënner fir d'alleréisch d'Recht op eng zweet Chance fir all déi, déi sech getraut hunn, sech selbstänneg ze maachen, a wou et awer wéinst allméigleche Grënn net geklappt huet: Et kënnst vir, dass ee Clienté verléiert, well e méi groussen Acteur op eemol Konkurrenz mécht, wéinst Präisdumping oder och, well ee politesch aktiv ginn ass, oder dass ee muss zoumaache wéinst Force majeure oder an engem Fall wéi der Covidkris.

Net alles ass beim éischten Ulaf perfekt, och net onbedéngt am zweeten. Mee dat ass alles mënschlech an dat bedeit net, dass dës Leit net kapabel wieren, eng Entreprise ze geréieren. Mir Piraten si frou, dass d'Recht op eng nei Chance elo endlech kënnst. Et bleift an deem Kontext nach ze soen, dass d'zweet Chance net automatesch kënnst, mee de Minister säin Accord oder Netaccord fir eng nei Autorisation

d'établissement jo vum Avis vun der Commission de la seconde chance ofhängeg mécht.

Mir Piraten si jo der Meenung, dass den Accès zur Autorisation d'établissement misst weiderhi vereinfacht ginn, dëst zum Beispill duerch e Guichet unique. Heira spillt jo de verstärkten Austausch tëscht den eenzelne Ministèren an de verschiddenen Administratiounen, déi mir och guttheeschen.

Här President, da begrëisse mir Piraten och, dass mat dësem Gesetz d'Mini-Entrepreneuren e kloer gesetzleche Kader kréien a mir elo kloer feststellen, dass ee fir d'Schafe vun enger Mini-Entreprise keng Autorisation brauch. Dat war jo an der Praxis schon esou, mee e kloer legale Kader ass ëmmer besser wéi eng Gewunnecht.

Da gëtt jo och nach eng Kéier kloer festgehalten, dass d'Verlounen duerch Plattformen wéi zum Beispill Airbnb – et gëtt och nach anerer – eng kommerziell Aktivitéit ass, dëst wann eng Wunneng oder en Haus méi wéi dräi Méint am Joer verlount gëtt. An anere Länner, déi e méi groussen Tourismussektor hunn, hu scho Logementsproblemer wéinst esou Plattformen stattfonnt. An och wann dat hei zu Lëtzebuerg nach keen esou e grouss Problem ass, dann ass awer kloer: No dräi Méint Verlounen ass et net méi eng Ausnam, mee mir schwätze vun enger kommerzieller Aktivitéit.

Här President, eis Piraten ass et wichteg, eis PME ze ënnerstëtzen, wou et geet. 70 % vun de Betriber zu Lëtzebuerg si Familljebetriber an déi gëllt et méiglechst ze erhalen, fir dass och weider Generatiounen kënnen zur Diversitéit vun eiser Wirtschaft an zum Schafe vun Aarbechtsplaze bäidroen. Dofir ass fir eis Piraten d'Erofsetze vun de Krittären, dass d'Aarbechter kënnen e Betrib iwwerhuelen, e gudd Schrëtt an déi richtig Richtung.

Leider kënnen d'Betriber net ëmmer vu Familljemembere weidergefouert ginn, dëst well d'Nofolger feelen oder well déi nächst Generatioun ganz einfach vun hirem Recht Gebrauch mécht, sech fir eng aner Zukunft ze entscheiden, wat och komplett legitim ass. Ma wien iwwerhëlt de Betrib, wa keen aus der Famill kann oder well weidermaachen? Dat muss net d'Enn vun der Firma bedeuten. Verschidde Mataarbechter droen nämlech fundamental zum Succès vun engem Betrib bäi. Si bauen op a si suergen derfir, dass alles leeft. Wann eeben dës Mataarbechter de Betrib wëllen iwwerhuelen, da si mir Piraten der Meenung, dass se dat musse kënnen. Dofir begrëisse mir, dass hinne sechs Méint Zäit gi gëtt, fir déi néideg Examen ze maachen, fir da selwer kënnen Patron ze ginn.

Mir Piraten si generell fir d'Abannung vun treie Mataarbechter, dëst zum Beispill duerch den Actionariat salarié, mat deem een als Mataarbechter ganz offiziell Deel vun der Entreprise gëtt a fir seng gutt Aarbecht belount gëtt. Dëst ass virun allem fir Start-uppen interessant, awer net nëmme. Mir Piraten wëllen esou Initiativen duerch steierlech Begënschtungen féerden.

Här President, da wëll ech hei och nach op en anere Punkt ze schwätze kommen, dass ass d'Méiglechkeet, sech iwwer QR-Coden iwwert d'Entrepreneuren ze informéieren. Mir Piraten begrëissen d'Iddi. Mir hunn an der Vergaangenheet scho parlamentaresch Froen gestallt, wéi een als Privatpersoun am beschte soll nokucken, ob déi Firma, där hire Flyer an der Boîte louch oder déi op Social Media ënnerwee ass, déi bei eng Persoun schelle kann ass, och wierklech legitim ass. Well net jiddere weess vum LBR oder vun de Méiglechkeeten, fir d'TVA-Nummeren iwwert de Site vun der EU-Kommissioun oder dem

Wirtschaftsministère ze iwwerpräiwen. De Problem vu Pratiques commerciales trompeuses kéint duerch den obligatoresche QR-Code op d'mannst zum Deel geléist ginn a mir Piraten sinn da gespaant, wéi dat an der Praxis wäert ausgesinn.

Zum Schluss, Här President, wëlle mir Piraten och soen, dass mir als wichtige Schrëtt hei an der Moderniséierung vum Handwerk gesinn, dass elo nieft de Lëschten A a B, wou een, fir eng Autorisatioun ze kréien, eng Meeschter- oder Geselleprüfung muss gemaach hunn, och eng nei Lëscht C opgeet. Et ass wichtig, dass Beruffer wéi dee vum Fotograf elo e gudd legale Kader kréien, deen der Realitéit um Terrain gerecht gëtt.

Verschidden Handwerksberuffer waren am Originaltext jo nach fir d'Lëscht C virgesinn. Si verbleiwen elo op der Lëscht B, wou se eiser Meenung no och higeheieren. Mir si frou, dass duerch d'Amendementer an der Kommissioun hei konnten Ännerunge kommen an d'Beruffer net devaloriséiert gi sinn. Dat wier nämlech genau de Géigendeel vum deem gewiescht, wat mir eis als Politick zum Zil gesat hunn.

D'Valorisation vum Handwerk ass och d'Valorisation vum der Ausbildung. D'Ausbildung dierf net gekierzt ginn, mee muss éischter weider ausgebaut ginn, fir der Digitalisatioun gerecht ze ginn. Dat ass eng Erausforderung, där sech déi nächst Regierung hoffentlech unhëlt, an den nächsten Educationsminister oder déi nächst Educationsministesch – do gëtt et an der Press jo ewell e puer Kandidaten, déi sech schonn ugekënnegt hunn – hält dann och hoffentlech op, d'Ufuerderunge fir d'Beruffer ëmmer nëmmen erfrozeschrauwen.

Merci dem Carole Hartmann fir dee gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir ginn den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Ech war nach net prett, Här President, entschëllegt mech. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken der Rapportrice Carole Hartmann e ganz grouse Merci soe fir dee ganz gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, et huet jiddwereen et gesot: Et ass e ganz wichteg Gesetz hei, well – an d'Madam Cecchetti hat en eng Kéier ernimmt – wa mer vun dem Droit d'établissement schwätzen, schwätze mer vu ronn 32.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg, schwätze mer vun 210.000 Salariéen, déi an esou Betriber beschäftegt sinn.

Ganz grouss Changementer, déi mer hei maachen, si schonn ënnerstrach ginn. Loosst mech just nach eng Kéier op zwee Stéck ganz kuerz agoen. An zwar éischters geet et ëm d'Simplification administrative. Et gëtt ëmmer erëm vun der Simplification administrative geschwat, ma hei am Text ass se reellement dran, déi mat sech bréngt, dass mer op där enger Säit digitaliséieren an op där anerer Säit awer och kucken, dass mer de Once-Only-System hei aféieren. Am Moment ass et esou: Wann een eng Modifikatioun mécht vun engem Gerant zum Beispill, muss een dat op zwou verschiddene Plazen ofginn an zwar um Register an dann och um Ministère Bescheid soen. An Zukunft geet et op enger Plaz duer an automatesch gëtt hannendrun d'Modifikatioun gemaach.

Dat bréngt och mat sech, dass mer en duebele QR-Code kënnen aféieren: op där enger Säit de QR-Code,

fir ze kucken, ob d'Autorisatioun wierklech valabel ass, an op där anerer Säit e QR-Code, fir dass och de Client ëmmer erëm ka kontrolléieren, ob – an hei schwätze mer vun der Protection des consommateurs – déi Autorisatioun nach ëmmer valabel ass.

Bis elo war et esou, dass een eng Autorisatioun eng Kéier krut. Dee Pabeier hat een ëmmer am Grapp. Op där anerer Säit ass et elo mam QR-Code esou, dass à tout moment, wa Modifikatioune kommen, déi automatesch digital ofgespillt ginn. Et scannt een en an et gesäit ee mat engem System vum GouvCheck rout oder gréng – ass d'Autorisatioun valabel oder ass se et net? –, soudass een do direkt, an ech mengen, et war och ugeschwat gi vum Här Goergen, hei als Client gesäit: Gëtt et déi Entreprise oder gëtt et se net? Huet se zougemaach? Krut se d'Autorisatioun ewechgeholl oder besteet se nach? Dat ass e ganz wichtige Volet, fir och do de Konsument kënnen ze protegieren.

Et geet also an deem ganzen Text hei drëm, den Entrepreneursgeesch nach weider ze stäerken. Mir hu vun der Transmission d'entreprise geschwat. En Drëtzel vun den Entreprisé wäert an Zukunft kënnen vum enger Transmissioun vun der Entreprise betraff sinn. Hei geet et och drëm, dass mer et dem Saliarié an der Entreprise nach méi vereinfachen, fir dass en och kann d'Entreprise net méi no zéng Joer, mee no dräi Joer iwwerhuelen. Natierlech muss en déi néideg Qualifikatioune maachen, huet och duerno nach Zäit fir weiderzefueren.

D'Dynamisierere vum Artisanat an et den neie Realitéiten unzepassen, well et mat der Introductioun vun der Lëscht C ... D'Beispill vum Fotograf ass dat flagrantsten. Et huet ee missen eng Formatioun maache bis elo, wou ee mat de Chemikalie geschaff huet, fir kënnen Fotograf ze ginn. Haut brauch een déi Chemikalien net méi, also ass d'Formatioun och eng aner. Si gëtt och net méi esou ugebueden, soudass de Fotograf elo e Metier C ass, fir do kënnen weiderzefueren.

Et ass déi éischte Kéier an engem Text, wou d'Sharing Economy och definéiert gëtt. Bei der Sharing Economy – an ech mengen, och am Koalitiounsaccord vun dieser Regierung steet ganz kloer dran, dass mer d'Sharing Economy wëlle stäerken – musse mer awer parallell dozou kucken, e Spagat ze maachen, dass op där enger Säit déi normal traditionell Activité commerciale, an diesem Fall d'Hotellerie, awer net eng Concurrence déloyale huet par rapport zu Sharing-Economy-Plattformen wéi zum Beispill d'Location à courte durée vu Wunnenge fir Touristen, déi op Lëtzebuerg kommen. Hei zéie mer e ganz kloer Stréch, wou mer soen: No 90 Deeg fäls de aus der normaler Sharing Economy eraus an du gees an eng Activité commerciale.

Et gëtt oder et kann ee sech virstellen, am Ausland huet ee schonn dovun héieren, dass eng ganz Residenz mat eenzelen Appartementer iwwer eng Sharing-Economy-Plattform verloung gëtt a mer dann am Fong an engem Stil Hotel sinn, dee fonctionéiert, awer ouni Qualifikatioune, ouni Kontroll, ouni Sécurité, ouni Hygiène, déi muss garantéiert ginn. Dat ass eng Concurrence déloyale an dofir soe mer hei ganz kloer: No 90 Deeg bass de an enger Activité commerciale, also brauchts de och dofir eng Autorisation d'établissement an déi néideg Qualifikatioune wéi och all aneren Hotelier, deen déi nammlecht Aktivitéit mécht wéi ee selwer.

Et ass awer nach een Detail, deen net ugeschwat ginn ass, deen awer ganz wichtig ass: Et sinn eng Rëtsch Metieren, déi bäikomm sinn, déi och reglementéiert sinn. Een dovunner ass den Apporteur d'affaires am Logement. Bis elo ass et esou, dass

den Immobilienagent definéiert ass. Dee muss eng Formatioun maachen, fir dass e kann duerno exercieren. Den Apporteur d'affaires war eng Grozon bis elo. Dat ass déi Persoun, déi am Fong tëschent engem Privaten an engem Agent immobilier ass. Déi ass och hei reglementéiert, muss also och déi Formatioun maachen, kloer definéiert, muss also do kënnen déi nammlecht Qualifikatioune hu wéi en Agent immobilier.

Loosst mech just nach op dräi Punkten agoen. Éischters war vum Här Eischen no der Taxe de séjour gefrot ginn. Déi hei Regierung huet sech ganz kloer, an ech hunn et och schonn op dieser Plaz gesot, géint eng national Taxe de séjour ausgeschwat. Dat wäert net kommen. Mir sinn och hei am Fall vun der Autonomie communale. Ech mengen, Mamer, d'Gemeng, déi Der vläicht och besser kennt, do kënn Der vläicht och eng Kéier mat deene schwätzen, déi hunn eng eege Gemengentax agefueert. Dat kann ee selwer maachen, wann een dat wëll maachen. Mee d'Regierung wäert keng national Taxe de séjour aféieren, a scho guer net iwwert den Droit d'établissement, well dat definitiv déi falsch Plaz ass, fir esou eppes ze maachen.

Zweetens d'Kritick iwwert déi auslännesch Qualifikatioune, fir zu Lëtzebuerg kënnen eng Entreprise ze geréieren. Et geet eis drëm, dass mer hei zu Lëtzebuerg Substanz hunn. Mir wëllen – an dat weise mer och ganz kloer mat deem Text hei – keng Brëifboitten oder aner Entreprises hei hunn. Mir mussen eng Substanz hei hunn. Mir wëlle keng Abusen hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mir wëllen och net méi, an et gesäit een och mat den Autorisatioune, déi ee muss hunn ... Wa mer vun engem Metier A schwätzen zum Beispill an et ass een an der Pensioun, konnt ee bis elo seng Autorisatioun verschiddene Betriber einfach zur Verfügung stellen, wou een da konnt eng Zort Loyer fir seng Autorisatioun kréien. Och dat hu mer hei ganz kloer limitéiert, andeem mer dat op zwee limitéiert hunn, ausser Exceptionen, dass een an engem Betrib ass, wou et méi Autorisatioune gëtt an esou weider an esou weider, mee och do ganz kloer e Kader gesat, dass mer wëllen d'Substanz hei zu Lëtzebuerg hunn an den Dirigeant vun der Entreprise, deen och weess, a wéi enger Entreprise en ass, an och an der Entreprise aktiv ass; dat, fir de Betrib an awer och d'Salariéen an d'Clienté kënnen ze protegieren.

De Volet vun der Faillite: E ganz wichtigen Deel ass hei d'deuxième Chance, also d'nouvelle Chance. Am Ufank huet se „deuxième chance“ geheescht. Duerno, nom Avis vum Staatsrot, ass jo gesot ginn: „Wat ass, wann eng drëtze Kéier kënn?“ Jo, et gëtt also eng nouvelle Chance, déi een hei ka kréien. Do hu mer extra am Commentaire och déi verschidde Cas-figuré beschriwwen, wou mer soen: Bei enger Pandemie, ma dat ass d'Regierung oder d'Chamber geet op de Wee, aus gesondheetleche Grënn e Betrib zouzemaachen. Ma da kann et jo net sinn, dass déi nammlecht Administratioun duerno seet: „A nee, stopp! Du hues zougemaach, du bass faillite gaangen, mee bon, dofir kriss de awer elo keng Autorisatioun méi!“

Dofir, och déi Fäll sinn hei ganz kloer definéiert, fir ze soen: „Majo, wann esou eppes kënn, da kriss de eng zweet Autorisatioun, fir kënnen weiderzefueren.“ An och mat de Scholden, mat där neier Kommissioun, déi do gegrennt ginn ass, gëtt da gekuckt. Well wéi ass et bis elo? Mir soen am Fong: „Trau Dech! Lancéier Dech! Mee wann s de faillite gees, da maache mer awer den Deckel drop!“ Dat ass net d'Volontéit vun der Regierung. Mir wëlle gäre soen: „Trau Dech!“ Mir kucken éischters mat där Saach, wou mer déi nei Aide primo-créateur en place gesat hunn, fir ze

soen: „Trau Dech! Du kriss während sechs Méint nach eng Aide vun 2.000 Euro fir unzekommen. A wann et schifgeet, kucke mer, eng Léisung ze fannen, well et ka sinn, dass deng Iddi ganz gutt war, mee et war vläicht de falsche Moment oder du kanns vläicht keng Gestuon vun der Entreprise maachen. Da kriss de eng Formation an da kanns de weiderfuere.“ Mir wëlle gären d'Entrepreneuriat stäerken, dat ass e ganz wichtige Volet.

Ech war gefrot ginn no Zuele vun Airbnb. Déi hu mer net, well et am Moment nach keng Base légale gëtt fir Zuelen. Et gi verschidden Zuelen, déi kurséieren. Mat deem heite Gesetz kréie mer déi Zuelen awer, well mer hei nämlech ganz genau gesinn: Ma dat do an dat do sinn déi verschidde Bienen, déi et gëtt hei zu Lëtzebuerg. Wéi een ass iwwer 90 Deeg erausgangen? An domat hu mer dann och de Contrôle hannendrun a kréien dann och Zuelen.

Et ass awer eng europäesch Direktiv ënnerwee, fir eeben eng Identifikationsnummer op all eenzelne Logement ze setzen. Mir wëllen hei awer déi Sharing Economy ganz kloer definéieren, bevir dat dote kënt, well et de Moment ass, fir heimat weiderzokommen, an net op d'Direktiv waarden, well hei an där Direktiv geet et am Moment just ëm déi Identifikationsnummer, wou een da kann de Contrôle maachen. Mat deem heiten Text kënnen mer mat de Plattformen och de Contrôle maachen a mir gesinn, wéi et virugeet.

Ech sinn awer ganz frou, dass iwwert d'Blanchisserie geschwat ginn ass, well de Metier vum Blanchisseur ass an Zukunft och nach e Metier B – an natierlech ass de Blanchiment och an deem Text e ganz wichtige Volet!

Ech soen Iech alleguerter villmools Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7989. Den Text steet am Document parlementaire 7989²³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7989 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Nee-Stëmm uegholl.

(Interruption)

Dat heescht, domadder ass elo awer de Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

(Interruptions diverses)

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8009 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

2° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° du Code de la sécurité sociale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8009 iwwert de Virage ambulatoire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. A bei deem Projet wannechgelift dee richtige Knäppchen drécken!

(Brouhaha)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 8009, besser ënnert dem Begrëff „Virage ambulatoire“ bekannt, ass e ganz wichtige Projet. Opgrond vun deene Poleemiken, déi en ausgeléist huet, sinn ech méi wéi eng Kéier gefrot ginn, ëm wat et eigentlech geet. Dofir eng Rei vu Virbemerkingen:

Den éischten Objektiv vun deem Gesetz ass et, d'Fundamenter vun eisem Gesondheetssystem ze confirméieren an ofzesécheren. Eise Gesondheetssystem zeechent sech jo aus duerch den universellen Zougang zu deene beschtméigleche Gesondheetleschtungen, egal wéi vill een a sengem Portmonni huet – a mir sinn amgang, drun ze schaffen, déi kleng Lächer, déi et nach am Netz gëtt, definitiv ze stoppen –, e baséiert op dem solidaresche Finanzement an e séchert duerch den obligatoresche Konventionnement vun de Prestatairé fest Tariffer.

Zweetens schafe mer déi gesetzlech Basis fir nei Strukturen, déi ausserhalb vun de Spideeler a méi no bei de Leit entstoe sollen, dëst zesumme mat den an net géint d'Spideeler. Et geet awer och ëm d'Autorisatioun bezéiungsweis d'Netautorisatioun vu schwéieren Ekipementer wéi IRMen – awer net nëmmen déi –, déi bis elo de Spideeler reservéiert waren, och ausserhalb vun de Spideeler. Dëst ass noutwendeg ginn no enger Rei vu Gerichtsurtel, déi zu engem gesetzleche respektiv reglementaresche Vide gefouert hunn.

De Virage ambulatoire bedeit also, datt de Patient fir eng Rei Behandlungen, déi keng Iwwernuechtunge verlaangen, net méi muss an d'Spidol goen.

Selbstverständlech behalen awer och d'Spideeler hir ambulante Traitement, déi an deene leschte Joren däitlech ausgebaut goufen.

Et muss ee wëssen, datt dat aktuell Spidolsgesetz fir eis véier Centres hospitaliers, de CHL, d'Hôpitaux Robert Schuman, de CHEM an d'Nordspidol, jeeveils bis zu dräi Standuerter erlaabt. De CHL, d'Hôpitaux ..., allen dräi, déi dräi ausser dem Nordspidol, bedriewen an der Zwëschenzäit déi dräi Sitten, an d'Nordspidol kritt deemnächst mat der Schlassekéier deen drëtte Site derbäi, mat engem IRM.

Zusätzlech Antenne vun eise Spideeler sinn deemno mam jëtzege Spidolsgesetz net méi méiglech. Well awer d'Populatioun weider wäiss an domadder och d'Besoien u medezinescher Fleeg, schaafft dëst Gesetz d'Méiglechkeet, datt Antenne vu Spidolsservicer op neie Sitte geschafe ginn. Dobäi gëtt d'Philosophie, déi seet, datt een net iwwerall alles ubidde soll. Betraff si folgend Servicer: d'Dialys, d'Dageschirurgie, d'Onkologie, d'Imagerie médicale, wouzou och ëmmer och déi schwéier Diagnosticekipementer IRM, Scanner, Mammograf an esou weider gehéieren.

D'Initiativ vun deenen neie Strukturen kann esouwuel vun engem Grupp vun Doktere wéi och vun de Spideeler ausgoen. D'Zesummenaarbecht vun den Dokteren – an dat ass an deem Text ganz wichteg – an de betraffene Spideeler gëtt iwwer Konventionne gereegelt a betrëfft déi Apparater an Ekipementer, déi an der Annex 3 vun deem Gesetz stinn. Fir de Rescht sinn d'Doktere fräi, déi Zenteren esou ze organiséieren, wéi se et fir richtig halen.

Wat déi Apparater betrëfft, déi an der Annex 3 stinn, do gëtt duerch Konventionne mat de Spideeler e Lien mam Spidol geschafen. Dëst ass wichteg, fir eng Continuité des soins ze erméiglechen. Et erméiglecht och, datt d'Dokteren un de Services de garde bedeelegt ginn an natierlech och, datt fir d'Personal déi selwecht Konditiounen gëlle wéi an engem Spidol, well duerch d'Penurie vum Personal si mer an esou enger Situatioun, datt mir eis keng Konkurrenzsituatiounen tësche Spideeler an neie Strukturen kënnen erluben.

Dës zousätzlech nei Sitte wäerten dann och mat effentleche Gelder kënnen finanziert ginn, esou wéi et haut scho fir déi besteend Spidolinfrastrukturen de Fall ass a wou de Fonds spécial des investissements hospitaliers seng Roll spillt an 80 % kofinanziert. Esou ka séchergestallt ginn, datt den Zougang fir jiddweree garantéiert ka ginn.

Well esou Projeten awer erfahrungsgeméis relativ laang kënnen daueren, bis datt se geplangt, gebaut an a Betrib geholl ginn, besteet hei och d'Méiglechkeet, op existent Sitten zrëckzegräifen. Dës kënnen dann als Sites ambulatoires fonctionéieren. Hei kann dann och eng Locatioun souwuel fir d'Gebaillecheete wéi fir d'Apparate bezuelt ginn. Fir dës Sitte gëtt dann och en neie Finanzierungsmodell duerch Forfaiten agefouert. Dës Forfaite gi vun der CNS iwwerholl.

Wat elo d'Apparater betrëfft, déi net an der Annex 3 stinn, déi därer selbsterständlech an d'Okteschpraxissen opgestallt a bedriewen ginn. Och fir dës Apparate gesäit dësse Projet méi Flexibilitéit vir. Dofir gëtt mat deem Gesetz och de Code vun der sozialer Sécherheet esou ëmgeännert, datt hei och e forfaitaire Finanzement pro Duerchgang méiglech ass.

Duerch dës Virgeewis wäerten nei Zenteren do entsto, wou se Sënn erginn, an net nëmmen do, wou se am meeschten erbréngen. Et geet deemno drëms, e Wildwuchs ze verhënneren, e Wildwuchs, deen et zum Beispill an engem vun eisen Nopeschlänner gëtt a wou se am Moment amgang sinn, ganz zolidd zrëckzerudder.

Wat déi schwéier Geräter ugeet, huet dëse Projet eng laang Virgeschicht. Si huet 2017 mam Refus vun der Santé ugefaangen, en IRM-Gerät an e Scanner an enger Privatpraxis ze erlaben. D'Santésministesch hat d'Gefor vun enger Zwouklassesmedezinn identifizéiert a sech deemools ënnert anerem op d'Gesetz vun 1983 beruff, dat d'Ausübung vum Dokteschberuff reegelt.

Op dësem Gesetz huet e groussherzoglecht Reglement baséiert, dat eng Lëscht vun Apparater festgehale huet, déi net hunn dierfe vun Dokteren an Zännndokteren an hire Privatpraxissen installéiert ginn. Dës Dispositioun ass vun den Initiatore vum Projet viru Geriicht ugefecht ginn, wourobber schliisslech 2019 d'Verfassungsgeriicht en Urteel geholl huet. A sengem Arrêt mat der Nummer 148/19 huet d'Verfassungsgeriicht d'Basis vum Refus vun der Santé net akzeptéiert. D'Resultat war dee Vide juridique, vun deem ech virdu geschwat hunn. Dëse Vide juridique gëtt elo vun dësem Gesetzesprojet, deen eis haut virläit, erëm gefëllt.

Konkreet ass eng nei Lëscht vu schwéieren Apparater an Ekipementer erstallt ginn, déi engem vun de follgende Krittäre mussen entsprechen: éischters mussen se enger nationaler Planifikatioun ënnerleien, zweetens brauche se héich qualifizéiert Personal, fir kënnen gebraucht ze ginn, oder drëttens, si kënnen nëmmen ënnert spezifeschen Uwendungsgebieder (veuillez lire: Uwendungsbedingungen) benotzt ginn. Dës Lëscht vun Apparater an Ekipementer gëtt an d'Spidolsgesetz vun 2018 integréiert, méi genau an d'Annex 3 vum Gesetz. Do féinnt een zum Beispill Apparater erëm wéi den IRM, awer och d'Mammografiegeräter oder nach Ekipement, dat noutwendeg ass, fir eng Anesthésie générale duerchzuführen. Betreff sinn dann och d'Geräter, déi méi wéi 250.000 Euro kaschten. Mir schwätzen hei deemno net vu liichte Geräter, mee vu gréisseren Investitiounen, déi net einfach esou an enger Privatpraxis oder vun enger Privatpersoun ze stemme sinn. Esou Apparater dierfen net a private Praxissen installéiert ginn a si fir de Spidolssektor reservéiert.

Wéi bei de Spidolsantennen erlaabt dës Virgeewensweis eng Planifikatioun a gëtt de Grondprinzipie vun eise Gesondheetssystem gerecht. Déi nei Spidolsantennen an eng zolidd Reglementéierung vun den Autorisatiounen vun deene schwéieren Apparater sollen eng Kommerzialiséierung vun der Medezinn verhënneren, déi, wéi gesot, an eenzelne Länner zu enger Zwouklassesmedezinn gefouert huet an net méi den universellen Accès garantéiert.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dann zu den Aarbechten an der Santéskommissioun: Dëse Gesetzesprojet ass den 23. Mee 2022 vun der Madamm Santésministesch deposéiert ginn. Den éischten Avis vun Staatsrot ass de 25. Abrëll komm. Niewent enger Rei vu méi techneschen Oppositionsformelles huet de Staatsrot virun allem eng méi fundamental Fro gestallt. Et war déi, ob d'Restriktiounen vun der Ausübung vum liberalen Dokteschberuff justificéiert wieren. Hien huet virun allem de Fall vun enger Persoun oder Personne morale thematiséiert, déi selwer wéilt en Apparat vun iwwer 250.000 Euro finanzéieren a bedreiwen an huet weider Explikatiounen gefrot. Ouni dës Explikatiounen hätt hien d'Dispens vum zweete Vott net ginn. D'Regierung huet dës Explikatiounen nogeliwwert. De Staatsrot huet a sengem zweeten Avis vum 13. Juli d'Oppositionsformelles opginn, dat awer net, ouni nach gewësse Bedenken ze äusseren, wat d'Ufegbarkeit vun eenzelnen Dispositiounen am Gesetz ugeet.

Niewent dem Avis vum Staatsrot hu mer nach eng Rei vun aneren Avise kritt, déi zum Deel ganz wäit auserneeelen. Op där enger Säit hu mer d'Chambre des Salariés an d'Spidolsfederatioun oder de Conseil supérieur de certaines professions de santé, déi dem Projet positiv géintiwwerstinn an e begrëssen, wat natierlech net verhënnert, dat se eenzel Kriticken ausüben a weider Suggestiounen maachen. Op där anerer Säit hu mer de Collège médical an d'AMMD souwéi d'Autorité de la concurrence, déi dëse Projet méi kritesch gesinn an zum Deel carrement ofleenen.

Ech wëll hei awer och ganz kloer soen, dass déi Behaaptung, dass ee vun deenen Avisen hätt sollen ënnerschloe ginn, absolute Quatsch ass! Ech wëll dat elo mol esou soen: Et war ni d'Intentioun vun der Santéskommissioun an och net vun der Regierung, en Avis vun der AMMD ze ënnerschloen! Deen Avis ass just iwwert e falsche Wee erakomm a soubal mir e kruten, ass en iwwer Courrier électronique zougestallt ginn, och schonn, ier de Protest erakomm ass. Ech wëll also net alles am Raum stoelossen, wat an der Lescht behaupt ginn ass – an hei schwätzen ech als Rapporteur vun der Commissioun, wou ech dee Reproche un d'Commissioun net gëlle loosse!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Fir de Rescht bleiwen ech zen, ...

(Hilarité et brouhaha)

... op jidde Fall esou laang, wéi ech Rapporteur sinn.

Woubäi – wat ech awer wëll soen – de Collège médical a sengem zweeten Avis méi nuancéiert ass. E weideren Avis ass dee vun der Handelskummer a vun der Chambre des Métiers, dee sech méi mat der finanzieller Situatioun vun der Gesondheitskeess auserneeetzt.

Dir fannt de Resümee vun deene verschiddenen Avisen an eise schrëftleche Rapport a selbsterständlech déi ganz Avisen um Site vun der Chamber.

Dëst gemescht Bild aus den Avisen huet een och an der Santéskommissioun erëmfonnt, wou de Rapport de 17. Juli 2023 mat de Stëmme vun der Majoritéit ugehall ginn ass.

Ier ech zum Schluss kommen, erlaabt mir nach eng kleng méi perséinlech Reflexioun: Dëst Gesetz festegt eise Gesondheetssystem a setzt de Patient an de Mëttelpunkt an net eventuell kommerziell Interëten; e Gesondheetssystem, em dee mir am Ausland oft beneit ginn an dee sech an der Pandemie bewäert huet. An och hei am Land ass d'Satisfaktioun grouss, wann een déi rezent Sondagë kuckt.

(Interruption)

Dat wëllt net heeschen, dat wëllt net heeschen – an ech ënnersträichen dat! –, dat et keen Handlungsbedarf méi gëtt, well mer a verschiddene Beräicher, zum Beispill bei de Waardezäiten, en Handlungsbedarf hunn, awer och bei dem Gesondheetssystem insgesamt, inklusiv de Medezinner. Dorop muss reagéiert ginn an et gëtt och reagiert. Esou ass d'Zuel vun den IRMen – well do ass et jo am Ramen ..., ronderëm dat Gesetz zu deene meeschten Diskussiounen komm – an deene leschten zwee Joer bal verduebelt ginn an de Fonctionnement op Weekender ausgedeent ginn. Aacht nei Mammografe ginn installéiert an och hei sollen d'Lafzäite verlängert ginn.

Well d'Medezinn keng Wuer wéi eng aner ass an net zum Spekulationsobjekt därff ginn, ass et immens wichteg, dat mir de Vide juridique, dee säit dem Urteel vum Verfassungsgeriicht bestanen huet, mat dësem Gesetz fëllen. A gläichzäiteg reagéiere mer a

besseren do no, wou et noutwendeg ass, andeem nei Strukturen, nei Antenne geschafe ginn, awer eeben am Zesummespill zwëschen den Acteuren an net géinteneen. A wann d'Pandemie eis eppes gewisen huet, da wéi wichteg d'Gesondheet – an domat och de Gesondheetssystem – ass. An eise System hei zu Lëtzebuerg huet standgehalen, dëst dank dem groussen Asaz vun de Leit, déi am Secteur schaffen, mee och well mer e robuste System hunn, deen eeben net just op Profit ausgeriicht ass. An dëst Gesetz wäert sécherstellen, dass dat och esou bleift.

Eng lescht Remark: Ech hoffen, dass d'Diskussioun vun haut kloer mécht, dass de sougenannte Virage ambulatoire méi ass wéi e Sträit iwwer IRMen. Den Ambulatoire begräift och – a wäitgeeënd – eis Basismedezinn, eis Hausdokteren, Kannerdokteren an anerer an, déi eng formidabel Aarbecht leeschten. An dëse Projet ass eng echt Plus-value, well en en Zesummen, e bessere Service fir de Patient, wäert bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Versteesdemech, dass ech dat mat grousssem Engagement hei maachen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo villmools Merci soe fir säi Rapport a fir seng Stellungnam, déi en elo ofginn huet, well ech denken, dass dat jo elo béides war, zumindest zum Schluss, esou wéi mer e kennen.

Ech fänken un, andeem ech soen: Mir sinn elo dräi Méint virun de Wale, mir sinn déi lescht Woch hei an der Chamber, zweetleschten Dag. Laang Zäit ass an der Gesondheitspolitik villes vum Covid verdeckt ginn. A wann een haut de Bilan vun der Gesondheitspolitik mécht, da gesäit een awer, dass villes net fonctionéiert, wat elo zum Virschäi kënn.

Ech wëll awer soen: Déi meeschte Probleemer, déi mer elo gesinn, sinn net Probleemer, déi elo urgent opgedaucht sinn oder déi a sech immediat elo einfach do sinn, mee et si Probleemer, déi mer schonn eng ganz Rei Jore kann hunn, méi wéi zéng Joer. Ech ka mech erënneren, dass mer scho virun zwou Walcampagnen iwwert déi selwecht Probleemer geschwat hunn, déi nach ëmmer no zéng Joer net geléist sinn. Ech stelle fest, dass mer no zéng Joer Gesondheitspolitik vun dëser Regierung an zentrale Probleemer vun der Gesondheitspolitik net weiderkomm sinn.

An elo kënn an deem leschte Moment ..., an deene leschte puer Woche kommen hei op d'Chamber eng Rei Texter zou, déi eragereecht an deelweis probéiert ginn, duergedréckt ze ginn.

Ech ginn e puer Beispiller.

Dat Éischt, dass ass d'Gesetz iwwert d'Gesondheitsberuffer, wou mer de leschten Dag vum Juni – just virum 1. Juli – am Fong obligéiert waren, e Gesetz, dat emgekippit gi war vun de Gerichter, ze ersetzen. Do ass dee leschten Dag dann en Text komm, dee mer just a sech ageschriwwen hunn an d'Gesetz, wat sengerzäit am Règlement grand-ducal war, ouni am Fong déi wichteg Diskussioun iwwert d'Gesondheitsberuffer, iwwer hir Attributiounen, ze féieren. Dat huet misse gedréckt ginn, duergedréckt ginn, soss wäere mer och do ze spéit gewiescht.

Zweetens, dee virun e puer Wochen ugekënnegte groussen neie Projet zu der Informatik. Do schwätze mer och scho säit méi wéi zéng Joer am Fong driw- wer! Dat huet – wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass – Milliounen kascht. Milliounen kascht! An elo kréie mer gesot: „Et muss alles frëschgemaach ginn“, wou mer och d'accord sinn, dass et muss frëschgemaach ginn, mee dat hätt scho längstens – längstens! – missen an Optrag gaange sinn – ob dat den DSP, d'Informatik an de Spideeler, ass, oder dat, wat mat Applikatiounen bei Doktere fir de sougenannte „payement immédiat“ gemaach ginn ass. Alles dat ass längstens a Verspéidung. Do gesi mir och en totalen Echech dran.

Drëttens gëtt elo déi Centrale nationale d'achat ugekënnegt. Ech sinn och d'accord, dass dat muss gemaach ginn. Mee och dat hätt scho längstens kënnen op de Wee bruecht ginn.

Véiertens kréie mer elo virun e puer Deeg e Plan national santé, de Plan national santé, deen am Fong am Regierungsprogramm ugekënnegt war, fir a sech déi grondsätzlech Schrëtt vun enger neier Gesondheetspolitik unzekënnegen. Dee gëtt dann elo zum Schluss vun der Legislaturperiode, e puer Deeg éier d'Chamber zoumécht, hei virgeluecht, ouni dass awer déi eenzel Auteurs, déi do matgeschafft hunn, sech dran erëmfannen! Well wann ee mat deenen Einzelne schwätzt, da soe se: „Mir haten zwar e Gesondheetsdësch, mee de Plan national santé bréngt awer net dat erëm, wat um Gesondheetsdësch an eisen Diskussiounen gefouert ginn ass.“

Fënneftens, de Projet pilote iwwer Cannabis kréie mer hei an enger Pressekonferenz ... An enger Santéskommissioun kréie mer dann e Projet pilote virgestallt, deen awer net an dëser Legislaturperiode soll kommen, mee dann elo emol a Grundprinzipie virgestallt gëtt, a wou déi nächst Regierung da gebiede gëtt, wannechgelift, dee Projet pilote ëmzesetzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Alles iwwert de Knëi gebrach! Wichtig Texter wéi Dokteschpraxissen – déi mer elo net kréien!, wou ech awer gemengt hätt, déi wäere mindestens gradesou wichtig, wéi deen Text, iwwert dee mer haut schwätzen –, déi sinn net gepusht ginn. Déi si liebliwwen. An da komme mer hei op en Text vum Ambulatoire, deen an eisen Aen och esou schnell an deene leschten Deeg gaangen ass, dass et relativ schwierig ass, fir d'Iwwersiicht doranner ze behalen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

An dee leschten Text, deen net komm ass, soen ech, dass sinn déi Pandemiesgesetzter, déi mer onbedéngt gär gehat hätten, an d'Evaluation vun der Covidpandemie, wou et awer weesentlech gewiescht wär, déi richtig Konklusiounen draus ze zéien a sech virzebereeden, op dat, wat hoffentlech net – mee eventuell – kann nach eng Kéier op eis zoukommen.

Am Fong beweist dës Situatioun just en Echech vun der Gesondheetspolitik vun dëser Regierung: nach eng Kéier fënnef Joer Stillstand, an elo an deene leschte Wochen en oniwierluechten Aktionismus virun Torchlusspanik.

Mee ech kommen awer zum Dossier, deen haut um Ordre du jour steet. E steet am Regierungsprogramm: den Ambulatoire an d'Hospitalisation à domicile, an deem selwechte Saz. Hospitalisation à domicile hunn ech nach net vill gesinn. An elo hu mer hei en Text vum Ambulatoire virleien, nodeem dass am Fong jorelaang och do näischt geschitt ass.

Dir wësst, déi éischt Demande, fir den IRM opstellen, hate mer 2017, ënnert der leschter Regierung

nach. Duerno ass 2019 eng Question préjudicielle komm an en Urteel vun der Cour constitutionnelle, wou am Fong d'Reglement, wou eng Interdictioun vun deenen Apparaten drasteet, dass se net a Privatpraxisse kommen, als anticonstitutionell erkläert ginn ass.

Duerno ass véier Joer – véier Joer! – näischt geschitt! Dräi Gesondheetsministeren, déi näischt gemaach hunn an déi den Dossier am Fong eng ganz Zäit, an eisen Aen, einfach verfaule gelooss hunn.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et ass eréischt, wéi um Terrain reagiert ginn ass, et ass eréischt, wéi um Terrain Saachen en place gesat gi sinn – ënnert dem Drock vum Terrain, well déi net stallgehalen hu mat enger Regierung, déi am Fong näischt gemaach huet –, wou dann d'Regierung reagiert huet a wou d'Regierung alles gemaach huet, fir Initiative vun Dokteren ze ënnerdrécken. A wann ee se net ënnerdréckt krut, da se, wa méiglech, ënner Tutelle ze setzen. An dat ass dat, wat an eisen Ae mat dësem Text geschitt.

An eisen Aen ass et ganz kloer, dass een och hätt juristesche kënnen ënnert deem aktuellen Text eng Rei Saachen autoriséieren, well d'Gesetz vun 2018 iwwert den Hospitalier sech, an eisen Aen, haaptsächlech op den Hospitalier an net op d'Privatpraxisse bezitt.

En Text, deen an eisen Aen an der Panik entstanen ass, dee schnell fabrizéiert ginn ass, dee kenger rationeller Logik entsprécht an deen elo Norm zu Lëtzebuerg soll ginn, deen eng Mauer ronderëm d'Spidol baut, dee keng Entlaaschtung fir d'Spidol bedeit an haaptsächlech och keng Entlaaschtung fir de Patient bedeit.

A wann ech dann déi eenzel Avisse liese vun deene Leit, déi sech awer dran auskennen, wéi zum Beispill dem Collège médical, deen a sengem éischten Avis seet, dass dat hei op kengem Fall deem entsprécht, wat am Gesondheetsdësch gesot ginn ass, dass et ouni Consultatiounen gemaach ginn ass, dass et och, an de Collège médical gebraucht den Term, e „bâcléierten“ Text ass, deen absolut hospitalozentriert ass, dee keng Chance fir Privatmedezinn gëtt, dann ass den Avis zumindest kloer an däitlech. A mir sinn net déi Eenzeg, déi dat hei soen.

Wann ech den zweeten Avis liesen ... An de Rapportier huet gesot, dee wär méi gedam. En ass vläicht am Toun méi gedam, mee wann ech Iech awer virlesen, wat en inhaltlech seet, dann ass d'Saach ganz kloer: „Il est ainsi coupé court à toute initiative ‚privée‘ d'élargissement de l'offre de soins dans le secteur extrahospitalier. Or comme déjà signalé dans l'avis du Collège médical, l'initiative privée est souvent plus dynamique et efficace et plus proche de l'environnement socio-culturel du patient que la lourdeur administrative des institutions hospitalières.“ Dann ass kloer an däitlech, wat d'Meenung vum Collège médical ass.

Wann ech den Text vun der Autorité de la concurrence kucken, déi sech autosaiséiert huet mat deem Text, dann ass et och kloer. D'Autorité de la concurrence seet, dass mer et hei kloer mat enger Mise sous tutelle ze dinn hunn. „Cette tutelle des centres hospitaliers constituerait une entrave injustifiée à la liberté du commerce et de l'industrie.“ A se erkläert da kloer an däitlech, wisou an a wat fir engen Texter dat juristesche festgeluecht ginn ass. Jo, et muss ee sech och un déi europäesch Legislatiounen halen, ansonste leeft ee juristesche an eng Mauer.

Den Avis vum Conseil d'État seet a sech genau dat selwecht. Den Avis vum Conseil d'État stellt

fest, deen éischten, dass d'Ministesch un hirem Verbuetsprinzip festhält an dass esou e Verbuet net justifiéiert ass, ausser mat der Ausso vun der Regierung, dass se en Outil de planification brauch, fir d'Protection de la santé ze garantéieren an den Accès égalitaire ze garantéieren.

De Conseil d'État huet a sengem éischtem Avis gesot, dass et aner Moyene géif ginn, fir déi Ziler ze erreechen, an huet dofir eng Rei zousätzlech Explikatiounen gefrot.

Ech hunn och déi Justifikatiounen gelies, déi de Ministère duerno an de Conseil d'État erabruecht huet. Et sinn am Fong zwou grouss Justifikatiounen: Déi éischt ass d'Urgence vun der Situatioun – do muss ech Iech awer soen, dass d'Regierung selwer responsabel ass fir eng Urgence, déi se geschaaft huet, nodeem se eng Rei Joren net reagiert huet drop –; an d'Craines et dangers vun dem Système de santé, dee „mis en péril“ wär, wann deen Text hei net géif kommen, wéinst dem Personnel qualifié manquant respectivement dem Coût trop élevé an dem Gaspillage des finances.

Ech soen: All déi Argumenter sinn an deenen Texter, an deene Justifikatiounen, a mengen Aen net bewisen. Et sinn emol einfach Behauptungen, dass dann alles a Gefor gesat wier. A wann et wouer wär, géif et just d'Fragilitéit vun eiselem Gesondheetssystem bewisen, wat och dann eng politesch Responsabilitéit wär. A mir sinn der Meenung: Wann een dat uerdentlech en place géif setzen, géif een haaptsächlech eng besser Accessibilitéit fir de Patient domadder erreechen an en Degorgement oder e manner groussen Engorgement vun de Spideeler, wat absolutt sënnavoll gewiescht wier.

Den zweeten Avis vum Conseil d'État ass – an ech drécken et elo emol esou aus –, a mengen Aen, an eisen Aen, erstaunlech, well op dräi Säite mécht de Conseil d'État e Plädoyer géint dësen Text – ech kommen nach drop zréck –, fir dann awer net ganz kohärent mat sengem Plädoyer feststellen, dass en awer elo seng Reserven ophieft.

Ech wëll awer dee Plädoyer, dee fir mech interessant ass, nach eng Kéier am Detail duerchhuelen.

D'Regierung seet ... De Conseil d'État, dee plädéiert emol fir d'éischt a senger Justifikatiounen, dass d'Regierung eng Marge d'appréciation hätt, wéi se nom Arrêt vun der Cour de justice européenne eng Santépolitik géif kënnen en place setzen. Just do seet de Conseil d'État ganz kloer: „Dat ass zwar richtig, mee déi Marge d'appréciation, déi muss awer uerdentlech justifiéiert sinn an et muss haaptsächlech kloer an däitlech bewise ginn, dass déi Decisiounen vun enger Regierung ‚les moins incisives possibles‘ sinn.“ An dat ass awer hei an eisen Ae manifestement net de Fall.

An da fiert de Conseil d'État weider mat senger Analyse, wou e sech op d'Constitutioun beriff, iwwert d'„restriction d'exercer une profession libérale“, wou e sech op d'Charte des droits fondamentaux beriff, wou e sech op d'Jurisprudence vun der Cour de justice de l'Union européenne beriff. An ech liesen Iech einfach déi Texter gär vir, well et muss kloer sinn, dass dat net eleng vun eis kënn, mee dass och de Conseil d'État, och wann e seng Reserven ophieft, awer ganz staark Bedenken huet a kloer an däitlech seet: „Lorsqu'un choix s'offre entre plusieurs mesures appropriées, il convient de recourir à la moins contraignante et les inconvénients causés ne doivent pas être démesurés par rapport aux objectifs visés“, wat an eisen Aen hei kloer de Fall ass.

An de Conseil d'État fiert selwer weider: „Or, en continuant à réserver l'utilisation des appareils et équipements visés à l'annexe 3 au seul secteur

hospitalier, les auteurs optent certes pour une solution non incisive par rapport au système existant“, dat ass jo evident, well et genau déi selwecht ass, déi am System existéiert, „mais“, fiert e weider, „continuent à restreindre et contrôler l'accès à l'acquisition et à l'utilisation de ces appareils et équipements dans un souci de planification“. Och dat ass an eisen Ae kloer an daitlech, wat d'Intentioun hei vum Conseil d'État ass a wat e juristesch domadder ausdréckt.

An da seet en nach hannendrun, dat d'Regierung och ni faktuell bewisen huet, firwat déi eenzel verbueden Apparater eng national Planifikatioun géife brauchen oder „personnel hautement qualifié“ oder eng Planifikatioun wéinst dem Coût, a reprochéiert am Fong implizit do der Regierung, dat déi Justifikatiounen zumindest an deem Detail net wäit genuch ginn.

De Conseil d'État seet dann, e géif seng Reserven ophiewe wéinst der „urgence“ an de „craintes et dangers exprimés“. Dat ass fir eis onverständlech. Mee wat de Conseil d'État gradesou verständlech hannendru seet, dat ass, dat, wann dësen Text haut gestëmmt gétt, dann huet dat, da kann dat a wäert dat warscheinlech als Konsequenz hunn, dat dëst Gesetz sécherlech juristesch ufechtbar wär. A wann de Conseil d'État dat schonn an aller Daitlechkeet seet, dann heescht dat eppes. An eisen Aen hält dësen Text juristesch d'Strooss net. A wann en ugesicht gétt, si mir der absolutter Iwwerzeegung, dat den Text wäert gekippt ginn.

An eisen Aen huet nämlech de Conseil d'État an deenen zwee Avisen – an dat ass dat, wat jo wichteg ass – eng perfekt Argumentatioun ginn, déi all Affekot ka gebrauchen, wann e virun en Tribunal oder eng Cour geet, fir a sech seng Plaidoirie ze maachen. Déi huet e scho fäerdeg geschriwwen, virbereet vum Conseil d'État do a brauch sech am Fong nëmmen drop ze beruffen. Dat ass fir all Affekot nu wierklech en einfacht Spill an dësem Fall.

An da seet d'Madamm Ministesch ... Dorobber ugeschwat an enger Kommissioun äntwert se eis ganz cool, seet se: „Jo, jiddwer Text ka gechallengegt ginn.“ Wat en Ausdrück! Jiddwer Text. Dat ass jo och richtig! Jiddwer Text ka gechallengegt ginn, mee et ass awer kaum en Text, wou d'Argumentatioun vun deem Challenge, deen da kënnt respektiv deen usicht, wat da kënnt, deen esou kloer a plädoiersräif vum Conseil d'État scho geliwwert gétt, mat der klorer an daitlecher Umierkung vum Conseil d'État, dat déi do Gefor besteet – mat alle Konsequenzen, déi dat huet. A wann et da just e Kippe vum Gesetz wär, wär dat jo nach net esou dramatesch. Mee dat, wat hannendrun ass, dat huet jo Konsequenzen. Wann elo Kontrakten ënnerschriwwen ginn, wa Saachen en place gesat ginn an d'Gesetz huet do keng Valeur juridique, jo mee da sinn evidenterweis Konsequenzen fir de Gesondheetssystem do an dann hu mer e richtege Problem duerno! An dee wëlle mer evitéieren. An dee soe mer haut ganz kloer. Wa mer an zwee Joer nach eng Kéier doriwier schwätzen, rappeliere mer nach déi Ried, déi mer haut gemaach hunn.

Wat hätte mir gemaach? Well duerno gétt jo gesot: „Mee Dir hutt keng Propositioun, Dir sidd jutt dergéint!“ Wat hätte mir gemaach? Ma éischtens: dësen Text net! Zweetens, d'Privatinitiativ autoriséiert an ënnerstëtzt an enger ganz anerer Philosophie mat verschiddene Prinzippien, déi och musse kloer sinn: éischtens mam Prinzip, fir d'Zwouklassemdezinn ze evitéieren – mir sinn der Meenung, dat de System haut, wéi en ass, schonn eng Zwouklassemdezinn ass, well vill Leit an d'Ausland ginn, mussen an d'Ausland goen, déi sech et kënne leeschten, fir Accès zu medezinnesche Soinen ze hunn –, fir d'Qualitéit

ofzesécheren, e Prinzip, dee mer festgehalten haten, fir de Käschtepunkt am Grëff ze behalen, fir a sech och dee selwechte Präis vun de Leit ze froen, ob se an d'Spidol ginn oder an eng Privatpraxis, a selbsterständlech dat Ganz am Kader vum Conventionnement obligatoire, dee mat eis net wäert ugepaakt ginn. Och dat wëll ech eng Kéier kloer an daitlech soe fir all déi Leit, déi aner Saachen, eppes aneres behaupten.

Mir hätten d'Nomenklatur vun der CNS dohinner gedréckt, dat e Remboursement iwwert den Akt komm wär an iwwert d'Location du matériel, fir a sech kënne der Risque financier, deen déi Privat droen, dann iwwert d'Zäit ze iwwerhuelen, wann et da fonctionéiert.

Mir hätten och eng Konventioun mam Spidol gemaach, mee dat wär awer keng Konventioun de mise sous tutelle, wéi se a sech hei an dësem Gesetz festgehalten ass, mee haaptsächlech eng Konventioun, fir d'Continuité des soins ze garantéieren.

Mir hätten e kloer legale Kader geschaaft, fir a sech dat ze evitéieren, wat effektiv eng Gefor ass, dat heescht, dat do privat Minikliniken opgebaut gi respektiv dat Financierien oder aner finanziell Gruppen an esou Projete mat eraklammen. Dat soll, dat muss reservéiert bleiwe fir Dokterinnen a fir Medezinn domat ze maachen, net fir finanziell Gainen domadder ze maachen. Dat ass kloer, dat kann een och an engem Text, wann een e kloer legale Kader schaaft, festhalen, an och fir d'Qualifikatioun vum Personal ofzesécheren, dat an esou Zentere schafft.

Mir hätten och e kloer Kontrollsystem agefouert, well natierlech – an dat ass eng Remark, déi ee ka maachen –, wann een an de Privatsystem mat erageet, da muss e Kontrollsystem kommen, fir selbsterständlech all Abusen ze ënnerbannen. Och dat ass méiglech.

A mir hätten de Gesetzesprojet iwwert d'Dokteschpraxissen zumindest gläichzäiteg zu dësem Text gemaach. Dat heescht, och do vun eiser Säit kloer Propositionen an Alternativen.

D'CSV freet haut, dat dësen Text net soll gestëmmt ginn, net nëmmen, well mer der Meenung sinn, dat en inhaltlech falsch ass – där Meenung si mer och –, mee haaptsächlech, well mer der Meenung sinn, dat e juristesch absolutt problematesch ass an dat, wann e gekippt gétt vun de Geriichter, dat da Konsequenzen op eise Gesondheetssystem huet a problematesch Konsequenzen op eise Gesondheetssystem huet. Well da sti mer virum Näischt a virun der onreglementéierter Situatioun, déi ech als extrem geféierlech empfangen.

Dofir hat ech och en Appell un aner Parteie gericht, notamment un déi liberal Partei, fir am Fong dat, wat se säit Méint als Iddien ausdrécken, haut ënner Beweis ze stellen, fir haut och géint dësen Text ze stëmmen. Ech krut d'ailleurs schonn eng Äntwert, mengen ech, vum President vun der Fraktioun, dee mer gesot huet, dat hei géif hien als éischte Schrëtt an déi richtig Richtung consideréieren. Ma ech soen Iech: Ech consideréieren dat hei als zéngte Schrëtt an déi falsch Richtung ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... an ech froen Iech dann, wat deen zweete Schrëtt an Är richtig Richtung soll hannendru sinn! Elo sinn ech awer ganz gespaant, Är Explikatiounen ze héieren.

Ech mengen, dat dësen Text muss schnellstens ëmgeännert ginn, soubal wéi méiglech, well en eis a Riseproblemer wäert eraféieren, a risege juristesche Problemer an a risege Problemer an der Realitéit um Terrain!

An der Konklusioun soen ech: Mir stelle fest, dat de Ministère de la Santé, d'Ministesch, hei de Kurs vun der zentral gesteierter Gesondheetspolitik steuer weiderféiert, géint all juristesche Argumenter, géint d'Partner am Gesondheetsberäich a mat engem schlechten, bâcléierten an net diskutéierten Text!

Mir stelle fest, dat kee vun de Problemer an der Gesondheetspolitik, déi an deene leschte Joren ëmmer an ëmmer erëm diskutéiert gi sinn, geléist sinn, weeder den Accès zur Medezinn, nach d'Digitalisatioun, nach de Mangel un Dokterinnen an u Personal!

Mir stelle fest, dat mer amgang sinn, an der Medezinn Entwécklungen ze verpassen, wéi de richtegen Ambulatoire, wéi d'Telemedezinn, wéi d'Hospitalisation à domicile, dat mer duerch Netdecisiounen, deelweis duerch Blocagen, de System an Enkpass an eisen Ae gedriwwen hunn.

Mir stelle fest, dat den Dialog mat de Partner net richtig fonctionéiert, ob dat elo d'Dokterinnen oder d'Gewerkschafte sinn. Dës Gesondheetspolitik an dësen Text ginn an eisen Ae laanscht déi Leit am Beruff, laanscht d'medezinnesch Fräiheet, laanscht de Patient, deen hei net am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz steet, laanscht eng uerdentlech medezinnesch Versuergung zu Lëtzebuerg, an dofir wäerte mer mat Neen zu dësem Text stëmmen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz gutt! Alles op de Punkt bruecht!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Wiseler. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Lëtzebuergesche Gesondheetssystem huet den Usproch, all Bierger en egalitären Zougang zu medezinnesche Soinen an héijer Qualitéit ze garantéieren. Leider gétt et ëmmer méi schwierig, dësem Usproch och gerecht ze ginn. Laang Waardezäiten a wäit Deplacementer gehéieren zum Alldag vu ville Patienten, déi op medezinnesch Hëllef ugewise sinn.

Dat läit engersäits um demografesche Wandel. Eis Gesellschaft wiisst net nëmmen, nee, se gétt och ëmmer méi al. An domadder klëmmt och d'Zuel vun de gesondheetleche Problemer, virop de chronischen Erkrankungen, wat Laangzäitbehandlungen mat sech bréngt.

Anerersäits feelt et un ëmmer méi Dokterinnen an anere qualifizéierte Gesondheetspersonal. Déi Dokterinnen, Infirmieren, Aide-soignantes, Hiewannnen an esou weider, déi nach do sinn, mussen also ëmmer méi Patiente behandelen. Den Drock op si wiisst, fir dës Aarbechtslaascht an de Besoinen vun hire Patiente gerecht ze ginn. Gétt deesen Drock méi grouss, verstärkt dat natierlech d'Onzefriddenheet. Manner jonk Leit sinn da bereet, e Beruff an dësem Secteur ze wäelen. Domadder entsteet en Däiwelskrees.

De Rapport Lair huet 2019 kloergemaach, dat mir dréngend déi néideg Weiche musse stellen, jo, och nei Weeër goe mussen, fir dësen Trend ëmzedréinen. Mir mussen e Gesondheetssystem schafen, dee Jonker motivéiert, e Gesondheitsberuff ze wäelen, a méi Dokterinnen a Gesondheetspersonal op Lëtzebuerg zitt.

Firwat muss de Gesondheitssektor méi attraktiv ginn? Ganz einfach: Well et ëm de Patient geet an dem Patient seng Besoinen ëmmer am Mëttelpunkt stoe mussen. Ouni Dokterinnen a Gesondheetspersonal keng Gesondheitsversuergung!

Am Februar 2020 gouf de Gesondheetsdësch an d'Liewe geruff, fir zentral Sujete vun der Gesondheetspolitick zesumme mat de concernéierten Acteuren ze beschwätzen. Den Ausbroch vun der Pandemie huet d'Wichtigkeet vun esou enger Initiativ ënnerstrach.

Esou weidergoe, wéi bis elo, kann et nämlech net. Ech hunn déi laang Waardezäiten an d'Deplacementer schonn ugedeit. Jiddereen hei am Sall kennt mat Sécherheet op d'mannst eng Persoun, déi wochelaang op e Rendezvous fir en IRM, en CT-Scanner oder eng Mammografie oder och soss e medezinneschen Akt huet waarde missen. An ech schwätzen hei net vu Waardezäite vu just zwou Wochen. Dat ka jo ëmmer emol virkommen. Nee, et si Waardezäite vu 6, 12, jo souguer bis zu 18 Méint, déi virkomm sinn. Dat ass einfach inakzeptabel an dierf net esou weidergoen!

D'Konsequenz vun dëser Waardezäiten ass déi, dass déi Patienten, déi sech et leeschte kënnen, op déi selwecht medezinnesch Servicer a kierzter Zäit am noen Ausland zréckgräifen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Kollegeinnen a Kollegen, domat si mir aktuell mëtten an enger Zwouklassemeezinn.

Plusieurs voix | Richtig!

D'autres voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An do kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëll, dat ass eng Realitéit. Wann een d'Suen huet, geet een an d'Ausland a bezilt sech do seng medezinnesch Soinen. Wann een d'Kontakter huet, da kritt een och hei am Land séier e Rendez-vous, a wann dat och heescht, sech virzedrénken.

(Interruption)

Huet ee weeder Suen nach Kontakter, jo dann heescht et waarden.

Et ass zanter Laangem evident, dass hei eppes änner muss. Spéitstens nodeems en éischte Radiolog op eegen Initiativ en IRM fir säi Cabinet uschafe wollt, ass de Steen un d'Rulle komm. Dës Initiativ gouf ausgebremst mat der Begrënnung, datt schwéier medezinnesch Ekipementer, wéi zum Beispill en IRM, just de Spideeler virbehale sinn. De concernéierte Radiolog huet sech gerichtlech gewiert an de Règlement grand-ducal, deen eng Lëscht mat spidolsreservéierten Ekipementer definéiert, a Fro gestallt. Schlussendlech ass de Fall op d'Verfassungsgeriicht deferéiert ginn an de Radiolog krut Recht. D'Ausübung vun engem liberale Beruff ass verfassungsrechtlech geschützt. Aschränkunge mussen deemno an engem Gesetz festgeluecht ginn, an net an engem Règlement grand-ducal.

Dës Verfassungswiddregkeet ass am Juli 2019 festgestallt ginn. Trotz Gesondheetsdësch an Echangë mam Terrain, wéi dës kéint opgehuewe ginn, ass awer eréischt am Mee d'lescht Joer de Gesetzesprojet 8009 deposéiert ginn, deen dës juristesche Grozon behiewen an dem Virage ambulatoire méi Plaz araume soll.

D'Essenz vum Projet ass vum Rapporteur, deem ech op dëser Plaz Merci soen, erkläert ginn. Et kënnen pro Centre hospitalier zwee zousätzlech Sitte pro Service bäikommen, wou déi genannte schwéier medezinnesch Ekipementer kënnen exploitéiert ginn. Véier Servicer, d'Dialys, d'Onkologie, d'Imagerie médicale an d'Dagesspidol, kënnen elo op weidere Sitten uechtert d'Land opgebaut ginn.

Et kënn deemno zu enger Dezentraliséierung, eppes, wat mir laang als DP gefuerdert hunn an deem elo endlech Rechnung gedroe gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dat ass am Sënn vun de Patienten, virun allem deenen aus de ländleche Regiounen, déi sech fir hir Traitementer wäit hu missen deplacéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Fir d'DP ass dëse Gesetzesprojet duerfir een éischte Schratt ewech vun der Zwouklassemeezinn.

En anere Punkt, op dee mir an den Diskussiounen ëm dëse Projet de loi ëmmer nees gepocht hunn, ass d'Initiativrecht vun den Dokterinnen, fir déi zousätzlech Sitten ze schafen an ze exploitéieren. Am deposéierte Projet de loi ass deem Rechnung gedroe ginn, andeems explizit eng Kollaboratioun tëschent den Dokterinnen an de Spideeler erméiglecht gouf, wou kloer war – an dat hat d'Madamm Minister och an enger Kommissiounssëtzung confirméiert –, dass d'Initiativ vun der Implantatioun och vun engem Dokter kéint kommen an net de Spideeler virbehale ass.

No enger Opposition formelle vum Staatsrot op dësem Punkt ass dës Kollaboratioun an en, ech zitieren, „contrat précisant les modalités de gestion et d'utilisation des équipements et appareils“ ëmgeändert ginn. D'Initiativrecht steet zwar net explizit an engem Artikel vum Gesetzesprojet dran, mee am Commentaire des articles ass awer ganz eendeitig virgesinn, dass d'Installatioun vun engem Site supplémentaire och vunn Dokterinnen initiéiert ka ginn. Och hei zitieren ech: „Il est à préciser dans ce contexte que tant un centre hospitalier qu'un ou plusieurs médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent être à l'origine d'un projet de création de site supplémentaire“.

Dës Präzisioun war eng DP-Fuerderung. Well et awer nun emol just am Commentaire des articles steet, reechen ech op dëser Plaz eng Motioun an, déi d'Regierung ënner anerem opfuerdert, eng aktiv Promotioun vum Droit d'initiative vun den Dokterinnen am Secteur extrahospitalier ze maachen.

(Interruption)

Domat soll fir eis séchergestallt sinn, dass déi am Commentaire des articles affichéiert Intentioun am Gesetz keng eidel Wieder bleiwen.

Motion 1

« Promotion du secteur extrahospitalier »

La Chambre des Députés,

– considérant les valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre système de santé, dont l'universalité, l'accès à des soins de qualité, l'équité et la solidarité ;

– consciente de la croissance démographique et du vieillissement de la population qui risquent de provoquer :

- une pénurie de ressources humaines,
- un engorgement des ressources infrastructurelles hospitalières,
- des besoins de ressources financières supplémentaires ;

– considérant le progrès médical qui permet d'assurer un nombre croissant de traitements médicaux dans le secteur hospitalier et extrahospitalier ;

– considérant la nécessité de promouvoir le secteur extrahospitalier dans son ensemble et surtout des soins primaires et de favoriser le virage ambulatoire dans notre système de santé ;

– consciente de l'importance cruciale de cette transformation pour assurer un accès aux soins optimal et une amélioration de la qualité des services médicaux ;

– notant que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit le développement d'un plan d'action « out of hospital » ;

– résolue à garantir une prise en charge médicale efficiente, adaptée aux besoins de notre population et en adéquation avec les évolutions de la médecine et l'intérêt du patient ;

– notant que dans un passé récent de grands efforts ont été réalisés pour raccourcir les délais d'attente dans le domaine du diagnostic, efforts qu'il s'agira de continuer et de renforcer pour répondre aux défis liés à la croissance démographique ;

– saluant que l'Observatoire de la santé nouvellement créé permettra un monitoring régulier des délais d'attente ;

– réaffirmant sa volonté de faire progresser notre système de santé vers une approche plus efficiente, accessible et centrée sur les besoins des patients,

invite le Gouvernement à

– analyser, dans un délai de deux ans après sa mise en vigueur, la réforme sur le secteur extrahospitalier en procédant à une évaluation portant sur l'impact de la réforme sur l'accès aux soins, la qualité des services, l'intérêt du patient ainsi que les implications financières et sur sa mission de santé publique en général ;

– soumettre les résultats de cette analyse à la Chambre des Députés pour un examen approfondi ;

– accorder une priorité absolue à la finalisation des travaux sur la réforme des sociétés de médecins ;

– mener une étude approfondie et sans préjugés sur la possibilité de permettre la réalisation de mammographies dans les cabinets des médecins, ainsi que son potentiel pour raccourcir les délais d'attente pour les femmes ayant besoin d'une mammographie tout en garantissant la qualité et la pertinence des examens, en vue d'un diagnostic précoce et d'une prise en charge plus rapide des pathologies, et à présenter les résultats à la Chambre des Députés ;

– à promouvoir activement le droit d'initiative des médecins dans le secteur extrahospitalier afin d'assurer, ensemble avec tous les acteurs du terrain, une adaptation adéquate des services aux besoins réels des patients, un meilleur accès aux soins et une amélioration globale de la qualité des soins.

(s.) Carole Hartmann, Gilles Baum, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Marc Hansen, Josée Lorsché.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dir mussst ënnersträchen, dass et eng gemeinsam Motioun ass, Madamm Oratrice.

Plusieurs voix | Jo.

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech kommen nach dozou.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ok. Et wär vläicht gutt, wann een dat vun d'Fank u géif soen.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift! Wannechgelift, d'Madamm Hartmann huet d'Wuert. Merci.

M. Michel Wolter (CSV) | En ass zimmlech nervös, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Nee, nee.

Mme Carole Hartmann (DP) | Dës Motioun ass vun alle Majoritéitsparteien ënnerschriwwen ginn ...

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | ... a beinhalt och nach aner Punkten, op déi ech am weidere Verlaf vu menger Ried nach komme wäert. Et stoung just op där anerer Säit.

(Hilarité)

Leider, Här President, kënn et doriwwer eraus an eisen Aen net zu engem wierkleche Paradigmewiessel, wou den Extrahospitalier méi an de Fokus geréckelt wier. Schlussendlech ass dëse Gesetzestext nämlech keng „loi extrahospitalière“, wat an eisem Sënn gewiescht wär, mee eng Erweiterung vum Spidolsgesetz.

Am Exposé des motifs stoung esou beim Depot vum Projet de loi: „Le présent projet de loi apporte des réponses aux défis énoncés ci-avant, en favorisant davantage la prise en charge ambulatoire des soins de santé en restaurant des incitatifs pour encourager cette transformation par l'introduction de sites hospitaliers supplémentaires dédiés aux soins de santé ambulatoires“. D'Terminologie ass hei alles anescht wéi anodine. Et gétt net vu „sites extrahospitaliers“, mee vu „sites hospitaliers supplémentaires“ geschwat. Dat ass e Statement géint eng wierklech Stärkung vum Extrahospitalier an domat eng reell Entlaaschtung vun eise Spideeler. Dat bedauere mir als Demokratesch Partei.

Mir verdeelen zwar déi meeschte medezinnesch Soinen op méi Sitten, mee fundamental ännert sech net vill um System. D'Spideeler behalen d'Kontroll.

Wann ee sech elo d'Argumentatioun ukuckt, firwat déi zousätzlech Sitten u Spideeler gebonne ginn, ginn am Gesetzesprojet eng Rei Suergen opgeworf. D'Finanzierung ass eng gréisser Suerg gewiescht. Wann een d'Uschaf vu medezinneschen Ekipementer am Extrahospitalier zouloosse géif, kéint dat der Gesondheitsministesch no dann zu enger finanzieller Iwwerbelaaschtung féieren. D'Demande, fir en IRM, eng Mammografie ze maachen, ass grouss. Wann ee seng Capacitéiten an d'Luucht setzt, fir méi Patienten an engem gewëssenen Zäitraum ënnersichen ze kënnen, da klammen d'Käschten. Dat ass esou, onofhängeg dovunner, ob d'Ekipementer am Spidol sinn oder am Extrahospitalier.

A wann een dee selwechten Tarif fir den Extrahospitalier virschreift wéi den an de Spideeler, dann ännert sech un dëser Rechnung och näischt.

(Interruption)

Par contre hätt et e Virdeel kënnen sinn, Ekipementer am Extrahospitalier zouzeloossen, wann d'Doktere selwer fir d'Uschafung, den Entretien an esou weider hätten opkomme misse. Dës Käschten hätten dann net misse vun eisem Gesondheitsbudget gedroe ginn.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Den Dokter oder e Grupp vun Dokteren hätt dann eng Käschten-Notze-Rechnung maache misse, ob sech dës Investitioun op kuerz oder laang rentéiere géif. E Wildwuchs wier dann éischter onwarscheinlech, well de Rendement net esou grouss gewiescht wär. Dat wier op d'mannst eng Pist gewiescht, déi een hätt diskutéiere kënnen.

Ausserdeem hätt ee fir d'Uschaf vu medezinneschen Ekipementer och weiderhin eng Autorisatioun vum Ministère verlaange kënnen. Op Basis vun der Carte sanitaire hätt sech jo kënnen berechnen loosse, wat eis reell national Besoine sinn an d'Autorisatioun vun der Installatioun hätt ee jo och weidere Krittären – geografesch, d'Densitéit vun der Populatioun et cetera – ofhängeg maache kënnen.

Eiser Meenung no hätt deemno d'Fro vum Finanzement méi an der Déift kënnen a sollen diskutéiert

ginn. Elo gi mir nämlech op deen übleche Wee: 80 % vun de Käschten vun den Ekipementer an den zousätzleche Strukture gi vum Staat gedroe. Déi aner 20 % gi mat Cotisatioun bezuelt.

Ob dat zu enger finanzieller Entlaaschtung bäidroen wäert, woen ech ze bezweifelen, virun allem, well et bis haut un enger déifgräifender Analys vum Spidolsbudget feelt. 2019 hat d'Cour des comptes d'Intransparenz vun dësem Budget och kritiséiert. Mee wann een net weess, woufir d'Sue vun engem Budget am Detail gebraucht ginn, dann ass et och schwéier, Optimiséierung virzehuelen.

(Interruption)

Eng weider Suerg virun engem richtege Cadre extrahospitalier war dee vum Personalmanntem. Virop d'Spideeler haten d'Befierchtung, datt d'Dokteren an anert spezialiséiert Personal léiwer am Extrahospitalier schaffe géifen, wann d'Ausübung vum eegene Beruff do vereinfacht géif ginn. Géif dat geschéien, ass gefaart ginn, dass de Fonctionnement vun de Spideeler eeschtaft a Gefor wär.

Als DP wëlle mir dës Suerg net erfrofillen. Mee mir gesinn dëst awer net als Grond, den Ausbau vum Extrahospitalier, deem am Intérêt vum Patient wär, auszebremmen. Ech géif et ongesond fannen, bei dësem Sujet an e renge Kompetitivitéits- oder Konkurrenzdebat ze falen. Eis geet et ëm Complementary, ëm de séieren Accès zur beschtméiglecher Patienterversuergung an net ëm d'Konkurrenz.

Der DP war et och vun Ufank u wichteg, datt Strukturen am Extrahospitalier, och wa se vun Dokteren implementéiert a geréiert ginn, ëmmer e Lien mat engem Spidol sollten hunn, engersäits fir d'Continuité des soins vun hire Patienten ze garantéieren – et ka schliisslech ëmmer emol virkommen, dass de Gesondheitszustand vun engem Patient sech zum Schlechtere verännert an eng Iwwerweisung an e Spidol néideg gétt –, anersäits war meng Fraktioun och ëmmer derfir, datt d'Dokteren hire Bäitrag zu eisem solidaresche Gesondheitsystem leeschte misse, andeems si Garden an Astreinten an de Spideeler iwwerhuelen.

D'Finanzierung an d'Konkurrenz beim Personal sinn déi zwee Hauptgrënn gewiescht, déi d'Gesondheitsministesch derzou beweegt hunn, de Gesetzesprojet op e spidolorientéierte Virage ambulatoire ze beschranken. Dës Begrënnunge goufen och an der Proportionalitéitsanalyse opgefouert, déi no der Demande vum Staatsrot nogereecht gouf.

Proportionalitéitsanalyse sinn no EU-Recht dann néideg, wann e Gesetz zum Beispill d'Aschränkung vun der Ausübung vun engem liberalen Beruff virgesäit. An dat ass hei kloer de Fall.

Interessant ass, dass de Staatsrot zwar seng Opposition formelle, och wat d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel betrëfft, ophieft, mee a sengem Avis complémentaire awer eng Warnung ausschwätzt. De Conseil d'État weist nämlech drop hin, datt d'Begrënnunge fir d'Limitatioun vun de medezinneschen Ekipementer op Spideeler virum Verwaltungsgericht ugefacht kéinte ginn. Et wier also néideg, dës Limitatioun nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Här President, d'DP ass där selwechter Meenung. Mir gesinn dës Projet, wéi scho gesot, als éischte Schratt, fir eng méi grouss Bandbreet u medezinnesche Soine méi no un de Bierger ze bréngen. Et muss deemno och weider un enger richteger Reform vum Extrahospitalier geschafft ginn.

An der Motioun, déi ech deposéiert hunn, gétt d'Regierung dofir och opgefouert, zwee Joer no der Entrée en vigueur vum Text eng Analys an

Evaluatioun ze maachen an dës och der Chamber ze presentéieren.

Wa mir eise Gesondheitssystem laangfristeg méi resilient wëlle maachen, da misse mir qualifizéiert Dokter a Gesondheitsberuffer an d'Land zéien.

D'Ausbildung vun Dokteren, Infirmieren, Aidesoignant, Hiewannen an esou weider, déi an dëser Legislaturperiode mat verschiddene Bachelorstudiegäng op der Uni Lëtzebuerg ergänzt gouf, kann nëmmen een Deel vum medezinneschen Personalmanntem opfëllen.

Eise Gesondheitssystem muss also och méi attraktiv ginn. Dozou gehéiere performant Spideeler, déi de Fokus op komplizéiert Agrëffer leeën, awer och eng extrahospitalière Offer.

Wa mir dem Extrahospitalier elo méi Responsabilitéiten iwwerdroen géifen, wat aktuell leider net de Fall ass, da wier dat interessant fir d'Medezinner, déi méi Méiglechkeet hätten, hire Beruff auszeüben, an d'Soins primaires géifen allgemeng bei de Patienten méi u Visibilitéit gewannen, an dat géif d'Spideeler entlaaschten, déi ëmmer nees Patienten empfänken, déi eigentlech net an d'Spidol misste goen.

Zu engem attraktive Gesondheitssystem gehéiert awer och d'Promotioun vun der Fuerschung, wou och scho ganz interessant Projete lafen. Mat der Fuerschklinik Lëtzebuerg (ndr: LCTR-Fuerschklinik Lëtzebuerg), enger Kollaboratioun vum LIH an dem CHL, ass hei schon e wichtege Grondstee geluecht. An all Spidol sollt eng Antenn vun dëser Fuerschklinik installéiert ginn.

D'Digitalisierung ass och Deel vun engem attraktive Gesondheitssystem. All déi concernéiert Acteure misse matenee vernetzt ginn an d'Telemedezin an ePrescriptioun misse zum medezinneschen Alldag gehéieren.

Kolleginnen a Kollegen, ech hat schon erwänt, datt ee Grond fir d'Limitatioun vu verschiddene medezinneschen Ekipementer op d'Spideeler op d'Angsch vum Personalmanntem zréckzeféieren ass. Am selwechten Kontext gouf och ëmmer nees ervirgetrach, datt d'Notzung vun dësen Ekipementer ze komplizéiert fir de Milieu extrahospitalier wär, besonnesch wat d'Sécherheetsbestëmmungen ugeet.

Dës Formulatioun fannen ech ganz onglécklech, well se am Fong beseet, dass d'Dokteren net kapabel sinn, selwer Responsabilitéit fir d'Sécherheet vun hire Patienten ze iwwerhuelen.

Als Begrënnung kann een dat wierklech net gëlle loosse. En Dokter huet jorelaang studéiert an als Assistenzdokter a Spideeler geschafft a léiert do a generell an der praktescher Ausübung vu sengem Beruff, wéi eng Gesten en ausféiere muss a wéi e bei enger Komplikatioun ze reagéieren huet.

Ob e medezinnescht Ekipement an engem Spidol oder an enger méi klenger Struktur am Extrahospitalier steet, huet domadder näischt ze dinn, soulaang d'Ufuerderunge fir d'Installatioun erfëllt sinn. Et kéint een an deem Fall jo och e Guide ausschaffen, wéi d'Prozeduren an d'Interventiounen am Extrahospitalier oflaffe misse.

Orientéiere kéint ee sech dobäi zum Beispill un der Prise de position vum Conseil scientifique du domaine de la santé, wat d'Chirurgie ambulatoire betrëfft. Do steet viles dran zur Eligibilitéit vum Patient, zu den organisatiounelle Krittären, zum Suivi vum Patient an esou weider. An et kéint ee jo esou eng Prise de position och fir d'Imagerie médicale, d'Dialys an d'Onkologie am Extrahospitalier ufroen.

Virun allem d'Limitatioun vu Mammografieapparater ass fir mech schwéier ze verstoen. D'Mammografie

stoung bis elo weeder an der Lëscht vum Spidolsgesetz 2018 nach an der Lëscht vum Règlement grand-ducal, dat vum Verfassungsgericht gekippt gouf, a war domadder ni de Spideeler eleng virbehalen.

Firwat dat elo ännere soll, ass net novollzéibar. Wat huet geännert par rapport zu 2018, wou net d'Mammografie, mee just d'Biopsie mammaire explizitt an dem Gesetz stoung? Eng Fro, déi ech un d'Gesondheitsministesch weiderginn: Wou kënnst de Revirement bei der Mammografie säit 2018 hier?

(Interruption)

Wann ee bedenkt, datt verschidde Fraen 18 Méint op e Rendez-vous hu misse waarden ...

(Interruption)

... an den Alter fir den Depistage elo nach vu 50 op 45 Joer erofgesat gëtt, wat nach méi eng grouss Demande generéiert, dann ass d'Limitatioun vun de Mammografieapparater einfach net novollzéibar.

Do wier et dach vu Virdeel, wann d'Dokteren dat och an hirem Cabinet ubidde kéinten an esou e Bäitrag zum Depistage liwwere kéinten.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Voilà!

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'DP plädéiert do wéinst ganz staark derfir, d'Mammografie esou séier wéi méiglech nees aus dëser Lëscht erauszehuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | A menger Motioun invitéiere mir d'Regierung dann och, eng Etüd maachen ze loossen zur Méiglechkeet, d'Mammografie och an den Dokteschcabinete realiséieren ze kënnen.

(Interruptions)

Zesummegefaasst ass et fir meng Fraktioun evident, datt mir d'Limitatioun vun den Ekipementer laangfristeg net esou kënne stoe loossen.

(Interruption)

Dat steet dem medezinnesche Progrès am Wee an ass net am Interêt vum Patient. Aner Länner si scho méi laang op dee Wee gaangen. Firwat solle mir dat net kënnen?

(Interruption)

An ech sinn iwwerzeegt, dass mir eng Loi hospitalière ausschaffe kënnen, déi keng reng kommerziell Aktivitéiten an eise Gesondheitssecteur zouléisst.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Et muss just de Wëllen do sinn, dem Extrahospitalier och wierklech eng Plaz an der Lëtzebuurger Santéspolitik ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, och wann d'Initiativrecht vun den Dokteren op eis Demande an de Projet matagefloss ass, bleiwen d'Spideeler Haaptacteure an eise Gesondheetssystem an d'Muechtverhältnis tëschen de Centres hospitaliers, déi grouss Unitéite sinn, an den Dokteren ass net equilibréiert.

Aus dësem Grond war zäitgläich mam Gesetzesprojet zum Virage ambulatoire och en Text deposéiert ginn, deen d'Kreatioun vun Dokteschsociétéite reegele soll.

Anescht wéi zum Beispill d'Affekote kënnen sech d'Dokteren aktuell nach net a Gesellschaften zesummen doen. Dat géif hinnen awer virun allem juristesche gewësse Sécherheete bréngen an hir Positioun bei Diskussiounen mat Spideeler stärkeken.

Als DP bedauere mir ganz staark, datt dësem Projet de loi net déi selwecht Prioritéit gegollt huet ...

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | ... an den Avis vum Staatsrot net matzäite koum, fir d'Gesetz nach virun der Summerpauze ze stëmmen.

M. Michel Wolter (CSV) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | De Gesetzesprojet iwwert d'Dokteschsociétéiten ass awer eng wichtige Ergänzung zum Virage ambulatoire a muss esou séier wéi méiglech finaliséiert ginn. Genee wéi d'Initiativrecht ass den Zesummeschluss a Gesellschaften e wichtige Gest en faveur vun den Dokteren an eng Valorisation vun hirem Beruff.

Une voix | Richtig!

Mme Carole Hartmann (DP) | A menger Motioun gëtt d'Regierung dofir och invitéiert, dësem parallele Projet de loi eng absolutt Prioritéit ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, am Koalitionsaccord vun 2018 sti follgend Passagen. Engersäits: „Des mesures favorisant et accompagnant le ‚virage ambulatoire‘ seront mises en place. Il s'agira d'assurer la promotion des alternatives à l'hospitalisation classique lorsque cela est possible sans perte de qualité, en accord et dans l'intérêt du patient.“ De Virage ambulatoire gëtt mat dësem Gesetz gefërdert an entsprécht op dësem Punkt och dem Koalitionsaccord.

Am Accord stoung anerersäits awer och: „Tout en respectant une couverture géographique adéquate et en respectant les recommandations en matière de prescription des examens, une réflexion sera menée sur l'opportunité de l'installation en milieu extrahospitalier de plateaux techniques, diagnostiques et de traitement ambulatoire.“ Dës Intentioun aus dem Accord ass leider net erfëllt ginn. Eng wierklech oppen an déifgräifend Reflexioun zu engem richtigen Extrahospitalier huet net stattfonnt. Dat bedauere mir als DP, well mir am Extrahospitalier complementaire zu de Spideeler grouss Virdeeler fir eng nach besser opgestallte Gesondheitsversuerung vun de Patienté gesinn.

De Gesetzesprojet, deen haut zur Ofstëmmung steet, beschränkt sech op de Virage ambulatoire aus Siicht vun de Spideeler. D'Ignoréiere vun dem Extrahospitalier ass aus eiser Siicht eng verpasste Chance a mir hätten eis méi Courage an dësem Fall gewünscht.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Den Extrahospitalier, richtig encadréiert mat all den néidege Sécherheeten, fir eng Kommerzialisierung vun eise Gesondheetssystem ze verhënneren, wär absolutt am Interêt vum Patient, deen ëmmer am Mëttelpunkt muss stoen, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Madamm Hartmann, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Carole Hartmann (DP) | ... an e kann zur Attraktivitéit vun eise Gesondheetssystem bäidroen, well d'Dokteren hei méi Méiglechkeeten hunn, hire Beruff fräi auszeüben.

Ech kommen, Här President, zum Schluss. Ech soen et nach eng Kéier mat Nodrock: Dëst Gesetz ass een éischte Schratt an déi richtig Richtung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | Et huet een awer net vill héieren.

M. Léon Gloden (CSV) | D'Madamm Hartmann hält d'Kéier vun der Kéier.

Mme Carole Hartmann (DP) | Méi Dezentraliséierung bréngt d'Medezinn méi no bei de Patient, an dat ass dee richtige Wee.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Mee mir müssen dovunner ewechkommen, alles d'office un e Spidol ze bannen, an dem Extrahospitalier en eegene Kader ginn. Mir müssen nach méi no bei de Patient a méi Vertrauen an eis Dokteren a Gesondheetsberuffler setzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Domat soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a gi mat all de Remarken, déi ech gemaach hunn, den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

(Interruptions)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Mat allem dran.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Hartmann.

M. Claude Wiseler (CSV) | Also de Schluss ass dat, wat een e Virage ambulatoire nennt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabler Madamm Hartmann.

(Brouhaha)

Da wier ech frou, wann d'Gemidder sech erëm géife berouegen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat war eng exzellente Oppositionsried, Här President, an d'Argumenter sinn all dran.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Jo, an d'Konklusioun war déi richtig.

(Interruption)

M. Marc Spautz, Président de séance | Den Här Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. No deenen zwou Walrieden, déi mer elo héieren hunn, ...

M. Michel Wolter (CSV) | Maach och nach eng!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... wäert och ech net derlaanscht kommen, nodeems dass mer de Rapporteur an engem exzellente Rapport héieren hunn, dee ganz genau beschreift, wat an dësem Gesetz gereegelt gëtt a wat net, och e bëssen d'Vue vun der LSAP zu dëser Problematik duerzeleeën an notament zu deem, wat mer engersäits haut de Moien hei op der Tribün héieren hunn, mee anerersäits awer och an deenen Deeg virdrun iwwert d'Press.

Fir mech ass dat heiten, an dat muss ech esou soen, schonn eppes gewëssenermoossen Historesches. Mir hunn haut vun der CSV e reegerechten Offenbarungseed héieren an all eenzelt Wuert, wat hei op der Tribün gesot gouf, bestätegt dat, e reegerechten Offenbarungseed fir d'Liberalisierung vun Lëtzebuurger Gesondheetssystem.

An de Wieder vun der CSV heescht dat e bëssen eppes aneres. Do gëtt gesot: „Déi privat Medezinn gëtt gefërdert, den eenzelne Medezinner kritt méi Fräiheeten.“ Mee gemengt ass déi grouss Liberalisierung vun Lëtzebuurger Medezinnwiesen.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat ass iwwerhaupt net wouer!

(Interruptions)

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Wolter, wann Dir eng aner Meenung hutt, kommt erop a sot se!

(Interruption)

M. Michel Wolter (CSV) | Ech schléisste mech de Wierder vun der Madamm Hartmann un. Déi huet Iech scho widdersprach, ier Der op d'Tribün koumt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannech-gelift, den Här Kersch huet d'Wuert a soss keen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech verstinn, dass den Här Wolter nervös gëtt, wann d'Wourecht gesot gëtt.

(Interruptions)

Une voix | En ass ganz relax.

M. Dan Kersch (LSAP) | D'CSV verléisst domadder e joerzénngtenale gedroene gesellschaftleche Kompro-miss.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat ass falsch!

M. Dan Kersch (LSAP) | E wierklech komplizéiert Gefügg vu Ginn a Kréien, dat dat Lëtzebuerger Gesondheetswiesen zu engem vun deene performantsten an Europa an doriwier eraus gemaach huet.

Déi nei CSV-Doktrinn fir eist Gesondheetswiesen ass dann och weeder chrëschtlech nach sozial a si ass scho guer net fir d'Vollek.

(Interruptions)

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannech-gelift, den Här Kersch huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Wien hält hei Walrieden? Wien hält hei Walrieden?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech huelen emol e Patt, Här President, da berouege se sech vläicht.

M. Michel Wolter (CSV) | Gitt Iech ganz séier sätzen!

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Si ass C wéi charakteristesche fir all neoliberal Ugrëffer op besteeënd Sozialsystemer. Si ass S wéi selektiv an elitär, well se à la longue grouss Deeler vun der Bevëlkerung vun enger héijer Qualitéit vu Gesondheetsversuergung wäert ausschléissen. A si ass V wéi verdammte deier fir de Steierzueler, fir all Salarié a fir all Patron, well et si schlussendlech si, déi déi erhoffte privat Gewënner mat méi héije Bättragg musse bezuelen, ouni awer méi ze kréien.

M. Claude Wiseler (CSV) | Wien ass dann elo schonn ausgeschloss mat där aktueller Politick?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, mir hunn hei keen ennerbrach, wéi e geschwat huet.

Plusieurs voix | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, ...

(Interruption)

... ech hat virdu gesot ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannech-gelift, den Här Kersch huet d'Wuert a soss keen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ech mengen, Dir hat Stépp an den Oueren, wéi ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Di Bartolomeo, Äre Parteikolleeg, den Här Kersch, huet d'Wuert a soss keen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Da sidd och esou streng mat deenen aneren, Här President.

(Brouhaha)

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat virdu gesot, mir hätten eent vun deene performantste

Gesondheetssystemer an Europa. An ech soen dat hei haut ganz bewusst, wuel wëssend, dass mir wäit ewech si vu Perfektioun an dass a verschidde Beräicher, an och dat ass virdrun hei scho gesot ginn, onzoumutbar Retarden entstane sinn, déi mussen opgeschafft ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dat ëmsou méi, well eist Land rasant wiisst. An dat awer och ëmsou méi, well ëmmer méi Frontalieren an eistem Gesondheetssystem sinn oder vun eistem Gesondheetssystem Gebrauch maachen, an ech mengen, mir sinn eis och alleguerten eens: Si hunn e Recht drop, fir dovun Gebrauch ze maachen, well si finanzéieren e gläichberechtigt mat, eebe well se an hirem Heemechtsland kee vergläichbaren Zougang zu där Qualitéit hunn, déi se als einfache Kassepatient hei zu Lëtzebuerg hunn.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Och dat sollt eis emol ze denke ginn, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... wa mer virgegaukelt kréien, auslännesch Modeller wäere méi performant ewéi eisen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Anerersäits muss een awer och de Courage hunn ze soen, dass mir zu Lëtzebuerg net an alle Beräicher vun der Medezinn kënnen Weltspéitz sinn an dass mer och weiderhin op eng gutt Kooperatioun mam Ausland ugewise sinn. Net alles kënnen mer hei zu Lëtzebuerg leeschten. An et ass am Fong schued, dass mat deene Saachen, déi mer eis eeben net kënnen leeschten oder net kënnen realiséieren, hei Politick gemaach gëtt.

Keen, awer wierklech kee bestreit, datt mir net dierfen am Status quo an der Medezinn hänke bleiwen, well Status quo heescht de facto Réckstand. Well awer keen, deen e puer Téitschen am Auto huet, dee ganzen Auto verschrott, ausser en hätt eng wierklech seriö mat der Ratsch, wëll ech hei awer och soen, dass da mussen aner Interëten am Spill sinn. An ech halen, Här President, d'CSV kengesweegs fir geckeg. Dat wëll ech hei gesot hunn. Der nette Herr Wiseler, des Kéier am Optrag vun der CSV ennerwee, huet sech a mengen Aen an deene leschten Deeg geout als Reesenden an Interessevertrieder vun deenen, déi dat solidarescht Lëtzebuerger Gesondheetswiesen als nei Spillwies fir hir spekulativ Geschäfte entdecken.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Ech mengen, Dir hutt der Madamm Hartmann net nogelauschtert gehat.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, den Här Kersch huet Wuert a soss keen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wiem déi lescht Ëmschreibung ze abstrakt ass, déi vun deenen, déi wëlle Geschäfte mat der Gesondheet maachen, deene sief gesot, dass dat zu Lëtzebuerg guer net abstrakt ass, mee ganz konkret ass. Et sinn déi nammlecht Leit – oder zum Deel déi nammlecht Leit –, déi schonn zanter joerzénngten de Lëtzebuerger Wunnengsmarché beherrschen a sech do gëllen Nuese verdéngt hunn. Fir kloer ze sinn: Et sinn déi mat de Luxusueren.

(Interruption)

Mee opgepasst, och auslännesch, nach vill méi mächtig Acteuren, a Form vu private Fongen, stinn an de Startlächer, fir an dat grousst Geschäft eranzeklammen.

Här President, ech behaupten, dass déi nei CSV-Linn fir eis Gesondheetsversuergung net einfach esou aus heiterem Himmel kënnen. Ech behaupten, dass den Här Wiseler aktiv ass am Optrag vu sengem hei net presente Spätzekandidat, deen a mengen Aen eng evident neoliberal, ...

M. Léon Gloden (CSV) | Här Kersch, schwätzt Dir vum Här Lux?

M. Dan Kersch (LSAP) | ... eng neoliberal stramm Maartwirt... Ech weess net, ob den Här Lux Spätzekandidat an der CSV wäert ginn, mee alles ass méiglech an dësen Zäiten.

(Interruption)

M. Léon Gloden (CSV) | Dir schwätzt vun Immobilienhändler mat Aueren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wëll just soen, dass ech hei vum Spätzekandidat vun der CSV schwätzen – dat ass bekanntlech net den Här Lux – an ech der Meenung sinn, dass déi nei Linn, déi Der an der Gesondheetsversuergung wëllt fueren, genau eppes mat deem sengem neoliberalen Weltbild ze dinn huet. Dat ass dat, wat ech wollt hei ausdrécken. An déi Leit, déi an der CSV sinn, déi en anert Weltbild hunn, wäere vläicht gutt beroden, wa se sech hei géifen zu Wuert mellen.

Wat mech interpelléiert bei der Haltung vun der CSV, fir net ze soen, schockéiert, ass awer d'Aggressivitéit an och d'Iwwerhiefléckheet, mat där Der déi nei Doktrinn hei wollt duerchsetzen. Dir attackéiert a mengen Aen op eng onappetitlech Aart a Weis mat ondifférenzierten Ugrëffer zum Deel haut op der Tribün, mee nach vill méi an der Press, eng Gesondheetsministesch, déi bis zur physischer Erschöpfung geschafft huet, fir dëst Land duerch d'Pandemie ze bréngen.

(Interruptions)

A well ech weess, dass d'Madamm Lenert vill ze vill bescheiden ass a vill ze vill fein ass, fir dat hei ze soen, soen ech et esou, wéi ech et denken: Ech fannen, dat ass e staarkt Stéck!

Wann een, Här Wiseler, an da ginn ech perséinlech, wann ee selwer zéng Joer Minister war, an deene meeschten am Land ass dat zwar net opgefällt, mee wann ee selwer zéng ...

(Brouhaha)

... wann ee selwer, wann ee selwer ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann ee selwer zéng Joer Minister war an et probéiert een, op déi dote perséinlech Aart a Weis e Minister ze attackéieren, da fannen ech dat de mauvais goût.

Dir maacht esou, wéi wann et d'Pandemie net gi wär. Dir wësst ganz genau, dass et konkret Grënn gëtt, firwat dass an deem engen an deem aneren Dossier Retarden opkomm sinn. An Dir kommt hei erop an Dir maacht, wéi wann hei net zwee an en halleft Joer dru geschafft gi wär, fir dëst Land erëm an eng gutt Situat-ioun ze bréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat fannen ech e ganz staarkt Stéck. Dat muss ech och esou soen.

Nach vill méi schlëmm awer, an ech soen dat hei esou, nach vill méi schlëmm awer fannen ech d'Opfuerderung un d'Kolleege vun der DP, fir dat Gesetz hei net ze stëmmen. Deen, deen dat gefrot huet, weess ganz genau, dass dat éischstens a mengen Aen eng grenzelos Frechheet vis-à-vis vun den Deputéierte vun der DP ass, esou wéi wa si net amstand



wären, sech selwer eng Meenung ze bilden an en Oberlehrer vun der CSV missten hunn, fir ze wëssen, wat se ze denken hunn.

Virun allem ass et awer en Opruff, eng Regierungskris ze provozéieren, an dat an engem Moment, wou d'Land onverscholt vun enger Kris an déi aner schlittert, an engem Moment, wou Europa an engem Krich ass. Méi onverantwortlech, Här President, geet et net. An dat beweist just fir mech, dass déi fréier staatsragend Partei vum séchere Wee bereet ass, den institutionelle Chaos ze akzeptéieren, nëmme fir erëm un d'Muecht ze kommen, an dat, ouni dass de Wieler hir dofir e Mandat ginn huet. Dat seet viles aus.

D'LSAP wäert, a lauschtert gutt no, d'LSAP wäert ni zouloossen, dass d'Vollekgesondheet zum Spillball vu Geschäftemacher gëtt, egal, wat aner Parteien dozou soen! Mat eis wäert ni de Profitt am Mëttelpunkt stoen, mee den Interêt vun deene Leit, déi krank sinn, an net ze vergiessen den Interêt vun deenen, déi eise Gesondheetsystem solidaresch finanzéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Dan Kersch (LSAP) | An dat sinn, wéi ech virdu scho gesot hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... engersäits d'Assuréen aus der Gesondheetskeess an d'Patrone vun de Betriber, déi mat hiren ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechglift, hei am Haus soll en Echange stattfannen an net deen een deem aneren dauernd an d'Wuert falen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, Dir dierft elo weiderfueren, Dir eleng.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. An ech soen et nach eng kéier, well et esou wichtig ass: Wien dréit dee Gesondheetsystem? Wie finanzéiert en? Dat ass engersäits, dat wësse mer, de Staat, mee et sinn och alleguerten d'Assuréen, d'Salariéen an et sinn natierlech och alleguerten d'Patronen. An iwwregens huet och nach kee mer kënnen erklären, och haut net, et huet nach kee mer kënnen erklären, wou dann d'Doktere sollen opgewäert ginn an engem System, wou, wéi et elo hei, mengen ech, awer insinuéiert gëtt, d'Dokteren ënner privatem Diktat zu 30 % zu den aktuellen Tariffer solle schaffen. Dat ass awer genau dee Modell, deen elo scho fäerdeg an de Startlächer steet a vun engem privaten auslännesche Fong, soll finanzéiert ginn.

An och kee vun de Rechekünstler vun der Féierung vun der AMMD – ech betounen, der Féierung vun der AMMD – nach ee vun de Wildwuchsstrategie vun der CSV ka mir erklären, wou den Interêt vun den Dokteren ass, fir dat matzemaachen. Ech weess och firwat dass se et net kënnen erklären. Ma ganz einfach, well et keng Erklärung gëtt. D'Dokteren hu keen Interêt un esou engem System. Deen dote System, deen hei soll méiglech gemaach ginn an engem éischten, engem zweeten an engem drëtten Schrëtt, ass e System, dee just den Interêt vun deene verteidegt, déi wëlle Goss mat der Gesondheet maachen.

Mir Sozialisten, mir stinn zu dësem Gesetz, well mer heimat sécherstellen, dass an Zukunft ganz legal, ganz legal dezentral privat organiséiert Antenne kënnen entstoen, wou eng Rei vu medezinneschen Akte kënnen gemaach ginn, déi bis haut exklusiv vu Spideeler konnte gemaach ginn, anersäits awer och verhënnert gëtt, dass eng deloyal Konkurrenz geschafft gëtt zu eise Spideeler a privat organiséiert Zentere sech déi Beräicher sécheren, wou vill

Suen ze verdénge sinn, an déi Beräicher, déi net käschtedeckend kënnen schaffe respektiv wéineg Gewënn generéieren, dann natierlech fir déi öffentlech Spideeler bleiwen.

Et brauch een net Ekonomist ze sinn, fir ze wëssen, wat do eraus kënn, nämlech dass dann déi öffentlech Spideeler méi Sue brauchen aus dem staatleche Budget, méi Sue brauchen aus der Gesondheetskeess, fir déi nämmelech Servicer unzobidden, déi se haut ubidden, ouni vu Verbesserungen ze schwätzen.

A fir genau dat ze verhënnere, gesäit dat Gesetz vir, dass déi privat Antennen an engem konventioneller Kooperatioun mat de Spideeler sollen entstoen.

Dat dréit dann iwwregens och derzou bäi, dass déi Zentere eebe just net do entstinn, wou méiglechst vill Leit wunnen a potenziell Clienté wunnen, mee dass se do entstinn, wou et landesplaneresch Sënn mécht.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A wa mir schonns bei der Planung sinn, ech ka verstoen, dass d'CSV mat deem Wuert „Plang“ net méi ganz frou ass. Mee ech bleiwen awer der Meenung, dass et extreemst wichtig ass, dass am Gesondheetswiesen zesumme mat allen Acteuren an der Zukunft geplangt gëtt. Et kann net sinn, dass mir d'Gesondheetswiesen dem totale maartorientéierte Liberalismus iwwerloossen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A wann ech dann de Choix hunn tëschent deem, wat Dir sozialistesch Planwirtschaft nennt, ... do géif ech da soen, dat ass dann CSV-Wildwuchs, da weess ech, wou ech stinn, well ech nämlech weess, dass, wann een net plangt a wann een einfach dat entstoe léisst, wat aus maartwirtschaftlechen Iwwerleungen entsteet, dass dat zu enger Ausreicherung vun eise Sozialkeese féiert. Da weess ech, wou ech stinn.

Ech wollt iwwregens nach e Wuert soen, dass d'LSAP mat hirer Meenung och net eleng steet. Et sinn eng ganz Rei vun Avisen erakomm, ënner anerem déi vun der Commission permanente du secteur hospitalier, awer och vun der FHL, déi ganz kloer Stellung huelen, engersäits fir d'Reguléierung vun deem ganze System, wat mir och wëllen, an anersäits natierlech och derfir, fir dëst Gesetz kloer ze stëmmen. An dann, an der FHL ass komescherweis och de CHEM, souwäit wéi ech informéiert sinn. A souwäit wéi ech informéiert sinn, gëtt et och CSV-Deputéiert, déi do d'Amt vum Administrateur iwwerholl hunn, souguer d'Amt vum President iwwerholl hunn. Ech si gespaant, wéi si haut hei ofstëmmen, ob si da wierklech géint d'Linn a géint d'Interête vun hirem Spidol wäerte stëmmen an ob, wa se dat maachen, se dann de Courage hunn, dann och Konsequenzen doraus ze zéien.

Loosst mech nach ee Wuert soen zum Avis vum Conseil d'État. Den Här Wiseler huet ganz genësslech déi Passagen zitéiert, déi him an de Krom gepasst hunn. En huet awer vergiess ze erwänen, dass natierlech Äntwerte komm sinn op dat, wat de Conseil d'État gemaach huet, a pertinent Äntwerten, well soss hätt de Conseil d'État, a mir kennen dat alle gutt, mat Sécherheet seng Opposition-formellen net opgehuewen. Well en dat awer gemaach huet, seet den Här Wiseler, de Conseil d'État wär net kohärent. Dat heescht, op där enger Säit zitéiert een dat, wat een arrangéiert, an op där anerer Säit seet een dann, dat, wat een net arrangéiert, wär net kohärent. Bon, de deux choses l'une. Dat ass jiddefalls meng Aart a Weis, fir deen Text do ze interpretéieren.

Här Wiseler, ech hunn nach ni – nach ni! – en Deputéierten hei an der Chamber gesinn, dee praktesch

drëms gebiedelt huet, dass en Affekot sech soll bereet maachen, fir dat Gesetz hei da juristescht unzeffchten. Esou eppes ass eemoleg an der Geschicht vun der Chamber. Ech fannen, dass een, wann een an enger staatsragender Partei wëllt sinn, sech soll dräimol iwwerleeën, wat een hei op der Tribün seet a wat een net seet.

Ech wollt awer kloer soen, dass ech selbstverständlech och déi Motioun vun der Madamm Hartmann am Numm vun der LSAP kann ënnerstëtzen, fir no zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen. Mir sinn net déi, déi soen, mir géifen alles besser wëssen. Mir sinn net déi, déi mengen, alles wär perfekt. Mir sinn net déi, déi soen, et wier alles virgezeechent an et géif ni méi eppes geännert ginn, am Géigendeel zu deem, wat mer haut de Moie vun der CSV haut héieren. Déi wëssen ëmmer alles besser. Just um Schluss geet et meeschtens anesch, wéi si gemengt haten. Dofir hu mir och kee Problem mat där Motioun do, ganz am Géigendeel.

Vläicht nach ee Wuert zu der Ausbildung vun Infirmieren, well och dat gesot ginn ass, a vun deenen anere Gesondheetsberuffer hei zu Lëtzebuerg. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass ee sech muss Gedanken driwwer maachen, dass een d'Ausbildung vun deene Gesondheetsberuffer vläicht zu Lëtzebuerg sollt zentraliséieren, an zwar do, wou et higehéiert, nämlich an der Santé. Da géife vläicht net nëmme Consideratiounen a Betruecht geholl ginn, déi schlussendlech awer besser Léisunge verhënnere.

Nach eppes, wat och hei gesot ginn ass vun der Limitatioun vun den Instrumenter, respektiv et soll een esou vill Instrumenter zouloosse wéi nëmme méiglech, dat géif jiddwerengem hei zu Lëtzebuerg nëtzen.

(Interruption)

Ech hunn net gesot, Dir hätt dat esou gesot. Ech wëll just eppes zu där Thematik insgesamt soen, well jo vill Leit mengen, dat wier esou. Dir wësst, dass mer zum Beispill d'Zuel vun den IRMen drastesch an d'Luucht gesat hunn an deene leschte Méint a Joren. Dat féiert awer net derzou, dass mer automatesch all eis Problemer geléist kréien. Well et geet jo net duer, d'Apparater ze hunn, mir brauchen och déi Leit, déi déi Apparater bedriewen, Dokteren notament, mee och Infirmieren an anert Spidolpersonal. An dofir ass dat net esou einfach, wéi dat heiansdo duergestellt gëtt.

Summa summarum wëll ech soen, Här President, dass ech d'Meenung deele vun deene Leit, déi gesot hunn, dass mer hei mat dësem Gesetz e ganz grouse Schrëtt maachen, fir eis Medezinn zu Lëtzebuerg ze verbessere, an anersäits derfir ze suergen, dass eise Gesondheetsystem esou staark bleift, wéi en et elo ass, an e souguer nach ka verbessert ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Den Här Gloden wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll dem Här Kersch eng Fro stellen, well en huet de Kolleeg Georges Mischo ugegraff. Ech wëll den Här Kersch froen, ob en den Artikel 62 vun der Constitutioun kennt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn ...

M. Léon Gloden (CSV) | Wann net, da liesen ech Iech e vir: „Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que l'intérêt

général.“ Dir hutt haut bewisen, datt Dir just fir Äre Commettant wíelt.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Also, do wíelt ech dem Här Gloden soen: Wann e mech virdu gefrot hätt, wat den Artikel 62 ass, dann hätt ech net gewosst, wéi een Artikel dass e gemengt huet, mee deen do Artikel, dee kennen ech natierlech selbstverständlech.

Ech wíll och soen, dass ech den Här Mischo hei absolutt net ugegraff hunn. Ech hu just gesot, dass, wann en als Deputéierten deen doten Text stëmmt, e misst konsequent sinn a seng Kap als President vum CHEM ofdoen. An dozou stinn ech.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

(Interruption)

Den Här Wiseler freet nach d'Wuert, fir dem Här Kersch eng Fro ze stellen.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo, Här President, ech wíll net eng Fro stellen. Als Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | Fait personnel.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech ginn och bis erop dofir.

Also, wat den Här Kersch hei elo am Numm vun der LSAP gemaach huet, weist jo just, wéi wäit d'LSAP verletzt ass mat deem, wat mer soen, mat den Argumenter, déi mer bréngen, an de Wourechtchen, déi hei zum Virschäi kommen.

Ech wíll net op säi Stil agoen, deen ass esou, wéi hien ass, dofir wíll ech dat net kommentéieren. Ech verbidde mer awer eng Rei Suggestiounen zu Meenungen, déi ech hei zum Ausdrock bréngen, well déi Meenung, déi ech hei zum Ausdrock bréngen, an dat, wat ech inhaltlech hei soen, dat soen ech, well ech fundamental iwwerzeegt sinn, och aus eegener Erfahrung, datt de Gesondheetssystem net esou fonctionéiert, wéi e misst fonctionéieren, fundamental net esou fonctionéiert, wéi e misst fonctionéieren. An dofir braucht Der och nëmmen de Plan national santé ze liesen.

Liest en eng Kéier! Ech hunn e gelies, zweemol hunn ech e gelies. Do steet alles dran, wat ech elo gesot hunn. Mir hunn extrem Schwieregkeeten, vill méi wéi an anere Länner, beim Accès zu eise medezinesche Servicer, ob dat d'Urgencen ugeet – ech zielen Iech gäre meng Geschichten duerno, déi ech selwer materlief hunn – oder den Accès zu Spezialisten, wéi deene vun der Imagerie médicale.

E Gesondheetssystem, dat steet och textuell an dem Plan national santé, deen déi sozial Schwaach benodelegt. Liest de Plan national santé eng Kéier! E Gesondheetssystem, deen e Mangel an Dokteren an u personelle Gesondheitsberuffer produzéiert huet, wou mer och net wëssen, wéi mer deen an deenen nächste Jore geléist kréien. E Gesondheetssystem, dee selwer seet – de Plan national santé –, datt déi Iddi vun Médecin référant net fonctionéiert huet an datt mer do bei Wäitem net do sinn, wou mer misste sinn. E Gesondheetssystem, wou d'Digitalisatioun net fonctionéiert huet. Mir sinn, dat seet de Plan national santé, „avant-dernier de dix pays“. E Gesondheetssystem, wou den DSP net fonctionéiert, wou de Finanzsystem vun de Spideeler net deen ass, deen e sollt sinn.

An ech kann nach weiderfuere, just fir Iech ze erklären, firwat ech der Meenung sinn, datt an deemem Parlament déi Fakten do kënnen gesot ginn, ouni datt een dann Accusatiounen gemaach kritt, et géif een et verhandelen ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... oder et géif een handelen op eppes, wat een net fundamental gleeft an deem Gesondheetssystem. Dofir hunn ech et gemaach.

Zu der Remark zu der DP, wat Dir als grenzelos Frechheet consideréiert par rapport zum Wieler. Also, serieusement, dat, wat ech froen – an ech hunn der Madamm Hartmann gutt nogelauschert an ech ënnerschreiwene 90 % oder 95 % vun deem, wat se hei gesot huet –, wat ech am Fong just froen, dat wär d'Konsequenz dovunner, fir ze soen: Majo, wann Der dat do wierklech mengt, wat Der sot, an ech gleewen, datt se dat éierlech mengen, an ech mengen dat jo och, jo, dann huelt d'Konsequenzen doraus a stëmmt d'Gesetz net!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass awer net eng grenzelos Frechheet. Dat ass nëmme Logik!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zrëck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ganz kuerz, Här Wiseler. Ech hunn d'Erklärungen nach eng Kéier héieren. Ech hunn am Fong näischt Neies héieren. Duerfir kann ech och näischt Neies dozou soen. Meng Meenung hutt Der héiere virdrun.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ma da kann ech d'Wuert weiderginn un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréisch e grouse Merci un de Reporter Mars Di Bartolomeo fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport zu deemem Projet de loi iwwert de Virage ambulatoire, dee vill diskutéiert ginn ass an, wéi mer mierken, och nach ëmmer vill diskutéiert gëtt.

Da wíelt ech kuerz rappéléieren, wat am Koalitiounsaccord 2018-2023 iwwert de Virage ambulatoire an d'Ekipementer an Apparater steet. Engersäits: „Des mesures favorisant et accompagnant le virage ambulatoire seront mises en place.“ An anerersäits: „Afin de réduire les délais d'attente pour les examens de résonance magnétique, il sera procédé à la mise en place des quatre IRM supplémentaires prévues répondant aux derniers standards de la technologie. Tout en respectant une couverture géographique adéquate et en respectant les recommandations en matière de prescription des examens, une réflexion sera menée sur l'opportunité de l'installation en milieu extrahospitalier de plateaux techniques, diagnostiques et de traitement ambulatoire.“

D'Unzuel vun den IRMen, déi bäikomm sinn, ass elo scho méi héich wéi déi véier, déi virgesi waren, a si si geografesch sënnvoll verdeelt. Dëse Projet de loi erlaabt et ausserdeem, e grouse Schrëtt a Richtung Virage ambulatoire ze maachen a wäert och erlaben, am Extrahospitalier en IRM ze installéieren, och wann dat an der Kooperatioun mat de Spideeler wäert geschéien.

Da wíelt ech och nach, ier ech op de Projet de loi u sech aginn, op den Arrêt 148/19 vun der Cour constitutionnelle agoen. Am Gerichtsverfare géint de Gesondheitsministère ass et drëms gaangen, fir mat der Beschränkung op d'Spideeler vu verschiddenen Apparater a Verfahren ze briechen an des och kënnen am Beräich vun der Privatmedezinn am Extrahospitalier ze notzen.

Den Arrêt, dee geholl ginn ass, seet net, datt eng Limitatioun op d'Spideeler vun deieren Apparater an Ekipementer net konform zu der Constitutioun ass, mee e seet, datt dat net däerf iwwer Règlement grand-ducal gereegelt sinn an datt et besser argumentéiert muss sinn, virun allem, wat d'Proportionalitéit vun der Limitatioun ugeet. Dat maache mer haut mat deemem Projet de loi.

Ausserdeem gëtt den Asaz vun IRMen ausserhalb vun de Spideeler kloer gereegelt, andeems de Conventiounnement mat engem Spidol virgeschriwwen gëtt. An de Santéministère huet en Argumentaire geliiwert, wisou d'Ubannung un d'Spideeler vun de schwéieren Apparater net nëmme gerechtfertegt, mee noutwendeg ass, fir de Fonctionnement vun eisem Gesondheetssystem weiderhin ze garantéieren.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 25. Abrëll 2023 Bedenken, wat d'Limitatioun vun der Notzung vu verschiddenen Ekipementer an Apparater op d'Spideeler ugeet an huet duerfir weider Explikatiounen gefrot, fir des besser ze argumentéieren. Falls dat net de Fall wär, wollt en d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel net ginn.

D'Regierung ass an hiren Amendementer dorobber agaang an huet opgewisen, datt et am Lëtzebuerger Gesondheetssystem, esou wéi en opgestallt ass, kontraproduktiv wär, besonnesch wat de sënnvollen Asaz vun öffentleche Suen ugeet, awer och den effizienten Asaz vun techneschen a besonnesch mënschleche Ressourcen.

De Staatsrot huet dëst a sengem Avis complémentaire als Argument ugeholl a wäert deemno d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ginn, och wann en der Meenung ass, datt de Risiko vun enger Insécurité juridique weider besteet an datt d'Gerichter sech eventuell wäerten domadder musse befaassen.

Dir Dammen an Hären, den Aspekt IRM ass u sech just eng Nieweschauplaz vun deemem Projet de loi, och wann en an de leschte Jore quasi als Synonym fir de Virage ambulatoire duergestallt gouf an ëmmer erëm emotional héichgekacht ginn ass.

Ëm wat geet et also haaptsächlech an deemem Projet de loi? De Projet de loi definéiert de Kader, an deem verschidden Aktivitéiten an Zukunft kënnen ausserhalb vum Spidol ugebuede ginn, fir déi een haut nach muss an d'Spidol goen, fir esou d'Prise en charge vun de Patienten ze verbesseren, ouni awer de Lëtzebuerger Gesondheetssystem a Fro ze stellen, deen op Universalitéit, Gläichheet, Solidaritéit a Qualitéit opgebaut ass.

D'Aktivitéiten, déi betraff sinn, sinn déi, déi keng Spidolsbetter brauchen a kënnen a sougenannten „Antennen“ ugebuede ginn. Dës Antenne kann ee sech éischter virstelle wéi eng méi grouss Dokteschpraxis, wou zum Beispill d'Dialys, d'Imagerie médicale, d'Hospitalisation de jour non chirurgicale oder ambulante Kriibstraitement ugebuede kënnen ginn.

Dës Antenne kënnen op Initiativ vum Spidol oder vun engem oder méi Dokteren oder Dokteschen initiéiert ginn. Déi eenzeg Konditioun ass, dass d'Partner e gemeinsamen Nenner fannen, fir d'Aktivitéit am Kader vun enger Konventioun tëscht Spidol an Dokteren ze organiséieren.

D'Konventioun, déi muss ënnerschriwwen ginn, gëtt vu verschiddene Säiten als Tutelle vun de Spideeler iwwert d'Praxissen ugesinn. déi gréng gesinn dat net esou.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Wann e private Cabinet wíllt an der Kollaboratioun mam Spidol

en Apparat installéieren, da gëtt just fir d'Notzung vun dësem Apparat eng Konventioun ënnereneen ausgeschafft, eng Konventioun, déi absolutt keng Influenz op de Fonctionnement vum Rescht vun der Praxis huet. Dat wëllt soen, dass en Dokter, deen an dëser Praxis aktiv ass an näischt mam Apparat oder Ekipement ze dinn huet, deen iwwert d'Konventioun gereegelt ass, och net vun dëser Konventioun impaktéiert ass. Deen ass domat absolutt net un d'Spidol gebonnen an huet eng total Liberté d'exercice.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | D'Ekip, déi mam Apparat schafft, ass och just un dat gebonnen, wat an der Konventioun steet an net un dat, wat e Spidol hinne seet. Do ka souwuel d'Spidol wéi de Cabinet médical d'Mise à disposition vun de Geräter oder der Infrastruktur maachen. Vun Tutelle vun de Spideeler kann also net geschwat ginn.

Wat fir déi gréng awer och wichteg ass, ass, dass d'Gesondheetspersonal aus den Antennen, déi ënner der Konventioun schaffen, sech un de Garde vun de Spideeler solle bedeelegen. Dat ass fir eis en zentrale Punkt, well dëst spezialiséiert Personal immens rar ass. Mir bilden der aktuell net genuch aus, wat e Problem ass, a rekrutéiere bis wäit iwwer eis Grenzen ewech.

D'Multiplikatioun vun den IRMen an anere Sitten dierf net derzou féieren, dass rodéiert Ekippen zersplittert ginn an eng fundamental Mission de santé publique wéi d'Garden net méi kann assuréiert gi wéinst enger Ofwanderung vu Personal.

Esou vill zu enger méi sachlecher Betruuechtung vun dësem Projet de loi. Mee d'Diskussioun op der Place publique, déi de Virage ambulatoire ervirbruecht huet, war alles ansécht wéi sachlech. Emotional héichgekacht ass den Dossier, well d'Waardezäit, fir eng IRM gemaach ze kréien, deelweis extreem laang war an dofir Drock entstanen ass aus dem Privatsektor, fir och ausserhalb vun de Spideeler IRMen oder aner Ënnersichunge kënnen ze maachen.

(Interruption)

Mir sinn eis hei all eens: Déi Waardezäite waren ze laang! Mee do ass dergéintgeschafft ginn. Dobäi ass och ëmmer erëm opgeworf ginn, dass déi Leit, déi sech et leeschte kënnen, an d'Ausland ginn an déi, déi sech et net leeschte kënnen, mussen hei zu Lëtzebuerg laang warden.

Laut dem Rapport „La réalisation des examens de l'imagerie par résonance magnétique au Luxembourg en 2019“, deen 2022 erauskoum, sinn 0,3 % bis 0,9 % vun den Awunner an d'Ausland gaangen, fir eng IRM ze maachen. Dat ännert a Fonctioun vun de Kantoner, wou d'Leit wunnen.

Dës Zuel kann ee schwéierlech als Argument huelen, fir d'Ausso ze ënnermaueren: „Mir hu schon eng Zwouklassemédezzinn!“, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... déi vun de Verfechter vu méi Privatiséierung am Lëtzebuerges Gesondheetssystem gären an de Raum gehäit gëtt.

Mir hu keng Zwouklassemédezzinn, mee e Problem vun der Offer a bestëmmte Beräicher. Dat sinn Erausfuereunge, déi mer léise kënnen, wa mer déi richteg Mesüeren huelen. An dat ass jo deelweis scho geschitt. Esou ass d'Unzuel vun den IRMen an de leschte Jore quasi verduebelt ginn, an domat sinn och d'Waardezäiten erofgaangen.

Zousätzlech gëtt och elo an engem Pilotprojet gekuckt, ob een d'Apparater net ka méi effizient notzen,

andeems se och owes méi spéit a weekends kënnen genotzt ginn. Dat ass iwwregens och agefuert ginn, deelweis op d'Interventioun vum Josée Lorsché a mir an enger Question parlementaire.

Ergänzend dozou muss awer och d'Verschreiungspraxis iwwerwaacht ginn a reegelméisseg Rapport ofgeluecht ginn iwwert d'Unzuel vun den IRMen, déi gemaach ginn, de Verschreiungsgrond an eng Analys iwwert déi medezinnesch Validitéit vun de Verschreiungen, och eng Missioun, déi vum Observatoire national de la santé kéint iwwerholl ginn.

Natierlech muss een op dëser Plaz och déi allgemeng Diskussioun féieren: Wéi liberal kann, soll oder muss eng liberal Medezinn sinn? An d'Fro, ob kann eng total Libertéit an engem Beräich existéieren, deen ëffentlech finanziert gëtt, muss och erlaabt sinn. Ass et net awer esou, dass de Staat an deem Fall soll kënnen definéieren, wou ënner welleche Konditioune besonnesch Apparater an Infrastrukture mat grousem finanziellem Opward a mat Asaz vun extreem rare spezialiséierten Aarbechtskräften kënnen opgebaut a genotzt ginn?

Fir déi gréng ass et evident, dass och an engem liberale System eng Planifikatioun muss méiglech sinn, wann dëst am Sënn vun der Santé publique ass, zum Beispill fir ze evitéieren, dass onkontrolléiert esou Apparater aus dem Buedem sprissen an een herno d'ëffentlech Ausgaben net méi ënner Kontroll huet, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... oder fir dat Personal, dat do ass a wou elo schon eng Penurie besteet, effizient anzesetzen. Eng ongereegelt Multiplikatioun vun de Sitten erlaabt dëst net.

Am Kontext vum Exercice de la médecine vu Liberté de commerce et de l'industrie ze schwätzen, ...

Une voix | Genau!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... wéi d'Autorité de la concurrence dat mécht a wéi den Här Wiseler et och gesot huet, kënnen déi gréng just mat Erstaunen aktéieren. Mir hoffen awer, dass weeder d'Dokteren nach iergendeen heibannen der Meenung ass, dass den Exercice de la médecine e Commerce soll sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Genau dat gëllt et fir eis ze evitéieren. Kee wëllt eng total Liberalisatioun vun dem Gesondheetssektor, wéi en zu Esch schonn an de Startbléck steet, ...

Une voix | Genauou!

M. Marc Hansen (déi gréng) | ... wou en Investmentfong wëllt an eng Praxis investéieren, wou een och kann IRMe maachen a wou d'Lokaler u verschidden Doktere verloung ginn, stonneweis, jo, Dir hutt richteg héieren, stonneweis. An dann? Jo, an da sinn déi Dokteren net méi am Land, well oft komme se aus dem Ausland an domat ass d'Continuité des soins vun de Patienten absolutt net méi garantéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Dat kléngt no Medezinn no ekonomesche Krittären an net no Aarbecht am Respekt vun der Santé publique. D'Renditt dierf net virun d'Gesondheet vun eiser Populatioun gestallt ginn. Duerfir sinn déi gréng der Meenung, dass beim Projet de loi 8013, wou et de Gesondheetsberuffer soll erméiglecht ginn, sech an enger Gesellschaft ze regroupéieren, onbedéngt muss evitéiert ginn, dass et a Richtung Finanzialiséierung vun dem Gesondheetssystem geet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Dir Dammen an Härren, fir déi gréng sinn dat alles fondéiert Grënn, fir am Beräich vun den Apparater an Ekipement, déi iwwer 250.000 Euro kaschten an déi mat ëffentleche Gelder finanziert ginn, eng Planifikatioun a Fonctioun vun de Besoinen ze maachen. Dat wëllt soen, dass der sollen esou vill do sinn, dass et keng laang Waardezäite gëtt fir bäizekommen. Gläichzäiteg brauch et awer och net méi Apparater, wéi de Besoin et néideg mécht.

Duerfir si mer der Meenung, dass ee permanent soll de Besoin analyséieren an dann d'Unzuel vun den Apparater upassen. Wann der solle bäikommen, solle se dann och geografesch do implantéiert ginn, wou se am meeschte gebraucht ginn.

Mir hunn ëmmer erëm drop insistéiert, dass d'Besoinen um Terrain reegelméisseg iwwert de Wee vun enger Carte sanitaire extrahospitalière sollen analyséiert ginn, fir kontinuéierlech dës Apparater an Ekipementen unzepassen. An et ass jo och elo virgesinn, dass den Observatoire national de la santé dat soll maachen.

Et gëtt eng anstänneg Planifikatioun gebraucht. Dat ass net ze verwiessele mat Planwirtschaft, esou wéi dat vu ville Säiten ze héieren ass. Hei geet et drëm, Previsibilitéit ze schafen an ëffentlech Suen en bon père de famille respektiv en bonne mère de famille ze geréieren. Et geet och drëm, eng Dispersioun vun den techneschen Ekipementen ze evitéieren an domat keng effizient Notzung méi kënnen ze garantéieren, mee besonnesch awer och d'Dispersioun vum Personal ze evitéieren, wou mer schonn eng Penurie hunn, besonnesch beim spezialiséierte Personal, dat fir esou Apparater néideg ass.

Här President, mat dësem Projet de loi schafe mer Kloeerheet an engem Beräich, dee wärend vill ze ville Jore fir vill Diskussiounen, Sträit an Onzefriddenheet am Sektore gesuergt huet. Endlech hu mer de Wee aus dem rechtlechen Niemandland erausfonnt a beweegen eis elo erëm op engem reglementéierten Terrain.

Ausserdeem, och wann et vill ze laang gedauert huet, brénge mer domat awer eng méi flexibel Offer fir de Patient an Aklang mat de Wënsch vun den Dokteren um Terrain an den Imperative vun der Santé publique.

Et muss een awer och feststellen, dass dës Projet de loi net all Problem um Terrain léist an och net jiddereen zefriddestallt ass. Dat gesäit een un den Diskussiounen, déi weider gefouert ginn.

Och de Staatsrot seet, dass de Risiko besteet, dass d'Gerichter sech wäerte mat de Konsequenze vum Text, dee mer haut diskutéieren, befaassen, fir ze erklären, ob dësen Text d'Liberté d'exercice vun den Dokteren als Profession libérale aschränkt oder ob de Staat d'Recht huet, an engem mat ëffentleche Gelder finanzierte System eng Planifikatioun op d'Been ze stellen, fir d'Ausgaben ze encadréieren. Do huet mat dësem Projet de loi e politesche Choix misse geholl ginn, hannert deem déi gréng Fraktioun steet.

D'Erausfuereunge bleiwen awer och nom Vott vun dësem Projet de loi bestoen. Kuckt een d'Entwécklung zu Lëtzebuerg a besonnesch och am Ausland, besteet weiderhi Besoin, fir de Virage ambulatoire weiderzedreiwen. Fir déi gréng ass et kloer, dass de Finanzement vu Gemeinschaftspraxisse muss esou opgestallt ginn, dass de Spidolsektor net defavoriséiert gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | D'Spideeler sinn d'Réckgrat vun der Santé publique a mussen 24/24

Stonnen a 7/7 Deeg de Parcours du patient garantieren.

De Patient däerf och net duerch méi Privatiséierung méi belascht ginn. Et muss evitéiert ginn, dass e Patient mat Zousazversécherung méi schnell e Rendez-vous kritt wéi de Patient ouni.

Nieft dem Risiko vun enger wirklecher Zwouklassemdezinn besteet och de Risiko vu Konkurrenzkampf tëscht de verschiddenen Exploitanté vun Ekipementer an Apparater, wat zu engem finanziellen Drock, fir den Apparat ze rentabiliséieren, ka féieren. De Problem vun den net justifizierten IRM-Verschreibungen oder aner Akte géif heiduerch an d'Luucht goen. Et mussen duerfir och kloer Krittären definéiert ginn, wat d'Utilisatioun an d'Kontroll vun den Apparater betrëfft a wat déi néideg Qualifikatioun, Unzuel a Remuneration vum Personal ugeet, dass dës Apparater handhaabt.

Kuckt een dese Projet zesumme mam Projet de loi 8013 iwwert d'Gesellschaft fir d'Gesondheitsberufler, gesäit een, dass u sech e grouse Schrëtt a Richtung Ambulatoire gemaach gëtt, och wa fir déi méi deier Apparater an Ekipementer eng Planifikatioun bestoe bleibt, déi de Wildwuchs soll evitéieren an d'Kontroll vun den Depensé vun den öffentliche Sue soll weider erméiglechen.

Fir eis ass et fundamental, dass déi nei Strukturen sech an der Verantwortung gesinn, un der Mission de santé publique deelzehuelen. Mir brauchen an éischer Linn eng Stärkung vun der Éischtversuergung, eng Qualité de service, déi an den ambulanten Antenne muss um Spidolsniveau leien, an e System vu Garden, dee funktionsfäeg bleibt, ouni dass d'Aarbechtsbedingunge vum Personal, dass dës Garden assuréiert, negativ impaktéiert ginn.

Eng aner wichteg Fro, déi fir eis nach net zefriddestellend gekläert ass, ass d'Fro vun de Kollektivverträge aus dem Spidolssektor a wéi déi sech an den ambulanten Antenne wäerten applizéieren, net nëmmen an deem Beräich, deem iwwert d'Konventionen geregelt gëtt.

D'Gewerkschaften wäerten hei och genau kucken, dass iwwert de Wee vum „out of hospital“ de Spidolskollektivvertrag net wäert ënnergruewe ginn an esou eng Konkurrenz déloyale par rapport zum Spidolssektor kéint entstanen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, a mir droe selbstverständlech och d'Motion, déi vun der Madamm Hartmann deposéiert ginn ass, mat. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken e Merci dem Här Mars Di Bartolomeo fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An deene leschte Joren ass eis nees bewosst ginn, wéi wichteg de Gesondheitssystem ass.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wa mer eis awer haut besonnenesch mat deem Sektor wëlle beschäftegen, dann ass et, well de Sektor leider mat ville Problemer befaasst oder seplot ass, trotz der Qualitéit an dem onermiddlechen Asaz vu senger Leit, déi eng exzellente Aarbecht leeschten.

Mir hunn et hei mat Problemer ze dinn, déi net dem Gesondheitssektor selwer seng Schold sinn, mee

déi meeschtens vun der Politick verschëlt sinn, dat wëllt soen, vun uewen erof, vun enger Politick, déi net Schrack mat den Erausforderungen hält, vun enger Politick, déi keng oder falsch Decisiounen hält, a vun enger Politick, déi u vereelzte Rezepten festhält, amplaz sech Léisungen opzemaache fir muer.

D'Patienten kennen déi Problemer, d'Leit aus dem Sektor kenne se och. An awer geschitt näischt. Fir d'ADR ass deen Zoustand inakzeptabel.

D'Leit fäerten hautzedaags reegelrecht, fir krank ze ginn, speziell an Zäite wéi nuets oder de Weekend. Ech kéint elo meng Riedezäit notzen, fir all dës Erfahrungen, déi ons matgedeelt goufen, hei duerzeleeën. Do gëtt et der leider vill ze vill. Mir maachen dat net. Mee dass eppes am Gesondheitswiesens net stëmmt, gesi mer och an deene véier Petitiounen, déi kierzlech hei an der Chamber diskutéiert goufen.

Dese Gesetzesprojet bréngt eng Rei vun Inkohärenzen mat sech. D'Approche vum Projet ass vu renger Planwirtschaft, déi näischt mat der Realitéit vum Marché, also vun der Offer an der Demande, ze dinn huet. Mir liesen am Projet ënner anerem, dass déi sougenannt „équipements lourds“, déi an der Annex 3 opgeléist sinn, zum Beispill IRM oder Mammografie, just fir de Milieu hospitalier reservéiert sinn. Dës Lëscht, also d'Annex 3, „sera opposable aux médecins qui ne peuvent donc pas installer et exploiter à leur compte les appareils réservés au milieu hospitalier“. Do sinn och d'Apparater mat Prise en charge vun iwwer 250.000 Euro betraff.

Mir sinn also an enger Approche vun enger Planwirtschaft, déi d'Offer vum Gesondheitswiesens net ausbaut. D'Doktere si Fachleut am Zentrum vum Gesondheitssystem, déi eng Fräiheet brauchen, fir de Beruff kënnen korrekt auszuüben. Déi sougenannt „liberté d'exercice“ ass also essenziell, fir de Patienten eng Offer a Leeschtunge konform an am Aklang mam medezinnesche Fortschrëtt ze offréieren.

D'Ausübe vun engem liberale Beruff ass an der Verfassung garantéiert, ausser fir Restriktionen, déi vum Gesetz virgesi sinn.

Eng Restriktion vum liberale Beruff duerch e Gesetz muss ëmmer d'Krittären vun der Proportionalitéit respektéieren a si muss och passend zu de proposéierten Zwecker sinn. Et gëtt aktuell vill Problemer am Gesondheitssystem. Trotz den Ukënnung gëtt d'ambulant Behandlung net favoriséiert, d'spezialiséiert Medezinn bleibt weesentlech konzentréiert an de Spideeler, de Sektor extrahospitalier vun der allgemenger Medezinn an och d'Spezialmedezinn bleibt ënnerfinanziéiert. D'Spidolsinfrastruktur ass gréisstendeels net adequat fir eng operationell ambulant Behandlung an der Medezinn.

D'Finanzéierung an d'Erneuerung vun den Apparater sinn net méi de Besoine vun der moderner Medezinn ugepasst. Aus all deene Grënn ass een Zougang zu enger Qualitéitsversuergung net méi garantéiert bannent den Delaien, déi als akzeptabel ugesi kënnen ginn.

De Gesetzesprojet a senger aktueller Form verhënnert net, dass d'Patienten sech kënnen an d'Ausland ofsetzen, well se do méi schnell hir Diagnos gemaach kréien. An domadder si mer dann, wéi virdu gesot, bei enger Zwouklassemdezinn.

D'AMMD weist zu Recht drop hin, dass si bei deem Gesetzesprojet net mat agebonne gouf. Och dat bedauere mer. Domadder war dann och kee wirklechen Argumentenaustosch ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Engelen, erlaabt Dir, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, ech hat dem Här Kersch schonn eng Kéier gesot: Meng Riedezäit ass begrenzt an ech hunn elo keng Loscht, fir dorobber ze äntweren.

(Interruptions)

Ech maachen elo mol mäint an duerno kënnen mer dann driwwer diskutéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Da fuert emol weider.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. D'AMMD weist zu Recht drop hin, dass dese Gesetzesprojet net mat hinnen diskutéiert ginn ass. Dowéinst gouf et och kee wirklechen Argumentenaustosch, fir déi bescht Léisung ze fannen. Dese Gesetzesprojet ass de perfekte Beweis, dass den Dialog nach ëmmer kee Leitmotiv ass an der Gesondheitspolitik. D'Auteurs setzen hir Iddien einfach duerch. Dass da warscheinlech fir si méi einfach. Déi initial Iddi vum Gesondheitsdësch gëtt dofir an eng Alibiorganisatioun ëmgewandelt.

D'Logik vun der Staatsplanung, déi versot huet, gëtt zu Onrecht erhale fir angeblech Argumenter vu Käschtekontroll op där enger Säit an aus Grënn vu politescher Kontroll op där anerer Säit. Tatsächlech entscheet de Gesondheitsminister oder -ministerin schlussendlech aleng iwwert d'Allocatioun vu weesentleche finanzielle Ressourcen.

Zesummegefaasst muss ee feststellen, dass de Gesetzesprojet d'Zil huet, eng Politisierung am Beräich vun der Gesondheet ze verëiwegen, dass d'Dokteren an och aner Gesondheitsspezialisten bewosst ausgegrenzt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Esou eng Politick ignoréiert déi séier verännert reell Bedierfnisser vun de Bierger, déi net gehéiert ginn an och keen Afloss op d'Decisionen huele kënnen.

Als Nächst ass et absurd, dass de Gesetzesprojet virgesäit, dass dës zousätzlech Sitten eenzeg an aleng duerch d'Spideeler bedriwwen ginn. D'Fro ass och, firwat dës ambulant Strukturen mat getrenntem Patientestrom a vereinfachter Organisatioun net kënnen vun Doktere geréiert ginn. Dëst ass eng aner inakzeptabel Restriktion vum liberale Beruff. Dëst ass wirklech e weidere Schued fir déi gesond Entwécklung vum Beruff an e weideren Nodeel fir d'Patienten.

Här President, dese Gesetzesprojet féiert zu weidere Restriktionen vun de fundamentale Fräiheeten vu bestëmmten medezinneschen Berufler. Tatsächlech geet et drëms, fir weiderhin den Zougang an d'Notzung vun der Ausrüstung ze beschränken, fir d'Käschten ze plangen an ze kontrolléieren. D'Benotzung vun IRMen exklusiv op d'Spideeler oder Annexen ze beschränken, ass e Monopol an eng Aschränkung vum liberale Beruff, obwuel jo esou vill Patienten dréngend op dës Apparaturen ugewise sinn an d'Waardezäiten heiansdo méintelaang sinn. Eis Fro ass follgend: Wéi wëllt Dir dat mat enger Offer vu Qualitéitsfleeg an Aklang bréngen? D'Generaliste sinn alarméiert, dass si just limitéierten Zougang zu fristgerechte Rendez-vousen fir hir Patienten mat dréngende Problemer hunn.

Wat d'Finanzen ugeet, war d'Cour des comptes ganz kritesch an engem vun hire Berichter, speziell am Joer 2019, déi si publizéiert huet.

En anere Fakt, deem ëmmer bemierkbar gëtt, ass dee vum Spidolsmanagement, deem ëmmer méi bürokratesch an domadder och deels méi verschwenderesch gëtt.

Et gëtt vill juristesche Onkloerheeten. De Gesetzesprojet iwwert de sougenannte „Virage ambulatoire“

ass ënner Panik entstanen an e soll elo an der Urgence gestëmmt ginn. Déi juristesche Onkloerheete betreffe virun allem de Prinzipp, dass verschidden Apparater an Ekipementer just fir de Milieu hospitalier reservéiert sinn an esou net kënnen vun Dokteren an hire Cabineten benotzt ginn. Dëst ass eng fundamental Aschränkung vun engem fräie Beruff.

An de Staatsrot seet et ausdrécklech a sengem Avis, an trotzdeem hält d'Regierung un deem Text fest, wëssend, datt en eigentlech net konform zur Verfassung ass. De Staatsrot gëtt déi ganz Argumentatioun a sengem Avis. D'Konsequenzen, déi dat fir de Gesondheetssystem a fir de Staat hätt, si valabel Grënn, fir den Text iwwert d'Dezentraliséierung vun de medezinnesche Servicer net ze stëmmen, wat mer och maachen.

Et muss een och feststellen, datt déi Gesondheetspolitik vun de leschte Joren ... an do muss ech den Här Wiseler korrigéieren, net nëmmen déi leschte zéng Joer, mee ech mengen, et ass scho méi wäit hier, wou dat ass.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | An ech mengen, en huet dat ..., mee do ware si warscheinlech mat an der Koalitioun, dofir huet en dat ausgeklamert. Mee wann een objektiv kuckt, muss een dat scho méi laangfristeg kucken.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmerksamkeet. Mir wäerten dëst Gesetz natierlech net stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Elo kréie mer awer nach d'Geleeënheet, fir ze weisen, datt Dialog e Leitmotiv fir Iech an der Gesondheetspolitik ass, well den Här Kersch wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dialog, awer net Polemik!

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, et ass och absolutt keng Polemik. Am Géigendeel: Et ass wierklech eng seriö Fro. Et geet ëm d'Definitioun vun deem, wat d'Zwouklassemdezinn ass. Ech muss Iech soen, ech hu manner Problemer domadder, dass et Leit gëtt, déi mengen, si géifen am Ausland bezuelen a se géifen dofir e Service kréien, dee se vermeintlech hei zu Lëtzebuerg net kréien.

Mee fir mech – an ech mengen, dass mer eis do guer net esou wäit aus de Féiss sinn – besteet d'Zwouklassemdezinn éischer doranner, dass et Leit gëtt, déi mengen, se géife sech eng Zousatzversicherung zur Lëtzeburger Sozialversicherung bezuelen a se géifen doduerjer e privilegiéierten Zougang kréien an enger liberaliséierter Lëtzeburger Medezinn. An ech mengen, dat ass déi Zwouklassemdezinn, déi mir wëlle verhënnere. An ech ginn dervun aus, dass dat bei Iech net anescht ass. Jiddefalls hunn ech Iech esou verstanen, wéi Der Iech virun ausgedréckt hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dat ass Är Versioun. Mir gesinn et aus der Siicht vum Patient. An de Patient, wann e sech et ka leeschten, da geet en an d'Ausland. Ech wunne jo zu Tratten, dat wësst Der alleguerten. Mee mir kréie méi séier e Rendez-vous zu Sankt Vith oder och nach zu Tréier. Da fuere mir dohinner an da komme mir erëm. An ech mengen, do hu mer jo schonn den Zwouklassemdezinn. Wann ech mer dat ka leeschten, well ech muss jo déi Sue virstrecken, ech kréie se duerno erëm, dat ass an der Rei, mee am anere Fall ... Ech

mengen, dat ass dat, wat mir mat Zwouklassemdezinn mengen an näischt aneres.

Här Kersch, merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Da komme mer elo ...

M. Dan Kersch (LSAP) | An d'Keessepatiente kommen op Lëtzebuerg!

M. Fernand Etgen, Président | ... bei den nächsten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, fir d'éischt emol dem Här Rapporteur e grouse Merci fir säi komplette Rapport. Jo, an de leschte Méint a Wochen ass dëst Gesetz ëmmer erëm an der Effentlechkeet als „Virage ambulatoire“ bezeichent ginn. Dat ass et awer net an eisen Aen. Dat hei ass kee Gesetz, dat e generelle Virage ambulatoire vum Spidolswise reglementéiert. Et geet just ëm eng Verlagerung vu spezifesche Prestatiounen a supplementär Spidolssitten an Antennen ausserhalb vum zentrale Spidol, also de facto eng Zentraliséierung vu verschiddene Spidolaktivitéiten.

Här President, de Virage ambulatoire ass scho méi laang ënnerwee, an dat ouni weider gesetzlech Upassungen. Effektiv, spéitstens zënter 2019 an der Decisioun vum Verwaltungsgericht, spéitstens do hätt misse geschalt ginn an d'Reglementatioun verschäerft ginn, fir ze verhënnere, dass nach aner Leit vun dëser Jurisprudenz profitéieren. An natierlech huet et net laang gedauert, bis d'Affär um Dësch loung mam IRM an engem Centre médical um Potaschbiere, dee jo ouni Autorisatioun vum Ministère installéiert gouf a mat private Gelder finanzéiert war. Mir hunn deemools relativ vill an der Chamber doriwwer geschwat.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet ass zumindest emol eng gesetzlech Basis geschaf, déi kloer Limitatiounen vun der Unzuel un Apparater pro Spidol a Spidolstruktur ugëtt. Dës Apparater dierfen och just am Spidolskader exploitéiert ginn. Mir begrëssen dat, well dem Business mat den IRMe musse Grenze gesat ginn.

Här President, mir hu vollt Verständnis dofir, dass ee gestresst a besuergt ass, wann een ze laang op e Rendez-vous bei engem IRM-Scan waarde muss. Mir wëssen och, dass den Osten net genuch couvériert ass, wat Gesondheetsservicer ubelaangt. Mir wëllen awer och drun erënneren, dass Lëtzebuerg dat Land an Europa ass, dat déi meeschten IRMe pro Awunner huet. Am Verglach zu Däitschland huet Lëtzebuerg 50-mol méi IRM-Apparater pro ratio Awunner. Dat schreift d'CSL an hirem Avis. Dat ass eng zimlech impressionant Zuel. Dat heescht an Zuelen ausgedréckt: Lëtzebuerg huet 12 IRMe fir 600.000 Awunner an Däitschland 35 IRMe fir 83 Milliounen Awunner. Esou hu mer et aus dem Avis vun der CSL erausgelies. Dat sinn awer impressionant Zuelen.

Här President, komescherweis si rezenten Donnéeën no trotz méi IRM-Apparater d'Wardezäiten net drastesch erofgaang, fir e Rendez-vous ze kréien – souwäit ech weess 20 %. Dat ass an eisen Aen awer elo net enorm, fir dass ech ... Mir hunn elo just virduel héieren, datt hei an deene leschten zwoe Joer duebel esou vill IRMen do sinn, soudass mir eis d'Fro stellen, wéi sënnavoll déi nei Acquisitiounen sinn a wéi vill vun de Preskriptiounen fir en IRM dann iwwerhaupt néideg sinn.

D'Remboursementer vun der Krankekeess baséiere jo um Prinzipp vum „utile et nécessaire“. Fir ze verhënnere, dass déi sëlleg schwéier deier Apparater de Budget vun der Krankekeess sprennen, muss eventuell kontrolléiert ginn, ob d'Dokteren dëse Prinzipp dann och wierklech respektéieren oder ob net awer zum Deel eng reng Profitlogik priméiert, déi d'Onwësse vum Patient awer och zum Deel da vlächt ausnotzt.

Här President, et felt eis un Informatiounen an un objektiven Donnéeën, déi kënnen begrënnen, firwat da just véier prezis medezinnesch Beräicher ambulanz am Kader vun neien dezentrale Spidolssitte sollen ugebuede ginn. Beim IRM hu mer jo schonn d'Froen opgeworf vun der Necessitéit par rapport zum eigentlechen eventuelle Besoin beim Patient. Fir eis ass och net ganz kloer, firwat genee d'Dialys, d'Onkologie an d'Hospitalisation de jour sollen ausserhalb vum zentrale Spidol ugebuede ginn.

Jo, mir wëssen, dass d'Zuel u Behandlungen an deene Beräicher effektiv steeteg wiisst. Déi Zuele stinn och am Exposé des motifs vum Gesetz a sinn och an der Carte sanitaire nozeliesen. Mee mir wëssen och, dass Ëmweltverschmutzung, Tabagismus, Alkoholismus an aner gesondheetsschiedlecht Konsumverhalten zu ëmmer méi Obesitéit bei der Populatioun an och zum Kriibsrisko bäidréit. Mir wëssen, dass doduerch ëmmer méi Leit op eng Dialys an op Chimiotherapien an esou weider ugewise sinn. Dass Leit, déi an eng Dialys oder eng Chimio musse goen, net esou mobil sinn, dat wësse mer, an doduerjer mécht et och Sënn, dass dës Prestatiounen effektiv méi no bei de Leit ugesidelt ginn. Dat kann een novollzéien.

Trotzdeem fanne mir et bedenklech, dass grad wéinst der Entwécklung vun dësen Pathologien, déi ëmwelt- a konsumbedéngt sinn, net verstärkt an d'Preventioun an den Zougang zu primäre Gesondheetsservicer zu Lëtzebuerg investéiert gëtt. Mir haten do déi eng oder aner Debatt och iwwer Ëmweltmedezinn, wou mer ganz vill iwwer Preventioun geschwat hunn. Do kann een u ganz aner Saachen denken, wéi zum Beispill Ernährung, méi biologesch Ernährung an de Kantinnen, Ëmweltbelaaschtung erofdrécken duerch en Erodfrécke vun den CO₂-Ausstéiss zum Beispill, duerch eng allgemeng Reduzéierung vun der Vitess an de Stied an Dierfer. Do si mer bei ganz aneren Theemen, mee voilà, do si mer an der Preventioun, an enger ..., wat mir wierklech Preventioun nennen, vun esou Krankheeten, déi awer wierklech immens wuessen an eise Länner.

Här President, et gëtt dann och en neie Finanzéierungssystem hei agefouert, dee forfaitaire ass. Mir sinn do ganz skeptesch a gesinn doran eng Ouverture fir déi faméis Tarification à l'activité, déi sech hannert der Ausso „instauration d'une modalité de collaboration et de financement plus flexibles à l'activité ciblée sur les soins ambulatoires“ verstoppt. Esou eng Finanzéierungsmethod huet a Frankräich zu enger enormer Konkurrenz tëscht de Spideeler an enger geckegeger Kompetitioun gefouert. Wie méi Aktivitéiten do ubitt, méi Prestatiounen brummt, dee kritt méi vum Staat. Dës Fließbandlogik huet an eisem Nopeschland zu enger Degradatioun vun der Qualitéit an dem Burnout vum Gesondheetspersonal gefouert. Et ass ze hoffen, dass mer zu Lëtzebuerg net op dee Wee wäerte goen.

Här President, d'Budgetiséierung vun den ambulatoir Prestatiounen a Sitte verleeft dem Gesetz no ausserhalb vun der Enveloppe budgétaire vun de Spideeler. Dat geet an eisen Aen an déi falsch Richtung a féiert zu nach méi Intransparenz a Manktum u Kontroll vum Budget, dee fir de Fonctionnement vun de Spideeler virgesinn ass.

Mir bedauern och e Manktum u Prezisiounen iwwert d'Personal an d'Aarbechtskonditiounen. D'Gesetz gesäit e spezielle Kontrakt mat de liberalen Doktere vir, e „contrat-type de collaboration“, deen d'Kollaboratioun tëscht dem Spidol an de liberalen Dokteren an deenen ambulanten Zentere soll reegelen. Wéi genee dee soll ausgesinn, wësse mir awer net. Mir fäerten, dass dese Flou am Gesetz ausgenutzt kéint ginn, fir komesch Arrangementer ze maachen, déi op d'Käschte vun de Salariéen ënnert dem Gesondheetspersonal kéinte goen.

Fir eis mussen d'Aarbechtskonditiounen fir d'Personal an deenen ambulatorië Sitten och op engem gemeinsamen Nenner ugepasst ginn, an dat geet an eisen Aen am beschten, wann d'Personal ausschliesslech aus Salariéë besteet. Dat ass awer net esou am Projet de loi virgesinn.

D'CSL weist dann och an hirem Avis op e gewaltege Widdersproch vun der Ausrichtung vun der Gesondheetspolitik hin, deen dese Projet de loi ervirsträcht. Engersäits setzt dëst Gesetz jo kloer Limiten a Konditiounen, wat d'Acquisitioun vun den deieren, schwéieren, technesch komplexen Apparater an Ekipementer ubelaangt, wat mer, wéi gesot, begrëissen. Dat mam Zil, dass verhénnert soll ginn, dass privat Cabineten a Gesondheetszentere Profitt aus der Exploitatioun vun deenen Apparater schloen, virun allem op d'Käschte vun eiser Gesondheetskeess. Esou eng Privatiséierung vun Apparater, déi bis elo just am Spidolskader kënne genotzt ginn, géif eng seriö Konkurrenz fir d'effentlech Spidol bedeuten an zu enger Ausbludung vun de Spidolsfinanze féiere kënnen.

Opground dovunner ass et fir eis onverständlech, dass en anere Gesetzesprojet um Instanzeweise ass, iwwert deen och haut scho geschwat ginn ass, deen d'Dier fir d'Grënnung vu privaten Dokteschgesellschaften opmécht, liberale Cabineten, déi mat private Gelder vun auslännesche Firms finanzéiert kënnen ginn. Falls dat Gesetz vun den Dokteschgesellschaften sollt duerchgoen – dat ka jo dann awer no de Wale sinn –, da muss mer eis seriö Gedanken maachen, wéi eis Spideeler a Spidolsantennen des Mise en concurrence déloyale kënnen iwwerliewen. Mir maachen eis also do Suergen driwwer.

Här President, bei deemem Projet de loi stellt sech och d'Fro, wouhi sech eise Gesondheetsystem orientéiere soll. Ganz éierlech gesot: Mir hunn zu Lëtzebuerg an eisen Ae kee kloer Konzept. Eise Gesondheetsystem ass e weineng schizophreen – wann ech esou soen däerf. En ass weeder 100%eg effentlech nach 100%eg liberaliséiert. D'Gesondheetspolitik zeechent sech aus duerch net ëmmer glécklech Kompromësser mat liberalen Dokteschvertriedungen an d'Gouvernance vun eise Spideeler ass e bësselchen en Duerjernen aus effentlecher Medezinn an Neomanagement. Jiddereen kritt e bëssen, mee keen ass wierklech zefridden. D'Salariatsdoktere sinn et net wierklech, d'liberal Dokteren net, d'Infirmieren an d'Aide-soignanten och net, d'Hiwannen och net an d'Patienten och net.

De Personalschlüssel awer vum Gesondheetspersonal entsprécht absolut net méi der Realitéit vum Ausmooss vun der Aarbecht an der Kadenz, déi hei muss assuréiert ginn, an do muss an eisen Ae wierklech nogebessert ginn.

(Brouhaha)

Här President, fir déi Lénk ass deen eenzegen ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier heibanen!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Fir déi Lénk ass den eenzegen Auswee aus deemem Widdersproch, dass mer en 100%eg effentleche Gesondheetsystem an d'Ausweite vun der Salariatsmedezinn behalen an eeben och hunn. Déi Lénk wëllen net riskéieren, dass mat deemem Gesetzesprojet, zesumme mat deem zu den Dokteschgesellschaften, deen ennerwee ass, awer op eemol Profitt iwwert dem Liewen an der Gesondheet an dem Wuelbefanne vum Patient géif stoen. Dofir enthalte mir eis bei deemem Gesetz.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Piraten ass déi heite Gesetzespropos (veuillez lire: deen heite Gesetzesprojet) ganz kritesch ze gesinn – ganz zur Onzefriddenheet vun den Dokteren a wuel och vu ganz ville Patient/innen. D'Iddi, eng Rei Servicer ausserhalb vun engem Spidol unzëbiden, dat ass jo eigentlech begrëssenswäert an dat hu mer och schonn heibanen e puermol diskutéiert – an net nëmme begrëssenswäert, souguer iwwerfällg!

Am Moment gi vill Servicer just an de Spideeler ugebueden. Bei enger ganz héijer Demande, ze ville Patient/innen, déi op des Servicer ugewise sinn, jo, da muss eppes geschéien. Ech géif soen, et muss souguer dréngend eppes geschéien, well mir kënnen net weider dobäi nokucken, wéi d'Waardelëschte fir Rendez-vousen ëmmer nëmme méi laang ginn, mer keen nationalen Tracking vun deene Rendez-vousen hunn. A jiddereen heibanne kennt deen een oder anere Fall aus eegener Erfahrung, wou ganz laang op Rendez-vousen fir Diagnosticken huet misse gewaart ginn.

Also esou wäit, wann een den Exposé des motifs liest, si mer mam Constat averstanen. Sou wäit si mer och domat averstanen, dass ee misst an den Extrahospitalier goen. Mee da si mer awer och schonn um Enn mat deene Punkten, wou mer averstane sinn, well hei gëtt fir eis de falsche Wee ageschloen. Et gëtt eng falsch Politik weidergefuert. Eng Politik aus deene leschte Joerzëngte gëtt net nëmme weidergefuert, se gëtt souguer fir d'Zukunft zementéiert, jo, et kéint ee bal soe promovéiert, an an där blanner Torchlusspanik gëtt hei e Projet elo duerchgebeetscht, dee fir déi nächst Joren déi Politik fest verankert an et de Successeuren nach méi schwéier mécht, eng nei, jo, eng besser Santéspolitik ze maachen – de Fall gesat, et kënnst zu engem Wiessel vun der Partei, déi de Santéminister stellt.

Fänke mer bei den Antennen an der Lëscht vun de Geräter un. D'Unzuel vun Antennen, déi pro Spidol méiglech sinn, gëtt an deemem Gesetz festgeluecht, genau wéi d'Unzuel u spezifesche Geräter. Dat ass fir eis Piraten aus enger ganzer Rëtsch Grënn falsch.

Mat der Unzuel un Antenne pro Spidol oder de Geräter pro Antenn wäerten des éischtens net magecherweis wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, och dann net, wann de Staat se mat 80 % vun de Käschten iwwerhëlt. A mir setzen natierlech och fest Zuelen elo an e Gesetz a soen domadder explizitt: „Mir plange virus.“ A virdrun ass allkéiers, wann hei ee vu menge Virriedner „Plangwirtschaft“ gesot huet, eng gewëssen Energie op der Säit vun der LSAP hei opkomm. Mee mir plangen heimadder, wéi vill Antennen e Spidol däerf hunn, wéi vill Geräter däerfen zu Lëtzebuerg exercéiert sinn (veuillez lire: exploitéiert ginn). Wann dat net d'Definitioun vu Plangwirtschaft ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da weess ech net méi, wat méi plange soll sinn. Ben, mir kéinten nach soen, wou genau se mussen hikommen

a wien herno nach déi genau Autorisatioun kritt. Ech mengen, da wäre mer net emol méi an der Plangwirtschaft, da wäre mer an eppes nach méi Radikalem.

E Punkt, op deen ech dann awer och nach wëll agoen, dat ass deen, dass am Text dovunner geschwat gëtt, dass d'Spideeler d'Land scho relativ gutt ofdecke géifen an dass een dat duerch d'Antenne verbessere géif.

Bon, ech mengen, wann ech do awer da mat de Leit aus dem Norden an aus dem Oste schwätzen, kritt een awer en anert Gefill. Déi soen: „Mir fillen eis elo net esou super ofgedeckt hei an eiser Regioun.“ An do huet een natierlech Diskussiounen, déi am Oste waren elo bekannt, mee och am Norden, wann een iwwert d'Maternité schwätzt, wann een iwwert d'Kardiologie schwätzt. Do goufen natierlech zwëschenzäitlech zum Deel Léisunge fonnt, mee ze behaupten am Gesetz, se wäre scho gutt ofgedeckt an et wär just nach ze verbesseren, dat, mengen ech, deelen d'Leit an deene Regiounen net. An dorunner dierften dann och d'Antennen, falls se da sollte kommen, sécher net vill änneren, well och do mussen d'Spideeler gezwongen moossen no hire Moyene kucken an net als Éischt nom Interêt vun de Regiounen, mee se mussen kucken: Wou fannen ech iwwerhaapt e Gebai? Wou kann ech dat opbauen? Wéi kann ech dat mat Leit och besetzen?

A vu dass dat heite jo an engem Gesetz geplangt ass, huele mer eis domadder d'Méiglechkeet, adequat a séier op de Wuesstum vun der Bevëlkerung ze reagéieren, well allkéiers, wa mer an Zukunft eppes heidru wëllen änneren, mussen mer e Gesetz maachen, mat alle Prozeduren, déi dat mat sech bréngt. Och dat hätt een an eisen Ae kënnen anescht maachen, ...

(Interruption)

... well wann een haut dann déi Plangwirtschaft, déi mer elo zementéieren, hëlt, ma dann huet déi an deene leschte Joren awer derzou gefouert, dass d'Kapazitéiten net mat der Populatioun gewuess sinn, d'Offer vun de Servicen net mat der Populatioun gewuess ass a generell de Bevëlkerungswuesstum méi séier war wéi d'Croissance an eisem Santéswiesen. Hei hätt et also sécher gehollef, wa mer vill méi fréi schonn op den Extrahospitalier hätte kënnen setzen. Da wäre méi Servicer disponibel – a vläicht souguer wa mer dat ausserhalb vun de Spideeler gemacht hätten an net nëmme an Antenne vu Spideeler.

Datt d'Motivatioun do ass vun Dokteren, sech do aktiv a konstruktiv anzubringen, dat gesi mer jo. Dat hu mer am Dossier IRM gesinn, wou direkt zwou Praxisse wollten aktiv ginn. Dat gesi mer awer och an enger ganzer Rëtsch aneren Dossieren, wou d'AMMD jo och an hirem Avis kloer eppes dozou seet.

Dann ass fir eis Piraten d'Lëscht – also d'Lëscht, wat fir eng Geräter dem Spidolssecteur virbehalte sinn – net kohärent. Hei gëtt eis einfach eng Lëscht u Geräter presentéiert, bei deenen et sech entweder ëm schwéier Geräter oder awer och zum Beispill ëm Geräter mat enger spezieller Ausbildung handelt (veuillez lire: Geräter, fir déi eng speziell Ausbildung néideg ass). Firwat de Fakt vun der Ausbildung hei als Argument zougelooest gëtt, ass fir eis nach ëmmer net ganz schlëssg. Wëll een domadder ënnerstellen, dass et gutt ausgebildete Personal just am Spidol gëtt, een Dokter, dee säin eegene Cabinet huet, also manner gutt ausgebildete wär? Ennerstelle mer domadder der liberaler Berufsgruppe vun den Dokteren, dass se sech net géifen adequat forméieren, fir déi Geräter ze bedriewen, wa se dann d'Recht dofir hätten? Ech mengen net, dass dat d'Intentioun vun den Auteurs war. Ech mengen, dass hei d'Intentioun war, kloer an d'Gesetz ze schreiwen: „Déi dote Geräter sinn de

Spideeler virbehalen“, an do gouf eng Excuse gesicht. Mir kënnen net novollzéien, wéi déi Ausbildungs-krittären do anescht ze erkläre wäeren.

Oft gëtt dann an dësem Kontext och domadder argumentéiert, datt ee wëll verhënnere, datt privat Investisseuren a Cabineten investéieren an domat Profit maachen. Ben, ech kann Iech versécheren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt och mir Piraten géint privat Investisseuren, déi dat reng aus Profitgrënn maachen, a Cabinet sinn, well am Ausland gesäit ee jo, wat da geschitt an zu wat fir enge Problemer an Abusen dat féiere kann.

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Interessant fanne mir Piraten awer dann d'Äntwert vun der Santéministesch op eng Question parlementaire zu de Röntgegeräter bei den Zänndokteren. Doran äntwert se ënner anerem dëst, an ech zitieren: „Laut geltendem Recht ass et och deene Persounen, déi eng Autorisation d'exercer op Basis vum precitéierte Gesetz hunn, virbehal, e Cabinet médical ze exploitéieren. D'Gesetz verbitt awer net, fir Infrastrukturen an Ekipementer zur Verfügung ze stellen.“ Zitat Enn. A weider: „Déi juristesche Form vum Etablissement, dat d'Demande stellt, ass net definéiert am Stralenschutzgesetz. Am Fall vun den Zänndoktercabinete muss de Chef vum Etablissement deemno net selwer Zänndokter sinn.“ Zitat Enn.

Fir eis gëtt hei also mat zweeërlee Mooss geschafft: Op där enger Säit d'äerf beim Zänndokter iergendeng kommerziell Entitéit e Röntgegerät zur Verfügung stellen, dat natierlech dem Zänndokter ofrechnen. Just deen, deen den Akt prestéiert, muss dann Zänndokter sinn. Wéi vill deen da vu sengem Akt awer muss un e privaten Investisseur ofginn, dat ass dann dem Privatmarché iwwerlooss. Op där anerer Säit gëtt awer en enke rechtliche Kader gesat, fir dat dann am Spidolswiesen oder bei anere Geräter ze maachen.

(Interruption)

Dat ass konfus! Well et geet an allen zwee Fäll ëm d'Gesondheet vun der Populatioun. Wann Der elo gesot hätt: „Mir maache bei den Zänndokteren dat nämmlecht wéi bei de Röntgegeräter“, ma da géif ech Iech derbäi ënnerstëtzen, wann Der géift soen: „Et muss een eng Autorisation d'exercer hunn, fir kënnen esou e Gerät ze bedriewen.“ Mee da sot awer net: „Et muss een zu engem Spidol gehéieren, fir et d'äerfen ze bedriewen.“ Da sot: „Esou Geräter d'äerfe bedriewen gi vu Leit, déi eng Autorisation d'exercer hunn, an net vu kommerziellen Entitéiten.“ An dat mécht dann d'Argumentatioun, firwat een e liberale Beruf muss aschränken, och net méi glafwierdeg. Well op där enger Säit schränke mer se an, op där anerer Säit maache mer genau de Contraire.

Dat ass awer net dat eenzeg Argument, dat géint dës Aschränkung schwätzt, an dat féiert mech dann och zu mengem nächsten Argument, well d'Avise vum Conseil d'État soe ganz kloer, datt dëst Gesetz juristesche d'Strooss net hält. De Conseil d'État warnt, datt d'Gesetz wäert viru Geriicht contestéiert ginn a liwwert dem Affekot, deen dat mécht, quasi schonn eng Marschroute vir, wéi een dat ka maachen. E kann et quasi mat Copy-Paste a säi Plädoyer schreiwen.

(Interruption)

E brauch sech emol net méi unzestengen. Trotzdem hält d'Regierung um Gesetz fest.

Den zweeten Avis liest sech dann och éischer esou wéi wann de Conseil d'État seng Opposition formelle just fale gelooss hätt, fir de Wee zu méi IRMen an anere Geräter fräi ze maachen. Datt e Gesetz ëmmer

ka juristesche gekippt ginn, ass fir eis dann och keen Argument, fir einfach riicht weiderzefueren. Am Géigendeel: Hei misst am Interessi vun de Biergerinnen a Bierger gehandelt ginn, de Wee geännert ginn, Steiergelder gespuert ginn, och andeems een e Geriichtsprozess vu virera probéiert ze verhënnere. Ech ka mer virstellen, datt et schonn deen een oder aneren Affekot wäert ginn, deen hei an de Startlächer steet.

Ech kéint hei nach ganz laang esou weiderfueren an opzielen, firwat mer dëse Projet de loi fir e grouss Feeler halen. Ech mengen, ech hunn dat déi lescht zéng Minutte gemaach. An domadder ass kloer, datt et fir eis Piraten op kee Fall zu engem Accord fir dëse Projet ka kommen. An deemspriechend soen ech Iech awer Merci fir d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An de Startlächer als nächste Riedner steet den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegen, ech probéieren, wäit ënnert mengen zéng Minutten ze bleiwen, et gëtt e laangen Dag haut. A mengen Aen an an den Ae vu menger Beweegung ass an enger fräier sozialer Maartwirtschaft ...

(Interruption)

... absolutt keng Plaz fir Planwirtschaft. A wéi de Verrieder vun der Vereenegung vun den Dokteren an Zänndokteren et ganz richtig gesot huet op RTL: „Planwirtschaft féiert necessairement ëmmer zu Mangelwirtschaft.“ Dat ass esou.

De Kolleeg Hansen vun deene Gréngen huet gesot, den IRM wär kumm op Drock aus dem Privatsecteur. Nee, deen ass kumm op Drock vu Patienten. Wann eng Demande do ass vun engem Konsument – an och e Patient ass e Konsument, schlussendlech –, da reagiert an enger fräier Maartwirtschaft deen, deen déi Demande ka satisfaiséieren, an da kënnst et zur Offer. An dat ass gutt esou. Dat fonctionéiert esou.

Ech hu mer eng eenzeg Fro gestallt, ech wëll wierklech elo net poleemesch ginn.

(Interruption)

Ech hu mer haut de Moien eng eenzeg wierklech grouss Fro gestallt: Firwat hale mer un engem System fest, vun deem mer gesinn, datt en net gutt funktionéiert? Ech hätt och kënnen soen, „dee geschéiert ass“, mee ech soen, „deem net gutt funktionéiert“.

Et schéngt jo wierklech esou ze sinn, datt ausser de Kolleeg vun déi Lénk, déi gréng an der LSAP all déi aner heibannen en anere Modell besser géife fannen. Dat ass jo awer nun emol eng large Majoritéit an da sollt een déi och entspriechend benotzen.

D'Madam Hartmann huet eng exzellent Ried gehalten. Si huet just ee Feelschloss gemaach. Si sot: „Hei ass den éischte Schrëtt aus deem ale System. Hei ass deen éischte Schrëtt an déi richteg Richtung.“ An et deet mer leed: Neen, et ass alt nees eng Kéier e weidere Schrëtt an déi falsch Richtung, déi domadder zementéiert gëtt!

Den Här Kersch huet gemengt, mir hätten eng performant Medezinn. Nee, hu mer net! Wann d'Leit mussen méintelaang waarden op e Rendez-vous an engem IRM, dee liewenswichtig ka sinn – kommt, mir soen dat och emol eng Kéier ganz klipp a kloer: liewenswichtig! –, oder op eng Mammografie, wa Leit, an dat liese mer jo awer allegueren a Lieserbréiwer an op de soziale Medien, stonnelaang an Urgencé mussen sëtzen, wa Leit mussen Kilometeren a

Kilometere fueren, Dosende vu Kilometere fueren, fir medezinnesch Soinen ze kréien, dann ass dat net eng gutt an net „eng performant Medezinn“, et deet mer leed!

M. Dan Kersch (LSAP) | A kengem Land muss een esou weineg fuere wéi zu Lëtzebuerg! A kengem Land!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Den Här Wiseler huet eppes gesot, wat ganz richtig war, an anerer sinn och an déi Richtung gaangen, och den Här Clement huet dat elo grad nach gesot: Deen Text hei ass anticonstitutionell – an eleng d'fir muss een hei am Haus dergéint stëmmen, well mir hunn en Eed geleescht op déi Verfassung! An dat seet net nëmmen de Staatsrot eigentlech explizitt, mee dat seet och d'Autorité de la concurrence. A grad d'LSAP hält jo an de leschten Deeg esou grouss Stécker op dat, wat d'Autorité de concurrence seet. Si soen: C'est une „restriction à l'exercice de la profession libérale [...] contraire au principe de la liberté de commerce et de l'industrie.“ Wuertwiertlech!

(Interruptions)

„L'autorité considère [...] que ces structures pourraient être gérées directement par un ou plusieurs médecins [...] sans [...] ‚mise sous tutelle‘ des hôpitaux“.

Da soe se mat Recht – an och dat ass scho gesot ginn –: Wou ass de Problem fir d'Keess, wa jo déi Dokteren déi Uschafung selwer bezuelen a just hiren Akt normal bezuelt kréien? Dann ass dat dach eng Entlaaschtung vun der Krankekeess – entschëllegt: vun der kranker Gesondheetskeess. Fréier hate mer eng gesond Krankekeess.

An da seet d'Autoritéit och nach klipp a kloer: Et ass géint de Prinzip vum der Proportionalitéit! „En effet, si l'on part du principe que l'achat du matériel d'imagerie médicale se fera exclusivement à la charge du médecin-radiologue, un tel investissement, bien que coûteux, ne pèsera nullement sur le budget de l'État.“ An eleng weinst deem Argument hu mer also hei eng net constitutionell Situatioun.

Bref, mir mussen keen Affekot biedelen, fir hei e Recours ze maachen. Dee Recours kënnst esou sécher wéi den Amen nom Gebiet, an dat ass gutt esou. An dat Gesetz hei wäert anticonstitutionell erkläert ginn, an dat ass gutt esou. An ech stëmmen selbsterständlech dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding. An dann ass nach den Här Mars Di Bartolomeo ageschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Ben, mer hu jo elo an deene leschten zwou Stonnen en Echange erlieft, wou mir mengen, dass mer dat Richteg maachen, an anerer mengen, mir géifen hei Grujelegkeete maachen. Abee, ech weess net, wie vun Iech bis elo nogefrot huet, wéi deen Zentrum fonctionéiert, deen als Prefiguratioun déngt vun deem, wat mer hei an eise Gesetz festhalen. Ech mengen den Zentrum vum Potaschbiere. Ech weess net, ob een am CHL nogefrot huet, wéi gutt déi Zesummenaarbecht ass, an ech weess net, ob een um Potaschbiere nogefrot huet, wéi gutt déi Zesummenaarbecht ass.

Abee, ech hunn et gemaach! Ech hunn et gemaach an ech krut gemellt vum CHL: „Déi Zesummenaarbecht ass gutt!“ An ech hunn um Potaschbiere nogefrot, bei dem Responsable fir de Potaschbiere, a rot emol, wat e mer gesot huet: „Déi Zesummenaarbecht ass gutt!“ Vun Tutellegespiere hunn ech an där doter Stellungnam näischt gespuert!

Also, Kolleeginnen a Kolleegen, mir betrieden hei Neiland. Mir maachen hei eppes Positives, a kommt, mer ginn deem Positiven eng Chance ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... a mer loossen den Extrahospitalier esou gutt wéi méiglech mam Hospitalier zesummeschaffen!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir sinn e klengt Land a mer hunn net all Méiglechkeeten, also solle mer déi Méiglechkeeten esou gutt wéi méiglech gebrauchen – an net géinteneen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A mer sollen dat unerkennen, wat de Gesondheetssystem, de Gesondheetsssektor, ass: Dat ass net e Commerce, dat ass net eng Industrie. Also kommt, mir schwätzen net vu „liberté de faire le commerce et liberté de faire l’industrie“! Et ass weeder e Commerce, nach ass et eng Industrie. Et ass eppes ganz Spezielles, et ass eppes ganz Wäertvolles, an dat solle mer unerkennen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ee Wuert just iwwert déi Behauptungen, déi aus dem Secteur kommen, vun der offizieller Gewerkschaft vun den Dokteren. Do gëtt ëmmer behaupt, d’Leit géifen en masse iwwert d’Grenz lafen, well déi Servicer hei géifen ze wënschen iwwergoossen.

Une voix | De Contraire!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An dat selwecht gëtt behaupt vun offizielle Riedner vun der CSV. Dat ass Quatsch! D’Leit lafen net en masse iwwert d’Grenz! Jo, et sinn der e puer, déi dat maachen – a gleeft mer: Och déi, déi dat maachen, froen deen Tariff erëm, dee se kënnen vun der Gesondheetssektor kréien! –, et sinn der vill, déi iwwerwise ginn an d’Ausland, fir Servicer ze kréien, déi mir net hunn oder nach net esou hunn an, well mer esou kleng sinn, net kënnen hunn. An dat ass eng gutt Saach, wann ee fir Saachen, déi ee selwer an deem Mooss, well ee kleng ass, net kann hunn, spezialiséiert, toppspezialiséiert ..., wann een d’Chance huet, wéi hei zu Lëtzebuerg, dass een dann an d’Ausland iwwerwise gëtt! Ech fannen, dat ass eng enorm Chance! Déi gëtt et zum Beispill op anere Plazen net.

Dann – an ech si frou, datt de Marc Hansen dorop higewisen huet –, et ass en Element, dat kaum hei zur Sprooch komm ass: Beim Extrahospitalier a beim Hospitalier wëlle mir, fuerdere mir, sti mir derfir – a mer wäerten och näischt aner akzeptéieren! –, dass fir d’Personal – vum Personal ass ganz weineg geschwat ginn – déi selwecht Konditiounen op deenen zwou Säite gëllen! An dass dat guer net esou normal ass, dofir brauche mer just iwwert d’Grenz an Däitschland kucken ze goen, wou am Moment d’Doktere souguer dergéint Stuermlafen, dass Investisseuren en masse Dokteschpraxissen opkafen an dann och den Doktere soen, wat se ze maachen hunn, fir dass de Rendement, ...

(Interruption)

... esou grouss wéi nëmme méiglech ass!

Dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass mer hei um richtege Wee sinn an dass dee Käil, deen zwëschent d’Koalitionsparteien hei geschloe soll ginn, dass dat e Versuch ass falschen Objet ass. Mir hunn zesummen déi Motioun hei ausgeschafft, an an där Motioun erkenne sech déi dräi Koalitionsparteien erëm!

Une voix | Genau!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An d’Madamm Hartmann huet am Ufank esou gemaach, wéi wann et hir Motioun wär. Et ass eng gemeinsam ...,

(Brouhaha et exclamations)

... et ass eng gemeinsam Motioun, ...

Une voix | Et ass méi staark wéi hien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... déi mer gemeinsam geschriwwen hunn an zu där mer alleguer ...,

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd nach ëmmer Minister!

Une voix | Jo, jo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... alleguer stinn an dat wäert Der ..., ech wette mat Iech fir e Piano, dass mer dat och wäerten herno bei der Ofstëmmung gesinn!

D’Konklusioun: Amplaz eppes schlechtzemaachen, wat am Moment amgang ass ze entston, maacht Iech d’Méi, nozefroen, wéi deen éischten Zentrum, deen um Terrain fonctionéiert, wéi dee fonctionéiert, wéi gutt e fonctionéiert a wéi zefridden d’Leit sinn!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

An elo huet d’Regierung d’Wuert, d’Madamm Gesondheetministeresch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech si frou, an dëser leschter Chamberwoch vun dëser Legislatur kënnen dëse Projet op en Enn ze bréngen, hoffentlech. Et ass e Projet, deen am Mount Mee 2022 deposéiert ginn ass, dat heescht, virun engem gudde Joer. An ech géif virop gäre jiddwereng e grouse Merci ausschwätzen, dee matgeschafft huet, och dem Staatsrot. Mir wëssen, wéi vill Aarbecht do um Leescht ass an dat war fir mech net evident, dass dat heite kéint esou schnell goen, mat Opposition-formellen, déi dach formuléiert gi sinn, déi alleguerte konnten opgehewe ginn, soudass de Projet ka gestëmmt ginn.

De Projet ass 2022 zum Schluss vun der Pandemie deposéiert ginn, ass natierlech wärenddeem ausgeschafft ginn, an ech géif gären drun erënneren – et ass mer e bëssen ze kuerz komm an deene Rieden hei, et ass wuel opgezielt ginn –, wat mer alles elo nach gemaach hunn am leschte Joer. Jo, dat stëmmt, et ass viles gemaach ginn. Mee et gëtt ëmmer erëm vergiess, dass mer ënnerbrach waren an eiser Aarbecht, an dat net just e puer Méint, mee iwwer Joren duerch eng Pandemie.

(Interruption)

De Steen hei ass an d’Rulle komm – op alle Fall zu menger Amtszäit am Februar, wéi ech ugefaangen hunn – am am Februar 2018 (veuillez lire: am Februar 2020). Déi éischt Woch war en éischte Prozess, dee gefouert ginn ass, unhängeg. An ech hu mech mat deene Concernéierten zesummegeat an ech hu gesot: „Mir wäerte keen Appell dergéint maachen.“ Dat hätt ech kënnen maachen, einfach op Zäit spillen. Ech hu geduecht: Ech gesinn de Besoin, et ass Handlungsbedarf a mir wäerte legiferéieren. Dat war Woch 1 vu menger Amtszäit.

Woch 2, do brauch ech keen drun ze erënneren, wat du vun Nouvelle op eist Land erakomm ass: Do ass d’Pandemie lassgaangen. Mir hunn trotzdeem all fräie Moment gekuckt ze schaffen, dat Ganzt am Dialog mat ville Partnern.

Et ginn ëmmer nëmmen déi zitéiert, déi net zefridde si mam Outcome. Vill Leit, déi um Gesondheetssdësch waren, begrëssen d’Aarbechten, déi komm sinn. Et kann een natierlech bei verschiddene Sujete gedeelter Meinung sinn, mee jiddefalls kann ech net am Raum stoe loossen, dass getrântelt ginn ass, dass d’Saachen elo iwwert de Knéi gebrach ginn. Mir hunn en extreemen, en exzeptionelle Retard kritt, deen nach keng Regierung ze stäipen hat bis elo, vun iwwer zwee Joer Pandemie, wou jiddweree mobiliséiert war. An ech kann nëmmen e grouse Merci un all meng Leit soen. An ech profitéieren – et ass vläicht déi leschte Kéier, wou ech d’Geleeënheet hei hunn ze schwätzen –, fir hinnen alleguerten e Merci ze soe fir déi Efforten, déi grad am leschte Joer gemaach gi si fir vill Projet-de-loien. Dat hei ass een dovun. Den 8013 ass deen anerent, fir d’Gesellschaftsformen, en ass zum selwechten Zäitpunkt deposéiert ginn.

An et ass net richtig ze soen, dass deen ausgebremst ginn ass, wéi den Här Wiseler et hei duerstellt. Deen zweete Projet de loi, vun deem Dir hei behaupt, e wär ausgebremst ginn, ass genausou mat der Urgence ugefrot gi wéi dësen. An Dir wësst genausou gutt wéi jiddwereen heibannen, dass mer net méi Mainmise hunn iwwert de Staatsrot. Déi Urgence ass vu menge Leit ugefrot ginn, fir deen ee Projet esou gutt wéi fir deen anerent. An ech hu keng Maîtrise dodriwwer, wéini dass de Staatsrot mat sengen Avise kënnt. Hei ass et opgaangen, bei deem anere Projet hu mer den Avis net.

Mee et ass falsch ze behaupten, dass deen net weidergedréckt gi wär. Ganz genee de Géigendeel ass de Fall. Et ass e Projet, dee mir perséinlech vill um Häerz louch. En ass ausgeschafft ginn. E war och ganz kontrovers ënnerwee, mee en ass net ausgebremst ginn, wéi dat hei duergestallt gëtt. Et ass ganz genau de Géigendeel, Här Wiseler!

Da géif ech gären op d’Ambitioun vun dësem Projet agoen. Jo, et si Problemer. Dat Land hei huet sech eng grouss Ambitioun gi virun net allze laanger Zäit, vill ze wuessen, op 700.000 Awunner. Dat war d’Visioun, déi am Raum stoung. Déi ass vill méi schnell agegratt wéi geplangt, bal duebel esou séier wéi geplangt. An et ass richtig, dass eis Servicer mat Momenter net méi nokomm sinn. An dofir ass gehandelt ginn an et ass net gewaart ginn op eng Pandemie! Et si Suen an de Grapp beholl ginn an et ass investéiert ginn.

Sou ass 2018 decidéiert ginn, eis IRM-Geräter beispillsweis, wou effektiv laang Retarde waren, ze verstärken. Do si mer eropgaange vun acht IRMen, wou mer 2018 waren, op e Plus vu véier, déi ugeschafft gi sinn. Op Enn dëses Joers 2023 wäerte mer nach eng Kéier – am besteeënde Cadre légal, do brauche mer deen heiten emol guer net – Zousz-apparaten derbäi hunn. Dat ass dee vum Potaschbiere, deen iwwert de CHL leeft, dat ass nach een derbäi. Dann ass een zweeten, wou ech ganz frou sinn ze héieren, dass de CHL wäert interesséiert sinn, een zweeten ze Eech op sengem Site operéieren. Dee brauch net dëse Projet ofzawaarden. Dann ass nach een zu Wolz virgesi fir Enn des Joers an et ass och nach en zousätzlechen neie Mammograf, dee wäert an d’Rulle kommen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dir hutt also bannent där Zäit 2018 bis elo, wou, ech géif et nach eng Kéier rappeléieren, eng Pandemie dertëscht war, déi fir zousätzleche Réckstau gesuert huet, well d’Aktivitéiten alleguerte gestoppt gi sinn an nëmmen dat Néidegst gemaach ginn ass, eng quasi Verdueblung elo scho vun deem, wat mer ugebueden hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat bedeit, wa mer dat héichrechnen, e Plus vu 75 % un Aktivitéit, déi méiglech ass. Dann hu mer decidéiert – an dat kéint net eréischt, mee dat ass decidéiert, dofir hu mer eis agesat an zesumme mam Claude Haagen e Plädoyer gemaach bei der Gesondheetskeess –, fir och samschdes a sonndes kënnen Plagen opzemaachen, fir Rendez-vousen ze ginn. Dat alles, fir deem Backlog, dee mer hunn, deem Retard, dee sech accumuliert huet, deen accumuliert war virun 2018 an natierlech verstärkt ginn ass duerch d’Pandemie, aus ganz verständleche Grënn, fir deem entgéintzewierken. Dat wäert nach eng Kéier e Plus vun 10 % un Aktivitéit bréngen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Da muss ech awer och e Wuert dozou soen, et gëtt ëmmer erëm an de Raum gestallt: déi Zwouklassesmedezinn. Jo, et gi Lëtzebuerger an d’Ausland. Awer net als Keessepatient! D’Keessepatienten am Ausland, an zwar an deenen dräi Länner, déi ronderëm eis sinn, komme verstärkt op Lëtzebuerg. An ech géif gären déi Zuelen an de Raum ginn: Déi Leit, déi eriwuer gi fir IRMen, wa mer dobäi bleiwen, do leie mer tëschent 0,3 % an 0,9 %, wa mer déi lescht Jore kucken. Am Géigengoch, wa mer d’Zuele kucken, wéi vill Leit fir hir IRMen heihinner kommen, wéi vill Leit bei eis kommen aus dem Grenzgebitt, aus deene Systemer, déi dann esou sinn, wéi d’Liberté Chérie sech et undenkt, wou mer eng Zwouklassesmedezinn hunn – soll ech Iech déi Zuelen och ginn ...?

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Mee wou kommt Der un déi Zuelen? All déi Leit, déi net den IRM rembourséiert froen ...

(Interruptions diverses et brouhaha)

Dir huttt déi Zuele joguer net!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Ech schwätzen hei zum Verglach, dee gemaach gëtt an engem Lëtzebuerger solidaresche System, wou jiddwereen dee selwechten Accès huet zur Medezinn. Dat vergläicht Dir mat engem Land, wou et eng Zwouklassesmedezinn gëtt. Genau déi Zwouklassesmedezinn wëlle mir hei an eise Land net! Dofir wäerte mer déi Offer upassen. Dat ass Sënn an Zweck vun dësem Projet.

Mee trotzdem ass et interessant, déi Zuelen awer mat deem ze vergläichen, wat an eist Land kéint, well déi Zuele ginn och konstant erop. Mir hunn eise Wuesstum intern. Mir hu vill, vill méi Awunner, wéi dat nach virun 10, 15 Joer de Fall war, en extreeme Wuesstum, en acceleréierte Wuesstum. A mir hunn op där Säit doniewent Länner, wou d’Gesondheetsystemer eebe justement net esou performant sinn! An ech kann Iech déi Zuele ganz gäre ginn:

Mir hunn aus der Géigend Arel 19 % vun de Services hospitalier ambulatoires, déi vun Assurées aus der Belsch hei genotzt ginn. Mir hunn am Extrahospitalier 49 % vun deene Leit, déi hei d’Déngschtleeschungen an Usproch huelen. Wa mer Lonkech huelen, leie mer bei 23 % an 43 % – loosst Iech mol eng Kéier déi Chifferen op der Zong zergoen! Dann hu mer insgesamt, wa mer d’IRMen huelen – déi interesséiere jo besonnesch –, 9 % aus dem Ausland. 9 % vun deem, wat hei geleescht gëtt, si Leit, déi ronderëm d’Grenz wunnen an déi heihinner kommen. A fir wat mengt Der, komme se eriwuer? Net, well et hei esou schéin ass! Si kommen hei eriwuer, well se besser bäikomme wéi do, wou si sinn.

(Interruptions)

Une voix | Déi schaffen hei!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Nee, net well se hei schaffen, soss wär dat net drastesch eropgaangen.

(Coups de cloche de la présidence)

Et läit a kenger Proportion mat der Unzuel un Aarbechtspulzen, déi mer hunn. D’Leit kommen heihinner, an dat ass dat, wat den Terrain eis seet, well eeben d’Déngschtleeschunge ronderëm net méi déi sinn, déi se waren. Dat ass ganz ausgeprägt am Süden: Am CHEM hu mer Zuelen, déi vill méi héich nach leien, wou effektiv an der Géigend Thionville d’Versuergung net méi déi selwecht ass.

D’Gebuerte brauche mer just eng Kéier ze kucken – ech hat Iech déi schonn eng Kéier ginn –, déi ginn extreem erof (veuillez lire: erop), de Prozentsaz u Leit, déi hei hir Gebuert maache kommen. An dat ass net, well se hei schaffen! Et kéint een net säi Kand op d’Welt setzen, well ee grad hei geschafft huet. Do ass ee schonn am Congé an dat mécht een normalerweis bei sech, wou ee sech wuel spiert, wou een doheem ass. Do kéint een iwwert d’Grenz, wann een déi Versuergung net méi virfënt!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | An ech kann net akzeptéieren, dass Der déi Chifferen ëmmer verfälscht an esou tendenziéis duerstellt.

Ech maache mäi Plädoyer jiddefalls fir e Gesondheetsystem, deen net dem Commerce gläichgestallt ass. Gesondheet ass dat Wichtigst, wat mer hunn. A wa mer wëllen, dass jiddwereen e gudden Zougang zu der Gesondheet huet, da kann een dat net aleng dem Maart iwwerloossen, soss komme mer a Systemer, wou déi eng en exzellenten hunn an déi aner ausgespaart sinn.

D’Ambitioun zu Lëtzebuerg war et nach ëmmer, Suen an de Grapp ze huelen an derfir ze suergen, dass jiddwereen deen Zougang huet, deen em zoukënt, an dass mer dat ausbauen. A wann dat net duergeet, duerch Wuesstum oder duerch Berechnungen, déi vläicht net esou performant waren, ma da muss een norüsten!

An ech géif gären e Wuert zum Plangen och hei verléieren. Mir hu mat der Loi hospitalière eis de Moyer ginn iwwert d’Documentation hospitalière, fir eebe justement vill méi prospektiv kënnen ze schaffen an Zukunft. Dat war net esou einfach an der Vergaangenheet, mee duerch déi Documentation hospitalière hu mer méttlerweil säit e puer Joer ganz gutt Méiglechkeeten, fir genau ze verstoen, wat leeft. Dat kënnen mer analyséieren a mir kënnen anticipéieren. A wann ee mat effentleche Gelder ëmgeet, wann ee mat Gelder vun den Assurées ëmgeet, dann ass et dat Normalst vun der Welt, dass ee sech Gedanke mécht, dës Sue beschtméiglech anzusetzen. Dat ass „wirtschaften“! An dat huet mat deem poleemesch besatene Wuert Planwirtschaft näischt ze dinn, wat Der alleguete gäre gebraucht. Dat ass Politick, ech verstinn dat, mee et ass net dat selwecht.

Hei geet et drëm ze anticipéieren, ze kucken: Wéi vill Suen hu mer a wéi kënnen mer déi beschtméiglech asetzen, fir dass et eise Leit hei zu Lëtzebuerg gutt geet, an zwar jiddweringem, deen hei wunnt, egal wéi säi Portomni ass?

Ech géif elo gären awer méi spezifesch op dëse Projet ze schwätze kommen. Wourëms geet et? Eebe justement, um Constat – an deem läit eng ganz detailléiert Analys vun der IGSS zugrond – hu mer festgestallt, dass mer méi Offer wëllen hunn, och méi no beim

Patient wëllen déi Offer hunn an dass et am Sënn ass vum Patient, wa mer dee Lien mat eise Spideeler halen.

De Marc Hansen huet et ganz gutt illustréiert. Mir sinn e klenge Land, mir hunn, wéi mer alleguete wëssen, genau wéi aner europäesch Länner ëmmer méi Méi, Leit ze fannen, grad an deem heite Beräich. Bei den ATMen (ndlr: assistant technique médical), déi, déi wierklech an der Radiologie sollen assistéieren, gi mer d’Leit bis hanner Nanzeg méttlerweil scho sichen! Dat heescht, déi Ressourcë si begrenzt an dofir wëlle mer net risquéieren, eis Garden, eis Urgenzen en péril ze setzen doduerjer, dass Leit ..., dass et Konkurrenz gëtt, wéi viru gesot ginn ass, tëschent engem Hospitalier an engem Extrahospitalier.

Duerch de Lien, dee besteet ... An dat ass e Lien ganz beschränkt op de Platto. Dat ass och vum Marc Hansen ganz gutt gesot ginn, dat berouegt mech. Dann ass de Projet awer méi kloer, wéi en heiansdo duergestallt gëtt. Et ass net eng Tutelle, déi do iwwert d’Doktere géif gesat ginn. Et geet leedeglech drëm, deen Deel, de Plateau médical, ze reegelen iwwer eng Konventioun. Do soll gereegelt ginn, wéi d’Qualitéitskriterien sinn, eent zu eent mam Hospitalier. Et soll de Finanzement gereegelt ginn, wann dat Privatinvestisseure waren. Wann d’Doktere selwer investéiert hunn, muss jo gereegelt ginn, wéi dat bezuelt gëtt, wann d’Partner zesummeschaffen. A virun allem – virun allem! – geet et drëm, d’Continuité des soins ze garantéieren a sécherstellen, dass déi Dokterer, dass dat Personal, wat do schafft, och bereet ass a solidaresch ass a matmécht, wann et ëm d’Gardé geet an ëm d’Astreinté geet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dat ass deen eenzege But vun deem Projet hei: déi Bréck ze schafen! An dat ass an eisen Aen am Sënn vun eise Land, am Sënn vum Patient an am Sënn vun der Qualitéit hei am Gesondheetsystem.

Et kéint awer doriwuer eraus derbäi, dass et och e finanziellen Aspekt ass. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer Suen an de Grapp geholl an an d’Spideeler, do wou deier Ekipementer sinn, investéiert. Domadder hält een den Drock ewech vum Dokter, deen, wann e muss selwer esou deier Investissementer maachen, natierlech e Rentabilitétsdrock huet. E muss jo iwwert d’Ronne kommen. A wann ech muss lieve vun deem, wat ech do investéieren, a wann dat bis an d’Millioune geet, wann ech elo nei Apparater beispillsweis kafen, ben, da muss ech rechnen. Da muss dat funktionéieren. An dat gëtt en Drock!

A mir gesinn et als e „Luxus“ – wann ech esou ka soen – un, wann een deen Drock kann ewechhuele vun de Medezinner, dass se hir Medezinn kënnen maachen a sech net musse Gedanken maachen, ob hir Apparater a Milliounenhéicht rentabiliséiert kënnen ginn oder net. Dat ass heiduerjer assuréiert, dass mer och en neie Finanzéierungsschlüssel huelen, deen et erlaabt, vill méi flexibel ze sinn. Mir hu bis elo am Hospitalier ëmmer nëmme gebaut. Mir wëssen, dass dat Baue laang brauch, dass mer vill Retard doduerjer kritt hunn. An dat hei wäert et méiglech maachen, och eebe Lokalitéiten ze lounen. Doduerjer kënnen mer vill méi schnell operationell ginn. Doduerjer kënnen och esou Antennen net eréischt Mokuchsday, mee gegebenefalls ganz schnell ze stoe kommen. A mir ginn och d’Méiglechkeet, iwwer Leasing ze fueren, wat esou net gaang ass, dat awer ëmmer mat engem generéieren, mat deem selwechte Finanzéierungsschlüssel vun den 80/20, wéi mer e kennen am Spidolswiesen, nach eng Kéier, an der fester Iwwerzeegung, dass dat e kommerziellen Drock eebe

justement aus dem System eraushält, dee mir als net gënschteg aschätzen.

Wa mer dee Projet hei huelen an de Staatsrot, nodeems e seng Opposition-formellen dann opgehuewen huet – ech hunn d'Gefill, zum Frust vu verschiddene Leit –, gëtt an de Raum gestallt ...

(Interruption)

Jo, selbstverständlech kann et do Prozesser ginn. Hei si Leit, déi warscheinlech spekuléiert hunn a Milliounen investéiert hunn. An dass déi esou en Text ufechten, mee dat ass dat Normalst vum der Welt an engem Rechtsstaat. Mee virzegräifen, orakelméisseg, dass déi Prozesser, déi da wäerte kommen, scho verluer wäerte sinn, ech fannen dat e staarkt Stéck. Loosst emol d'Leit gewäerden, vläicht gi se och eens mam System, wëll ech gären hei an de Raum setzen!

Dofir hunn ech iwwerhaupt kee Problem mat där Motioun, déi proposéiert ginn ass. Mir ënnerstëtzen natierlech d'Privatinitiativ. Genausou wéi mer als Santé Mëttelsmann gespilt hunn tëscht engem Potaschbiereg an dem CHL sinn ech am Moment och a Gespréicher mat aneren Dokterinnen aus der Belsch, fir se ze iwwerzeegen, eeben an deem heite System matzemaachen, eng Demande ze stellen. Déi Privatinitiativ hunn ech och nach rezent virun e puer Deeg ausdrécklech ënnerstëtzt an och eeben déi Dokterinnen, déi an der Belsch an enger Gesellschaft zesumme sinn, encouragéiert, sech un de CHEM ze adresséieren oder un en anert Spidol, fir eeben an deem heite System matzemaachen. An ech kann Iech soen, dass do e groussen Interessi ass. An ech kann Iech och soen, dass meng Verrieder am Verwaltungsrot dat wäerten ënnerstëtzen. Mir sinn absolut net géint déi Privatinitiativ, de Contraire ass de Fall! An ech hoffen, dass dat wäert kënnen geschéien. Ech hunn déi selwecht Echoe wéi de Mars. Mir haten eis zwar net ofgeschwat, mee ech hu mer och soe gelooss, dass de Modell um Potaschbiereg zu der Zefriddenheet vun den Doktere fonctionéiert.

Ech géif awer gären elo erëm eng Kéier op de konkrete Meerwäert vun dësem Projet fir d'Leit zrëckkommen. Wat wäert e méiglech maachen? Ma niewent där Verdueblung, déi mer elo hu säit 2018 spezifesch u Radiologieinstrumenter, wäerten nach zousätzlech Zentere ganz kuerzfristig kënnen opgoen. All déi Interessente si scho bei eis virstelleg ginn. Ech schwätzen do vu Jonglënster, déi zesumme mat den HRS e Projet hunn an déi op deen heite Projet mat Schmäerze gewaart hunn. Dat heescht, déi wäerte frou sinn, dass mer schnell gemaach hunn. Dat frustréiert also net jiddwereen. An ech hu mer och soe gelooss, déi nei Gemeng steet absolut hannert deem Projet zu Jonglënster. Déi Leit waarden also just drop, dass dee Vott hei ka geschéien, fir do en zousätzlechen Zenter an Ugrëff ze huelen. D'selwecht vusäite vum CHEM, do si mer och laang schonn a Virgespréicher. Do si ganz konstruktiv Echängë mam Domaine thermal zu Mondorf an och mat der Gemeng Mondorf, fir do esou en Zentrum kënnen mat hiren Dokterinnen opzemaachen.

An ech géif gären ënnersträichen: Déi Dokterinnen, mat deenen do geschafft gëtt, dat sinn natierlech liberal schaffend Dokterinnen. D'Dokterinnen an deene meeschte Spideeler, dat si Gruppe vu fräischaffenden Dokterinnen, déi sech hei wäerte gutt kënnen erëmfannen an deem Projet.

Donieft sinn nach zwou aner Demanden unhängeg. Wéi gesot, d'Dokterinnen, déi zu Esch, wéi et ausgesäit, wäerten eng Demande maachen a Richtung vum CHEM fir eng Zesummenaarbecht. Et sinn och Dokterinnen, déi op der Cloche d'Or waren, déi bei eis waren, déi hire Projet presentéiert hunn an déi sech och ganz

zouversichtlech ginn, dass se de Wee mat engem Spidol fannen, fir eppes Gemeinsames ze maachen. Do kann ech keng Detailer haut ginn.

Mee Dir gesitt, do ass eng grouss Attente vun alle Säiten. D'Leit si prett, si waarden heirobber. An ech si frou, dass mer de Projet konnten duerchréieren, soss wäere mer wierklech, vu datt mer hei net méi zesumme wäerte kommen an deenen nächste Méint, vill méi spéit drun. Ech fannen dat eng gutt Saach. Mir sinn eis dem Besoin absolutt bewosst a mir hu vusäite vun der Santé alles gemaach, fir an der Tëschenzäit déi Delaien erofzuréieren iwwert déi Zousatzplagen samschdes a sonndes, wou op ass. A wann do kann zu Esch nach en zousätzleche Mammograf mat an d'Spill kommen iwwert deen heite Wee, ben, „on ne demande pas mieux“. Dat ass eng ganz gutt Saach. A wann dat sech afüügt an de Kader, dee mer hei geschafft hunn, denken ech, ass dat eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Fir de Rescht géif ech mer wënschen, dass een op dee sachlechen Niveau géif zrëckkommen an der Gesondheetspolitik. Mir hunn e System, deen duerch eng ganz schwierig Zäit gaangen ass, ouni zesummenzubrechen. Wann Der iwwert d'Grenze kuckt an Iech objektiv domadder auserneeetzt, gesitt Der, dass dat nach laang net iwwerall de Fall ass. D'Gesondheetssystemer sinn extreem geschiedegt ginn duerch déi Pandemie. Et ass mentionéiert ginn, an Däitschland ass eng ganz Diskussioun, wou effektiv elo Privatinvestisseure systematesch kucken, Praxissen opzekafen. Ben, meng Hoffnung a meng Ambitioun ass et, dat ze empêcheiere bis zu deem leschten Dag, wou ech wäert an deem Amt sinn. Ech setze mech dofir an, an dat an engem gudden Zesummespill.

Mir kënnen eis et hei net leeschten, géinteneen ze schaffen. Mir sinn e klengt Land. D'Stäerkt war nach ëmmer, zesummenzeschaffen, e Wee ze fannen. An esou soll dat a mengen Aen och an Zukunft sinn: eng konstruktiv Zesummenaarbecht tëscht dem Hospitalier an dem Extrahospitalier an net de Wee opmaachen, fir ee géint deen aneren an eng Konkurrenzsituatioun ze kommen, déi kengem wäert déngen, a scho guer net eise System!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetministesch Paulette Lenert. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Ministesch fir nach eng Kéier déi Erklärungen. Ech mengen, et gëtt de politesche Volet, op deem ee sech net eens ka sinn, an da gëtt et awer dee vun den Zuelen. An d'Madamm Ministesch huet awer e puer Zuele genannt, déi mech interpelléiert hunn. Se huet gesot: „9 % vun den IRM-Consultatiounen hei zu Lëtzebuerg gi vu Residenten aus dem Ausland gemaach.“ Ech hu mer elo eng Kéier ganz séier d'Zuele vun eiser Sozialversécherung ugekuckt an do sinn, jee nodeem wéi eng Zuelen ee kuckt, zwëschen 25 an 30 % vun eisen Assurée Residenten am Ausland. Dat heescht, wann all Assuré, deen d'Recht hätt, zu Lëtzebuerg soignéiert ze ginn, well en hei zu Lëtzebuerg cotiséiert, géif vu Lëtzebuerg soignéiert ginn an an den IRM goen, ...

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Dann hu mer e grouse Problem, jo.

M. Sven Clement (Piraten) | ... da misste proportional u sech 30 % vun de Consultatioune vu Leit aus

dem Ausland sinn. Dat heescht, ze soen, mir hätten en ëmgedréinten Zoch, datt Leit, déi am Ausland wunnen an déi näischt mat Lëtzebuerg ze dinn hätten, heihinner géife kommen, fir sech soignéieren ze loosson, dat kann ech net stoe loosson. Et si Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hei zu Lëtzebuerg cotiséieren, déi also an eise Solidarsystem dra sinn, déi sech dann och wëllen zu Lëtzebuerg soignéiere loosson, an dat net an deem Taux, wéi se u sech d'Recht hätten. Dat weist fir mech, datt u sech eise System net fonctionéiert, well en et net fäerdegbéngt, dee Besoin och ofzedeken.

(Interruption)

Well soss misste mer 30 % vun de Consultatiounen och vu Lëtzebuurger respektiv vu Residenten am Ausland hunn. An déi hu mer net. Dat heescht, iergendwou gëtt et e Bottleneck, well déi Leit loosse sech .., also 20 % loosse sech d'ailleurs och am Ausland soignéieren. Dat war just meng Interpretatioun vun deenen Zuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, ganz gären. Ech stellen dat jo och guer net a Fro, dass dat deene Leit hiert Recht ass. Ech hu gesot, et ass eng rezent Tendenz, et ass eng rezent Tendenz iwwert déi lescht Joren. A si ass ganz kloer steigend. Ech hu just vun enger Courbe geschwat a vun enger Realitéit, déi haut eng aner ass wéi virun nach enger längerer Zäit.

Et muss een och soen, dass an de Berechnunge bis elo hei am Gesondheetssystem effektiv deenen Assurée, déi am Ausland wunnen, ni Rechnung gedroe ginn ass, well se an der Proximitéit hir Déngschtleeschunge warscheinlech fonnt hunn. Dat ass e ganz rezente Phänomeen, dat doten. An dat ass dat Eenzegt, wat ech hei an de Raum ginn. Dat ass eng nei Tendenz. A selbstverständlech kann dat engem Suerge maachen, well wann dat nach méi ëmschléit, wann déi Tendenz sech nach stärke wäert – an dat riskéiert, de Fall ze sinn, wann nach Klinicken zouginn am Grenzgebitt –, dann hu mer e Problem. An da muss mer nach méi schnell kënnen oprüsten. An ech denken, da muss mer dat och plangen. Well dat wäert sech natierlech net esou séier léisen, scho guer net um Niveau vun den Akutspideeler.

Une voix | Très bien!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8009. Den Text steet am Document parlementaire 8009¹⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8009 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmmen géint 27 Neestëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer nach zur Motioun, déi d'Madamm Hartmann deposéiert hat. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech hunn u sech a menger Ried effektiv alles zu der Motioun gesot. Ech wollt just nach eng Kéier, well et an der Motioun och explizitt em d'Mammografie gaangen ass, an dësem Kader nach eng Kéier déi Fro opwerfen, well – an ech preziséieren et nach eng Kéier kuerz – souwuel an der Loi hospitalière wéi och an dem Règlement grand-ducal, dee fir verfassungsgemäß erkläert ginn ass, war d'Mammografie nach net ënnert dem schwéiere Material opgeworf. Do war just rieds vun de Biopsie-mammairen. An duerfir d'Fro, firwat d'Mammografie elo nei an déi Lëscht mat opgeholl ginn ass.

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif d'Wuert dann direkt un d'Madamm Ministesch ginn.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci. Ech hat dat effektiv vergiess. Et ass esou, dass an der Zäit déi Mammografen zweedimensional Biller gemaach hunn an doduerjer net ënnert d'Gesetzgebung vun der Radioprotektioun gefall sinn. Haut schafft ee mat dräidimensionalen Apparaten. Frot mech net den techneschen Detail, mee déi falen ënnert d'Radioprotektioun an deemno eeben ënnert déi Bestëmmungen. Dat ass déi Erklärung, déi ech elo kritt hunn.

Mee mir hunn – an ech géif dat och nach gären ennersträchen – en Aarbechtsgrupp lafe precisement zu der Mammografie. Dofir begrëssen ech och déi Motioun. Mir sinn do amgaangen, am Detail ze kucken, wéi genau d'Delaie sinn, wéi mer dat kënnen optimiséieren.

D'selwecht hu mer deem Aarbechtsgrupp, fir generell d'Prise de rendez-vous ze vereinfachen a fir och eng harmoniséiert, standardiséiert Indication ze kréien, wat urgent ass, wat net urgent ass. Eng Routine-ënnersichung kann ouni Problem all zwee Joer sinn, wéi et och am Programm de Fall ass. Mee d'Urgence ass eppes anescht. Do schaffe mer drop. An do wäerte mer och bis Enn des Joers Opschluss hunn. Do gëtt et effektiv eng technesch Erklärung zu de Mammografen, déi mat der Technologie ze dinn huet. Awer ganz gäre kann een dat analyséieren. Dat ass eppes, wou mir och als Haus guer net verschloss sinn, fir do en zousätzleche Schrëtt ze maachen, wann dat sech operleert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lenert. Da kritt d'Wuert den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech muss soen, dass mir den Effort vun der Madamm Hartmann hei begrëssen, fir déi Motioun eranzubringen, quitte dass se vun deenen anere Parteien mat ënnerschwächen ass. Mee wann ech dat hei liesen, huet se awer éischter d'Handschrëft vun der Madamm Hartmann.

(Interruptions)

Dräi Saache sinn dozou ze soen. Ech soen dozou, ...

(Hilarité)

... ech soen dozou, dass mir éischters Problemer hunn, fir dat ze analyséieren „dans un délai de deux ans“, well mir mengen, dass deen Text, esou wéi en ass, eis a Schwierigkeete wäert féieren, notament wann en ugesicht gëtt, an dass déi zwee Joer, déi hei als Laps de temps dra stinn, aus juristesche Grënn eis kënnen a problematesch Situatiounen bréngen, mat de Konsequenzen, déi eng Afrostellung vun Tribunal vun dësem Text kéint hunn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Ech gesinn net, firwat mer solle bei de Mammografien nach eng Étude approfondie maachen. Ech fannen, dass een dat direkt sollt an d'Realitéit ëmsetzen, dass déi a verschiddene Cabineten einfach esou kéint kommen. Dat liicht mer an. Dofir, d'Étude approfondie fannen ech iwwerflësseg.

An dee leschte Punkt: „à promouvoir activement le droit d'initiative des médecins dans le secteur extrahospitalier“. Ech fanne just, deen Text, dee mer elo haut stëmmen, oder gestëmmt hunn, mécht genau de Contraire. An aus deem Grund kënnen mer deen Text hei och net akzeptéieren.

Mee well ech awer den Effort gesinn, dass hei gewollt ginn ass, an déi richteg Richtung ze goen, wäerte mer net dergéint stëmmen. Dofir wäerte mer eis enthalen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Oberweis.

(Interruption)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lékn) | Merci, Här President. Jo, mir sinn natierlech mat de Consideranten all averstanen. Déi éischt zwee Invitte kënnen mer och deelen: eng Analys ze maachen an d'Resultat ze diskutéieren. Mee „accorder une priorité absolue à la finalisation des travaux sur la réforme des sociétés des médecins“, ech hunn et virdrun a menger Ried gesot, dass ass fir eis en No-Go!

Mir gesinn do eng grouss oppen Dier fir dat, wat ech virdrun als Gefor beschriwwen hunn. Voilà, mir gesinn do wierklech den öffentleche Gesondheets-system a Gefor mat deem Gesetz, wat da wäert kommen. An den „droit d'initiative des médecins, ensemble avec tous les acteurs du terrain“, wéi eng Acteur sinn dat? Voilà, wat kënn do vu private Gelder mat an d'Spill? Mir stellen eis do ganz vill Froen, wou d'Dier do opgemaach gëtt. Fir wéi eng Acteuren? Also, fir eis kënn dat net a Fro.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An d'Wuert geet un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Sou, wéi ech virdrun d'Gesetz fir e Feeler fonnt hunn, sou kann ech déi Motioun, déi u sech dat Ganzt staark nuancéiert, muss ee soen, unheulen. Dofir wannert et mech e bëssen, dass mer déi zwou Diskussiounen den nämmlechte Moment hei am Plenum hunn. Mee dat erkläert sech vläch aus preelektoralen Grënn an

dem Besoin, sech an enger Regierungskoalitioun dann awer kënnen ze demarkéieren. Egal, ob de Mars Di Bartolomeo als fréiere Gesondheitsminister hei mengt, dat wär d'ganz Regierung, déi se geschriwwen huet, ech liesen hei awer eng aner Handschrëft eraus, muss ech elo mol vu mengem bescheidene Standpunkt aus soen.

(Interruptions et hilarité)

Dat gesot, mir kënnen souwuel d'Considerante wéi och d'Invitten ënnerstëtzen. An dofir wäerte mir déi Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, dass kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 33 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

M. Roy Reding.

5. 8260 – Projet de de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord entre le Gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023

Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8260 iwwert d'Derogatioun zu den Articlekele 55 a 56 vum Code vun der Sozialversécherung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporten vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Rapportier, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzestext, deen ech elo vun dëser Plaz aus wäert virstellen, setze mir eent vun deene leschte

Puzzlestück aus dem Tripartitt-Accord vom 3. März dës Joer ëm. Dësen Tripartitt-Accord gesäit vir, dat eng drëtt Indexbranche an dësem Joer – mir hunn déi vu Juli 2022 jo op Abrëll 2023 reportéiert – de Betriber géif kompenséiert ginn. Dës Kompensatioun géif vun deem Moment un, wou d'Indexbranche erfält, bis Januar 2024 inclus gemaach ginn.

Am Accord ass och schonns de Prinzipp festgehale ginn, wéi dës Kompensatioun géif ofgewéckelt ginn, an zwar iwwert de Wee vun enger Adaptatioun vum Taux de cotisation moyen bei der Mutualité des employeurs. Am Accord ass och déi kleng Aschränkung gemaach ginn, dass déi Kompensatioun net néideg ass en faveur vun Employeuren, bei deenen iwwert de legalen oder reglementaresche Mechanismus der Indexbranche souwisoou scho Rechnung gedroe gëtt, beispillsweis bei enger öffentlecher Budgetsatioun. Zu dësem leschte Punkt awer spéider méi.

Fir d'éischt emol muss ee feststellen, dass de Finanzement vun der Mutualité op engem duerschmittleche Cotisationsstau berout, mat enger Opdeeling a véier méiglech Klassen, jee no observéiertem Absenteismus.

Wann een also d'Kompensatioun vun enger Indexbranche Mount fir Mount iwwert en Erofsetze vun dësen Tauxe mécht, da versteet een och, dass een den Taux natierlech méi staark ofrofsetze muss, wann et méi Méint ze kompenséiere gëtt. Et gëtt also en direkte Lien tëschent der Durée vun der Kompensatioun engersäits an der néideger Baisse vun den Tauxen anersäits.

Mir müssen natierlech iergendeen Unhaltspunkt huelen, an dësen Unhaltspunkt sinn déi lescht Projektione vum Statec. De Statec huet am Mee seng Projektione aktualiséiert a geet vun enger drëtter Indexbranche um Enn vum drëtten Trimester aus. An dësem Gesetzesprojekt gi mir dofir dervunner aus, dass déi drëtt Indexbranche fir September wäert erfalen.

Natierlech sinn d'Méiglechkeete vun enger Kompensatioun iwwert d'Erofsetze vun den Tauxen net onendlech. Den Taux an deene véier Klasse muss op jidde Fall positiv bliwen, fir de Prinzipp vun der „Couverture géint Cotisation“ ze respektéieren. Wann den Taux jo géif negativ ginn, da géif de Patron jo nach Suen derfir kréien, fir ofgeséichert ze si virun enger Incapacité de travail vu senge Salariéen, an dat géif de ganze Geescht vun eise Sozialsystem op d'Kopp geheien.

Wann een d'Baisse vun den Tauxe fir d'Kompensatioun net an engem Joer gemaach kritt, da muss een d'Baisse, déi néideg ass, op méi Exercicer verdeelen. Am Tripartitt-Accord ass déi Eventualitéit och scho festgehale ginn. Well awer entre-temps de Statec déi drëtt Indexbranche schonn Enn vum drëtten Trimester virgesäit, muss déi drëtt Indexbranche och méi laang kompenséiert ginn. Dofir wäert d'Kompensatioun sech net nëmme op d'Exercicer 2024 an 2025, mee och op d'Joer 2026 erstrecken.

Natierlech hänken déi Tauxen och vun der Masse cotisable of, déi hirersäits jo vun der Unzuel u Salarié gradewéi vun der Evolutioun vun de Paien ofhänge ass. Kleng Ajustementer zu engem spéidere Zäitpunkt sinn also net onbedéngt ausgeschloss. Den duerschmittleche Cotisationsstau, op dee sech d'Tauxe vun deene véier Klasse baséieren, ass am Code de la sécurité sociale festgehale. Fir d'Joren 2021 bis 2023 inclus läit den duerschmittlechen Taux bei 1,90 % amplaz vu virdrun 1,85 %.

Dës Derogatioun ass gemaach ginn, fir dass de Staat seng Avancen zrëckkréie kann, déi en der

Gesondheetskeess gemaach huet en faveur vun de Patronen, déi am Joer 2020 vum éischten Dag u géint d'Incapacité de travail vun hire Salariéen entschidede gi sinn.

Ech kommen zrëck op dat, wat am Tripartitt-Accord festgehale ginn ass, dass d'Kompensatioun just bei deenen Employeuren gemaach gëtt, bei deenen net schonn iwwert de legalen oder reglementaresche Mechanismus der Indexbranche souwisoou Rechnung gedroe gëtt. Dat ass vum Sënn hier nach ëmmer, wat mir maache wëllen, mee et muss just anescht ëmgesat ginn, an zwar an zwou Etappen, fir en ze héijen administrativen Opwand fir d'Mutualitéit ze verhënnere.

An der éischter Etapp ginn d'Tauxe fir all Patron, deen affiliéiert ass, erofgesat. An enger zweeter Etapp müssen d'Gesondheetskeess an déi verschidde staatlech Organismen deem Rechnung droen, dass d'Cotisationsstau fir d'Patronen erofgaange sinn. Bei der Gesondheetskeess selwer wäert dat iwwert déi budgetär Dotatioun respektiv iwwert d'Valeur monétaire geschéien, wat de Volet vun der Assurance dépendance ubelaangt. D'Gesondheetskeess gëtt also d'Ersuernis un de Staat weider. Bei Entitéiten, déi direkt vum Staat subventionéiert ginn, wäert déi Prise en charge iwwert d'Mutualitéit um Niveau vum Staatsbudget ermëttelt ginn. Mir schwätzen hei vun engem Montant vu ronn 8 Milliounen de Mount, also ënnert dem Stréch 40 Milliounen.

Déi generell Kompensatioun iwwert d'Tauxe wäert pro Mount ongeféier 72,5 Milliounen kaschten. Dat mécht also vu September 2023 bis Januar 2024 inclus e globale Käschtpunkt vun 362,5 Milliounen.

Vun dësem Montant muss allerdéngs nach d'Augmentatioun vum Temps de remboursement vun der Mutualitéit ofgezu ginn. Deen Taux de remboursement ass während der Pandemie bei engem Isolement oder enger Quarantän vun 80 % op 100 % eropgesat ginn en faveur vum Patron. De Käschtpunkt vun dëser Entlaaschtung ass vum Staat iwwerhol ginn. Fir dass dës Méibelaaschtung awer gerecht tëschent de Parteien opgedeelt gëtt, sollt de Staat elo effektiv d'Hallschent vun dëser Méibelaaschtung, also zéng Prozentpunkten, erëm zrëckkréien. De Montant, deen de Staat zegutt hält oder huet, läit bei 29 Milliounen. Et ass aus deem Grond, dass den duerschmittleche Cotisationsstau fir dräi Joer vun 1,85 op 1,90 gehewe ginn ass, wéi ech et virdu gesot hat.

Dës Joer leeft dee méi héijen duerschmittleche Cotisationsstau aus. Hei kritt de Staat dann awer 7,1 Milliounen ze vill zrëck. Dës gëtt mat an d'Rechnung abezunn, soudass de Staat net méi 29 Milliounen, mee just nach 21,9 Milliounen zegutt huet duerch seng generéis Hëllef während der Pandemie. Et ergëtt sech also e Solde vun 362,5 Milliounen weniger 21,9 Milliounen ass 340,6 Milliounen Euro.

De Staat kritt mam Artikel 2 vun dësem Gesetzestext méi Flexibilitéit accordéiert, fir déi beschriwwe Kompensatioun virzefinanzéieren, andeems se net méi duerch de Respekt vun der Reserv vun 10 % vun den Depensé vun der Mutualitéit ageschränkt gëtt.

De Staatsrot huet a sengem Avis den 13. Juli keng inhaltlech Remarque gemaach.

Här President, aussergewöhnlech Zäiten erfuerderen aussergewöhnlech Moosnamen. Dat ass an dësem Fall net anescht. Mat dësem Gesetzestext setze mir also e weideren Deel vum Accord tëschent de Sozialpartner am Sënn vu méi Zesammenhalt vun eise Land ëm.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a wäert d'Positioun vun der LSAP duerno ganz kuerz erklären.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Reporter, dem Här Dan Kersch, ...

(Brouhaha)

... villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Reporter fir d'Virstellung vum Projet. Ech mengen, bei dësem Projet muss een drun erënneren, dass e während der Tripartitt-Diskussioun entstan ass. Den Här Kersch huet och elo d'Donnéeë gesot, déi am Projet de loi stinn, wann et vu September bis Dezember geet oder bis Januar geet.

Déi éischt Fro, déi awer nach ëmmer fir mech ze kläre bleift, do weess d'Regierung vläicht scho méi: Wéini ass iwwerhaupt elo deen nächsten Erfall? Kënn een Erfall? Gëtt et net en Erfall? A gëtt et deen den 1. September, den 1. Oktober, den 1. November oder eréischt den 1. Januar? Sinn do scho méi genau Zuele bei der Regierung bekannt? Well de Moment ass dat hei jo eng Annam, also wouvu mer ausgaange sinn, wann ech den Accord de tripartite liesen, deen de 7. März 2023 fonnt ginn ass. An deemools sinn och déi Berechnunge gemaach ginn, an déi Finanzsatioun eran, esou wéi den Här Kersch se beschriwwen huet.

Ech mengen, dass et och wichteg ass ze ënnersträichen, dass dat do op en Accord zrëckgeet. Dofir war ech awer och e bësse verwonnert, wéi ech Avisé gelies hu vu Berufschamberen. Déi eng Berufschamber, déi ka sech un déi positiv Stellungnam erënneren. Et ass eng aner Berufschamber, déi dat vill méi kritesch gesäit an déi do och aner an zousätzlech Froe gestallt huet, soudass dat awer eppes ass, wat mech e bësse gewonnert huet. Well bei engem Tripartitt-Accord sinn ech dervun ausgaangen, dass dann normalerweis och sämtlech Berufschamberen, déi dervu betraff sinn, dat och positiv begutachten.

Ech mengen, et muss een ënnersträichen, bei deem ganzen Artikel 55, do geet et jo och drëm, dass ee jo och muss ënnerscheede bei deenen Entreprises, deemno wat fir eng Kategorie se sinn, well mer do jo d'Kategorië Klass 1 bis Klass 4 kennen, déi all och mam Absenteismus ze dinn hunn, wéi do déi Belaaschtung an Zukunft ausgefouert gëtt. Et ass esou, dass mer mam Prinzipp kee Problem hunn, mee wou mer eis Froe stellen, ass elo bei der Ëmsetzung, ob d'Regierung scho méi weess a genau weess, wéini wat erfält an ob et och zu Verschibunge komm ass déi lescht Méint an de jeeeweilege Klassen, an der Klass 1, Klass 2, Klass 3 a Klass 4 vun de Betriber, déi do drënner falen, well dat gëtt jo op den Absenteismus berechent. Dat sinn nach déi Froen, déi mer hunn. Fir de Rescht géife mer awer am Prinzipp zu deem stoen, dass et en Tripartitt-Accord ass a mir géifen dee matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleginnen a Kollegen, et ass e weidert Gesetz, dat aus der Tripartitt-Kommissioun kënn an ech géif mengen, et wär e ganz gutt Gesetz. Et setzt e weidere Punkt aus deem Accord vum 3. März dës Joer ëm, en Accord, dee fonnt gi war tëschent der Regierung, de Gewerkschaften OGBL, CGFP, LCGB an de Patronatsvertrieeder UEL. Déi dräi Tripartitten, déi a manner wéi engem Joer stattfonnt hunn, hunn zu

engem Erfolleg gefouert, an ech mengen, dass ee roueg ka soen, dass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg leeft.

Déi nächst Indexbranche wäert ganz normal ausbezuel ginn, an dofir kréien d'Beriber dës Kéier eng Ennerstëtzung vu ronn – den Här Kersch huet eis d'Rechnung gemaach, déi war net ganz einfach – 340 Milliounen.

Déi dräi Tripartitten, ech mengen, déi hunn eis wierklech gutt duerch d'Kris gefouert, well duerch déi Mesüeren, déi mer geholl hunn – och wann heiansdo déi eng oder aner heibanne kritiséiert ginn ass –, hu mer et awer fäerdegbruecht, éischtens emol de Chômage am Grëff ze halen an zweetens och d'Inflatioun am Grëff ze halen.

Déi dräi Tripartitten hunn derzou bäigedroen, d'Kafkraaft vun de Stéit ze erhalen an ze stäerken, fir Aarbechtsplazen ze erhalen a fir och eise Beriber Previsibilitéit ze ginn. An an dësen onsécheren Zäiten ass d'Previsibilitéit dat Allerwichtigst, well Previsibilitéit bedeit Stabilitéit, a Previsibilitéit bedeit och sécher Aarbechtsplazen, an dat läit ons als DP ganz besonnesch um Häerz.

Dem Kolleg Dan Kersch géif ech Merci soe fir säi bal scho pedagogesche Rapport. Ech muss éierlech soen, ech hu bal alles verstanen.

(Hilarité)

Merci awer och vun dëser Plaz aus alleguerten de Kolleeinnen a Kollegegen, déi Member waren an der Tripartitt-Kommissioun. Ech hu fonnt, dass mer flott zesummegeeschafft hunn. Mir hunn haaptsächlech séier zesummegeeschafft. An ech weess net, ob Der schonn Zäit hat ze kucken, mee Dir krut de Moien nach e Mail vum Dan Schmit, eppes, wat nogefrot gi war. Wéi gesot also, déi Aarbechte si fortlaefend, déi sinn nach net definitiv ofgeschloss.

Ech géif Iech Merci soen an den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Baum. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un de Reporter.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, an dësem Fall de Vertrieber vun der LSAP. Fir d'éischt emol sinn ech frou, dass den Här Baum wierklech alles am Rapport verstanen huet.

(Interruption)

Da kann hie mir duerno an der Paus dat eent oder anert nach erklären.

(Hilarité)

Well ech muss éierlech soen, et war e ganz techneschen Dossier.

Ech wollt awer, fir e bëssen erëm op de Seriö zréckzekommen, soen, dass et fir mech kloer ass an och fir eis Fraktioun, dass dëst Gesetz u sech just gestëmmt gëtt, well mer 2022 eng Indexbranche opgeschubst hunn, an ech huele ganz bewusst den Term „opgeschubst hunn“ an net „manipuléiert hunn“, och net „ewehegelooss hunn“, mee „opgeschubst hunn“, an dofir si mer an d'Situatioun komm, dass am Joer 2023 dräi Indexbranchen erfalen.

Dofir ass et, mengen ech, och méi wéi gerechtfertegt, dass hei eng Kompensatioun fir d'Beriber gemaach gëtt, well et soss fir eenzel Beriber ganz schwéier géif ginn, iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dat ass awer och genau de Problem. Hei kréien elo u sech ondifferenziéiert alleguerten d'Beriber en Deal vun hire Gehaltskäschte vum Staat kompenséiert. An

zu deene Beriber gehéieren der och, déi an deene leschten Zäiten, ech soen emol zum Beispill opgrond vun enger gewëssener Zënserhéijung, déi jiddweree matkritt huet, an opgrond vun hirer Situatioun iwwerhaapt keng staatlech Hëllef bräichten. A fir d'LSAP ass et kloer, dass mer an aussergewéinlechen Zäiten aussergewéinlech Mesüeren huelen an dass dat heiten eng absolut Ausnam ass an dass, wa mer an Zukunft nei Mesüeren huelen, fir d'Beriber ze stützen, déi esou selektiv wéi méiglech mussen gestalt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech dem Dan Kersch natierlech e grouse Merci ausdrécke fir seng Erklärungen zu dëser komplexer Matière, och wann hie se net selwer all verstanen huet. Ech mengen, et bleibt nach Zäit, fir dat do 30-mol ze liesen, da versti mer och de leschten Detail. Wouups et awer ukënn, ass d'Solidaritéit.

Ech géif mengen, wéi bei allen anere Gesetzer, déi mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, geet et och hei drëms, Solidaritéit ze beweisen. Dat maache mer dës Kéier par rapport zu de Beriber, wou mer dann 341 Komma eng Grimmel Milliounen an de Grapp huelen, fir d'Beriber ze kompenséieren. Dat ass nach ëmmer de richtege Wee gewiescht, notamment fir d'Beriber um Dréien ze halen an domat Aarbechtsplazen ze schützen. Dat war d'Zil vu ville Gesetzer an dat ass et och haut. An dofir sti mir voll hannert dësem Gesetz.

Hannendru wéilt ech dann awer och nach dem Gilles Baum e grouse Merci ausdrécke fir d'Leedung vun der Tripartitt-Kommissioun, wou ech d'Chance hat, Member a Vizepresidentin ze sinn. Mir hu ganz gutt zesummegeeschafft a mir hu gewisen, dass mer zesammenhale kënnen, wann et drop ukënn. Dat mécht de Lëtzebuerg Sozialdialog aus an dat huet och den Dialog an der Tripartitt-Kommissioun beräichert. An deem Sënn e grouse Merci, Gilles, an ech hoffen, dass déi Zesummenaarbecht a schwierigen Zäiten esou wäert bestoe bleiwen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An elo ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech wëll mech ganz gär deene Wiederer vum der Madamm Lorsché uschléissen an dem Här Baum Merci soen, souwuel fir seng Aarbecht als President vun der Tripartitt-Kommissioun, mee och fir all déi wäertvoll a vill Stonnen, déi mer do investéiert hunn, fir de Suivi ze maache vun deenen Accorden, déi guff goufen. Och dem Här Kersch merci fir de Rapport.

Ech wëll elo net soen, wivill Prozent ech verstan hu vun deem, wat e gesot huet. Ech wëll hei menger Reputatioun net méi schueden, wéi et muss sinn.

(Hilarité)

Mee op jidde Fall, mengen ech, sollte mer awer kucken, datt mer e ganz kloert Bild hei vun der Situatioun hunn. Mir weisen hei eng Solidaritéit, déi eis, mengen ech, alleguer éiert. Dat ass en Deal vum Lëtzebuerg Modell. Mir setzen déi Accorden ëm, déi vun der Tripartitt getraff goufen. Mee mir mussen awer och wëssen, dass mer lues a lues un d'Enn vun eiser Finanzéierungskapazitéit kommen. Wa mer déi 30 % Verschuldungsquot wëllen anhalen, da kënnen mer net ëmmer weidermaachen dermat, d'Käschte vun der Inflatioun eigentlech vun de Leit oder vun

de Beriber op de Staat ze verlagere. Dat geet net éiweg. Oder mir verlooosen den Terrain vun deenen 30 %, déi mer jo eigentlech fixéiert haten, mee wou Verschiddener jo scho mengen, dat misst net méi esou sinn.

Dat Zweet ass, datt mer réischt schwéieren Zäiten entgéintginn. Et ass jo net esou, datt de Problem verschwonnen wär an der Tëschenzäit. Mir hunn also eng Situatioun, wou mer un d'Enn vun de Finanzéierungskapazitéit kommen, mir hunn awer keng Perspektiv dauerhaft op en Enn vun der Inflatioun oder op eng Reduzéierung vun der Inflatioun. Mir liewen nach ëmmer mat ganz héijen Energiekäschten, déi wäit méi héich si wéi a konkurréierenden Ekonomien.

Mir hunn eng Situatioun an engem groussen Nopeschland, nämlech Däitschland, dat eise wichtigsten Handelspartner ass, déi eis Suerge mécht. Mir hunn den Ufank vun enger Deindustrialiséierung an Europa, déi och nach vun eisem groussen Noper op där anerer Säit vum Ozean encouragéiert gëtt. A mir hunn domadder eng Situatioun, wou mer eventuell an eng grouss Instabilitéit an Imprevisibilitéit an den nächste Méint a Joren erakommen.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt eis alleguer domadder eng grouss Erausforderung gestallt ass, och un déi nächst Regierung, egal wéi se zesummegeesat ass. Mee mir mussen déi strukturell Problemer, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, als Europäer an als Lëtzebuerg, léisen. Mir kënnen net weider an enger Situatioun bleiwen, wou mer strukturell einfach net méi kompetitiv sinn, an och den Inflatiounsdruck kënnen mer net ëmmer weider op de Staatsbudget verlagere. Ech mengen, dat sinn einfach Tatsachen, wou déi meescht heibanne kéinten dermat d'accord sinn.

Dat gesot, mir hunn als ADR den Engagement geholl, dat hei matzedroen, selbstverständlech déi Solidaritéit ze weisen, déi eis bis elo gehollef huet, fir gutt duerch déi Kris ze kommen, awer mir mussen eis bewusst sinn, datt mer esou net kënnen virumaachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'Regierung huet bis op den allerleschte Stëppel gewaart, an zwar bis den 29. Juni, bis se dat heite Gesetz deposéiert huet. Dat war viru genee dräi Wochen.

Den Avis vum Staatsrot, bestoend aus e puer Zeilen, koum just zurzäit, an zwar den 13. Juli. D'CSL huet e kriteschen Avis ofginn. Dësen ass an enger Procédure d'urgence nach uegoholl ginn. Wann Der awer elo op de Chamberssite op de Rôle des affaires kucke gitt, da fannt Der dësen Avis net. Och de Rapport vun der Kommissioun beinhalt keng Referenz op dësen Avis, wouduerch kritesch Froen a Remarken och guer net mat an dëse Rapport agefloss sinn. Dat war och genee esou ze erwaarden an ass eigentlech am Fong onméiglech.

Dëst Gesetz ass e risige Kaddo mat der Strenz fir all Betrib, deen de Staat am bestche Fall 300 Milliounen Euro wäert kaschten. D'Regierung huet der Patronatssäit dës Zousou am September vum leschte Joer tel quel esou ginn.

Ob Amazon oder déi kleng Librairie, ob Auchan oder d'Epicerie um Eck, ob McDonalds oder de Quartiersbistro, all Betrib kritte hei pro Mount iwwer fënnef Méint eng Indexbranche vun all hire Salariéer vum Staat finanzéiert. De Staat finanzéiert sech awer gréisstendeels iwwert d'Steieren um Salaire a mat der TVA, woumat eigentlech primär emol déi schaffend Leit de Gros vun dësen 300 Milliounen Euro bezuelen.

Här President, mir si vum Prinzipp hier op enger ganz änlecher Plaz wéi d'lescht Joer, wou den Index manipuliert, also pardon, „opgeschubst“ ginn ass. Deemoos gouf déi reportéiert Indexbranche iwwer e Steierkredit gréisstendeels kompenséiert, ech soe „gréisstendeels“, well zum Deel Leit mat mëttlere Paien awer bei der Rechnung verluer hunn.

De gewerkschaftleche Widerstand war ganz grouss an huet derzou bäigedroen, dass et net zu enger zweeter Manipulatioun sollt kommen. Dass mir just e puer Méint viru Parlamentswale stinn, huet sécher och matgespillt. Dës Kéier wäerten d'Salariéen also näischt mierken, wann déi nächst Indexbranche erfält. Si kréien hir 2,5 % méi op hirer Pai, an dat ass och nëmme richtig esou. De Käschtepunkt kréien d'Betriber integral vum Staat zrëckbezuelt. Dobäi soll et ëm fënnefmol 60 Milliounen Euro Salairé goen, déi iwwer eng Reduktioun vum Cotisatiounstaux an d'Mutualitéit vum den Entreprisé kompenséiert ginn.

Wat bedeit dat konkret? Als Éischt emol stelle mir fest, dass de Staat d'Indexbranche vu groussen Entreprisé finanzéiert, déi deels enorm Gewënner erzilen. Den Index vu Salariéen, déi zéngmol de Mindestloun verdéngen, gëtt vum der Allgemengheet bezuelt, net vum Betrib, deen esou Salariéen astellt. E Betrib, dee Leit mat esou héije Salairé beschäftegt, kann dese Salairé plus Index och bezuelen, soss géif e jo keng esou Paie bezuelen.

D'Patronat an zum Deel Verrieder vu Regierung a Parteien hei an der Chamber hunn net gezéckt, fir bei der Manipulatioun d'lescht Joer eng Deckelung vum Index an d'Spill ze bréngen, andeem se d'Indexéierung vum héije Salairé de facto als ongerechtfergt duergestallt hunn.

D'Spëtzekandidatin vun der LSAP denkt haart iwwer eng Deckelung vum Index no. Mat dem Gesetz zéckt d'Regierung awer net, fir d'Kompensatioun vum Index fir all Betrib ze iwwerhuelen, egal wéi vill Gewënn erwirtschaft gëtt, egal wéi héich d'Paie do sinn.

(Interruption)

Mir stelle fest: D'Regierung passt besser op d'Sue vun den décke Betriben op wéi op d'Sue vun der Allgemengheet am Staatsbudget! Eis méssfält och, dass bei der Kompensatioun op eng Indexbranche tabléiert gëtt, déi am September ausbezuelt géif ginn. Ass deen Zenario nach ëmmer realistesch? Ech mengen, et ass jo och scho vum engem Virriedner gefrot ginn.

Wat geschitt, wa se méi spéit erfält? D'Chamber ka jo eigentlech net méi reagéieren bis dohinner. Dat heescht, dass d'Betriber alleguer ab September eng Indexbranche kompenséiert kréien, egal ob eng erfällt ass oder net.

Här President, mir hunn ëmmer gesot, dass kleng Betriben duerchaus mat allem Recht besuergt sinn, wann et oft zu Indexbranche kënn an dass déi Betriben och kënnen a solle gehollef kréien. Mee an dem Fall gëtt einfach ondifferenziéiert eng riseg Zomm Staatsgelder onproduktiv an d'Wirtschaft gepompelt, ouni iergendwelch Konditiounen, zum Beispill a puncto Aarbechtsplazsicherung.

D'CSL stellt sech an hirem Avis och déi berechtedt Fro, wéi engem Betrib bei engem sougenannten „Inflatiounsschock“ am September 2023 gehollef ass, wann en Deeler vun de Käschten dann nach drai Joer méi spéit kompenséiert kritt, esou wéi et elo virgesinn ass am Projet.

Doriwwer eraus huet d'CSL och virgerechent, dass de Betrag, deen zur Kompensatioun soll déngen, e gutt Stéck iwwer deem läit, wat d'Indexbranche

tatsächlech géif ausmaachen. Dat schéngt jo ze heeschen, dass d'Regierung hei vun enger gréisserer Augmentatioun bei der Masse salariale ausgeet iwwer déi nächst Joren a wat d'CSL dann och zur Konkusioun bréngt, dass de Käschtepunkt vum dieser Kompensatioun am Endeffekt nach eng Kéier dältlech méi héich kéint leie wéi haut scho virgerechent.

Här President, wéi aus menger Ried erauszehéieren ass, kënne mir dëst Gesetz net matstëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un de Rapportier fir de Rapport. Ech halen et do mam Gilles Baum, dass ech zumindest mengen, ech hätt de ganze Rapport verstanen. Mee et seet ee jo ëmmer esou schéin: „Wie mengt, dee weess näischt!“ Deementspriechend, mir wäerten dann an nächster Zäit gesinn, ob dee Rapport da wierklech esou verstane gouf, wéi e geschriwwen gouf, ob mer tatsächlech hei dat esou ëmgesat kréien, wéi mer et elo stëmmen.

Et sinn 340,6 Milliounen Euro, an au contraire vu menger Virriednerin soen ech: Dat sinn 340,6 Milliounen Euro, déi direkt erëm benotzt kënne gi vum deene kleng Betriben, eebe fir och Salairé ze bezuelen. A jo, de Kritikpunkt, deen ech bei all de Kompensatiounsmoossenamen ubruecht hunn, dass et mat der Géisskan ass, muss ech natierlech hei, fir intellektuell éierlech ze sinn, och ubréngen.

Ech weess awer net, ob et gerecht gewiescht wär ze soen: Mir behandelen d'Betriber anescht! Independanten an och de Franchise-Entrepreneur si ganz heefeg eng kleng Entreprise, dat heescht, hei mat groussen internationalen Nimm erëmmzerwerfen, dat ass net dat, wat herno seet, ob déi Firma, déi derhannert steet, déi d'Salairé bezilt, tatsächlech eng grouss Multinationale ass oder eng kleng, ob e kleng Patron ass, deen eeben nëmme seng fënnef oder sechs Employéen huet, fir emol eng Fastfood-Chaïne als Beispill ze zitieren. Dat heescht, wär et fair gewiescht, déi anescht ze behandle wéi d'Stéit? An ech mengen, dat wär eeben net fair gewiescht. An dofir ass et richtig, dass mer dat hei dann esou maachen, och wann ech d'Géisskan per se net déi richtig Approche fannen.

Ech fannen et iwwerengs och net déi richtig Approche, dass mer hei erëm an de System gi vu Suen avancieren an da gestéckelt erëmmkréien. Do hätt ee sécher aner Léisunge fonnt. Vu dat awer d'UEL an d'Gewerkschaften domadder averstane sinn, kann ech dat matdroen.

D'Fro vun der Indexbranche, wéini se erfält, ech mengen, dat ass déi grouss Fro, jiddweree stellt sech déi Fro am Moment.

Do muss mer da wuel waarden, wat de Statec eis un neien Zuele liwwert. Fir mech ass op alle Fall ganz kloer: Dat Argument, dat elo meng Virriednerin avanciert huet, ze soen, dass een, wann ee Leit mat engem gewëssene Salairé géif astellen, sech och den Index leeschte misst kënnen, dat Argument gëllt jo fir all d'Salairé. Mir wëssen, dass den Indexsystem do ass. Mir wëssen, vum klengste Salairé, vum Mindestloun bis zu engem Villfache vum Mindestloun, kann e Patron u sech domadder rechnen, wann d'Inflatioun eebe kee Schock huet. A mir sinn eeben elo an enger Situatioun vum Schock. A genau do ass et dann och néideg, dass mer de Leit, de Patronen, de klengen Independenté bis zu deene méi groussen Patronen, hëllefen, an dofir wäerte mir dat Gesetz hei och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Rapportier fir deen exzellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Mat deem heite Projet de loi gëtt e weidere Punkt vum Tripartitt-Accord ëmgesat. An d'Virriedner sinn alleguerten drop agaang, ech wäert elo net méi op d'Zuelematerial agoen. Ech wäert awer op e puer Froen äntwerten.

Ech kann Iech soen, dass bei deenen 340,6 Milliounen, esou wéi de Rapportier et jo och gesot huet, herno gekuckt gëtt, a Fonctioun vun der CNS a vun de Ministären, wou ee gesetzlechen Index komm ass, an och, wou Regularisatioun komm sinn. Dat mécht ronn 40 Milliounen aus, soudatt mer zum Schluss an där Constellatioun, wou mer hei sinn, bei ronn 300 Milliounen leien. Dat just eng Kéier als Informatioun. Déi Zuelen hänken natierlech – an den Taux och, Här Spautz, wat Der gefrot hutt – vun der Masse salariale of, an domadder och den Taux.

Déi Verschibungen, déi elo komm sinn, déi gëlle vun 2024 un. A mir kucken, wéi dat ëmmer gemaach gëtt par rapport zu deene Jore virduer, Enn 2024, fir den Taux esou ze ajustieren, wéi mer en all Joer ajustiere fir eng gewëssen Zäit, fir dass mer dat kënnen opfänken. Dat ass eng normal Prozedur, déi mer eis ginn hunn an, wéi gesot, déi hänkt vun der Masse salariale of an och vum Taux, an eeben och bei der Mutualitéit, wéi dat Ganzt komponéiert ass mat deene véier Klassen.

Wichtig ass an deem heite Projet de loi, an dat ass ugeklongen, dass mer, wat d'Verschibung ugeet, déi ugeschwat ginn ass, net ënner 0 % kommen, dass mer en Taux kréien, deen ënner null ass, well dann hätt de System sech ëmgedréit an de Staat hätt am Fong nach misse Suen un déi Betriben ginn an deene Klassen. An dofir ass och eng Streckung gemaach ginn. Dat ass net aus finanziellen Iwwerleeunge gemaach ginn, mee wa mer d'Demande en total erageholl hätten, dann hätte mer bei enger, voire zwou Klassen en negativen Taux gehat. An dat wier éischtens scho guer net am Sënn gewiescht vun der Mutualitéit an zweetens och net vun deene concernéierte Betriben. Well et muss en dann oppassen, wou den Absenteismus par rapport am gréissten ass, well soss hätte mer vläicht Suen an Entreprisén investéiert, déi dat néidegt finanziell Kapital gehat hätten, wat d'Madamm Cecchetti elo gesot huet, an déi kleng Betriben wieren eidel ausgaang. Dat ass eebe just domadder net geschitt.

Wa mer eng Differenziatioun hei vun de Betriben gemaach hätten innerhalb vun der Tripartitt, dann hätt Dir mir d'Fro gestallt: „Wéi ass et dann do mat den Aide-publiques?“ Dat heescht, wéi komme mer dann do derlaanscht? Hei hu mer keng Aide-publiques, hei hu mer keng Staatshëllefen. Déi sinn an d'Entreprisé gaang. Mir hunn eng Verdeelung iwwer d'Mutualitéit gemaach. An domat hu mer de System vun de Staatshëllefe par rapport zu Entreprisén – déi eng kréie se, déi aner kréie se net, déi eng däre se kréien, déi aner däre se net kréien –, ech wëll net soen ëmgaangen, mee an der Consideratioun an den Iwwerleeunge bei der Tripartitt mam Patronat a mat de Gewerkschaften ass deem natierlech och an der Diskussioun Rechnung gedroe ginn. Dat ass och wichtig ze wëssen.

Dee System hei ass e System, deen adaptabel ass a Fonctioun vun der Masse salariale, a Fonctioun vun

deem, wat an der Tripartitt ofgemaach ginn ass an a Fonctioun vum Index. Hei geet et jo drëms, fir déi drëtt Indexbranche opzefänken. Dir hutt mech gefrot: Wéini erfält déi? Oder wéini ass se dû? Ech soen Iech: Haut ass den 20. Juli, ech perséinlech ginn net dervun aus, datt se nach am Juli declenchéiert gëtt. Muer de Moien ass Regierungsrout, ech wäert dat awer froen. Wann dat de Fall wier – wann dat de Fall wier! –, géift Der et direkt gewuer ginn, esou wéi ech d'Medie kennen. Wa se am September ausbezuelt gëtt, misst se am August fälleg ginn, declenchéiert ginn, fir datt se am September do ass. Bon, mir hunn dat hei gekuckt an der Tripartitt, d'lescht Trimester, ufanks lescht Trimester, oder zum Schluss vum drëtten Trimester, et ass evaluéiert gi laut deenen dräi Zenarioen, déi mer haten. Dofir hu mer och de Januar derbäigeholl, well mer wëssen, datt Wale sinn a mer der nächster Regierung jo och eng Chance solle ginn, fir sech net direkt mat där Problematik mussen auseenanesetzen. Dofir hu mer fënnf Méint hei geholl. A wann Der déi fënnf Méint rechent mol 60 – déi 60 Milliounen sinn ugeschwat ginn – mat all den Augmentatiounen an den Diminutiounen an de Contributiounen, déi nach fälleg sinn, si mer do op 60 Milliounen, op fënnf Méint – da komme mer erëm op déi 300 Milliounen, déi ech am Afank genannt hunn.

Dofir, e Merci op jidde Fall deenen, déi dësen Accord matstëmmen. Dat schwätzt ganz einfach fir de Sozialdialog a fir d'Solidaritéit innerhalb vu Lëtzebuerg. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8260. Den Text steet am Document parlementaire 8260².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8260 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Max Hengel), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Jessie Thill), Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Chantal Gary) et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.57 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Droit d'accès de la police aux données des assureurs	7948	Fernand Kartheiser	96	Parc des IRM actuellement en service	8037	Marc Hansen, Josée Lorsché	98
Effectif de la Police grand-ducale	7971	Fernand Kartheiser	97	Fermeture de l'abattoir à Wecker	8038	Martine Hansen, Octavie Modert	98
Potentiel conflit d'intérêt entre la fonction publique et la vie privée de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	7991	Diane Adehm	97	Sport de haut niveau féminin	8041	Jeff Engelen	99
Participation du Luxembourg au prochain « Eurovision Song Contest »	8034	Mars Di Bartolomeo	97	Application mobile afin de faciliter l'accès des personnes allergiques aux informations sur les concentrations de pollens dans l'air	8044	Carole Hartmann	99

Droit d'accès de la police aux données des assureurs | Question 7948 (28/04/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Am Hibleck op d'Parlamentswalen huet d'„Association des compagnies d'assurances et de réassurances“ (ACA) eng Initiativ geholl, fir déi politesch Parteien op néng Prioritéiten opmierksam ze maachen. An enger vun dese Prioritéite geet et ëm d'Autoversécherungen.

Am Fall vun engem onversécheren Auto muss d'Allgemengheet d'Laascht droen, fir d'Affer vun engem Accident iwwert de „Fonds de garantie automobile“ ze entschueden. Dëse Fong huet an de leschten dräi Joer duerchschnëttlech honnert Fäll pro Joer bearbecht. Wann een dovunner ausgeet, dass een zu Lëtzebuerg eng vergläichbar Situatioun wéi an den Nopeschlänner huet, da fueren tëschent 5.000 an 10.000 net versécheren Autoe mat enger Lëtzebuurger Plack op eise Stroossen. Fir dëse Problem ze bekämpfen,

proposéiert d'ACA, dass d'Police op en digitale Versécherungsregëster zougräife kann, wou si mat Hëllef vum Nummerschëld iwwerpréiwe kann, ob en Auto versécheret ass oder net.

Och ass et zu Lëtzebuerg am Abléck esou, datt eng Persoun, déi der Police d'Versécherungsdokument vun hirem Auto net ka weisen, de Schlëssel vum Auto muss ofginn an den Auto immobiliséiert bleift, bis déi néideg Dokumenter kënne gewise ginn. Wann d'Police selwer Zougrieff op e Fichier mat de Versécherungsdaten hätt, wäeren esou ëmständlech Prozeduren net méi néideg.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Police sollt en automateschen Zougrieff op Dateie kréien, déi iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuurger Plack reenseignéieren? Wa jo, wéi a wéini wëll si esou e System aféieren?

Réponse (29/06/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte freet no Informatiounen iwwert d'Aféierung vun engem automateschen Zougrieff fir d'Police op en digitale Versécherungsregëster, deen iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuurger Plack reenseignéiert.

Well een op eng Digitalisatioun vun der Immatrikulationsprozedur hischafft, mee sech awer och op eng zukünfteg Kooperatioun um Niveau vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun wëll virbereeden, ass am Kader vum Projet de loi N° 7985 an engem Projet de règlement grand-ducal virgesinn, datt en Datenaustausch betreffend d'Versécherungsinformatiounen soll stattfannen.

Dës zwee Projeten, déi sech aktuell um Instanzeweef befannen, gesi vir, datt eng „banque de données relative à l'assurance automobile des véhicules routiers“

ugeluecht gëtt an datt Membere vun der Police kënnen, am Kader vun hire Missioune, vun der SNCA elektronesch matgedeelt kréien, ob e Versécherungskontrakt fir e gewëssenen Auto ofgeschloss gouf an ob dësen nach valabel ass. Déi Informatioun aus der Datebank kann och, ënner verschiddegen Ëmstänn, un d'Agente vun der Administration des douanes et accises, d'entreprises d'assurances autorisées, de Fonds de garantie automobile an de Bureau luxembourgeois gi ginn.

Fir béid Projete goufen am Laf vum Mount Mee 2023 Amendementer virbereet an et gëtt de Moment op en zousätzlechen Avis vum Staatsrot an de verschiddegen Chambres professionnelles gewaart.

.....

Effectif de la Police grand-ducale | Question 7971 (08/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 28. Abrëll 2023 goufen 176 nei Poliziste vereedeegt. Esou wéi um Site vun der Police ze liesen ass, huet et sech ëm déi éischt Vereedeegung vun neie Beamten zënter dem Dezember 2021 gehandelt. Während deem Zäitraum sinn eng 120 Agenten aus ënnerschiddlechen Ursaachen aus dem Déngscht ausgescheet, sou datt um Enn e Saldo vu 56 zousätzlechen Agente steet.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, aus wéi engen ënnerschiddlechen Ursaachen (Pensionéierung, Versetzung an en anere Service, Burnout asw.) d'Beamten d'Police am Eenzele verlooss hunn? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Ursaachenanalyse virgeholl goufen, falls Leit virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit ausgescheet sinn a wéi eng Conclusiounen zeréckbehale goufen?

2. Wa Leit hir Intentioun bekannt ginn, fir d'Police fréizäiteg ze verloossen, gëtt da probéiert, op hir eventuell Problemer anzegoen, fir datt si awer eventuell nach bleiwe wëllen?

Réponse (26/05/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. An deem vum honorabelen Deputéierte genannten Zäitraum sinn 78 Beamten an d'Pensioun gaangen a ronn 20 hunn d'Ausbildung net gepackt. 14 Beamten hunn demissionéiert, aner Beamten hunn ee Changelement d'administration bei d'Inspection générale de la police oder aner Administratioune gemaach oder hunn aus gesondheetleche Grënn eng Plaz ausserhalb vun der Police kritt. De Grond, wisou Beamten d'Police verloossen, ass net ëmmer bekannt, dat kann déi verschiddegen Ursaachen hunn, zum Beispill eng berufleche Neiorientéierung.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aus den Zuele geet ervir, dass déi meeschte Beamten opgrond vun der Pensioun d'Police verloossen, nëmmen ee klengen Undeel vun den Departee besteet aus Beamten, déi virum Enn vun hirer regulärer Déngschtzäit aus der Police ausgescheet sinn.

ad 2. D'Police huet e Service psychologique a säit 2018 och e Service santé et bien-être au travail, deen Deel vum Personalbüro ass. D'Membere vun der Police kënnen sech u si wenden, wa si Rot brauchen. Si assureieren och d'Prise en charge no potentiell traumatiséierenden Interventiounen an ënnerstëtzen d'Beamte bei physischen a psychischen Erausforderungen.

.....

Potentiel conflit d'intérêt entre la fonction publique et la vie privée de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Question 7991 (16/05/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Dans un article publié récemment sur reporter.lu, « Die Spesen des Franz Fayot », il est question d'une ingérence financière et d'un potentiel conflit d'intérêt entre la fonction publique et la vie privée de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire lors de différents déplacements à l'étranger.

Le paragraphe (1) de l'article 24 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État précise que « Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnement de toutes les dépenses ainsi que du contrôle de la liquidation de toutes les recettes non fiscales relevant du ou des départements ministériels placés sous son contrôle ». En matière de dépenses, le contrôle a pour objet de constater e. a. la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes ainsi que la régularité des pièces justificatives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Le contrôleur financier au sein de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a-t-il contrôlé les frais de route et les frais de séjour de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ?

– Ces dépenses sont-elles conformes à la législation en la matière ?

– Est-ce que le contrôleur financier a fait des observations en la matière ?

– Si oui, dans combien de cas ?

– Si oui, est-ce qu'il y a eu des passer-outre ? Si oui, combien ?

Réponse (15/06/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Les contrôles effectués par la Direction du contrôle financier (DCF) se font sur base de l'article 24 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État :

« (1) Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnement de toutes les dépenses ainsi que du contrôle de la liquidation et du recouvrement de toutes les recettes non fiscales relevant du ou des départements ministériels placés sous son contrôle.

(2) Il exerce son contrôle sur pièces et pour autant que de besoin sur place.

(3) En matière de dépenses le contrôle a pour objet de constater :

- la disponibilité des crédits ;
- l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable ;
- la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes ;
- la régularité des pièces justificatives ;
- l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures. »

Toutes les dépenses sont contrôlées y compris les frais de route et de séjour de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

L'article 10 du règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État, dispose que « les membres du Gouvernement ont droit au remboursement de leurs dépenses réelles pour frais de route et de séjour, sur production d'une déclaration motivée ». Quand les dépenses sont conformes à la législation en la matière, le

contrôleur financier accorde son visa et le remboursement des frais concernés peut être exécuté par la Trésorerie de l'État. Le contrôle financier ne porte ni sur l'économicité, ni sur l'opportunité d'une dépense.

Pendant la période allant de 2021 à 2023, un seul dossier relatif aux demandes de remboursement de frais de route de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a été retourné. En l'occurrence, la saisie des émissions CO₂ avait été omise.

Aucun des dossiers contrôlés n'a donné lieu à un refus ou à un passer-outre de la part de la DCF.

.....

Participation du Luxembourg au prochain « Eurovision Song Contest » | Question 8034 (26/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement vient de confirmer son intention de soutenir la participation du Luxembourg au prochain « Eurovision Song Contest ». Rappelons que le Luxembourg avait remporté l'Eurovision à cinq reprises avant de se retirer après 1993 de ce concours.

Le Gouvernement entend confier le pilotage de cette participation à la CLT-UFA.

1) Comme le Gouvernement entend aligner « un représentant du Luxembourg en 2024 », j'aimerais savoir s'il est envisagé de sélectionner un représentant du secteur musical du Luxembourg ou un artiste international.

2) Concernant l'éventualité que le Luxembourg remporte ce concours, et étant donné que le Service des médias a fait savoir que le Gouvernement s'est préparé à cette « possibilité », j'aimerais savoir quelles sont les options concrètes du Gouvernement pour suffire à cette hypothèse, c'est-à-dire organiser ledit concours ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1) Dans le contexte de l'édition 2023 du Concours Eurovision de la chanson (Eurovision Song Contest), le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg a formellement annoncé son retour au concours en 2024. Selon le règlement du Concours Eurovision, les chansons qui participent au concours sont choisies lors de sélections nationales organisées par les diffuseurs participants. Le règlement précise encore que la sélection nationale est organisée sous la seule responsabilité du diffuseur participant concerné.

Des représentants du diffuseur participant luxembourgeois, CLT-UFA, sont en échange continu avec des représentants des ministères concernés dans le cadre d'un groupe de travail mis en place à cette fin. Dans ce contexte, sont également discutées les conditions qui devront être remplies par les candidat*es. Il est prévu que le ou la représentant*e du Luxembourg devra incarner le rayonnement musical du Luxembourg, et ce pour valoriser, sur le plan européen et international, non seulement les secteurs musical et créatif, mais également l'image du pays dans son ensemble. La CLT-UFA sera chargée d'élaborer un concept à cette fin permettant la sélection d'un ou d'une candidat*e ayant un ancrage culturel luxembourgeois.

Toutes les informations concernant le processus du choix du ou des candidat*es, ainsi que les modalités de candidature seront présentées début juillet 2023.

ad 2) Le Gouvernement a bien pris en compte les conséquences organisationnelles et financières d'une éventuelle victoire luxembourgeoise à l'Eurovision dans sa décision de soutenir la participation du Luxembourg dès l'édition de 2024. Ont été pris en compte, outre l'impact culturel et sociétal, l'influence positive sur la promotion de l'image de marque du Luxembourg ainsi que, comme on peut l'observer dans d'autres pays, le

fait qu'une participation, et le cas échéant une victoire, aurait des répercussions positives sur le développement de l'industrie créative, et plus particulièrement sur l'industrie musicale. De plus, la tenue éventuelle d'un tel spectacle d'envergure internationale et des événements connexes se reflètera indéniablement sur l'hôtellerie locale et le tourisme de manière plus générale.

Parc des IRM actuellement en service | Question 8037 (26/05/2023) de **M. Marc Hansen** | **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose actuellement de 12 appareils IRM opérationnels, dont 11 dans les centres hospitaliers du pays et un seul dans un cabinet médical, conventionné avec le Centre hospitalier de Luxembourg.

Concernant ces appareils, nous aimerions avoir les informations suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir de plus amples détails sur le constructeur et le modèle de chaque l'IRM, l'année d'acquisition et de mise en service, et, pour les appareils d'occasion, l'année de leur première mise en service ?

2) Quels types d'images les différents appareils d'IRM peuvent-ils fournir ?

3) Y a-t-il des différences de qualité et de netteté d'image entre les différents appareils d'IRM ?

Selon nos informations, certains types d'images IRM nécessitent une infrastructure ou des produits spécifiques, voire du personnel spécialisé.

Ainsi, pour les IRM nécessitant l'injection d'un produit de contraste, la présence d'un anesthésiste est obligatoire à cause du risque d'un choc anaphylactique. L'injection du produit de contraste n'est pas toujours planifiable d'avance et peut s'avérer nécessaire en cours de route si les images obtenues dans un premier temps ne révèlent pas les informations souhaitées.

4) De quels infrastructures, produits médicaux ou personnels spécifiques les différents types d'images ont-ils besoin pour que la qualité puisse être assurée ?

5) Est-ce que tous les sites offrant des examens IRM disposent d'un anesthésiste ?

6) Dans la négative, combien de patients ont dû être redirigés sur un autre site afin qu'un examen IRM avec produit de contraste ait pu être réalisé ?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ce qui concerne l'IRM Potaschberg, (Siemens Somatom Definition 128 AS), il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'un appareil d'occasion, acquis auprès d'un fournisseur allemand et dont l'année de construction est 2005.

ad 2) Les spécificités techniques dépendent des modèles et configurations respectives installées et il est préférable de se référer à la documentation des équipements respectifs.

ad 3) En général, la qualité d'image dépend des paramètres suivants :

- l'intensité du champ magnétique (1,5 T ou d'un appareil haute performance avec une intensité de champ magnétique de 3 T) ;
- les paramètres d'acquisitions ;
- les antennes ;
- les types de séquences ;
- les méthodes de reconstructions, etc.

De plus, les séquences cliniques utilisées par les hôpitaux sont différentes. Ceci entraîne l'impossibilité de faire des intercomparaisons entre les différentes machines.

ad 4) Au niveau de l'infrastructure, il faut disposer d'une salle dédiée à l'IRM, conçue pour éliminer les interférences magnétiques, avec un blindage électromagnétique pour réduire les interférences radiofréquences. De plus, un système de refroidissement efficace est essentiel pour maintenir des conditions de fonctionnement optimales.

En ce qui concerne les produits médicaux, des injections de produits de contraste peuvent être nécessaires pour certains examens IRM, afin d'améliorer la visibilité des tissus ou des vaisseaux sanguins. Des produits de contraste adaptés à chaque type d'IRM peuvent être utilisés, tels que ceux utilisés pour l'imagerie vasculaire ou l'imagerie de la moelle épinière.

Quant au personnel, de nombreux professionnels qualifiés sont impliqués dans le processus. On peut notamment citer les radiologues, les assistants techniques médicaux, les physiciens médicaux et le personnel infirmier.

La Cellule physique médicale de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois réalise une assurance qualité conformément au règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les normes pour un service d'imagerie médicale travaillant avec un tomographe à résonance magnétique nucléaire selon une fréquence annuelle par un expert en physique médicale (EPM) agréé par le Ministère de la Santé. Cependant, ces tests sont uniquement relatifs par rapport aux performances mesurées lors de la réception pour une machine donnée. De ce fait une comparaison absolue entre les appareils n'est pas possible.

ad 5) En raison de l'article 2 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 précité, le tomographe à résonance magnétique est à installer dans un service d'imagerie médicale.

Selon la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, l'article 4 précise que « Tout centre hospitalier doit obligatoirement disposer d'une autorisation d'exploitation pour les services hospitaliers suivants [...] Soins intensifs et anesthésie »

Les sites mentionnés sous la question 1 disposent de la présence d'un anesthésiste. Seule l'antenne du service imagerie médicale du CHL, installée au centre médical, ne dispose pas d'une présence d'anesthésiste sur le même site. Toutefois, un lien fonctionnel avec un service de soins intensifs est assuré en raison de la collaboration avec un centre hospitalier.

ad 6) Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations au sujet de patients éventuellement redirigés sur d'autres sites.

Fermeture de l'abattoir à Wecker | Question 8038 (26/05/2023) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

De 17. Mee kolum d'Nouvelle, datt d'Firma Cobolux de Schluechtbetrieb zu Wecker zoomécht. No der Fermeture gëtt et hei zu Lëtzebuerg just nach ee Schluecht-haus. Kuerz Weeër, virun allem vu liewegen Déieren, müssen eng Prioritéit sinn. No dësem Zoumaache gi mer an der Fleischproduktioun souger am Beräich vum Groussvéi nach méi vum Ausland ofhängeg. Mir müssen awer och no der Liewensmëttelversuergung an eisem Land kucken.

An deem Kontext wollt mir folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Huet den Här Minister Angaben zu der Entwécklung iwwer déi lescht 5 Joer vun der Unzuel vun Déieren, déi zu Wecker geschluecht gi sinn?

2. War de Minister am Virfeld iwwer d'Fermeture informéiert ginn an ass no anere Léisunge gesicht ginn?

3. Mat nëmme méi engem Schluecht-haus besteet de Risiko, datt am Fall vum Ausbroch vum enger Krankheet, wéi z. B. BSE oder der Schwéngespescht, d'Schluecht-haus – an dësem Fall dat eenzegt am Land – misst zougemaach ginn. Wat wëll d'Regierung an esou engem Noutfall maachen?

4. Ass de Minister mam Ettelbrécker Schluecht-haus a Kontakt?
– Wa jo, wéi gesäit do déi wirtschaftlech Situatioun aus?

5. Wëssend, dass mir wéinst der Liewensmëttelsovereänitéit an der Liewensmëttelversuergung e Schluecht-haus zu Lëtzebuerg brauchen, wéi gedenkt d'Regierung den Erhalt vum leschte Schluecht-haus zu Lëtzebuerg laangfristeg ofzesécheren?

6. Gesäit d'Regierung an dësem Kontext eng Méiglechkeet, fir finanziell Hëllef fir d'Ettelbrécker Schluecht-haus bereetstellen?

Réponse (19/06/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. De Minister gouf kuerz virun der offizieller Annonce vun der Direktioun vum Schluecht-haus informéiert an huet keng juristesche Méiglechkeet, fir sech an Decisiounen vun enger privater Firma anzeméischen.

ad 3. Am Fall vum Ausbroch vum enger Krankheet besteet laut europäescher Legislatioun keng Obligatioun, e Schluecht-haus zouzemaachen. Unhand vun der Legislatioun muss sougenannte Schutz- resp. Iwwerwaachungszonen ausgewise ginn an, falls e Schluecht-haus an esou enger Zon läit, sinn d'Activitéiten vun deem Schluecht-haus u gewësse Konditiounen gebonnen, mee d'Schluechtaktivitéit fir den nationale Marché kann oprecht gehale ginn.

ad 4. De Minister grad wéi och seng Verwaltung stinn a permanentem Kontakt mat de Schluecht-häuser, sou och mat deem vun Ettelbréck. De Bilan, deen d'Schluecht-haus Ettelbréck all Joer op senger Generalversammlung mécht, ass duerchhaus positiv an och deelweis bedéngt duerch de stännegen Ausbau vu sengen Activitéiten grad wéi och d'Moderniséierung vun den Infrastrukturen.

ad 5. Wéi bei all Betrieb hänkt d'Activitéit vun engem Schluecht-haus vu verschiddene Facteuren of: der Disponibilitéit an dem Präis vun der Matière première (an deem hei Fall d'liewegen Déieren), den Exigèzen, wat d'Infrastruktur an d'Equipement betrëfft, de Präisser vun der Energie (déi an engem Schluecht-haus ee weesentleche Posten duerstellen), der Entsorgung vun den Offallprodukten a schlussendlech dem Ofsatz vun de fäerdege Produkter (Fleisch, sief et a Form vun enger Carcass oder vun Deelstécker aus der Decoupe). Op d'Majoritéit vun deene Facteuren huet d'Politick nëmme en indirekten Afloss. Et ass awer kloer, dass d'Regierung beméit ass, d'Ramebedéngunge sou favorabel wéi méiglech ze gestalten, fir dass mir och nach an Zukunft ee Schluecht-haus zu Lëtzebuerg hunn.

ad 6. Iwwer d'Agrargesetz huet de Ministère d'Méiglechkeet, fir verschidde Kofinanzementer beim Neibau, beim Ausbau oder der Moderniséierung vun de Schluechtinfrastrukturen souwéi och deene vun der

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Decoupe zu Verfügung ze stellen. An der Vergaangenheet konnten déi verschidde Betriber heivu profitéieren, an dat wäert och weider esou beim Ettelbrécker Schluethaus gehandhaabt ginn.

Sport de haut niveau féminin | Question **8041** (26/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Leeschtungssport erfuerdert vun den Athleeten en honnertprozentegen Engagement. Nodeems si hir wichtegst Ziler erreecht hunn, decidéiere si heiansdo, fir eng Paus an hirer Carrière ze maachen, z. B. fir eng Famill ze grënnen.

Dësen Zenario betrëfft haaptsächlech Fraen, déi sech entscheeden, e Kand ze kréien. Déi Fraen, déi dono nees wëllen zeréck an hire Sport, ginn awer dann dacks net méi genuch ënnerstëtzt. Rezent Beispiller am Ausland weisen, z. B. dat vun enger franséischer Judoka, datt et méiglech ass, fir och no enger Paus nach grouss sportlech Leeschtungen ze bréngen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Sportminister:

1. Ginn zu Lëtzebuerg och Sportler no enger Familljepaus ënnerstëtzt a gefërdert?
2. Ewéi presentéiert sech déi Situatioun speziell fir Sportlerinnen, déi Mamm gi sinn?

Réponse (26/06/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

Am Leeschtungssport hu mir d'Section des sports d'élite de l'armée (SSEA), déi jo bekanntlech fir Spëtzesportler geduecht ass, déi der Arméi bäitrieden, fir sech ganzheetlech hirem Sport kënnen ze widmen. Doduerch, datt dës Spëtzesportler fest bei der Arméi agestallt sinn, falen si ënnert d'Aarbeitsgesetz, a fir si gëllen deemno déi selwecht Rechter a Pflichten wéi bei jidderengem aneren och. Op d'Fro, wéi Sportler no enger Familljepaus gefërdert ginn, bzw. Sportlerinnen, muss een, fir de Fall wou ee vu Spëtzesportler schwätzt, un de LIHPS

(Luxembourg Institute for High Performance in Sports) verweisen, an hei spezifesch op hir Abteilung „Injury Prevention & Return-to-Sports“. Déi Haaptmissiounen vun dëser Abteilung sinn:

- fir eng effizient a sécher Leeschtung no enger Verletzung, enger Krankheet oder all aner Absence vum Sport ze garantéieren,
- fir sportspezifesch Präventiounsstrategien ëmzesetzen, fir de Risiko vun neien an/oder widderhuelende Verletzungen ze reduzéieren.

Fir dës Ziler ze erreechen, ginn d'Haaptschrëtt fir zeréck an de Sport geplangt a koordinéiert an enker Zesummenaarbecht mam Athleet a sengem Trainer souwéi all involvéierten Acteuren an Experten. Eng Critère-baséiert a progressiv Rehabilitatioun, dorënner Stärketraining, reaktiv Entscheidungsprozesser a koordinativ Übungen, ginn am High Performance Training and Recovery Center (HPTRC) am Centre national sportif et culturel d'Coque oder um Spillfeld ugebueden, wann néideg. Gemeinsam Entscheidungsprozesser baséierend op funktionellen a sportspezifischen Tester guidéieren den Athleet duerch de Prozess vum „Return to Sports“.

Application mobile afin de faciliter l'accès des personnes allergiques aux informations sur les concentrations de pollens dans l'air | Question **8044** (31/05/2023) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0632 en avril 2019, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé qu'une application mobile gratuite serait développée début 2020 afin de faciliter l'accès des personnes allergiques aux informations sur les concentrations de pollens dans l'air.

Il est certain que la pandémie a eu un impact sur le calendrier de développement d'une telle application mobile. Néanmoins, trois ans se sont écoulés depuis le lancement prévu.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Madame la Ministre, le développement d'une application mobile est-il toujours en cours ?
- 2) Dans l'affirmative, quand les personnes allergiques peuvent-elles s'attendre à sa publication ?
- 3) Qui a été chargé pour développer cette application ?

Réponse (03/07/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le développement de l'application dont parle l'honorable Députée et qui permettra à l'utilisateur de suivre les concentrations en pollen mesurées dans l'air ambiant au Luxembourg, est en cours de finalisation et devrait être prête pour la saison de 2024.

ad 2) L'application en question sera activée pour le public dès que les derniers tests de fonctionnalité et de sécurité qui sont actuellement en cours, ont pu démontrer la fiabilité de l'outil.

ad 3) Le Ministère de la Santé finance la station d'aérobiologie, positionnée sur le toit du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), qui permet de mesurer les concentrations en pollen présentes dans l'air. Les données générées ont, jusqu'à présent, été publiées sur le site www.pollen.lu, accessible au grand public. Sur ce site, la population est avertie par rapport aux taux de pollens importants qui peuvent générer des réactions allergiques.

Comme le CHL et les allergologues étaient impliqués dès le début dans la gestion de la station d'aérobiologie, ils ont également été chargés d'accompagner le développement de l'application qui permettra de faciliter aux personnes allergiques de suivre l'évolution des risques d'allergènes pendant la saison pollinique. Le CHL a chargé une société externe pour développer l'application. Le financement est assuré par le Ministre de la Santé.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799